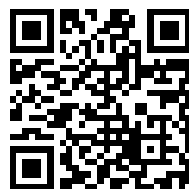

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B

619241

DUPL



Library of the University of Michigan
Bought with the income
of the
Ford - Messer
Bequest



E. P. FARRER



AS
242
13892

BULLETINS
DE LA
CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETINS

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

5^E SÉRIE — TOME X

1924

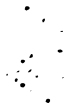


BRUXELLES

MAURICE LAMERTIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

58-62, Rue Coudenberg, 58-62

1924



ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETIN
DE LA
CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

5^e SÉRIE — TOME X

1924 — N^{os} 1-3



BRUXELLES

MAURICE LAMERTIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

58-62, Rue Coudenberg, 58-62

1924

MARCEL HAYEZ

Imprimeur de l'Académie Royale de Belgique

Rue de Louvain, 118

BRUXELLES

F. de Vriendt
Le 9. 1. 24
9. 1. 24

DISCOURS

PRONONCÉ PAR

M. Jullaen DE VRIENDT, Président de l'Académie royale de Belgique
lors de la Réception au Palais, le 1^{er} janvier 1924

SIRE, MADAME,

L'Académie royale de Belgique est heureuse d'exprimer à Vos Majestés, par la voix de son président, ses respectueux sentiments de profonde affection ainsi que l'hommage de ses félicitations et de ses vœux pour le bonheur du Roi, de la Reine et de la Famille royale.

SIRE,

La vraie grandeur d'un pays réside dans la marche constante et ferme vers le progrès moral et intellectuel. Aider à cette marche vers les hauteurs en travaillant à élever de plus en plus l'éducation de notre peuple par l'influence salutaire de la science, de la littérature et de l'art, telle est la mission que l'Académie royale s'efforce de remplir. L'activité toujours en éveil de ses membres dans leurs divers domaines prouve qu'ils se rendent compte de l'importance de leurs travaux.

Ceux qui connaissent à fond le peuple belge savent qu'il

s'intéresse plus qu'on ne pense aux conquêtes de la science et surtout combien il est sensible à toute manifestation artistique.

Encourager et nourrir ce penchant vers le vrai, satisfaire autant qu'on le peut cette soif de beauté est une noble tâche pour ceux qui ont à cœur de développer la grandeur morale de notre pays et de lui conserver le rang glorieux que depuis des siècles il a occupé parmi les nations.

SIRE, MADAME,

Que l'année nouvelle réserve à Vos Majestés toutes les joies et à notre chère patrie, la concorde et la paix.

Séance du lundi 7 janvier 1924.

M. J. Vercoullie, *directeur de la Classe.*

Sont présents : MM. Maurice De Wulf, *vice-directeur* ; le comte Goblet d'Alviella, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, J. Waltzing, Eug. Hubert, E. Mahaim, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehay, dom U. Berlière, J. Bidez, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, P. Ladeuze, *membres* ; J. Cuvelier, G. Doutrepont, H. Vander Linden, L. Wodon, A. Nerinx, M. Ansiaux, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Thomas, De Greef, van Biervliet, *membres* ; le comte H. Carton de Wiart, *correspondant*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts prie l'Académie de constituer le noyau d'un « Comité national belge pour la reconstitution de la Bibliothèque de l'Université de Tokio ». La Classe désigne comme son délégué à ce Comité M. P. Ladeuze.

Le même Ministre annonce qu'il alloue à l'Académie, pour le Comité national du *Dictionnaire du Latin médiéval*, une subvention annuelle de 5,000 francs.

Le même Ministre fait parvenir cent exemplaires du rapport du jury du Prix quinquennal des Sciences sociales (8^e période).

Le même Ministre fait parvenir une copie de l'arrêté royal du

5 décembre 1923, par lequel M. Max Lohest est nommé président de l'Académie pour l'année 1924.

L'Université de Riga sollicite l'échange des publications de l'Académie avec ses propres « Acta ». — Cet échange est accepté.

La Fondation universitaire annonce qu'elle accorde un subside de 10,000 francs pour les travaux à exécuter en Belgique en vue de la préparation du *Dictionnaire du Latin médiéval*.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Philippe de Harvengt, abbé de Bonne-Espérance, c. 1157-1183, par dom Ursmer Berlière;

L'Ancien Art serbe, les Églises, par G. Millet;

L'École grecque dans l'Architecture byzantine, par le même; présentés, avec une note bibliographique, par le P. Delehaye.

— Remerciements.

COMITÉ SECRET. ÉLECTIONS.

M. Waltzing est élu Directeur pour 1925.

M. Hubert est élu délégué auprès de la Commission administrative.

M. Vercoullie, Directeur sortant, après avoir remercié ses Confrères, installe M. De Wulf, Directeur pour l'année 1924. Celui-ci exprime à M. Vercoullie la gratitude de la Classe pour son ancien Directeur et félicite M. Waltzing, qu'il installe en qualité de Vice-Directeur. M. Waltzing remercie.

RAPPORTS.

De MM. Delehaye, Leclère et Wilmotte, sur les collections réunies au « Palais mondial » par l'Union des Associations internationales. — La Classe adopte les conclusions de ce

Séance du 7 janvier 1924.

rapport, qui seront communiquées à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

De la Commission de la Fondation Pirenne. — Conformément aux conclusions de la Commission, la Classe décide de ne pas attribuer de subvention pour l'année 1923.

NOMINATION DE JURYS.

Prix De Keyn (22^e concours, 2^e période : 1922-1923) : MM. Ch.-J. de la Vallée Poussin, L. Fredericq, L. Parmentier, L. Solvay, H. Vander Linden, Vercoullie et Wilmotte.

Prix Castiau (13^e période : 1921-1923) : MM. Mahaim, Vandervelde et Ansiaux.

CHOIX D'UNE LECTURE POUR LA SÉANCE PUBLIQUE.

M. van Biervliet est chargé de cette lecture.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

Gabriel MILLET. *L'École grecque dans l'Architecture byzantine*.

Paris, Leroux, 1916, in-8°, xxviii-329 pp., illustrations.

— *L'Ancien Art serbe. Les Églises*. Paris, de Boccard, 1919. in-4°, 208 pp., illustrations.

J'ai l'honneur d'offrir à l'Académie, au nom de l'auteur, deux importants travaux sur l'art byzantin. M. G. Millet, à qui nous devons tant d'autres publications sur la matière, notamment le *Monastère de Daphni*, les *Monuments byzantins de Mistra*, les *Recherches sur l'Iconographie de l'Évangile*, est bien l'homme de France qui a le plus contribué, par des recherches originales, à enrichir et à préciser nos connaissances sur l'art chrétien d'Orient. Personne n'a réuni autant de matériaux inédits et n'en a tiré meilleur parti. Il a lui-même recueilli sur place la plus

grande part de l'abondante documentation dont il dispose. Il a visité les vieilles églises jusque dans les coins les plus reculés de la Grèce, de la Macédoine, de la Serbie et rapporté de ses explorations un nombre considérable de plans, de dessins et de clichés qui lui ont permis d'illustrer richement les deux volumes qu'il vient de consacrer à l'architecture religieuse des Grecs et des Serbes.

Dans ce que nous désignons sous le terme générique d'art byzantin, M. Millet distingue deux traditions dont les contrastes sont frappants pour qui sait les observer : d'un côté la tradition hellénistique formée d'éléments provenant d'Antioche, d'Alexandrie et même de Rome; elle s'est développée à Constantinople et dans les régions plus directement soumises à son influence artistique. D'autres tendances se manifestent en Mésopotamie, sur le plateau d'Anatolie, en Arménie, au Caucase, et constituent la tradition orientale. L'opposition des deux écoles se manifeste partout : dans les plans des basiliques, dans les formes, dans la technique. L'Orient réalise un idéal plus austère. Ses œuvres architecturales se distinguent par la simplicité de l'ordonnance, la fermeté des lignes, l'aspect sévère de l'ensemble. Byzance, au contraire, ne dédaigne pas la complexité, l'effet pittoresque, et donne à ses édifices un cachet plus riant. Strzygowski a renouvelé l'histoire de l'art en posant la question : L'Orient ou Rome? M. Millet se demande à chaque pas si c'est à Byzance ou en Orient que les architectes ont cherché leur inspiration. Son enquête l'amène à établir, avec de nombreuses preuves à l'appui, l'existence d'une école grecque qui, sur bien des points, s'affranchit de la tradition byzantine, adopte des types originaires de l'Orient et interprète à la façon orientale les motifs qu'elle emprunte à Byzance. L'analyse de détail qui mène à cette conclusion aboutit à mieux caractériser l'école d'architecture de Constantinople, en même temps qu'elle met en évidence l'originalité de l'école grecque et les liens de parenté qui l'unissent à l'Orient.

L'ancien art serbe, qui est considéré comme une autre branche de l'art byzantin, suit également des voies particulières et pose un problème analogue, mais plus compliqué; car aux traditions byzantines ou orientales viennent se mêler les influences occidentales qui trouvent leur explication dans les relations de voisinage et dans les événements historiques. Les Serbes, qui visent volontiers à l'effet, prennent de grandes libertés avec les modèles; ils empruntent et combinent de diverses façons et leur architecture porte, suivant les régions, des empreintes dont l'origine est aisément reconnaissable. En Rascie se manifeste l'influence de Byzance et des Latins; dans la Serbie byzantine celle de Constantinople et de la Grèce; sur la Morava on retrouve Byzance et l'Orient.

Le volume de M. Millet sur les églises de Serbie est aussi documenté que le précédent; l'illustration est beaucoup plus abondante et plus luxueuse, et le sujet est traité avec plus d'ampleur. L'archéologue et le technicien y cèdent plus souvent la parole à l'historien; à l'historien qui ne veut point cacher ses sympathies et son admiration pour un peuple qu'il a depuis longtemps appris à connaître et à estimer, et dont les derniers événements ont mis en nouvelle lumière les grandes qualités. L'étude des monuments est précédée d'une introduction où l'auteur esquisse rapidement l'histoire des Serbes et fait apprécier le caractère national des fondations pieuses, églises ou monastères, dont les rois, les princes et les prélats ont semé le sol de la patrie. Dans le présent volume, M. Millet ne s'occupe que de l'architecture. Il nous fait espérer que cette étude sera bientôt complétée par un volume sur l'iconographie, où la Serbie se révélera mieux encore comme une terre nouvelle dans le domaine de l'histoire de l'art.

HIPPOLYTE DELEHAYE.

LECTURE.

Entr'aide juridico-philologique,

par

GEORGES CORNIL, membre de l'Académie.

Ce sont généralement les philologues qui tendent une main secourable aux historiens du droit. Mais il n'est pourtant pas interdit que, de son côté, l'historien du droit communique parfois aussi au philologue une documentation qui pourrait fournir à celui-ci des suggestions nouvelles et peut-être utiles.

Malgré notre ignorance en matière philologique, nous allons nous hasarder à livrer aux philologues quelques réflexions que nous a inspirées l'étude des sources juridiques. Bien entendu, nous nous garderons bien de tirer des conclusions fermes des rapprochements que nous indiquons, laissant aux hommes compétents le soin d'apprécier si nos indications sont de quelque prix.

Nos investigations porteront sur deux sujets très disparates : nous passerons d'un épisode de l'*Odyssée* à l'enseigne d'un cabaret flamand.

I. — LES AMOURS D'ARÈS ET D'APHRODITE.

L'épisode bien connu des amours d'Arès et d'Aphrodite, chantées par Démodocos au VIII^e chant de l'*Odyssée* (vers 266 à 366), intéresse vivement les historiens du droit.

La critique homérique tient généralement l'épisode Arès-Aphrodite pour un passage d'origine assez récente; il semble même que la partie qui sollicite plus spécialement l'attention

des jurisconsultes (vers 344 à 366) aurait été ajoutée à une forme plus ancienne du récit, et que ce complément remonterait à quelques générations à peine avant Solon. Ainsi les conceptions juridiques que révèle le récit de Démodocos ne seraient antérieures que d'une couple de siècles aux conceptions mieux connues du droit attique du IV^e siècle ⁽¹⁾.

On connaît la mésaventure du couple adultère Arès-Aphrodite : Héphaistos, le mari, averti de son malheur par Hélios, forgea une trame de liens invisibles, semblable à une puissante toile d'araignée, autour de sa couche, sur laquelle les amants se disposaient à commettre ce que la comtesse de Noailles appelle « le crime dangereux du bonheur ». Trompés par un départ simulé du mari, les coupables se font prendre au piège et les voici entravés et enchaînés sur le lit conjugal. Héphaistos survient alors, et aux cris de colère qu'il pousse, les dieux accourent. Parmi ceux-ci se trouve Poseidon, qui intercède pour obtenir d'Héphaistos la libération d'Arès enchaîné.

Cette intervention de Poseidon soulève de graves problèmes juridiques. Elle se produit d'abord dans les termes suivants (vers 347-348) : λῦσον * εγω δ' ὑπίσχομαι αὐτὸν τίσειν αἷσιμα πάντα; c'est-à-dire : délie-le (dénoue ses liens); quant à moi, j'assure qu'il paiera tout ce qui convient (la composition qui convient).

L'intervention de Poseidon qui s'est produite dans ces termes est qualifiée cautionnement au vers 351, ou, plus exactement, les termes ἐγγυη et ἐγγυάσθαι sont employés ici par Héphaistos pour caractériser l'intervention de Poseidon. Mais quand on traduit ces termes par caution et cautionner, on risque de méconnaître le sens de la réflexion d'Héphaistos, parce qu'on évoque l'idée moderne du cautionnement, qui diffère sans aucun doute de la conception homérique du cautionnement.

Pour éviter tout malentendu de ce genre, il convient de

(1) JOSEF PARTSCH, Griechisches Bürgschaftrecht, I (1909), p. 9, note 1.

donner à l'expression employée par Héphestos une signification vague, assez large pour embrasser toute la gamme des cautionnements, depuis l'assujettissement matériel d'un otage jusqu'à l'affectation d'une caution moderne aux poursuites éventuelles et subsidiaires du créancier. Puis procédant par voie d'élimination, il sera possible de préciser peut-être la phase de l'évolution du cautionnement à laquelle se réfère la réflexion d'Héphestos.

Afin de ne rien préjuger, prenons donc pour point de départ des termes très généraux qui, sans aucune précision technique, caractérisent l'intervention de Poseidon comme une couverture de la conduite d'Arès : Poseidon assure qu'Arès accomplira son devoir, c'est-à-dire qu'il payera pour son crime une composition convenable. En ces termes, Poseidon se borne à couvrir la conduite d'Arès, sans personnellement s'engager ni assumer aucun devoir.

L'intervention de Poseidon se produit en vue de délivrer Arès, c'est-à-dire pour faire dénouer les liens qui enchaînent Arès sur la couche d'Héphestos. Ce but de libération d'autrui, poursuivi par Poseidon, suffit à justifier le nom de caution donné à celui-ci ; car l'histoire comparative des institutions primitives nous apprend que la fonction originaire de la caution est de libérer le débiteur, en prenant sa place : la caution originellement s'engage (s'enchaîne) à la place du débiteur, qui se trouve ainsi dégagé ; et par conséquent lorsque ce dernier voudra rester engagé personnellement malgré l'intervention d'une caution, il ne pourra le faire qu'en se cautionnant lui-même, en devenant sa propre caution ⁽¹⁾.

L'intervention la plus ancienne et la plus énergique d'un

(1) L'exemple le plus récent d'un débiteur qui, en fournissant des cautions, s'adjoit personnellement à celles-ci et se cautionne ainsi lui-même, se trouve dans un contrat d'entreprise de construction de l'an 105 av. J.-C., conservé sur la table de marbre dite de Pouzzoles. PAUL-FRÉDÉRIC GIRARD, *Textes de droit romain publiés et annotés*, 5^e éd., 1923, pp. 860-862.

répondant qui dégageait le débiteur en s'engageant à sa place, c'était l'intervention d'un otage, qui s'assujettissait effectivement au pouvoir du créancier, en se mettant réellement sous la main du créancier à la place du débiteur délivré ⁽¹⁾.

Ce n'est pas sous les espèces d'un otage enchaîné que Poseidon entend intervenir pour libérer Arès enchaîné : en affirmant qu'Arès libéré se conduira comme il convient, Poseidon n'entend nullement se constituer otage et se substituer à Arès sous la trame des liens forgés par Héphaïstos. La preuve évidente s'en trouve aux vers 352-353, où Héphaïstos réplique à Poseidon : comment moi t'enchainerais-je, si Arès s'enfuyait, se soustrayant à sa dette et à ses chaînes ?

Cette repartie d'Héphaïstos est instructive à deux points de vue : d'une part, elle montre clairement que l'intervention de Poseidon ne se traduit nullement en un enchaînement effectif à titre d'otage ; car si Héphaïstos craint ne pouvoir enchaîner Poseidon, c'est donc que celui-ci n'entendait nullement s'enchaîner lui-même. D'autre part, pour désigner la situation à laquelle Arès se soustrairait par la fuite, Héphaïstos emploie deux termes : *χρέος και δεσμὸν ἀλύξας* = se soustrayant à sa dette et à sa chaîne. *Τὸ χρέος*, c'est la dette d'Arès, c'est-à-dire le devoir qui lui incombe de payer une composition convenable ; *ὁ δεσμός*, c'est le lien ou la chaîne qui maintient Arès au pouvoir d'Héphaïstos.

L'emploi de ces deux termes confirme une distinction que nous a révélée l'histoire comparative des origines de l'obligation. En remontant aux origines, dans le droit babylonien et le droit assyrien, dans le droit romain, dans le droit germanique, on découvre que notre conception actuelle de l'obligation

⁽¹⁾ Ceci est confirmé par la signification que les philologues restituent par conjecture aux mots *ἐγγύη*, « ce qu'on met dans la main comme gage » ; *ἐγγυάω*, « remettre en mains, donner en gage » ; *ἐγγυος*, « garant ». Boisacq, Dictionnaire étymologique de la langue grecque, 1916.

juridique s'analyse en deux éléments qui, avant de se souder indissolublement, sont restés longtemps séparés et autonomes ⁽¹⁾.

Le langage d'Héphaistos permet de supposer que l'ancien droit grec ne se différenciait pas à cet égard des autres droits primitifs. La distinction des deux facteurs qui, par leur réunion, constituent l'obligation, se traduit dans le langage par l'emploi des mots : *χρεός* et *δεσμός*, *debitum* et *obligatio*, *Schuld* et *Haftung*; en français, nous dirons : *devoir* et *engagement*.

Il convient de remarquer que la distinction entre le devoir et l'engagement (*χρεός* et *δεσμός*) peut seule fournir une explication plausible de la fonction libératoire de la caution ancienne. Car dans le système moderne, qui envisage la caution comme un débiteur subsidiaire, adjoint au débiteur principal pour consolider la situation du créancier, il paraîtrait déconcertant et contradictoire que l'engagement de la caution eût pour effet de libérer le débiteur. Par contre, quand on distingue entre le *devoir* de payer qui incombe au débiteur et l'*engagement* du débiteur au pouvoir du créancier, on conçoit sans difficulté qu'un intervenant, otage ou caution, reprenne sur lui-même les chaînes qui assujettissaient le débiteur au pouvoir du créancier, afin de donner les mains libres au débiteur et de lui faciliter ainsi l'accomplissement d'un devoir qui ne cesse nullement de lui incomber.

Quand Héphaistos exprime la crainte de voir Arès délivré de ses chaînes (*δεσμός*), éluder l'accomplissement du devoir de composer (*χρεός*) qu'il n'avait du reste assumé par aucune promesse formelle de composition, la distinction entre l'*engagement* et le *devoir* éclate aux yeux les moins prévenus. Et quand Héphaistos ajoute qu'il se gardera de lâcher Arès parce qu'il serait dans l'impossibilité de saisir Poseidon pour l'enchaîner

(1) Références dans les *Mélanges P.-F. Girard*, t. I, 1912, p. 199, note 1.

à son tour, il montre clairement que, à son sens, la fonction de la caution serait de se substituer au débiteur sous les chaînes du créancier.

Le raisonnement d'Héphaïstos repoussant l'offre d'intervention de Poseïdon est le suivant : En intervenant pour faire dénouer les liens d'Arès, tu te donnes, Poseïdon, l'apparence d'une caution; mais cette apparence est mensongère et ton simili-cautionnement est illusoire, puisqu'il ne me fournit pas le moyen de t'enchaîner à la place d'Arès. Tu te bornes à couvrir Arès en affirmant qu'il se conduira comme il convient; mais par cette parodie de cautionnement tu réussis tout au plus à te rendre aussi méprisable que lui (vers 351); car si, confiant en ton affirmation, je délivrais Arès, je lâcherais la proie pour l'ombre, puisque contre toi je suis désarmé (vers 352).

La réplique d'Héphaïstos paraît concluante à Poseïdon et détermine celui-ci à donner une forme nouvelle à son intervention : si, dit-il, Arès se soustrait par la fuite à l'accomplissement de son devoir (*χρεὸς*), je te paierai moi-même.

Ici Poseïdon change d'attitude : sa nouvelle intervention dépouille toute apparence de cautionnement, apparence qui n'avait d'ailleurs pas réussi à donner le change à Héphaïstos, par la raison que Poseïdon, dans sa première proposition, n'entendait nullement prendre sur lui les chaînes (*δεσμὸς*) qui étreignaient Arès. C'est maintenant sur le terrain du devoir ou *χρεὸς* que Poseïdon transporte son intervention, et il promet de payer personnellement la composition d'Arès : par là il assume le devoir auquel il est à craindre qu'Arès se soustraie par la fuite. Ainsi la situation d'Héphaïstos est améliorée, parce que, s'il tenait Arès à sa merci dans ses liens puissants, celui-ci n'avait cependant pas assumé, par une promesse formelle, le devoir de payer une composition; or maintenant la parole de Poseïdon assure à Héphaïstos le paiement de la composition qui convient entre dieux immortels.

Dans ces conditions, Héphaïstos, qui avait enchaîné Arès sans

avoir reçu de lui aucune promesse de composition, le lâche contre la promesse de Poseidon de payer lui-même une composition satisfaisante.

La traduction littérale du dialogue d'Héphaistos et de Poseidon est malaisée; mais le commentaire que nous venons d'en donner nous autorise à proposer d'en rendre assez fidèlement le sens dans les termes suivants :

Première proposition de Poseidon à Héphaistos (vers 347-348) :

— « Délie-le! Quant à moi, je t'assure qu'il te paiera, comme tu l'y presses, tout ce qui convient entre dieux immortels. »

Refus motivé d'Héphaistos (vers 350-353) :

— « Ne m'exhorte point à cela, Poseidon; car à couvrir une conduite méprisable on se rend également méprisable; et d'ailleurs pourrais-je, moi, t'enchaîner parmi les dieux immortels, si Arès s'enfuyait, se soustrayant à son devoir et à son enchaînement? »

Seconde proposition de Poseidon (vers 355-356) :

— « Héphaistos, si Arès se soustrait par la fuite à l'accomplissement de son devoir, c'est moi-même qui te paierai ce qui convient. »

Acceptation d'Héphaistos (vers 358) :

— « Il ne sied en aucune façon que je repousse ta parole. »

La difficulté git dans les vers 350-353, qui contiennent la justification du refus d'Héphaistos, et spécialement dans le vers 351, qui fait allusion à un cautionnement. *δειλάι τοι δειλῶν γε καὶ ἔγγυα ἐγγυάσθαι*. Ce qui rend incompréhensibles les traductions proposées, c'est qu'elles prêtent toutes à Héphaistos la pensée qu'il y aurait eu, de la part de Poseidon, offre d'un véritable cautionnement; or, s'il en eût été ainsi, il devenait inconcevable qu'Héphaistos eût repoussé la proposition de Poseidon. Par contre, le refus d'Héphaistos se comprend de lui-même, quand on remarque que la proposition de Poseidon, telle

qu'elle est formulée, ne pouvait créer qu'un mirage de cautionnement.

Parmi les traductions énigmatiques du vers 351, qui ne contribuent guère à éclairer les raisons du refus d'Héphaistos, celles proposées par les jurisconsultes ne se signalent pas précisément par leur lucidité.

M. A. Esmein ⁽¹⁾ : « Les promesses des faibles sont de faibles promesses ».

M. J. Partsch ⁽²⁾, à la suite de la plupart des traducteurs en langues germaniques : « Sont impuissantes les cautions qui sont données à des impuissants ».

Il faut reconnaître pourtant que cette dernière traduction pourrait recevoir une interprétation qui nous rapprocherait de la pensée suggérée par les enseignements de l'histoire comparative des origines de l'obligation juridique. Car, si Héphaistos repousse l'intervention de Poseidon, en disant qu'elle est illusoire parce qu'elle le laisse impuissant, n'entend-t-il point par là que, pour ne pas être vain, le cautionnement doit prêter au créancier une puissance sur la caution, mettre la caution à la merci du créancier; en d'autres termes, que le cautionnement doit se produire sur le terrain de l'enchaînement ou δεσμός, ce qui ne s'aperçoit nullement dans la proposition de Poseidon.

Les nombreuses traductions françaises, qui n'ont pas eu la préoccupation de résoudre précisément l'énigme juridique du dialogue d'Héphaistos et de Poseidon, ont réussi généralement à serrer le sens des paroles d'Héphaistos d'assez près pour respecter, moyennant un léger effort d'interprétation, la portée juridique de la réflexion du divin boiteux.

M^{me} Dacier (a. 1708) : « C'est une méchante affaire que de se rendre caution pour les méchants ».

⁽¹⁾ A. ESMEIN, Un Contrat dans l'Olympe homérique; École française de Rome. *Mélanges d'Archeologie et d'Histoire*, année 1888, pp. 426-436.

⁽²⁾ J. PARTSCH, Griechisches Bürgschaftsrecht, I, 1909, p. 11. note 1.

Pareillement, M. de Rochefort, de l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres, dans sa traduction de l'*Odyssée* en vers français (a. 1782) : « Garantir un méchant, c'est se tromper soi-même ». Et il ajoute en note : « Ce vers est fort obscur dans le texte, dit Pope, et les efforts des commentateurs n'ont fait que l'obscurcir encore. Cette maxime n'avait pas, sans doute, la même *obscurité* au temps d'Homère. J'ai suivi en partie le sens du scholiaste, *fallaces pro fallacibus sponsiones sunt*. C'est une des trois interprétations qu'Eustathe rapporte de ce passage, et qui m'a paru la meilleure et la moins injurieuse. Je me suis rapproché aussi de l'interprétation de Plutarque, qui, dans son *Banquet des Sept Sages*, cite, à l'occasion des vers d'Homère, cette sentence gravée dans le temple de Delphes : Εἴ γ' ὅτι παρὰ δ' ἄρτι. *Le dommage est près de la caution* ».

A. Bignan, dans sa traduction en vers français : « C'est le pervers qui seul répond pour le pervers ».

D. Montbel, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres : « C'est une méchante caution que de répondre pour des méchants ». Et cette dernière formule se retrouve approximativement dans la traduction de P. Giguet, et textuellement dans la traduction de Sommer. Leconte de Lisle ne nous en donne aussi qu'une variante : « Les cautions des mauvais sont mauvaises ».

Toutes ces traductions, sans prétention à l'exactitude juridique, se rapprochent fort, en somme, de notre interprétation. A mon sens, le reproche le plus grave qu'on puisse leur adresser, — et même pas à toutes, — c'est d'employer le terme trop précis « caution », alors qu'il n'y avait pas véritable cautionnement, au sens technique. Il suffit donc, pour éclairer toutes ces formules, de substituer à « caution » le terme plus vague : « couverture » ou « répondant » : « ceux qui se bornent à répondre de la conduite de mauvais ou de méchants sont aussi mauvais ou méchants qu'eux ».

Dans sa nouvelle traduction, dont il a bien voulu me communiquer l'épreuve, M. Victor Bérard se garde aussi d'employer les mots trop techniques : « caution » et « cautionnement » ; il leur préfère les termes plus généraux : « garant » et « garantie ». Je tiens cette tendance pour tout à fait heureuse, puisque, à mon sens, pareil procédé de traduction est seul apte à nous faire entrevoir la portée juridique du refus d'Héphaistos. Pourtant il faut bien reconnaître que, tout en évitant avec raison l'emploi de termes trop techniques, M. Victor Bérard n'a peut-être pas trouvé vraiment le mot de l'énigme juridique que recèle la proposition de Poseidon suivie du refus d'Héphaistos. Qu'on en juge par la traduction qu'il propose :

« POSEIDON. — Lâche-le ! sur ton ordre, il paiera tous les frais : je m'en porte garant devant les Immortels.

» La gloire des boiteux alors lui répondit :

» HÉPHAÏSTOS. — Pas d'ordres, Poseidon, ô maître de la terre ! car à mauvais payeur, mauvaises garanties ! Devant les Immortels, quel moyen de contrainte aurai-je contre toi, quand Arès envolé oubliera dette et chaînes ? »

Le juriste, habitué à croire que la condition de mauvais payeur rend les garanties plus précieuses, ne restera-t-il point quelque peu perplexe devant cette objection définitive, mise dans la bouche d'Héphaistos pour repousser l'intervention de Poseidon : « à mauvais payeur, mauvaises garanties ! »

Les deux interprétations juridiques de notre passage, qui ont été proposées respectivement par Esmein et par Partsch, fournissent chacune de précieuses indications. Mais si la première a fait fausse route et que la seconde s'est arrêtée à mi-chemin, c'est, à mon sens, parce qu'aucun de ces deux interprètes n'a attaché l'importance qu'elle méritait à la distinction entre τὸ χρέος et ὁ δεσμός.

Esmein a parfaitement senti que la première proposition de Poseidon n'impliquait pas un véritable cautionnement au sens

technique; mais à côté de cela on s'étonne de le voir dégager du langage de Poseidon l'existence d'une promesse d'Arès de payer une composition, promesse qui serait sans force parce qu'elle aurait été faite sous l'étreinte des chaînes d'Héphaistos. C'est de cette promesse qu'Héphaistos aurait dit : « les promesses des faibles sont de faibles promesses ». Vraiment, avec la meilleure volonté, il est impossible d'apercevoir dans tout le récit une allusion quelconque à une promesse d'Arès de composer avec Héphaistos. Poseidon, dans sa première proposition, se borne à assurer ou affirmer qu'Arès paiera; mais ceci implique si peu une promesse d'Arès, qu'Esmein invoque la règle romaine de la nullité des promesses pour autrui pour expliquer le refus opposé par Héphaistos à une promesse illusoire.

Nous nous bornerons à retenir de l'interprétation d'Esmein la seule vérité qu'elle recèle indiscutablement à notre sens, à savoir que la première proposition de Poseidon n'emporte point un véritable cautionnement. Partsch, dans son interprétation, n'admet pas ces prémisses : pour lui, au contraire, ce que Poseidon offre d'abord, c'est un véritable cautionnement. Ceci nous empêche de nous rallier à l'interprétation de Partsch; pourtant nous y recueillerons de précieuses indications, parce qu'ici la distinction entre *χρέος* et *δεδυμός*, sur laquelle nous appuyons, est déjà aperçue et utilisée : dans la pensée de Partsch le cautionnement ne conférerait au créancier rien d'autre qu'une emprise sur la personne de la caution (*δεδυμός*), tandis qu'au débiteur incombe un devoir à accomplir (*χρέος*).

Ce qui déconcerte dans l'interprétation de Partsch, c'est que Héphaistos aurait repoussé une proposition de cautionnement valable : il aurait refusé d'accepter le cautionnement de Poseidon et se serait empressé d'accepter sa simple promesse. Ceci est déconcertant, parce que, en vérité, l'emprise du créancier sur la personne soit d'une caution, soit d'un débiteur est la même : la caution, en s'engageant, dégage le débiteur, précisément

parce qu'elle met sa personne à la merci du créancier, et selon Partsch le cautionnement n'avait pas d'autre effet; quant au débiteur, en promettant il assume par surcroît le devoir de payer, mais sa personne n'en est pas moins pour cela à la merci du créancier, si elle n'est dégagée par l'engagement d'une caution.

Dans ces conditions, pourquoi Héphaistos aurait-il refusé d'accepter Poseidon comme caution et l'aurait-il agréé comme débiteur? Sans doute, dit-on, parce qu'il a foi en la parole donnée par Poseidon dans sa promesse de payer (et c'est ce que déclare en vérité Héphaistos au vers 358). Mais on oublie que cette raison n'est péremptoire que si l'on envisage l'offre antérieure de cautionner comme une offre illusoire; car en offrant de se constituer valablement caution, Poseidon aurait également engagé sa parole : il se serait mis sur parole à la merci d'Héphaistos dans le cas où Arès se fût soustrait à son devoir de composer. On le voit, l'interprétation de Partsch nous laisse rêveur devant un Héphaistos qui eût eu moins de foi en la parole de Poseidon-caution qu'en la parole de Poseidon-débiteur.

II. — L'AUBERGE DU WIKKELAAR.

Au cours de flâneries déjà lointaines dans le bassin de l'Yser, qui jouissait encore de son heureuse obscurité d'avant-guerre et semblait si peu destiné à accumuler bientôt les tragiques témoignages de la plus cruelle barbarie des hommes, mon attention fut attirée par une enseigne de cabaret : *In den Wikkelaar*. C'était à Vladsloo, au coin d'un bois, dit *Praatbosch*; et cette enseigne paraissait particulièrement prisée par les habitants du hameau, car le *oude wikkelaar* y voisinait avec le *nieuwe wikkelaar*.

Le *wikkelaar*, me dit-on, c'est le sorcier ou le devin. Comme *wikkelen* signifie hocher, branler, remuer, je m'évertuais en

vain à trouver un rapport entre le mouvement de va-et-vient désigné par *wikkelen* et l'activité d'un sorcier ou devin, quand me revint brusquement en mémoire un texte du *Digeste* qui pourrait peut-être éclaircir ce mystère étymologique.

Au *Digeste* 21, 1, 1 § 9, Ulpien, dans son commentaire sur l'édit des édiles curules, rapporte une opinion de Vivianus. A propos des vices rédhibitoires des esclaves vendus, ce jurisconsulte se demande si l'on peut considérer comme un esclave sain celui qui vaticine sans toujours hocher la tête parmi les fanatiques : *si servus inter fanaticos non semper caput iactaret et aliqua profatus esset, an nihilominus sanus videretur?* Et Vivianus pense que pareil esclave doit être considéré comme sain ; car il serait excessif de donner à la garantie due par le vendeur une extension telle qu'elle embrassât de purs vices de l'âme (*vitia animi*) qui ne seraient nullement la conséquence d'un vice du corps (*vitium corporis*) de l'esclave vendu.

La relation entre les prophéties d'un sorcier fanatique et ses hochements de tête ou balancements du corps est signalée dans bien d'autres sources romaines :

Tite-Live, décrivant les mystères des bacchanales, écrit, 39, 13 : *viros, velut mente capta, cum iactatione fanatica corporis vaticinari* : « les hommes, comme pris de démence, accompagnent leurs vaticinations d'un balancement fanatique du corps ».

A la même époque, Tibulle écrivait dans ses *Élégies*, II, 5, 65-66 :

*Haec cecinit vates et te sibi, Phoebe, vocavit
luctavit fusas et caput ante comas.*

« Ainsi prophétisa la sibylle et elle t'appela à elle, Phœbus, secouant sa tête sous ses cheveux épars. »

De son côté, Quintilien, dans l'*Institution oratoire*, XI, 3, 71, met l'orateur en garde contre l'abus des mouvements de la tête et proclame qu'il est d'un fanatique de remuer trop la tête et de la faire tourner en secouant la chevelure : *adeo iactare id et comas excutientem rotare fanaticum est.*

De ce conseil, donné par Quintilien aux orateurs, on peut rapprocher le passage du plaidoyer contre Verrès (II, 3, 19), dans lequel Cicéron déjà raillait les prétentieux hochements de tête de son adversaire Hortensius : « Que si je démontre tes détournements aux dépens du peuple, s'écrie-t-il, pensons-nous cependant que, en présence de ce crime, ton patron aura la jactance de hocher la tête et de s'entourer du peuple comme d'une couronne? *Quid si duabus partibus docco te amplius frumenti abstulisse, quam populo romano misisse? tamenne putamus patronum tuum in hoc crimine cerviculam iactaturum, et populo se ac coronæ daturum?* »

On ne peut méconnaître non plus une étroite affinité entre l'expression d'Ulpien : *iactare caput apud fanaticos* et ces vers de la *Pharsale* de Lucain, I, 565-567 :

. . . . Tum quos sertis Bellona lacertis
Sæva movet, cecinere Deos, crinemque rotantes
Sanguineum populis ulularunt tristia Galli.

« Alors les Galles, prêtres de Cybèle, chantèrent les dieux que la cruelle Bellone courrouce par ses mutilations, et en faisant tournoyer leur chevelure sanglante, ils poussèrent des hurlements sinistres pour le peuple ».

Enfin la pensée exprimée par Ulpien se découvrait semblablement déjà sous la plume de L. Anneus Florus, dans son *Abrégé de l'Histoire romaine de Tite-Live*, II, 7, 4 (III, 19, 4) : *Syrus quidam nomine Eunus — magnitudo cladum facit ut meminerimus — fanatico furore simulato dum Syriæ deæ comas iactat, ad libertatem et arma servos quasi numinum imperio concitavit.* « Un Syrien du nom d'Eunus, — la grandeur des désastres fait que nous nous souviendrons, — simulant un délire fanatique tandis qu'il secoue la chevelure de la déesse syrienne, poussa les esclaves à la liberté et aux armes comme si c'était par ordre de la volonté divine. »

Voici, semble-t-il, une suffisante énumération d'exemples pour faire apparaître le rapport qui existait, aux yeux des Romains, entre les vaticinations fanatiques et les hochements de la tête (*iactare caput*) ou du cou (*iactare cerviculam*), les secouements ou tournoiements de la chevelure (*iactare comas, rotare crinem*), les balancements du corps (*iactatio fanatica corporis*). Ce sont donc bien, pour les Romains, ces mouvements de va-et-vient de la tête et du corps qui caractérisent le délire des devins.

Est-ce pareille constatation qui a conduit les Flamands des plaines de l'Yser à employer le mot *wikkelaar* pour désigner un sorcier? On est porté à le croire quand on consulte le dictionnaire étymologique de la langue populaire de la West-Flandre : De Bo, *Westvlaamsche Idioticon*, v° *Wichelaar* ou *Wikkelaar*. Ici nous lisons que ce terme viendrait de *wikkelen* ou *wiggelen*, qui signifie imprimer un mouvement de va-et-vient, branler, remuer; exemples : *in den hecht wikkelen*, « branler dans le manche »; *tanden die wikkelen*, « des dents qui branlent ».

Mais si, abandonnant cette étymologie populaire, nous consultons de savants dictionnaires étymologiques néerlandais, notre conviction se trouve un peu ébranlée. Car les philologues préfèrent admettre que si *wikkelen*, hocher, branler, secouer, a la racine *wegh*, qui se retrouve dans *bewegen*, remuer, il n'en est pas de même de *wikkelen*, faire le sorcier, qui aurait la racine *wik*, qui se retrouve dans *wijden*, consacrer, correspondant au *weihen* allemand ⁽¹⁾.

Dans cette étymologie savante, *wikkelen* apparaît donc comme un fréquentatif de *wijden*, et le *wikkelaar* ou sorcier serait ainsi celui qui consacre itérativement ou qui a l'habitude de consacrer. Ce qui frappe dans cette étymologie, c'est qu'elle ne trahit en

(1) VERCOULIJE. *Beknopt etymologisch Woordenboek der nederlandse taal*, 1898. — FRANCK-VAN WIJK, *Etymologisch Woordenboek der nederlandse taal*, 1912.

aucune façon le sens péjoratif qui s'attache à l'activité du sorcier : si *wikkelen* était un fréquentatif de *wijden*, consacrer, il s'appliquerait mieux à l'activité des prêtres que des sorciers, et *wikkelaar* désignerait plus naturellement un prêtre qu'un sorcier. Par contre l'étymologie populaire, qui rattache le nom de sorcier à un tic propre au délire prophétique, marque mieux la séparation du sorcier d'avec le prêtre.

L'étymologie populaire a le double avantage suivant : 1° elle tient compte de la différence entre le prêtre et le sorcier ; 2° elle est uniforme dans les acceptions très différentes du même mot *wikkelen*.

A ceci s'ajoute que les philologues confessent l'incertitude de l'étymologie qu'ils proposent. Ainsi Franck et Van Wijk, après avoir fait dériver hypothétiquement *wikkelen* de *wijden*, suggèrent timidement cette conjecture subsidiaire que *wikkelen* pourrait aussi dériver de *wijken*, « branler, céder, plier », ce qui nous ramènerait à la racine de *bewegen*, « remuer ».

On le voit, les philologues sont assaillis par des hésitations ; le terrain semble se dérober sous leurs pas mal assurés. Dès lors est-il vraiment téméraire de croire que le faisceau de constatations fournies par les sources romaines pourrait contribuer à faire la lumière parmi les conjectures et suggestions des philologues ?

Séance du lundi 4 février 1924.

M. M. De Wulf, *directeur de la Classe*.

Sont présents : MM. J. Waltzing *vice-directeur*; le comte Goblet d'Alviella, le baron E. Descamps, P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, le baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, E. Hubert, L. de la Vallée Poussin, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, G. Cornil, G. Des Marez, L. Leclère, *membres*; J. Cuvelier, H. Vander Linden, A. Roersch, H. Rolin, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. G. Greef, Mahaim, Parmentier, *membres*; Capart et Ansiaux, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts prie l'Académie de lui faire connaître si l'un de ses membres accepte la mission de délégué officiel au Congrès international des Américanistes à Goteborg (20-25 août 1924).

M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène prie l'Académie de dresser une liste de six noms, en vue de la constitution du Jury du Prix Heuschling pour la période 1919-1923. — La Classe procède à la formation de cette liste.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Le Droit privé. Essai de Sociologie juridique simplifiée, par G. Cornil; présenté, avec une note bibliographique, par M. M. Vauthier.

Géographie historique et Géographie humaine, par Ch. Pergameni.

Les Saints stylites, par H. Delehay.

— Remerciments.

FONDATION PIRENNE.

Sur la proposition de la Commission, la Classe décide de compléter l'article 10 du règlement de la Fondation par la prescription suivante :

« Les bénéficiaires de subsides devront fournir, dans l'année, un rapport sur leurs travaux ou voyages subsidiés ».

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

GEORGES CORNIL. — *Le Droit privé. — Essai de Sociologie juridique simplifiée.*

J'ai l'honneur de présenter à la Classe des Lettres un exemplaire de l'ouvrage que vient de publier notre confrère.

M. Georges Cornil est, avec raison, pénétré de cette vérité que le droit est une chose vivante et qu'il est une expression fidèle des rapports qui se forment au sein d'une société humaine. Mais ces rapports ne sont pas toujours semblables à eux-mêmes. Ils se modifient sous l'empire de mille circonstances. De ce mouvement incessant, de ces chocs multipliés, il se dégage, en fin de compte, des idées directrices, des principes qui constituent l'essence de la science juridique. Certains de ces principes sont anciens et traditionnels; d'autres sont récents, singulièrement récents, et l'on peut quelquefois se demander s'ils méritent effectivement de prendre pied dans le domaine du droit. Nous avons assisté, au cours des cinquante années qui viennent de s'écouler, à l'éclo-

sion de quelques idées juridiques nouvelles dont l'intérêt est considérable, mais qui exigent qu'on vérifie, avec une sympathique impartialité, et aussi avec une scrupuleuse attention, la valeur qu'il convient de leur attribuer.

C'est dans la critique de quelques idées juridiques nouvelles — du moins relativement nouvelles — que réside l'intérêt, le très grand intérêt, de l'œuvre de notre confrère.

Il peut sembler assez étrange que l'on puisse discuter, aujourd'hui encore, sur la nature même du droit. On nous dira peut-être que, depuis qu'il existe des jurisconsultes, c'est-à-dire depuis fort longtemps, il nous a été loisible d'être fixés à cet égard. Eh bien, la discussion se poursuit sous nos yeux, et il est nécessaire qu'elle se poursuive. Félicitons M. Georges Cornil de se montrer en cette matière d'un traditionalisme salubre. Avec un grand bonheur d'expression — et disons en passant qu'un tel bonheur est, d'un bout à l'autre, un des charmes de son ouvrage — il nous dit que le droit n'est pas autre chose que le rythme de la société elle-même, qu'il est inhérent à la société, qu'il est l'expression d'une conscience collective. Antiques vérités, fera-t-on observer, et qui n'avaient pas échappé à l'esprit pénétrant d'Aristote. Vérités toutefois qu'il est bon de rappeler, quand ce ne serait que pour écarter les sophismes qui ne veulent apercevoir dans le droit qu'une manifestation de la force et d'un égoïsme intelligent. M. Cornil montre excellemment qu'une telle conception est destructive de l'idée même de droit et que, par surcroît, elle est vaine, attendu que la force, dont assurément le droit ne saurait se passer, devient impuissante et s'évanouit lorsqu'elle n'a pas la conscience collective pour appui.

La part qui appartient respectivement dans le droit à la loi écrite, à la coutume, à la jurisprudence sert de texte, à notre époque, à de savantes controverses. Pour les uns, le droit est essentiellement constitué par la loi écrite, dont la jurisprudence des tribunaux doit être la respectueuse interprète, et quant à la

coutume, elle n'a plus qu'un rôle très effacé. Pour d'autres, au contraire, la coutume est une créatrice infatigable de règles juridiques nouvelles et les initiatives des tribunaux sont pour le moins aussi importantes que celles du législateur lui-même. M. Georges Cornil se place résolument parmi les adeptes de la seconde de ces écoles. Nous estimons qu'en ce qui concerne la coutume, il a pleinement raison; mais sans vouloir lui donner complètement tort, tant s'en faut, en ce qui regarde la jurisprudence, nous inclinons cependant à croire qu'il va ici un peu trop loin. Que notre droit soit en partie coutumier (notamment en ce qui regarde le droit public ainsi que le droit international public et privé), cela ne saurait, à nos yeux du moins, faire le moindre doute. Et l'un des grands services que nous rendent les tribunaux est précisément de constater l'existence de ce droit coutumier, issu de la nature des choses, en d'autres termes des réalités sociales. Mais si la jurisprudence constate l'existence du droit, même dans les hypothèses où le législateur a gardé le silence, si elle interprète aussi la volonté du législateur avec beaucoup de hardiesse et de souplesse, en l'adaptant habilement à des circonstances que le législateur n'a pas prévues, il nous paraît beaucoup moins certain qu'elle puisse substituer sa pensée à celle du législateur et remplacer en quelque sorte la loi par ses propres décisions.

M. Georges Cornil serait assez disposé à lui reconnaître un pouvoir aussi étendu, et les exemples qu'il cite sont assurément de nature à faire impression. Mais enfin on pourrait peut-être, avec beaucoup d'ingéniosité, rattacher ces décisions à des textes positifs. Faisons un grand crédit à nos juges; mais ne leur laissons pas absolument la bride sur le cou. Les juristes de l'école à laquelle appartient notre confrère aspirent à supprimer tous les obstacles qui pourraient s'opposer aux efforts du génie, incessamment créateur, de la société humaine. Ils allègeront volontiers, à l'appui de leur opinion, quelques décisions judiciaires, à l'occasion desquelles le législateur d'autrefois

contemplerait sans doute avec une surprise mêlée d'effroi les conclusions de ses audacieux interprètes. Mais, ne l'oublions pas, ce sont là des cas extrêmes. Quelque nombreux que soient les procès, ils ne sont pourtant que des incidents relativement exceptionnels dans la vie de la plupart des hommes, lesquels, si l'on tient compte du train ordinaire des choses, sont heureux de se soumettre sans contestation aux prescriptions de la loi écrite, dont ils n'admettront pas volontiers le caractère fragile ou précaire.

La dernière partie de l'ouvrage de M. Georges Cornil est consacrée à l'analyse de la théorie si intéressante de l'*abus des droits*.

Les juristes n'ignorent point que la notion même de l'*abus du droit* est énergiquement mise en doute par certains auteurs. Ceux-ci ne souffrent point qu'on leur parle de l'emploi abusif d'un droit. Si cet emploi est abusif, disent-ils, il excède les limites du droit; dès lors il n'est plus une manifestation du droit. Ce raisonnement n'est pas dépourvu de force et l'on pourrait, à la rigueur, rattacher les décisions qui se réclament de l'abus du droit à d'autres notions, par exemple aux notions de faute et de risque (et nous serions assez enclin à pencher de ce côté). Mais l'intérêt du problème ne réside pas dans ces distinctions subtiles et dans la préférence qu'il convient d'accorder à telle ou telle conception théorique. Il consiste essentiellement dans le fait que le caractère absolu que l'on était disposé jadis à conférer au droit, et spécialement au droit de propriété, tend visiblement à s'atténuer. Le droit est une création de l'ordre social; dès lors, il est conditionné par les exigences de l'ordre social. Une telle conception est fertile en conséquences, et la loi, de même que la jurisprudence, en a fait déjà des applications pleines d'intérêt, sur lesquelles l'ouvrage de M. Cornil nous renseigne avec précision. Notre confrère, qui approuve, cela va sans dire, cette évolution des idées juridiques, ne va pas cependant jusqu'à contester, avec M. Duguit, l'idée

même de droit subjectif, possession de l'individu, afin d'y substituer la notion de « fonction sociale ». Substitution qui pourrait conduire à l'asservissement total de l'individu à l'égard de « groupes sociaux » ou, plus simplement, à l'égard de la puissance publique, synthèse et résumé de ces divers groupements.

Ce trop rapide aperçu permettra, nous l'espérons, d'entrevoir le très vif mérite de l'ouvrage de M. Georges Cornil, en même temps que la richesse des idées qu'il renferme. Un tel ouvrage retiendra, en première ligne, l'attention des juristes. Mais il sera lu et médité, avec infiniment de profit, par les personnes qui ne sont pas spécialement initiées à la science du droit. Bien des gens se piquent actuellement d'aimer la sociologie, ou du moins de s'y intéresser. Conseillons-leur de consulter l'ouvrage de notre confrère. Ce sera pour eux le moyen d'arriver à comprendre que le droit, quand il est étudié et envisagé comme il doit l'être, est la plus perfectionnée, comme aussi la première en date, des sciences sociales.

M. VAUTHIER.

Séance du lundi 3 mars 1924.

M. Maurice DE WULF, *directeur de la Classe.*

Sont présents : MM. J. Waltzing, *vice-directeur*; le comte Goblet d'Alviella, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, le baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, Eug. Hubert, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, P. Ladeuze, *membres*; J. Cuvelier, Jean Capart, H. Vander Linden, A. Nerinx, H. Rolin, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Pirenne, De Greef et Mahaim, *membres*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts fait parvenir le programme du Congrès des Américanistes (21^e session) et insiste pour savoir si un membre de l'Académie est disposé à y assister avec une délégation officielle. — M. Leclercq accepte.

L'Académie des Jeux floraux de Toulouse prie l'Académie de se faire représenter à la célébration du VI^e centenaire de sa fondation, les 1^{er}, 2 et 3 mai prochains. — La Classe désigne M. Leclercq.

La Société Linnéenne de Normandie et la Société des Antiquaires de Normandie prient l'Académie de se faire représenter à la célébration du centenaire de leur fondation, les 31 mai, 1^{er}, 2 et 3 juin prochains, à Caen. — La Classe désigne M. Wilmotte.

Séance du 3 mars 1924.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Fondation égyptologique Reine Élisabeth (notice); présenté, avec une note bibliographique, par J. Capart.

La prise de Jérusalem par les Perses, par P. Peeters.

Documents relatifs au Grand Schisme, t. I, par M. Hanquet; présenté, avec une note bibliographique, par dom Ursmer Berlière.

Esquisse d'une philosophie de la dignité humaine, par Paul Gille; présenté, avec une note bibliographique, par M. L. Leclère.

— Remerciements.

COMITÉ SECRET.

La Classe prend connaissance des candidatures présentées par la Section d'Histoire et des Lettres pour la place d'associé vacante par suite du décès d'U. Chevalier.

CONCOURS DE 1924.

Section des Sciences morales et politiques.

(Troisième question.)

Étudier les tendances de l'évolution du Marxisme depuis la mort de Marx.

Rapport de M. E. Mahaim, premier commissaire.

Un seul mémoire a été remis en réponse à cette question. Il porte la devise : « Je l'ay empris, bien en aviengne ».

Ce mémoire comporte 111 pages dactylographiées de grand format et est divisé en six chapitres.

Dans le premier, l'auteur entreprend de caractériser le marxisme et de dégager les « causes » de son évolution. Il

indique notamment ce qu'il appelle la variété des sources du marxisme, c'est-à-dire les différents ouvrages, fort espacés, où Marx a développé sa doctrine; ensuite, que Marx était un homme d'action et non un « économiste de cabinet », ce qui le portait à l'outrance; puis, l'influence de la critique, tout particulièrement de la critique des marxistes eux-mêmes, comme Bernstein; enfin, les *faits* de la conduite des partis politiques et, depuis la guerre, de l'exercice du pouvoir ont agi également pour faire « évoluer » le marxisme. Le chapitre se termine par un exposé des principes fondamentaux du marxisme, que l'auteur emprunte surtout à l'*Histoire des doctrines économiques*, de Ch. Gide et Ch. Rist. Ces principes vont faire chacun l'objet d'un chapitre.

C'est d'abord, au chapitre II, l'évolution de la théorie marxiste de la valeur, du surtravail et de la plus-value. L'auteur passe en revue, en huit pages, les critiques faites sur ces points par les non-socialistes et par les socialistes.

Le chapitre III examine les principes de l'appauvrissement des masses et la concentration des entreprises avant et après la guerre.

La lutte des classes fait l'objet du chapitre IV. L'auteur cherche à connaître si, dans l'opinion des marxistes et d'autres, la lutte des classes est inéluctable; puis il observe que les classes sont elles-mêmes divisées en conflits intérieurs, qu'il y a des éléments intermédiaires entre les prolétaires et les capitalistes et que l'attitude des marxistes à leur égard a varié, notamment depuis la guerre. Il recherche l'esprit de classe chez les prolétaires, la position des marxistes en ce qui concerne la « collaboration des classes ouvrières avec les classes bourgeoises », et il en arrive ainsi à examiner les syndicats et l'action politique, l'internationalisme et l'idée de patrie.

Le chapitre V est le plus développé. Il a pour objet : la *Catastrophe*. Après avoir rappelé la thèse de Marx que le régime capitaliste sera emporté par une gigantesque crise économique,

l'auteur recherche dans quelle mesure les disciples ont accepté, modifié et rejeté cette théorie. Il montre leur position, par rapport à la grève générale révolutionnaire, vis-à-vis des services publics, des réformes sociales, de la coopération, et il consacre enfin une vingtaine de pages intéressantes à la théorie de la destruction de l'État et de la dictature du prolétariat. A cette occasion, il fait connaître certains traits caractéristiques de la doctrine de Lénine et de son évolution.

Le dernier chapitre est relatif à la thèse du matérialisme historique et à la façon dont elle fut acceptée ou repoussée par les marxistes.

*
* *

Ce travail a un grand mérite : il est concis. La littérature sur le marxisme est tellement considérable, qu'il faut savoir gré à celui qui l'étudie de ne pas entraîner le lecteur dans tous les détours d'une promenade qui serait extrêmement longue et fatigante.

Naturellement, cet avantage entraîne un inconvénient : il y a des lacunes et, sur bien des points, on voudrait plus d'éclaircissements. Mais je pense qu'au total l'ouvrage est suffisamment développé pour donner une idée de l'évolution du marxisme.

L'auteur est évidemment bien au courant de la question. Il connaît les sources, surtout en langues française et anglaise, et il est informé des faits courants de la politique socialiste. Ajoutons qu'il a su garder dans tout son travail une très louable « objectivité ».

Le reproche que je fais à son travail est de n'avoir pas tracé un véritable tableau de l'évolution du Marxisme. Il aurait fallu situer celui-ci dans l'histoire politique contemporaine, — ce que l'auteur suppose connu ou accessoire. Il s'agissait, en somme, de faire l'histoire d'une idée, ou d'un corps d'idées. Pour cela, il faut en pénétrer la substance, en analyser les constituants, et suivre, au cours des événements, les modifica-

tions, les réactions que provoquent ces événements, — y compris les critiques des amis et des ennemis.

Au lieu de suivre cette méthode, l'auteur prend un certain nombre de marxistes éminents, et découpe dans leurs ouvrages les opinions qu'ils expriment sur tel et tel principe. A coup sûr, c'est intéressant, c'est même fort instructif; mais, à tout prendre, on a perdu la vue d'ensemble, la suite des états d'esprit qui font l'histoire de la vie de l'idée.

Ces critiques n'ont pas pour but de refuser le prix au travail. Tel qu'il est, celui-ci représente un effort sérieux, digne de récompense. Je dirai même plus : l'auteur doit être loué pour avoir su dominer sa documentation de façon à rendre attachante la lecture de son ouvrage.

Je conclus en proposant l'attribution du prix à l'auteur de ce mémoire.

Rapport de M. Émile Vandervelde, deuxième commissaire.

Je me rallie aux conclusions de M. Mahaim.

Le mémoire a ce mérite incontestable de donner, en quelques pages, une idée assez nette de ce qu'a été l'évolution du Marxisme depuis un demi-siècle.

L'auteur, à vrai dire, ne paraît avoir qu'une connaissance assez superficielle des ouvrages originaux de Marx. Même lorsqu'il expose sa doctrine, il ne le cite pas une seule fois de première main, et l'on s'étonne que, parlant de la littérature marxiste, il passe sous silence l'*Anti-Dühring* de Fr. Engels. Mais, en somme, on ne peut lui donner tort d'avoir emprunté l'exposé clair et objectif que Ch. Gide et Ch. Rist ont fait du Marxisme.

Ainsi que le constate M. Mahaim, l'auteur est suffisamment au courant des principaux livres français, ou traduits en français, qui se rapportent au sujet proposé par l'Académie. Son mémoire

constitue une bonne préface à une étude plus approfondie de l'évolution du Marxisme.

Néanmoins, sa lecture nous suggère les observations suivantes :

1. L'ordre des matières ne laisse pas d'être critiquable. C'est au dernier chapitre, surtout, qu'il est parlé de matérialisme historique. Or, la conception matérialiste, ou si l'on préfère, économique, de l'histoire est le fondement de toute l'œuvre de Marx. Sans cela, le *manifeste communiste* serait incompréhensible, et l'idée même de la lutte des classes perdrait toute signification. Il est vrai que l'auteur ne voit dans cette théorie fondamentale qu'un paradoxe de journaliste !

2. L'auteur passe à peu près sous silence les ouvrages de Flekhanoff — si importants au point de vue de la philosophie du Marxisme — ainsi que l'abondante littérature marxiste italienne (Croce, Lohioli, Graziadei, Loria, etc.). En ce qui concerne l'Angleterre, il attache une importance excessive à un livre, heureusement oublié, de Ramsay Mac Donald, et ne fait pas mention de l'ouvrage très important de Hobson : *The Evolution of modern Capitalism*, ou du livre récent de Webb : *The Deray of Capitalism*, cité seulement d'après mon étude : *Faut-il changer notre programme ?*

3. Le mémoire insiste, avec raison, sur l'importance du livre de Bernstein : *Die Voraussetzungen der Sozialismus*, — au point de vue de l'histoire du revisionnisme, mais il ne dit rien de la réfutation, très serrée, qui en a été faite par Kautsky. (Trad. franç., sous le titre : *Le Marxisme et son critique Bernstein*.)

4. L'auteur considère comme un « principe » la théorie de Marx sur l'appauvrissement des masses, conséquence du développement du capitalisme. Il perd de vue que pour Marx, c'est là une simple *tendance*, qui peut être entraînée et neutralisée par une série de facteurs, tels que l'action politique et l'action syndicale du prolétariat. C'est ainsi que, dans l'Adresse inaugu-

rale à l'Internationale, il écrivait : « Et c'est pourquoi la loi des dix heures était non seulement un grand résultat pratique, mais encore la victoire d'un principe ».

5. A la page 3 du premier chapitre, la brochure célèbre sur *La Guerre civile en France* est attribuée à Engels. Or, Engels n'en a écrit que l'introduction, et, dans cette introduction il n'est point parlé des rapports entre la Révolution et le développement des forces productives.

Malgré ces lacunes, ou ces menues erreurs, j'estime, comme M. Mahaim, que nous nous trouvons en présence d'un effort sérieux et digne de récompense.

L'auteur a été certainement en contact avec des hommes qui connaissent bien le Marxisme. Lui-même est très au fait des tendances du mouvement ouvrier contemporain. Son chapitre sur la *Catastrophe* révèle une connaissance réelle de la situation communiste et du mouvement bolcheviste. L'ensemble de son mémoire constitue, en somme, une contribution utile à des études que l'extraordinaire profusion d'écrits sur le Marxisme rend plutôt malaisées.

J'appuie la proposition de lui attribuer le prix.

Rapport de M. Ansiaux, troisième commissaire.

Je me rallie aux conclusions formulées par le premier et le deuxième commissaire. Le mémoire soumis à notre examen est intéressant et témoigne d'une lecture abondante; il est l'œuvre d'un esprit clair.

La seule réserve que je désirerais formuler, c'est que l'auteur du mémoire n'a peut-être pas suffisamment montré combien le Socialisme scientifique est étroitement apparenté à la Science économique. Les progrès de celle-ci retentissent nécessairement sur les transformations de celui-là. Ce que je reproche à l'auteur ce n'est point d'avoir cru à l'existence d'une doctrine socialiste absolument opposée à la théorie des économistes « bourgeois » ;

mais il aurait pu faire ressortir davantage les liens idéologiques qui unissent des conceptions cependant profondément divergentes en certaines matières essentielles, mais surtout divergentes en ce qui concerne la politique sociale. Les économistes qui rejettent le Socialisme en bloc comme un système d'hérésies ne l'ont pas étudié avec l'objectivité nécessaire. D'autre part, il y a quelque excès dans les sarcasmes dont certains socialistes accablent une science à laquelle ils empruntent cependant les bases de leurs constructions spéculatives et dont ils s'inspirent pour transformer, après elle, toute leur théorie de l'organisation capitaliste.

La Classe, se rapportant aux conclusions des rapporteurs, attribue le prix à l'auteur du mémoire, M. Arthur Wauters; elle décide l'impression de son travail dans les *Mémoires* in-8°.

Section d'Histoire et des Lettres.

(Troisième question.)

On demande une étude sur la suppression de la Compagnie de Jésus dans les Pays-Bas autrichiens en 1773.

Rapport de M. Eugène Hubert, premier commissaire.

Les écrivains qui se sont occupés de l'histoire des Pays-Bas au XVIII^e siècle ne se sont guère arrêtés à l'épisode important qu'est l'application dans nos provinces du bref *Dominus ac Redemptor*, prononçant la dissolution de la Compagnie de Jésus; et Pirenne a pu à bon droit s'étonner de ce qu'aucun de nos historiens n'ait étudié de près l'émouvant problème de la chute d'un ordre qui avait exercé sur les Belges une action si profonde, jeté un si grand éclat et élevé tant d'églises parées par leurs plus grands artistes ⁽¹⁾.

(1) PIRENNE, Histoire de Belgique, t. V, p. 314.

Ce travail a tenté l'auteur du mémoire qui nous est soumis; il a entrepris d'étudier d'une manière approfondie les causes, les péripéties et les conséquences de la suppression de l'ordre des Jésuites dans les Pays-Bas autrichiens, abordant ainsi toute une série de questions religieuses, politiques, juridiques, administratives, pédagogiques, diplomatiques et financières.

Protestant qu'il écrit *sine ira nec studio*, il a dépouillé les très nombreux documents contenus dans nos dépôts d'archives; il ne s'est pas borné à utiliser les papiers du « Comité jésuitique », mais il a exploré avec soin tous les grands fonds des Archives du Royaume : Chancellerie, Conseil privé, Conseil des Finances, Chambre des Comptes, Secrétairerie d'État et de Guerre, Conseil du Gouvernement général; il a pu étudier également les archives de l'archevêché de Malines, et il a fait un séjour particulièrement fructueux au riche dépôt du Ministère des Affaires Étrangères de Vienne.

Après un chapitre sommaire consacré à l'exposition des causes générales qui amenèrent la suppression de la Compagnie de Jésus, depuis l'action du marquis de Pombal, des gouvernements de Louis XV et de Charles III, jusqu'à la décision pontificale, notre auteur retrace à grands traits l'histoire des Jésuites dans notre pays, depuis leur établissement vers la moitié du XVI^e siècle.

La piété rigide et l'austère discipline pratiquée par les disciples de saint Ignace, les victoires remportées sur le Calvinisme leur valurent rapidement une grande influence, bien qu'ils eussent rencontré au début des adversaires puissants, dont Viglius, Granvelle et le duc d'Albe furent les plus notables. Si Farnèse les protégea, l'accueil de Philippe II ne fut pas sans réserves : en effet, le roi d'Espagne les soumit pour les fonctions pastorales à l'autorité des évêques, et ils ne purent acquérir des immeubles que moyennant une autorisation formelle du Gouvernement.

Leur succès ininterrompu s'explique à la fois par la supé-

riorité de leur enseignement, s'adressant à l'élite de la jeunesse, et par la confiance qu'ils surent inspirer aux familles. D'autre part, très dévoués à la Maison d'Autriche, les Jésuites parvinrent à détruire les restes de l'esprit républicain issu du Calvinisme, et ils obtinrent ainsi la faveur de l'État et l'aide de l'autorité séculière dans leur lutte contre le Jansénisme. Cette influence s'accrut encore par les tournées de leurs missionnaires, par les congrégations qu'ils établirent dans la plupart de nos cités, par les savants travaux de leurs membres; l'œuvre des Bollandistes, notamment, acquit une renommée universelle. On peut dire qu'au début du XVIII^e siècle le triomphe de la Compagnie est complet.

Mais il semble que ce triomphe lui ait été funeste. A partir de 1730 environ, n'ayant plus rien à combattre, — milice créée pour l'action, la paix lui est fatale, — elle voit diminuer le nombre de ses membres; des pédagogues rivaux attaquent son enseignement, et, en même temps, on censure la discipline sévère qui règne dans ses collèges; on accuse ses maîtres de favoriser l'espionnage parmi leurs élèves et d'abuser des châtiements corporels. En outre, la faveur des gouvernements lui est moins assurée. Dans nos Pays-Bas, les idées de Van Espen trouvent de nombreux adeptes, et si, durant la régence de Marie-Élisabeth, les Jésuites gardent encore leur influence à la Cour, la situation changera sous Charles de Lorraine, non pas que ce prince éprouve à leur égard des sentiments hostiles, mais le rôle personnel de Gouverneur général dans les affaires de l'État est sensiblement réduit; le pouvoir véritable passe aux mains des ministres plénipotentiaires, et ceux-ci sont les adversaires de la Compagnie.

En effet, Kaunitz est un voltairien. Son séjour à Bruxelles est de courte durée, il est vrai, mais il ne quitte les Pays-Bas que pour devenir Chancelier de Cour et d'État, et il gardera la haute main sur l'administration de nos provinces. Son successeur, Cobenzl, est un partisan déterminé des encyclopédistes et un

grand admirateur de Van Espen. Après lui viendra Starhemberg, un sceptique, qui abandonnera la conduite des affaires à ses bureaux, à la tête desquels règne Henri de Crumpipen, fortement imbu des idées absolutistes. Enfin, vers 1770, l'homme le plus notable du personnel gouvernemental est le comte de Neny, élève des Jésuites, mais fort mal disposé à l'égard de ses anciens maîtres. Il peuple le Conseil privé et les divers Conseils de justice de « philosophes » férus des théories du despotisme éclairé, qui voient dans les Jésuites de dangereux ennemis des idées nouvelles, et leur reprochent avec apreté de vouloir subordonner l'État à l'Église. Ces dirigeants de l'administration souffrent avec impatience que les Pères forment les esprits de la jeunesse sans que le Gouvernement puisse exercer le moindre contrôle sur leur enseignement. Ils reprennent à leur compte ce que l'on pourrait appeler la synthèse des accusations portées contre la Compagnie par les Fébronien, les Jansénistes et les philosophes, unis dans une haine commune.

Tel est l'état des esprits dans les Pays-Bas au moment où les disciples de saint Ignace sont aux prises avec de graves difficultés en France et en Portugal : le procès Lavalette s'ouvre, et les décrets de Pombal sont lancés dans le public. Dès 1762, Kaunitz et Cobenzl refusent l'accès de notre sol aux religieux expulsés du territoire français. La mesure n'est pas officiellement publiée, mais on tient énergiquement la main à son exécution ; tout au plus tolérera-t-on que quelques Jésuites français trouvent un asile provisoire chez des particuliers ; on ne laisse s'installer définitivement que les religieux nés sujets de l'Impératrice. Au bout de quelques années cependant, on ferme les yeux sur les infractions à l'ordonnance, et, de 1767 à 1773, les réfugiés ne seront pas inquiétés.

Mais le 2 septembre 1773, Marie-Thérèse enjoignit au prince Charles de Lorraine de faire exécuter dans les Pays-Bas le célèbre bref *Dominus ac Redemptor*. En même temps, l'Impératrice prescrivait qu'on lui fournit sans retard des propositions

concernant le sort à assurer aux membres de l'ordre dissous, l'emploi de leurs biens et le remplacement de leurs collèges.

Le Prince se désintéressa de cette affaire, et en chargea Starhemberg, lequel, à son tour, s'en remit au comte de Neny.

Celui-ci créa une Jointe spéciale, composée de juristes soigneusement ⁽¹⁾ choisis, ayant pour mission de réaliser les intentions de la Souveraine.

Il semble que, dans l'exécution, on exagéra notablement les choses. Alors que le Pape accordait aux Jésuites revêtus de la prêtrise un délai d'un an pour quitter l'ordre, et autorisait les religieux, qui en témoigneraient le désir, à rester groupés sous la direction d'un séculier, la Jointe ferma les écoles et les églises de la Compagnie, fit apposer les scellés sur les objets de valeur, renvoya les novices et interdit aux autres religieux de sortir de leur couvent, leur permettant seulement de garder les vêtements et les livres qui leur appartenaient en propre. En même temps, on procédait à l'inventaire des biens; chaque membre de l'ordre devait déclarer sous la foi du serment si rien n'avait été détourné; toute déclaration reconnue inexacte devait attirer sur son auteur les peines sévères comminées par la loi contre les parjures, sans préjudice de la privation de toute pension quelconque ⁽²⁾.

De multiples affaires devaient naître de cette liquidation compliquée. On en confia le soin à un organisme administratif nouveau, bientôt baptisé du nom de *Comité jésuitique*, composé de deux membres du Conseil privé : Leclerc et Philippe de Neny, et de deux membres du Conseil des Finances, Cornet de Grez et de Limpens. Il leur était prescrit d'agir rapidement pour atteindre un double but : assurer au Gouvernement la totalité des biens de la Compagnie et priver les ex-Jésuites de toute

⁽¹⁾ Un seul de ces conseillers, Wavrans, passait pour bien disposé à l'égard des Jésuites.

⁽²⁾ A noter cependant les égards particuliers dont les Bollandistes furent l'objet.

influence dans le pays. Il paraît certain que le ministère de Vienne tint surtout à s'assurer les biens : à la rigueur, il aurait toléré que les Pères continuassent à subsister comme corps enseignant. Mais on ne pensait pas de même à Bruxelles : pour Neny et ses collaborateurs, le Jésuite était l'ennemi dangereux, et il ne pouvait être question de laisser rouvrir ses écoles.

Cette partie du mémoire contient une foule de détails inédits et particulièrement intéressants. On dit que Marie-Thérèse conçut des scrupules, et blâma la fermeture des églises; la perspective des richesses acquises par le Trésor aurait toutefois triomphé de ses répugnances. Quoi qu'il en soit, le règlement arrêté dans les Pays-Bas reçut l'approbation impériale.

L'exécution se fit dans le calme le plus complet, et le Gouvernement ne dut à aucun moment recourir à la force pour faire respecter ses ordres. Le peuple resta indifférent et, si l'autorité ecclésiastique formula des protestations, aucune trace n'en est demeurée dans les archives.

Bientôt le Comité jésuitique accusa les religieux d'avoir fait disparaître de précieux objets mobiliers, vendu des vases sacrés, détruit quantité de papiers importants ⁽¹⁾. Il annonça des mesures de rigueur : un délai de soixante-douze heures était accordé aux Pères pour opérer la restitution des biens mobiliers indûment retenus ⁽²⁾; les religieux soupçonnés furent soumis à de pressants interrogatoires et menacés des pires châtiments. Les inculpés se défendirent avec énergie ⁽³⁾ et les enquêteurs

(1) A Bruxelles, on avait brûlé le catalogue de la Bibliothèque. Le Recteur aurait avoué ingénument que c'était pour qu'on ne sût pas quels livres avaient été distraits.

(2) Le Trésor récupéra ainsi près de quinze cent mille florins.

(3) Un des principaux accusés, le Père Clé, rédigea un mémoire justificatif, dans lequel il affirmait avoir livré tous les « documents relatifs au temporel ». Il n'avait détruit que les papiers touchant à la réputation de tiers et ceux qui appartenaient à l'administration spirituelle de la Compagnie.

reconnurent, du reste, qu'ils n'avaient pu recueillir que « des présomptions, toujours insuffisantes en justice réglée ».

Le Comité avait préconisé les mesures de rigueur et il voulait poursuivre publiquement plusieurs Pères, du chef de parjure. Mais le Ministre proposa, au contraire, d'amnistier les coupables, « en raison du scandale énorme que ces poursuites provoqueraient ».

En attendant, les inculpés furent internés dans des couvents, par simple mesure administrative. L'opinion publique, d'abord indifférente, nous l'avons dit, ne tarda pas à s'émouvoir de cette atteinte portée aux privilèges du pays. On sut en haut lieu que les États se préparaient à protester, et, en vue d'éviter de nouvelles complications, on relâcha les détenus et l'on renonça aux mesures de représailles.

Toutefois, le Gouvernement crut devoir recourir à des moyens jugés efficaces pour rendre impossible toute reconstitution et même tout retour d'influence de la Congrégation dispersée ⁽¹⁾.

Tous les Pères durent jurer qu'aucun détournement n'était à leur connaissance, et s'engager à dénoncer ceux qu'ils connaîtraient par la suite. Il leur était interdit de changer de domicile sans autorisation préalable, et ils étaient obligés de se présenter à toute réquisition de la police. Ceux qui sortiraient du territoire des Pays-Bas ne pourraient y rentrer que moyennant une permission spéciale; ils devaient « garder le silence » sur le bref

(1) Les enquêteurs déclaraient que si des sommes importantes avaient été détournées, les religieux coupables n'avaient pas été guidés par des vues d'intérêt personnel; ils étaient inspirés « par le fanatisme, l'enthousiasme qu'ils ont de continuer à faire corps et de faciliter le retour de leur société à la vie ».

C'est là surtout ce qui inquiète les autorités autrichiennes et belges. Leur hostilité s'exprime en termes d'une rare virulence. Kaunitz écrit à Marie-Thérèse que la conduite des Jésuites est « révoltante », et Starhemberg gémit « de trouver une classe d'hommes religieux donnant des marques d'une duplicité à peine croyable ».

Dès lors, écrit l'auteur du mémoire, « le Gouvernement est hanté par le spectre d'une Compagnie de Jésus reconstituée en secret et minant sourdement l'autorité civile ».

de dissolution; ils ne pouvaient se grouper à plus de deux ou trois, sous peine d'être privés de leur pension. Enfin, ils avaient licence de célébrer la messe, mais toute autre fonction de l'ordre spirituel leur était interdite, ainsi que l'enseignement.

Avant de transmettre à Vienne les propositions du Comité jésuitique, Starhemberg réclama quelques explications. Il demanda notamment si les doctrines de l'ordre avaient fait en Belgique du tort à l'État; si les Jésuites s'étaient immiscés dans les affaires temporelles plus que les autres congrégations; s'il ne fallait pas distinguer parmi les Jésuites; si tous étaient coupables et coupables au même degré.

Le Comité répond d'un ton plus que vif. A l'entendre, les Jésuites ont fait un tort moral considérable à l'État par leur doctrine du probabilisme, qui a corrompu les avocats; la théorie des restrictions mentales affaiblit la force des serments; le système de la compensation occulte produit des effets déplorables dans la classe des domestiques; le préjudice politique n'est pas moins grave: on doit à l'influence des Jésuites la rupture avec les Provinces-Unies, et, grâce à eux, la querelle janséniste s'est envenimée à un degré extrême. Quant à leur immixtion dans le monde laïque, elle est caractérisée par l'accumulation de leurs richesses, résultat de « leurs ingressions dans les familles », où ils se sont imposés « par machiavélisme ». D'ailleurs, si le Pape a fini par prendre contre eux une mesure radicale, c'est qu'il a jugé toute réforme impossible.

Starhemberg se laissa-t-il convaincre par ce réquisitoire? Toujours est-il qu'il transmit à Vienne les conclusions du Comité. Le Chancelier les soumit à l'approbation de Marie-Thérèse, mais l'Impératrice refusa de les entériner purement et simplement. Sans doute admit-elle l'exclusion définitive de « ceux qui, par des parjures formels, crimes de faux ou délits pareils, se sont rendus plus coupables », mais, en dépit des instances répétées de Kaunitz, elle arrêta que « pour les autres, on consulterait les évêques, afin de savoir si dans tous les

diocèses on pourrait se passer d'eux ». Les évêques rendraient donc les pouvoirs spirituels aux ex-Jésuites en cas de besoin.

La décision impériale fut, on le conçoit, fort mal accueillie par le Comité jésuitique. Il se mit aussitôt à l'œuvre pour paralyser les intentions de Marie-Thérèse, et déclara « qu'il était notoire que le clergé séculier était suffisamment nombreux dans le pays et que le Gouvernement ne pourrait s'en remettre à l'avis contraire des évêques ».

Alors, des instructions plus précises furent envoyées de Vienne : « On manderait aux évêques que S. M. veut bien se rapporter, en cette occasion, à leurs lumières sur la question si, en général, il est nécessaire d'employer quelques ex-Jésuites aux fonctions du saint ministère, tandis que, d'ailleurs, le clergé séculier et régulier des Pays-Bas est si nombreux.

» D'autre part, deux motifs puissants ne permettent pas à S. M. de consentir à ce que les évêques confèrent des pouvoirs spirituels à tous les ex-Jésuites indistinctement et que, par conséquent, chaque fois qu'ils croiraient avoir besoin d'un de ces ecclésiastiques ils devraient en informer le Gouvernement un mois avant que de lui conférer les pouvoirs, et que si, au bout de ce terme, ils n'en reçoivent pas de réponse, ils pourront les lui donner. »

Il fallut bien s'incliner. On recommanda aux Fiscaux la surveillance la plus stricte. C'est ainsi qu'ils furent tenus de remettre au Gouvernement, tous les six mois, une liste des ex-Jésuites habitant dans leur ressort, accompagnée de tous les détails qu'ils pourraient avoir appris à leur sujet; ils répondraient, d'ailleurs, de tout relâchement de leur surveillance. Enfin, des instructions secrètes interdisaient aux censeurs de donner dorénavant l'*imprimatur* à aucun ouvrage qui aurait pour auteur un ex-Jésuite.

De fait, les ex-Jésuites furent tellement paisibles qu'on vit, en 1789, le Gouverneur général ordonner aux Fiscaux de cesser toute surveillance, celle-ci n'étant plus qu'une source de dépenses inutiles.

L'auteur du mémoire a trouvé dans les archives des renseignements nombreux et précis relatifs aux pensions qui furent allouées aux religieux dispersés. Ces pensions étaient vraiment insuffisantes, et l'on n'est pas étonné d'apprendre que toutes les autorités bruxelloises protestèrent en raison de l'effet moral déplorable résultant de la misère à laquelle on réduisait les ex-Jésuites.

Vient ensuite un chapitre intéressant sur la suppression des collèges dirigés par les Jésuites anglais. Cette suppression s'accomplit par les soins du Comité jésuitique, malgré les efforts du Magistrat de Bruges, qui jugeait leur maintien fort désirable au point de vue des intérêts économiques de la cité. Ici, encore une fois, les détails inédits abondent.

Tout aussi neuf et aussi bien documenté est le chapitre relatif à la liquidation des biens de la Compagnie.

On évaluait à dix millions cinq cent mille florins le capital productif. Après de laborieuses négociations, contrariées par les événements politiques, on en retira sept millions et demi à peu près, qu'on utilisa notamment pour dégager les hypothèques consenties autrefois en faveur des États de Brabant. En dernière analyse, l'opération se solda par un déficit de quatre-vingt-trois mille florins.

Les Jésuites possédaient la plupart des collèges établis dans les Pays-Bas et les plus florissants. Il s'agissait de les remplacer. Notre auteur étudie la politique du Gouvernement autrichien en matière d'enseignement secondaire; les détails qu'il fournit sur la fondation des collèges thérésiens, s'ils ne sont pas tous inédits, complètent de façon intéressante nos connaissances sur ce sujet.

Après avoir synthétisé dans un dernier chapitre les intentions et les actes de chacun, l'auteur résume en termes précis les résultats auxquels l'a conduit son travail méritoire de recherches.

Nous estimons qu'il a notablement enrichi l'histoire des Pays-Bas au XVIII^e siècle. L'exploration consciencieuse des archives

belges et autrichiennes lui a fourni un nombre considérable de détails inédits et hautement intéressants.

D'autre part, traitant un sujet qui pouvait prêter à des discussions passionnées, il a su rester pleinement objectif; nulle part son exposé n'a des allures de polémique, et il garde toujours le ton qui convient à l'histoire. J'estime que son travail figurera avec honneur dans la collection de nos mémoires et je propose de le couronner.

Rapport du R. P. Delehay, deuxième commissaire.

Le rapport du premier commissaire et l'analyse détaillée qu'il a donnée du mémoire soumis à notre appréciation me dispensent d'insister longuement sur l'intérêt et les mérites de ce travail. Le sujet est neuf, l'information abondante et de première main; l'exposé est clair et le ton est celui de l'historien impartial. Je m'associe donc bien volontiers aux conclusions du précédent rapport. Les remarques qui vont suivre n'ont pour objet aucune partie essentielle du mémoire. Elles suggéreront peut-être à l'auteur quelques légères retouches sur des points secondaires.

Voici comment, en tête de l'*Inventaire sommaire* des archives du Comité jésuitique, A. Gaillard appréciait les mesures arrêtées par le gouvernement pour assurer l'exécution du bref *Dominus ac Redemptor* et de l'édit qui s'y rapportait : « Les dispositions prises par le gouvernement des Pays-Bas pour assurer l'exécution de l'édit de Marie-Thérèse furent, sans contredit, aussi arbitraires que violentes. La longue détention et la mise au secret des Jésuites, l'arrestation des Provinciaux et des principaux administrateurs des biens de la Compagnie, l'imposition d'un serment sous la menace de poursuites criminelles au cas de refus de le prêter, la saisie des correspondances, les déclarations vexatoires exigées sous peine d'amende de toute personne ayant eu avec la Compagnie des relations d'intérêt quelconques pen-

dant les douze dernières années, toutes ces mesures constituaient des violations formelles des droits et des privilèges des citoyens belges. Elles étaient en outre en opposition avec les instructions mêmes de Marie-Thérèse, prescrivant d'exécuter le bref de Clément XIV dans une forme compatible avec la Constitution des Pays-Bas. »

C'est bien aussi le jugement de l'auteur du mémoire. Mais il semble éprouver quelque embarras à apprécier l'attitude des Jésuites, ou du moins de quelques-uns d'entre eux, devant les décrets du Gouvernement et à se prononcer sur les faits de détournement dont le Comité les accusait à Vienne. Ces hésitations paraissent indiquer qu'il ne s'est pas assez rendu compte de la situation canonique résultant de la promulgation et de l'exécution du bref *Dominus ac Redemptor*. Il faut rappeler ici quelques dates. Le bref est du 21 juillet 1773. Il ne fut signifié aux Jésuites de Rome que le 16 août suivant. Le pape avait, quelques jours auparavant, créé une congrégation de cardinaux, assistés d'autres prélats, chargés de prendre, avec pleine autorité, les mesures utiles pour l'exécution du bref de suppression ⁽¹⁾. Cette Commission décida et fit connaître par sa circulaire du 18 août que le bref devait être publié et intimé par les évêques (*denuntiet, publicet et intimet*) aux Jésuites de leurs diocèses dans chaque maison de la Compagnie ⁽²⁾. La conséquence de ce règlement était qu'avant la publication du bref sous cette forme, les Jésuites ne devaient ni ne pouvaient se considérer comme atteints par la suppression, ni libres de leurs liens religieux. Pendant les deux mois qui s'écoulèrent donc depuis le 21 juillet jusqu'à la promulgation du bref dans nos provinces, la Compagnie a continué d'y subsister canoniquement.

Ainsi donc les pouvoirs des supérieurs ne sont nullement

⁽¹⁾ Lettre du 13 août. *Institutum Societatis Iesu*, Florence, 1893, t. I, p. 328.

⁽²⁾ *Institutum*, t. C, p. 331. La circulaire a été publiée également dans DE RAVIGNAN, Clément XIII et Clément XIV, t. I, p. 560.

restreints par le fait de la promulgation dans d'autres pays. Les dispositions qu'ils jugent bon de prendre, conformément aux Constitutions, sont parfaitement régulières, et nul n'a le droit, sauf le Pape, de leur en demander compte. Qu'ils aient mis à profit leurs derniers jours pour faire disparaître certaines parties de leurs archives se rapportant au régime spirituel des maisons, à la direction des sujets, et confidentielles de leur nature, qui s'en étonnerait? C'était un devoir auquel ils ne pouvaient se soustraire. Quant aux archives relatives à l'administration temporelle et financière, le P. Clé, pour la province flandro-belge, avait recommandé de les conserver. L'énorme quantité de documents de ce genre que l'on peut consulter aux Archives de l'État montre assez qu'il a été obéi.

Reprochera-t-on davantage aux supérieurs des Jésuites, avertis du coup fatal qui allait les atteindre, de s'être souvenus du sort lamentable de leurs confrères français, espagnols et portugais, et d'avoir remis quelque argent à leurs subordonnés menacés d'être jetés sur le pavé sans ressources? D'avoir prévu les brutalités des commissaires, qui renvoyèrent les novices sans même leur donner le viatique nécessaire? D'ailleurs le partage d'argent ne se fit généralement pas d'une manière clandestine. Dans plusieurs maisons et notamment à Anvers, le procureur avait inscrit les sommes dans ses livres, et put produire les quittances de chaque père. Ce qui peut, en tout cela, causer quelque étonnement, c'est que l'on ait usé avec tant de modération d'un droit incontestable, et l'on ne peut flétrir assez énergiquement l'odieux serment imposé aux pros crits, au mépris des instructions impériales et des règles canoniques.

Il y aurait peut-être lieu d'insister davantage sur cette circonstance que les accusations portées contre les Jésuites à la Cour de Vienne émanent exclusivement du Comité jésuitique, intéressé à noircir ses victimes pour obtenir la ratification des mesures proposées et excuser les actes arbitraires auxquels

il s'était livré; que ce même Comité, dès qu'il est arrivé à ses fins, abandonne l'accusation, non sans provoquer l'étonnement de la Cour elle-même; que sur tout cela, enfin, nous n'entendons que la version des ennemis des Jésuites et qu'on a enlevé à ces derniers tout moyen de défense. D'ailleurs, le contrôle auquel on peut soumettre les assertions du Comité au moyen du mémoire du P. Clé, et même par les protocoles de la suppression, prouve que plusieurs d'entre elles sont entièrement erronées ou reposent sur des interprétations malignes.

Le cas du P. Clé, le principal représentant du gouvernement de la Compagnie, mériterait d'être traité un peu plus largement. Le P. Clé n'a cessé de réclamer des juges. Traité, dès le premier jour, en accusé, il est néanmoins obligé de répondre sous la foi du serment aux questions qu'on lui adresse. Un de ses interrogatoires dura quatre jours, sept à huit heures par jour. Harcelé de questions captieuses, il dut fournir des renseignements précis sur les points les plus délicats des Constitutions, sans jamais obtenir de consulter le texte de l'Institut pour rafraîchir sa mémoire. On lui fait rendre compte de matières de comptabilité épineuses et complexes, tout en lui refusant l'inspection des registres où la solution se trouve indiquée; et l'enquête porte sur les vingt établissements de la province flandro-belge. On lui refuse copie de ses dépositions, et on le force à signer des procès-verbaux raturés. Vingt chefs d'accusation lui sont présentés. Il est contraint de travailler à la réponse sur l'original même, en présence d'un substitut chargé de l'empêcher de prendre copie ne fût-ce que d'un seul article, et ainsi de suite. Enfin, après deux ans de captivité, sans avoir réussi à s'expliquer devant une juridiction régulière, il est remis en liberté. Ceux qui, durant la guerre, ont comparu devant la justice de l'occupant comprendront mieux que personne les procédés du Comité jésuitique et la moralité des agents qu'il avait à son service.

Pour en revenir à la circulaire du 18 août 1773, il serait

intéressant de savoir dans le détail la manière dont la publication du bref se fit dans les différentes maisons et quel fut le rôle des évêques ou de leurs délégués. Au point de vue canonique, la régularité des opérations dépend essentiellement de la participation des évêques conformément aux règles posées par la congrégation cardinalice. Le Comité songea d'abord à se passer entièrement de l'épiscopat. Puis, sur l'avis de Starhemberg, on consentit à avertir les évêques de ce qu'ils pouvaient se faire représenter à l'acte de suppression, mais uniquement pour interdire aux Jésuites de prêcher, de confesser, de dire la messe publiquement dans leurs églises ou de porter l'habit de l'ordre. Mais il n'est dit nulle part que le Saint-Siège ait transféré au gouvernement le mandat réservé aux évêques de publier et d'intimer le bref. Si le Comité l'a usurpé, il faudrait arriver à cette conclusion assez inattendue, qu'au point de vue du droit ecclésiastique les Jésuites des Pays-Bas n'ont pas été atteints par le décret de suppression.

L'auteur trace le portrait de quelques membres du personnel gouvernemental, et en particulier celui du comte de Neny, un des adversaires les plus déclarés des Jésuites. L'acharnement qu'il mit à les poursuivre pourrait bien n'avoir pas été inspiré uniquement par son attachement aux idées philosophiques. C'est ce qui ressort d'une lettre adressée par lui au comte de Cobenzl, bien avant la suppression de la Compagnie, et qui a été publiée ⁽¹⁾. Cette suppression, il l'escomptait dès 1767, et il se préoccupait dès lors de la destination à donner à la bibliothèque des Bollandistes. « M. V..., écrivait-il, m'a prié de le recommander à Votre Excellence pour la place de surintendant de la bibliothèque des Bollandistes; car il est fort persuadé que les bénits pères déménageront de nos provinces. Pour donner poids à la supplication, il veut voler de cette bibliothèque et se propose de présenter à Votre Excellence le plus

(1) CH. PROT, *Le règne de Marie-Thérèse dans les Pays-Bas autrichiens*, p. 71.

beau Pline de l'univers... Il y a aussi quelque prix pour ma recommandation : c'est je ne sçai quel livre grec extrêmement rare. » Le ministre répond tranquillement : « Quoique la demande de M. V... soit une corruption pour vous et pour moi, j'accepte la proposition ; bien entendu que je me réserve le tableau de Van Dyck qui est dans la salle de la Sodalité ». On peut se demander après cela si la rapacité du Comité était un pur effet de son zèle pour les intérêts du trésor public, et s'il n'avait pas quelque raison de redouter bien plus que les Jésuites, qui le désiraient au contraire, le procès dont il les avait menacés.

Quelques remarques pour finir : Il conviendrait de citer le bref *Dominus ac Redemptor*, non d'après un pamphlet, mais d'après le Bullaire de Clément XIV ou celui de la Compagnie. Pages 28-35 : la dénomination de « Jésuites français » peut donner lieu à des équivoques. Il est à remarquer que la province gallo-belge avait dix maisons sur le territoire passé sous la domination française, et la flandro-belge quatre. Page 27 : à propos de Pascal, noter que cet écrivain ne porte pas contre les Jésuites « la grave accusation d'immoralité », mais qu'il leur reproche d'enseigner une morale relâchée. Page 20 : il n'y avait pas de maison professe à Tournai. Page 54 : les vases sacrés dont il est question dans une lettre adressée au Comité provenaient du collège de Valenciennes et avaient été mis en sûreté au moment où les Jésuites avaient été expulsés de France en 1765. Page 173 : La Société fondée par les anciens Jésuites prend le nom de « Pères » et non de « Frères » de la Foi.

Rapport de M. L. Leclère, troisième commissaire.

Le mémoire soumis à la Classe en réponse à la question : « On demande une étude sur la suppression de la Compagnie de Jésus dans les Pays-Bas autrichiens en 1773 », étudiée avec le plus grand soin un sujet qui n'avait pas encore été traité dans le détail. L'auteur apporte beaucoup de résultats nouveaux

en ce qui concerne les motifs qui ont inspiré les gouvernements de Vienne et de Bruxelles dans leur lutte contre la Compagnie de Jésus : à Vienne dominaient les préoccupations d'ordre fiscal ; à Bruxelles, les préoccupations d'ordres politique et philosophique. Il n'avance rien qui ne soit prouvé par une riche documentation tirée des archives de Bruxelles et de Vienne. De l'analyse méthodique et complète des textes, il dégage avec clarté une conclusion générale. Enfin, il expose et apprécie les faits, des faits compliqués et qui ont prêté à tant de polémiques, avec l'impartialité la plus louable. D'un bout à l'autre le mémoire reste fidèle à sa devise : *Sine ira et studio*.

Je me rallie donc entièrement à l'avis favorable des deux premiers commissaires : le mémoire est digne d'être couronné par l'Académie. L'auteur, en le publiant, ne manquera pas de tenir compte des remarques faites, des « retouches » proposées dans son rapport par mon savant confrère, le P. Delehay.

La Classe, se ralliant aux conclusions des rapporteurs, attribue le prix à l'auteur du mémoire, M. Paul Bonenfant ; elle décide l'impression de son travail dans les *Mémoires* in-8°, sous réserve des modifications suggérées par le deuxième rapporteur.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Fondation égyptologique Reine Élisabeth.

J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Académie la Notice de la « Fondation égyptologique Reine Élisabeth ».

Cette nouvelle institution scientifique belge, légalement constituée depuis quelques semaines, est établie en souvenir du

18 février 1923, jour où S. M. la Reine Élisabeth est entrée dans le tombeau de Tout-Ankh-Amon.

La Fondation a pour but de favoriser le développement des études égyptiennes en Belgique.

Non seulement S. M. la Reine a consenti à donner son nom à la Fondation, mais Elle a bien voulu lui accorder Son Haut Patronage. S. M. Fouad I^{er}, roi d'Égypte, voulant donner une preuve de l'intérêt qu'Il porte à l'œuvre destinée à créer des liens nouveaux entre la Belgique et l'Égypte, vient également d'accorder Son Haut Patronage.

Dès cette année, la Fondation a envoyé pour plusieurs mois, à Thèbes et au Caire, M^{lle} Werbrouck, élève diplômée de l'école du Louvre, licenciée en histoire de l'art et archéologie de Bruxelles, et collaboratrice libre des Musées royaux du Cinquantenaire. De plus, un subside a été accordé à M. Louis Speleers, conservateur-adjoint des Musées royaux du Cinquantenaire et chargé de cours à l'Université de Gand, qui vient de faire un voyage d'études en Égypte, aidé de subventions octroyées par divers organismes scientifiques.

En ce moment, la Fondation a organisé aux Musées royaux du Cinquantenaire, où elle a son siège, une Exposition de peintures égyptiennes, qui sera suivie, dans quelques mois, d'abord d'une Exposition de papyrus grecs et, ensuite, d'une Exposition de relevés de tombeaux thébains, exécutés par M^{lle} Baud, chargée de mission du gouvernement français à l'Institut d'Archéologie du Caire.

JEAN CAPART.

ANALECTA VATICANO-BELGICA. — *Documents relatifs aux anciens diocèses de Cambrai, Liège, Théroutanne et Tournai*, publiés par l'Institut historique belge de Rome. Vol. VIII. — *Documents relatifs au Grand Schisme*. Textes et analyses publiés par KARL HANQUET, professeur à l'Université de Liège. Tome I, *Suppliques de Clément VII (1378-1379)*. Rome, Institut historique belge; Bruxelles, Imbregts, 1924, in-8°, xxxiii-693 pages.

Après une interruption de dix ans, l'Institut historique belge peut offrir un nouveau volume de textes. L'exiguïté de son budget, encore aggravée par le cours défavorable de notre change et la cherté des impressions, a forcément ralenti les recherches de ses membres et diminué le nombre de ses publications. Et cependant il ne fait pas trop mauvaise figure parmi les instituts romains.

Pour une période d'une année, la première du pontificat de Clément VII (31 octobre 1378-30 octobre 1379), M. Karl Hanquet n'a pas réuni moins de 2513 suppliques relatives à nos quatre anciens diocèses. C'est assez dire ce qu'on peut attendre d'un dépouillement systématique des Archives vaticanes. Il les a éditées avec un soin scrupuleux et une exactitude des détails qui méritent d'être relevés. Ce volume aura pour contrepartie celui des lettres du même pontife, qui se terminera par un index commun.

Certes, même après la publication de ce second volume, on ne pourrait tenter d'écrire une histoire complète du Grand Schisme dans notre pays, en tenant compte des répercussions qu'il eut dans les suppliques et dans les actes pontificaux. Il faudra attendre la publication intégrale des textes relatifs au pontificat de Clément VII et de Benoît XIII; j'oserais même dire que les actes du pontificat de Grégoire XI en seront le

prodrome nécessaire. Aussi M. Hanquet n'a-t-il pas entrepris d'esquisser cette histoire, dont les grandes lignes ont été tracées avec sûreté par Noël Valois. Mais il a cru, et avec raison, qu'il pouvait exposer la répercussion des événements de Fondi dans nos diocèses et « fournir aux lecteurs le plus de précisions possibles sur la situation créée par la double élection pontificale dans les quatre diocèses qui forment le cadre de cette publication ». Il examine donc les débuts du schisme dans nos diocèses, s'efforce de faire connaître la formation et les fluctuations des opinions. Au désarroi des consciences vient s'ajouter une situation critique : c'est que durant l'été de 1378 les diocèses de Tournai, de Cambrai et de Liège se trouvent privés de leurs évêques respectifs et appelés à leur donner un successeur. Thérouanne garda son évêque jusqu'en 1384; successeur de Robert de Genève, il est, comme la comtesse d'Artois, Marguerite de Flandre, clémentiste décidé. Tournai a son évêque clémentin, Pierre d'Auxy, auquel Urbain VI oppose Jean de West. Cambrai a son évêque, Jean t'Serclaes, clémentiste, auquel Urbain VI essaie d'opposer Arnoul de Hornes et Jean de Bavière. La Flandre se prononce pour Urbain VI; A Liège, deux candidats se disputent le siège de Saint-Lambert; l'un est patronné par Clément VII et l'autre par Urbain VI; mais ce dernier, Arnoul de Hornes, se garda bien de négliger le pape de Fondi, mais se déclara bientôt définitivement pour Urbain VI, que le clergé liégeois, d'accord avec le roi des Romains et les électeurs de l'Empire, avait reconnu.

Une remarque importante de M. Hanquet est à noter : c'est que de nombreuses suppliques sont antidatées, que, sur plus de 2500 suppliques, il en est plus de 2300 qui se rapportent, réellement ou fictivement, au seul mois de novembre 1378. Des raisons d'ordre pratique expliquent cette particularité chronologique : on voulait s'assurer la priorité d'une collation de bénéfices. Une étude ultérieure de l'éditeur expliquera les rapports entre suppliques et lettres et l'utilisation des éléments

chronologiques des suppliques. Quant à la multiplicité et à l'importance des textes relatifs aux personnes, familles, institutions, paroisses et églises réunis dans cette publication, on ne pourra les évaluer et les apprécier que lorsqu'on possédera les index qui paraîtront ultérieurement.

Dom U. BERLIÈRE.

PAUL GILLE, professeur à l'Institut des Hautes Études de Belgique. — *Esquisse d'une philosophie de la dignité humaine*. — Paris, Alcan, 1923, 146 pages.

M. Gille a réuni sous ce titre des notes de cours et des articles déjà publiés dans des revues. Une pensée commune unit ces études groupées en trois parties : *Le problème de la liberté* ; *Anarchie ou an-archie* ; *L'intégration humaine*.

L'auteur critique avec force « le sophisme anti-idéaliste de Karl Marx », la doctrine du matérialisme historique. Il n'est pas moins sévère pour le pragmatisme et pour ce qu'il appelle « le vieux simplisme matérialiste et le vieux simplisme métaphysique » (p. 64). Sur le terrain déblayé par cette critique, il s'attache à construire une philosophie de la liberté : « la liberté (relative) est un *fait* aussi vrai que le déterminisme universel et nullement en contradiction avec lui » (p. 127). Et cette affirmation l'amène à édifier une morale fondée sur la responsabilité, l'autonomie de l'individu, l'intelligence et la dignité humaines.

On ne lira pas sans intérêt ces pages écrites avec clarté, animées par le souffle d'une profonde conviction. Elles ont trait aux plus grands problèmes de la philosophie.

L. LECLÈRE.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Berlière (D. Ursmer)*. Philippe de Harvengt, abbé de Bonne-Espérance (1157-1183). Charleroi, 1923; extr. in-8° (14 p.). [29.816]
- Brandstetter (Dr h. c. Renward)*. Wir menschen der indonesischen Erde. Lucerne, 1923; in-8° (30 p.). [29.840]
- Cornil (Georges)*. Le Droit privé. Paris, 1924; in-16 (147 p.). [29.440]
- Delehaye S. J. (H.)*. Les Saints Stylites. Bruxelles-Paris, 1923; gr. in-8° (276 p.). [29.438]
- Gille (Paul)*. Esquisse d'une philosophie de la dignité humaine. Paris, 1924; in-16 (142 p.). [29.439]
- Heins (Maurice)*. Gand, sa Vie et ses Institutions. Tomes I à III. Gand, 1922-1923; in-8°. [29.437]
- Karaman (Dr Ljubo)*. Sur la question de la démolition du vieil évêché dans le Palais de Dioclétien à Spalato. Sarajevo, 1920; in-8° (48 p., pl.). [29.841]
- Pergameni (Ch.)*. Géographie historique et géographie humaine. Bruxelles, 1923; extr. in-8° (11 p.). [29.839]
- Sylva (Duro da)*. Subsídios para a historia do Minho. Lisbonne, 1923; pet. in-4° (59 p.). [29.838]
- Tremblot (Jean)*. Crochets de tabliers d'artisans. S. l., 1919; extr. in-8° (7 p.). [29.842]
-

Séance du lundi 7 avril 1924.

M. DE WULF, *directeur de la Classe.*

Sont présents : MM. J. Waltzing, *vice-directeur*, le comte Goblet d'Alviella, P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, le baron A. Rolin, J. Vercoullie, Eug. Hubert, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, Émile Vandervelde, L. Dupriez, G. Des Marez, P. Ladeuze, *membres*; J. Cuvelier, H. Vander Linden, A. Nerinx, A. Roersch, Maurice Ansiaux, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Vauthier, De Greef, Mahaim, Delehay, Hymans, Leclère, *membres*; comte Carton de Wiart, Capart et H. Rolin, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts demande si l'Académie a l'intention de se faire représenter aux fêtes du VII^e centenaire de l'Université de Naples. — La Classe y déléguera M. Waltzing.

Le même Ministre annonce qu'il a désigné M. J. Leclercq comme chef de la délégation officielle belge au Congrès international des Américanistes de 1924.

MM. Wauters et Bonenfant remercient l'Académie des prix qu'elle leur a attribués.

Le Comité du V^e Congrès international des Sciences histo-

riques prie l'Académie d'accepter en dépôt les archives de ce Congrès et les ouvrages dont il lui a été fait hommage. — Accepté.

M. Gessler demande à l'Académie d'admettre des travaux manuscrits au prochain concours pour le Prix Bergmann (6^e période). — La Classe examinera dans sa prochaine séance s'il y a lieu de modifier le règlement de ce Prix.

HOMMAGE D'OUVRAGES.

Problèmes financiers d'après-guerre, par Ed. van der Smissen.
— *La gestion des finances publiques de la Grande-Bretagne depuis l'Armistice*, par le même.

Second Annual Report. Institute of historical Research. (London.)

Les origines du vote à la majorité dans les Assemblées politiques, par H. Pirenne.

De Arbeit van de Antwerpsche Natien in de Geschiedenis.
I. *Van het midden der XIII^e eeuw tot rond 1550.* — II. *Van rond 1550 tot aan de Barretractaten*, par F. Brims.

Le contrepoisage et le rite des Offrandes substitutives et votives, par E.-H. van Heurek. — *La thérapeutique des couronnes en fer forgé*, par le même.

Sermons choisis de Michel Menot (1508-1518), par Joseph Nève; présenté, avec une note bibliographique, par M. De Wulf.

La Place Royale de Bruxelles, par L. Réau.

— Remerciements.

COMITÉ SECRET.

La Classe examine les titres des candidats présentés à la place vacante d'associé. Elle décide de ne pas ajouter de candidatures nouvelles à celles qui ont été présentées par la Section d'Histoire et des Lettres.

CONCOURS ANNUEL DE 1924

Section d'Histoire et des Lettres.

(Deuxième question.)

On demande une étude sur les « Ministeriales » en Flandre et en Lotharingie.

Rapport de M. H. Pirenne, premier commissaire.

Le seul mémoire envoyé en réponse à la question porte pour titre : *Étude sur les Ministeriales en Flandre et en Lotharingie*. L'auteur commence par délimiter exactement son sujet dans le temps et dans l'espace. Au point de vue du temps, aucune difficulté. Il fallait évidemment envisager la période comprise entre les premiers textes où sont mentionnés des *ministeriales* et l'époque où disparaît l'institution étudiée. Il était plus malaisé, en revanche, de circonscrire dans des limites précises le terrain auquel devaient s'étendre les recherches.

Le mot Flandre a été employé avec raison comme désignant tous les pays constituant le comté primitif entre la Canche et l'Escaut. Quant à la Lotharingie, des restrictions s'imposaient. La ministérialité y apparaît, en effet, avec des caractères trop différents pour qu'il soit possible de faire rentrer ce pays tout entier dans des investigations conduites avec méthode. L'auteur en a très sagement détaché les régions rhénanes, la Gueldre et la Frise. Dans les premières, le développement de la ministérialité se rattache à l'Allemagne, tandis que dans la troisième il porte nettement l'empreinte du droit national frison. Le *Sticht* d'Utrecht, le comté de Hollande et la principauté épiscopale de Cambrai présentent, au contraire, une évolution analogue à celle des territoires lotharingiens renfermés dans la Belgique actuelle. Dès lors, il était indispensable de les étudier en même

temps que ceux-ci, afin de donner aux recherches la cohésion qui découle de l'homogénéité du sujet. Ce faisant, l'auteur a évité de mélanger les uns aux autres des faits de nature différente et de construire avec des matériaux trop dissemblables pour pouvoir s'associer, ainsi qu'il est arrivé, par exemple à Fockema-Andraë dans son travail sur la *Ministèrialité dans les Pays-Bas*.

Quant au plan adopté, il est très simple. Une première partie, de caractère général, fournit les indications nécessaires sur la ministèrialité carolingienne, puis résume l'état de nos connaissances sur l'évolution de l'institution dans les deux pays entre lesquels se partage la Belgique du moyen âge, la France et l'Allemagne. Cette dernière y occupe naturellement la plus grande place. On ne s'en étonnera pas. La ministèrialité a été, on le sait, particulièrement répandue et influente dans toutes les régions allemandes, où elle s'est prolongée parfois jusqu'aux temps modernes, et où je crois qu'il ne serait pas difficile d'en démêler encore de nos jours des survivances dans l'état d'esprit des *junkers* prussiens. Son importance a naturellement attiré sur elle, de très bonne heure, l'attention des historiens. Durant tout le cours du XIX^e siècle, quantité de recherches lui ont été consacrées. Une doctrine « classique » s'est dégagée à laquelle, durant les années qui ont précédé la guerre, des érudits, plus avides de nouveautés que soucieux de bonne méthode, ont cherché à substituer de ces théories audacieuses dont en ces derniers temps l'école historique allemande s'entichait trop souvent au détriment de la saine critique, pour ne pas dire du bon sens. On lira certainement avec grand intérêt l'exposé plein de modération et de mesure qui leur est consacré dans le mémoire.

Pour la France, l'auteur y admet, comme j'avais cru pouvoir le faire moi-même, et malgré l'opinion contraire de la plupart des érudits, l'existence d'une ministèrialité absorbée de bonne heure par la féodalité. Il y a là un problème fort intéressant sur lequel il faut espérer que des recherches ultérieures — que

ce n'était pas ici le moment d'entreprendre — jeteront des clartés nouvelles.

Après cette première partie, qui ne constitue, à vrai dire, qu'une introduction, nous abordons le sujet proprement dit. L'auteur étudie tout d'abord la ministérialité en Lotharingie (pp. 44-186), puis il passe à la Flandre.

Cette division s'imposait, car il était prudent, si l'on voulait apprécier exactement la nature de leurs *ministeriales*, de traiter à part chacune de ces régions, dont la première relevait de l'Allemagne et l'autre de la France et sur lesquelles cette différence de mouvance a exercé naturellement une action dont il était essentiel de tenir compte.

La méthode employée a d'ailleurs été la même de part et d'autre. Tout d'abord, l'auteur dresse minutieusement le relevé de tous les *ministeriales* dont les sources lui ont révélé l'existence. Ensuite, il met en œuvre les données recueillies pour exposer les divers aspects de la condition juridique et sociale de ces personnes, ainsi que leur évolution, soit vers la noblesse, soit vers la bourgeoisie. Ce procédé comporte naturellement, dans sa minutie, une certaine lenteur. Mais il n'en est pas de plus sûr ni de plus consciencieux. Il était d'autant plus requis en l'occurrence que le sujet traité par l'auteur n'ayant pas encore été exploré avant lui, si ce n'est en quelques points, il lui était indispensable de ne s'avancer que sur un terrain dont il devait tout d'abord éprouver la solidité.

Ces quelques lignes suffiront pour donner une idée d'ensemble du travail qui est présenté à la Classe. Elles lui permettront d'en apprécier la bonne et ferme ordonnance. Mais faut-il dire que le mérite d'une étude comme celle-ci réside essentiellement dans le détail? Pour y réussir, ce qu'il fallait avant tout, c'était ce travail microscopique de l'érudit qui dans un texte ne laisse échapper sans la noter et la mettre à sa place exacte aucune mention utile. Ce qu'il fallait encore, c'était un dépouillement *complet* de *toutes* les sources, sources diplomatiques comme

sources narratives, relatives à un sujet qu'il n'était possible de traiter qu'après en avoir recueilli péniblement les éléments dispersés. Ce qu'il fallait enfin, c'était une connaissance parfaite de la bibliographie de la question et un sens historique assez exercé pour reconnaître, au milieu des opinions, des théories et des hypothèses, ce qu'il importait de prendre et de laisser. Tous ces desiderata, l'auteur me paraît y avoir répondu de manière excellente. Son ouvrage est, dans toute la force du terme, fait de main d'ouvrier. Il est solide, parce qu'il est consciencieux et méthodique. Pour un homme du métier, c'est un véritable plaisir que d'en suivre, de chapitre en chapitre, l'élaboration patiente et rigoureuse. Jamais les conclusions ne dépassent les prémisses; on sent partout le scrupule de n'avancer que ce qui peut être démontré. Ça et là, la prudence me paraît même un peu excessive. L'auteur connaît si parfaitement sa matière, que j'eusse aimé le voir, de temps à autre, s'enhardir à risquer une hypothèse, c'est-à-dire à poser un problème.

Les conclusions auxquelles il aboutit après sa longue et minutieuse enquête — et qu'il formule avec une sobriété trop modeste — révèlent toute la portée de son travail. On pourrait les formuler en disant qu'en Flandre, la ministérialité, bien moins développée qu'en Lotharingie, a disparu aussi beaucoup plus tôt, tandis qu'en Lotharingie on la voit durer d'autant plus longtemps qu'on se rapproche de l'Allemagne et qu'on s'éloigne de la France. Ainsi, ce travail, fait d'une patiente accumulation de détails bien classés, aboutit à confirmer avec une force d'autant plus grande qu'il repose sur une érudition plus précise, cette tendance générale que manifeste dans tant d'autres domaines l'histoire de la Belgique, c'est-à-dire la tendance à évoluer toujours davantage vers l'Occident, à subir de moins en moins l'influence allemande et à se pénétrer de plus en plus de l'influence française. Et le fait est ici d'autant plus frappant qu'il s'observe dans le domaine juridique et social, bien moins sensible à l'action des individus et des modes que celui de l'art

ou de la littérature, et par cela même bien plus révélateur de ce qu'il y a de profond et pour ainsi dire d'organique dans une société.

Deux appendices du plus vif intérêt terminent cet excellent travail. Le premier, consacré aux *homines de casa Dei* du très ancien droit liégeois, me paraît démontrer qu'il faut voir en ceux-ci des *ministeriales* de Saint-Lambert, et que les alleux dont ils sont pourvus et dont ils ont fini par posséder la juridiction en se transformant en « cour allodiale », n'étaient primitivement que des tenures possédées par eux mais appartenant « allodialement » à l'Église. Le second, intitulé *Les « homines de generali placito »* de l'abbaye de Saint-Vaast d'Arras, aboutit à des conclusions analogues, qui renforcent par comparaison les résultats du premier. Ici encore, les « alleux » des hommes de Saint-Vaast n'étaient à l'origine que des « alleux » par rapport à l'Église; c'étaient des censives par rapport à ces tenanciers. Cette démonstration est d'autant plus importante qu'elle fait disparaître en même temps un des arguments sur lesquels Waitz s'appuyait pour affirmer l'existence en Flandre jusqu'au XI^e siècle du *Schoeffengut*, c'est-à-dire de la terre possédée en pleine propriété et grâce à laquelle son détenteur pouvait remplir les fonctions d'échevin.

Je n'hésite pas à conclure que le travail qui nous est soumis est digne du prix à tous égards et qu'il constitue une contribution de haute valeur à l'histoire des institutions médiévales ⁽¹⁾.

(1) Quelques observations de détail : Les termes « classe sociale » et « classe juridique » me paraissent parfois employés sans toute la rigueur nécessaire. J'aurais voulu que l'auteur prit parti dans la question des rapports entre les *ministeriales* et les hommes liges que j'ai cru jadis pouvoir en rapprocher. [Voyez mes travaux : *Qu'est-ce qu'un homme lige?* (BULLETIN DE L'ACADÉMIE (Classe des Lettres), 1909, pp. 46 et suiv.), et *La Ministérialité a-t-elle existé en France?* (COMPTES RENDUS DE L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS, 1911, pp. 170 et suiv.)] Page 236 : L'auteur rejette avec raison le rapprochement hasardeux fait par M. Ganzenmüller du *Mundling* saxon et du *Malman* de Saint-Vaast. Il eût été intéressant de rechercher quelle est l'origine de ce dernier terme.

Rapport de M. Des Marez, deuxième commissaire.

Le mémoire qui est soumis à l'examen de la Classe a pour titre : *Étude sur les « Ministeriales » en Flandre et en Lotharingie*. Les *ministeriales* sont des serfs, des demi-libres, que les princes ont appelés autour d'eux pour remplir certaines fonctions domestiques à la cour (ministérialité domestique ou aulique), ou bien des gens armés qui devaient prêter le service militaire à cheval (ministérialité militaire), ou bien encore des fonctionnaires chargés d'administrer les domaines comtaux (ministérialité domaniale). Grâce aux fonctions qu'ils occupent, ces serfs s'élèvent socialement, puis juridiquement, et finissent par fusionner avec la noblesse d'origine libre.

C'est là la théorie classique de la ministérialité. Elle fut formulée par von Fürth, en 1836, et reste toujours debout, en dépit des tentatives de Caro, de Wittich, d'Oppermann, de Heck et d'autres, qui ont voulu y apporter des tempéraments ou bien même y substituer des théories nouvelles. S'appliquait-elle à la Belgique? Jusqu'ici on l'ignorait. L'auteur du mémoire prétend que oui. Ses conclusions rencontrent celles du fondateur de la doctrine : en Flandre comme en Lotharingie, là-bas un peu plus tôt, ici un peu plus tard, les *ministeriales*, d'origine servile, se sont élevés dans l'échelle sociale et ont fini par se confondre avec la noblesse. La ministérialité n'est donc pas en Belgique un phénomène d'exception; au contraire, elle y est déterminée par les mêmes lois d'évolution qu'en France et en Allemagne. On voit aussi s'y refléter les influences française et germanique. La Flandre, entraînée dans le sillon français, vassale, d'ailleurs, de la couronne de France, a vu s'éteindre de bonne heure la ministérialité, dès le début du XII^e siècle. La Lotharingie, au contraire, politiquement subordonnée à l'Allemagne, sans parvenir à organiser une ministérialité aussi robuste et aussi durable que dans les pays d'outre-Rhin, lui donna,

cependant, une impulsion très grande. A la fin du XII^e siècle et dans la première moitié du XIII^e siècle — jusque vers 1235 — les *ministeriales* y jouent encore un rôle considérable, et ce n'est qu'au cours du XIII^e siècle qu'ils disparaissent définitivement.

Telle est la thèse que l'auteur expose avec une sobriété et une précision auxquelles il nous plaît de rendre hommage. Il domine sa matière avec maîtrise et, grâce à un dépouillement complet des sources, a assuré à son œuvre une assiette d'une remarquable solidité. Les qualités en sont telles que nous n'hésitons pas à proclamer tout de suite que le mémoire est digne d'être couronné.

Est-ce à dire, pourtant, que nous souscrivons sans réserve à toutes les conclusions qui y sont formulées? L'auteur nous en voudrait de ne pas lui exposer les doutes qui nous sont venus au cours de la lecture. N'a-t-il pas été parfois trop exclusif, trop disposé à étendre à toutes les principautés lotharingiennes ce qui n'appartenait qu'à quelques-unes; à expliquer par une formule unique — celle de la servitude originelle des *ministeriales* — une institution sociale et juridique dont la complexité exigeait d'utiles distinctions?

*
* *

Qui dit *ministeriales* dit *serfs*, *demi-libres*; qui dit *familia* désigne un groupe de gens d'origine servile. Tel est le critérium que l'auteur applique avec une rigueur mathématique, surtout si ces expressions se rencontrent dans des listes de témoins.

En est-il bien ainsi? En l'absence d'un document qui nous avertisse de la signification constante de ces deux expressions *ministerialis* et *familia*, — uniques soutiens de l'édifice de la ministérialité tel que l'auteur l'a échafaudé, — est-il bien permis de qualifier sans réserve « d'hommes d'origine servile » tous les *ministeriales* que nous rencontrons espacés sur plus d'un siècle et demi de notre histoire? Nous le croyons avec peine.

Nous pensons, au contraire : 1° que dans une société, comme celle du moyen âge, où tout est mouvement, les mots *ministerialis* et *familia* n'ont pas eu un sens unique et immuable, pas même lorsqu'ils s'appliquent aux témoins d'un acte ; 2° que la terminologie du moyen âge est si flottante, qu'un même terme, employé à une même époque, dans un même pays, parfois dans un même texte, peut s'appliquer à des institutions essentiellement différentes ou à des hommes de condition nettement opposée ; que les mots *ministerialis* et *familia* n'ont pas échappé à ces fluctuations, pas plus que les mots *praeco*, *villicus*, *officialis*, *minister*, *major*, *magister*, *servus*, etc., que nous rencontrons fréquemment, soit dans le corps des actes, soit dans les listes des témoins.

Il ne nous a pas été possible de vérifier, famille par famille, les actes sur lesquels l'auteur s'appuie pour affirmer leur origine servile. Nous nous en sommes tenu de préférence aux familles brabançonnnes, et plus particulièrement à celles des châtelains de Bruxelles et des seigneurs d'Aa, leurs parents, tant les conclusions de l'auteur nous ont, à cet égard, paru surprenantes. En maintenant aux mots *ministerialis* et *familia* un sens immuable à travers deux siècles, l'auteur a pu dire que la presque totalité des grandes familles brabançonnnes étaient d'origine servile, que les lignages les plus antiques du Brabant, ceux que nous avons sans cesse considérés comme les plus nobles d'entre les nobles, les châtelains de Bruxelles, les Rotselaer, les Wesemael, les Bigard, plongeaient leurs racines dans une source impure.

Nous voudrions soumettre à l'appréciation de l'auteur :

1° Certains renseignements que nous avons recueillis sur l'origine de la famille d'Aa, à laquelle se rattachait le lignage des châtelains de Bruxelles, considéré par lui comme servile ;

2° Les notions que nous avons groupées sur le caractère allodial des propriétés détenues par ces *ministeriales-scrfs*, et, enfin,

3° Quelques réflexions sur l'ordre de préséance observé dans l'énumération des témoins.

I. — DU LIGNAGE DES CHATELAINS DE BRUXELLES
RÉPUTÉ SERVILE.

Les châtelains de Bruxelles étaient issus des seigneurs d'Aa ou, en tout cas, leur étaient étroitement apparentés. Comme ils étaient serfs, au témoignage de l'auteur, leurs parents, les seigneurs d'Aa, pouvaient être difficilement d'une espèce juridique différente. Aussi, bien que ces derniers n'apparaissent jamais comme *ministeriales* du duc, l'auteur les englobe néanmoins dans la servitude qui entache la branche de Bruxelles. Il dit, en effet, à propos du qualificatif *nobilis* donné au seigneur Léon, en 1173 : « Il ressort d'une charte de Gautier de Bruxelles, de 1173, que son père et lui appartenaient à la même famille que le châtelain de Bruxelles. Il ne nous a pas été possible d'établir leur degré de parenté, mais nous croyons que la *branche de Gautier a dû s'élever plus rapidement dans l'échelle sociale*. Dans la charte de 1173, celui-ci s'intitule, en effet : *Ego Walterus de Bruxella filius nobilis Leonii* ».

Les châtelains de Bruxelles surgissent de l'ombre, en même temps que les seigneurs d'Aa ou d'Anderlecht, leurs parents, dans la seconde moitié du XI^e siècle. Les Aa sont presque territorialement aussi puissants que les Grimberghe; leurs alleux — leur *dominium*, comme ils disaient — englobaient une série imposante de villages sis au sud-ouest de Bruxelles. Ils y avaient des serfs et des serves, des dîmes, des droits d'avouerie sur les églises et sur les monastères. Ils ne figurèrent pas tout de suite au nombre des vassaux du duc, pas plus que les Grimberghe, mais, contrairement à ceux-ci, ils ne s'opposèrent pas aux visées d'unité territoriale que poursuivait le comte de Louvain et de Bruxelles, devenu duc de Lothier; ils s'affirmèrent, au contraire, comme ses alliés les plus fidèles, et convertirent

spontanément leurs alleux en fiefs, le jour où le régime féodal fut devenu pour la noblesse le régime normal et constitutionnel.

Le premier ancêtre historiquement connu de ce lignage s'appelle Folcard II, fils de Folcard I^{er}, et très probablement frère d'Onulphe de Bruxelles, fondateur de la lignée de Bruxelles. Il épousa, en 1057, une dame nommée Rainilde, et s'intitule dans ses conventions de mariage : « *Ego Folcardus, liber et liberis parentibus editus utriusque partis...* ». Sa femme, devenue veuve, ne laisse pas d'insister, comme l'avait fait son mari, sur son origine ingénuile. Dans une donation d'alleux faite au chapitre de Saint-Pierre à Anderlecht, vers 1080, elle s'intitule : « *Ego Rainildis ingenua et ex ingenuis orta parentibus* ⁽¹⁾ ». Folcard II et Rainilde eurent plusieurs enfants de leur mariage : Franco, Syger, Fredesuendis, qui épousa le chef d'un puissant lignage voisin, Steppon de Bruxelles; Athela, dont le sort nous est inconnu, et Lietbert, qui mourut jeune. Au témoignage de Butkens, Francon, le châtelain de Bruxelles qui apparaît à la fin du XI^e siècle, serait le fils aîné même de Folcard, et son assertion, quoi qu'en dise Wauters, n'est peut-être pas dénuée de fondement ⁽²⁾. Les petits-enfants et les arrière-

(1) Voir MIRÆUS-FOPPENS. *Op. dipl.*, I, 662, 665, 666. Lire les pages que A. WAUTERS, *Environs de Bruxelles*, I, consacre au lignage des sires d'Aa, d'Anderlecht ou de Bruxelles. Les seigneurs d'Aa s'appellent parfois de *Bruxelles*, tandis que les châtelains qui sont de *Bruxelles* adoptent le nom patronymique d'Aa. Cette interversion est fréquente. — WAUTERS. *Environs de Bruxelles*, t. II, p. 10, et t. III, pp. 55 et 318 et suiv., où l'auteur montre la grande puissance territoriale des châtelains au XI^e-XII^e siècle. A. Thymo déclare même qu'ils descendent par Baudouin de Bruxelles du comte Lambert qui épousa Gerberge de Bruxelles. Bien que cette descendance ne lui paraisse pas improbable, Wauters ne l'admet cependant pas.

(2) WAUTERS s'appuie sur un acte de 1099, où parmi les témoins figurent *Syger* et *Franco* et aussi *Franco castellanus*, pour dire qu'il y aurait eu deux Franco distincts, le premier Franco devant être identifié, selon lui, avec le fils aîné de Folcard. Il cite MIRÆUS et FOPPENS, I, 670, qui imprime *Testes Steppo de Brusella et frater ejus Walterus . Eustacius de Corbeka . Sigerus et Franco FRATER EJUS*. Par contre, DE MARNEFFE, *Cart. d'Aflighem*, pp. 17-18, imprime FRATRES EJUS, donc frères d'Eustache de Corbeek. L'original de l'acte est perdu. Nous avons contrôlé dans les cartulaires la lecture faite par de Marneffe et nous devons lire

petits-enfants de Folcard et de Rainilde nous sont connus par les multiples donations d'aïeux et de dîmes dont ils comblent les églises et les abbayes du Brabant au cours du XII^e siècle. Leur petit-fils Léon d'Aa ou de *Bruxelles* est appelé *dominus Leonius* dans plusieurs actes du milieu du XII^e siècle; il signe *magnus Leo de A* dans un acte de 1150 ⁽¹⁾; enfin, il est appelé *nobilis* dans l'acte de 1173. Ce Walter s'est allié par mariage à la noble maison de Guines, issue de l'antique famille de Gand, et sa sœur, ou, en tout cas, une de ses très proches parentes, épousa *Sygerus liber homo de Crainhem*, union qui explique l'arrivée de la dynastie des Crainhem dans le patrimoine allodial des seigneurs d'Aa à Anderlecht ⁽²⁾. Une autre, Gillette de Bruxelles, — on la croit fille du châtelain, — contracta alliance avec Gosuin d'Enghien, *nobilis vir*, et une autre encore entra dans la noble famille des sires de Sotteghem, si bien que la maison des châtelains de Bruxelles, celle d'Anderlecht-Aa, celles d'Enghien, de Sotteghem et de Crainhem formaient un puissant faisceau familial qui se partageait, au XII^e siècle, le *dominium* primitivement un de Folcard et de Rainilde.

Parmi tous ces lignages, les châtelains de Bruxelles, par

effectivement *fratres* et non pas *frater*. Si Francon le châtelain est réellement le fils de Folcard, les relations de famille entre le lignage des châtelains et celui d'Aa s'expliquent lumineusement. Dans le cas contraire, nous sommes livrés à des conjectures. Toutefois, il se peut que Francon I^{er}, châtelain, soit fils d'*Onulphe de Bruxelles*, frère de Folcard II, époux de Rainilde. Folcard I^{er} et son fils Onulphe sont cités parmi les témoins de l'acte de fondation de l'église Sainte-Gudule en 1047: *S. Folcardi . S. Onulfi filii ejus*. G. DES MAREZ. *Le diplôme de fondation de la collégiale des SS.-Michel-et-Gudule*. (ANN. DE LA SOC. ROYALE D'ARCHÉOLOGIE DE BRUXELLES, 1908.) Ce lignage d'Aa ou d'Anderlecht est peut-être bien le plus ancien des lignages brabançons qui nous sont connus.

⁽¹⁾ A. WAUTERS. *Nalectes de diplomatique*, p. 85. *Bull. de la Commission royale d'Histoire*, VII.

⁽²⁾ *Liber homo* est la traduction littérale de *Vry man, vry heer, Freiherr*. L'ancienne juridiction des seigneurs d'Aa, sans cesse rétrécie, finira par échoir au magistrat de Bruxelles sous le nom de juridiction de Walcourt et de Crainhem.

l'emploi du même nom patronymique ⁽¹⁾, par le port des mêmes armes, — un écu chargé d'une croix en sautoir, — par la transmission des mêmes prénoms, Francon, Léon, Fredesuendis, attestaient qu'ils étaient unis au lignage ancestral des sires d'Aa, non par un mariage, mais par une descendance directe, soit que Francon I fût réellement fils de Folcard II et de Rainilde, soit qu'il descendit d'une branche collatérale, d'Onulphe de Bruxelles, frère de Folcard ⁽²⁾. En 1173, quand Walter de Bruxelles, sire d'Aa, désire donner à l'abbaye d'Aflighem une dime qu'il a recueillie, dit-il, dans la succession paternelle, il n'ose rien faire sans l'assentiment de ses cohéritiers, parmi lesquels il cite le *castellanus de Bruxella et filius ejus Godefridus*. De même quand, en 1215, Léon d'Aa ou de Bruxelles veut gratifier le chapitre d'Anderlecht de la dime qu'il possède à Anderlecht, il invite ses *cognati* à participer à l'acte, manifestement, comme l'avait fait Walter, pour mettre le bénéficiaire à l'abri d'un retrait lignager possible, et parmi ces *cognati* figure Godefroid, le châtelain, qui scelle l'acte avec le donateur. De Francon il est question dès l'an 1086; comme châtelain, à partir de 1096 environ, date à laquelle il donne, en sa qualité d'avoué, des serfs et des serves à l'abbaye d'Aflighem. Lui, son fils et ses petits-fils font sans cesse partie de l'entourage ducal, ensemble avec leurs parents, les sires d'Aa, en compagnie aussi de *liberi* et de *nobiles* ⁽³⁾. Parfois ils se désignent par leur simple prénom, suivi de la mention *castellanus*, mais la plupart du temps ils se contentent de signer

(1) Les châtelains de Bruxelles s'appelaient indifféremment d'Aa ou de Bruxelles. De leur côté, les seigneurs d'Aa se nommaient parfois de Bruxelles.

(2) Voir la page précédente.

(3) 1131. Le duc Godefroid donne des biens à l'abbaye de Gembloux. Signent « Godefridus comes namurcensis ejusque filius Henricus, Henricus minor frater ipsius ducis..... *Franco de Bruxella* et multi alii nobiles et servi ». Le mot *servus* signifie ici, croyons-nous, *serviteur*, plutôt que *serf* dans le sens du moyen âge.

Castellanus tout court ⁽¹⁾. L'un d'eux, Godefroid, s'intitule, à partir de 1185, *Godefridus Dei gratia castellanus Bruxellensium* ou de *Bruxella*. Ces châtelains occupent au haut du Coudenberg un *castrum* formidable, qui est tout à fait distinct du *castrum* ducal, situé dans l'île Saint-Géry, et que nous considérons, non pas comme un *castrum*, dont le comte de Louvain aurait confié la garde à Francon, à la fin du XI^e siècle, mais comme un patrimoine de famille. Jamais le duc n'eut le moindre droit sur ce *castrum* héréditaire de la famille d'Aa ou de Bruxelles. Aussi, quand il vint s'établir à son tour, vers 1200, au Coudenberg, il lui fut impossible de s'étendre du côté où se trouvait le domaine du châtelain ou vicomte, et fut obligé d'exproprier les terres d'un autre de ses ministériaux, le seigneur Clutinc. Jamais non plus, dans la suite, le terrain sis immédiatement autour du bourg du châtelain ne fut soumis à la juridiction ducale, mais conserva son indépendance la plus complète jusqu'en 1775 ⁽²⁾.

Le châtelain de Bruxelles, propriétaire allodial de son propre *castrum*, était le chef de l'ancien comté de Bruxelles, échu aux comtes de Louvain par le mariage de Gerberge, comtesse de Bruxelles, avec le comte de Louvain, Lambert I. Il était aussi le chef de la commune naissante de Bruxelles, son juge, son capitaine en temps de guerre. Toute cette fortune administrative échet aux descendants de Folcard, à la fin du XI^e siècle, sans doute pour prix de leur dévouement à la maison de Louvain.

(1) L'argument que l'auteur puise dans l'indication seule du prénom pour démontrer l'origine plutôt obscure des ministériaux se trouve singulièrement affaibli, si l'on remarque qu'au XIII^e siècle, dans des actes de 1212, 1214, 1218, 1221, et même encore en 1235, on annonce la signature du châtelain exactement comme au début du XII^e siècle. On dit « *castellanus* » tout court, avec ou sans le prénom.

(2) On peut appliquer au *castrum* patrimonial des châtelains de Bruxelles ce que Gislebert de Mons dit du *castrum* de Busigny : *Quod Egidius de Sancto Oberto construxerat et a nemine tenebat*, et que ce seigneur transforma librement en fief lige, lors d'une visite que lui fit le comte de Hainaut, pendant l'hiver de l'année 1173, alors qu'il gisait malade dans le château en question. (*Chronique de Gislebert de Mons*. Édition Vanderkindere, p. 114.)

Le jurisconsulte Christyn résume en quelques lignes, précises et exactes, leurs attributions : « Ut comes olim judex erat totius pagi et provinciae, ita vicecomes seu castellanus erat judex civitatis seu oppidi... Hi vicecomitum oppidis seu burgis praeerant, publicorum carcerum curam gerebant et sua tribunalia ad jus dicendum itemque portoria seu vectigalia sibi propria habebant ⁽¹⁾. » Le châtelain resta le chef de la cité bruxelloise, née au cours du XI^e siècle, jusque vers 1200, époque à laquelle la bourgeoisie s'émancipe, rejette la tutelle du burggrave et s'érige en ville autonome avec un tribunal d'échevins propres, dirigés par un *ministerialis* d'un type nouveau, un *amptman*, qui représentera le duc, comme jadis le châtelain, et qui, en dépit de son nom *amptman*, ne sera pas plus serf que le châtelain lui-même.

Malgré les solides présomptions qui plaident avec tant d'éloquence en faveur de la liberté originelle des châtelains de Bruxelles, l'auteur du mémoire les déclare néanmoins d'origine servile. Pourquoi? Parce que dans un acte de 1116, le châtelain Francon figure dans un groupe de témoins introduit par la mention de *familia (ducis)*; ensuite, parce que dans un deuxième acte du XII^e siècle, distant du premier de quatre-vingt-deux ans, — l'acte date, en effet, de 1198, — le châtelain Godefroid est englobé dans une citation de gens qui passent pour *ministeriales*; enfin, parce que dans un acte de 1221, la rubrique *ministeriales* introduit, cette fois, expressément un groupe de témoins, dont le châtelain fait partie. Par contre, dans tous les autres actes du XII^e siècle, souscrits par le châtelain, — nous en avons relevé quatre-vingts environ, — rien n'y démontre le caractère servile du signataire. Il y occupe même souvent une place d'honneur ⁽²⁾. Mais qu'importe! Les expressions *minis-*

⁽¹⁾ *Jurisprudentia heroïca*. Édition de 1668, p. 351.

⁽²⁾ Voir plus loin ce que nous disons du soi-disant ordre de préséance observé dans les souscriptions.

teriales et *familia* sont déclarées décisives. Rien ne peut prévaloir contre elles : elles ont et elles *doivent* avoir le sens invariable de *serfs*, de *groupement domestique non libre*. Mais laissons l'auteur développer ses conclusions.

Après avoir établi la série des châtelains de Bruxelles, d'après des listes de témoins, il conclut :

Les châtelains dont nous avons indiqué la filiation ont été des *ministeriales* :

En 1116, en effet, Francon I^{er} souscrit une charte de Godefroid I^{er} avec les témoins *de familia*, que l'on oppose aux témoins *de nobilibus*.

Renvoi à *B. C. R. H.*, 1875, IV, 2, p. 275 (texte de l'acte) et p. 256 (commentaire). Nous ajoutons *MIRÆUS-FOPPENS*. Op. dipl., I, 172, où l'acte figure sous la date de 1123.

En 1198, Godefroid, châtelain de Bruxelles, souscrit avec d'autres *ministeriales* une charte de Henri I^{er}, duc de Lothier, après des clercs et des nobles.

Renvoi à *DE MARNEFFE*. Cart. d'Afflighem, pp. 307-311.

En 1213, le châtelain de Bruxelles figure au bas d'une charte de Henri I^{er} pour Jodoigne en tête de *ministeriales* connus, après plusieurs nobles, que suivent les mots *et cœteri quamplures nobiles*, indiquant clairement le passage à des témoins de condition différente.

Renvoi à *Brab. Yeesten*, I, pp. 618-619.

VOICI LE TEXTE CITÉ :

Testes : *de nobilibus* Henricus de Birbais, Scherus et Balduinus frater ejus de Orbais, Guilelmus de Dongelber, Erfo de Calmunt; *de familia* Gothuinus de Lovanio, FRANCO CASTELLANUS, Arnulfus dapifer; *de familia Sancti Petri*, Emmo villicus, Eppo, Gislardus, Rembaldus, Walcherus (1).

Signum Magtildis ducisse . S. Henrici decani lovaniensis . S. Reineri notarii S. Gerardi de Grimbergis et Arnulfi fratris ejus . S. GODEFRIDI CASTELLANI BRUXELLENSIS . S. Arnulfi de Wesemale . S. Gerardi de Heldeberga . S. Alard . Rape.

Testes sunt hi : Wilhelmus, frater ducis . Walterus Boohl, Gerardus de Jacca, Godefridus de Seoten, Arnulfus de Dist, Gerardus de Grimberge, et cœteri quamplures nobiles, CASTELLANUS DE BRUSELLIA, Arnulfus de Wesemale, dapifer de Rotselaer, Gosewinus de Gocencourt, Gosewinus de Ilaverle, Arnulfus de Wallehem, Gerardus de Heldeberge...

(1) Sur le caractère de la *familia S. Petri*, voir l'excellent livre de J. CALBRECHT, *De Oorsprong der Sinte Peetersmannen*. Louvain, 1922, p. 46, où il démontre que des nobles font partie de la *familia*, dite aussi *libera familia S. Petri*.

En 1218, dans une charte de Henri 1^{er} pour le prieuré de Forest, deux nobles, Gautier Berthout et Gautier de Bierbeek, sont qualifiés *virī nobiles* pour les distinguer des *ministeriales* qui suivent, et en tête desquels se trouve le châtelain de Bruxelles.

Renvoi à DE MARNEFFE, p. 375.

En 1221, nous avons un texte plus caractéristique encore : une charte de Henri 1^{er}, conférant la dime de Jodoigne à Saint-Pierre de Louvain, et souscrite d'abord par des ecclésiastiques ⁽¹⁾, puis par des témoins désignés par les termes *nobiles virī*, que suit une troisième catégorie indiquée par le mot *ministeriales*. C'est parmi eux que se trouve le châtelain de Bruxelles.

Renvoi à MOLANUS, II, 103-104.

En 1235, sans qu'aucune épithète particulière ne désigne les différents groupes, on voit encore les châtelains de Bruxelles en tête des *ministeriales* après les témoins nobles.

MIRÆUS-FOPPENS, III, 96.

Quelques années plus tard cependant, en 1251, Leonius, auquel se rapportent ces deux dernières chartes, était entré dans la noblesse.

Testes Walterus Bertot, Walterus de Birbais *virī nobiles* et CASTELLANUS BRUXELLENSIS . A. de Walins . H. de Sterbeka . Robertus de Tenis . H. filius ammanni . Homines Oliveri G. de Indebrec . B. de Pede . J. Gallicus.

Testes sunt abbas Hafligemensis, abbas de Parcho, abbas ... *Nobiles virī* Walterus Bertholdus, Godefridus de Scoten, Arnoldus de Diest, Arnoldus de Grimbergis . *Ministeriales* Arnoldus de Wesemale, CASTELLANUS DE BRUXELLA, Goswinus de Haverla, Gerardus de Holdeberg, Robinus de Thenis, Rodulphus de Lovanio; *scabini lovanienses*...

Inde sunt testes : Abbas Villariensis . Godefridus filius ducis . H. de Pernhues . CASTELLANUS DE BRUXELLA, G. de Goyencort et A. de Waelem . H. de Attenhoven . W. Clutins et G. filius suus, et H. Bruno, G. de Saventhem et alii quam plures.

Ainsi donc, au témoignage de l'auteur, l'ascension de la famille servile des châtelains de Bruxelles vers la noblesse a duré presque un siècle et demi, de 1100 environ à 1250.

Nous faisons remarquer déjà selon l'auteur que la servitude originelle des châtelains n'est attestée que par deux textes du XII^e siècle, parmi les quelque quatre-vingts actes de cette époque

(1) Sur la valeur à accorder à la place occupée parmi les témoins, voir plus loin, pp. 86 et suiv.

qui émanent directement d'eux ou dans lesquels ils figurent comme signataires. Cependant l'acte de 1198 est-il bien probant? Pour qu'il le fût, il faudrait, tout d'abord, qu'aucun doute ne pût subsister sur la condition forcément servile des compagnons du châtelain; or nous verrons tantôt que l'équation *ministerialis* = *serf* n'est peut-être pas aussi rigoureusement exacte qu'on le suppose bien; ensuite, que le statut soi-disant servile des cosignataires puisse être étendu par assimilation, et sans conteste, au châtelain lui-même. Reste l'acte de 1116. Ce document nous laisse certains doutes sur la date de sa rédaction. Il y est question de la reconstruction de l'église de Mont-Saint-Guibert et de l'extension du *jus legale et consuetudinarium* de l'*oppidum* de Gembloux à ceux du dit Mont-Saint-Guibert. L'acte se trouve dans un cartulaire de l'abbaye de Gembloux sous la date de 1116 ⁽¹⁾; ailleurs, sous la date de 1123 ⁽²⁾. On sait que le XII^e siècle est par excellence l'époque pendant laquelle les abbayes ont renouvelé leurs titres, créé des titres là où il n'en existait pas, ou complété des titres qui leur paraissaient insuffisants ⁽³⁾. L'octroi d'un *droit bourgeois* à une localité du Brabant, dès 1116, n'est pas sans nous surprendre, d'autant plus qu'il n'est question pour la première fois des *leges lovanienses* qu'en 1160. Il ne serait pas impossible qu'il s'agit, ici, d'une simple relation ou notice, à laquelle un moine aura donné une allure de charte avec préambule et date, comme ce fut le cas pour l'acte de fondation de l'église Sainte-Gudule de Bruxelles, de 1047, qui ne fut effectivement rédigé que vers la fin du XI^e siècle, ou même au début du XII^e ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ WAUTERS. B. C. R. H., 1875, IV, 2, p. 275.

⁽²⁾ MIRÆUS-FOPPENS, t. I, p. 172.

⁽³⁾ Lire l'intéressante notice que vient de publier H. NÉLIS. *La rénovation des titres d'asservissement en Belgique au XII^e siècle*. (ANN. DE LA SOC. D'ÉMULATION DE BRUGES, 1924.)

⁽⁴⁾ Voir notre étude intitulée : DE SMAREZ. *Le diplôme de fondation de l'église des SS.-Michel-et-Gudule*. (ANN. DE LA SOC. ROY. D'ARCHÉOLOGIE DE BRUXELLES, t. XXII.)

Mais peu nous importe que l'acte de 1116 soit vrai, apocryphe ou composé, à un moment donné, d'après un thème vrai. Il reste toujours à démontrer que le mot *familia ducis* signifie un groupe ducal *exclusivement* composé de serfs. Quant aux actes du XIII^e siècle, ils ne nous paraissent pas décisifs, d'abord à cause de leur date tardive; ensuite, et surtout, toujours à cause du sens absolu qu'on attribue, sans preuve, au mot *ministerialis*.

Tout ce que nous savons des châtelains de Bruxelles et de leurs parents directs, les sires d'Aa ou d'Anderlecht, nous oblige à dire qu'il est impossible que ces personnages aient pris officiellement pied dans la noblesse, vers 1250 seulement. Une simple expression, une hypothèse d'école, peut-elle prévaloir contre des faits historiquement établis?

II. — DES « MINISTERIALES-SERFS » PROPRIÉTAIRES ALLODIAUX.

Déjà les renseignements que nous avons groupés autour d'une famille brabançonne de ministériaux, celle des châtelains, issus du lignage d'Anderlecht, doivent avoir fait surgir un premier doute sur le sens absolu qu'un enseignement d'école attribue aux expressions *ministeriales* et *familia*. Ce sens paraîtra plus douteux encore quand nous aurons démontré que ces soi-disant serfs étaient de véritables propriétaires d'alleux. M. G. Smets, dans sa belle étude sur Henri I^{er}, a relevé cette anomalie juridique : un serf propriétaire allodial ! Malheureusement, influencé par le dogme de l'origine forcément servile de *tous* les ministériaux indistinctement, il s'efforce de l'expliquer et se détourne ainsi de la vérité, que cependant il entrevoit : « Il est probable, dit-il, que plus d'un noble... (sera entré) dans la ministérialité, car, s'il n'en était pas ainsi, on expliquerait mal que *des serfs enrichis... eussent pu être propriétaires d'alleux, comme c'est le cas pour certains « ministeriales » brabançons*. Ils pouvaient certainement les avoir acquis par

mariage ou par achat, mais *il est plus que probable que ces biens avaient gardé leur condition juridique, alors que celle de leurs maîtres changeait, et qu'ils sont un souvenir de la liberté que ceux-ci avaient perdue* ⁽¹⁾. »

Le fait de voir des serfs en possession d'alleux ne pouvait échapper à la sagacité de l'auteur du mémoire. Il lui consacre même un paragraphe spécial, intitulé : « *Capacité d'être propriétaires d'alleux* » (pp. 171 à 174; pour la Flandre, p. 225).

Ce fait constituait, en effet, une présomption trop grave contre le caractère servile d'un *ministerialis*, pour ne pas exiger une prompte explication. Aussi, l'auteur s'empresse-t-il de la donner. Pour la Flandre, il se contente de constater tout simplement qu'aucun acte ne montre un *ministerialis* détenteur d'alleux, et il ajoute : « On conçoit, en effet, difficilement qu'un non-libre puisse avoir la pleine propriété ». Pour la Lotharingie, où des cas nombreux surgissent, une explication plus détaillée s'imposait. L'auteur se livre à toute une série d'hypothèses : ou bien ces alleux sont entrés dans la possession des ministériaux à une époque où leur condition sociale était déjà très élevée, ou bien ils ont été usurpés, comme ce fut parfois le cas pour les alleux des ministériaux de l'église de Liège ou des abbayes de Saint-Trond et de Saint-Hubert. Peut-être aussi un pareil alleu n'est-il qu'une sorte de tenure d'une nature particulière, que le *ministerialis* a reçue de son maître et qu'il a transformée ensuite en alleu. Ce qui semblerait même faire croire qu'il en est ainsi c'est que le prince détient une sorte de *dominium* supérieur, qui s'affirme dans le rapport qui lui est fait de l'alleu en cas d'aliénation, exactement comme s'il s'agissait d'une tenure

(1) G. SMETS. *Henri I^{er}, duc de Brabant* (1190-1235). Bruxelles, Lamertin, 1908, p. 241. — W. WITTICH. *Altfreiheit und Dienstbarkeit des Uradels in Nieder-Sachsen*. Stuttgart, 1906, remarque que dans la région qu'il étudie les ministériaux étaient détenteurs de propriétés foncières, et il en conclut que des hommes libres ont dû pénétrer dans les rangs de la ministérialité au XII^e siècle. Voir p. 96, note 2.

domaniale ⁽¹⁾. Concluant plus à fond, l'auteur déclare que des restrictions sont effectivement apportées à l'aliénation de ces alleux et qu'en tout cas, le *ministerialis-serf* ne peut en disposer que de l'assentiment du prince qui en garde le *dominium* éminent.

Faut-il bien recourir à toutes ces hypothèses ? N'y trouve-t-on pas un exemple curieux de raisonnement *a priori* fondé sur l'équation *ministerialis* = *serf* ?

Le problème de la propriété foncière au moyen âge nous a toujours trop vivement intéressé pour que nous n'examinions pas de près l'importante question qui surgit ici. Est-il bien exact que le *ministerialis-serf* aliène son alleu uniquement à l'intervention de son maître ? Nous ne le pensons pas. Voici Egbert de Bigard, que nous devons considérer comme un demi-libre d'origine, puisqu'il appartient, dit-on, à une famille de *ministeriales*, celle des sires de Grand-Bigard. Or, vers 1125, nous le voyons disposer librement de ses biens, sis à Anderlecht, en faveur de l'abbaye de Forest ⁽²⁾.

Voici, par contre, Baudouin dit le Menteur, de Dilbeek, qui, en 1144, veut vendre son *hereditas*, c'est-à-dire sa tenure, au prieuré de Grand-Bigard, mais il est juridiquement incapable de le faire sans l'intervention de son seigneur, qui, dans l'espèce, est précisément ce *dominus Leonius* d'Aa ou d'Anderlecht, que nous avons appris à connaître déjà, un parent du châtelain de Bruxelles. Leonius détient le domaine éminent, *cum allodium ad dominum Leonium pertinêret*. C'est en le circonvenant aimablement que Baudouin parvient à obtenir l'autorisation de faire l'aliénation proposée; il amène même Léon à abandonner,

(1) C'est nous qui rapprochons le soi-disant alleu-tenure de la tenure domaniale. Seule, en effet, celle-ci connaît la formalité du rapport, mais elle la connaît parce qu'elle est d'origine servile. Voir notre *Étude sur la propriété foncière dans les villes du moyen âge et spécialement en Flandre, avec plans et pièces justificatives*. Gand-Paris, 1898, p. 235.

(2) DE MARNEFFE, p. 72.

par voie de donation, ses droits allodiaux : *dominum Leonium adiens et familiariter colloquens, assensu tandem et donatione domini Leonii...* ⁽¹⁾. Nous pourrions multiplier les donations d'alleux faites par les sires d'Aa aux églises et aux monastères du Brabant, sans intervention aucune du duc, mais il nous semble plus intéressant de nous orienter directement vers le lignage réputé servile des châtelains de Bruxelles. Vers 1185, Godefroid *Dei gratia castellanus bruxellensis* donne en pure aumône à l'abbaye de Forêt un manse de 11 1/2 bonniers sis à Evere, et il le donne *libere et absolute*, sans l'intervention de personne et ne s'assurant que l'assentiment de sa femme ⁽²⁾. En 1186, il fait une deuxième donation, toujours sans l'intervention du duc ⁽³⁾. En 1195, le même Godefroid confirme librement à l'abbaye de Ninove la possession d'une avouerie que son père lui a laissée, ainsi que certains droits d'usage; toutefois, comme il importe de consacrer par le même acte l'échange de certains droits d'usage contre 60 bonniers de bois, dont le duc, cette fois, a le domaine éminent, Godefroid s'assure son consentement ainsi que celui de son vassal *de consensu Everardi, domini feodi istius, et dono ducis supremi domini ejusdem feodi* ⁽⁴⁾.

Souvent les ministériaux ont converti directement leurs alleux en fiefs. Dans ce cas, ce sont eux seuls qui interviennent, en cas d'aliénation, pour donner au vassal l'autorisation requise, et nullement le duc. Ici encore, de nombreuses chartes, émanant notamment des châtelains de Bruxelles, démontreraient la vérité de cette assertion. C'est ainsi que la seigneurie de Wemmel — pour ne citer qu'un exemple — relevait uniquement du châtelain et non du duc, et il en fut ainsi jusqu'à l'effondrement du régime féodal ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ DE MARNEFFE, p. 140.

⁽²⁾ WAUTERS. *Analectes de diplom.*, p. 124.

⁽³⁾ DE MARNEFFE, p. 260.

⁽⁴⁾ DE SMET. *Chron. de Flandre*, pp. 804-805.

⁽⁵⁾ WAUTERS. *Environs de Bruxelles*, t. II, pp. 32 et 177.

Faut-il en conclure que tous les ministériaux détenteurs d'alleux pouvaient disposer à leur guise de leurs biens sans en référer au duc? Les ministériaux d'origine domaniale, généralement d'origine servile, n'avaient pas ce pouvoir, et c'est à eux sans doute que s'applique l'autorisation donnée, vers 1150, par le duc Godefroid, devenu avoué de l'abbaye de Tongerlo, lorsqu'il dispose : *ut si quis de familia et ministerialibus meis eidem ecclesiae conferre voluerit aliquod suum allodium, libere hoc faciat* ⁽¹⁾.

Les ministériaux brabançons, du moins plusieurs d'entre eux, — ne généralisons pas, — s'affirment positivement comme des propriétaires allodiaux dans toute la force du terme. Notre foi dans l'infailibilité du dogme d'une ministérialité exclusivement servile n'est-elle pas déjà un peu plus ébranlée qu'elle ne l'était tantôt?

Avant de conclure, toutefois, nous avons à traiter un troisième point, auquel l'auteur accorde une importance capitale, l'ordre de préséance dans les listes des témoins.

III. — DE L'ORDRE PROTOCOLAIRE DES SOUSCRIPTIONS.

En matière de diplomatie règne cette opinion que les témoins d'un acte sont énumérés dans l'ordre de leur valeur juridique ou sociale respective, que les dignitaires ecclésiastiques sont toujours indiqués d'abord, les nobles et les libres ensuite, les serfs en troisième lieu. L'auteur accorde une telle importance à cet ordre de préséance qu'il y puise une preuve irrécusable de la servitude primitive des ministériaux. Il ne laisse jamais de remarquer que si un groupe de *ministeriales* suit un groupe de *nobiles* ou de *liberi*, ce groupe est opposé à celui qui le précède, et cette opposition implique un statut juridique inférieur.

Nous pensons qu'en réalité on *n'oppose* personne : on énumère

(1) MIRÆUS-FOPPENS, t. I, p. 536.

dans un certain ordre, on *juxtapose* tout simplement, sans qu'on ait eu en vue ces déductions juridiques que nous nous plaisons à tirer de cette énumération. Que la chancellerie des comtes de Louvain n'a observé, au XII^e siècle, aucun ordre systématique dans l'énumération des témoins, les exemples abondent pour le démontrer. Il suffit d'ouvrir les cartulaires au hasard, et si long que soit déjà ce rapport, force nous est de l'allonger encore de quelques citations, puisque l'auteur considère l'ordre des souscriptions comme décisif.

En 1086, Henri, comte et avoué, accorde des privilèges et des biens à l'abbaye nouvellement fondée d'Aflighem ⁽¹⁾. Les témoins sont énumérés dans l'ordre suivant : *Steppe Bruzellensis et frater ejus Walterus, Balduinus de Alost, Gerardus de Cimbersaca..... Sygerus Handerlois..... Henricus cameracensis ecclesie canonicus, Adelardus canonicus et Godezo et Meinerus, clerici de Lovanio, Johannes canonicus de Petingehem, Gerardus de Leneka, Godefridus de Lachen, Franco, Amandus, Hugo de Brusselle, Amulricus de Bekensele, Sygerus de Alost, Walterus de Aska, Walterus de Hammo*. On remarquera que les ecclésiastiques n'occupent pas une place d'honneur; dix-huit laïques les précèdent, neuf autres les suivent; quant aux témoins laïques, ils sont passablement entremêlés. Dans un acte de 1121 ⁽²⁾, le *dominus Franco*, cité comme châtelain et avoué dans un acte de 1096, arrive, cette fois, en tête de liste, tandis que *Walter Rodestock* est refoulé vers le milieu et que les ecclésiastiques *Waldricus capellanus, Godezo capellanus, Onulfus clericus* terminent la série. En 1122, au contraire ⁽³⁾, la première place est rendue à Walter Rodestock : *Testes Walterus Rodestoc et filius ejus, Hugo Rampart, Franco castellanus, Razo et frater ejus, Amolricus Bigardensis et filius*

(1) DE MARNEFFE. *Cart. d'Aflighem*, pp. 3 et 4.

(2) *Idem. Op. cit.*, pp. 59-60.

(3) *Idem*, p. 61.

ejus Arnulfus..... ⁽¹⁾ suivent encore six laïques, puis *Onulfus presbyter* ⁽²⁾, *Libertus nepos ejus*, *Herimannus*, *Aluezo*, *Heinricus*, *Folbertus Flandrensis*. Dans une charte de 1138 ⁽³⁾, dans laquelle il est question d'une *terra Godefridi militis, filii Amelrici Scoti, quam ipse tenebat in feodum de Francone castellano meo, eodem castellano presente et annuente*, — c'est le duc Godefroid qui parle, — et d'un *curtile adjacens quod Franco castellanus pro sua matrisque suae anima tradidit*, le scribe, après avoir énuméré le duc, ses fils, Walter Rodestock, immédiatement suivi de *Franco castellanus* et de plusieurs autres personnages, songe alors seulement à signaler la présence des chapelains et des prêtres : *S. Wadrici capellani*, *S. Arnoldi*, *S. Arnulphi*, *S. Rangoti*, *S. Arnoldi*, *S. Hemeronis presbyterorum*, et termine sa liste par *Franco*, *Rodulphus filius ejus*, *Aubertus*, *Baudwinus*, *Rogeros laïci*. Ailleurs encore, en 1195, les dignitaires ecclésiastiques, et non des moindres, arrivent en fin de liste. L'acte émane précisément du petit-fils de Francon I, de *Godefridus, castellanus de Bruxella*, qui s'intitule, à l'instar d'un roi, *Dei gratia bruxellensium castellanus*. De concert avec sa femme Helewide, il confirme à l'abbaye de Ninove l'avouerie de l'alleu de Cathen, qu'un certain Henri de Leeuw-Saint-Pierre tenait en fief de son père Francon ⁽⁴⁾, et tout ce que le dit Henri tenait féodalement de son père à Strythem. Il y ajoute des droits d'usage dans une forêt, de nombreux biens, et finit par déclarer : *Donum vero hujus nemoris Lovaniae super atrium S. Petri in presentia ducis celebratum est, pridie quum filius ejus Godefridus baptisaretur, sub testimonio hominum suorum et hominum Everardi, homi-*

⁽¹⁾ Hommes de condition servile, suivant l'auteur du mémoire. Voir ci-après p. 93 : *Nobilis vir Arnulfus de Bygaerden*.

⁽²⁾ *Onulfus presbyter* est le desservant de la chapelle de Saint-Jacques, contiguë au *castrum* du châtelain, sis au Coudenberg.

⁽³⁾ MIRÆUS-FOPPENS, t. IV, p. 200.

⁽⁴⁾ En l'espèce Francon II, châtelain, fils de Francon I^{er}.

numque meorum sequentibus signis : Signum Gerardi de Grimbergis, S. Arnoldi de Wesemala et Arnoldi de Bigardis, S. Willelmi de Walhain ⁽¹⁾, *S. Raineri de Limala et Reineri de Herna, S. Balduini de Lewa et Faïter de Bruxella*. Suivent maintenant : S. ANSELMi ABBATIS GRIMBERGENSIS ET HEKELINI PRAEPOSITI EJUSDEM ECCLESIAE..... *Haec autem omnia apud Forest recognovimus et appensione sigilli nostri roboravimus. S. Franconis Lupi. S. Walteri Rong. S. Godefridi de Hal, et filii sui Godefridi. S. Timeri*. Un prêtre clôt la série : S. PRESBITERI DE UKEL ⁽²⁾. En 1212 ⁽³⁾, le même Godefroid, « par la grâce de Dieu châtelain de Bruxelles », signe avant Godefroid, frère du duc de Brabant. En 1179, quand il s'agit d'indiquer les garants des conventions matrimoniales de Henri I, les *ministeriales* prennent le pas sur les *nobiles*. Le dapifer de Rotselaer, Arnould, est cité le premier, suivi presque immédiatement du châtelain et du parent de celui-ci, Walter de Aa; puis, plus loin, arrivent deux nobles des plus importants, Gérard de Grimberghe et Walter Berthout ⁽⁴⁾.

Mais cessons cette énumération, largement suffisante déjà pour démontrer que la chancellerie des comtes de Louvain, au XII^e siècle, n'observe aucun ordre de préséance dans les souscriptions. La place occupée n'indique ni une supériorité ni une infériorité.

Un dernier exemple, néanmoins, parce qu'on y rencontre une énumération par groupes, et que dans ce cas, suivant le principe admis par l'auteur, le groupe qui suit est *opposé* à celui qui précède :

Il s'agit de l'acte de fondation de l'église Notre-Dame de la Chapelle à Bruxelles par le duc Godefroid, en 1134. Après la

⁽¹⁾ Ces trois derniers sont considérés comme d'origine servile par l'auteur.

⁽²⁾ DE SMET. *Chron. de Flandre*, t. II, p. 807.

⁽³⁾ DE MARNEFFE, p. 320.

⁽⁴⁾ WAUTERS. *Analectes de dipl.*, p. 29.

signature du duc et de ses deux fils, Godefroid et Henri, nous trouvons les *SIGNA LIBERORUM* qui sont indiqués dans l'ordre suivant : *Henrici de Birbeca, Willermi et fratris ejus Henrici de Dungleberge, Sigeri de Wavera. S. Rodulfi leodiensis canonici et capellani. S. Waldrici capellani. S. Godezonis capellani. S. Arnulfi clerici. S. Franconis castellani et dapiferi de Bruzella. S. Franconis pincernae de Issa. S. Gozewini pincernae. S. Alardi fratris sui. S. Amultrici militis. S. Franconis ministri de Bruzella, cujus labore et industria haec suggesta sunt. S. Rodulfi fratris ejus. S. Gozewini ministri. S. Henrici monetarii. Signa ceterorum fidelium meorum de mea curia* ⁽¹⁾. L'énumération n'est pas terminée. Elle continue par l'indication d'un troisième groupe, introduit par la rubrique *SIGNA QUORUNDAM NOBILIUM*, parmi lesquels *Walterus Rodestoc et filii ejus, Walterus Anglicus, Stephanus Durus, Hugo Rampart*. Serait-il permis de conclure de cette énumération tripartite que le scribe a voulu opposer les *nobiles* aux *ministeriales* et ceux-ci aux *liberi*?

Enfin, voici un exemple emprunté à la zone inférieure de la basse Lotharingie. Dans le cartulaire de Hollande et de Zélande, nous trouvons, à la date de 1105, une sentence rendue par Burchard, évêque d'Utrecht, entre deux églises qui se disputent ⁽²⁾. Les témoins sont rangés en trois groupes : tout d'abord les *clerici*, ensuite les *servientes episcopi*, en l'espèce les *ministeriales*; enfin, en troisième lieu, le groupe des *liberi homines*. Serait-il permis de dire que ce dernier est opposé aux deux premiers, parce qu'il figure en dernier lieu? Évidemment non, mais, dans ce cas, que devient le critérium que l'auteur

(1) Suivant l'auteur le groupe de *ministeriales*, bien qu'il ne soit pas expressément introduit par la rubrique *ministeriales*, comprend les signataires à partir de *Franco castellanus et dapifer de Bruzella*.

(2) VAN DEN BERGH. *Oorkondenboek van Holland en Zeeland*, 1, n° 95. Texte cité par TER GOUW. *Geschiedenis van Amsterdam*. Voir plus loin, p. 97, note.

puise dans ce qu'il appelle l'*opposition* des témoins et qu'il semble appliquer partout, sans distinction de pays?

CONCLUONS. — De ce qui précède, il ressort déjà que la double équation *ministerialis* = *serf* et *familia* = *groupement domestique non libre* ne peut avoir une valeur mathématique absolue. Cela paraîtra d'autant moins probable encore lorsque nous aurons groupé autour du problème quelques données complémentaires.

M. F. Rousseau, dans son excellente étude sur *Henri l'Aveugle*, constate, à propos des *ministeriales* qui composent la *familia* comtale, « que, dans le Namurois, cette *familia* est nettement divisée en deux groupes : le groupe des chevaliers, d'*origine noble*, et le groupe des fonctionnaires inférieurs : maires, forestiers, percepteurs de péage et de tonlieu. Dans les souscriptions de nombreuses chartes, ces deux catégories sont clairement indiquées... Que la *familia* du comte de Namur ait compris des nobles, ce point n'est pas douteux ». Il cite différents exemples à l'appui de son assertion, notamment celui de la comtesse Ermesinde, qui fait une donation, en 1127, à l'abbaye de Floreffe « *consilio hominum familie nostre tam liberorum quam ministerialium* » ; l'exemple aussi de Gossuin de Floriffoux, mentionné comme *nobilis* en 1145, et qui figure parmi la *familia* en 1154 ⁽¹⁾. Il pense même — et nous le pensons avec lui — que les *ministeriales* d'ordre inférieur ne devaient pas être nécessairement des serfs, mais que des libres pouvaient s'y rencontrer. Il conclut, enfin, que « les *familiares* du comte de Namur ne formaient pas une classe sociale, mais bien une catégorie de personnes chargées de fonctions administratives et *provenant de milieux différents* ». Le P. J. Calbrecht, de son côté, démontre que la *familia Sancti Petri*, de

(1) F. ROUSSEAU. *Henri l'Aveugle, comte de Namur et de Luxembourg* (1136-1196). Liège-Paris, 1921, pp. 62 à 66.

Louvain, ne comprenait pas uniquement des *censuales* ou des gens d'origine demi-libre, comme on serait tenté de le croire, mais qu'elle comptait dans ses rangs des nobles, tel ce Luipo, qui devint abbé de Saint-Trond, *nobiliter natus* et pourtant *de libertate et familia lovaniensium* ⁽¹⁾. G. Smets, dont le fond de la pensée concorde avec celle de l'auteur du mémoire, remarque cependant que des nobles doivent s'être glissés dans la *ministérialité* brabançonne au XII^e siècle, et même il allègue des actes dont les souscriptions prouvent que des nobles, et non des moindres, faisaient effectivement partie de la *familia* ducale ⁽²⁾. En 1191, Henri I, duc de Brabant, donne un alleu en fief au seigneur de Cuyck; or, parmi les souscriptions, nous relevons celle du seigneur de Grimberghe : *Testes de familia ducis fuerunt ARNOLDUS GRIMBERGENSIS, Reinerus de Heverlé... De familia domini Henrici de Cuyck N. N...* ⁽³⁾. Lorsqu'en 1214, le même duc confirma les donations faites à l'abbaye de Rolduc, *interfuerunt huic facto de familia nostra viri nobiles Godefridus de Perweys, Arnoldus de Diest, Arnoldus de Kraeichem, Woltherus cognomento Bertoeit... de familia domini Henrici ducis Limburgensis, item viri nobiles N. N... de fratribus ecclesiae N. N... totusque conventus et alii quam plures* ⁽⁴⁾. Or, les seigneurs de Diest et de Crainhem, Walter Berthout, de la famille des Grimberghe, comptent parmi les plus nobles du Brabant ⁽⁵⁾. Les sires de Grand-Bigard constituent, selon l'au-

⁽¹⁾ J. CALBRECHT. *De Oorsprong der Sinte Peetersmannen*, p. 16. — Sur la *libera familia ducis*, voir pp. 84 et 85.

⁽²⁾ G. SMETS. *Henri I^{er}, duc de Brabant*, p. 255.

⁽³⁾ MIRÆUS-FOPPENS, t. I, p. 555.

⁽⁴⁾ IDEM, *Op. dipl.*, t. IV, p. 227.

⁽⁵⁾ Embarrassé par la présence insolite de ces nobles, qui compromet l'intégrité de la doctrine du *ministerialis-serf*, M. Smets pense que cela s'explique peut-être par ce fait que les actes sont rédigés en dehors du Brabant. Nous répondrons que si vraiment à l'époque où ces actes furent rédigés les *ministeriales* n'avaient pas encore librement accès à la noblesse, à cause de la tache originelle qui les souillait, les seigneurs de Diest et de Grimberghe auraient-ils toléré qu'on les inscrivit comme tels dans un acte authentique émanant du duc? Voir plus loin (p. 96) ce que nous pensons de la composition de la *familia ducis*.

teur, l'un des lignages les plus anciens de la ministérialité brabançonne. Cependant, lorsqu'en 1179, le duc de Brabant Godefroid, désireux de hâter les négociations de mariage entre son fils Henri et Mathilde de Boulogne, envoie Arnould de Bigard comme ambassadeur auprès du comte de Flandre, Philippe d'Alsace, il le qualifie de *nobilis vir* ⁽¹⁾ : « Mitto duos meos nobiles et fideles viros, nempe Gerardum de Grimberghe et Arnoldum de Bygaerden qui bonam voluntatem meam prelegent. » Nous relevons dans la *Chronique de Gislebert de Mons* le cas intéressant d'un noble mué en *ministerialis*. Il s'agit d'*Arnulfus vir nobilis de Landast*, qui a épousé la veuve du haut échanson de Hainaut, Gilles d'Aulnois, et qui remplit l'office de haut échanson lors des fêtes de Noël que le comte Baudouin V célèbre en grande pompe à Valenciennes, en 1171 ⁽²⁾. L'auteur du mémoire cite lui-même — tout en le déclarant unique — le cas d'un *noble* qui devient *ministerialis* de l'abbaye de Stavelot, avec obligation d'estage au château de Logne et engagement pour son fils d'épouser une femme de la *familia* de l'abbaye ou une *femme noble* qui, préalablement à son mariage, entrerait volontairement dans cette *familia*.

Aucune hésitation ne nous paraît plus possible. La ministérialité en Belgique se compose d'un double élément : un *élément servile*, que l'auteur a si brillamment mis en relief, et un *élément libre*, qu'il a malheureusement méconnu.

(1) WAUTERS. *Analectes de diplomatique*, p. 30. Sans doute, on dira que *nobilis* s'emploie ici dans le sens d'homme illustre, distingué; mais dans ce cas, on ébranle un édifice uniquement édifié sur le sens rigoureux des termes.

(2) *Chronique de Gislebert de Mons*. Édition Vanderkindere, p. 108 : *Arnulfus vir nobilis de Landast, qui mortuo Egidio de Aunoit summo Hanonie pincerna uxorem illius duxerat, vinum tanquam summus pincerna propinavit et cum eo milites et servientes qui in officio illo jus hereditarium habebant*. L'auteur reconnaît que la ministérialité hennuyère est composée des plus nobles familles du comté. Il s'efforce de l'expliquer en disant que ces nobles ont sans doute succédé à d'autres *ministeriales*, qui évidemment devaient être serfs. — Cet Arnould de Landast figure comme témoin dans un acte de 1178. Il y est nommé bien avant *Johannes sacerdos et capellanus*, auquel Gislebert, *capellanus et cancellarius*, qui rédige l'acte, réserve généreusement la toute dernière place. (DUVIVIER. *Hainaut ancien*, p. 615.)

Discutant l'opinion d'Oppermann ⁽¹⁾, qui croit que des libres sont entrés dans les rangs de la ministérialité, telle qu'elle s'est développée dans la région du bas Rhin, notamment, dans le pays d'Utrecht, — par conséquent en Lotharingie, — l'auteur combat énergiquement cette opinion et conclut à ce propos qu'elle n'est applicable à aucune principauté lotharingienne. Son argumentation est très sommaire, une vingtaine de lignes, et il se croit autorisé à trancher le débat dans ce sens parce qu'il n'a pas trouvé d'acte mentionnant expressément l'entrée d'un *liber* parmi les *ministeriales* (p. 159). L'argument n'est peut-être pas décisif, car on n'a pas trouvé non plus d'acte signalant expressément l'entrée officielle d'un *ministerialis* dans la noblesse. C'est une question de fait.

D'ailleurs, il reste toujours à démontrer la vérité du point de départ. On affirme qu'un *ministerialis* est toujours d'essence servile, qu'une cour princière, même à l'origine, n'a été desservie que par des demi-libres. Cette affirmation n'est pas démontrée jusqu'ici. Il serait cependant de toute importance qu'elle le fût sans tarder. En effet, de deux choses l'une : ou bien le critère est vrai, et alors il importe de montrer dans un chapitre introductif l'irrécusable fondement d'un principe qui domine toute la matière ; ou bien, il n'a que la valeur d'une hypothèse, et alors il convient de le garder dans les limites que la science assigne à l'hypothèse. L'auteur dit quelque part : « Nous avons admis que par essence — nous serions tenté de dire « par hypothèse » — les *ministeriales* étaient des demi-libres » (p. 153). Pour transformer pareille hypothèse en réalité, il ne suffit pas de constater purement et simplement la présence des mots *ministerialis* et *familia* dans les souscriptions. Il y a un monde, en dehors de ces sèches souscriptions, qu'il importe de pénétrer et d'interroger.

(1) OPPERMAN, *Untersuchungen zur Geschichte von Stadt und Stift Utrecht im 12 und 13 Jahrhundert*. WESTDEUTSCHE ZEITSCHRIFT FÜR GESCHICHTE UND KUNST, 1908-1909.

Le qualificatif de *ministeriales* appliqué aux lignages brabançons qui se meuvent d'une façon constante, dès la fin du XI^e siècle, dans l'entourage immédiat du comte de Louvain, n'apparaît qu'à une époque tardive. L'auteur constate, en effet, que le mot *ministerialis*, « pris dans son acception technique et le plus souvent usité au pluriel », surgit en Brabant entre 1138 et 1152 (p. 138). Cependant dans les souscriptions, sur lesquelles il s'appuie pour prouver la condition servile de certains lignages brabançons, les expressions *familia* et *ministeriales* ne remontent guère au delà de la seconde moitié du XII^e siècle : 1157 pour les Huldenberg (*de familia*), 1165 pour les Rotselaer et les Héverlé (*de familia*), 1167 pour les sires de Grand-Bigard (*ministeriales*), 1184 pour les Wallhain (*de familia*), 1187 pour les Wesemael (*de familia*), 1198 pour les châtelains de Bruxelles ⁽¹⁾. Cette juxtaposition de dates n'est-elle pas suggestive? N'est-ce pas vers le milieu du XII^e siècle que les comtes de Louvain, ducs de Lothier, ont constitué définitivement leur *maisnie*? Les événements de leur règne troublé devaient les amener, tout naturellement, à s'entourer d'une cour composée de serviteurs dévoués, à l'imitation de leurs voisins, les comtes de Hainaut.

Dans leur lutte contre les dynastes locaux, terrible surtout dans la première moitié du XII^e siècle, lorsqu'il s'agissait d'abattre la puissance des Grimberghe, qui voulaient se tailler un État autonome au sein même du Brabant, les comtes de Louvain, devenus ducs de Lothier, se sont appuyés, non pas sur des serfs, dont la fortune devait s'édifier encore, mais, au contraire, sur les plus puissants des *liberi* et des *nobiles*, dont les domaines allodiaux déchiquetaient alors le sol du futur duché de Brabant. C'est avec l'aide d'une partie de la noblesse brabançonne, dressée contre l'autre partie, et non avec le secours

(1) Au sujet de l'apparition du mot *familia* dans l'acte de 1116, voir ci-dessus p. 81.

de forces serviles, que les comtes de Louvain sont parvenus à abattre la puissance redoutable des Berthout, seigneurs de Grimberghe et de Malines, et à réaliser ainsi l'unité territoriale poursuivie. Ces alliés dévoués ont formé autour de leur personne un véritable *comitat* — le mot n'est pas étranger à nos sources ⁽¹⁾. Des hommes libres et nobles de par leur naissance, tels les châtelains de Bruxelles, sont entrés dans la maisnie ducale, exactement comme cela s'est vu en Allemagne ⁽²⁾ ou dans les comtés tout voisins de Namur et de Hainaut ⁽³⁾. Ils se sont unis au prince par des liens plus étroits que les autres vassaux ⁽⁴⁾. En temps de guerre, ils sont à ses côtés; ils sont ses *commilitones*, ses *satellites* — les expressions sont dans les textes — et ils doivent se sacrifier pour leur maître au delà de ce qu'un simple vassal serait tenu de faire. Un *ministerialis*, Henri de Huldenberg, revêt, à Steppes, l'armure d'Henri I^{er} et se fit tuer pour lui, et à travers le récit légendaire de la guerre de Grimberghe on entrevoit le dévouement des *ministeriales* brabançons. Ceux-ci doivent aussi à leur maître le service de conseil; ils sont ses *consiliarii*, et voilà pourquoi leurs noms se retrouvent au bas de la presque totalité des actes émanant du duc. Ils se déplacent avec lui et l'aident à mener à bonne fin des négociations difficiles et délicates ⁽⁵⁾. Ils forment, avant la

⁽¹⁾ *Gesta episc. leod.* (CHAPEAUVILLE, II, 57.) En 1128, le Duc arrive au secours de l'archidiacre Alexandre, son candidat au siège épiscopal *cum maximo militum et totius factionis ejusdem comitatu*. Texte cité par J. CALBRECHT (*Oorsprong der Sinte Peetersmannen*, p. 59), qui ajoute avec raison : « C'est là la maisnie du comte de Louvain : elle l'assiste fidèlement dans l'exécution de ses plans ».

⁽²⁾ L'auteur ne conteste pas l'entrée d'éléments libres dans la ministérialité en Allemagne (p. 23). Ce point d'ailleurs n'est pas douteux. On ne discute que sur l'importance de cet afflux; les uns disent qu'il est si important qu'il va amener la transformation complète de la ministérialité dans le sens de la noblesse, les autres qu'il ne peut s'agir que de cas isolés.

⁽³⁾ Pour le Hainaut, voir ci-dessus p. 93.

⁽⁴⁾ Voir les pages excellentes dans lesquelles J. FLACH caractérise la maisnie. (*Les Origines de l'ancienne France*, t. II, pp. 455 et suiv.)

⁽⁵⁾ Voir G. SMETS. *Op. cit.*, pp. 246 et suiv.

lettre, « le conseil estans aux côtés du prince ». Enfin, ils administrent la justice au nom du duc, et dans ce cas ils se nomment *dapiferi*, *sénéchaux*, *drossete*. Plusieurs *dapiferi* se partagent encore au XII^e siècle les principaux districts judiciaires de Brabant, ceux d'Overysse, de Rotselaer, de Bruxelles, en attendant la formation, au siècle suivant, de mairies dirigées par des *ministeriales*, qui seront des *ministeriales* d'une troisième formation, de purs fonctionnaires administratifs, cette fois, qui prendront le nom de *majores*, de *maires*, soumis à l'autorité suprême d'un *dapifer* unique, le grand drossard de Brabant ⁽¹⁾.

Si l'on part du point de vue de l'entrée d'éléments nobles dans la ministérialité au XII^e siècle, tout s'agence et tout s'explique. On ne s'étonnera plus de voir des *ministeriales* agir en toute liberté comme des seigneurs allodiaux, de les voir contracter mariage avec les plus illustres dynasties, bien avant l'époque fixée par l'auteur à leur entrée dans la noblesse. Il ne sera plus nécessaire non plus de se livrer à des hypothèses pour expliquer la condition des *ministeriales* du Hainaut, dont la noblesse est indéniable, et de dire qu'ils ont très probablement succédé à des *ministeriales* d'une autre essence. Enfin, on ne s'étonnera plus de ne rien découvrir qui démontre le statut personnel inférieur, servile, des grands lignages brabançons. Dès lors, aussi, les mots *ministerialis* et *familia* n'auront plus un sens unique,

(1) J. TER GOUW (*Geschiedenis van Amsterdam*, 1879, t. I. p. 41) remarque avec raison à propos de Wolferus, scultetus de Amestelle, cité, en 1105, parmi les *servientes* de l'évêque d'Utrecht, après les ecclésiastiques, mais avant les libres, que les *ministeriales* sont de hauts fonctionnaires, drossards, rentiers, margravs, châtelains, etc., et il ajoute que la ministérialité ne diminue en rien la noblesse : *Het dienstmanschap deed niet te kort aan den rang eens edelmans*. Cette conception me paraît tout à fait juste, à condition toujours de distinguer entre les pays, entre les époques, et dans un même pays suivant les milieux. L'auteur montre, plus loin, que le dit Wolferus possède, en dehors des fiefs reçus de l'évêque, des alleux qui sont des biens patrimoniaux (p. 12). Il remarque aussi que ce personnage apparaît, en 1126, au milieu des témoins nobles.

celui de serf et de groupement demi-libre, mais des sens variés, conformément à l'esprit qui anime la terminologie du moyen âge. Les *ministeriales* du XII^e siècle — j'entends, non pas tous les *ministeriales*, mais certains d'entre eux — se présenteront à nous comme des hommes libres, investis de hautes fonctions militaires, administratives et judiciaires, tout à fait différents de ces *ministeriales* d'ordre inférieur qui peuplent les cours censales des grands domaines. Quant à la *familia ducis*, elle sera la *maisnie*, la *clientela*, le *comitatus*, en un mot la *curia majorum* ⁽¹⁾.

En vérité, nous sommes en droit de nous demander si nous ne sommes pas victimes d'un enseignement d'école qui obscurcit notre jugement et paralyse nos recherches. Il règne en matière de ministérialité, comme en d'autres matières, des idées consacrées qu'il est grand temps de contrôler à la lumière d'un examen nouveau des textes. Dans toutes les théories émises jusqu'ici il y a une part de vérité. Seule une théorie qui entendrait refouler, partout et en tous les temps, les *ministeriales* au rang de serfs nous paraîtrait la plus éloignée de la vérité, parce qu'elle est exclusive, dogmatique et essentiellement contraire à la plasticité des institutions du moyen âge.

Pour comprendre la ministérialité dans toute la complexité de son développement, il ne suffit pas de l'étudier uniquement dans le double élément que nous signalons, l'un servile, l'autre libre, mais de poursuivre encore chacun de ces éléments dans la triple ministérialité que la Belgique a connue, ministérialité aulique, ministérialité militaire, toutes deux d'essence supérieure et se confondant souvent; ministérialité domaniale, d'ordre inférieur, quoique en principe non exclusive d'éléments libres.

(1) Cette expression se rencontre dans deux documents, l'un de 1181 environ (charte en faveur des Templiers de Vaillemont près de Nivelles. On y lit *et omnis curia ducum majorum*), un autre de 1197 (Henri 1^{er} en faveur de l'abbaye de Tongerlo, où on lit *nostri domini duces*); mais l'auteur rejette ces deux actes, parce que les expressions citées sont étrangères, dit-il, à la diplomatie brabançonne.

Ce n'est pas tout. Il faut soigneusement distinguer les milieux, suivant qu'il s'agit de comtés laïques, comme la Flandre, le Brabant, le Hainaut, ou de domaines ecclésiastiques, comme les domaines abbaciaux de Stavelot, de Saint-Trond et de Saint-Hubert ⁽¹⁾. La lecture des pages intéressantes que l'auteur consacre au statut personnel des ministériaux, à leur capacité juridique, à la juridiction qui les régissait démontre clairement que les seigneuries ecclésiastiques se trouvaient réellement dans une situation particulière. Aussi, rien ne nous paraît moins certain que la présence en Lotharingie d'une *classe constituée de « ministeriales »*, gouvernée par un *statut commun*. Il y a des *ministeriales*, très variés entre eux, aussi variés que la population d'un grand domaine. Aussi, l'auteur n'a pu dégager de l'accumulation des faits particuliers qui concernent la situation des ministériaux aucune règle générale s'appliquant à tous. Dans les paragraphes consacrés à l'étude du statut personnel des *ministeriales*, il n'y a et il ne pouvait y avoir qu'une juxtaposition de détails, absolument sans lien entre eux. Il serait injuste d'en faire un grief à l'auteur, car il en sera ainsi aussi longtemps qu'on méconnaîtra l'extraordinaire variété de la ministérialité suivant les milieux, et dans un même milieu, suivant les éléments variés qui la composent.

De pareilles distinctions, nous l'avouons, supposent un labeur énorme, une incursion dans la vie du grand domaine, dans l'organisation de l'armée, dans celle de l'administration publique; aussi peut-on se demander s'il n'eût pas mieux valu circonscrire plus étroitement le sujet, de procéder par monographies, dans l'espoir d'aboutir, un jour, à une synthèse, plutôt que de comprendre immédiatement dans un même tableau la Belgique tout entière.

(1) Nous avons insisté souvent ailleurs sur la nécessité absolue de distinguer les milieux ecclésiastiques des milieux laïques, par exemple, pour l'étude de l'origine des villes, celle de l'organisation du travail, de l'échevinage. Pourquoi cette méthode, appliquée à l'étude de la ministérialité, serait-elle défectueuse?

Je termine ce rapport, très long déjà. J'ai suivi les chemins que l'auteur a tracés, le tout premier, à travers la brousse inexplorée. Il m'a guidé dans un travail de prospection qu'il m'eût été difficile d'accomplir sans lui. J'ai découvert, ou du moins j'ai cru découvrir des filons nouveaux. Je les lui livre tels qu'ils sont. A lui de juger s'ils méritent d'être exploités; mais j'ai pensé qu'au moment où la science belge va s'enrichir d'une œuvre qui jette les bases mêmes de l'étude de la ministérialité en Belgique il n'était pas inutile de soulever des objections susceptibles d'amener des conclusions plus complètes.

C'est dans une pensée de grande estime pour le travail qui nous a été soumis, d'admiration même pour les solides qualités qui le caractérisent, que j'ai l'honneur de proposer à la Classe de lui décerner le prix.

Rapport de M. J. Cuvelier, troisième commissaire.

Après l'exposé si complet, fait par les deux premiers commissaires, du contenu du mémoire soumis à l'Académie en réponse à la question relative à la *Ministérialité*, il reste peu de choses à dire au troisième commissaire. Ma tâche est d'autant plus facile que MM. Pirenne et Des Marez sont absolument d'accord pour estimer que le mémoire est digne à tous égards du prix, et que je n'éprouve aucune hésitation à me ranger à leur avis.

Au point de vue de la documentation, il serait difficile d'être plus complet. L'auteur n'a négligé aucune source, narrative ou diplomatique, dans laquelle il avait le moindre espoir de découvrir un *ministerialis*. Quant aux travaux d'interprétation, je crois bien qu'aucun historien qui s'est occupé de la question, tant en Belgique et en Hollande qu'en Allemagne et en France, ne lui a échappé. S'il se rallie, pour ce qui concerne notre pays, à la théorie formulée depuis bientôt un siècle et d'après laquelle les *ministeriales* sont, à l'origine, des non-libres qui

ont fini, soit par entrer dans la noblesse, soit par se fusionner avec la bourgeoisie des grandes villes, ce n'est qu'après avoir étudié attentivement toutes ses sources, exposé impartialement toutes les théories en vogue et rencontré successivement les arguments des nombreux historiens qui se sont occupés de la question et ont cru pouvoir, pour diverses régions, battre en brèche la doctrine classique.

Sans vouloir diminuer la haute valeur du mémoire, M. Des Marez ne croit pas pouvoir se ranger aux idées de l'auteur en ce qui concerne l'exclusion systématique de l'élément libre de la ministérialité; les documents qu'il produit à l'appui de sa thèse et qui concernent le Brabant, particulièrement Bruxelles, me paraissent tout au moins dignes de l'examen le plus attentif de la part de l'auteur. Une étude aussi minutieuse que celle à laquelle s'est livré notre confrère pour Bruxelles ne conduirait-elle pas, pour d'autres régions, à des résultats tout aussi intéressants?

L'auteur reconnaît lui-même (pp. 101 et 170) qu'à Stavelot, par exemple, un homme libre, un noble, est entré dans la ministérialité. Des cas semblables se rencontrent dans le Namurois, en Brabant et ailleurs. Il reconnaît aussi que l'un de ses principaux arguments, la place occupée par les *ministeriales* dans les listes de témoins, ne peut être invoqué en ce qui concerne les chartes du duché de Limbourg et des pays d'outre-Meuse (p. 111), où l'on n'aurait pas fait de distinction entre les personnes de condition juridique différente. Les exemples cités par M. Des Marez prouvent que la règle est loin d'être générale en Brabant. Dans ces conditions, on pourrait peut-être se demander si réellement dans les autres principautés cette place a toujours été si rigoureusement occupée par des *ministeriales* et si le grand nombre supposé de ceux-ci, dans ces régions, comparativement à leur rareté dans les pays d'outre-Meuse, ne provient pas de la facilité avec laquelle il leur a reconnu la qualité de *ministeriales* uniquement à cause de la place qu'ils

occupaient dans les listes des témoins. En d'autres termes, pour établir avec une certitude absolue la condition réelle de tous les personnages admis comme *ministeriales*, il faudrait retracer la biographie de chacun d'eux.

Pour des périodes comme le X^e, le XI^e et même le XII^e siècle, cela n'est pas chose facile; c'est cependant le seul moyen de déterminer non seulement leur condition, mais encore leur origine, que celle-ci soit libre ou servile ⁽¹⁾. En présence du travail herculéen auquel s'est livré l'auteur, on a quelque scrupule à lui en demander davantage encore. Aussi notre observation n'a-t-elle d'autre portée que celle de montrer qu'une enquête qui s'étendrait à des territoires aussi vastes et aussi variés, sur une période allant du X^e au XIII^e siècle et même parfois au delà, devrait fatalement perdre un peu en profondeur ⁽²⁾. C'est pourquoi des études d'histoire régionale ou locale ultérieures pourront peut-être amener certaines rectifications aux conclusions de l'auteur, dont le travail partagera, sous ce rapport, le sort de toutes les œuvres de synthèse.

En attendant, nous croyons que l'on n'apportera guère de modifications aux lignes suivantes, empruntées à la première page des origines de la ministérialité en Flandre et qui résument — à mon sens — d'une manière excellente la situation en Lotharingie aussi : « Les origines ont dû être les mêmes qu'en Lotharingie; elles doivent dater de la fin du X^e siècle.

(1) Page 216, l'auteur reproche avec raison à M. Ganzenmüller « de ne pas s'être rendu compte que pour reconnaître un *ministerialis*, il fallait rechercher à la fois si l'on rencontrait la condition juridique du non-libre et la condition sociale du chevalier due aux services dont était chargé l'intéressé ». Oserait-il affirmer que dans la longue liste de *ministeriales* qu'il nous donne, il a lui-même constaté chaque fois l'existence de ces deux conditions ?

(2) En dehors des chartes et des chroniques publiées, je pense bien qu'il y aura encore à glaner des renseignements dans maints chartriers, cartulaires et mémoires inédits. De même, la littérature hagiographique fournirait sûrement des détails intéressants sur maint personnage.

Le comte aura choisi parmi les serfs de sa *familia*, sans doute, les officiers domestiques de sa maison, son sénéchal, ses bouteillers, ses camériers, et ceux-ci, par un *processus* analogue à celui que l'on a vu partout ailleurs, se seront, grâce à la confiance de leur maître, élevés à une haute situation sociale. Le *processus* aura été le même pour les serfs dont le comte avait fait ses premiers châtelains ou les hommes d'armes de sa garde : ici, c'est le service militaire qui a fait d'eux des chevaliers. Ce qui se passa pour les *ministeriales* du comte a dû se passer aussi — quoique en moins grand — pour les *ministeriales* des principaux barons et des grandes abbayes de Flandre. » (P. 217.)

Il est certain aussi, comme dit l'auteur, que l'évolution sociale fut infiniment plus rapide en Flandre qu'en Lotharingie. Dès le XI^e siècle de nombreux *ministeriales* y étaient entrés dans la noblesse. Et il n'y a pas de doute que, dès cette époque, certaines fonctions occupées normalement par des *ministeriales*, notamment des fonctions auliques, soient devenues rapidement si importantes, qu'en raison même de leur importance leur attribution à des nobles fût chose naturelle.

C'est l'évidence même. Et les choses ne se sont pas passées autrement — si ce n'est un demi-siècle plus tard — dans les principautés lotharingiennes. Au fur et à mesure que la puissance des princes s'est étendue, l'importance des fonctions exercées par leur entourage s'est accrue. Dès lors, il est tout naturel d'admettre que, de même que des *ministeriales* d'origine servile ont gagné assez de considération pour pouvoir entrer dans la noblesse par mariage ou autrement, de même des nobles ont considéré, de bonne heure, comme un honneur d'entrer dans l'entourage du prince, autrement dit, dans la ministérialité. A partir de quel moment? Cela aura différé d'après les régions et d'après l'importance du prince territorial; mais partout l'infiltration réciproque a dû se faire insensiblement. Dans le Hainaut, par exemple, ce phénomène s'est pro-

duit, au plus tard, dans le courant du XII^e siècle ⁽¹⁾, puisque dès les premières années du siècle suivant, les *ministeriales* appartiennent à la plus haute noblesse du comté (p. 124). Certes, leurs fonctions ont évolué comme toutes les institutions, et c'est précisément pour cela qu'il est dangereux d'appliquer une commune mesure à la situation juridique et sociale des *ministeriales* dans les diverses régions et aux diverses époques ⁽²⁾.

Mais j'ai hâte de conclure et de répéter qu'il m'a été rarement donné de lire un manuscrit de concours plus méritoire que celui-ci, et que je serais heureux de voir ratifier par la Classe l'avis unanime des trois commissaires ⁽³⁾.

— La Classe, se ralliant aux conclusions des rapporteurs, attribue le prix à l'auteur de ce mémoire : M. Ganshof; elle décide l'impression de ce travail dans les *Mémoires* in-8°.

(1) En Brabant, on rencontre un personnage cité comme noble en 1179 et comme *ministerialis* en 1184 (p. 60). La question des *casati* de Cambrai mériterait d'être approfondie. Si *casatus* = *domesticus*, il n'y a aucun doute que *casa* = *domus*. Du Cange, i. v. cite de nombreux textes empruntés à des diplômes et à des chroniques, qui permettraient d'arriver à plus de précision.

(2) C'est cette extension des fonctions, par exemple, qui permet d'expliquer l'existence simultanée de plusieurs sénéchaux dans une même principauté. A cet égard, il est curieux de remarquer la survivance jusqu'à nos jours de certains titres et emplois de la ministérialité. Si le grand maréchal de la Cour n'a conservé que le nom de maréchal du duc de Brabant, par contre, l'intendant de la liste civile, pour avoir emprunté son nom à une époque moins reculée, a certainement gardé une partie des attributions des chambellans du moyen âge.

(3) Je signale à l'auteur un article paru depuis la remise de son manuscrit et intitulé : J. LYNA. De oorkonde van 1107 en het ontstaan van de stad Luik. [*Bijdragen tot de Geschiedenis*, 15 Februari 1923.] (Cette date me paraît fautive, le fascicule n'ayant été distribué qu'au début de mars 1924.)

CONCOURS POUR LE PRIX J. DE KEYN.

(22^e concours : 2^e période.)

Enseignement moyen et art industriel.

Rapport du Jury.

Le Jury ⁽¹⁾ propose d'attribuer un prix de 1,000 francs à chacun des trois ouvrages suivants :

Éléments de Zoologie, par W. Conrad, professeur à l'Athénée de Saint-Gilles;

La Littérature flamande contemporaine, par André De Ridder;

Cours de Littérature française, par feu Charles Doutrepoint, professeur à l'École des Cadets, à Namur.

Le livre de M. W. Conrad ⁽²⁾ comprend d'abord un excellent résumé de l'anatomie et de la physiologie de l'homme. Il se distingue de la plupart des ouvrages de l'espèce par le développement qu'il donne à la physiologie et le soin avec lequel y sont exposés les résultats de cette science. L'auteur ne s'est pas borné d'ailleurs à mettre ces résultats à la portée de la jeunesse de nos écoles d'enseignement secondaire; il s'est appliqué à initier le lecteur aux procédés des méthodes les plus récentes et les plus sûres. Sa tâche était singulièrement malaisée : le programme de nos établissements d'enseignement secondaire place, en effet, l'étude des sciences biologiques avant celle de la physique et de la chimie. L'auteur est parvenu à composer un instrument de travail commode et pratique pour des débutants : il a eu recours, par exemple, à un choix d'expériences simples, faciles à réaliser et à interpréter. Il n'a pas craint toutefois d'entrer dans quelques détails au sujet des appareils enregis-

(1) Le jury se composait de MM. Léon Fredericq, *président*; Ch. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, L. Solvay, J. Vercoullie, M. Wilmotte et H. Vander Linden, *secrétaire-rapporteur*.

(2) W. CONRAD. *Éléments de Zoologie*. Bruxelles, Lamertin, 1924.

treurs sur l'emploi desquels est basée l'étude des mouvements des muscles (*myographie*) ou des battements du cœur (*cardiographie*).

Parmi les chapitres les mieux réussis, il convient de mentionner ceux relatifs aux phénomènes chimiques de la digestion, de la respiration et de l'assimilation. Citons aussi l'article sur la chaleur animale comme particulièrement bien venu. On regrettera peut-être que l'auteur, qui était en si bonne voie, n'ait pas cru pouvoir exposer devant des débutants le principe un peu ardu, mais si fécond, de l'« énergie spécifique » des organes des sens.

La seconde partie est consacrée à l'analyse de quelques types animaux. Ces monographies, très bien choisies, sont illustrées d'un grand nombre de figures, la plupart originales, fort claires et bien commentées.

Le livre de M. Conrad ne consiste pas en un simple arrangement d'articles plus ou moins bien choisis, extraits d'autres ouvrages. C'est une œuvre toute personnelle écrite au laboratoire par un homme rompu au travail scientifique et doué d'un véritable talent d'exposition.

L'ouvrage de M. André De Ridder ⁽¹⁾ retrace en une série de tableaux ou plutôt de croquis vivants et colorés l'histoire de la littérature flamande depuis sa rénovation vers 1890 (époque de la fondation de la revue *Van Nu en Straks*) jusqu'aujourd'hui. Il émane d'un écrivain qui a déjà fait ses preuves comme critique. Possédant à la fois nos deux langues nationales, il a composé, tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre, plusieurs études intéressantes sur des personnalités littéraires ou artistiques de la Belgique, de la France et de la Hollande. Il a suivi assidûment toutes les manifestations de la littérature et des arts plastiques aussi bien chez nos voisins du Nord et du Sud que chez nous.

(1) ANDRÉ DE RIDDER. La Littérature flamande contemporaine. Anvers, Opdebeek; Paris, Champion, 1923.

Il était donc tout qualifié pour entreprendre un travail d'ensemble sur l'évolution de la littérature flamande au cours du dernier tiers de siècle.

Dans le premier chapitre, il dégage nettement les origines de l'efflorescence littéraire flamande qui marqua les dernières années du XIX^e siècle. Il l'attribue surtout à la vive impulsion que lui donnèrent Guido Gezelle, Hugo Verriest et Albert Rodenbach, cette trinité westflamande dont le génie poétique prime-sautier, vraiment jailli du terroir, se traduisit par des tendances archaïsantes qui contribuèrent tant à l'enrichissement de la littérature néerlandaise en général.

Le deuxième chapitre souligne les caractères généraux de la littérature flamande contemporaine : il insiste particulièrement sur le génie pictural, le sens plastique et le souci de l'« humble vérité ». Il montre aussi très clairement comment le particularisme linguistique, né d'une réaction tendant à plus d'originalité, de spontanéité et de naturel, a peu à peu évolué et fait retour vers l'unité de l'idiome néerlandais.

Le corps même du livre contient les chapitres les plus attachants et les mieux venus : l'auteur analyse en quelques touches larges et vigoureuses les œuvres des romanciers, des poètes, des auteurs dramatiques et des critiques. Tout en appartenant lui-même à l'aile gauche de la corporation, il sait reconnaître franchement et même avec sympathie les qualités du centre et de la droite. Il a réussi à être presque toujours strictement objectif. Mais le principal mérite de son livre consiste dans le talent et l'habileté avec lesquels il situe les représentants des différents courants. Tels passages, où il évoque le *Paysan qui meurt* de K. Van de Woestijne (p. 79), le *Pallieter* de F. Timmermans (p. 186), et bien d'autres encore, dénotent un observateur curieux et attentif, traduisant ses impressions avec une véritable virtuosité et une vibrante émotion. Le dernier chapitre du livre — comprenant environ un quart du volume — est consacré à la génération actuelle. Ici l'auteur a dû se borner à

quelques indications sommaires et à des nomenclatures, qui témoignent toutefois d'une information très étendue et d'un sens critique affiné.

En somme, M. De Ridder a bien mérité à la fois des lettres flamandes et des lettres françaises. S'il a rendu aux premières, en écrivant son livre en français, le service de leur procurer un public plus étendu, il a permis en même temps aux lecteurs de langue française de voir un coin d'humanité interprété et magnifié par ses romanciers et ses poètes avec une ferveur et un éclat de coloris qui se trouvent si bien exprimés dans l'œuvre même de M. De Ridder.

Le manuel de Ch. Doutrepont ⁽¹⁾ forme la matière des cours d'enseignement littéraire que l'auteur professait à l'École des Cadets à Namur. Il a été conçu essentiellement en vue de la préparation à l'examen d'entrée de l'École militaire. Il en résulte que le plan en a été déterminé par le programme même de cet examen et que l'initiative de l'auteur a dû être parfois contrariée. Sa tâche a consisté surtout en un travail d'adaptation : concilier les exigences pédagogiques d'une méthode d'enseignement littéraire vraiment moderne avec les nécessités d'un programme spécial. Dans l'ensemble, il y a pleinement réussi. Les quelques réserves que l'on peut faire à son œuvre proviennent surtout de ce que celle-ci devait répondre à une destination particulière, nettement circonscrite.

L'auteur a eu l'heureuse idée de mettre, en guise d'introduction, quelques notions de psychologie, de manière à fournir à l'élève l'explication d'un certain nombre de termes utilisés couramment dans les exercices de dissertation. Il donne ensuite un aperçu des origines et de l'évolution de la langue française. En définissant les principes de la composition, il a eu soin de les expliquer par des exemples bien choisis et variés, des

(1) CHARLES DOUTREPONT. Cours de Littérature française. Namur, Wesmael Charlier, 1922.

commentaires judicieux et des notes suggestives. La partie essentielle du livre, celle où l'auteur a pu déployer le plus d'originalité et de talent synthétique, est consacrée à l'histoire des différents genres littéraires. On doit lui savoir gré de conduire le lecteur jusqu'à l'époque contemporaine et de l'initier aux principales productions des écrivains belges.

Les limites que l'auteur s'était imposées ne lui ont pas permis de donner à certains chapitres toute l'importance qu'ils comportaient. C'est ainsi que celui qui se rapporte au roman est réduit à moins de trois pages, alors que celui consacré à l'épopée en compte plus de vingt. De même, le chapitre relatif à la poésie lyrique présente de singulières lacunes : le nom si important de Baudelaire ne figure dans le corps du texte qu'en ordre subsidiaire, et il est omis dans le tableau synoptique qui termine ce chapitre (p. 261). Par contre, les genres secondaires, comme l'épigramme, le madrigal, le vaudeville, ainsi que la poésie didactique, sont traités avec trop d'ampleur. Certains tableaux synoptiques auraient besoin d'une revision, notamment celui qui dresse la carte des données des organes des sens. L'un des membres du Jury a fait remarquer que ce tableau ne tenait pas assez compte des enseignements de la physiologie.

L'auteur est mort à la tâche avant d'avoir pu parachever son manuscrit. S'il avait pu lui-même veiller à l'impression de son travail, il y aurait sans aucun doute apporté quelques retouches. Tel qu'il est cependant, ce manuel ne peut manquer de rendre de grands services aux jeunes gens auxquels il s'adresse : les qualités de clarté et de précision qui le caractérisent en font une des meilleures productions pédagogiques de cette période.

— La Classe, se ralliant aux conclusions du Jury, attribue un prix de 1,000 francs à chacun des ouvrages suivants :

Éléments de Zoologie, par W. Conrad;

La Littérature flamande contemporaine, par André De Ridder;

Cours de Littérature française, par Charles Doutrepoint.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

J. NÈVE. — *Sermons choisis de Michel Menot*
(1508-1518).

Les sermons de Menot sont célèbres par le caractère burlesque qu'on leur prête et par les obscénités qu'on prétend y rencontrer. C'est à ce double titre que tous les catalogues de librairie les offrent à la curiosité des bibliophiles. Or, cette réputation repose sur une calomnie historique dont l'origine remonte à Estienne.

Les sermons de Menot pèchent parfois contre notre goût actuel et, à certains endroits, assez rares du reste, tombent dans la trivialité. Mais ils ne sont ni burlesques, ni obscènes, ni même indécents. Ce sont des sermons populaires, et, jugés comme tels, on les trouvera vivants, intéressants, parfois éloquents.

Les résumés parvenus jusqu'à nous (c'est tout ce qu'on en possède) sont rédigés en un mauvais latin dans lequel ont surnagé des fragments du texte original français. Ce fait, qui peut sembler bizarre et qui donna à ces sermons une physionomie étrange, se reproduit souvent dans les transcriptions latines des sermons du moyen âge. Les sermons de Menot sont peut-être ceux où la juxtaposition du français et du latin est le plus marquée, et c'est autour d'eux surtout que s'est agitée depuis près d'un siècle la question de savoir si les sermons « dits macaroniques » ont été prêchés en latin ou en français, ou en un jargon mi-parti de latin et de français. M. Nève établit par des preuves tirées du texte que les sermons farcis appartiennent à la légende et que les sermons populaires ont toujours été prêchés en la langue populaire.

Les sermons de Menot intéressent aussi les philologues. On y trouve un vocabulaire prérabelaisien, des néologismes français et des néologismes latins, dont M. Nève a dressé la liste. Ils intéressent aussi ceux qui recueillent les traditions, le folklore, les proverbes. Ils intéressent enfin au point de vue de l'histoire des idées et des mœurs. Toutefois, si Menot est très indépendant et très libre dans ses opinions et dans la façon dont il les exprime, on ne peut pas l'appeler un penseur profond ou original.

On trouvera dans une table analytique l'indication de quelques-unes des questions morales ou sociales qu'il a abordées.

L'annotation du texte a exigé un travail considérable. Il a fallu, pour contrôler les citations, non pas lire, mais feuilleter plusieurs fois, presque d'un bout à l'autre, saint Augustin, saint Jérôme, saint Jean Chrysostome, saint Ambroise, S. Grégoire, Sénèque, Juvénal, sans compter saint Bonaventure, Vincent de Beauvais, saint Thomas, Duns Scot, Alexandre de Hales, les Sermonnaires, les grands compilateurs, etc.

Des allusions historiques à des faits minuscules, des citations d'auteurs sans indication de source ont aussi exigé des recherches étendues, poursuivies parfois sans aucun fil conducteur.

M. DE WULF.

LECTURE.

Une histoire économique et sociale de la guerre,

par H. PIRENNE, membre de l'Académie.

Deux sciences ont été mises particulièrement en réquisition durant la guerre mondiale : l'histoire et la chimie. A celle-ci, les belligérants ont demandé des explosifs et des gaz asphyxiants ; à celle-là, des prétextes, des justifications et des excuses. En cela, d'ailleurs, rien d'étonnant. A toutes les époques, la volonté de vaincre n'a pas moins bandé les ressorts de la volonté que ceux de l'intelligence. Il n'y a entre ce qui s'est passé sous nos yeux et ce qui s'est fait antérieurement qu'une différence de degré. On pourrait rappeler ici les inventions d'Archimède défendant Syracuse contre les Romains et l'emploi du feu grégeois contre les Musulmans assiégeant Byzance au VIII^e siècle. Et il serait plus caractéristique encore de relever le contraste que présente au moyen âge la lenteur du développement de la technique industrielle avec la rapidité des perfectionnements de l'outillage militaire. Durant de longs siècles, la guerre seule y a suscité l'ingéniosité humaine. Tandis que le métier à tisser est resté le même du XII^e au XVIII^e siècle, que de transformations, au contraire, dans l'équipement des armées et leurs moyens de combat ! C'est la guerre qui nous a amenés à connaître la force de la poudre, et il s'est écoulé des centaines d'années avant que l'on songeât à appliquer cette grande découverte ailleurs que sur les champs de bataille. En somme, il semble bien que la guerre ait servi aux sciences de la nature plutôt qu'elle ne leur a nuï.

Mais il n'en va pas de même de l'histoire. En l'appelant à se jeter dans l'arène et à se subordonner aux intentions des militaires et des politiques, on lui a fait perdre ce en quoi consiste son essence même : la critique et l'impartialité. Nous l'avons vue, s'abandonnant à la passion, défendre des thèses, sans plus se soucier de comprendre. Elle s'est acquittée du rôle qu'elle jouait au XVII^e et au XVIII^e siècle, quand elle fournissait aux rois, à un Louis XIV, par exemple, ou à un Frédéric II, des raisons suffisantes d'attaquer leurs voisins. Pourtant nos États nationaux lui ont imposé une tâche bien autrement lourde que celle dont l'avaient chargée les États absolutistes de l'Ancien Régime. Il ne s'agissait plus pour elle d'agir sur un groupe relativement restreint de diplomates et d'hommes d'État; elle devait convaincre de la justice de leur cause ces multitudes de citoyens qui votent et qui combattent. Il ne lui suffisait plus, comme jadis, d'interpréter des généalogies princières et de discuter des traités; elle devait soutenir le courage et la conviction des peuples en évoquant tout leur passé au profit de la guerre, en leur montrant dans leurs adversaires des ennemis naturels et héréditaires, en les dépeignant depuis les temps les plus reculés comme s'ils avaient toujours été aux prises, comme si la grandeur des uns entraînait nécessairement l'asservissement des autres, comme si, enfin, leur civilisation leur appartenait en propre, ne devait rien à autrui, était la manifestation exclusive de leur génie et comme si l'apport essentiel de chacun d'eux était de se replier jalousement sur soi-même et d'opposer sa nationalité particulière au reste de l'humanité.

La littérature historique provoquée par la dernière guerre a donc été, suivant la coutume, une littérature dominée avant tout, soit par le sentiment, soit par la volonté de servir à des fins politiques ou nationales. Si elle étonne par son immensité, si elle émeut parfois par la passion qui l'inspire, il est incontestable que, même dans ce qu'elle a de meilleur, elle ne révèle à aucun égard un progrès scientifique. On y cherchera vainement

des points de vue nouveaux; elle n'a perfectionné ni nos procédés d'investigation, ni nos méthodes critiques. Sa valeur consiste essentiellement en ce qu'elle nous révèle un état d'esprit, non point en ce qu'elle nous apprend sur la réalité même qui en est l'objet. Elle sera pour les historiens de l'avenir une source précieuse de l'histoire de la guerre, parce qu'elle se confond avec les belligérants, parce qu'elle prend part elle-même à la lutte qu'elle raconte.

Mais à cette histoire de combat ne se borne point le mouvement historique provoqué par la guerre. A côté d'elle, et en ceci apparaît me semble-t-il un fait tout nouveau, une tendance bien différente s'est manifestée qui, elle, relève de la science. A mesure que la guerre, en durant, réquisitionnait plus largement toutes les forces des peuples, étendait au monde entier ses conséquences, bouleversait plus profondément les bases de l'ordre économique et de l'ordre social et transformait en même temps la vie politique et la vie administrative des États, l'idée qu'il était indispensable de protéger contre la destruction les documents innombrables produits par une activité qui tous les jours se faisait plus variée et plus pressante, s'imposait avec une force croissante à la conscience de beaucoup d'historiens. Il leur apparaissait que c'était un devoir scientifique, disons mieux, un devoir envers l'érudition que de conserver et de réunir les sources qui permettraient plus tard l'étude de la crise la plus terrible par laquelle ait passé la civilisation moderne. Dans tous les pays, l'État, absorbé ou débordé par les besognes qui s'imposaient à lui, ne pouvait songer à s'acquitter d'une tâche à laquelle ses devoirs journaliers ne lui laissaient pas le temps de penser et qui, au surplus, lui paraissait bien accessoire pour ne pas dire bien futile. Il lui suffisait de veiller tant bien que mal sur ses propres archives. Ils ne se préoccupaient pas de celles qui se formaient de toutes parts autour des institutions de bienfaisance, de ravitaillement, de renseignement, de propagande, d'internement, qu'il suscitait lui-même ou qui, spontanément,

naïssaient de l'initiative individuelle ou corporative. Moins encore lui était-il possible de rechercher et de concentrer en lieu sûr les correspondances, les mémoires, les journaux, les écrits de circonstance de toute espèce, ainsi que les productions iconographiques qui, d'un flot ininterrompu, se déversaient sur le monde. Ceux qu'absorbe le présent ne se soucient point des besoins de l'avenir. Pour y songer, il faut cette habitude de considérer le temps dans sa durée indéfinie que donne la fréquentation de ce présent aboli qu'est le passé. Il est donc très compréhensible que des historiens, au milieu même des angoisses quotidiennes, n'aient pu se désintéresser de la question, pour eux primordiale, de sauvegarder les sources auxquelles leurs successeurs devraient puiser l'histoire des événements terribles et grandioses qui les entraînaient. Le patriotisme et cet instinct si répandu de nos jours qu'est l'instinct du collectionneur leur vinrent heureusement en aide. Dès les premiers mois de la guerre, dans la plupart des pays belligérants, se fondèrent ainsi des bibliothèques de la guerre, des *Kriegsarchiven*, où furent réunies tant bien que mal, grâce au dévouement ou à la libéralité de techniciens de l'histoire et d'amateurs éclairés, des collections de documents de tous genres qui furent sauvées d'une destruction prématurée. Je signalerai, comme exemple, la bibliothèque rassemblée à Paris par M. et M^{me} Leblanc en vue d'en constituer « un Musée documentaire où, non seulement les savants, les artistes, les lettrés pourraient venir poursuivre leurs travaux, mais encore où les ignorants même trouveraient matière à revivre le passé, à documenter leur enthousiasme » ⁽¹⁾. Et je me rappelle avec quelle ardeur j'ai vu à Iéna, durant mon internement dans cette ville à la fin de 1916, les professeurs d'histoire de l'Université se consacrer à l'organisation d'un *Kriegsarchiv*.

(1) Collection HENRI LEBLANC. La Grande guerre. Iconographie, bibliographie, documents divers. Catalogue raisonné. Paris, 1916, t. I, p. VIII.

Ce qui s'était fait ainsi pendant la guerre lui a survécu. Il était possible désormais d'édifier sur un plan élargi et dans des conditions normales ce que l'on avait commencé de construire en dépit du manque de ressources, de l'insuffisance du personnel, des locaux et des moyens d'information et d'acquisition. Les gouvernements ne manquèrent pas d'apporter à l'œuvre entreprise un appui que la paix leur permettait enfin de lui accorder. En France, des subventions considérables assuraient l'existence de la *Bibliothèque* et du *Musée de la Guerre*; en Belgique, les *Archives de la Guerre* étaient instituées dès 1920. En Italie, en Autriche, en Allemagne, les pouvoirs publics s'intéressaient à la conservation, au classement et à la recherche des écrits de toute nature suscités par le conflit mondial. Et c'est là, il faut y insister, un phénomène sans précédent! Jamais auparavant rien de tel ne s'était vu. Pour la première fois, la conscience scientifique se montrait assez clairvoyante pour comprendre le devoir qui s'imposait à elle. Jusqu'alors on avait laissé aux historiens de l'avenir le soin de rechercher les sources qu'ils auraient à mettre en œuvre. Tout au plus les sections historiques des états-majors se préoccupaient-elles de conserver, en vue de leur élaboration future, les documents militaires. Le reste était négligé et par cela même voué à une destruction aussi certaine que rapide.

Cette négligence s'explique par diverses raisons. La première en est sans doute qu'aucune guerre, avant 1914, n'avait jamais imposé aux nations un effort aussi prolongé et aussi général. Ce ne sont pas seulement les armées qui ont combattu, ce sont les peuples, et à la mobilisation militaire a correspondu la mobilisation civile. L'histoire de l'une est aussi pleine de péripéties, dénote autant de génie inventif, révèle autant d'énergie, de dévouement, d'abnégation que l'histoire de l'autre, et il n'est donc pas surprenant que l'on ait attaché autant de prix à la connaître qu'à connaître les opérations stratégiques. Mais l'intérêt qu'elle provoque répond aussi, me semble-t-il, à l'orien-

tation que les études historiques ont prise depuis la fin du XX^e siècle. Le concept de l'histoire s'est agrandi : de plus en plus elle s'est attachée à scruter les phénomènes économiques et les phénomènes sociaux sans lesquels il apparaît clairement que les actions humaines ne peuvent être appréciées avec exactitude. Partant, pour comprendre la crise mondiale dont nous sortons, il importe au moins autant de s'attacher à leur étude qu'à celle des faits politiques, diplomatiques et militaires. Et dès lors, la sollicitude dont jadis avaient été exclusivement entourés les documents qui concernent ceux-ci devait nécessairement s'étendre aux documents bien plus nombreux encore et surtout bien plus dispersés et, par cela même, bien plus menacés de disparaître, qui se rapportent à ceux-là.

Ajoutons que le travail scientifique sur l'histoire de la guerre doit nécessairement débiter par l'investigation de ses côtés économiques et sociaux. La raison en est trop évidente pour ne point apparaître tout de suite. Tout d'abord, en vertu même de leur nature, ils se prêtent à une étude objective et peu exposée à se laisser influencer par la passion nationale et patriotique. Les faits dont ils se composent sont en outre relativement simples et susceptibles d'être traités suivant une méthode statistique échappant aux prestiges de l'imagination et de la fantaisie. Enfin, ce sont, pour la plus grande partie, des faits de masses, des faits anonymes et collectifs. L'action individuelle y est, en général, réduite au minimum et cela les approprie singulièrement à l'investigation scientifique.

Ces considérations permettent, tout insuffisantes qu'elles sont, de reconnaître la portée d'une œuvre encore trop peu connue, je veux dire la *Social and economic History of the world War*, entreprise depuis quatre ans déjà par la « Dotation Carnegie » pour la paix internationale.

Dès son origine (1910), une Division d'économie politique et d'histoire avait été créée au sein de la « Dotation », en vue d'étudier scientifiquement la nature des effets de la guerre sur

la société civilisée ⁽¹⁾. Un programme avait été tracé conformément à cette conception. En 1911, à l'initiative du professeur John Bates Clark, le directeur de la Division, un Congrès d'économistes de toutes les parties du monde s'était réuni à Berne et avait décidé la publication d'environ quatre-vingt-dix monographies relatives à cet immense sujet.

L'explosion de la guerre mondiale vint donner au problème, qui n'avait apparu encore que sous sa forme en quelque sorte théorique, une signification toute nouvelle. La réalité tragique en face de laquelle on se trouvait, devait nécessairement concentrer sur elle toute l'attention et tous les efforts. Le plan primitivement tracé, et déjà en voie d'exécution, fut abandonné. Les ressources dont disposait la Division allaient désormais s'appliquer à l'élaboration d'une histoire économique et sociale de la guerre. Le professeur James-T. Shotwell, de l'Université de Columbia, fut chargé de tracer dans ses grandes lignes le projet de l'œuvre à accomplir. Le thème général en devait être l'évaluation des troubles causés par la guerre dans le développement normal de la civilisation. Il va de soi qu'il était impossible d'entreprendre le travail tant que dura le conflit auquel les États-Unis d'Amérique furent à la longue obligés de prendre part. C'est seulement après la signature du traité de Versailles que M. Shotwell put songer à recruter les collaborations nécessaires à la grande entreprise qu'il avait l'honneur et l'écrasante responsabilité de mener à bien. On ne s'étonnera point qu'environ deux ans aient été nécessaires à sa préparation. La générosité de la « Dotation Carnegie » permettait de résoudre la question primordiale, celle des ressources financières, qui, partout ailleurs qu'en Amérique, eût constitué un obstacle insurmontable.

(1) Voir l'article de M. J.-T. SHOTWELL, Histoire économique et sociale de la guerre mondiale, dans le *Compte rendu des séances de l'Académie des Sciences morales et politiques de Paris*, 1923, 2^e semestre, pp. 133 et suiv.

Quant aux difficultés de toutes sortes que présentait, au sein d'une Europe ruinée et empoisonnée de haines, de rancunes et de mécontentement, la tâche de grouper dans les divers pays des travailleurs assez libres de pensée et de volonté assez énergique pour coopérer, sans s'y inspirer d'autre chose que de l'amour, de la vérité, à une grande enquête scientifique internationale, le tact, l'énergie et le talent d'organisation de M. Shotwell parvinrent peu à peu à les surmonter. Aujourd'hui, l'œuvre est en voie de pleine réalisation. Une quinzaine de volumes ont déjà paru, beaucoup d'autres sont sous presse et la rédaction de ceux qui doivent les suivre est largement entamée.

Après quelques tâtonnements inévitables, le plan général de l'ouvrage a été arrêté dans ses traits essentiels. Il comprendra cent-cinquante volumes rédigés en allemand, en anglais, en français et en italien. Une série purement anglaise comprenant la traduction abrégée des ouvrages écrits en langues étrangères se composera d'une centaine de volumes. Seize nations européennes, belligérantes ou neutres, feront, en proportion appropriée à l'importance de leur rôle pendant la guerre, l'objet des monographies faisant partie de la collection. Ce sont la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Hongrie, la France, la Belgique, la Tchéco-Slovaquie, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, la Hollande, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Scandinavie, la Yougo-Slavie et le Danemark ⁽¹⁾. Plus tard, une dizaine de volumes consacrés à des études comparatives et à des conclusions générales formeront le couronnement de l'entreprise.

(1) Voir, pour une nomenclature détaillée des monographies dont l'apparition est dès aujourd'hui décidée : J.-T. SHOTWELL, *Economic and social History of the world War outline of plans*. Washington, 1922. L'Angleterre fournira la matière d'environ 30 volumes; la France, de 27; la Russie, de 15; l'Italie, de 11; la Belgique, de 7; la Roumanie, de 4; la Yougo-Slavie, de 4; les pays Scandinaves, de 3; la Hollande, de 2. Le nombre des volumes consacrés à l'Allemagne et à l'Autriche n'est pas encore fixé. Il a paru jusqu'ici 13 volumes de la série anglaise, plus 2 autres volumes, l'un concernant la Hollande, l'autre, la Tchéco-Slovaquie.

Dès maintenant, plus de deux cents collaborateurs lui sont acquis. Leur choix a été déterminé non seulement en vertu de leur valeur scientifique, mais aussi, autant qu'il a été possible, en raison de la connaissance immédiate et pratique que chacun d'eux possède du sujet qui lui a été confié. M. Shotwell s'est efforcé, en effet, de s'assurer le concours de techniciens ou d'hommes politiques qui, pendant la guerre, ont participé à la direction ou au fonctionnement des services d'approvisionnement, de ravitaillement, d'hygiène, etc., dont il importe de retracer l'activité. Sans doute, en confiant la description de ces organismes à ceux-là mêmes qui les ont créés ou mis en œuvre, on court le risque de les voir s'abandonner à l'humaine faiblesse qui nous porte à nous exagérer l'importance ou l'efficacité de notre action. Mais quel inestimable avantage, d'autre part, que de recueillir le témoignage direct d'hommes qui furent mêlés à la pratique et qui nous parlent d'expérience personnelle ⁽¹⁾. Par cela même, l'Histoire économique et sociale de la guerre n'est pas uniquement une élaboration scientifique de documents. Elle devient elle-même une source. On y trouve ce que les historiens de l'avenir chercheront vainement en compulsant les archives : le contact immédiat de la réalité.

Il va de soi que M. Shotwell s'est entouré, dès l'origine, de conseillers auxquels il a confié la mission de l'aider dans la recherche des collaborateurs et dans la désignation des sujets à traiter par eux. A cet effet, des comités spéciaux ont été constitués dans les grands États ; il a suffi, dans les pays de moindre étendue, de recourir à un éditeur adjoint.

Il a paru nécessaire de décider la publication d'un certain nombre de guides bibliographiques. Dans la série anglaise.

⁽¹⁾ Je citerai notamment parmi ceux-ci, pour l'Angleterre : Sir William Beveridge, M. J.-M. Keynes, M. W.-R. Scott ; pour la France : M. Alb. Thomas, M. E. Clémentel, pour l'Autriche : M. Fr. Wiener, M. G. Gratz, M. Popovics ; pour la Hongrie : le comte Apponyi ; pour la Belgique : M. E. Mahaim.

M. Hilary Jenkinson a déjà fait paraître, sous le titre d'*Archive Administration* (1922), un volume traitant des questions relatives à l'organisation des archives, à leur transformation et à leur emploi; M. E. Bulkley l'a pourvue d'un *Bibliographical survey of contemporary sources for the economic and social history of the war* (1922), tandis que M. Hubert Hall est chargé de la description des *British archives in peace and war*, et miss Wretts-Smith, de la rédaction d'un *Guide to local war records*. Dans la série française, une *Bibliographie générale de la littérature économique de la guerre* (en langue française), par M. Camille Bloch, est sous presse. Enfin, on vient de distribuer récemment (1923) la *Bibliographie der Wirtschafts- und Sozial-Geschichte des Weltkriegs* (concernant l'Autriche), par M. O. Spann, en attendant la parution d'un travail analogue pour l'Allemagne par MM. A. Mendelssohn-Bartholdy et E. Rosenbaum.

Ces instruments de travail n'occupent qu'une place restreinte dans l'ensemble de la collection. Le fond en est formé par des monographies d'un caractère souvent très spécial et dont l'objet est l'étude de la répercussion exercée par la guerre, soit sur une industrie ou une branche de commerce, soit sur tel ou tel groupe social, soit sur les manifestations les plus diverses de la vie nationale. Je me bornerai, pour faire ressortir l'extrême détail et en même temps l'extrême richesse de la collection, à énumérer les titres des travaux en préparation.

ANGLETERRE.

Le gouvernement de la Grande-Bretagne pendant la guerre (W. G. S. Adams); *Le gouvernement des Dominions pendant la guerre* (A. B. Keith); *Le contrôle de l'État* (E. M. H. Lloyd); *Le contrôle des rivières* (W. Beveridge); *Prix et Salaires* (A. I. Bowley); *Statistique des rivières* (E. C. K. Gonner et W. Beveridge); *Les impôts pendant la guerre* (J. Stamp); *La navigation anglaise pendant la guerre* (C. E. Fayle); *Le contrôle*

de la navigation par les Alliés (A. Salter); *L'industrie du charbon* (R. A. S. Redmayne); *L'industrie du fer et de l'acier* (W. T. Layton); *Le commerce de la laine* (E. F. Hitchcock); *Le bureau de contrôle du coton* (H. D. Henderson); *La production des vivres* (T. Middleton); *La pêche* (W. A. Herdman); *Les Trades-Unions pendant la guerre* (G. D. H. Cole); *La réglementation du travail* (H. Wolfe); *Le travailleur agricole pendant la guerre* (A. Ashby); *Les conditions de l'hygiène publique* (A. W. J. Mac Fadden); *Les effets de la guerre sur le développement économique et industriel de l'Irlande* (C. H. Oldham); *Les profits de guerre et leur distribution* (J. Stamp); *Le contrôle des spiritueux* (A. Shadwell); *Les effets de la guerre sur les femmes et le travail des femmes* (M. A. Hamilton); *Les budgets de guerre et la politique des finances* (F. W. Hirst et J. E. Allen); *Le pays de Galles pendant la guerre* (T. Jones); *Dictionnaire des organisations officielles du temps de guerre* (N. B. Dearle); *Chronique économique de la guerre* (N. B. Dearle); *La guerre et les assurances* (S. G. Warner, E. A. Sich et S. Preston, N. Hill, A. Watson, W. Beveridge); *Les industries de la vallée de la Clyde* (W. R. Scott et J. Cunnison); *Manchester pendant la guerre* (H. W. C. Davis); *L'agriculture et la pêche en Écosse* (H. M. Conacher, J. Duncan, D. T. Jones et J. P. Day).

FRANCE.

La guerre et la Constitution française (H. Chardon); *L'industrie française durant la guerre* (A. Fontaine); *L'Industrie des textiles* (A. Aftalion); *Organisations officielles du temps de guerre* (Boutillier du Retail); *Organisation des industries en temps de guerre* (A. Thomas); *Le contrôle des prix et des vivres* (A. Pichon et P. Pinot); *Étude statistique des prix et des salaires* (L. March); *La guerre et la réglementation du commerce* (E. Clémentel et D. Serruys); *Le blocus* (J.-E.-P. Gout); *Les effets généraux de la guerre sur le commerce extérieur de*

la France (Ch. Rist); *La marine marchande* (P. Grunebaum-Ballin); *Les ports* (G. Hersent); *Les chemins de fer* (M. Peschaud); *Le pétrole* (H. de Peyerimhoff); *La métallurgie et la construction* (R. Pinot); *Les industries chimiques* (E. Maucière); *Les industries aéronautiques* (P. Dhé); *Le développement de la force hydraulique* (R. Blanchard); *L'industrie du bois et les forêts* (G. Chevalier); *L'agriculture* (M. Augé-Laribé); *Salaires, tarifs, conciliation et grèves* (W. Oualid et C. Picquenard); *Le chômage* (A. Crehange); *Les femmes dans l'industrie* (M. Frois); *Les sociétés coopératives* (Ch. Gide); *Le syndicalisme* (A. Picard); *Le travail dans les colonies* (B. Nagaro); *Les prisonniers de guerre en France* (G. Cahen-Salvador); *Les dommages de guerre* (E. Michel); *Le problème du logement et la vie urbaine* (H. Sellier); *Statistique de la population* (M. Huber); *Le coût de la guerre* (Ch. Gide et G. Jèze); *Les finances* (H. Truchy); *La monnaie et les banques* (A. Aupetit); *La santé publique et l'hygiène* (L. Bernard); *Le régionalisme* (H. Hauser); *Les réfugiés* (P. Carron); *L'organisation du travail dans les territoires envahis* (P. Boulin); *Le ravitaillement des régions envahies* (P. Collinet et P. Stahl); *Paris pendant la guerre* (H. Sellier); *Les villes françaises pendant la guerre* : *Lyon* (Ed. Herriot), *Bordeaux* (P. Courteault), *Bourges* (C.-J. Gignoux), *Rouen* (J. Levainville); *Les Colonies* (A. Girault); *L'Afrique du Nord* (A. Bernard); *L'Alsace-Lorraine* (G. Delahache).

BELGIQUE.

La déportation des ouvriers (F. Passelecq); *Le ravitaillement* (A. Henry); *La législation allemande dans la Belgique occupée* (J. Pirenne et M. Vauthier); *Le secours-chômage* (E. Mahaim); *La destruction des industries* (Ch. de Kerchove); *La politique économique du gouvernement* (J. van Langenhove); *La Belgique et la guerre mondiale* (H. Pirenne).

ITALIE.

La législation économique (A. De' Stefani); *La production agricole* (U. Ricci); *Les classes agricoles durant et après la guerre* (A. Serpieri); *Le ravitaillement et le rationnement* (R. Bachi); *Les dépenses de guerre et les impôts* (L. Einaudi); *L'inflation et ses effets* (P. Jannaccone); *L'hygiène* (G. Mortara); *Les conditions sociales de la population* (G. Volpe); *La vie sociale et économique du Piémont* (G. Prato).

ROUMANIE.

La révolution rurale (D. Mitrany).

RUSSIE ⁽¹⁾.

Les effets de la guerre sur le gouvernement central (P.-P. Gronskey); *Les finances de l'État* (A. Michelson); *La circulation monétaire* (M.-B. Bernarky); *Le crédit de l'État* (P.-N. Apostol); *Les banques privées* (E.-M. Epstein); *Les municipalités* (N.-J. Astroff); *L'Union des Zemstvos* (S.-P. Turin); *L'armée russe* (N.-N. Golovine); *L'économie rurale et les industries rurales* (G.-A. Pavlovsky); *Conditions et problèmes agraires* (V.-A. Kossinsky); *La colonisation intérieure* (A.-D. Bilimovitch); *Le ravitaillement* (P.-B. Struve); *Coopération agricole et crédit coopératif* (A.-N. Anziferoff); *Coopératives de consommation* (V.-T. Totomianz); *Le contrôle des industries* (S.-O. Zagorsky); *Les effets de la guerre dans l'industrie* (B.-N. Sokoloff, A. Michelson, B.-A. Rutchenko, M.-A. Landau, S.-N. Tretiakoff, G.-T. Karpoff); *Les effets de la guerre*

⁽¹⁾ Les monographies relatives à la Russie ne comprennent que la période antérieure à la révolution bolchevique.

sur les salaires (A.-G. Eisenstadt); *Les classes laborieuses* (W.-T. Braithwaite); *Le commerce international* (P.-A. Bou-ryshkine); *La Russie et la guerre économique* (B.-E. Nolde); *Les transports* (M.-B. Braikevitch); *Le capital allemand en Russie pendant la guerre* (B.-B. Eliashevits); *Les Universités* (P.-J. Novgorodzeff); *Les écoles* (D.-M. Odinez); *Les œuvres sociales des Zemstvos* (J.-V. Shklosky); *Les conditions sociales en Ukraine pendant la guerre* (N.-M. Mogilanski); *Démographie* (A.-A. Tschuproff); *La Russie dans la guerre mondiale* (P. Vinogradoff).

. AUTRICHE.

Le Gouvernement d'Autriche-Hongrie pendant la guerre (J. Redlich); *La banque austro-hongroise* (A. Popovics); *Administration économique et militaire* (F. Wieser); *L'exploitation des territoires occupés en Serbie, Monténégro et Albanie* (H. Kerchnawe); *Préparation d'une organisation économique de l'Europe centrale* (R. Schüller et G. Gratz); *L'épuisement et la désorganisation de la monarchie habsbourgeoise* (F. Wieser); *La situation après la dissolution de la monarchie* (R. Schüller); *La réglementation de l'industrie* (R. Riedl); *Statistiques relatives à la réglementation de l'industrie* (R. Riedl); *Contrôle des vivres et agriculture* (H. Löwenfeld Russ); *Le travail* (F. Hannusch); *Les chemins de fer* (B. von Enderes); *L'industrie du charbon* (E. von Homann); *Les effets de la guerre sur la santé publique* (C. von Pirquet).

HONGRIE.

Vue générale de l'histoire économique de la Hongrie pendant la guerre (G. Gratz); *Conditions économiques à la déclaration de guerre* (A. Matlekovits); *Les effets de la guerre sur le gouvernement et le peuple* (A. Apponyi); *L'industrie* (J. Szte-

H. Pirenne. — Une histoire économique et sociale de la guerre.

rényi); *Le commerce* (A. Matlekovits); *Les finances* (J. Teleszky); *Les finances pendant la première période d'après-guerre* (R. Hegedus); *L'agriculture* (E. von Mutschenbacher); *Conditions sociales* (D. Dap).

TCHÉCO-SLOVAQUIE.

La politique financière de la Tchéco-Slovaquie pendant la première année d'après-guerre (A. Rasin).

YUGO-SLAVIE.

Les conditions économiques de la Serbie avant la guerre (V. Bajkitch); *La Serbie pendant la première année de la guerre* (V. Bajkitch).

HOLLANDE.

Les effets financiers de la guerre (J. Van der Flies); *Les effets économiques et sociaux* (T.-E. Posthuma, W. Holstyn, E.-P. de Mouchy, Zaalberg, Methorst, Alting).

PORTUGAL.

Le Portugal pendant la guerre (G. Young).

PAYS SCANDINAVES.

Histoire économique de la Suède pendant la guerre (E. Heckscher); *Les effets économiques de la guerre au Danemark et en Islande* (E. Cohn et T. Thorsteinson); *Les effets économiques de la guerre en Norvège* (W. Keilhan).

ALLEMAGNE.

Les effets de la guerre sur la constitution et l'administration de l'État (A. Mendelsohn-Bartholdy); *Les effets intellectuels et moraux de la guerre* (O. Baumgarten, E. David, E. Foerster, A. Rademacher, W. Flitner, M. Liepman); *La démographie* (Meerwarth); *Les effets de la guerre sur l'économie nationale* (M. Sering); *Construction et destruction de l'organisation industrielle* (Göppert); *Le programme Hindenburg* (Koeth); *Utilisation économique des territoires occupés en Belgique et dans le Nord de la France* (Jahn), *en Roumanie et en Ukraine* (Mann), *en Pologne et dans les provinces baltiques* (von Gayl et von Kries); *L'alimentation pendant la guerre* (A. Skalweit); *Coopération économique de l'Allemagne avec ses alliés* (Frisch); *Situation de l'industrie après la guerre* (H. Bücher); *Les Associations ouvrières* (G. Bauer, A. Erkelenz, Stegerwald, G. Umbreit); *L'industrie des munitions, le travail des femmes* (Sinzheimer); *Effets de la guerre sur l'agriculture* (Warmbold, M. Sering); *La navigation* (E. Rosenbaum); *Le commerce interne et externe* (K. Wiedenfeld); *La monnaie et les finances* (W. Lotz, Schumacher) ⁽¹⁾.

Dans son apparente sécheresse, cette longue nomenclature est éloquente. Elle révèle en effet, mieux que tout commentaire, l'économie et l'esprit du gigantesque travail qu'elle résume. Il suffit de la parcourir pour remarquer que celui-ci n'a pas été soumis à un plan rigide et uniforme. La situation

⁽¹⁾ Au moment où je corrige les épreuves de cette notice, je reçois le premier volume de la série belge : A. HENRY. *Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande*. Paris, La presse universitaire de France, 1924, 210 pp., in-8°. On y trouvera en appendice une liste des monographies constituant l'histoire sociale et économique de la guerre, un peu plus complète que celle qui est fournie ici.

et la nature de chaque pays pendant la guerre ont essentiellement déterminé le choix des études dont il fait l'objet. Celles qui se rapportent à la France présentent cette même variété qui caractérise l'économie française. En Angleterre, les recherches ont porté avant tout sur le régime industriel et ses conséquences; en Russie sur la culture du sol et les paysans; en Belgique sur les manifestations les plus frappantes de l'existence d'une population soumise à l'occupation ennemie.

L'uniformité ne domine pas davantage dans les monographies que dans l'ensemble du travail. On n'a imposé à leurs auteurs aucune méthode. Suivant la nature de son sujet et les sources mises à sa disposition, chacun a procédé comme il l'a cru bon. La méthode statistique domine naturellement dans la plupart des recherches. Mais d'autres sont purement descriptives et historiques. Elles ne tiennent leur caractère commun que de leur objet. Encore, ne se bornent-elles pas étroitement à l'étude des phénomènes économiques et sociaux. La politique et la diplomatie y sont envisagées lorsqu'il y a lieu de relever leur influence sur ceux-ci. J'ajouterai que la fin de la guerre ne coïncide pas avec la fin de ces investigations qu'elle a provoquées. Presque toujours il a été indispensable, pour se rendre compte de ses effets, de prolonger les enquêtes bien au delà de la date des traités qui l'ont terminée.

L'histoire sociale et économique de la guerre mondiale apparaît, on le voit, comme une œuvre grandiose et, je le crois bien, sans précédent. Ce qui frappe le plus en elle, ce n'est pas seulement la grandeur de ses proportions, c'est aussi d'avoir institué une enquête scientifique portant non point sur les procédés employés par les divers États pour gagner la guerre ou pour « tenir » jusqu'à la paix, mais sur les répercussions exercées par la guerre elle-même sur tous les États européens. Elle diffère en cela essentiellement de la grande histoire du contrôle des munitions publiée par le gouvernement anglais, ou de l'histoire de la mobilisation économique de l'Allemagne

composée par le ministère de la Guerre, à Berlin. Ces dernières, en effet, sont des œuvres officielles et dès lors sujettes à des limitations qui se comprennent trop aisément pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Mais de plus, leur point de vue est celui d'un État belligérant. Elles sont orientées, si je puis ainsi dire, dans le sens de la technique de la guerre; elles ne s'expliquent que par elle; elles forment en réalité une tranche de l'histoire militaire de l'Angleterre et de l'Allemagne. Au contraire, la grande œuvre suscitée par la « Dotation Carnegie » et dirigée par M. Shotwell laisse à tous ses collaborateurs une liberté complète de recherches et d'appréciation. Se plaçant en dehors et au-dessus des États particuliers et des nécessités que le conflit mondial leur a imposées, elle prétend embrasser dans leur ensemble les conséquences d'une guerre qui a bouleversé toutes les conditions d'existence de l'humanité. Elle nous présente une application de grand style de la méthode comparative qui seule peut assurer à l'histoire le caractère objectif de la science.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Brassine (Joseph)*. Rapports officiels allemands sur les déprédations allemandes à l'Université de Liège. Liège, 1924; in-4° (95 p., pl.). [29.463]
- Cuvelier (M.-J.)*. Rapport sur la publication d'un recueil des traités. Bruxelles, 1923; extr. in-8° (14 p.). [29.850]
- De Hoon (Henri)*. Le Furnes-Ambacht submergé en 1914. Bruxelles, 1924; extr. in-8° (39 p., pl.). [29.848]
- Hanotaux (Gabriel)*. Sur les chemins de l'histoire. Tome I^{er}. Paris, 1923; gr. in-8° (316 p.). [29.465]
- Katsuro (Hara)*. An Introduction to the History of Japan. New-York-Londres, 1920; in-16 (410 p. Rel. de l'édit.). [29.464]
- Ledos (E.-G.)*. Usages suivis dans la rédaction du catalogue général des livres imprimés de la Bibliothèque Nationale. Paris, 1923; gr. in-8° (70 p.). [29.856]
- Monod (Gabriel)*. La vie et la pensée de Jules Michelet (1798-1852). Paris, 1923; 2 vol. gr. in-8° (385 + 262 p.). [29.468]
- Peeters S. J. (Paul)*. La prise de Jérusalem par les Perses. Beyrouth, 1923; in-4° (42 p.). [29.849]
- Temperley (H.-W.-V.)*. A History of the peace conference of Paris. Londres, 1920; 3 vol. in-8°. [29.469]
- Van der Missen (Édouard)*. Problèmes financiers d'après-guerre. Louvain, 1924; extr. in-8° (20 p.). [29.854]
- La gestion des finances publiques de la Grande-Bretagne depuis l'armistice. Bruxelles, 1924; extr. in-8° (23 p.). [29.855]
- Webster (C.-K.)*. The Study of international politics. Cardiff, 1923; in-8° (31 p.). [29.853]
- Wilhelm (Henry)*. Nouveau supplément à l'histoire littéraire de la Congrégation de St-Maur, publiée et complétée par dom Ursmer Berlière O. S. B., avec la collaboration de D. Antoine Dubourg O. S. B. et de A.-M.-P. Ingold. Tome I^{er}. Paris, 1908; gr. in-8° (408 p.). [29.466]
- *** Le chômage des travailleurs intellectuels. Rapport général. Association internationale pour la lutte contre le chômage. Luxembourg, 1923; in-8° (40 p.). [29.852]
- *** Fondation égyptologique Reine Elisabeth. Notice. Bruxelles, 1923; in-8° (22 p.).

Séance du lundi 5 mai 1924.

M. Maurice De Wulf, *directeur de la Classe*.

Sont présents : MM. J.-P. Waltzing, *vice-directeur* ; le comte Goblet d'Alviella, P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, le baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, Eug. Hubert, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, E. Vandervelde, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, *membres* ; J. Cuvelier, H. Vander Linden, A. Nerinx, M. Ansiaux, A. Roersch, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. G. De Greef, Mahaim, Bidez, Hymans, *membres* ; J. Capart, *correspondant*.

CORRESPONDANCE.

Une lettre du Palais fait connaître que S. M. le Roi ne pourra assister à la séance publique de la Classe.

M. le Premier Ministre, MM. les Ministres de la Justice, de l'Intérieur, des Chemins de fer, de la Défense nationale, de l'Industrie et du Travail remercient l'Académie de l'invitation qui leur a été adressée d'assister à la séance publique de la Classe des Lettres.

M. Ganshoff, M^{me} veuve Doutrepont et M. Conrad remercient l'Académie des prix qu'elle leur a accordés.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

The Elements of Jurisprudence (3^e édit.), par Sir Thomas Erskine Holland.

Impressions of Soviet Russia, par Ch. Saroléa.

Tut-Ank-Amon, par J. Capart.

The Meeting of the American Historical Association of Columbus, par J. F. Jameson.

La Belgique et l'Allemagne, du 26 juillet au 4 août 1914, par Léon Leclère.

Faut-il changer notre programme? par E. Vandervelde.

Essai sur le Beau, par H.-E. Pirenne; présenté avec une note bibliographique par M. De Wulf.

— Remerciements.

COMITÉ SECRET. ÉLECTION.

M. J.-L. Heiberg est élu associé de la Section d'Histoire et des Lettres, en remplacement de M. Chevalier, décédé.

PRIX ADELSON CASTIAU.

Rapport de M. Maurice Ansiaux, premier commissaire.

Un seul ouvrage a été présenté à l'Académie en vue de l'obtention du prix Adelson Castiau pour la treizième période triennale (1921-1923).

Il a pour titre : *L'Évolution et les Conquêtes de la Mutualité*; son auteur est M. Arthur Jauniaux, professeur à l'École ouvrière supérieure et secrétaire de l'Union nationale des Fédérations de Mutualités socialistes de Belgique. C'est un volume de 290 pages, consacré, d'une part, à l'histoire et aux développements du mouvement mutualiste, d'autre part, à l'organisation actuelle de la mutualité en Belgique.

L'exposé fait par M. Jauniaux, s'il trahit çà et là quelque

inexpérience dans l'art de la composition d'un livre, est néanmoins clair et instructif. Ce qui retiendra surtout l'attention, ce sont les chapitres substantiels consacrés à la situation d'après-guerre. Les textes législatifs essentiels sont reproduits et le mécanisme des subventions est mis sous les yeux du lecteur, même peu lettré, avec toute la netteté désirable. Par ce travail consciencieux, M. Jauniaux a incontestablement contribué aux progrès d'un mouvement si utile à bien des égards à nos populations laborieuses. Il a soin, du reste, de mettre en lumière tout ce qui reste à faire pour que le principe de la mutualité produise toutes les fécondes conséquences que l'on est en droit d'en attendre. Sans doute, il n'épargne point à nos gouvernants d'hier ou d'aujourd'hui les critiques qu'il estime justifiées. Mais ce n'est pas un courtisan du Pouvoir que le prix Castiau est destiné à récompenser. M. Jauniaux mérite d'autant plus d'obtenir ce prix que son activité n'a pas été purement théorique et livresque. Loin de là. Il a rendu tout un ensemble de services pratiques à ses frères de travail. Il a la foi agissante. On doit notamment rappeler une heureuse initiative qu'il a prise : c'est à lui, en effet, que revient l'honneur d'avoir créé une clinique mutualiste à laquelle des médecins sont attachés en permanence. Réalisation moins simple qu'il semblerait à première vue. Elle comporte, en effet, la solution de plus d'un problème délicat, et cela à l'aide de moyens pécuniaires forcément limités. Je conclus donc que le prix Castiau pour la période en cours peut-être décerné à M. Arthur Jauniaux.

Rapport de M. Émile Vandervelde, deuxième commissaire.

Je crois pouvoir me rallier, purement et simplement, aux conclusions de M. Maurice Ansiaux. Le livre de M. Jauniaux m'était connu depuis l'époque de sa publication et je l'avais signalé à ceux que les problèmes de la mutualité intéressent. En lui accordant le prix Adelson Castiau, l'Académie ne

reconnaitra pas seulement les mérites d'un livre, mais d'une œuvre. C'est, avant tout, à l'initiative de M. Jauniaux que l'on doit la création des polycliniques mutualistes de Seraing, de La Hestre, de Charleroi et d'autres centres industriels, qui tendent à substituer aux hôpitaux de bienfaisance des hôpitaux où les mutualistes sont chez eux, sans devoir recourir à l'assistance publique. C'est également à l'initiative de M. Jauniaux que furent créées, à Tribomont et à Heyst, les cantines pour convalescents et pour enfants débiles, qui comptent, elles aussi, parmi les œuvres les plus originales de la mutualité d'après-guerre. Ces œuvres sont décrites dans le livre qui nous a été soumis. Je propose, comme M. Ansiaux, de lui décerner le prix.

Rapport de M. E. Mahaim, troisième commissaire.

Je ne puis que me rallier à l'opinion des deux premiers commissaires.

L'ouvrage de M. Jauniaux est remarquable et l'activité de son auteur dans la matière de la mutualité a été bienfaisante. Ce sont des titres à recevoir le prix Adelson Castiau.

La Classe, adoptant les conclusions des rapporteurs, attribue le prix à M. A. Jauniaux pour son ouvrage intitulé : *L'Évolution et les Conquêtes de la Mutualité*.

PRIX ANTON BERGMANN.

La Classe est consultée sur l'opportunité d'admettre au concours des ouvrages manuscrits. Elle décide, sous réserve d'accord avec la fondatrice, de proposer au Gouvernement la modification du règlement de ce prix dans le sens de l'admissibilité des travaux « manuscrits » (dactylographiés) au même titre que les ouvrages imprimés.

Séance du 5 mai 1924.

CONCOURS ANNUEL DE 1927.

(Délai : 1^{er} novembre 1926.)

Le programme en est arrêté de la façon suivante :

PREMIÈRE QUESTION.

On demande une étude du vocabulaire et de la grammaire d'un auteur latin du « moyen âge ».

DEUXIÈME QUESTION.

Faire une étude sur les sentences prêtées au choryphée chez les tragiques grecs.

TROISIÈME QUESTION.

Faire l'histoire de l'exploitation de la houille dans le pays de Liège jusqu'à l'apparition des machines à vapeur.

QUATRIÈME QUESTION.

On demande une étude sur les origines et le développement du vote majoritaire dans les assemblées politiques depuis et y compris le moyen âge jusqu'au commencement du XIX^e siècle.

CINQUIÈME QUESTION.

Relever, dans la philosophie contemporaine, les indices d'un retour à l'intellectualisme, c'est-à-dire à la mise en valeur des droits de la raison abstractive.

SIXIÈME QUESTION.

Caractériser la fonction de la jurisprudence dite progressive ; dresser le bilan des résultats obtenus par cette jurisprudence, en France et en Belgique, dans la matière des obligations en droit

Séance du 5 mai 1924.

civil, depuis le milieu du XIX^e siècle. Rapprocher ces résultats des innovations correspondantes introduites dans le Code civil allemand de 1896 et dans le Code civil suisse de 1907-1911.

Prix pour chacune des questions : 1,500 francs.

JAARLIJSCHE PRIJSKAMPEN VOOR 1927.

Termijn : 1 November 1926.

Het programma is op de volgende wijze vastgesteld :

EERSTE VRAAG.

Men vraagt een studie over den woordenschat en de spraak-kunst van een « middeleeuwsch » Latijnsch schrijver.

TWEEDE VRAAG.

Een studie maken over de spreuken die aan den reiaanvoerder bij de Grieksche treurspeldichters toegeschreven worden.

DERDE VRAAG.

De geschiedenis opmaken van de uitbating der steenkool in het Luikerland tot aan de opkomst van de stoomwerktuigen.

VIERDE VRAAG.

Men vraagt een studie over de stemming bij meerderheid in de politieke vergaderingen sedert en met de middeleeuwen tot in het begin van de XIX^e eeuw.

VIJFDE VRAAG.

In de hedendaagsche wijsbegeerte de sporen aanwijzen van een terugkeer tot het intellectualisme, 't is te zeggen tot de erkenning van de rechten van de abstractieve rede.

ZESDE VRAAG.

Kenschets de werkzaamheid van de zoogenoemde vooruitstrevende rechtskunde. Maak de balans op van de uitkomsten door deze rechtskunde, in Frankrijk en in België, in zake van verplichtingen in het burgerlijk recht, sedert het midden van de XIX^e eeuw verkregen. Vergelijk die uitkomsten met de overeenkomstige nieuwicheden, die in het Duitsch burgerlijk wetboek van 1896 en in het Zwitsersch burgerlijk wetboek van 1907-1911 ingevoerd werden.

De prijs voor ieder dezer vragen is op 1,500 frank bepaald.

PRÉPARATIFS DE LA SÉANCE PUBLIQUE.

Il est donné lecture des pièces destinées à cette séance.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

HENRI-ED. PIRENNE, chargé de cours à l'Université de Gand.

Essai sur le Beau. Gand, 1924, p. 146.

Cet *Essai sur le Beau* n'est pas un exposé aride, aux cadres didactiques, mais une œuvre vivante, riche en observations psychologiques et en réminiscences artistiques, dont le style alerte révèle un écrivain élégant et la pensée un philosophe averti. Les quatre derniers chapitres de l'opuscule sont consacrés à autant de problèmes spéciaux que suscite l'étude de la Beauté : analyse du jugement du Beau et ses rapports avec les croyances et le jugement de valeur ; caractère philosophique de la Beauté ; classicisme et romantisme ; problème du style ; musique et architecture. Mais à travers ces sujets, qui à première vue pourraient sembler décousus, circule une idée maîtresse, qui est inspiratrice de l'œuvre : le Beau est subjectif et variable. Il appartient non pas à l'ordre des connaissances qui

unissent les hommes, mais à celui des sentiments qui les divisent (p. 10).

Seul « le goût est l'arbitre du Beau, et le goût sans cesse varie : chaque génération et chaque homme a le sien » (p. 16).

M. Pirenne se range donc franchement du côté des relativistes, et sa théorie rejoint celle de M. Lalo et des autres représentants de l'esthétique sociologique. Comme eux, il s'applique, avant de poursuivre les applications de sa théorie, à rencontrer l'objection fondamentale et qui se présente spontanément : si le Beau change avec les époques, comment expliquer le consentement unanime des siècles et des individus sur la Beauté de certaines œuvres? « Il faut s'entendre, répond l'auteur. Il est des œuvres universellement admirées, mais il n'en est point dont la beauté puisse être définitivement approuvée » (p. 25). Il reste néanmoins, répondrions-nous, que le sentiment d'admiration dont la sculpture d'un Michel-Ange ou la peinture d'un Raphaël sont l'objet persiste à travers les critiques que leur adresse chaque génération. Cette unanimité du goût doit avoir une raison suffisante qu'il semble difficile de trouver ailleurs que dans les qualités de l'œuvre elle-même. — Une fois son point de vue établi, M. Pirenne montre que la Beauté est, à chaque époque, déterminée par les croyances d'après lesquelles l'homme interprète l'univers; elle est une manière variable de sentir, un éternel recommencement, une adaptation aux états d'âme de chaque génération qui passe. Dès lors, les préférences de l'auteur devaient aller non pas au « classicisme », qui sous toutes ses formes est à la recherche d'un canon fixe de la Beauté, mais au « romantisme », qui explique tout par des aspirations individuelles et mobiles. De fines observations empruntées à l'histoire, notamment à la musique, viennent illustrer ce double point de vue. C'est, d'ailleurs, un des mérites de l'œuvre de M. Pirenne que ce contact permanent avec des données littéraires, artistiques et philosophiques. Les pages qu'il a écrites sur le Beau charment et instruisent. MAURICE DE WULF.

LECTURE.

La crise de la neutralité,

par le baron ALBÉRIC ROLIN, membre de l'Académie.

Le développement du concept juridique de la neutralité a rendu à l'humanité des services précieux dans le passé. Un illustre jurisconsulte allemand, d'origine suisse, Bluntschli, a résumé les avantages de la neutralité en quelques lignes saisissantes : « Les dangers de la guerre sont limités dans la mesure de l'accroissement des droits des neutres. Les États neutres entourent le théâtre de la guerre d'un cercle de territoires où règne la paix. A leurs frontières vient s'éteindre l'incendie. »

Mais toute médaille a son revers. Toute institution humaine a ses bons et ses mauvais côtés, quelquefois ses dangers. Il ne s'agit pas de savoir si les droits des neutres, lorsqu'un État a résolu de se renfermer strictement dans une attitude d'impartialité complète, doivent être respectés. Nul ne songe à le contester. Il s'agit de savoir s'il est utile, au point de vue de l'avenir de l'humanité, s'il est moral même que tous les États qui ne sont pas directement impliqués dans le conflit s'en désintéressent systématiquement, le contemplent avec une glaciale indifférence et laissent se consommer sous leurs yeux ce qui constitue peut-être un manifeste et odieux abus de la force, un crime international.

La neutralité localise la guerre. C'est entendu. Mais elle peut porter dans ses flancs le germe de guerres nouvelles. Elle peut donner libre cours aux ambitions ardentes et démesurées de certaines nations de proie, de certains États avides de conquête qui, s'ils réussissent dans une entreprise de brigandage international, grâce à l'inertie universelle, ne s'arrêteront pas en si bon chemin.

Là est le danger. Il était jadis souvent inévitable. Il arrivait qu'au début d'une guerre, les États non intéressés dans la querelle se trouvaient dans l'impossibilité de juger de quel côté était le bon droit. Dans des cas pareils leur neutralité s'imposait par la force des choses, surtout si les parties en présence étaient à peu près également bien armées pour la lutte. Bien que, dans notre organisation mondiale actuelle, on ait des moyens d'information plus rapides et bien plus sûrs, cela peut arriver même aujourd'hui. Nous en avons vu des exemples relativement récents.

Mais autrefois, ce devait être la règle. Et, dans des cas de ce genre, nul ne pouvait reprocher aux États désintéressés dans la querelle, à moins qu'ils ne fussent des alliés, de rester simples spectateurs du duel, de ne prendre part ni pour l'un ni pour l'autre des belligérants, et l'usage, qui a prévalu de plus en plus de respecter leur neutralité, se recommandait comme une véritable nécessité sociale.

Cet usage est fort ancien.

Un certain nombre d'auteurs ont commis une erreur grave en avançant que ni les Grecs ni les Romains n'ont connu la neutralité et que les belligérants appliquaient généralement la maxime brutale : « Qui n'est pas avec moi est contre moi ». C'est là une de ces erreurs que Rivier attribue un peu durement à l'ignorance présomptueuse de notre temps. La vérité est que les anciens se sont parfaitement rendu compte de ce que c'est que la neutralité et des obligations qu'elle impose. Grotius et ses érudits commentateurs, Barbeyrac, entre autres, en donnent des exemples nombreux empruntés aux *Commentaires* de César et à Tite-Live principalement. Ces *medii in bello*, comme les appelle Grotius, qui n'emploie jamais le mot « neutres », ces *Amici*, comme les appelaient les Romains, c'est-à-dire les États qui se désintéressaient de la lutte, étaient traités exactement comme l'ont été les neutres, lorsqu'à une époque relativement récente on leur a appliqué cette qualification. Il en a été ainsi spécialement en ce

qui concerne l'importante question du passage par un territoire neutre. Tout au moins un État ne pouvait-il exiger d'un autre État, même ami, que ce dernier lui livrât passage sur son territoire pour porter la guerre plus rapidement et plus sûrement sur le territoire ennemi. Tite-Live en donne un exemple bien intéressant (L. 27, 7) : Comme on délibérait sur le projet de faire passer l'armée romaine par la Macédoine pour la mener contre Antiochus, Publius Scipion l'Africain écrivit à son frère Lucius Scipion : « J'approuve la route que vous proposez de suivre, Lucius Scipion, mais cela dépend de la volonté de Philippe ».

Il reconnaissait donc que Philippe de Macédoine, un ami cependant, pouvait très bien lui interdire le passage sur son territoire et s'inclinait devant son droit, comme on doit s'incliner même en l'absence de tout traité, d'après les règles modernes, devant le droit du neutre. Seulement, ce qui était un droit pour le neutre est devenu une obligation. L'antiquité n'était donc pas aussi loin de la doctrine actuelle que beaucoup d'auteurs se le sont imaginé. On ne se servait pas, il est vrai, des mots *neutre*, *neutralité* ; mais, si l'on ne qualifiait pas ainsi la situation juridique de celui qui ne se bat pas et reste impartial, la chose était connue. Ces *amici*, comme on les appelait, ces *medii in bello*, comme les appelle encore Grotius, pour les différencier sans doute des *socii* (des alliés), étaient traités comme des neutres, au moins dans la guerre terrestre. On a inventé un mot nouveau pour une chose ancienne et l'on s'est figuré avoir créé de toutes pièces un concept juridique nouveau. Le terme a du reste fait fortune et il le méritait. Il exprime bien la situation de celui qui ne veut prendre parti ni directement, ni indirectement pour aucun des belligérants.

On a souvent reproché à Grotius d'avoir professé, en matière de neutralité, une doctrine assez relâchée, et il est exact que sa doctrine ne s'accorde pas avec la théorie rigoureuse de la neutralité telle qu'on la professe aujourd'hui. C'est que ce grand

homme n'a jamais pu se résigner à abandonner la distinction entre la guerre juste et la guerre injuste, s'agissant de fixer les devoirs des neutres. Cela répugnait à sa nature droite et généreuse. « Le devoir de ceux qui s'abstiennent de prendre part à la guerre est de ne rien faire qui soit favorable à la cause de celui qui fait une guerre injuste, ou de défavorable à la cause de celui qui fait une guerre juste ⁽¹⁾. » Cette attitude, qui implique de la bienveillance pour l'un des belligérants et que Grotius recommande ailleurs, s'agissant du passage par territoire neutre, n'est certes pas conforme à la saine notion de la neutralité; mais ce qu'on en peut conclure, c'est qu'à ses yeux une neutralité rigide, en présence d'une agression manifestement injuste, était condamnable. Il ne veut pas de cette neutralité systématique et aveugle. Il ne veut pas que le *medius in bello*, tout en ne prenant point part à la guerre, ne puisse pas prendre certaines mesures défavorables à l'injuste agresseur, favorables à la victime. C'est seulement quand la question de savoir de quel côté est le bon droit est douteuse qu'un traitement égal s'impose. Ces neutres doivent alors traiter également les deux belligérants : *aequos se praeberere*, au point de vue du passage, des fournitures de vivres, etc.

Si Grotius vivait encore, il adhérerait avec d'autant plus d'ardeur à la Société des Nations que son organisation permet de déterminer assez promptement, au début de la guerre, quel est celui des belligérants dont la cause est juste, et prévoit un ensemble de mesures en vue d'une action commune ou de certains moyens de pression contre le criminel agresseur.

Quoi qu'il en soit, la neutralité est chose ancienne. Mais si, dans la guerre terrestre, les droits des neutres, de ces *medii in bello*, furent assez bien respectés, il n'en fut pas de même dans la guerre maritime. Les abus furent criants, révoltants, et, à mesure que le commerce maritime se développa, ils devinrent

(1) L. III, chap. XVII, III, 4.

de plus en plus nombreux. Aussi la résistance vint-elle surtout des peuples qui se livraient à la navigation maritime. Je n'ai pas besoin de rappeler les œuvres importantes par lesquelles elle se manifesta : le Consulat de la Mer, de Barcelone ; les Rôles ou Jugements de Damme, qui furent pour l'océan Atlantique ce que le Consulat de la Mer était pour la Méditerranée ; les Tables de Wisby, pour la Baltique, etc. Et je ne suivrai pas les progrès de la conception de la neutralité dans les siècles qui suivirent, les alliances conclues pour faire respecter, sur mer surtout, — où, grâce au développement de la course, elles étaient foulées aux pieds, — certaines règles qui avaient fait leur chemin dans la coutume. On peut seulement constater que les masses ne voyaient guère que les avantages matériels et immédiats d'une attitude d'apathique indifférence aux querelles internationales dans lesquelles elles n'étaient point directement intéressées. Voir de plus haut, voir plus loin n'était pas leur affaire, et si un État intervenait cependant assez souvent dans les luttes meurtrières que d'autres se livraient, ce n'était point par un sentiment de justice, pour protéger le faible contre une agression injuste, par la conscience d'un devoir international de protection, c'était en vue de son propre intérêt, d'un intérêt immédiat et palpable.

Mais les philosophes, les penseurs s'étaient rendu compte de bonne heure de l'existence d'une véritable communauté juridique entre les États ; disons le mot, d'une société naturelle entre les nations. Elle avait déjà été aperçue par l'antiquité païenne ; j'en pourrais multiplier les exemples. Je me bornerai à reproduire ce passage souvent cité de Sénèque : « Nous devons concevoir deux sortes de républiques : l'une est cette grande et véritablement universelle république dont Dieu est le chef et dont tous les hommes sont membres, qui n'est ni bornée par une montagne, ni par une rivière, ni resserrée dans un petit espace de terre, mais qui s'étend dans tous les lieux que le soleil éclaire ; l'autre est la république à laquelle nous sommes atta-

chés par la naissance, comme la république d'Athènes ou quelque autre ⁽¹⁾ ». En vain objecterait-on qu'il s'agit ici d'une société *humaine* universelle plutôt que d'une société des Nations. Les deux conceptions s'enchainent et l'une jaillit de l'autre. Au surplus l'existence naturelle et nécessaire d'une société entre États a été reprise et mise en vive lumière par les plus grands jurisconsultes, depuis Alberico Gentili, Grotius, Vattel, Wolf jusqu'à Kant, à Savigny et à leurs successeurs, et je rappellerai cette définition si haute, si belle dans sa simplicité qu'en donnait déjà Suarez, ce théologien espagnol doublé d'un jurisconsulte, dans son grand ouvrage : *De legibus ac Deo legislatore* :

« Bien que le genre humain », disait-il, « soit divisé en peuples et royaumes, il conserve toujours une certaine unité, non seulement spécifique, mais en quelque sorte morale, comme l'indique le précepte de charité et d'amour mutuels qui s'étend à tous les êtres humains, même aux étrangers, à quelque nation qu'ils appartiennent. Et si chaque État possédant un gouvernement propre, qu'il soit république ou monarchie, constitue en soi une communauté parfaite, ayant ses membres à elle, il n'en est pas moins, lui-même, dans une certaine mesure et au regard du genre humain, membre de l'univers. Pas une de ces sociétés ne se suffit à elle-même et elles ont besoin toutes de se prêter une assistance mutuelle, d'entretenir un commerce et des relations l'une avec l'autre, non seulement pour leur bien-être et leur plus grand avantage, mais parce que cela leur est moralement nécessaire. »

Combien la vérité de ce noble langage de Suarez est mise aujourd'hui en pleine lumière par la situation actuelle du monde civilisé, de ce monde civilisé qui retournerait dans la barbarie sans les efforts constants des vrais hommes d'État, dans tous les pays, pour lutter contre des doctrines malsaines et subversives ! Combien la notion de l'interdépendance et de la solidarité des

(1) *De otio sapientis*, chap. XXXI.

États se dégage aujourd'hui nettement des ombres qui l'obscurcissaient ! Combien la nécessité du maintien de l'ordre dans cette vaste communauté juridique apparaît avec évidence ! Ce ne sont pas seulement les États européens, ce sont les continents américain, asiatique, etc., qui s'aperçoivent enfin, malgré leur répugnance à l'admettre, qu'ils ont besoin l'un de l'autre, qu'ils ne peuvent constituer des cités prospères, heureuses, atteignant leur plein développement, s'ils restent isolés ; que le malheur de l'un ne fait pas le profit de l'autre, quoi qu'en dise Montaigne, mais est à la longue ressenti par tous.

La reconnaissance et l'organisation sous une forme tangible et réelle de la Société des Nations répondaient donc, au sortir de la guerre, à une ardente aspiration de l'humanité. Mais elle est la négation même de la neutralité.

C'est de la grande idée de Suarez que s'inspirait, sans doute, Grotius, lorsqu'en invoquant l'autorité de Platon, il enseignait qu'un peuple est tenu de défendre un autre peuple contre une injuste agression, absolument comme une personne humaine est tenue de défendre une autre personne humaine ⁽¹⁾. C'est d'elle que se sont inspirés Vattel, Wolf et tant d'autres qui n'ont pas cru pouvoir se borner, en traçant les règles du droit international, à l'exposé, sans critique scientifique, de la longue série des usages et des abus dont l'histoire des rapports internationaux nous offre le spectacle souvent désolant. Dans la grande communauté juridique des nations, dans cette communauté si imparfaitement organisée, mais depuis si longtemps préconisée et affirmée par les penseurs, il est bon qu'on se pénétre de plus en plus de la nécessité de ne pas laisser s'accomplir, sans une protestation énergique, sans une action militaire même, si elle est possible et a des chances d'aboutir, ce crime

(1) « Quaeritur hic an teneatur etiam homo hominem, populus populum ab injuria defendere. Plato puniendum censet qui vim alteri illatam non arcet, quod et Aegyptorum legibus cavebatur », etc.... GROTIUS. L. II, chap. XXV, VII, 1.

international : l'écrasement du faible par le fort, à la suite d'une injuste querelle. Solon disait que la meilleure des républiques est celle où chacun des citoyens ressent l'injustice faite au plus humble et en poursuit la réparation. Dans la république des nations, cette république fût-elle encore sans gouvernement, fût-elle incomplète, il serait bon qu'il en fût de même. *Hodie tibi, cras mihi* : c'est la réflexion que tout État civilisé, renversant ainsi le menaçant avertissement inscrit sur une tombe, devrait se faire, chaque fois qu'il assiste à une sanglante et criante injustice. S'il est en état de l'empêcher sans compromettre gravement sa propre existence, il est inexcusable de ne pas la faire. Un auteur moderne, dont l'ouvrage sur les principes du droit international a été traduit par notre regretté confrère Nys, enseigne avec fermeté que l'intervention est, dans ce cas, un devoir et la neutralité une *lâche et ignoble méconnaissance de ses devoirs internationaux*. Et cet auteur, M. Lorimer, qui fut associé de notre Académie, invoque la haute autorité de Bentham. Un autre Anglais illustre, qui fit partie également de notre Compagnie, M. Westlake, l'ancien président d'honneur de l'Institut de Droit international, qui s'est montré souvent l'adversaire ardent des théories parfois aventurées de Lorimer, partage ici complètement son opinion. Il résume la sienne en disant que la neutralité n'est pas moralement justifiable, à moins qu'une intervention ne puisse être de nature à faire prévaloir la cause de la justice, ou ne le puisse qu'en imposant à l'intervenant des sacrifices tout à fait désastreux et disproportionnés.

Il est assez intéressant de constater que ces vues droites et généreuses, conformes à l'esprit de tous les grands penseurs anciens, soient soutenues surtout aujourd'hui par les plus éminents juristes de cette vieille Albion, dont la politique n'a pas toujours été marquée au coin du plus pur désintéressement. Les auteurs français, italiens, allemands ne s'en occupent guère.

Et il faut bien reconnaître que, dans la pratique des nations,

elles ne l'ont certainement pas emporté. Il n'y a pas eu d'intervention dans des cas où l'intervention eût été commandée par la justice la plus élémentaire. Il n'y en a pas eu, par exemple, lorsque la Prusse et l'Autriche se sont réunies pour écraser un État minuscule, en 1864, et ont accompli leur œuvre avec tranquillité, sans qu'un État quelconque se levât pour empêcher l'accomplissement de cet abus de la force, et nous nous souvenons encore des paroles presque prophétiques prononcées alors par Thiers, au sein de la Chambre des députés : « Cette chaumière qui brûle pourrait bien mettre le feu à l'Europe ». N'y a-t-il pas, en effet, quelque lien entre cette petite guerre et les guerres européennes qui ont suivi? N'est-ce pas cette injustice qui a enfanté une guerre entre les Grandes Puissances qui s'étaient associées pour la commettre? N'est-ce pas Sadowa qui, en abaissant l'Autriche, a posé les bases de l'hégémonie, de la puissance et du prestige de la Prusse en Allemagne? Cet énorme accroissement de puissance n'a-t-il pas alarmé la France et constitué une des causes profondes, bien que non avouées, de la guerre franco-allemande? Et il nous paraît incontestable que celle-ci, en consacrant l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, contrairement au vœu des populations, a été une des causes originales de la guerre mondiale, soit qu'un ardent désir de revanche eût toujours couvé sous la cendre en France, soit qu'on y crût en Allemagne.

Peut-être ces désastres eussent-ils été épargnés à l'Europe et au monde si l'écrasement du Danemark n'avait pas laissé toute l'Europe indifférente. Mais la neutralité est une attitude si commode! Elle est, en outre, fructueuse pour le neutre, pourvu que la guerre ne se prolonge pas trop longtemps. « Les neutres, écrivait un jour M. Rolin-Jaequemyns, dans un langage empreint d'une rude franchise, s'engraissent des dépouilles des belligérants. » Cela est vrai, pourvu que la guerre ne se prolonge pas démesurément. S'il en est autrement, elle finit par être une calamité universelle.

Peut-être est-ce une des raisons pour lesquelles la neutralité systématique a cessé d'avoir une bonne presse. Mais elle avait reçu un coup grave, dès le 4 août 1914, par l'attentat si complètement injustifiable à la neutralité de la Belgique, et l'on peut dire que, dès ce moment, la crise de la neutralité était ouverte.

Le crime était si grand, si exécrationnel, que le monde entier s'en émut. Même les grands États de l'Extrême-Orient, la Chine, le Japon prirent parti contre l'Allemagne et ses alliés. Les neutres, au bout de quelque temps, ne constituèrent plus qu'une rare exception. Encore semble-t-il bien que quelques-uns ne soient restés neutres que, parce qu'étant les voisins immédiats de l'Allemagne, ils avaient tout à craindre d'une guerre avec celle-ci. La manière dont elle faisait la guerre était bien faite pour les intimider.

Ajoutons que ce qui contribua dans une certaine mesure à discréditer la neutralité, ce fut l'allure par trop timide qu'elle affecta pendant la guerre. De nombreux journaux hollandais n'ont-ils pas préconisé ce qu'ils appelaient *de zedelijke neutraliteit* : la *neutralité* morale? Il n'y a guère qu'un journal hollandais qui n'ait pas emboîté le pas. Tous les autres, ou presque tous les autres, ont professé cette doctrine de la neutralité morale, qui est bien la plus immorale des neutralités.

Voilà vraiment le début de la crise de la neutralité, qui n'a jamais pu se rétablir de l'attentat si grave commis par l'Allemagne. Il est inutile de faire ressortir le caractère odieux de cet acte. Le traité qui avait consacré la neutralité perpétuelle de la Belgique était bien l'engagement le plus solennel et le plus librement contracté que l'on pût concevoir. Par ce traité, auquel l'Autriche et la Prusse étaient parties, auquel la Confédération germanique avait expressément adhéré, elles reconnaissaient et garantissaient la neutralité de la Belgique. Elles l'ont impudemment violée. Il n'y eut jamais de crime international plus flagrant et il se compliquait d'une déloyauté vis-à-vis de la France.

La Belgique, le seul État qui n'eût pas agi librement dans ces traités, car sa neutralité lui a été imposée, n'en a pas moins scrupuleusement rempli ses obligations internationales, et ce sera son éternel honneur. Elle a connu toutes les horreurs de l'invasion et d'une occupation qui n'était pas autre chose qu'une exploitation méthodique, qu'une mise en coupe réglée. Et elle a tenu bon. Mais, après la guerre, elle a reconnu immédiatement ce que les garanties contractuelles, dont elle aurait dû avoir le bénéfice, avaient de fallacieux et de fragile, et elle a renoncé à sa neutralité. C'était un second coup porté à cette vieille institution. Il était dur. A la vérité, l'Angleterre était intervenue pour la défendre, mais bien tardivement, et son intervention était restée si longtemps incertaine. Dans ses longues négociations avec Bethmann-Hollweg, avant la guerre, jamais à aucun moment, jamais Sir Grey n'avait déclaré nettement que si la neutralité de la Belgique était violée, l'Angleterre entrerait en lice. Il s'était borné à dire que ce serait une chose grave. S'il avait déclaré formellement que l'Angleterre entrerait dans la mêlée, au cas où l'Allemagne violerait notre neutralité, celle-ci eût peut-être été respectée. Mais il ne l'a pas dit, et c'est peut-être le caractère trop vague de ses déclarations qui a provoqué, de la part du Kaiser, lorsque après avoir perpétré le crime, il a appris l'intervention effective de l'Angleterre, cette exclamation furieuse qu'il jeta à la tête de l'ambassadeur d'Angleterre : « C'est une indignité ! Vous nous tirez dans le dos ! » Comme si son agression contre la Belgique n'était pas la plus révoltante des indignités.

Quoi qu'il en soit, l'exemple donné par l'Angleterre porta peu à peu ses fruits. Il n'y eut bientôt, dans le monde entier, presque plus de neutres, si bien que, lorsque les délégués allemands signèrent le Traité de paix, on y vit apparaître à côté des Puissances de l'Entente un nombre considérable d'États qui s'étaient unis à elles, sans y être obligés par des traités, sans le moindre intérêt politique ou matériel, entraînés cette

fois uniquement par le sentiment profond de l'injustice commise et de la solidarité internationale. Si, par un malheur suprême que la Providence nous a épargné, la guerre s'était encore prolongée, il n'y aurait peut-être plus eu de neutre dans tout l'univers.

Toutes ces interventions étaient bien la faillite de la neutralité, tout au moins de la neutralité systématique, et les causes de cette faillite, nous les avons indiquées.

Un coup plus fatal encore devait être apporté à ce vieil et peu respectable institut juridique.

On ne peut se dissimuler, en effet, que, si la neutralité ne pouvait que difficilement se maintenir honnêtement dans une guerre où le droit avait été si manifestement violé, il restait possible que, dans quelque guerre future, il n'en fût plus de même et qu'il fût plus difficile à des États non engagés dans le conflit de discerner où serait le bon droit, où l'injustice. On ne peut exiger des États non engagés dans un différend international qu'ils résolvent ce problème, qu'ils jugent d'emblée ce procès qui parfois soulève, pendant des années, d'interminables discussions. Que peuvent faire, dans ce cas, les États désintéressés dans la querelle? La justice ne les sollicite ni dans un sens, ni dans l'autre. Il faut bien reconnaître que la neutralité s'impose. C'est alors que l'on peut faire valoir qu'elle localise la guerre, parce qu'elle empêche l'incendie de s'étendre et de franchir les frontières.

Mais, tout d'abord, grâce à l'extension de l'arbitrage international, il était souvent facile, dès avant l'institution de la Cour permanente de Justice internationale, de discerner le bon droit de l'injustice. Celui qui repousse avec opiniâtreté tout arbitrage, lorsque son adversaire le réclame avec instance, donne en général la mesure de sa bonne foi. Cela est surtout vrai lorsqu'une grande Puissance se trouve en conflit avec un tout petit État, et l'on ne peut s'empêcher de songer à l'Autriche-Hongrie repoussant dédaigneusement, avec l'encoura-

gement, et sous l'inspiration même de l'Allemagne, toutes les propositions d'arbitrage de la petite Serbie, après que celle-ci avait commencé à subir, pour éviter la guerre, la plus grande des humiliations que l'on ait jamais infligées à un État indépendant. Mais il se peut que l'arbitrage n'ait été sollicité par aucune des parties et que l'on se trouve dans une situation très obscure, très compliquée. L'*ultima ratio* des rois et aussi des *républiques* (il faut bien le reconnaître, malgré les illusions de certains républicains) n'est autre que la guerre. La neutralité a, dans ce cas, ses avantages. Elle peut être une nécessité.

Il n'est pas impossible qu'elle le soit encore dans l'avenir, en dépit de l'organisation de cette Société des Nations et de cette Cour permanente de Justice internationale qui sont dues à l'inspiration généreuse du président Wilson. Le danger, bien qu'atténué, ne disparaîtra que lorsque tous les États civilisés se seront rangés sous sa bannière et feront partie de ces organismes nouveaux, lorsque la Société des Nations ne sera plus une entité morale ayant sa base dans une volonté divine et dans une inéluctable nécessité, mais un organisme concret représentant tous les États et armé par tous de forces suffisantes pour sa défense et pour la défense de l'ordre universel.

Alors et alors seulement la neutralité aura vécu, au moins cette neutralité systématique, égoïste qui a conduit plus d'une fois les États à laisser froidement spolier, morceler, anéantir telle ou telle petite nationalité incapable de se défendre.

Le grand projet de Wilson n'a été réalisé qu'incomplètement. Il est mort avec le regret de voir que, seul ou presque seul parmi les États civilisés, ou même à demi civilisés, son propre pays, dont il était si justement fier, n'avait pas adhéré à sa grande œuvre et l'avait désavoué, répudié sa signature. « Il est venu chez soi et les siens ne l'ont pas reçu », pourrais-je presque dire en paraphrasant l'Évangile de saint Jean. Mais son œuvre lui survivra. Elle s'universalisera dans un avenir plus ou moins éloigné, pour le bien commun de l'humanité, et cette

humanité se convaincra de plus en plus que la vraie caractéristique des rapports entre nations doit être non pas leur indépendance absolue, mais leur *interdépendance*, chaque nation ayant besoin des autres pour se développer pleinement au point de vue moral comme au point de vue économique et social. La guerre mondiale en a fourni la preuve la plus éclatante et la plus tragique.

Cette guerre, phénomène unique dans l'histoire du monde, a fait sentir cruellement aux États la solidarité qui doit les unir, à laquelle ils ne peuvent se soustraire. Une grande vague humanitaire s'est levée. Dans aucun pays on n'est plus insensible aux souffrances des autres. Elle a disparu cette mentalité dont Goethe nous esquisse le tableau dans son *Faust*, quand il nous dépeint les bons vieux bourgeois de Leipzig, ne trouvant rien de plus exquis et de plus délectable que de s'entretenir, en regardant passer les bateaux le long de la rivière et en buvant leur bon vin, des batailles, des massacres et des horreurs dont la lointaine Turquie était le théâtre. Les peuples se sont rapprochés, et l'on a vu, même dans les pays où l'on a le bolchevisme en horreur, ouvrir des souscriptions en faveur des misérables enfants russes, victimes innocentes de la tyrannie des Soviets. La charité humaine ne connaît plus de frontières, et le désastre survenu dans le lointain Japon, par suite d'un tremblement de terre, n'a laissé aucun pays indifférent. Tout cela n'est que la manifestation du sentiment croissant de la solidarité entre États, favorisé, il faut bien le dire, par la maudite guerre dont le monde entier a subi les désastreuses conséquences.

J'ai dit que, sauf de rares exceptions, tous les États avaient fini par adhérer à la Société des Nations, et je signalerai, parmi ceux qui y ont adhéré le plus rapidement, le petit royaume qui est notre voisin immédiat, mais aussi le voisin immédiat de ce Reich, de cet Empire provisoirement sans empereur, dont le voisinage nous a coûté si cher et n'était point sans danger pour

la Hollande. Elle a compris que si le pacte de la Société des Nations lui imposait, comme à tous ses membres, une lourde charge, il devait être pour elle comme pour tous la garantie la plus efficace contre tout acte injuste de force ou de violence. Elle a compris qu'elle ne pouvait profiter des avantages stipulés pour elle comme pour tous, dans cette importante association, sans en assumer les charges. Il était impossible qu'il en fût autrement dans la patrie du grand Grotius, qui avait déjà si énergiquement condamné la neutralité systématique. Et cette importante adhésion n'a pas été irréflectée. La discussion à laquelle elle a donné lieu au sein des États Généraux a été des plus intéressante, et je ne puis m'empêcher de vous faire jeter un coup d'œil sur ce débat.

Beaucoup de discours ont été prononcés. Quelques-uns se caractérisaient surtout par leur longueur. Les orateurs hollandais ne brillent point en général par la concision. Il leur faut parfois beaucoup de mots et de longues phrases pour développer leur pensée. *Da mihi ampullas, etc...* Que les parlementaires étrangers qui n'ont rien à leur reprocher à cet égard leur jettent la première pierre ! Parmi ceux qui se sont particulièrement distingués, on peut citer M. Van Ravenstein, un socialiste à tous crins, qui porte un vieux nom féodal et qui a profité de l'occasion pour exalter le gouvernement des Soviets. Pour lui, la Hollande ne pouvait souscrire au pacte de la Société des Nations. Mais c'est parce que celle-ci serait nécessairement imprégnée de l'esprit capitaliste et impérialiste. Troelstra, le chef du parti socialiste, sans être enthousiaste du pacte, est d'un avis absolument contraire, et de l'ensemble des discours se dégageait nettement, dès avant le vote, la conviction que la proposition du gouvernement serait adoptée. Personne ne se dissimulait cependant les imperfections de cet organisme. Mais tout le monde comprenait qu'il s'agissait d'un noble effort, d'une tentative généreuse pour faire régner un peu plus de justice dans les rapports des États et pour empêcher un odieux

coup de main international comme celui qui a marqué le début de la Grande Guerre. C'est l'idée qui apparaît dans tous les discours, et la proposition du gouvernement, qui n'hésita pas un moment à se prononcer pour l'adhésion de la Hollande au pacte de la Société des Nations, fut adoptée à une majorité considérable. Il n'y eut vraiment qu'une opposition sérieuse et, au fond, elle ne tendait qu'à un ajournement : ce fut celle de M. de Savornin Lohman ; ce Français de race — car il descend d'un de ces Français énergiques qui, après la révocation de l'Édit de Nantes, préférèrent s'exiler plutôt que de faire plier devant la force brutale l'indépendance de leurs convictions religieuses — appartient à un parti qui compte peu d'adhérents dans les Pays-Bas : le parti chrétien historique, parti rigidement conservateur. M. de Savornin était resté assez germanophile pendant la guerre. Il faisait partie de ces Hollandais, assez peu nombreux d'ailleurs, qui avaient des yeux et n'avaient point vu, qui répugnaient à voir les atrocités commises par les troupes allemandes en France et en Belgique, qui n'en avaient pas lu les récits les plus authentiques ou n'y croyaient pas. Son discours fut remarquable. Il ne combattit pas de front, nous l'avons dit, la participation de la Hollande à la Société des Nations. Mais se fondant sur ce que le Traité de Versailles ne serait point un traité de paix, mais la consécration d'un abus de la force brutale, *dat de overmacht van enkelen bevestigt*, il proposait d'ajourner l'adhésion jusqu'à ce que les Puissances centrales fussent entrées dans la Société des Nations et subordonnait, en tout cas, son vote favorable à la condition que le Gouvernement hollandais s'engageât à insister, immédiatement après son adhésion, pour la revision du traité de paix.

Il était à prévoir que le Gouvernement, et spécialement M. Van Karnebeek, le Ministre des Affaires Étrangères, n'accepteraient ni cet ajournement ni les conditions extraordinaires auxquelles l'adhésion devait être subordonnée, et ils ne les ont pas acceptés, en effet. Voit-on la Société des Nations s'occuper,

à peine formée, de la revision d'un traité de paix tout récent qui venait de mettre fin à la guerre la plus sanglante, la plus désastreuse qu'il y ait jamais eu. Dire que ce n'est pas un traité de paix parce que l'une des parties a imposé sa volonté à l'autre, c'est refuser cette qualification à tout traité qui met fin à une guerre à la suite du triomphe complet de l'une des parties engagées dans la lutte. C'est généralement ainsi que les guerres se terminent. Le vaincu subit la loi du vainqueur. Il se peut que le vainqueur abuse de la victoire. C'est une autre question. L'Allemagne l'a fait en 1871, en annexant l'Alsace-Lorraine contrairement à la volonté des habitants, et la réannexion de celle-ci peut se justifier comme une restitution. Il est possible que certaines autres clauses soient excessives; mais appartenait-il bien à une Puissance qui, comme la Hollande, avait dû assister les bras croisés à l'égorgement de la Belgique neutre, sans l'ombre d'une protestation, de prendre l'initiative d'une proposition de revision du traité mettant fin à la guerre?

La voix de M. de Savornin Lohman resta isolée et sans écho.

Le seul orateur de marque qui prit part à la discussion après lui, M. Treub, un économiste distingué appartenant au parti libéral, presque au parti socialiste, se garda bien de se rallier à sa proposition et d'exprimer une aussi vive sympathie pour la malheureuse Allemagne. Il mit en garde ses collègues contre l'*internationale sentimentaliteit* du moment. Je ne crois pas devoir traduire ces mots hollandais. D'où provient cette sentimentalité? L'orateur se le demande et ne résout pas la question. On oublie, dit-il, que si l'Allemagne souffre un dommage économique, elle a dévasté complètement le Nord de la France. Il aurait pu ajouter : *et la Belgique*, qui tout entière a été occupée et exploitée, ravagée. « Ces neutres », dit M. Treub, « n'ont nullement à se plaindre de l'attitude des vainqueurs vis-à-vis d'eux pendant la guerre. Mais que serait-il arrivé vraisemblablement si l'Allemagne avait triomphé?... » Toute la presse allemande avait suffisamment fait pressentir quel eût été

le sort non seulement de la malheureuse Belgique, mais d'une grande partie de la Hollande. Il était bon que ces choses fussent dites dans ce pays qui devait se sentir toujours menacé par un voisin ambitieux et dénué de scrupule. Aussi l'adhésion de la Hollande à la Société des Nations, véritable société d'assurance mutuelle ou de défense mutuelle contre toute injuste agression, ne pouvait-elle être douteuse. Elle fut prompte et sans réserve.

Que ne pouvons-nous en dire autant de la Suisse?

La Suisse, siège de la Société des Nations, est le seul État qui n'y soit entré que sous des réserves qu'elle a eu beaucoup de peine à faire admettre. L'article premier du pacte stipule, en effet, que « seuls les États qui auront accédé au présent pacte *sans aucune réserve* feront partie de la Société des Nations ». Sur quoi s'est-elle fondée pour réclamer une situation privilégiée? Elle a fait valoir des arguments divers, et tout d'abord un argument d'ordre plutôt sentimental qui a paru faire assez d'impression sur le Conseil de la Société des Nations, notamment sa neutralité quatre fois séculaire. Il est assez intéressant d'examiner par quoi cette neutralité s'est caractérisée. Le traité de 1516, qui la stipule pour la première fois, ne le fait qu'en faveur de la France. En 1521, il est convenu, en outre, que le roi de France pourra, avec le consentement de la Confédération, lever, dans les cantons, de 6,000 à 15,000 hommes, en leur payant une somme convenable et, en outre, 3,000 francs annuellement à chaque membre de la Confédération. Quel singulier marché! Zurich seul n'accède pas à cette convention, grâce, paraît-il, à l'influence de Zwingli. Il est vrai que, moyennant ce, la France s'engageait à détourner les hostilités de son territoire et à respecter sa neutralité. « Une transgression continue du devoir de neutralité », dit à ce propos Kleen ⁽¹⁾, « était donc le prix de cette prétendue neutralité. » Et il n'hésite pas à

(1) *De la Neutralité*, t. I, p. 90.

qualifier de *pacta turpia* de pareilles conventions. En 1529, la Suisse contracte une alliance offensive avec le roi de Hongrie, qui fut rompue, il est vrai, la même année. Pendant la guerre de Trente ans, elle resta neutre, parce qu'elle était liée à la fois avec la France par le traité de 1516 et avec l'Autriche par le traité de 1474. Mais elle contracta avec la France, en 1777, une alliance défensive, en 1798 une alliance offensive et défensive. L'acte de médiation de 1803, qui lui est imposé par Napoléon, lui garantit sa neutralité, mais en faveur de la France; ce qui n'empêche pas que, lorsqu'en 1813 les Autrichiens et les Russes pénétrèrent en Suisse pour envahir la France, ils ne rencontrèrent pas l'ombre d'une résistance ⁽¹⁾. Le 20 mai 1815, une convention fut conclue à Zurich pour régler l'union de la Suisse à la *grande alliance*, et il fut stipulé qu'en cas de besoin, et si l'intérêt commun rendait nécessaire un passage temporaire à travers une partie quelconque du territoire suisse, il pourrait être concédé. C'est ainsi que l'aile gauche de l'armée des Alliés passa le Rhin entre Bâle et Rheinfelden et arriva en France après avoir traversé la Suisse. Ce n'est en réalité que par le traité de Vienne que la neutralité de la Suisse a été solidement établie. Ce n'était jusque-là qu'une neutralité imparfaite et, si je puis dire, frelatée. On a exagéré, semble-t-il, en parlant de neutralité quatre fois séculaire.

La neutralité de la Belgique est de date plus récente. Mais elle a reçu le baptême du sang, et la Belgique n'a pas hésité cependant à entrer, sans réserve, dans cette Société des Nations qui a donné corps et vie au plus beau rêve des plus illustres penseurs.

La Suisse a, il est vrai, invoqué d'autres raisons encore pour justifier ses réserves. Elle a soutenu que la suppression de sa neutralité lui ferait courir des risques exceptionnels en raison de la valeur stratégique de son territoire, qu'elle lui demande-

(1) WHEATON, t. II, p. 77.

rait des sacrifices hors de proportion avec les obligations qu'assumeraient les grandes Puissances ou d'autres États moins exposés. Mais comme l'a fait très justement remarquer l'auteur d'un article publié dans la revue *La Paix des Peuples en 1919*, « toute la question est de savoir si le territoire suisse est moins menacé d'agression s'il est neutre que s'il se trouve dans le droit commun de la Société des Nations », et il ajoute qu'à ce sujet l'aventure dramatique de la Belgique est pleine d'enseignements, « que ce n'est point un traité qui arrête un agresseur de mauvaise foi ». L'importance stratégique de la Belgique, toute son histoire en est la preuve, est d'ailleurs tout aussi grande que celle de la Suisse. Elle n'en est pas moins entrée résolument dans la Société des Nations. La Suisse n'en a pas moins obtenu l'acceptation de ses réserves. Nous ferons seulement remarquer qu'elle a cependant sacrifié quelque chose de sa neutralité.

Elle ne participera à aucune mesure militaire que la Société des Nations jugerait utile; elle ne consentira pas à livrer passage sur son territoire aux forces militaires de tout membre de la Société des Nations qui participerait à une action commune pour faire respecter les engagements de cette dernière. Mais elle a reconnu et proclamé, comme le Conseil en a pris acte par l'organe de son président M. Balfour, les devoirs de solidarité qui résultent pour elle du fait qu'elle sera membre de la Société des Nations, « y compris le devoir de participer aux mesures commerciales et financières prises par la Société contre l'État en rupture de pacte ». C'est la guerre économique.

Ouverte dès 1914, la crise de la neutralité n'a fait que s'aggraver depuis. Le pacte de la Société des Nations a porté à cette vieille et peu respectable institution un coup de mort, surtout depuis que l'on a créé la Cour permanente de Justice internationale. Elle n'est pas morte encore, il est vrai, elle n'est qu'agonisante. Mais, lorsque l'abominable décomposition sociale dont souffre la Russie aura fait place à un régime de paix et de justice, lorsque l'Allemagne aura, dans la mesure du possible,

réparé l'irréparable dommage qu'elle a causé, lorsque la République des États-Unis aura compris davantage, comme elle l'avait si bien compris pendant la guerre, qu'en dépit de la doctrine si mal comprise de *Monroë*, rien d'humain ne peut lui être étranger, il est à espérer que ces grands États entreront aussi dans la Société des Nations. Alors sonnera définitivement le glas de la neutralité, de cette institution qui, poussée à l'extrême, n'est, au fond, pour me servir des expressions du génial *Lorimer*, que la consécration de l'égoïsme et de la lâcheté.

Assemblée générale du mardi 6 mai 1924, à 2 heures.

Prennent place au Bureau :

M. M. LOHEST, *président de l'Académie, directeur de la Classe des Sciences*; **M. Maurice DE WULF**, *directeur de la Classe des Lettres*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Sont présents :

CLASSE DES SCIENCES : **MM. A. Gilkinet**, **Ch. Lagrange**, **J. Deruyts**, **Léon Fredericq**, **A. Gravis**, **A. Lameere**, **Ch.-J. de la Vallée Poussin**, **F. Swarts**, **A. Demoulin**, **A. Rutot**, **Victor Willem**, **P. Stroobant**, **Ch. Julin**, **E. Marchal**, **J. Bordet**, *membres*; **G.-A. Boulenger**, *associé*.

CLASSE DES LETTRES ET DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES : **MM. le comte Goblet d'Alviella**, **P. Thomas**, **Jules Leclercq**, **M. Wilmotte**, **H. Pirenne**, le **baron A. Rolin**, **J. Vercoullie**, **J. Waltzing**, **Eug. Hubert**, **L. de la Vallée Poussin**, **L. Parmentier**, **H. Delehay**, **dom Ursmer Berlière**, **G. Cornil**, **L. Dupriez**, **G. Des Marez**, **L. Leclère**, *membres*.

CLASSE DES BEAUX-ARTS : **MM. E. Mathieu**, **L. Le Nain**, **L. Frédéric**, **L. Solvay**, **J. Brunfaut**, **Sylvain Dupuis**, **Paul Bergmans**, *membres*; **G. Van Zype**, **R. Van Bastelaer**, *correspondants*.

Absences motivées :

CLASSE DES SCIENCES : **MM. Massart**, **Lecointe**, **Nolf**, *membres*; **Fourmarier**, *correspondant*.

CLASSE DES LETTRES : MM. De Greef, Vauthier, Mahaim, Bidez, *membres*; Capart et H. Rolin, *correspondants*.

CLASSE DES BEAUX-ARTS : M. L. Du Bois, *directeur*; J. Winders, *membre*.

Le procès-verbal de l'Assemblée du 8 mai 1923 est lu et approuvé.

PERSONNIFICATION CIVILE DE L'ACADÉMIE.

Il est annoncé à l'Assemblée que le projet de loi relatif à la personnification civile de l'Académie a été adopté par le Sénat et sera prochainement discuté par la Chambre des Représentants et que la Commission administrative a pris dès maintenant les mesures nécessaires pour l'application de la loi aussitôt qu'elle sera promulguée.

COMMISSION DE LA BIOGRAPHIE NATIONALE.

M. Paul Bergmans donne lecture du rapport sur les travaux de la Commission pendant l'exercice 1922-1923. Des remerciements lui sont adressés.

Rapport sur les travaux de la Commission de la « Biographie nationale » pendant l'année 1923-1924.

par PAUL BERGMANS, secrétaire de la Commission
et membre de la Classe des Beaux-Arts.

MESSIEURS,

C'est par un douloureux hommage funèbre que je dois commencer ce rapport. Notre Commission a été vivement éprouvée, en effet, par le décès inopiné de notre éminent confrère M. Ernest Verlant, le 20 février dernier. Délégué par la Classe des Beaux-Arts le 12 janvier 1922, il avait succédé à M. Louis Le Nain, et nous étions heureux de pouvoir compter sur ses avis et ses conseils dans le domaine de l'histoire de

l'art, où il possédait une compétence si avertie. Pour le remplacer, la Classe des Beaux-Arts a fait choix, le 3 avril, de M. Jules Brunfaut.

Aucun autre changement n'a été opéré dans la composition de la Commission que vous avez élue en janvier 1920 pour une période de six ans et où MM. Henri Pirenne, Léon Fredericq et Georges Hulin de Loo veulent bien continuer à assumer les fonctions de membres du Comité de revision. Ce Comité, vous le savez, est chargé d'examiner toutes les notices destinées à la *Biographie nationale*, d'abord en manuscrit, puis en épreuves. C'est une mission ingrate autant que lourde, et je tiens à rendre un hommage particulier au dévouement inlassable de nos confrères, ainsi qu'à la consciencieuse attention avec laquelle ils s'acquittent de leur tâche.

Je dois signaler aussi que nos collaborateurs se soumettent de bonne grâce aux remaniements que doivent éventuellement subir leurs articles, même lorsque ceux-ci sont déjà composés. Il en résulte parfois certains retards dans la marche de l'impression, mais l'intérêt de notre recueil commande qu'on lui conserve une unité générale et aussi que les auteurs s'abstiennent, en exposant les faits, d'entrer dans des controverses irritantes, qu'il s'agisse du domaine philosophique, politique ou scientifique.

C'est un point spécialement prévu dans les *Instructions générales* arrêtées en 1891 et revues en 1912. Vous estimerez, sans doute, que le Comité fait bien de veiller à l'observation de cette sage prescription.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler, conformément aux mêmes *Instructions*, combien il importe que, tout en ne négligeant aucun renseignement biographique ou bibliographique important, nos collaborateurs s'attachent à rédiger leurs notices avec concision et simplicité et qu'ils tiennent compte de la valeur relative des personnages.

Comme le disent les *Instructions*, « l'écrivain qui a rassemblé

les matériaux de son travail tombe souvent, malgré lui, dans le défaut de la prolixité; parfois il s'exagère l'importance de l'individualité dont il retrace la carrière; parfois il ne peut se résoudre à élaguer des détails, plus ou moins oiseux, qui lui ont coûté de longues et patientes recherches. On évitera de céder à cette double tendance. Autre chose est une monographie, où l'auteur est libre de multiplier les particularités par lesquelles il croit devoir compléter la physionomie du personnage; autre chose une notice destinée à figurer dans un *dictionnaire biographique* ».

Au cours de l'année écoulée, nous avons commencé à imprimer le second fascicule du tome XXIII de la *Biographie nationale*, mais nous ne sommes pas parvenus à le terminer par suite de retard dans l'envoi de manuscrits, ainsi que de négociations au sujet de quelques remaniements. A l'heure actuelle, six feuilles de ce fascicule sont tirées (*Sporckman-Stas*); deux autres sont en épreuves en feuilles, deux autres en placards. Nous espérons que la livraison pourra être distribuée d'ici à six mois; elle s'étendra vraisemblablement jusqu'à la série **Sto**. La fin de la lettre **S** occupera une partie du tome XXIV, où commencera la lettre **T**, dont le manuscrit est loin d'être complet.

Malgré mes rappels réitérés, certains auteurs restent en défaut de livrer leurs articles dans les délais prescrits par la Commission. C'est ainsi que beaucoup de notices des lettres **T** et **U**, attribuées en 1914, nous manquent encore, alors qu'elles avaient été demandées pour l'année écoulée, à savoir : la série **Ta**, avant le 1^{er} janvier 1923; les séries **Té-Thi**, avant le 1^{er} mai; les séries **Tho-Ti**, avant le 1^{er} août; les séries **To-Tu**, avant le 1^{er} novembre 1923; les séries **Ty** et **U**, avant le 1^{er} mars 1924. Je ne puis qu'insister pour obtenir un peu plus d'empressement de la part de ceux de nos collaborateurs qui sont en retard.

Séance publique du mercredi 7 mai 1924.

Prennent place au bureau :

MM. MAURICE DE WULF, *directeur de la Classe*; P. Nolf, *Ministre des Sciences et des Arts, membre de la Classe des Sciences*; L. Du Bois, *directeur de la Classe des Beaux-Arts*; J.-P. Waltzing, *vice-directeur de la Classe*; J.-J. van Biervliet, *membre de la Classe*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Sont présents :

CLASSE DES LETTRES : MM. le comte Goblet d'Alviella, P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, le baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, Eug. Hubert, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delchaye, dom U. Berlière, J. Cornil, L. Dupriez, L. Leclère, *membres*; J. Cuvelier, H. Rolin, *correspondants*, et S.-E.-M. Adatci, *associé*.

CLASSE DES SCIENCES : MM. L. Fredericq, A. Gravis, A. Lameere, F. Swarts, A. Demoulin, V. Willem, P. Stroobant, E. Marchal, *membres*; G.-A. Boulenger, *associé*.

CLASSE DES BEAUX-ARTS : MM. J. Winders, Ém. Mathieu, L. Le Nain, Léon Frédéric, L. Solvay, Sylvain Dupuis, Paul Bergmans, *membres*; R. van Bastelaer, *correspondant*.

Absences motivées : MM. Mahaim, Bidez, *membres*; Ansiaux, *correspondant* de la Classe des Lettres.

Le programme de la solennité comporte un discours par M. MAURICE DE WULF sur *Les théories politiques du moyen âge*, et une lecture par M. J.-J. VAN BIERVLIET, *A propos des innombrables variétés d'imaginations*.

Ce discours et cette lecture sont publiés ci-après.

PROCLAMATION.

CONCOURS ANNUEL DE 1924.

I. — Section d'Histoire et des Lettres.

DEUXIÈME QUESTION.

On demande une étude sur les Ministeriales en Flandre et en Lotharingie.

Le prix de quinze cents francs est décerné à M. François-L. Ganshof, chargé de cours à l'Université de Gand, à Bruxelles.

TROISIÈME QUESTION.

On demande une étude sur la suppression de la Compagnie de Jésus dans les Pays-Bas autrichiens en 1773.

Le prix de quinze cents francs est décerné à M. Paul Bonenfant, archiviste des Hospices civils de Bruxelles.

II. — Section des Sciences morales et politiques.

TROISIÈME QUESTION.

Étudier les tendances de l'évolution du Marxisme depuis la mort de Marx.

Le prix de quinze cents francs est décerné à M. Arthur Wauters, à Bruxelles.

PRIX JOSEPH DE KEYN.

(XXII^e concours, 2^e période : 1922-1923.)

Un prix de mille francs est attribué à chacun des ouvrages suivants :

Éléments de Zoologie, par M. W. Conrad, professeur à l'Athénée de Saint-Gilles.

La Littérature flamande contemporaine, par André De Ridder, à Anvers.

Cours de Littérature française, par feu Charles Doutrepont, professeur à l'École des Cadets, à Namur.

PRIX ADELSON CASTIAU.

(3^e période : 1921-1923.)

Le prix de douze cents francs est décerné à M. A. Jauniaux, professeur à l'École ouvrière supérieure à Bruxelles, pour son ouvrage intitulé : *L'Évolution et les Conquêtes de la Mutualité*.

PRIX DU GOUVERNEMENT.

Prix quinquennal des Sciences sociales.

(VIII^e période : 1917-1921.)

Par arrêté royal du 31 juillet 1923, le prix de cinq mille francs est attribué à M. Georges Cornil, membre de l'Académie, pour son ouvrage intitulé *Traité de Droit romain*.

NÉCROLOGIE.

Depuis le 9 mai 1923, la Classe a eu le regret de perdre un associé, M. Ulysse Chevalier, décédé à Romans en novembre 1923.

ÉLECTION.

La Classe a élu, le 7 mai 1924 :

Associé : M. J. L. Heiberg, à Copenhague.

DISCOURS ET LECTURE.

Les théories politiques du moyen âge,

par MAURICE DE WULF, membre de l'Académie.

Vers le milieu du XIII^e siècle, les centres intellectuels de l'Occident voient surgir une floraison de traités politiques. Pour la première fois au moyen âge, on agite de façon systématique des questions qui intéressent la vie d'un État, telles que les prérogatives de la souveraineté populaire, l'origine et la nature de l'autorité, les droits et les devoirs des gouvernants et des gouvernés. L'initiateur est Thomas d'Aquin, qui, sur cette matière comme sur tant d'autres, appose l'empreinte de sa géniale personnalité. Ptolémée de Lucques parachève l'œuvre du maître; Gilles de Colonne ou de Rome développe ses enseignements; puis c'est Guibert de Tournai, le conseiller du roi de France et du comte de Flandre, qui compose à l'usage de Louis IX un traité sur l'éducation des princes et des rois. A l'aurore du XIV^e siècle, les traités politiques se multiplient avec Guillaume d'Occam, Jean de Jandun, Marsile de Padoue, les légistes de la cour de Philippe le Bel et d'ailleurs. La série ne subira plus d'interruption jusqu'à Grotius, Mélancton, Suarez, qui annoncent et font pressentir les synthèses modernes.

Non seulement la nouvelle philosophie politique du moyen âge offre au XIII^e siècle les attraits incomparables de la jeunesse et de la fraîcheur, mais c'est alors qu'elle atteint au plus haut degré de logique et d'originalité. Bien plus, les esprits turbulents du XIV^e siècle, à qui on attribue trop souvent le rôle de novateurs dans ce domaine, n'ont fait que reprendre les fortes doctrines constituées par la génération d'intellectuels qui les a immédiatement précédés, pour les exploiter au profit de nouvelles causes.

Je vais essayer de montrer brièvement en quoi consiste l'originalité du XIII^e siècle, et dans quelle mesure les mouvements issus du XIV^e siècle ont su accommoder des principes existants à des situations jusqu'alors inconnues.

I.

C'est aux environs des années 1250-1270 qu'il faut situer le moment décisif où se créent les doctrines qu'on peut regarder comme le produit caractéristique de la mentalité médiévale.

De nombreuses circonstances favorables concourent à faciliter cette éclosion doctrinale. Alors se forge l'armature des grands États européens, qui tentent de se donner, chacun par ses propres forces, une organisation intérieure et indépendante. Un savant équilibre s'introduit dans les rapports entre souverains et sujets : les peuples tendent progressivement à devenir des nations. Il était impossible que des intellectuels de marque, un Thomas d'Aquin, par exemple, assistassent à ce travail de formation politique sans réfléchir sur les principes philosophiques qui président à la vie de groupe. En dépit de son caractère de généralité, on est frappé de voir que la doctrine thomiste de l'État s'applique excellemment aux collectivités qui s'organisaient alors — à des domaines féodaux tels que le duché de Normandie, aux républiques municipales du Nord de l'Italie, ou encore à ce royaume de Naples-Sicile qui se modelait sur la féodalité française.

D'autre part, un fait capital dans l'histoire littéraire vient attirer l'attention commune sur la philosophie de l'État : pour la première fois, vers 1260, l'Occident prend contact avec la *Politique* d'Aristote, qu'un dominicain flamand de haute valeur, Guillaume de Moerbeke, traduit du grec en latin — à l'invitation, ce semble, de Thomas d'Aquin, dont il fut l'ami et le collaborateur. Ceci aide à expliquer pourquoi l'étude des sociétés s'est portée de préférence sur le groupe politique parfait et pour-

quoi on a laissé dans l'ombre, sans toutefois les ignorer, les associations rudimentaires et primitives.

Ajoutez que le XIII^e siècle est l'âge des synthèses, qu'il poursuit passionnément l'unité dans toutes les sphères de la pensée, et vous comprendrez que non seulement la philosophie de ce temps n'a pu consentir à laisser hors de ses prises un département considérable de la vie humaine, mais qu'elle a voulu rattacher la science de l'État aux mêmes principes qui commandaient sa métaphysique, sa psychologie et sa morale.

On n'a pas suffisamment remarqué cette solidarité doctrinale. Sans elle cependant il n'est pas de philosophie puissante; c'est par elle que la vie circule abondamment à travers la doctrine politique du moyen âge. Isolée de la métaphysique, celle-ci demeure incompréhensible. L'inspiration démocratique qui la traverse tout entière, la préoccupation qui s'y manifeste constamment de donner à la vie de la collectivité la même valeur morale qu'à la vie de l'individu ne se comprennent qu'à la lumière de quelques idées maitresses, sortes de foyers supérieurs au rayonnement intense et multiple.

Il suffira, pour s'en convaincre, d'examiner deux théories capitales qui sont comme la clef de voûte des spéculations politiques du XIII^e siècle : la théorie de la souveraineté populaire et la théorie du rôle du Gouvernement.

Comment le XIII^e siècle fut-il amené à faire de la souveraineté populaire, qu'on représente souvent comme une conquête moderne, l'une des pièces maitresses de la doctrine politique? Parce que cette conception jaillit, sous l'empire d'une force logique immanente, de la mise en valeur de la personnalité humaine : *le respect de l'individualité est un pur produit de l'esprit médiéval.*

Le principe fondamental qui soutient toute l'armature de la philosophie politique du XIII^e siècle est en effet l'affirmation que seul l'individu humain — la personne humaine — est et peut

être doué d'existence. C'est bien là une des thèses que Pierre Abélard a définitivement accréditées dans les milieux intellectuels du XII^e siècle et qui, au XIII^e siècle, planent au-dessus de toute contestation. *Nihil est practer individuum* ⁽¹⁾.

Toute compénétration de notre personnalité avec une autre répugne à la conscience. Dès lors parler de *personne collective* serait tisser un concept au moyen de notions contradictoires et violer la loi d'universelle intelligibilité. Dès lors la personne humaine est la vraie réalité sociale : le groupe, quel qu'il soit, n'est pas une entité nouvelle, une sorte de supra-organisme, mais une réunion de personnes, dont chacune demeure inviolable en son for intérieur, et qui font un apport en commun de leurs activités.

S'il en est ainsi, toute individualité humaine est sacrée; chaque homme est appelé à réaliser son bonheur; il a le droit de faire servir ses énergies et ses activités à la conquête d'une destinée qui est sienne. Développer son moi, réaliser librement l'harmonieux équilibre de ses facultés, se guider suivant sa raison et soumettre à cette raison les appétits inférieurs de sa nature, en dernière analyse orienter sa vie entière vers Dieu par la connaissance et l'amour : tel est le programme de félicité naturelle que traçait la philosophie et que le christianisme complétait en donnant à la vie une valeur surnaturelle.

Or, abandonné à lui-même, isolé, l'individu aurait peine à se développer et à conquérir son bien. Il serait dépourvu de moyens matériels, de directions intellectuelles, de réconfort moral. Un solitaire, écrit Thomas d'Aquin, est ou bien un dépravé, ou bien un surhomme, c'est-à-dire un être d'exception ⁽²⁾. La nature nous appelle à la vie de société.

⁽¹⁾ Voir notre étude : *L'Individu et le Groupe dans la Scolastique du XIII^e siècle* (REVUE NÉO-SCOLASTIQUE DE PHILOSOPHIE, 1920, pp. 341-358) et notre ouvrage : *Civilization and Philosophy in the Middle Ages*. (PRINCETON UNIVERSITY PRESS, 1922, chap. III, X, XI)

⁽²⁾ *Commentaire sur la Politique d'Aristote*, lib. I, l. 1.

Sans rien abandonner des droits imprescriptibles qui dérivent de sa personnalité, — ces droits de l'homme dont le XIII^e siècle a dressé une liste exemplative ⁽¹⁾, — l'individu qui fait partie du groupe politique met au service de la communauté tout ou partie du travail dont il est capable. Il se soumet aux lois de l'entraide. Mais comme cette communauté, bourg ou ville, province ou État, paroisse ou évêché, n'est pas une entité distincte des membres qui la composent, avec un corps, une âme, une intelligence, une volonté supérieure; comme elle n'est qu'une multitude organisée d'individus, c'est forcément cette multitude organisée qui devient le sujet de toutes les prérogatives et de toutes les fonctions indispensables à l'existence même du groupe.

Ces prérogatives et ces fonctions représentent toutes quelque aspect de la *souveraineté* ou du *pouvoir*. Pas de vie sociale possible si quelque part ne réside une autorité parlant au nom du groupe et à laquelle l'individu doit se soumettre.

Mais alors, direz-vous, la souveraineté appartient au peuple ou à la masse des individus. Parfaitement, puisque c'est le peuple qui est la société politique. Par un anneau infrangible, le principe de la souveraineté populaire est soudé à celui de la personnalité humaine; ce dernier, à son tour, suspendu à cet axiome métaphysique que toute existence réelle — quelle qu'elle soit — est affectée d'individualité.

Les théoriciens du XIII^e siècle n'ont pas étudié le processus concret de l'attribution de l'autorité à tel homme ou à telle élite; ils n'ont pas abordé à la manière des modernes le problème de l'apparition du commandement dans les divers groupes sociaux. Mais ils ont traité la question dans ses fondements synthétiques et rattaché l'autorité — donc aussi la souveraineté politique — aux concepts de la finalité et de Dieu. Toute souveraineté est divine dans son essence. En effet, l'unique

(1) THOMAS D'AQUIN, *Summa theologiae*, 1^a, 2^{ae}, q. 94, art. 2.

façon pour l'homme de coopérer à la finalité cosmique universelle est d'accomplir la loi morale. En obéissant à la loi morale, il se conforme à la loi éternelle; et comme la vie de groupe est instituée pour faciliter à chacun la réalisation de sa tâche, elle devient à son tour un état de choses voulu par l'auteur de la nature. Dès lors, l'autorité, — la *ratio gubernationis*, — ou le prestige mystérieux d'un homme qui donne des ordres à un autre et qui prétend à en être obéi, ne peut être, en dernière analyse, qu'une délégation divine.

La théorie est générale et s'applique à toute détention de pouvoir. Elle régit la nature de la souveraineté populaire. Elle est indépendante du point de savoir sur quelles têtes et par quelles voies le pouvoir, divin dans son essence, viendra finalement se reposer.

Ceci nous mène à une série de précisions qui donnent de la consistance à la théorie de la souveraineté populaire et qui sont relatives à son application.

Autre chose est le droit du peuple à participer au gouvernement, autre chose l'exercice du droit. Le titre est indestructible et immuable; son usage doit être déterminé suivant des conditions de fait. Les théories de la délégation, du régime électif, de l'éducation civique, de la suspension des droits populaires sont autant de mises au point de l'exercice des droits souverains.

Trop nombreuse, trop inexpérimentée, trop flottante pour exercer elle-même le pouvoir, la collectivité le délègue à un ou à des mandataires. Le ou les délégués populaires sont les gérants de la chose publique : *ordinare autem aliquid in bonum commune est vel totius multitudinis vel alicujus gerentis vicem totius multitudinis* ⁽¹⁾. Le pouvoir vient de Dieu, mais appartient au peuple, qui le transmet à des hommes de son choix. A l'origine de la transmission se trouve une volonté populaire

(1) THOMAS D'AQUIN, *Summa theol.*, 1^a, 2^{ae}, q. 90, art. 3.

qui est rudimentaire ou implicite dans les sociétés primitives, explicite dans les États mieux organisés, et qui peut se traduire sous mille formes.

La forme parfaite de la délégation est le système électif. Il importe, en effet, que le délégué populaire commis au bien de tous ait l'intelligence voulue pour le discerner et l'intégrité morale requise pour le servir. Le Gouvernement doit être un Gouvernement de Lumières. La raison, si haut placée dans l'économie de la vie individuelle, doit être aussi le phare de la vie sociale. Or, le meilleur moyen d'assurer l'arrivée au pouvoir du plus sage et du plus méritant, — ou, pour reprendre la terminologie médiévale, — du plus vertueux, n'est-ce pas l'élection, qui permet le choix rationnel ⁽¹⁾ ?

Mais encore faut-il que les citoyens soient en mesure de faire un choix judicieux, et à cet effet, l'éducation politique du peuple est la condition *sine qua non* des formidables prérogatives dont il est investi. Que s'il était au-dessous de sa tâche, s'il se révélait incapable de confier à de bonnes mains le gouvernement de la chose publique, il se condamnerait lui-même, non pas à la déchéance, mais à la suspension de ses droits souverains ⁽²⁾.

La raison profonde de ces restrictions à l'exercice de la souveraineté populaire se trouve dans une deuxième doctrine politique, régulatrice de la première, et comme celle-ci étroitement solidaire de ce respect de l'individualité d'où nous sommes partis : la souveraineté et le gouvernement de ceux à qui le groupe a donné mandat de l'exercer en son lieu et place est par essence une *fonction*, un *officium*, dont la fin est l'utilité

⁽¹⁾ THOMAS D'AQUIN, *Contra Gentiles*, lib. III, cap. 78. « Illi qui intellectu præ eminent naturaliter dominantur. » *Commentaire sur la Politique d'Aristote*, lib. III, l. 14 : « Electio est per se appetitus ratione determinatus. »

⁽²⁾ *Summa theol.*, 1^a, 2^{ae}, q. 97, art. 1.

de tous. Le jeu logique des principes fondamentaux est facile à saisir. Puisque la vie sociale n'a d'autre raison d'être que l'épanouissement des personnalités et le bien de chacun, ce n'est pas l'individu qui est au service du gouvernement, mais le gouvernement qui est au service des individus. La souveraineté dans l'État n'est pas une fin en soi, mais un moyen. Les princes de la terre, dit Thomas d'Aquin, sont institués par Dieu, non pas pour qu'ils recherchent leur propre lucre, mais pour qu'ils assurent l'utilité commune. « Car le royaume, ajoute Ptolémée de Lucques, n'est pas fait pour le roi, mais le roi pour le royaume », *regnum non est propter regem sed rex propter regnum* ⁽¹⁾. Même sous le régime de la théocratie papale, l'idée d'*officium* demeure toujours mêlée à celle de la puissance, et le pape est le *servus servorum Dei*.

Non seulement le corps, mais l'âme de l'homme a besoin de la société. La vie sociale — pour reprendre un mot de Dante — aide les hommes « à sortir de l'état de misère et les achemine vers l'éternelle félicité » ⁽²⁾. Dès lors, le rôle de l'État est tout tracé. Il a charge de promouvoir le bien-être matériel et économique, de veiller à la sage répartition des richesses, de contrôler le judicieux emploi des activités. Mais il doit aussi encourager les aspirations morales, faciliter la pratique du devoir, développer le sentiment de l'honnêteté, instaurer la justice sociale, rendre un culte public à Dieu, sans lequel devoir, honnêteté, justice, vertu sont des leurres. Jamais la mission morale de l'État n'a été plus solidement établie que dans ce grand système de philosophie scolastique, où la théorie de l'État repose sur la morale, la morale sur la psychologie, l'une et l'autre sur la métaphysique. Que s'il forfait à cette mission, le prince devient un usurpateur, un tyran. Le XIII^e siècle a, jusqu'à

⁽¹⁾ *De Regimine principum*, lib. III, cap. 11.

⁽²⁾ Epistola, X. *Opere latine di Dante*, éd. G. Giuliani, Firenze, 1882, vol. II, p. 46.

la hantise, la peur de la tyrannie. Dans son *Enfer*, Dante réserve une place spéciale aux tyrans, à côté des brigands et des assassins. Tous les traités, écrits à l'usage des rois et des futurs rois, répudient l'exercice arbitraire du pouvoir, et ils établissent des garanties destinées à préserver l'État d'un régime si opposé à sa nature. Thomas d'Aquin condamne le tyrannicide; il veut qu'on pousse aussi loin que possible la patience vis-à-vis du maître indigne. Toutefois, si le régime devient insupportable, il entend que le droit de déposition soit le corollaire du droit de désignation ⁽¹⁾.

II.

Si des déclarations de cette nature frappent par la noblesse de l'idéal qu'elles expriment, elles suggèrent aussitôt les grosses difficultés que soulève leur mise en vigueur. Qui jugera en cas de conflit entre le peuple et ses mandataires? Comment les citoyens pourront-ils se protéger contre les sévices d'un tyran? N'y a-t-il pas, dans les oppressions dont la pratique gouvernementale du XIII^e siècle offre maint exemple, une ironie à l'endroit de ces belles doctrines?

On ne s'est pas fait faute de qualifier de chimère le tableau des institutions politiques dressé par les penseurs du moyen âge. D'aucuns sont allés répétant que les principes de la souveraineté populaire sur lesquels ils fondent l'État sont des thèmes académiques développés à la manière des anciens; on leur a fait grief de n'avoir pas suivi les principes jusque dans leurs applications; on a dit notamment que la souveraineté du peuple était un leurre dans un État social fondé sur la féodalité.

Il y a du vrai dans chacune de ces assertions. Toute théorie dépasse la réalité vécue; tout idéal de vie humaine est supérieur à sa réalisation. D'autre part, les philosophes du XIII^e siècle ne

(1) *De Regimine principum*, lib. I, cap. 6.

se trouvaient pas en face de sociétés politiques offrant la complexité administrative des États modernes. Les royaumes européens étaient en travail d'une organisation autonome, mais aux environs de 1260 cette organisation était loin d'être accomplie. La conscience populaire n'avait pas encore affirmé ses droits, comme elle le fera un peu plus tard sous la poussée démocratique qui secoue le XIV^e siècle. Rien dans la situation ambiante n'invitait les théoriciens du XIII^e siècle à poursuivre l'adaptation de leur formule.

Leur mérite incomparable n'est pas d'avoir prévu, dans leur jeu détaillé, les rouages d'un système politique, mais d'avoir énoncé des directives, susceptibles de s'approprier à des circonstances très diverses, et de les avoir incorporées à une vaste conception philosophique. Nourri de cette forte substance doctrinale, le XIV^e siècle a commencé le travail de mise en œuvre. Son apport à l'histoire des idées politiques se résume tout entier dans ces essais de réalisation, et contrairement à une opinion assez répandue, nous croyons qu'en ce qui concerne notre sujet, son originalité ne réside pas ailleurs. C'est la deuxième thèse que je m'efforcerai d'établir.

Parce que le XIV^e siècle est une époque d'agitation doctrinale et politique; qu'il vit s'effondrer l'idéal de monarchie universelle rêvé par Dante, tandis que s'éveillaient les nationalités et que se desserraient les liens unissant jusque-là les peuples entre eux; qu'il fut témoin de l'insurrection des empereurs et des rois contre la papauté; qu'il entendit les premiers grondements de la Réforme et vit les ébranlements produits par le grand schisme, on est tenté de croire que les idées politiques du XIII^e siècle étaient répudiées; on voudrait voir dans les discussions ardentes que suscitent ces graves événements l'annonce d'une nouvelle période doctrinale. Il n'en est rien.

Ni Guillaume d'Occam, ni Jean de Jandun, ni Marsile de Padoue — apologistes officiels de Louis de Bavière — n'ont trouvé de principes philosophiques inédits; ils ont exploité au

profit des événements et en vue de peser sur eux les principes thomistes de la philosophie de l'État. La même chose est vraie des légistes de Philippe le Bel, de Pierre Du Bois, de Jean de Paris, de l'auteur anonyme de *utraque potestate*; et l'on peut en dire autant, mais avec des réserves, de Jean Gerson, de Pierre d'Ailly, de Nicolas de Cuse et d'autres théoriciens engagés dans le mouvement dit conciliaire.

Montrons cela rapidement, en fixant notre attention sur quelques problèmes nouveaux qui passionnent le XIV^e siècle et qui intéressent à la fois l'histoire des idées et celle des événements : l'organisation intérieure des royaumes nationaux; la notion de souveraineté dans l'Église catholique ⁽¹⁾.

L'organisation spontanée de royaumes distincts et indépendants ayant à leur tête un Gouvernement national, au sein desquels le peuple puisse constituer progressivement un patrimoine religieux, moral, artistique, une façon propre de comprendre la vie, en un mot nourrir et enrichir son patriotisme, constituer et fortifier sa nationalité : tel est le leitmotiv qui inspire l'œuvre de presque tous les théoriciens du XIV^e siècle. Pierre Du Bois veut un roi français, maître chez lui; et de même Marsile de Padoue accentue la souveraineté du peuple dans chaque État particulier.

De tous ces mécontents et ces novateurs, le plus significatif au point de vue qui nous occupe est ce maître italien qui, après avoir enseigné à Paris, se rendit en 1324 à Nuremberg, où Louis de Bavière lui réservait un accueil enthousiaste. Dans son *Defensor pacis*, Marsile de Padoue chante l'hymne de la souveraineté du peuple. Il confie à la *valentior pars*, à l'élite des citoyens, la mission de faire les lois ⁽²⁾ : s'ils en compren-

⁽¹⁾ Il est une troisième question qui remplit les controverses du XIV^e siècle et ne se rapporte pas à notre sujet : l'intervention de la Papauté dans la politique internationale.

⁽²⁾ Le pouvoir législatif est réservé à la « *civium universalitatem aut ejus valentioram partem per suam electionem seu voluntatem in generali civium congregatione per sermonem expressam...* » *Defensor pacis*, I, 42, éd. Goldast, *Monarchia*, II, p. 169.

nent la portée, et s'ils les approuvent, — *intellectu et affectu*, — comment se refuseraient-ils de se conformer à des mesures qu'ils se sont imposées? Au nom du même principe, tout citoyen (*cui civium*) est invité à signaler les améliorations dont une loi est susceptible. Bien plus, et pour obvier aux difficultés que devait soulever la pratique de pareil système, Marsile distingue deux moments dans l'œuvre législative du peuple : la préparation des lois et leur approbation. La première exige des connaissances techniques qui n'appartiennent qu'à une élite; elle est confiée non à la masse, mais à un groupe de *sapientes*. La seconde est de la compétence de tous, car dans des conditions normales la majorité des citoyens possède un sens politique suffisant pour apprécier l'opportunité de mesures qu'elle eût été incapable d'élaborer. Ne voyons-nous pas la même chose, observe-t-il avec finesse, quand il s'agit de production et de critique artistiques? Bien peu possèdent le pouvoir créateur auquel nous devons les chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture, mais il suffit d'être homme de goût pour apprécier une beauté qu'on ne saurait produire. Enfin, Marsile complète son ébauche de la souveraineté populaire en esquisant une théorie de la séparation des pouvoirs. Au peuple est réservé la confection et l'approbation des lois, au prince leur exécution.

Ces vues ont quelque chose de prophétique, et les historiens de la science politique ont salué les innovations préconisées par Marsile de Padoue comme des progrès remarquables. Mais si on les étudie au point de vue philosophique, on cherche vainement dans toutes ces revendications des doctrines qui auraient été ignorées du XIII^e siècle. La thèse de la monarchie nationale n'est que le développement de la théorie de l'État, type du XIII^e siècle; la notion de la *valentior pars* est une interprétation de l'éducation civique où Thomas d'Aquin voit une condition essentielle de l'exercice de la souveraineté populaire; le pouvoir législatif attribué aux délégués du peuple est une mise au point d'une conception universellement répandue, que l'autorité a

pour mission d'enjoindre ou de légiférer. Marsile de Padoue ne fait que donner des interprétations plus larges de principes empruntés à ses prédécesseurs. Ni lui, ni aucun de ces soi-disant novateurs n'ont fondé l'État sur des bases nouvelles. Ni lui, ni aucun autre écrivain politique du XIV^e siècle ne songent à contester le caractère moral de la souveraineté, ou à mettre en doute le devoir qui incombe aux gouvernants de se préoccuper du bonheur spirituel des citoyens autant que de leur bien-être matériel. Aucun de ces farouches avocats de Philippe le Bel ou de Louis de Bavière ne recourt à la fiction d'un *droit divin immédiat* et irrévocable, qui serait octroyé par Dieu aux princes de la terre, sans l'intervention du peuple ou contre son gré. Bien au contraire. Tout le système d'idées qui pivote autour de la théorie du peuple souverain est renforcé et rendu cohérent, mais au profit d'une souveraineté nationale, soucieuse en premier lieu de s'affranchir de n'importe quelle ingérence étrangère.

En effet, les théoriciens du XIV^e siècle sont plus ardents à briser ce qu'ils considèrent comme des obstacles à l'autonomie nationale, qu'ils ne sont passionnés pour l'établissement d'institutions nouvelles. Leur œuvre négative tient plus de place que leur œuvre positive. Et le point de mire de leurs attaques c'est, sans nul doute, l'ingérence de la Papauté dans les affaires intérieures des divers royaumes européens.

Les publicistes du XIV^e siècle professent sur cette matière des idées diamétralement opposées à celles de leurs prédécesseurs ; mais, si je ne m'abuse, les uns et les autres ne font qu'appliquer les mêmes principes de philosophie politique à des situations de faits différentes.

Ceux du XIII^e siècle raisonnent comme suit : « le peuple souverain est en droit d'exiger des garanties de ses gouvernants. Si l'autorité d'un prince se mue en tyrannie, la résistance organisée n'a rien que de légitime ». Mais l'exercice de pareil droit était hérissé de difficultés d'application dont les théoriciens

prenaient une conscience de plus en plus nette. Qui jugerait du caractère tyrannique du pouvoir ? Qui déciderait du moment où la révolte serait non pas séditeuse, mais légitime ? Et surtout comment le peuple parviendrait-il à se dresser contre son souverain ? En pratique n'était-il pas à sa merci ? C'est, ce me semble, à ce point précis dans la chaîne de leur déductions logiques que les docteurs du XIII^e siècle introduisent la théorie de la tutelle papale. Au XIII^e siècle, le peuple est dans la situation d'un mineur qui possède des droits, mais n'est pas capable de les faire valoir ; au Pape, il appartient de le protéger contre les usurpateurs et, en son nom, de déposer les indignes. N'est-ce pas le sens de ces déclarations qu'on relève chez Henri de Gand : « Le Pape doit examiner à qui il appartient de gouverner les royaumes ; il a pour mission d'honorer les bons souverains et de déposer les mauvais ⁽¹⁾ ? »

C'est contre cette ingérence papale dans les affaires intérieures du royaume que se soulèvent les intellectuels du XIV^e siècle, et leur raisonnement revient à peu près à ceci : « la situation politique se modifie ; le peuple prend conscience de sa force, de sa nationalité. Il peut se passer de la tutelle papale. Nous voici devenus assez grands pour faire nos affaires nous-mêmes ». Pareille attitude, qui est commune à un Pierre Du Bois et à un Marsile de Padoue, est inspirée par une politique nationaliste.

La deuxième question doctrinale, qui préoccupe les théoriciens et remplit les controverses de la fin du XIV^e siècle, est relative au Concile général. L'idée flotte dans l'atmosphère. Elle est portée sur l'aile des événements. Elle semble la seule solution possible du grand schisme qui a créé et qui entretient la division dans la chrétienté, et au cœur même de celle-ci, dans la Papauté.

(1) « Sacerdos Apostolicus debet considerare qui et quales regna et principatus regere debeant, et bonos honorare, malos autem deponere et alios loco illorum substituere. » HENRI DE GAND, *Quodlibet*, VI, q. 23.

Que désormais une assemblée de chrétiens choisis dans toutes les communautés et provinces du monde (*universitates*) ait qualité pour discuter et décider des matières relatives à la loi divine, au rite, au culte, à la répression des hérésies — écrit Marsile de Padoue. Que le Concile général reconnaisse le Pape pour chef, ajoute Guillaume d'Occam, mais qu'il ait sa part dans la souveraineté. Que le Concile général collabore avec la Pape, sans compromettre l'unité de l'Église, disent, de leur côté, Pierre d'Ailly ou J. Gerson.

Il n'entre pas dans notre plan de poursuivre, à travers les secousses religieuses de la fin du XIV^e et du début du XV^e siècle, les formules nombreuses proposées par les partis en présence. Mais n'est-il pas frappant de voir qu'elles sont comme autant de pousses jaillies d'une même souche, cette philosophie de la vie collective, qui plonge ses racines dans le sol du XIII^e siècle?

L'assemblée des chrétiens est à l'Église ce que le peuple souverain est à l'État. Il y a sans doute cette différence capitale, unanimement admise à l'époque où nous sommes, que l'Église est une société divine placée par le Christ sous le gouvernement de Pierre et de ses successeurs. Mais l'Église n'en est pas moins une société d'hommes qui, comme telle, évolue dans le temps et est soumise, dès lors, aux lois régissant le développement de la vie de groupe. Le principe de la participation des fidèles à la souveraineté est une de ces dominantes dont le XIV^e siècle discute à l'infini les modes d'application, mais se garde de mettre en doute le bien-fondé.

Ainsi, que l'on envisage les problèmes relatifs à l'organisation autonome des nations ou ceux qui intéressent la vie de l'Église, le XIV^e siècle est tributaire du passé. Il cueille des fruits sur des arbres dont le XIII^e siècle a dirigé la croissance et disposé la ramure. Tout est médiéval dans ses productions politiques, comme en général dans ses œuvres philosophiques, dans ses conceptions artistiques, dans sa civilisation.

A l'aurore du XV^e siècle, malgré ses vues audacieuses,

Nicolas de Cuse lui-même n'est qu'un continuateur du passé — tant il est vrai que les périodes historiques se compénètrent. Lui aussi a un plan pour réformer l'Église; lui aussi parle de la souveraineté populaire qu'il fait reposer sur la collectivité des citoyens (*collective sumpti*); lui aussi répudie la conception du droit divin immédiat des rois et donne ses préférences à un système d'équilibre de pouvoirs qui, sans compromettre l'unité de principe, répartirait en fait l'autorité entre deux sujets : le roi et le peuple. Mais, encore une fois, ce ne sont là que des adaptations nouvelles de thèmes anciens, des expressions rajeunies de doctrines qui avaient mis des siècles à s'épanouir.

Pour assister à l'écroulement de la philosophie médiévale de l'État, il faut tourner les pages de l'histoire et se reporter au XVI^e siècle. La fameuse doctrine du *droit divin des rois*, inventée par des monarques ambitieux ou par des réformateurs protestants, vient alors faire brèche dans l'édifice. Peut-être n'est-elle que l'aboutissement logique de tendances centralisatrices qui partent d'une renaissance du droit romain au XIII^e siècle et que l'individualisme médiéval empêcha, durant deux siècles, de sortir la plénitude de ses effets. Elle est en contradiction avec les principes du XIII^e siècle, puisqu'elle vise à déposséder la collectivité de ses droits souverains; à faire du roi une espèce de surhomme qui n'a point de comptes à rendre à son peuple et qui tient de Dieu seul un pouvoir que nulle puissance humaine ne peut révoquer.

Mais les coups décisifs qui ébranlèrent l'idéal politique du moyen âge furent portés par Thomas Morus et plus encore par Grotius. Fils de la Renaissance, interprètes de sa mentalité, ils rêvent d'un État sans attache avec l'Église. Indépendant de l'Église, l'État est indifférent aux formes que revêt la religion. Étranger à la vie morale des citoyens, il n'a pas à se soucier de la façon dont ils entendent réaliser leur bonheur. La fonction de gouverner en vient à se dissocier si complètement de la

moralité, qu'elle-même perd toute signification morale. Elle ne régit plus toute l'activité humaine, mais se contente de présider à un ensemble de relations extérieures entre citoyens. De là aux cloisons étanches établies par Kant entre la morale et la politique, le développement est logique et continu.

Encore est-il important d'observer que tout de l'ancienne mentalité n'a pas disparu dans la tourmente. Certaines idées médiévales perdurent et pénètrent les conceptions modernes, bien que celles-ci soient animées d'un souffle nouveau. Que l'on songe aux concepts que nos contemporains se font de la valeur de l'individu et de la souveraineté populaire, à la pénétration profonde de telles idées dans les consciences des XIX^e et XX^e siècles. Ne sommes-nous pas redevables à nos ancêtres du XIII^e siècle de tout ce qu'elles renferment de juste et de sain ? Il est légitime de se réjouir en voyant que certaines directions d'antan ont été remplacées par des normes mieux en harmonie avec les conditions où nous vivons, mais on ne peut s'empêcher de déplorer que des principes vitaux aient disparu. Dans les temps de crise où nous vivons, il est notamment permis de regretter le divorce de la morale et de la politique, qui permet de considérer l'honnêteté politique comme différente en essence de l'honnêteté tout court ⁽¹⁾.

(1) Consulter les ouvrages généraux suivants : CARLYLE, A.-J. and R.-W., *A History of Mediaeval Political Theory in the West*. New-York, 1909 et 1916, vol. II et III. — VON GIERKE-MAITLAND, *Political theories of the Middle Ages*. Cambridge, 1900. — J. DE PANGE, *Les théories politiques du moyen âge*. Paris, 1914. — P. VINOGRADOFF, *Il diritto romano nella Europa mediaevale*. Palerme, 1914 (traduit de l'anglais). — J. ZEILLER, *L'idée de l'Etat dans saint Thomas d'Aquin*. Paris, 1910. — M. DE WULF, *Civilization and Philosophy in the Middle Ages*. *Princeton University Press*, 1922.

A propos des innombrables variétés d'imaginations.

Lecture par M. J.-J. VAN BIERVLIET, membre de la Classe.

L'illustre fondateur de l'École de la Salpêtrière distinguait cinq espèces d'imaginations : les hommes, disait Charcot, sont visuels, auditifs, moteurs-phonateurs, moteurs-scripteurs ou indifférents. Prononcez devant une assemblée le mot « cloche » : les uns verront une cloche se balancer dans son clocher ; les autres entendront un son métallique ; d'aucuns commenceront à prononcer le mot entendu ; certains commenceront à l'écrire ; enfin, chez un petit nombre, ce sera tantôt l'une tantôt l'autre de ces quatre représentations qui se formera, suivant les circonstances.

Cette classification sommaire constituait, au moment où elle fut lancée, un incontestable progrès ; elle consacrait l'abandon des idées classiques et simplistes sur le caractère des facultés intellectuelles.

Depuis, dans les laboratoires et dans les écoles, on a étudié expérimentalement l'imagination de milliers de sujets, et l'on a été obligé de conclure que la classification de Charcot est fort arbitraire et surtout insuffisante.

Disons tout d'abord ce qu'est exactement l'imagination.

Le vulgaire se figure volontiers que c'est la faculté de combiner, d'inventer des composés plus ou moins merveilleux et quelque peu bizarres. C'est là un aspect de l'imagination, non le plus important.

L'imagination, en effet, est la faculté de se représenter les êtres sous forme sensible, c'est-à-dire comme vus, comme entendus, comme palpés, comme flairés ; ou, mieux encore,

c'est la faculté de puiser, de cueillir, dans le milieu ambiant, des images cérébrales. Une imagination est d'autant plus puissante que le nombre d'images ainsi cueillies est, toutes choses égales d'ailleurs, plus considérable. Une imagination est de qualité différente si, dans un même milieu, elle puise plus aisément et plus volontiers une espèce déterminée d'images; enfin, elle sera d'autant plus précise que les images qu'elle formera seront plus adéquates aux réalités qu'elles représentent.

De nos jours, couramment, on détermine l'imagination d'un sujet quantitativement, qualitativement et au point de vue de la précision ou exactitude.

Entre deux sujets qui dans le même milieu et durant le même temps, en prêtant le maximum d'attention, cueillent, le premier vingt images, le second dix, — je n'invente pas ces chiffres, je les ai obtenus plus d'une fois, — le premier a une imagination beaucoup plus puissante que le second. Entre deux sujets qui, prêtant le maximum d'attention, cueillent durant le même temps dans le même milieu, le premier deux images auditives, le second six, le dernier est beaucoup plus auditif que le premier. Or le nombre d'images cueillies dans un milieu, l'abondance relative de certaines espèces déterminées de représentations, la précision de ces images dépendent de trois facteurs : la finesse des organes sensoriels en général et le développement relatif de certains d'entre eux; la richesse en stimulations du milieu; enfin la puissance et l'orientation de l'attention.

Considérons d'abord l'être impressionnable : tenons-nous en à l'homme.

L'organisme humain est enveloppé d'un manteau nerveux sensitif composé de fils différents. On y distingue des zones : telle la zone que j'appellerai musculo-tactile, impressionnée par les déplacements, les glissements, les vibrations de très faible vitesse. Quand les vibrations s'accroissent elles commencent à agir en même temps sur une autre zone, celle des fibres auditives; et si l'accélération continue, les vibrations produisent des

sons de plus en plus élevés jusqu'à la limite extrême d'audibilité. D'autres vibrations encore indéterminées impressionnent les fibres gustatives et olfactives. Enfin, certaines vibrations de forme et de longueur d'onde connues agissent sur les fibres des zones thermique et visuelle.

Le manteau nerveux sensitif qui enveloppe les divers organismes diffère notablement d'un sujet à l'autre et par l'étendue des zones et par la finesse ou sensibilité des fibres qui composent chacune d'elles. Le seuil, c'est-à-dire la plus faible stimulation perceptible, diffère prodigieusement d'un homme à l'autre. Beaucoup de personnes ne distinguent pas deux sons différant d'un quart de ton; on cite des musiciens percevant des différences de $1/64^e$ de ton.

Si nous considérons comme normal le sujet qui perçoit dans chaque zone des stimulations d'intensité et d'étendue moyennes, nous trouverons à côté de ces types moyens, qui sont les plus nombreux, des sujets chez lesquels toutes les zones sont moins étendues et moins sensibles; ce sont des obtus sensoriels, des arriérés, des anormaux.

Nous trouverons aussi, en petit nombre, des hommes chez lesquels l'ensemble des zones se distingue par une étendue et une finesse supérieures; ce sont des mieux doués, des sur-normaux.

Nous rencontrerons certains sujets chez lesquels, non pas toutes, mais certaines d'entre elles ont un développement supérieur, voire très supérieur; si ces zones sont à la fois la musculo-tactile et la visuelle, un pareil sujet sera un peintre; si ce sont les zones musculo-tactile et auditive, un musicien; les zones gustative et olfactive, un cuisinier.

Le développement caractéristique de certaines zones déterminées se révèle dès la naissance; on naît peintre, on naît musicien, on naît cuisinier, et ce développement congénital se révèle dès la plus tendre enfance. On peut affirmer sans crainte d'erreur que lorsque le petit Beethoven, couché dans son

berceau, entendait sa mère ou sa nourrice heurter par hasard une cuiller en argent contre un broc de cristal, il en recevait une impression toute différente de celle que pareil incident produirait sur un enfant quelconque; que le jeune Rubens voyant le soleil illuminer les fleurs du rideau de sa barcelonnette, en aura été impressionné bien davantage que, dans les mêmes circonstances, les petits paysans des Polders.

Que l'hérédité joue un rôle dans l'inégal développement congénital de certains organes sensoriels et des centres correspondants, nul ne songe à le contester. Il y a des familles de musiciens; dans celle de J.-S. Bach on en note cinquante-huit; il y a des familles de peintres. Dans un fort beau livre, Lucien Arréat prouve par l'histoire des princes du pinceau que la plupart de ceux-ci ont eu parmi leurs ascendants d'autres peintres ou dessinateurs, des sculpteurs, des enlumineurs, des dentellières. On n'a pas assez remarqué la correspondance géographique des écoles de peinture et des écoles dentellières.

Tout le monde est d'accord pour admettre que les races, les familles dans lesquelles volontairement ou spontanément on développe à la fois l'œil et la main, ou simultanément la main et l'oreille, donneront, les premières plus de peintres, les secondes plus de musiciens; mais quand il s'agit de déterminer dans quelles limites se produisent ces privilégiés et plus encore quand il est question de l'interprétation des faits, de l'explication du phénomène, l'accord est beaucoup plus malaisé à obtenir. Pour les animaux comme pour les plantes une sélection judicieuse et sévère permet de créer des variétés déterminées. On obtient sûrement des bassets comme des variétés de jacinthes. Dans l'espèce humaine la sélection est théoriquement possible, mais pratiquement irréalisable. On n'a jamais songé à obliger les élèves des conservatoires de musique ou des académies de peinture à ne se marier qu'entre eux. Mais en fait, un peu par hasard, parfois par sympathie, un jeune musicien s'éprend d'une jeune musicienne. Le piano, autrefois du moins, a fait et aussi

défait bien des mariages. Comment expliquer dès lors qu'il existe des familles dans lesquelles on trouve à chaque génération un ou plusieurs sujets spécialement doués pour la musique ou la peinture?

Il n'y a pas bien longtemps, la théorie de l'hérédité des caractères acquis jouissait d'une vogue démesurée. Actuellement elle est presque abandonnée. Je crois qu'elle ne mérite ni ce premier excès d'honneur, ni cette actuelle indignité. Je pense qu'on lui rendra bientôt une partie du moins de sa vogue d'antan, et les dernières expériences de Pawlow ne sont pas de nature à modifier cette opinion.

Voici comment, d'après cette théorie, on peut entrevoir à travers plusieurs générations la formation d'un artiste : Une jeune fille pauvre, pour aider ses parents besogneux, et sans dispositions d'ailleurs, entre dans une école dentellière. Elle s'y applique et devient une ouvrière passable. Parmi ses enfants il s'en trouvera qui, bénéficiant de son entraînement spécial, naîtront avec des sens musculo-tactile et visuel plus affinés. Pour peu que les circonstances s'y prêtent, ils renforceront cette finesse congénitale, et les enfants de la génération suivante, ou du moins certains d'entre eux, naîtront plus spécialisés encore; et un jour, sur cet arbre familial poussera un rameau exceptionnellement brillant, un fils né peintre, un artiste qui ne songera sans doute jamais à éprouver un sentiment de reconnaissance pour la pauvre aïeule auteur premier et lointain de sa jeune gloire.

Un modeste concierge fera donner des leçons de piano à sa fille. De celle-ci descendront plusieurs générations, dans chacune desquelles un ou plusieurs enfants, aidés par les circonstances, s'avèreront de plus en plus mélomanes et musiciens. Un jour en paraîtra un qui, né avec des dispositions marquées, aidé par toutes les facilités de culture des milieux contemporains, deviendra un compositeur de talent; il parviendra à écrire une partition, à la faire jouer à la Monnaie, et le soir de la première, dans

l'ivresse des ovations, ne pensera pas un instant à associer si peu que ce soit à son magnifique triomphe le vieux concierge ambitieux qui a fait donner jadis des leçons de piano à son aïeule.

Tout homme, de par le développement congénital de ses organes sensoriels et des centres correspondants, est le produit d'une foule d'activités diverses réalisées par ses ascendants; chacun a derrière lui une longue, très longue histoire; car nous sommes déjà extrêmement vieux au moment de notre naissance.

Si les êtres impressionnables sont, comme nous venons de le montrer, si différents les uns des autres, les milieux impressionnants dans lesquels ils évoluent sont tout aussi divers. Les innombrables modifications du milieu ambiant peuvent se distinguer en plusieurs catégories : d'abord celles, et ce sont peut-être les plus nombreuses, qui à l'heure actuelle n'agissent pas directement sur nos fibres sensibles, mais qui peut-être un jour, grâce aux progrès constants de la science expérimentale, seront à même de les stimuler. Les microscopes, comme les télescopes, mettent les stimulants lumineux trop faibles, trop lointains, en état de former des images visuelles. Le téléphone, la télégraphie sans fil et demain le téléphoto multiplient, ou multiplieront à l'infini le nombre de stimulants du milieu impressionnant. Quant aux stimulations actuellement perceptibles, les milieux dans lesquels nous vivons sont dissemblables à l'infini; pour ne considérer que les couleurs, celles-ci vont en se multipliant du pôle à l'équateur et dans chaque pays varient d'un lieu à l'autre, d'une heure à l'autre; les sons et les bruits des campagnes sont rares en comparaison de ceux des villages, des petites villes, des capitales. Ajoutons que dans chacun de ces endroits le milieu varie en fait avec la culture des sujets impressionnables, leur profession, leur genre de vie.

Ceux qui par nécessité ou par goût font de la nuit le jour évoluent dans un milieu tout autre que ceux qui dans le même endroit vivent normalement. Coppée, dans *L'Enfant de la*

Balle, conte l'histoire d'une enfant, fille du souffleur et d'une ouvreuse et qui n'a jamais quitté son théâtre natal. Un jour on lui donne un rôle dans un grand mélodrame; elle se révèle à six ans artiste aussi brillante que précoce. Or, la tension de son jeune cerveau amène des troubles circulatoires; le médecin consulté redoute une méningite; il ordonne de transporter à la campagne la petite surmenée. Celle-ci, qui ne connaissait la nature que sous la forme de décors, éprouve devant les arbres véritables, la lumière du jour, une telle commotion qu'elle en meurt. « Elle a vu le soleil un jour, il l'a tué ! »

Le milieu impressionnant est en fait différent d'après les lieux, les temps, les éléments dont il est composé, la façon d'y vivre de ceux qui l'habitent.

Mais même dans un endroit déterminé, à une heure fixée, toutes les conditions extérieures étant les mêmes, la profession et la façon de vivre étant pareilles, un élément d'une importance capitale produit des variations radicales; cet élément c'est l'attention des sujets impressionnables.

L'attention, en effet, agit à peu près comme un projecteur découpant dans l'horizon un faisceau lumineux dans lequel apparaissent certaines stimulations renforcées, tandis que toutes celles qui demeurent en dehors du faisceau s'effacent dans la nuit. L'attention découpe dans le milieu ambiant naturel un autre milieu, artificiel, dont les stimulations sont seules opérantes.

Il faut, au point de vue qui nous occupe, considérer les deux grandes sortes d'attention : la volontaire, la spontanée.

L'attention voulue peut être périphérique ou sensorielle; elle peut être centrale ou réfléchie. La première s'oriente vers certaines stimulations choisies; telle sera celle du peintre se préparant à faire un portrait, du dessinateur voulant rendre un paysage, du médecin examinant son malade pour établir un diagnostic, du savant observant un phénomène naturel. La seconde, l'attention centrale ou réfléchie, se porte sur les

représentations obtenues précédemment, sur le travail mental : elle se détourne des stimulations du milieu ambiant, de crainte d'être distraite. Être distrait c'est être attentif à ce à quoi il ne convient pas de l'être.

L'attention voulue, qu'elle soit périphérique ou centrale, est une contrainte des plus pénible pour l'organisme. Elle stimule trop vivement l'écorce cérébrale et produit, en conséquence, une inhibition des réflexes les plus importants ; elle trouble la respiration, la circulation, les sécrétions, les échanges chimiques ; elle immobilise le sujet dans des attitudes antihygiéniques. Il suffit pour s'en convaincre d'assister à la sortie de classe des écoliers de tout âge. Cette attention voulue, imposée à l'organisme, antinaturelle, ne saurait se prolonger au delà d'une certaine mesure, surtout chez les êtres jeunes.

Tout autre est l'attention spontanée ou passive. Celle-ci est une orientation vers les stimulants les plus agréables, soit parce qu'ils sont effectivement tels pour chacun, soit parce qu'ils s'adressent aux organes sensoriels congénitalement plus développés et par là même agissent plus vite et plus aisément. Ici, plus de contrainte, mais, au contraire, des émotions bien-faisantes augmentant la vitesse du cœur, la pression dans les artères, la tonicité des muscles. L'attention spontanée, elle aussi, est périphérique, c'est-à-dire fixée sur les stimulants, ou centrale, orientée vers les souvenirs ou les espoirs et, chez les optimistes du moins, les souvenirs agréables, les espoirs enchanteurs. On l'appellerait volontiers l'attention heureuse.

Concluons : les mensurations faites tous les jours dans les laboratoires révèlent la variété presque infinie des êtres impressionnables ; l'observation nous montre la diversité extrême des milieux impressionnants : l'attention volontaire ou spontanée modifie pour chacun ces milieux déjà si dissemblables. On ne saurait donc s'étonner de constater que de même qu'il n'y a pas deux hommes ayant identiquement le même squelette, les mêmes yeux, les mêmes cheveux, les mêmes empreintes digi-

tales. il n'y en a pas davantage qui aient la faculté représentative pareille. Il existe autant de variétés d'imaginations que d'individus.

Je disais tantôt que les travaux scientifiques augmentent chaque jour le nombre des stimulations rendues accessibles à nos nerfs sensitifs; j'ajouterai que les efforts des physiologistes et des psychologues expérimentateurs tendent à perfectionner de plus en plus dans l'espèce humaine le développement des organes sensoriels. Les pessimistes voient ce mouvement avec regret; ils se plaignent de vivre dans une atmosphère saturée de stimulations, redoutent pour les systèmes nerveux de nos descendants le surmenage qui en pourra résulter. Soit, mais il faut songer non seulement aux stimulations imposées, mais encore à celles qui sont recherchées. Quand nous pourrons de mieux en mieux entendre les sons affaiblis par la distance; voir les sites merveilleux des lointains pays, nos nerfs seront plus secoués sans doute, mais d'autant plus abondante et plus précise en sera l'attention spontanée, l'attention heureuse. Il faut s'en réjouir; car l'imagination considérée sous cet aspect, n'est-elle pas, n'a-t-elle pas été, ne sera-t-elle pas toujours, pour l'humaine misère, la grande consolatrice?

COMPTE RENDU

DE LA

CINQUIÈME SESSION ANNUELLE DU COMITÉ

(12-14 MAI 1924)

Étaient présents :

Pour la *Belgique* : MM. Bidez et H. Pirenne;

Pour le *Danemark* : MM. J.-L. Heiberg et O. Jespersen;

Pour l'*Espagne* : S. Exc. le marquis de Villalobar et de Guymarey et M. R. d'Alos, à qui était adjoint M. L. Nicolau d'Olwer;

Pour les *États-Unis* : MM. Edw.-C. Armstrong et W.-G. Leland, à qui était adjoint M. P. Shorey;

Pour la *France* : MM. Th. Homolle et Imbart de la Tour, à qui étaient adjoints MM. H. Goelzer et E. Pottier;

Pour la *Grande-Bretagne* : Sir Frederic Kenyon et Sir Paul Vinogradoff, à qui était adjoint M. J. H. Baxter;

Pour la *Grèce* : MM. C. Courouniotis et C. Rhomaïos;

Pour l'*Italie* : MM. C. Calisse et G. de Sanctis, à qui étaient adjoints MM. G. Giglioli et V. Ussani;

Pour le *Japon* : S. Exc. M. Adatei et M. Matsumoto;

Pour la *Norvège* : MM. S. Eitrem et H. Shetelig;

Pour les *Pays-Bas* : MM. J.-J. Salverda de Grave et C. van Vollenhoven;

Pour la *Pologne* : MM. C. Morawski et J. Roswadowski;

Pour la *Roumanie* : M. V. Pârvan;

Pour le Royaume des *Serbes, Croates et Slovènes* : M. N. Vulić;

Pour la *Tchécoslovaquie* : M. V. Tille.

Les Académies de Lisbonne et de Petrograd ont été empêchées de se faire représenter.

Séance du lundi 12 mai, à 10 heures.

M. Homolle, président, salue les représentants des différents pays et souhaite la bienvenue à ceux qui siègent pour la première fois.

Il rappelle les précédentes sessions de l'Union, les services qu'ont rendus à celle-ci ses deux premiers Présidents, MM. Senart et Pirenne, ainsi que l'esprit de cordiale et sympathique collaboration qui, grâce à eux, a toujours caractérisé les Assemblées de l'Union Académique Internationale.

Il fait l'inventaire rapide des travaux entrepris et des publications en cours; il résume la situation morale et matérielle de l'Union et annonce diverses contributions promises au budget scientifique.

I. — CORRESPONDANCE.

Il est porté à la connaissance de l'Assemblée que le projet d'une nouvelle édition des *Basiliques* ne sera présenté qu'à la session de 1925.

II. — COMPTES DE L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 MARS 1924.

Sur la proposition de MM. Calisse et Leland, ces comptes sont approuvés.

MM. van Vollenhoven et Eitrem sont désignés pour examiner les comptes de l'exercice 1924-1925.

**III. — DEMANDE D'ÉCHANGE DE PUBLICATIONS
DE LA PART DE LA COMMISSION DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE
DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.**

Il est décidé que l'Union adressera à cette Commission les publications dont elle peut disposer, c'est-à-dire ses publications administratives.

**IV. — COMPOSITION DES COMMISSIONS ET HORAIRE
DE LEURS SÉANCES.**

L'Assemblée détermine la composition des Commissions chargées d'examiner les divers objets de l'ordre du jour; elle fixe les jours et heures de leurs réunions; elle décide que les Commissions procéderont le 14, à 9 heures, à l'adoption des rapports qu'elles doivent présenter à l'Assemblée générale du même jour, à 10 heures :

1. *Corpus des Vases antiques.* — MM. Capart, d'Alos, de Sanctis, Eitrem, Giglioli, Mayence, Morawski, Pottier et Vulič.

2. *Catalogue des manuscrits alchimiques.* — MM. Bidez, de Sanctis, Eitrem, Heiberg, Sir Frederic Kenyon, Lagercrantz et Shorey.

3. *Droit coutumier d'Indonésie.* — MM. Imbart de la Tour, Matsumoto et van Vollenhoven.

4. *Dictionnaire du Latin médiéval*. — MM. d'Alos, Armstrong, Baxter, Eitrem, Goelzer, Homolle, Jespersen, Nicolau d'Olwer, Pârvan, Pirenne, Salverda de Grave, Ussani, Vinogradoff et Vulič.

5. *Documents historiques concernant le Japon*. — S. Exc. M. Adatci, MM. de Sanctis, Imbart de la Tour, Matsumoto, van Vollenhoven et S. Exc. le marquis de Villalobar.

6. *Forma Romani Imperii et Compléments aux Corpus des inscriptions grecques et latines*. — MM. Bidez, Calisse, d'Alos, de Sanctis, Eitrem, Giglioli, Homolle, Sir Frederic Kenyon, Pârvan, Salverda de Grave, Shetelig, Shorey et Vulič.

7. *Système de transcription phonétique et de translittération*. — MM. Jespersen, Roswadowski et Salverda de Grave.

8. *Langue auxiliaire*. — S. Exc. Adatci, MM. Armstrong, Bidez, Homolle, Jespersen, Leland, Nicolau d'Olwer, Pârvan, Pirenne, Roswadowski, Salverda de Grave, Shorey, Ussani et Vulič.

9. *Aide aux publications des savants russes*. — MM. Pârvan, Pirenne, Tille, Sir Paul Vinogradoff et Vulič.

10. *Corpus des Mosaïques antiques découvertes en Grèce*. — MM. d'Alos, Courouniotis, de Sanctis, Eitrem, Homolle, Pottier, Rhomaïos et Shorey.

11. *Iconographia celtica*. — MM. de Sanctis, Homolle, Morawski, Pârvan et Shetelig.

V. — LANGUE AUXILIAIRE.

M. Leland lit le rapport suivant, préparé sur cette question, par le Conseil des Sociétés savantes américaines :

Quand les délégués américains ont soulevé, à la dernière session annuelle de l'U. A. I., la question d'une langue scientifique internationale ou langue auxiliaire, ils ont surtout voulu

connaître l'opinion des délégués des autres pays sur la question suivante :

Est-il désirable d'entreprendre l'étude de la question d'une langue auxiliaire?

Il est donc peut-être malheureux que ce soient les délégués américains qui aient été désignés pour faire un rapport sur la question proposée par eux-mêmes. En effet, leur rapport, pour l'appeler ainsi, doit se borner à une nouvelle présentation de la question avec quelques explications et précisions.

D'abord, pour mettre au clair le point de vue du Conseil des Sociétés savantes américaines, il faut souligner l'attitude *neutre* de ce consortium, attitude qui n'est ni nettement favorable ni hostile à l'idée d'une langue auxiliaire, mais qui est plutôt interrogatrice (cependant il faut remarquer qu'une des sociétés constituantes du Conseil, l'American Philological Association, a émis un vœu en faveur du latin comme langue scientifique internationale).

Aux États-Unis, c'est surtout dans le monde qui s'occupe des sciences exactes, physiques et biologiques que l'on trouve un vif intérêt à la question d'une langue auxiliaire. Ce fut en effet le Conseil national de Recherches, l'organisation américaine qui participe aux travaux du Conseil international de Recherches, qui présenta la question au Conseil des Sociétés savantes, en demandant la création d'une Commission mixte pour son examen.

Avant de procéder à l'organisation de la Commission mixte, le Conseil des Sociétés savantes confia à un Comité spécial le soin de faire un rapport préliminaire sur la question. Ce rapport peut être résumé ainsi :

L'état actuel des rapports internationaux rend plus pressant que dans le passé le besoin d'une langue auxiliaire. Mais il est important d'éviter la confusion qui pourrait résulter de la multiplicité des langues auxiliaires rivales. Ainsi il est désirable

d'avoir l'avis des corps savants compétents sur les deux questions suivantes :

1. *Est-il utile de favoriser le développement et l'usage d'une langue auxiliaire?*

2. *Existe-t-il une opinion prépondérante en faveur de l'une ou de l'autre des langues auxiliaires existantes?*

Dans le cas où les réponses à ces questions seraient affirmatives, il conviendrait de procéder à l'étude coopérative et internationale de la question, dans le but de déterminer les moyens les plus efficaces pour assurer à la langue auxiliaire un caractère scientifique aussi bien que la stabilité nécessaire et la souplesse voulue.

L'attitude du Conseil américain est conforme au rapport de son Comité. Il demande donc à l'U. A. I. son avis sur les deux questions qui viennent d'être formulées.

Pour le Conseil :

WALDO G. LELAND.

Séance du mercredi 14 mai, à 10 heures.

M. le Président annonce que les subventions suivantes viennent d'être reçues pour le budget scientifique :

1° Une quatrième subvention du Conseil des Sociétés savantes américaines (4,000 francs);

2° Une deuxième subvention du Gouvernement italien (2,000 francs), remise par l'Union nationale académique italienne. S. Exc. M. Adatei fait connaître que l'Académie impériale japonaise fera parvenir une subvention d'environ 3,000 francs (300 yens).

I. RAPPORTS.

L'Assemblée entend la lecture des rapports ci-après, présentés au nom des Commissions correspondantes. Ces rapports sont approuvés et leurs conclusions adoptées.

1. — CORPUS DES VASES ANTIQUES.

M. J. Capart, président de la Commission, lit le rapport suivant :

La Commission du *Corpus Vasorum* a bien le droit de se féliciter du développement toujours plus considérable que prend la grande œuvre dont M. Pottier est l'initiateur et le directeur. Le nombre de pays qui se sont mis effectivement au travail croît d'année en année.

M. Akamatsu remet à la Commission, de la part de M. Matsumoto, des planches spécimens d'un remarquable Album de céramiques d'Extrême-Orient, principalement japonaises. Les membres admirent la perfection de ces reproductions en couleurs.

M. Pottier communique un rapport très complet et des plus intéressants, sur l'état d'avancement du *Corpus*. Nous ne retiendrons ici que les questions générales qui ont été soulevées par les membres au cours de la présentation de ce rapport.

Les fascicules français portent sur la couverture l'image d'un coq, le premier fascicule danois un lion; il serait désirable que chaque pays choisit un emblème spécial et caractéristique.

Le fascicule préparé pour le Musée de Compiègne est précédé d'une préface qui donne l'histoire de la collection. C'est un exemple qui, sans doute, sera utilement suivi.

D'après une communication de Sir Frederic Kenyon, l'Académie britannique serait prochainement disposée à faciliter, par

l'octroi de subsides, la publication des collections anglaises, en dehors de celles du British Museum.

On peut espérer, nous dit M. Giglioli, que les municipalités et académies italiennes interviennent également, dans le même sens, pour les publications des musées locaux.

A la suite de la communication de M. Giglioli, on s'est demandé s'il était désirable ou non de réunir en un seul fascicule plusieurs collections. La Commission est d'avis qu'il vaut mieux donner une couverture spéciale pour chacune d'entre elles.

M. Mayence, après avoir présenté les maquettes de planches pour le *Corpus* belge, demande des explications sur quelques points spéciaux. Comment résoudre les difficultés que soulève le classement des vases géométriques? L'avis général est qu'il faut, dans chaque cas douteux, s'efforcer de donner au moins une attribution probable en indiquant, dans le texte, les raisons qui empêchent une détermination plus précise. Quelles règles suivre dans la subdivision des séries de classification? L'Assemblée décide d'adopter comme indice invariable, non seulement le *chiffre romain*, désignant les divisions géographiques générales, mais aussi la *lettre capitale*, indiquant la région particulière. Quant à la subdivision ultérieure, représentée par une *petite lettre*, il faut laisser plus de liberté aux rédacteurs. Cependant, il est désirable qu'on en réfère au directeur du *Corpus*, de manière à garder, dans la mesure du possible, une certaine uniformité dans les citations.

La question du détournage des vases sur les planches photographiques est ensuite abordée. MM. Pottier et Mayence exposent les avantages et les désavantages de chacun des systèmes. Le détournage offre, sans doute, plus de facilités pour la composition des planches, mais il donne incontestablement plus de sécheresse à l'image. Sans détournage, la planche présente un fond gris généralement triste et il est impossible de faire disparaître les supports employés pour la présentation des vases devant l'appar-

reil photographique. Cependant, Sir Frederic Kenyon a montré des planches de vases du British Museum non détournées et qui lui donnent toute satisfaction.

A propos du *Corpus* des vases d'Espagne, préparé par M. Bosch Gimpera, on s'est demandé si les *Classifications* éditées par l'Union Académique Internationale pouvaient être modifiées. La Commission est unanime à reconnaître que ces classifications ne peuvent être que provisoires et que les archéologues seront amenés à les modifier, à les améliorer, précisément grâce aux travaux du *Corpus*.

On décide, enfin, que certains vases, à sujets nettement obscènes, devront être réservés; on s'efforcera cependant, en reproduisant leur forme et même certains détails, de donner tout ce qui paraîtra utile, en laissant pour le texte la description complète.

Je crois être l'interprète des membres de la Commission en exprimant à M. Pottier notre reconnaissance pour son dévouement au *Corpus*. Son enthousiasme pour cette grande entreprise est en train de convaincre ceux qui étaient sceptiques au début. Le succès d'aujourd'hui permet d'espérer, d'ici peu d'années, les résultats les plus précieux pour la science archéologique.

M. E. Pottier, directeur général de la publication, présente, au nom de la Commission, le rapport suivant sur les progrès accomplis pendant l'année 1923-1924 :

J'ai l'honneur de présenter à l'Union Académique le résultat des travaux du *Corpus Vasorum* pendant l'année écoulée 1923-1924.

FASCICULES PARUS. — Le premier fascicule du *Corpus danois* (Musée des Antiquités classiques de Copenhague), publié par M. Chr. Blinkenberg et M. Friis Johansen, comprend 49 planches (dont une en couleur) et 37 pages de texte. Je serais peut-

être indiscret si j'insistais sur les qualités d'exécution, puisque l'ouvrage a été fait à Paris par les soins de notre éditeur M. Champion et de la maison Jacomet; mais je puis dire que la composition et l'agencement de cette livraison ont été unanimement loués. On a sous les yeux des œuvres très différentes de celles qui ont paru dans les fascicules du Louvre et l'on y peut juger de la variété des produits grecs, en particulier dans les séries chypriote, crétoise et mycénienne, dont le Musée de Copenhague possède de nombreux et remarquables spécimens. La publication est faite dans l'ordre chronologique et ne comportera pas, comme pour le Louvre ou le British Museum, des groupements séparés de planches et de textes avec pagination spéciale, car les conservateurs du Musée National ne prévoient pas des accroissements fréquents dans leur fonds ancien. Cette circonstance donne plus de cohésion à l'ensemble, qui formera une suite ininterrompue depuis les origines jusqu'à la fin. M. Blinkenberg annonce, en outre, que la plupart des photographies sont faites pour la deuxième livraison, qui contiendra la suite des vases mycéniens, les vases géométriques d'Attique et de Béotie, les vases de style dit milésien.

Le fascicule II du Louvre a paru au mois de décembre dernier; il continue les séries précédemment amorcées. Nous y avons fait une assez large place aux détails à grande échelle, car il a paru que cet élément d'études rencontrait une faveur particulière. Plusieurs comptes rendus de revues savantes ont loué l'introduction de ces figures isolées, si utiles pour connaître le style des fabricants et si belles parfois dans leur grandeur voisine de l'original.

Les planches et le texte du Musée de Compiègne sont l'œuvre d'une de nos meilleures élèves de l'École du Louvre, M^{me} Marcelle Flot. Elle a mis tous ses soins et passé plus d'une année à un travail que rendaient plus ardu l'éloignement de cette collection et la difficulté d'y poursuivre les opérations photographiques dans de bonnes conditions. On a apprécié surtout

l'art de sa composition, la disposition ingénieuse des sujets et le parti excellent qu'elle a su tirer de petites vignettes, qui eussent été sans charme si elles avaient été juxtaposées machinalement. Elle a fait preuve de beaucoup de goût, ce qui n'est pas une qualité indifférente dans une publication d'œuvres d'art. C'est un fascicule unique qui comprend la totalité des sujets; aussi est-il pourvu d'une Préface, d'une Table analytique et de plusieurs Index. Rappelons que la Municipalité de Compiègne et la Société historique de cette ville ont contribué aux frais de l'édition. C'est là un exemple à retenir de l'intérêt que doivent porter les habitants d'un pays à leurs richesses locales.

FASCICULES SOUS PRESSE. — Sous la direction de Mr. Arthur Smith, le British Museum inaugure le *Corpus* d'Angleterre avec un fascicule de 44 planches comprenant trois groupes : vases chypriotes, amphores panathénaïques, vases d'Italie dits de Gnathia. Il n'y a pas moins de 850 sujets réunis dans cet ensemble remarquable. Les phototypies rendent les originaux avec toute la netteté désirable et, même dans ces dimensions réduites, on se rend compte de la beauté ou de la rareté des pièces acquises par le Musée de Londres. Notons que le procédé de présentation est différent de celui du Louvre; les fonds ont été conservés et le contour des vases n'est pas silhouetté. Ce point de détail a été examiné et discuté par la Commission, ainsi que le mentionne le rapport de M. le Président.

Les planches présentées par M. Giglioli pour le Musée de la Villa Giulia, à Rome, sont conformes au procédé usité du silhouettage. L'éloge des photographies exécutées en Italie n'est plus à faire; elles ont fourni la matière d'excellentes phototypies. Dix catégories de vases y sont représentées. Les détails du célèbre vase Chigi y seront reproduits sous tous les aspects et l'astragale de Syriskos y forme une très belle planche. L'auteur présume que l'ensemble comportera trois fascicules, dont le premier pourrait paraître cet automne et le deuxième en 1925. Notre collègue se

propose, en outre, de publier les vases de la collection Castellani, dont il a commencé les photographies, des petites collections conservées au Capitole et dans le Musée d'Art industriel de Rome, puis le Musée municipal de Viterbe.

M. Bosch Gimpera a divisé le fascicule du Musée de Barcelone en deux séries : l'une grecque et italiote, l'autre ibérique. Cette seconde catégorie fournit des documents du plus haut intérêt pour l'histoire de l'art dans l'Espagne antique, non moins que pour l'histoire de la Gaule, puisque des vases du même style ont été recueillis dans la vallée de l'Aude. M. Gimpera nous a avertis que la documentation n'était pas encore complète et que plusieurs de ses clichés seraient à refaire. Mais on peut déjà juger de la haute importance qu'aura son travail, qu'il pense avoir achevé pour l'hiver; il songe à faire un autre fascicule avec les matériaux épars dans les musées locaux et les collections particulières de la Catalogne.

A Bruxelles, M. Mayence a commencé la publication des vases grecs du Musée du Cinquantenaire. Il a consacré les maquettes de vingt planches à des séries variées : mycéniens, géométriques, corinthiens, attiques à figures noires et à figures rouges. Les résultats en ont paru excellents et l'on ne saurait trop féliciter l'opérateur du Musée d'avoir, sous un ciel qui n'est pas méridional, réussi à obtenir des clichés si lumineux. M. Mayence n'a rien négligé pour donner à chaque vase son entière valeur, pour le reproduire sous toutes ses faces; aucun détail des formes ni du décor n'échappe au regard. C'est un modèle à suivre. Les négociations ont encore retardé la transformation en phototypies, mais la conclusion de l'accord est proche et nous pourrions juger bientôt de ce qu'il aura produit. Les spécimens de phototypie présentés l'an dernier sont déjà une garantie du succès. Le travail est fait avec les subsides accordés par la Fondation Universitaire.

De France j'ai apporté trois livraisons en préparation : 1^o Le Musée de Sèvres, dont j'avais déjà parlé l'an dernier, est entiè-

rement terminé en épreuves photographiques. Il formera un fascicule unique de plus de cinquante planches, décrites et publiées par les soins de M^{me} Massoul, ancienne élève de l'École du Louvre et attachée libre du Département de la céramique antique. Ce qui fait l'intérêt du Musée de Sèvres, c'est qu'il est un des plus anciens, sinon le plus ancien musée de céramique antique, constitué sous le premier Empire et contenant des vases de collections privées autrefois célèbres, comme celle du baron Denon. M^{me} Massoul pense avoir achevé son travail pour la fin de l'année. 2° La Collection Mouret, produit des recherches opérées par cet heureux fouilleur dans sa propriété d'Ensérune, près de Béziers, contient une double et importante série de vases ibériques, analogues à ceux de Barcelone, et de vases grecs importés d'Attique ou de Campanie. Ce gisement ancien, situé sur une véritable acropole, a paru d'un intérêt si grand pour l'histoire du Midi de la France, que l'État vient de s'en rendre acquéreur et y opérera de nouvelles investigations. M. Mouret a fait lui-même les frais des planches de sa collection. L'éditeur pense aboutir en 1925. 3° Les planches préparées pour le fascicule III du Louvre paraîtront à la fin de 1924. J'espère donc que bientôt le *Corpus* français comptera six fascicules

FASCICULES EN PRÉPARATION. — Avec nos collègues de Grèce, nous sommes entrés dans une phase de négociations actives qui nous font prévoir à brève échéance une heureuse solution. Des lettres que j'avais échangées avec M. Rhomaïos, directeur des Antiquités, il résultait que le Musée d'Athènes, avec sa grande et admirable collection, serait mis en première ligne pour l'élaboration du *Corpus* hellénique. M. Rhomaïos, accompagné de M. Courouniotis, est venu lui-même nous confirmer cette bonne nouvelle et nous a fait savoir qu'une somme annuelle de 50,000 drachmes était mise à leur disposition pour cette publication. Des essais photographiques ont été déjà faits. Pour les détails du plan d'organisation et du classement de vases, nous

nous sommes mis d'accord conformément au programme déjà adopté par l'Union. Quant aux vases de Rhénée, dont nous avons parlé l'année dernière, ils ont fait l'objet d'une entente avec l'École d'Athènes, qui doit les publier au préalable dans son grand ouvrage sur *Délos*.

En ce qui concerne la Hollande et le projet d'éditer la collection de M. Lunsingh-Scheurleer, de La Haye, M. J. Six, directeur régional, nous a informés que la situation créée par le déménagement et l'installation des vases dans un local nouveau restait la même. Il espère que, durant l'été, M. Scheurleer pourra commencer à faire des photographies. D'ailleurs, ces retards ont permis d'accroître encore le nombre des objets et d'acquérir d'autres poteries.

Il nous est agréable d'annoncer à l'Union que nous avons enfin réalisé un vœu qui nous était cher, celui de voir des travailleurs américains se joindre à nous et prendre une part effective à notre entreprise. M. A. Gallatin, de New-York, et son ami, M. J. Clark-Hoppin, auteur bien connu d'un *Hand-book* consacré aux vases signés, ont exprimé le désir de publier, dans le *Corpus*, leurs collections personnelles. Les photographies et le texte, en grande partie, sont déjà exécutés. Un traité va être signé avec notre éditeur de Paris, M. Champion. Mais, pour assurer à ce projet une marche régulière, nous avons demandé aux délégués qui représentent les États-Unis dans l'Union de vouloir bien consulter leurs collègues sur l'introduction de ce fascicule dans notre Recueil, afin qu'il soit bien entendu qu'il constituera le premier fascicule officiel du *Corpus* de leur pays.

CLASSIFICATIONS. — Nous n'apportons cette année qu'une classification qui est la huitième de la série : *Céramique de la Palestine*, par le Père H. Vincent. C'est un long travail, très étudié, qui nous renseigne sur les variétés encore peu connues de la fabrication céramique dans ces régions. La difficulté était

de bien connaître, non seulement les publications faites, mais aussi les nombreux spécimens inédits qui se trouvent dans les collections locales. Nul ne pouvait mieux s'acquitter de cette tâche que le savant dominicain qui travaille sur place, suit tous les travaux de fouilles, et qui s'est déjà illustré par ses ouvrages sur la région de Canaan.

Plusieurs de nos collaborateurs se sont heurtés au même obstacle, en cherchant à dresser l'inventaire des céramiques dans des pays qui fournissent un grand nombre de poteries, mais qui possèdent très peu de publications sur ces documents. Dans ce cas on ne peut pas renvoyer le lecteur à des livres ou à des figures, et l'on ne peut pas non plus lui faire connaître tous les inédits qui sont dans les collections. Il en est ainsi pour la Serbie, la Thrace, la région du Danube, la Russie, où MM. Casson, Seure, Gordon Childe, Tallgren, qui avaient accepté de rédiger des notices, ont constaté qu'il était peut-être possible de faire le travail pour un district peu étendu, mais non pour l'ensemble du territoire. Aussi plusieurs de ces classifications ont dû être ajournées, en attendant que la science disposât de renseignements plus précis.

Mais il y en a d'autres qui sont promises et attendues, en particulier pour la Crète, Chypre, la Thessalie, la période helladique dans la Grèce continentale. Tout récemment nous avons eu la bonne fortune d'apprendre que M. Ducati, dont la *Storia della Ceramica greca* vient de s'achever, avait accepté de s'occuper pour nous des séries italiotes. D'autre part, j'ai demandé à M. Fr. Johansen, dont le livre sur les *Vases Sicyoniens* a été couronné par l'Académie des Inscriptions, de vouloir bien résumer ce qui concerne la céramique corinthienne.

Ainsi cette annexe au *Corpus* continuera à s'accroître, grâce aux fonds que l'Union Internationale a mis à notre disposition; nous la remercions encore une fois de son aide.

En terminant, je rappellerai que les espérances conçues l'an dernier n'ont pas été démenties. Nous n'avions mis sur table

en 1923 qu'un seul fascicule terminé et trois autres en préparation. En 1924 nous apportons trois fascicules terminés (Copenhague, Louvre II, Compiègne), et neuf autres qui sont commencés (Bruxelles, Londres, Rome, Barcelone, Copenhague II, Louvre III, Sèvres, Ensérune, New-York). Nous avons donc le droit de dire que le *Corpus* est vraiment en marche.

Le Rapporteur,
E. POTTIER.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

2. — CATALOGUE DES MANUSCRITS ALCHIMIQUES.

Au nom de la Commission, M. Bidez donne lecture du rapport suivant :

A. — Manuscrits grecs.

FRANCE. — Grâce à la collaboration de M. Henri Lebègue, le savant paléographe de l'École des Hautes Études de Paris, et de M^{lle} Marie Delcourt, qui s'est distinguée déjà par sa participation aux publications astrologiques, nous avons pu achever l'impression du premier volume de notre collection, *Les Parisini*. (Bruxelles, Lamertin, 1924, 320 p.; prix : 30 francs.) En appendice, M^{lle} Delcourt a décrit les nombreux manuscrits de la Bibliothèque Nationale, où se trouvent dispersés des extraits des *Cæranides*, ce recueil bizarre dont les trois derniers livres ne sont qu'un bestiaire et qui jouit longtemps d'un grand renom parmi les praticiens de la magie et des sciences occultes. Enfin, M^{lle} Delcourt a dressé des tables alphabétiques de titres et d'*incipit* destinées à mettre nos collaborateurs à même de retrouver aisément chez Berthelot, Ideler ou Fabricius les textes qui ont déjà été publiés. Il y aura lieu, sans doute, de rééditer plus tard ces tables et de les compléter. Mais, tels qu'ils

sont, ces répertoires nous ont déjà rendu beaucoup de services et il eût été peu expédient d'en retarder la publication. En nous munissant de cet instrument de travail, M^{lle} Delcourt a singulièrement augmenté nos chances de succès.

GRANDE-BRETAGNE. — L'édition des recettes si intéressantes contenues dans le *Codex Holkhamicus*, et dont nous avons retrouvé des versions parallèles dans un de nos *Parisini*, a exigé de l'éminent spécialiste M. Otto Lagercrantz, qui s'est chargé de les publier, de fort longues recherches. Mais ces recherches ont abouti à la composition d'un appendice muni de notes critiques et d'un *Index verborum* qui augmenteront considérablement l'importance de notre volume III, réservé aux manuscrits des îles Britanniques. Ce volume — dont la première partie nous a été fournie par M^{me} Dorothea Waley Singer, avec une obligeance que nous avons déjà signalée dans les rapports précédents — rendra ainsi des services à la fois à l'histoire de la langue néo-grecque et à celle des sciences chez les Byzantins. Nous sommes heureux de pouvoir annoncer que ce volume III sortira des presses dans un mois environ.

ITALIE. — L'appui que M. G. de Sanctis a bien voulu nous prêter nous a permis de trouver en Italie des collaborateurs nouveaux, et, grâce à la deuxième subvention du Gouvernement italien qu'il nous apporte, les travaux pourront continuer sans difficulté. MM. Martini et D. Bassi nous ont fourni déjà une excellente description des manuscrits de Naples et, pour tout ce qui restait à faire dans les autres bibliothèques, tâche ingrate s'il en fut, c'est au dévouement et à la diligence du savant professeur de l'Université de Milan, M. C.-O. Zuretti, que nous devons d'avoir progressé rapidement. Le volume consacré aux *Italici* sera, comme il fallait s'y attendre, des plus importants, et il paraîtra avant notre prochaine session; je l'espère du moins. Dans ce rapport, je tiens à exprimer à M. de Sanctis l'expression de notre gratitude pour son efficace coopération.

SUÈDE ET HOLLANDE. — M. Lagercrantz veut bien nous annoncer une édition des papyrus chimiques *Holmiensis* et *Leydensis* (X), textes si importants en raison à la fois de leur contenu et de leur ancienneté (ils sont de l'an 200 environ après J.-C.). M. Lagercrantz estime qu'il importe de les rééditer en tenant compte des progrès de nos connaissances et spécialement en complétant ces recettes par des renvois aux passages parallèles des textes publiés par Berthelot. Il ajoutera à son édition un choix de notes explicatives et un *Index verborum*. Le volume qui nous sera fourni ainsi sera accueilli avec une vive reconnaissance par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire des sciences, de l'industrie et de la technique dans l'antiquité.

B. — **Manuscrits latins.**

Par l'intermédiaire de Sir Frederic Kenyon, la *British Academy* s'offre à publier à ses frais, dans un volume hors série, une description des manuscrits alchimiques de langue latine ou *vernacular* (c'est-à-dire anglaise ou anglo-saxonne) des îles Britanniques. Pour ce qui concerne les manuscrits en langue dite *vernacular*, tout en maintenant sa décision de ne pas aborder — pour les autres pays du moins — la publication des textes écrits en langues modernes, le Comité accueille avec reconnaissance la proposition de la *British Academy*, qui n'engage que cette Académie même, et qui, d'autre part, dispensera l'U. A. I. de faire les frais d'un des volumes de la collection. Il est entendu que ce volume paraîtra, comme les autres, sous le patronage de l'U. A. I., et il va de soi que, dans le titre de cette partie du catalogue, les noms des directeurs de l'entreprise seront remplacés par une formule mentionnant l'Académie britannique. Le Comité tient à présenter à Sir Frederic Kenyon l'expression de sa gratitude pour son obligeante et gracieuse intervention.

C. — L'alchimie dans l'Extrême-Orient.

Donnant suite à une demande que nous lui avons faite dans une de nos précédentes sessions, M. Tetsujiro Inouyé, membre de l'Académie impériale du Japon, nous a fait remettre, par les délégués de ce corps savant, une note pleine de précisions sur divers traités alchimiques composés en langue chinoise avant la dynastie Tang. Il a été entendu que l'on insérerait dans un des prochains volumes du catalogue le contenu de cette notice, dont il serait superflu de faire ressortir longuement ici la particulière importance. Nous émettons le vœu de voir l'Académie impériale du Japon continuer à coopérer ainsi à nos recherches.

Le Rapporteur,

J. BIDEZ.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

3. — RÉÉDITION DES ŒUVRES DE GROTIUS.

M. C. van Vollenhoven présente le rapport suivant :

En 1920, l'Union a voté une proposition de l'Académie d'Amsterdam tendant à faire préparer : 1° une édition complète des lettres de Grotius; 2° une édition complète ou presque complète de ses œuvres. Pour la première entreprise, la publication des lettres, il fallait spécialement solliciter le concours *financier* des membres de l'Union; pour la seconde, on aura surtout besoin de leur collaboration *scientifique*, afin de faire faire des recherches dans les archives, les bibliothèques et les collections privées — notamment en France, où Grotius a passé la moitié de sa vie et où il avait des amis et des correspondants nombreux.

La première entreprise (publication des lettres) n'ayant pas

encore pu être réalisée par l'intermédiaire de l'Union, le Gouvernement néerlandais a approuvé tout récemment une proposition que lui a faite la « Commission pour les publications historiques nationales », d'après laquelle cette Commission est autorisée à publier successivement toute la correspondance. C'est pourquoi la première partie du projet voté en 1920 peut être rayée du tableau des projets de l'Union.

Quant à la seconde partie, — la réédition des ouvrages imprimés, — non seulement elle garde toute son importance, mais à mesure que la publication des lettres avancera, celle des œuvres deviendra de plus en plus facile et de plus en plus utile. Les exigences et les possibilités de cette réimpression ont été exposées dans la notice de M. P.-C. Molhuysen, membre de l'Académie d'Amsterdam, notice de 1921 composée et distribuée en vue de la réunion de l'Union.

Il y a donc lieu, à ce qu'il paraît, de prier l'Académie d'Amsterdam de bien vouloir dresser un plan de travail pratique pour faire rechercher en France, en Pologne, en Suède, en Angleterre et peut-être ailleurs, soit des ouvrages ou des poèmes jusqu'ici inconnus de Grotius, soit les parties perdues de ses ouvrages publiés.

Le Rapporteur,

C. VAN VOLLENHOVEN.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

4. — DROIT COUTUMIER D'INDONÉSIE.

Au nom de la Commission, M. C. van Vollenhoven donne lecture du rapport suivant :

Au sujet du projet ayant trait au droit coutumier d'Indonésie, il n'y a lieu que de signaler deux choses : d'abord le progrès régulier de la préparation d'un dictionnaire pour ce droit,

préparation dont s'est chargée une Commission hollandaise et qui aboutira avant la fin de l'année à une liste provisoire des mots qui se rapportent aux us et coutumes; — puis le succès probable des démarches faites par M. Homolle pour obtenir le concours de quelques personnes compétentes au pays des Tchams, au Cambodge. La confection et la publication d'une espèce de dictionnaire pourraient, au besoin, se faire en Hollande; mais pour recueillir sur place les documents spécifiés dans la proposition d'Amsterdam de 1921 et dans le spécimen distribué en septembre 1922, la collaboration de personnes habitant l'Indo-Chine française, l'Indonésie britannique (péninsule malaise, partie septentrionale de Bornéo), les îles Philippines ou l'île de Formose est indispensable.

Le Rapporteur,

C. VAN VOLLENHOVEN.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

5. — DICTIONNAIRE DU LATIN MÉDIÉVAL.

Au nom de la Commission composée du Comité central et des délégués qui s'y sont adjoints, M. Nicolau d'Olwer présente le rapport suivant :

La Commission, formée par le Comité central et les délégués qui s'y étaient adjoints, a tenu sa séance le lundi 12 mai, à 14 heures et demie, sous la présidence de M. Pirenne, représentant de la Belgique.

Assistaient à la réunion : MM. d'Alos, Armstrong, Baxter, Eitrem, Goelzer, Homolle, Jespersen, Nicolau d'Olwer, Pàrvan, Pirenne, Salverda de Grave, Ussani, Vinogradoff et Vulič.

Question du « Bulletin ».

Au nom du Comité de rédaction, M. Goelzer présente, en épreuve, le premier fascicule du *Bulletin Du Cange* (Archivum). Il propose d'adresser une lettre circulaire, laquelle serait encartée dans le fascicule, à tous les Comités nationaux participant à l'entreprise, pour solliciter la collaboration des savants de tous pays, et pour les prier de ne pas attendre le dernier moment pour faire leurs communications. — Adopté.

M. le Président pose la question du prix du *Bulletin*. On fixe de commun accord l'abonnement annuel à 25 francs français. Comme c'est l'usage, les auteurs auront droit à 25 tirés à part de leurs articles.

On décide, en vue de la propagande, que le premier fascicule sera tiré à 1,000 exemplaires. On décide aussi que les *Instructions techniques* seront clichées, de façon à ce que des tirages subséquents soient possibles au fur et à mesure des besoins. Pour le moment, ces *Instructions* seront tirées à 1,000 exemplaires, qui seront partagés entre les différents Comités nationaux.

État des travaux du « Dictionnaire ».

M. le Président prie les représentants de chaque nation de bien vouloir donner des renseignements sur l'avancement des travaux.

M. Pirenne commence, au nom de la Belgique, et il dit que certains membres de son Comité national prévoient de grandes difficultés si l'on exige de tous les collaborateurs immédiats la rédaction de fiches prosodiques. MM. Ussani, Goelzer et Salverda de Grave croient qu'on exagère peut-être ces difficultés, et qu'il suffira de confier le dépouillement des versificateurs à des collaborateurs compétents.

M. Pirenne annonce que le Comité national belge a une subvention annuelle de 5,000 francs accordée par le Gouverne-

ment, à laquelle s'ajoute une somme de 10,000 francs due à la Fondation universitaire. Il annonce aussi que le Comité belge comprend MM. Berlière, Delehay, De Wulf, Pirenne, Thomas, Vercoullie, Waltzing, Wilmotte.

M. Nicolau d'Olwer dit que le fait de n'avoir pu faire paraître le premier fascicule du *Bulletin* l'a empêché, jusqu'à présent, de solliciter la collaboration de l'Espagne de langue espagnole et du Portugal à l'entreprise du nouveau *Du Cange*, de laquelle l'un et l'autre sont encore absents. Quant à la Catalogne, le Comité national constitué à Barcelone est composé de MM. Nicolau d'Olwer, président, Balcells, Casacuberta, Gudiol et Martorell. Étant donné le petit nombre de textes littéraires et épigraphiques qu'on a en Catalogne pour les VII^e, VIII^e, IX^e et X^e siècles, et, par contre, l'abondance extraordinaire des chartes, c'est par celles-ci qu'on a commencé le dépouillement pour le *Corpus* que l'Institut d'Estudis Catalans est en train de publier pour une date prochaine. Malgré les difficultés de l'heure, qui menacent même l'existence de l'Institut, le travail est poursuivi. On dresse, en outre, les fiches onomastiques et toponymiques.

Pour les États-Unis, M. Armstrong dit qu'il s'en remet à la note de M. Baxter, publiée dans le fascicule premier du *Bulletin*, pages 57 et suivantes.

M. Homolle donne la liste des membres du Comité national français, constitué par MM. Homolle, président, Châtelain, Fournier, Goelzer, Langlois, Lot, Prou et Thomas. Il annonce aussi que, pour cette année, l'Institut de France a voté une subvention de 6,000 francs pour le *Dictionnaire du Latin médiéval* et que le Ministère de l'Instruction publique a souscrit pour 1,000 francs. Le dépouillement des textes est commencé par M. Goelzer et ses collaborateurs.

Sir Paul Vinogradoff annonce, pour la Grande-Bretagne, que la *British Academy* a formé deux Comités. L'un (Section nationale du Comité international) s'occupera des travaux intéressant

le *Dictionnaire*, tel que le conçoit l'U. A. I. Il est composé par Sir Paul Vinogradoff, président, MM. Baxter, Coulton, James, Lindsay, Lowe, Onions, Plummer et Watson. L'autre Comité va s'occuper des documents latins postérieurs à 1066.

Pour l'Italie, M. Ussani rapporte que les travaux commencés en 1919, dont il est fait mention dans l'historique de M. Langlois (p. 9 du *Bulletin*), ont été suspendus en attendant la rédaction définitive des types de fiche. La reprise en est imminente. Le Comité italien ne renonce pas à dresser des fiches de noms propres, à l'usage surtout de la toponomastique nationale.

M. Ussani annonce que le cartel des Académies italiennes a accordé sur ses fonds une somme de 20,000 lire pour les travaux du *Dictionnaire*. On a la certitude d'avoir aussi une subvention du Regio Istituto Veneto, auquel l'entreprise a été particulièrement confiée. Le Comité italien se compose de MM. Crescini, président, Ermini, Fedele, Lazzarini, Leicht, Medin, Silvagni, Tamassia et Ussani. A Pise, on va inaugurer un centre de travail près de l'École normale supérieure.

M. Eitrem apporte l'adhésion de la Norvège à l'entreprise.

M. Salverda de Grave dit que l'Académie d'Amsterdam a préparé, pour les Pays-Bas, un rapport qui sera envoyé ultérieurement.

Pour la Roumanie, M. Pärvan prévoit la formation d'un Comité national roumain, analogue au second Comité dont Sir Paul Vinogradoff a parlé pour la Grande-Bretagne. Il se réjouit à la pensée que, si cette Commission ne peut pas collaborer au *Dictionnaire*, elle pourra au moins contribuer à la rédaction du *Bulletin*.

M. Vulić dit que, pour le royaume des S. K. S., on peut compter sur l'Université de Zagreb et le professeur M. Skok. La Yougoslavie n'a pas de textes antérieurs au XII^e siècle, mais elle est disposée à dépouiller ceux qui ont paru dans d'autres pays.

M. le Président se félicite de l'état d'avancement et de coor-

dination auquel les travaux sont parvenus. Il prie MM. les délégués de bien vouloir poser toutes les autres questions qu'ils jugent utile de soulever.

Questions diverses.

Sur la proposition de M. Ussani, on décide qu'une réunion extraordinaire du Comité central pourra toujours être convoquée au mois de janvier, à Paris, sur la demande de trois membres du Comité central.

Sir Paul Vinogradoff (Grande-Bretagne), MM. Ussani (Italie) et Pirenne (Belgique) demandent que, dès maintenant, le Comité central soit convoqué à Paris en janvier 1925. — Adopté.

A cette réunion, on arrêtera définitivement les listes des auteurs à dépouiller par chaque nation participante. Il faut, en effet, que ces listes soient déposées sur le bureau au plus tard en janvier 1925, pour qu'il soit possible de publier, pendant l'année, ces nomenclatures bibliographiques, « dont la collection complète pour tous les pays sera assurément d'un grand prix », comme le dit M. Langlois à la page 15 du *Bulletin*.

Sur la proposition de M. le Président, il est décidé que, sur les fonds de l'U. A. I., on achètera, pour le Bureau central de Paris, un exemplaire complet du *Glossarium mediae et infimae latinitatis* et aussi un exemplaire du *Dictionnaire Forcellini-De Vit*.

Le Rapporteur,
NICOLAU d'OLWER.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

6. — DOCUMENTS HISTORIQUES CONCERNANT LE JAPON.

Au nom de la Commission, M. C. van Vollenhoven lit le rapport suivant :

1. L'Académie des Sciences de Lisbonne, priée de bien vouloir désigner un membre portugais dans la Commission constituée par l'Union, n'a pas répondu jusqu'ici. Il y aurait lieu de lui réitérer cette prière.

2. Conformément au désir exprimé dans le rapport de 1923, le Japon vient d'indiquer l'ambassade du Japon à Bruxelles comme l'endroit où pourra être adressée la correspondance relative à la proposition Mikami, et d'où l'on en accusera réception.

3. La délégation japonaise ayant dressé une liste des manuscrits historiques se trouvant en Europe, dont le contenu a été soit examiné, soit copié dans l'intérêt de l'histoire du Japon, se propose : 1° de prier les spécialistes désignés par les Académies faisant partie de l'U. A. I. de bien vouloir compléter cette liste par l'indication d'autres manuscrits pouvant intéresser le Japon; 2° de rechercher minutieusement quelles sont les données déjà imprimées et signalées dans les bibliographies et les catalogues imprimés; 3° de rechercher aussi avec soin quels manuscrits présentant de l'intérêt historique pour le Japon sont mentionnés dans les catalogues imprimés des manuscrits.

4. La Commission instituée par l'Union en 1922 se compose à l'heure qu'il est de MM. Mikami, S. Tachi, Imbart de la Tour, Sir Frederic Kenyon, G. de Sanctis, marquis de Villalobar et C. van Vollenhoven.

Ont été désignés comme spécialistes :

Par l'Académie d'Amsterdam, ses membres : MM. H.-T. Colenbrander et M.-W. de Visser, professeurs à l'Université de Leyde.

Par l'Académie de Turin : M. Alessandro Luzio, directeur des Archives d'État de Turin.

Par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de Paris : M. Paul Pelliot, professeur au Collège de France.

Le Rapporteur,

C. VAN VOLLENHOVEN.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité. Le Président remercie S. Exc. M. Adatci d'avoir bien voulu accepter que la correspondance relative à cet objet, fût adressée à l'ambassade impériale japonaise à Bruxelles.

**7.—FORMA ROMANI IMPERII ET COMPLÉMENTS AUX CORPUS
DES INSCRIPTIONS GRECQUES ET LATINES.**

Au nom de la Commission, M. G. Giglioli lit le rapport suivant :

I. — Forma Romani Imperii.

MM. de Sanctis et Giglioli annoncent que la préparation de la carte archéologique d'Italie progresse régulièrement, grâce aux efforts de M. le Prof. G. Lugli et de M. l'architecte J. Gismondi, qui ont été chargés de ce travail par la Commission de l'Académie des Lincei.

La carte archéologique sera dressée d'après la carte de l'état-major italien à l'échelle de 1/50 000^e ou de préférence d'après la carte de 1/25 000^e où cette levée existe.

M. Lugli, dans ses deux campagnes d'exploration dans le territoire de Terracina jusqu'à l'extrémité méridionale du Latium, a non seulement relevé, avec l'exactitude la plus grande, tous les monuments déjà connus, mais il a eu aussi la chance de mettre la main sur nombre de monuments inconnus du plus grand intérêt, par exemple sur une maison de l'époque de Sylla,

conservée jusqu'au deuxième étage. Pendant ces travaux, il a eu aussi l'occasion de résoudre plusieurs questions d'archéologie et de topographie : par exemple, dans un groupe de ruines grandioses qu'on appelle la villa de Lucullus, il a reconnu une villa impériale bâtie à la fin du I^{er} ou au commencement du II^e siècle. Tous ces matériaux seront publiés dans le premier fascicule de la *Forma Italiae*, qui va paraître incessamment.

M. Vulić donne des renseignements sur les recherches concernant la topographie archéologique de Poetorio et de la région de Belgrade, surtout pour ce qui se rapporte aux stations préhistoriques; il présente une carte de Salona, qui complète celle qui a été publiée il y a quelques années, et annonce qu'on va publier des rapports annuels, analogues aux *Notizie degli Savi*. Pour la carte archéologique, on aura la collaboration de MM. V. Skrabar et B. Saria et l'on se servira des cartes déjà dressées par MM. Bulić, Yelić, Vottić et d'autres. Il annonce que les diverses époques seront marquées sur les cartes, à l'aide de différentes couleurs.

M. Pârvan présente des remarques relatives à la méthode, au sujet des cartes présentées par M. Vulić; il est d'avis que les cartes des principales époques préhistoriques doivent être dressées séparément pour chaque époque en écartant toute considération ethnographique, qui pourrait troubler le jugement, en mêlant des époques et des civilisations différentes. Il émet aussi le vœu qu'il adopte les signes et les couleurs mêmes qu'ont adoptés l'Italie et la Roumanie. M. Vulić déclare qu'il est lui-même convaincu de la nécessité de distinguer toujours dans les cartes des Balkans l'âge du bronze et le premier âge du fer. Il convient aussi de l'opportunité d'un accord avec les États voisins dans le but d'une rédaction uniforme de la carte. M. de Sanctis salue avec satisfaction l'entente qui se prépare entre les États de l'ancien territoire illyro-thrace et est de l'avis de M. Pârvan de dresser des cartes d'ensemble pour les différentes époques de civilisation.

M. Pârvan présente ensuite les deux premières feuilles de la carte archéologique de la Roumanie, relevée par lui sur le terrain à l'aide de ses collaborateurs et élèves, MM. Andriesescu, Vlădescu et Dumitrescu. Il explique la méthode et les signes qu'il emploie et insiste sur la nécessité de relever, dans la région du Danube même, les traces de l'époque des migrations des peuples, lesquelles en constituent la protohistoire moderne. Il annonce que la carte archéologique de la Roumanie, qui progresse d'une manière satisfaisante sur le Danube et en Dobrudja, sera commencée aussi en Transylvanie avec la collaboration de M. Teoderesco.

M. d'Alos donne des indications sur les recherches d'archéologie en Catalogne et présente l'esquisse d'un atlas pour la Catalogne, dressé par les soins de P. Bosch Gimpera. M. Pârvan demande des renseignements sur l'état des travaux de relèvement de la carte archéologique de l'Espagne et propose à M. Bosch de se mettre en rapport avec MM. de Sanctis et Lugli pour essayer de réaliser un accord sur les signes et la méthode, analogue à celui qu'ont déjà conclu l'Italie et la Roumanie.

M. Homolle annonce de son côté que la France est en train de préparer une carte archéologique du Maroc et se félicite avec MM. les représentants de l'Italie, de la Yougoslavie, de la Roumanie et de l'Espagne des travaux entrepris.

II. — Inscriptions.

Au nom de la délégation italienne, M. de Sanctis donne des renseignements sur les travaux préparatoires du volume II du *Corpus des Inscriptions chrétiennes*. Ce volume, qui comprendra les inscriptions des édifices dans l'intérieur de la ville, des basiliques suburbaines et des cimetières de voies Cornelia, Aurelia, Ostiensis et Portuensis ⁽¹⁾.

(1) Il sera publié par M. le Profr. Silvagni, sous le patronage de la R. Società Romana di Storia Patria et de la Pontifica Commissione d'Archeologia.

De son côté, l'Académie des Lincei a confié à M. le docteur G. Mancini la publication des recueils des inscriptions nouvellement découvertes à Tibur et à Praeneste. La préparation de ce travail est presque achevée et l'on espère que ce fascicule pourra paraître dans quelques mois. Après cette publication, on entreprendra tout de suite la préparation d'autres recueils partiels, soit pour la première région, soit pour d'autres régions de l'Italie.

M. Vulič fait connaître l'accord qui a été conclu à Bucarest entre la Roumanie, la Yougoslavie et la Bulgarie, en vue de la publication en commun, sous les auspices des trois Académies de Bucarest, de Belgrade et de Sophia, des *Corpora* des inscriptions latines et grecques de l'ancien territoire illyro-thrace.

M. d'Alos signale les travaux de la bibliographie des inscriptions latines et grecques du *Conventus Tarraconensis* publiées après le volume de M. Hübner.

Le Rapporteur,
G.-D. GIGLIOLI.

• Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

8. — SYSTÈME DE TRANSCRIPTION PHONÉTIQUE ET DE TRANSLITTÉRATION.

Au nom de la Commission, M. Salverda de Grave présente le rapport suivant :

Le Comité du projet d'un système de transcription phonétique et de translittération des alphabets s'est réuni le mardi 13 mai, à 2 heures de l'après-midi. Étaient présents : MM. Armstrong, Jespersen, Rozwadowski et Salverda de Grave.

M. Rozwadowski préside.

Il informe le Comité que M. Van Wijk, de l'Université de

Leyde, et lui, chargés par l'U. A. I. d'élaborer le projet susdit, ont institué une enquête auprès d'une centaine de savants.

Ils leur ont envoyé un questionnaire et un essai concis de la main de M. Rozwadowski : « Principes de transcription phonétique ». Par suite de différentes circonstances, le questionnaire et l'essai ont été envoyés trop tard pour que le résultat de l'enquête pût être présenté au Comité. Le dépouillement des réponses s'annonce, dès maintenant, comme devant être très laborieux, vu leur grande divergence.

Sur l'avis de M. Jespersen, le Comité propose à l'Assemblée de nommer un Comité de savants compétents, afin de procéder à ce dépouillement et de faire un rapport sur les conclusions générales qu'elles comportent. Ce rapport sera présenté à la session de l'U. A. I. de l'année prochaine. Bien que le but final soit d'arriver à un système de transcription et de translittération qui ait des chances d'être adopté par tous les phonéticiens, on ne saurait naturellement assurer, en aucune façon, que ce but sera atteint. De ce Comité feraient partie MM. Rozwadowski, Van Wijk et Jespersen, avec d'autres savants qu'ils s'adjoindraient. Il se réunira à Copenhague dans le courant de l'année; il est possible qu'une partie des frais soit payée par le fonds Rask-Ørsted.

M. Jespersen remercie MM. Rozwadowski et Van Wijk de toute la peine qu'ils se sont déjà donnée pour mener à bien le projet.

J.-J. SALVERDA DE GRAVE.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

9. — LANGUE AUXILIAIRE.

Au nom de la Commission, M. W. G. Leland donne lecture du rapport suivant :

M. Homolle annonce que la Commission a à considérer le rapport, lu par M. Leland, en séance plénière, le lundi 12, dans

lequel le Conseil des Sociétés Savantes américaines demande l'avis de l'U. A. I., sur le point de savoir s'il est désirable d'entreprendre l'étude de la question d'une langue auxiliaire.

M. Jespersen parle de la grande utilité qu'aurait une seule langue, partout reconnue, pour les relations internationales, scientifiques, politiques, commerciales et autres; mais il est d'avis qu'il serait impossible, pour des raisons diverses, de choisir, pour remplir ce rôle, n'importe laquelle des langues nationales existantes. Il est également de l'opinion que le latin n'est pas à même de servir comme langue internationale, vu sa grande difficulté et l'impossibilité d'exprimer, dans cette langue, une foule d'idées qui forment une part indispensable de la civilisation moderne. Il reste donc à choisir une langue auxiliaire artificielle.

Il rappelle le progrès qui a été réalisé pendant les dernières années dans la construction des langues artificielles, les ressemblances entre ces langues dues aux principes scientifiques sur lesquels elles sont basées et le fait que l'opposition à l'idée d'une langue artificielle de la part des philologues et des linguistes a beaucoup diminué, et il partage l'opinion qu'une langue artificielle peut être construite de manière à être beaucoup plus facile que les langues naturelles, mais que le choix entre les diverses langues artificielles doit se faire avec beaucoup de circonspection. La langue à adopter doit remplir les conditions suivantes :

1° Être facile à apprendre, tant pour les nations orientales que pour celles de l'Occident; facile à écrire et à faire imprimer dans toutes les imprimeries du monde civilisé;

2° Être capable de rendre toutes les nuances nécessaires pour la vie pratique et scientifique, et de les rendre avec la plus grande précision possible, car une compréhension par à peu près ne suffit pas.

Il propose donc que la Commission recommande à l'U. A. I. d'exprimer le désir que chaque Académie discute la question, de

manière à pouvoir donner l'année prochaine des instructions à ses délégués sur l'opportunité de choisir une langue artificielle comme langue auxiliaire scientifique, et aussi sur la manière qui semble la meilleure pour arriver, dans ce cas, à un choix qui fasse autorité et qui s'impose vraiment au monde scientifique tout entier.

M. Adatci est d'avis que la question d'une langue auxiliaire, qui a déjà été soulevée à la Société des Nations, a une grande importance pour le Japon. Il désire savoir si tous les délégués présents sont convaincus de l'utilité d'une langue auxiliaire et demande que l'U. A. I. se prononce sur ce point.

M. Vulić est de l'opinion que, puisque tout savant est déjà dans la nécessité de connaître trois ou quatre des principales langues vivantes, l'acquisition d'une langue auxiliaire lui demanderait un effort de plus, sans lui être du reste très utile.

M. Ussani rappelle qu'il existait, au moyen âge, une langue universelle qui est morte parce qu'elle n'avait pas la souplesse nécessaire pour répondre aux besoins qui changeaient avec le temps. Il estime qu'il est très difficile d'inventer une langue artificielle qui soit à même d'exprimer les nuances de la philosophie, de la philologie, de l'histoire, etc. S'il était nécessaire de choisir une langue auxiliaire, il serait plus facile de choisir une langue *vivante* qui aurait le double avantage d'être déjà très répandue et de familiariser ceux qui l'apprendraient avec une grande littérature existante. Il consentirait à soumettre la question aux Académies italiennes, qui ne seraient pas, à son avis, favorablement disposées; mais étant sans mandat des Académies qu'il représente, il ne pourrait pas voter maintenant sur la question.

M. Roswadowski, tout en admettant les grandes difficultés que présente la création d'une langue auxiliaire, est néanmoins de l'opinion qu'une telle langue serait de la plus grande utilité.

M. Armstrong estime que l'U. A. I. ne devrait pas émettre un avis sur la nécessité d'une langue auxiliaire, cette question

n'étant pas de l'ordre de celles dont elle se préoccupe. Néanmoins, il pense que l'U. A. I. pourrait, le cas échéant, et sans sortir de ses attributions, étudier la mesure dans laquelle les langues auxiliaires déjà proposées, ou encore à proposer, possèdent les qualités nécessaires de simplicité, de clarté et de facilité linguistique; mais il ne croit pas que l'U. A. I. devrait entreprendre d'étudier cette question avant d'en être saisie par un corps compétent.

M. Eitrem fait remarquer que la faculté de philosophie et lettres de l'Université de Christiania a déjà discuté la question d'une langue auxiliaire et s'est prononcée contre l'adoption d'une langue artificielle, étant persuadée que le rôle de langue auxiliaire pourrait être mieux rempli par une des langues vivantes les plus répandues.

M. Jespersen répond aux objections qui ont été faites et affirme que les difficultés des langues artificielles ont été exagérées. Les langues artificielles contiennent tout ce qu'il y a de plus naturel dans les langues nationales, sans leurs irrégularités, et par là sont très souples, et il lit quelques passages en Ido pour démontrer la facilité avec laquelle on peut les comprendre sans même avoir étudié la langue.

M. Pârvan, tout en admettant l'utilité d'une langue auxiliaire comme moyen pratique de resserrer les rapports entre les nations, ne croit pas que la question touche directement les buts de l'U. A. I., et il propose que la Commission recommande à l'U. A. I. de laisser ses membres libres de soumettre ou non la question à leurs académies respectives.

M. Adatei répète que pour le Japon la question est de la plus haute importance. Bien que l'Académie Impériale ne se soit pas encore prononcée, il croit qu'elle sera en faveur d'une langue auxiliaire, et il souligne la nécessité, pour les orientaux, d'avoir avec les occidentaux un moyen de communication dont l'acquisition ne soit pas trop difficile. Il remarque que les langues artificielles existantes sont toutes basées sur les langues occi-

dentales et ne contiennent aucun élément linguistique oriental ; mais c'est là un sacrifice auquel le Japon consent. Il espère donc que l'U. A. I. ne refusera pas de prendre la question en considération.

M. Bidez remarque que la question proposée ne semble pas rentrer dans le domaine de l'U. A. I. tel qu'il est précisé par l'article II des statuts. Il fait observer cependant que, en cas pareils, l'U. A. I. souhaite pouvoir répondre aux consultations qui lui sont adressées ; mais la question n'a pas été proposée selon la procédure prescrite par l'article XII des statuts. Il constate toutefois que les débats s'éclaircissent et que l'on se trouve devant deux solutions : ou bien déclarer que la question n'est pas de la compétence de l'U. A. I., ou bien la soumettre aux divers corps savants qui en font partie. Il recommande cette seconde solution.

M. Pirenne se rallie à l'avis de M. Armstrong. Il ne croit pas que l'U. A. I. soit compétente pour discuter la question de l'utilité d'une langue auxiliaire. Du reste, il estime que pour un savant, ce serait une perte de temps que d'apprendre une langue artificielle. Dans les domaines du droit, des rapports internationaux, de la vie pratique, une langue auxiliaire pourrait rendre de grands services. Mais il appartient alors à des corps à buts moins spéciaux que l'U. A. I., tels que, par exemple, la Société des Nations, de considérer la question.

M. Homolle est de l'avis de MM. Pirenne et Ussani. Il fait remarquer que dans son rapport du 18 mars 1924, le Comité exécutif du Conseil International de Recherches annonce le renvoi à la Société des Nations du rapport fait par un Comité du Conseil sur la question d'une langue auxiliaire.

M. Salverda de Grave exprime l'opinion que l'U. A. I. ne peut pas écarter l'objet en discussion, précisément parce qu'il concerne une question linguistique et que l'U. A. I. est composée de savants qui peuvent et qui devraient se prononcer sur une telle question. En outre, certaines académies en

ont déjà été saisies, la question de l'Ido et de l'Esperanto ayant été présentée à l'Académie d'Amsterdam. Il préconise le renvoi de la question par l'U. A. I. aux académies et la préparation d'un rapport basé sur leurs réponses.

MM. Bidez et Jespersen acceptent la proposition de M. Salverda de Grave. M. Bidez donne de nouveau lecture du rapport présenté par M. Leland, en proposant que ce rapport même soit envoyé aux académies.

M. Jespersen préfère que le procès-verbal de la séance soit envoyé aux académies avec le susdit rapport.

M. Homolle annonce que la Commission se trouve en présence de deux propositions : l'une consiste à soumettre la question à la Société des Nations, l'autre à la soumettre aux académies représentées dans l'U. A. I.

M. Leland remarque que la Société des Nations a déjà saisi la Commission de coopération intellectuelle de la question d'une langue auxiliaire et que cette Commission, après une longue discussion, a décidé de ne pas recommander une langue artificielle à l'attention de l'Assemblée de la Société des Nations.

La question est mise aux voix et la Commission décide de recommander à l'U. A. I. d'envoyer le rapport de M. Leland avec le procès-verbal de la séance aux académies qui sont représentées dans l'U. A. I., en leur demandant d'étudier les questions formulées dans le rapport et de faire connaître au Secrétariat de l'U. A. I., avant le 1^{er} janvier 1925, les résultats de leurs délibérations.

Le Rapporteur,
WALDO G. LELAND.

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

10. — AIDE AUX PUBLICATIONS DES SAVANTS RUSSES.

Au nom de la Commission, M. Vulić présente le rapport suivant :

• L'Union des Académies a été saisie par M. Olaf Broch, professeur de l'Université de Christiania, en sa qualité de correspondant de l'Académie de Petrograd, d'une proposition de venir en aide aux savants russes pour la publication de leurs travaux d'intérêt général.

Les Russes, qui, jadis, contribuaient avec succès aux progrès des diverses sciences, continuent leurs travaux avec dévouement ; mais, dans la situation déplorable où ils se trouvent actuellement, ils sont dépourvus des moyens nécessaires pour faire connaître les résultats de leurs recherches. Dans sa session de 1923, l'Union des Académies chargea notre Comité d'étudier la question des secours qu'on pourrait leur porter. Après une enquête préalable conduite par Sir Paul Vinogradoff et une discussion qui a eu lieu lundi 12 mai, le Comité a formulé, à l'unanimité, les propositions suivantes, qu'il a l'honneur de soumettre à l'Union des Académies :

1° Il n'est pas possible, dans les conditions actuelles de désarroi économique, d'assurer l'existence d'un fonds de secours indépendant qui pourrait compter sur un revenu régulier de 500 livres par an, ou à peu près.

2° Mais il est possible et désirable d'ouvrir des listes de souscription auprès des Académies, qui se chargeraient de recevoir certaines sommes destinées à faciliter la publication des ouvrages russes d'un intérêt général.

3° Dès à présent, les représentants de quatre Académies ont déclaré qu'on pourrait insérer, dans leurs mémoires, une partie de ces travaux, de préférence ceux qui seraient écrits dans une langue occidentale. Cette déclaration a été faite par les délégués des Académies de Belgrade, de Prague, de Cracovie et de

Bucarest. On peut espérer que d'autres corps savants imiteront cet exemple. Il serait donc désirable de communiquer ces décisions aux Académies qui font partie de l'Union.

4° Pour assurer le choix et la répartition des travaux, il y aurait lieu d'organiser, auprès de l'Union Académique, comme intermédiaire entre les savants russes et les Académies, un bureau permanent dont les délégués des Académies qui veulent prendre part à l'exécution de ce projet seraient membres, avec pouvoir de compter d'autres personnes dont l'assistance serait considérée comme utile.

Le Rapporteur,
N. VULIČ.

Ce rapport est approuvé et ses conclusions sont adoptées.

11. — CORPUS DES MOSAÏQUES ANTIQUES DÉCOUVERTES EN GRÈCE.

Au nom de la Commission, M. Homolle lit le rapport suivant :

Dans la séance tenue le mardi 13 mai, M. Courouniotis a communiqué une lettre de M. Négris, président de la Commission franco-hellénique d'Athènes, exposant l'état des travaux préparatoires : exécution des photographies et aquarelles destinées à l'illustration du premier fascicule ; rédaction des textes descriptifs.

Conformément à la méthode recommandée en 1923, la publication se fera sur le modèle du *Corpus Vasorum* ; elle adoptera l'ordre géographique. Le premier fascicule contiendra les mosaïques du Péloponèse.

Les photographies d'ensemble et de détail soumises à la Commission, et dont l'exécution a paru très satisfaisante, fourniront la matière de 35 planches environ.

Les ressources nécessaires à la publication étant, d'autre part, assurées par l'ouverture d'un crédit de *soixante mille francs*, et

le dépôt effectué déjà à Paris, depuis plusieurs mois, d'une somme de *trente mille francs*, productifs d'intérêt, toutes les conditions requises par les statuts se trouvent remplies et la Commission est heureuse de constater que le *Corpus des Mosaiques*, admis en principe par décision de 1923 au nombre des publications de l'Union Académique Internationale, est en voie de réalisation.

L'accord intervenu entre les savants hellènes et les savants français, l'entente préparée avec un éditeur de Paris permettent d'espérer que le premier fascicule sera déposé sur le bureau du Comité de l'Union à la session de 1925.

Le Rapporteur,
THÉOPHILE HOMOLLE.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

12. — ICONOGRAPHIA CELTICA

Au nom de la Commission, M. Homolle présente le rapport suivant :

La proposition de publication d'une *Iconographia Celtica*, présentée, au nom de M. Bienkowski, par l'Académie polonaise de Cracovie, avait dû être écartée l'an passé, bien qu'elle se recommandât à la fois par l'intérêt du sujet et la haute valeur de l'auteur, en raison de la forme sous laquelle elle se présentait; elle comportait en effet une demande de subvention qui n'était ni dans les usages, ni dans les moyens de l'Union.

M. Morawski informe la Commission que cet obstacle serait levé, grâce aux pourparlers engagés, par l'entremise de M. Picard, directeur de l'École française d'Athènes, avec un éditeur de Paris; il estime que le succès en serait facilité et assuré si l'Union Académique accordait à l'*Iconographia Celtica* son appui moral, en l'admettant au nombre des publications placées sous son patronage.

Dans ces conditions nouvelles, la Commission estime qu'il y aurait lieu d'aider à l'achèvement d'une monographie faite pour honorer l'Union.

Le Rapporteur,
THÉOPHILE HOMOLLE.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

II. — DATE DE LA PROCHAINE SESSION.

L'Assemblée décide, à l'unanimité, que la session de 1925 se tiendra les 11, 12 et 13 mai.

III. — ÉLECTIONS.

MM. J.-L. Heiberg et **J. Bidez** sont élus respectivement vice-président et secrétaire, pour les sessions de 1925, 1926 et 1927, en remplacement de **MM. Salverda de Grave** et **Inouyé**, sortants et non immédiatement rééligibles.

Le bureau sera donc composé, pour la session prochaine, de la façon suivante :

Président : **M. Th. Homolle** (sortant en 1926);

Vice-présidents : **Sir Paul Vinogradoff** (sortant en 1926) et **M. J.-L. Heiberg** (sortant en 1927);

Secrétaire : **M. J. Bidez** (sortant en 1927);

Secrétaires adjoints : **MM. G. de Sanctis** et **V. Pârvan** (sortants en 1926).

M. Homolle, président, remercie les délégués des divers pays de leur assiduité aux réunions de l'Union Académique ainsi que de l'activité et de la bonne entente dont ils ont fait preuve au cours des travaux.

Il déclare ensuite close la cinquième session de l'Union Académique.

Séance du lundi 2 juin 1924.

M. MAURICE DE WULF, *directeur de la Classe.*

Sont présents : MM. J. Waltzing, *vice-directeur*; P. Thomas, baron A. Rolin, M. Vauthier, Eug. Hubert, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehayé, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J. van den Heuvel, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, J. Leclère, P. Ladeuze, *membres*; J. Cuvelier, H. Vander Linden, A. Nerinx, M. Ansiaux, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Leclercq, H. Pirenne, *membres*; Capart, comte Carton de Wiart et H. Rolin, *correspondants*.

M. le Directeur souhaite la bienvenue à M. Th. Homolle, associé de l'Académie, qui assiste à la séance.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts demande si un membre de l'Académie désire être délégué officiellement, à titre honorifique, au Congrès international d'Histoire et de Géographie de l'Amérique, qui se tiendra à Buenos-Ayres en octobre 1924.

M. J. Heiberg remercie l'Académie de l'avoir élu associé.

M. A. De Ridder remercie l'Académie du prix qu'elle lui a accordé.

M. K. Jacobs soumet à la Classe, en vue du concours pour le prix Anton Bergmann, *Humbeek, eenige bladzijden uit zijne Geschiedenis*.

Le Comité de rédaction de la *Revue belge de Philologie et d'Histoire* demande à échanger celle-ci avec les publications de la Classe des Lettres. — Cet échange est accepté.

La Bibliothèque de l'Université israélite de Jérusalem demande à échanger ses *Scripta* avec les publications de l'Académie. — Conformément à l'usage, la Classe décide d'attendre que ce nouveau Recueil ait démontré sa vitalité.

L'Académie d'Amsterdam fait parvenir le programme de son concours de poésie latine pour 1925.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Les Pâques du Cid, par J. Leclercq.

L'Horloge à travers les âges, par A. Wins; présenté, avec une note bibliographique, par dom U. Berlière. — Remerciements.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

ALPHONSE WINS. — *L'Horloge à travers les âges*. Préface de Jean Chalon, 163 gravures. Mons, Dequesne, 1924, in-8°, xxx-343 pages.

Le livre que j'ai l'honneur de présenter à l'Académie, au nom de son auteur, *L'Horloge à travers les âges*, est un travail aussi curieux qu'instructif. C'est peut-être aller un peu loin que de dire avec l'auteur de la préface, Jean Chalon, qu'« entre l'hir-mensul et l'horloge moderne il y a place pour l'histoire de l'Humanité, qui peut se rattacher tout entière à l'histoire de

l'horloge », encore que pour écrire l'histoire de l'horloge à travers les âges il faille suivre celle de l'Humanité dans l'application pratique d'un problème scientifique. Je ne sais quand M. Alphonse Wins a commencé ses recherches sur l'horloge, mais je ne m'étonnerais pas que ce fût à l'ombre du clocher de Nivelles et que le souvenir du timbre de Jean de Nivelles l'eût obsédé depuis son retour à Mons. Le Jacquemart de la cité des « Aclôts » aura amené l'érudit président des Bibliophiles belges séant à Mons, à remonter le cours des siècles pour étudier les différentes espèces d'horloges primitives, pour examiner ensuite les horloges proprement dites et leurs transformations jusqu'aux plus récentes découvertes. Cela suppose de nombreuses lectures. Certes je n'oserais pas dire que tout soit de première main et n'ait pas besoin d'un certain contrôle. C'est par confusion avec Cluny que l'auteur fait émettre la profession de tout moine de l'ordre de Cîteaux à Cîteaux même (p. 61). Je pense aussi que l'examen des anciens coutumiers monastiques aurait révélé plus d'un texte intéressant sur la façon de mesurer le temps et de régler l'horaire; mais, dans l'ensemble, cet ouvrage est celui d'un érudit curieux et attentif. L'ouvrage est agrémenté de 162 gravures choisies avec goût; c'est dire que l'illustration aide le lecteur à suivre avec intérêt l'auteur dans son exposé historique et technique.

D. U. BERLIÈRE.

LECTURES.

Paul-Louis Courier et l'Histoire ⁽¹⁾,

par P. THOMAS.

« Je corrige un Plutarque qu'on imprime à Paris. C'est un plaisant historien et bien peu connu de ceux qui ne le lisent pas en sa langue; son mérite est tout dans le style. Il se moque des faits et n'en prend que ce qui lui plaît, n'ayant souci que de paraître habile écrivain. Il ferait gagner à Pompée la bataille de Pharsale si cela pouvait arrondir tant soit peu sa phrase ⁽²⁾. Il a raison. Toutes ces sottises qu'on appelle histoire ne peuvent valoir quelque chose qu'avec les ornements du goût ⁽³⁾. »

Cette boutade de P.-L. Courier est de nature à le rabaisser singulièrement dans l'estime des historiens. « Voilà bien, diront-ils, le philologue confiné dans l'étude des mots et des phrases, le lettré soucieux exclusivement de style et de beau langage. Faire si bon marché de la vérité! traiter avec tant d'irrévérence l'histoire, qui devait être une des gloires du XIX^e siècle! méconnaître à ce point sa dignité et son importance! Quelle étroitesse d'esprit et quel manque d'intelligence chez un homme pourtant cultivé! »

(1) Je cite les œuvres de Courier d'après l'édition Didot (*Bibliothèque française*) gr. in-8°. Paris, 1864.

(2) Le trait a paru si joli à Courier qu'il l'a reproduit textuellement dans ses notes sur les Pastorales de Longus, p. 175, col. 1 = p. 200 de l'édition Merlin. Paris, 1825.

(3) Lettre à M. et M^{me} Thomassin, 25 août 1809 (p. 295, col. 1).

Que Courier ait considéré l'histoire surtout comme une œuvre d'art ⁽¹⁾, c'est assez naturel. Il était de son temps et, pour être équitables, nous devons le juger d'après les idées de son temps. L'histoire figurait alors, comme l'éloquence, parmi les genres littéraires. La beauté de l'exécution semblait assurer aux compositions historiques une valeur durable. Il en est tout autrement aujourd'hui. L'histoire étant devenue, ou aspirant à devenir une science, et la science se renouvelant sans cesse, le mérite littéraire est tenu pour chose secondaire; un ouvrage mieux documenté ou apportant des aperçus plus exacts rejette dans l'ombre les ouvrages précédents, fussent-ils mieux écrits, pour être à son tour sacrifié au progrès de nos connaissances.

Courier n'était pas cependant aussi indifférent à la vérité historique qu'il affecte de l'être dans le passage que j'ai cité en commençant. Pendant la guerre de Calabre, il écrivait à Villoison ⁽²⁾ : « Ne croyez pas, au reste, que je perde mon temps; ici j'étudie mieux que je n'ai jamais fait, et du matin au soir, à la manière d'Homère, qui n'avait point de livres. Il étudiait les hommes : on ne les voit nulle part comme ici. Homère fit la guerre; gardez-vous d'en douter. C'était la guerre sauvage. Il fut aide de camp, je crois, d'Agamemnon, ou bien son secrétaire. Ni Thucydide non plus n'aurait eu ce sens si vrai, si profond; cela ne s'apprend pas dans les écoles. Com-

⁽¹⁾ Sa manière de voir à ce sujet ressort clairement de ce curieux passage d'une lettre à Clavier, juin 1805 (p. 246, col. 2) : « Un morceau qui plairait, je crois, traité dans le goût antique, ce serait l'expédition d'Égypte. Il y a là de quoi faire quelque chose comme le *Jugurtha* de Salluste, et mieux, en y joignant un peu de la variété d'Hérodote, à quoi le pays prêterait fort. Scène variée, événements divers, différentes nations, divers personnages; celui qui commandait était encore un homme; il avait des compagnons. Et puis, notez ceci, un sujet limité, séparé de tout le reste. C'est un grand point selon les maîtres, peu de matière et beaucoup d'art. »

⁽²⁾ Lettre du 8 mars 1805 (p. 245, col. 2).

parez, je vous prie, Salluste et Tite-Live; celui-ci parle d'or, on ne saurait mieux dire; l'autre sait de quoi il parle. Et qui m'empêcherait quelque jour...? car j'ai vu, moi aussi; j'ai noté, recueilli tant de choses, dont ceux qui se mêlent d'écrire n'ont depuis longtemps nulle idée; j'ai bonne provision d'esquisses; pourquoi n'en ferais-je pas des tableaux où se pourrait trouver quelque air de cette vérité naïve qui plaît si fort dans Xénophon? Je vous conte mes rêves. »

Mais ce qui l'intéresse, c'est la vérité humaine, et cette vérité humaine, il la trouve dans le conte, dans le roman, aussi bien que dans l'histoire.

J'extrais d'une lettre à Clavier ⁽¹⁾ ces lignes caractéristiques : « Vous n'avez pas tort non plus de croire que tous ces faits, ces grands événements qui tiennent le monde en suspens méritent bien peu l'attention d'un homme sensé, et que c'est sottise de méditer sur ce qui dépend des digestions de Bonaparte; mais je vous dis, moi, qu'on a beau être philosophe, la peinture des passions et des caractères, soit histoire ou roman, intéresse toujours, et plus un philosophe qu'un autre. La difficulté c'est de peindre, et c'est où les anciens excellent et où nos auteurs font pitié, j'entends nos historiens. Ils ne savent saisir aucun trait. Pour représenter une tempête, ils se mettent à compter les vagues; un arbre, ils le font feuille à feuille; et tout cela copié fidèlement ressemble bien moins au vrai que les inventions d'un homme qui joint à quelque étude le sentiment de la nature. Il y a plus de vérité dans *Joconde* que dans tout Mézeray. »

Quant à l'expression méprisante : « ces sottises qu'on appelle histoire », elle demande quelques explications.

On sait que Courier fut un singulier officier.

La gloire militaire ne l'éblouissait pas; il faisait sans enthousiasme

(1) Juin 1805 (p. 246, col 2).

siasme ce qu'il appelle lui-même « son vil métier » ; mauvaise tête et frondeur, il se plaisait à voir les choses par leur vilain côté, dénigrait ceux qu'on proclamait des « héros » ; et sa philosophie ne s'accommodait guère des massacres, des destructions, des pillages, de la démoralisation dont il était témoin.

Le malheur voulut qu'il fût appelé à servir dans l'atroce guerre de Calabre.

L'impression qu'elle fit sur lui, il l'a notée, en termes d'une rare énergie, dans une lettre à de Sainte-Croix ⁽¹⁾ : « Depuis ma dernière lettre, à laquelle vous répondîtes d'une manière si obligeante, il s'est passé ici des choses qui nous paraissent à nous de grands événements, mais dont je crois qu'on parlera peu dans le pays où vous êtes. Quoi qu'il en soit, Monsieur, si l'histoire de la Grande Grèce durant ces trois derniers mois a pour vous quelque intérêt, je vous envoie mon journal, c'est-à-dire un petit cahier où j'ai noté en courant les horreurs et les bouffonneries les plus remarquables dont j'ai été témoin. Il est difficile d'en voir plus, en si peu de temps et d'espace... Si les traits ainsi raccourcis de ces exécrables farces ne vous inspirent que du dégoût, je n'en serais pas surpris. Cela peut piquer un instant la curiosité de ceux qui connaissent les acteurs. Les autres n'y voient que la honte de l'espèce humaine. C'est là néanmoins l'histoire, dépouillée de ses ornements. Voilà les canevas qu'ont brodés les Hérodote et les Thucydide. Pour moi, m'est avis que cet enchainement de sottises et d'atrocités qu'on appelle histoire ne mérite guère l'attention d'un homme sensé. Plutarque, avec

L'air d'homme sage,
Et cette large barbe au milieu du visage,

me fait pitié de nous venir prôner tous ces donneurs de batailles

⁽¹⁾ 12 septembre 1806 (p. 260, col. 2).

dont le mérite est d'avoir joint leurs noms aux événements qu'amenait le cours des choses. »

N'est-ce point là le meilleur commentaire et, si j'ose dire, la justification de la fameuse boutade ? Il est facile au savant de cabinet de parcourir avec détachement et sérénité les pages les plus sanglantes des annales de l'humanité. Mais l'homme qui a été mêlé, comme spectateur et comme acteur, aux scènes qui marquèrent la conquête de Naples, est bien excusable de s'être abandonné à un mouvement d'humeur en songeant à la triste et cruelle réalité que recouvrent les récits des historiens.

J'ai plaidé les circonstances atténuantes, mais je vais plus loin : je me propose de montrer que Courier, précisément parce qu'il était philologue et fin lettré, a senti qu'une réforme était nécessaire dans la manière de concevoir et d'écrire l'histoire, réforme que le XIX^e siècle a vue s'accomplir.

Dans la préface de sa traduction de la *Luciade* ou *l'Ane*, reprenant et développant l'idée qu'il avait autrefois jetée en passant, « qu'il y a plus de vérité dans *Joconde* que dans Mézeray, » il s'exprime en ces termes ⁽¹⁾ : « Qui ne verrait dans cet ouvrage (*La Luciade*) qu'une narration enjouée, une lecture propre à distraire aux heures de loisir, en jugerait comme ont pu faire les contemporains. Mais pour nous, l'éloignement des temps y ajoute un autre intérêt. Comme monument des mœurs antiques, nous avons peu de livres aussi curieux que celui-ci. On y trouve des notions sur la vie privée des anciens, que chercheraient vainement ailleurs ceux qui se plaisent à cette étude. Voilà par où de tels écrits se recommandent aux savants. Ce sont des tableaux de pure imagination, où néanmoins chaque trait est d'après nature, des fables vraies dans les détails, qui non seulement divertissent par la grâce de l'invention et la naïveté du langage, mais instruisent en même

(1) P. 122, col. 1-2.

temps par les remarques qu'on y fait et les réflexions qui en naissent. C'est là qu'on connaît, en effet, comment vivaient les hommes il y quinze siècles et ce que le temps a pu changer à leur condition. Là se voit une vive image du monde tel qu'il était alors; l'audace des brigands, la fourberie des prêtres, l'insolence des soldats sous un gouvernement violent et despotique, la cruauté des maîtres, la misère des esclaves, toujours menacés du supplice pour les moindres fautes : tout est vrai dans des fictions si frivoles en apparence; et ces récits de faits, non seulement faux, mais impossibles, nous représentent les temps et les hommes mieux que nulle chronique, à mon sens. Thucydide fait l'histoire d'Athènes; Ménandre celle des Athéniens, aussi intéressante, moins suspecte que l'autre. Il y a plus de vérités dans Rabelais que dans Mézeray. » Ainsi l'histoire ne doit pas se borner à raconter des batailles et à enregistrer les événements politiques, mais elle doit, en puisant à toutes les sources, s'efforcer de retracer la vie des peuples sous ses divers aspects ⁽¹⁾.

Ailleurs, une simple question de style a inspiré à Courier des observations aussi piquantes que judicieuses sur la nécessité de rendre à chaque époque sa couleur propre et sa physionomie particulière. En 1823, il publiait, sous forme de préface, le prospectus d'une traduction d'Hérodote qu'il préparait et qu'il ne lui fut point donné d'achever. Il y expose les raisons pour lesquelles il s'est séparé du système suivi par ses devanciers. Comment faut-il traduire Hérodote? Écoutons le spirituel écri-

(1) L'abbé Barthélemy, dans le *Voyage du jeune Anacharsis en Grèce*, et son imitateur Lantier avaient tenté quelque chose de semblable, mais sous une forme que réprovoque Courier : « Je crois que tous les livres de ce genre, moitié histoire moitié roman, où les mœurs modernes se trouvent mêlées avec les anciennes, font tort aux unes et aux autres, donnent de tout des idées très fausses, et choquent également le goût et l'érudition. » Lettre à Chlewaski, 27 février 1799 (p. 238, col. 1).

vain ⁽¹⁾ : « Par tout ceci, on voit assez que penser traduire Hérodote dans notre langue académique, langue de cour, cérémonieuse, roide, apprêtée, pauvre d'ailleurs, mutilée par le bel usage, c'est étrangement s'abuser ; il y faut employer une diction naïve, franche, populaire et riche, comme celle de La Fontaine. Ce n'est pas trop assurément de tout notre français pour rendre le grec d'Hérodote, d'un auteur que rien n'a gêné, qui, ne connaissant ni bon ton, ni fausses bienséances, dit simplement les choses, les nomme par leur nom, fait de son mieux pour qu'on l'entende, se reprenant, se répétant de peur de n'être pas compris... Hérodote ne se traduit point dans l'idiome des dédicaces, des éloges, des compliments. C'est pourtant ce qu'ont essayé de fort honnêtes gens d'ailleurs, qui sans doute n'ont point connu le caractère de cet auteur, ou peut-être ont cru l'honorer en lui prêtant un tel langage, et nous le présentant sous les livrées de la cour, en habit habillé ; au moins est-il sûr qu'aucun d'eux n'a même pensé à lui laisser un peu de sa façon simple, grecque et antique. Saisissant, comme ils peuvent, le sens qu'il a eu dessein d'exprimer, ils le rendent à leur manière, toujours parfaitement polie et d'une décence admirable. Figurez-vous un truchement qui, parlant au sénat de Rome pour le paysan du Danube, au lieu de ce début :

Romains, et vous Sénat, assis pour m'écouter,

commencerait : Messieurs, puisque vous me faites l'honneur de vouloir bien entendre votre humble serviteur, j'aurai celui de vous dire... Voilà exactement ce que font les interprètes d'Hérodote. La version de Larcher, pour ne parler que de celle qui est la plus connue, ne s'écarte jamais de cette civilité : on ne saurait dire que ce soit le laquais de Madame de Sévigné, auquel elle compare les traducteurs d'alors, car celui-là rendait dans son langage bas le style de la cour, tandis que Larcher, au con-

⁽¹⁾ P. 189, col. 1-2.

traire, met en style de la cour ce qu'a dit l'homme d'Halicarnasse. Hérodote, dans Larcher, ne parle que de princes, de princesses, de seigneurs et de gens de qualité; ces princes montent sur le trône, s'emparent de la couronne, ont une cour, des ministres et de grands officiers, faisant, comme on peut croire, le bonheur des sujets, pendant que les princesses, les dames de la cour, accordent leurs faveurs à ces jeunes seigneurs. Or est-il qu'Hérodote ne se douta jamais de ce que nous appelons prince, trône et couronne, ni de ce qu'à l'Académie on nomme faveurs des dames et bonheur des sujets. Chez lui les dames, les princesses mènent boire leurs vaches ou celles du roi leur père à la fontaine voisine, trouvent là des jeunes gens, et font quelque sottise toujours exprimée dans l'auteur avec le mot propre; on est esclave ou libre, mais on n'est point sujet dans Hérodote ⁽¹⁾. »

Ici, un rapprochement s'offre à l'esprit. Qu'on relise les *Lettres sur l'Histoire de France* d'Augustin Thierry, et l'on sera frappé de certaines analogies de pensée et même d'expression qu'elles présentent avec la préface de Courier. Avec quelle verve le rénovateur des études historiques en France s'élève contre les récits « vaguement pompeux » qu'on décorait alors du titre d'*Histoire de France*! Comme il s'indigne contre cet abbé Velly, qu'un de ses continuateurs a loué d'avoir su rendre *fort agréable le chaos de nos premières dynasties*! Fort agréable, en effet. Le plus grand soin de l'aimable abbé est « d'effacer partout la couleur populaire pour y substituer l'air de cour; c'est d'étendre avec art le vernis des grâces modernes sur la rudesse du vieux temps » ⁽²⁾. »

⁽¹⁾ L'aversion de Courier pour la phraséologie de l'ancien régime l'entraîne évidemment trop loin : il y avait bel et bien des « sujets » dans ces monarchies orientales dont Hérodote raconte l'histoire; on y montait sur « le trône » (παρέλαβον τὸν θρόνον. Hérodote, VII, 8, 1), etc.

⁽²⁾ Lettre III (p. 33, éd. de Bruxelles, 1839).

A titre d'échantillon, Augustin Thierry cite ce morceau exquis sur la déposition du débauché Childéric : « Childéric fut un prince à grandes aventures... C'était l'homme le mieux fait de son royaume. Il avait de l'esprit, du courage; mais, né avec un cœur tendre, il s'abandonnait trop à l'amour : ce fut la cause de sa perte. Les seigneurs français, aussi sensibles à l'outrage que leurs femmes l'avaient été aux charmes de ce prince, se liguerent pour le détrôner. Contraint de céder à leur fureur, il se retira en Allemagne... »

On le voit : indépendamment l'un de l'autre, et par des voies différentes, le philologue et l'historien arrivent au même point; tous les deux s'appliquent à remettre à leur plan les hommes et les choses d'autrefois; tous les deux s'efforcent d'inculquer à leurs lecteurs ce sens de la perspective historique qui fit si longtemps défaut en France.

Courier, qui fut le moins romantique des hommes (il ne peut souffrir Chateaubriand et se moque de Lamartine), se trouve en ceci d'accord avec l'école romantique, qui eut le mérite d'attirer l'attention sur les traits qui différencient les siècles et les peuples et de mettre en honneur ce qu'elle appelait la couleur locale.

Aurai-je réussi à réconcilier les historiens avec le philologue qui a parlé un peu légèrement de l'objet de leur culte? Si j'obtiens ce résultat, je ne regretterai pas les heures que j'ai consacrées à ce petit travail.

Un ouvrage américain sur les institutions politiques de la Belgique,

par M. VAUTHIER, membre de l'Académie.

Nous aurions tort de ne pas accorder la plus sérieuse attention à ce que pensent et disent les étrangers du régime politique de notre pays, spécialement lorsqu'ils en parlent avec autant de compétence que de clairvoyante amitié. Ces qualités se rencontrent au plus haut degré dans un ouvrage assez bref, mais extrêmement substantiel, qu'un professeur américain, M. Thomas Harrison Reed, vient de consacrer au Gouvernement et à la politique de la Belgique ⁽¹⁾.

M. Reed a fait un long séjour en Belgique au cours de l'année 1922. Il a étudié nos institutions, non pas seulement dans les ouvrages qui les décrivent, mais encore dans leur fonctionnement, dans leurs manifestations quotidiennes. Il n'a négligé aucune source d'information. Il s'est entretenu avec des hommes politiques, avec des fonctionnaires, avec des publicistes, et nous croyons savoir qu'il a noué avec plusieurs d'entre eux des relations affectueuses. Les résultats de cette enquête impartiale et pleine de sagacité ont été consignés dans l'ouvrage que nous venons de signaler.

Nous voudrions tout d'abord caractériser d'un mot l'impression que nous a laissée la lecture de ce livre d'un peu moins de deux cents pages : si le public de langue anglaise est curieux de connaître ce qu'il y a d'essentiel dans notre organisation politique, il saura désormais où s'adresser.

M. Reed nous confesse, dans sa préface, que nos institutions étaient, avant la guerre, fort mal connues en Angleterre et en

⁽¹⁾ *Government and Politics of Belgium*. New-York, World book Company, 1924.

Amérique. C'est la guerre, c'est l'héroïsme dont notre peuple a fait preuve qui appelèrent sur la Belgique l'attention du monde. « Antérieurement à 1914, nous dit l'auteur, les Américains n'étaient que vaguement conscients de l'existence de ce petit royaume et les Anglais ne songeaient guère à lui que sous la forme d'un agréable intermède dans leur voyage vers le Rhin ou vers la Suisse. Les jours héroïques de 1914 n'éveillèrent pas tout de suite un intérêt judicieux en ce qui touche la vie et les institutions des Belges. La Belgique du temps de la guerre était une création de notre imagination sentimentale. Elle était pour nous la « victime », la personnification du courage pathétique et de l'intrépidité sans espoir. Ce qui nous intéressait, c'était son sang et ses larmes. La véritable Belgique échappait à nos prises aussi complètement que l'humeur personnelle d'une grande tragédienne... La Belgique que je vis (en 1922) n'était pas un cadavre pitoyable, mais, au contraire, une créature terriblement vivante qui avait trouvé dans les ravages de la dernière guerre, comme au surplus dans ceux de cent autres guerres, la raison d'être d'une incomparable activité. J'y rencontrai la démocratie moderne fonctionnant avec une vigueur et une originalité dignes des descendants de ces énergiques bourgeois, grâce auxquels la richesse, la turbulence, l'indépendance des cités flamandes devinrent proverbiales à la fin du moyen âge. En fait, la dernière guerre ne fut qu'un épisode dans le développement d'une vie publique qui ne le cède en intérêt à celui d'aucun peuple de l'Europe. »

Les Belges admirent sincèrement leur Constitution et il y aurait ingratitude de leur part à ne pas le faire. S'ils s'avisait cependant de mettre en doute son mérite, il serait bon que le jugement désintéressé d'un étranger les affermit dans leur foi traditionnelle.

Voici comment s'exprime M. Reed au sujet de ce texte illustre :

« La Constitution est aujourd'hui, plus que jamais, le palla-

dium de chaque groupe politique en Belgique. Elle soutient avantageusement la comparaison avec la Constitution des États-Unis en ce qui concerne le caractère objectif de ses dispositions, la simplicité et la brièveté de son style, son aptitude à supporter, sans craquement, l'avènement de la démocratie et d'un régime économique profondément transformé ». Il souffle aujourd'hui dans certains milieux un vent de réaction. Des personnes qui se flattent d'avoir l'esprit « averti » ne parlent de la liberté qu'avec un sourire quelque peu désabusé. Renvoyons-les au texte de notre Constitution et à ce qu'en pensent des esprits vraiment élevés, qui ne se laissent point égarer par les fantaisies d'un snobisme éphémère.

Le but que s'est proposé M. Reed est principalement d'offrir à des lecteurs de langue anglaise un tableau fidèle, quoique succinct, des institutions belges. Nous avons dit un peu plus haut qu'il y a pleinement réussi. Dans cet exposé condensé, et où cependant on respire à l'aise, rien d'essentiel n'a été omis; l'exactitude de l'information est surprenante ⁽¹⁾. Ce qui toutefois intéressera spécialement le lecteur belge, ce n'est point la fidélité d'une peinture qui, après tout, ne lui apprendra guère que ce qu'il connaît déjà passablement, c'est le jugement que porte l'auteur sur le fonctionnement de nos institutions et c'est aussi — et même surtout — l'importance relative des questions d'ordre politique qui ont éveillé son attention.

M. Reed, à l'exemple de tous les penseurs qui ont médité sur les problèmes de la science politique, reconnaît que la souve-

(1) Les deux ou trois légères erreurs que nous avons relevées sont tellement insignifiantes qu'on peut les considérer comme négligeables. Quelques constatations d'ordre pratique et familier feront peut-être sourire, mais en réalité sont parfaitement dignes de notre attention. Celles-ci, par exemple : « L'enlèvement des immondices est défectueux, comme c'est d'ailleurs le plus souvent le cas en Amérique. La circulation est désordonnée (*runs wild*) dans les rues, et ce n'est que le petit nombre des automobiles qui empêche un massacre général. Les rues qui, pour la plupart, sont pavées de blocs de pierre, sont assez convenablement entretenues au moyen d'un balayage à la main. Les services d'extinction des incendies, très inférieurs aux nôtres sous le rapport du personnel et du matériel, sont suffisants eu égard au petit nombre d'incendies » (p. 419).

raineté, expression de la volonté populaire, doit résider quelque part. En Belgique, s'il faut l'en croire, cet organe suprême est constitué par la Chambre des Représentants; le Sénat occupe une position nettement subordonnée; le veto royal, pratiquement, n'est jamais exercé et l'initiative royale est entièrement entre les mains des ministres, lesquels ne sont effectivement responsables que vis-à-vis de la Chambre seule. « En outre, cette responsabilité n'est point, comme c'est devenu le cas en Grande-Bretagne, un pur euphémisme, cherchant à dissimuler l'inflexible dictature du chef de parti, mais au contraire une réalité attestée par de fréquents changements de ministère au sein du parti dominant. » Il est possible qu'une telle appréciation doive appeler quelques réserves, aussi bien pour notre pays que pour l'Angleterre; pour l'essentiel — et jusqu'à nouvel ordre — on ne saurait contester sa justesse.

S'il est vrai que la Chambre des Représentants soit investie d'une véritable souveraineté, ce n'est pas elle cependant qui gouverne, qui administre. C'est là le rôle du « pouvoir exécutif ». Et le pouvoir exécutif, c'est en fait, dans une multitude de cas, la bureaucratie. Une telle constatation, qui d'ailleurs vaut pour d'autres pays aussi bien que pour la Belgique, inspire à M. Reed quelques réflexions fort sages, mais où perce, il faut en convenir, un certain malaise. « En fait, dit-il, pour la plupart des hommes et pour la plupart des objets, le gouvernement c'est le pouvoir exécutif. Les hommes, afin de se protéger contre les abus du pouvoir exécutif, se sont vus contraints de développer, avec infiniment de peine et de difficultés, des moyens de contrôle d'un caractère démocratique. En Belgique, comme en d'autres pays, ces moyens ne sont que partiellement efficaces. Le roi et les ministres sont devenus, en un certain sens, les serviteurs du peuple. Dans ces rapports avec le citoyen, toutefois, le pouvoir exécutif, ce n'est pas tant le roi, les ministres ou le président qu'un vaste corps de fonctionnaires, lesquels, réellement indépendants de toute autre autorité, disposent de la puissance de

l'État. Avec la multiplication des fonctions gouvernementales, cette indépendance s'est accrue. Aucun individu, quels que soient les titres ou la dignité dont il est revêtu, ne peut accorder une attention véritable qu'à un petit nombre des problèmes qui sollicitent quotidiennement le Gouvernement. Le reste doit être abandonné à l'appréciation de membres relativement obscurs de l'administration. Le contrôle qu'exerce le peuple « souverain » sur un chef de bureau est à ce point atténué qu'il en devient illusoire. Cela est vrai pour Washington aussi bien que pour Bruxelles, et à cet égard la Belgique n'est ni mieux ni moins bien lotie que les autres démocraties. » Il serait difficile de révoquer en doute l'exactitude de ce tableau. Si M. Reed avait eu le loisir d'analyser avec plus de détail le mécanisme de nos institutions, il aurait vraisemblablement constaté que les deux grands problèmes — non encore résolus — qui se dressent en cette matière, c'est, d'une part, celui du statut des fonctionnaires et, d'autre part, celui d'un contrôle juridictionnel destiné à réprimer l'arbitraire de l'administration.

La Belgique est, au premier chef, un pays où fleurit le régime parlementaire et représentatif. Le système d'élections qu'elle a organisé revendique d'autant plus vivement l'intérêt de l'étranger que ce système met en œuvre le principe de la représentation proportionnelle, et cela avec une logique et une perfection qui, pensons-nous, n'ont été égalées nulle part ailleurs. Une partie importante de l'ouvrage de M. Reed est consacrée à l'exposé du système. La description de notre régime électoral est faite avec beaucoup d'exactitude et de soin; mais comme elle ne révélera rien de bien nouveau au lecteur belge, on nous pardonnera de n'y pas insister davantage.

Il est loisible à chacun de nous d'être favorable ou hostile à la représentation proportionnelle. Ce qui est toutefois hors de doute, c'est que les Belges, en très grande majorité, se déclarent satisfaits de ce mode de suffrage. C'est là un état d'esprit que M. Reed se fait un devoir de constater. Il exprime

l'opinion qu'au total la représentation proportionnelle « s'est manifestée comme un instrument de conservation, d'ordre et de justice, chose particulièrement nécessaire sous un régime de suffrage universel pur et simple ». Et cependant l'auteur indique en passant l'un des vices dont, à son avis, notre système électoral est entaché : « C'est le fait que le mécanisme au moyen duquel les partis désignent leurs candidats échappe à tout contrôle, d'où résulte l'impossibilité matérielle d'écarter les présentations des partis, à moins de ruiner le parti lui-même. » La remarque est faite discrètement, mais elle donne à réfléchir. Il nous paraît du reste assez probable que nos compatriotes y réfléchissent assez souvent, et de plus en plus. La représentation proportionnelle assurant à chacun de nos grands partis un nombre minimum de mandats, il en résulte que des comités dirigeants, composés d'un nombre fort restreint de membres, disposent de ces mandats (notamment en réglant l'ordre de présentation) avec une sécurité presque inquiétante. Cet abus — car, de bonne foi, nous devons bien avouer que c'en est un — pourrait-il être corrigé, ou du moins atténué, sans que l'on doive recourir à des remèdes qui seraient peut-être pires que le mal ? Problème fort embarrassant et au sujet duquel nous nous garderons bien de nous prononcer dans cette notice. Mais il ne semblera point superflu de constater que l'une des infirmités de la représentation proportionnelle n'a pas échappé au coup d'œil clairvoyant d'un observateur américain.

Bien entendu, ce n'est pas d'un Américain qu'il faut attendre la condamnation du « régime des partis », puisque ce régime est, en quelque façon, le ressort principal, la maîtresse pièce du mécanisme politique en usage aux États-Unis. Aux yeux de M. Reed, les partis ne doivent nullement être considérés comme un mal nécessaire ; ils sont un bien indiscutable, et voici en quels termes il s'exprime sur leur compte, en faisant d'ailleurs une application spéciale de ses idées à la Belgique :

« Les partis politiques sont l'accompagnement invariable du

gouvernement représentatif. Ils ont pour fondement la disposition naturelle qu'ont les hommes à s'opposer les uns aux autres. Sous peine de détruire la race humaine elle-même, il n'est point de procédés grâce auxquels on puisse avoir l'espérance de détruire les partis. D'un autre côté, ils apparaissent comme étant essentiels à cette mobilisation de l'opinion publique, à défaut de laquelle la démocratie ne serait rien de plus qu'une tour de Babel. Avec leurs nombreux vices, les partis sont une nécessité inévitable de la vie politique moderne. Ce sont là des truismes sur lesquels il serait aussi fastidieux qu'inutile d'insister. En Belgique, les partis, qui à l'origine étaient vaguement différenciés et organisés d'une manière assez lâche, ont développé avec le progrès de la démocratie une intensité de vie inconnue ailleurs. Dans aucun autre pays du monde les partis ne jouent à beaucoup près un rôle aussi considérable dans l'existence d'individus d'un type moyen. Leurs méthodes sont uniques. Par suite, l'intérêt qui s'attache à l'étude de tout organisme qui s'est développé d'une façon anormale est réclamé par les partis politiques de la Belgique. »

Dans cette simple remarque, dont on ne saurait méconnaître l'irréprochable exactitude, on pourrait se demander si c'est l'éloge ou le blâme qui domine. Quoi qu'il en soit, c'est à l'étude de l'organisation, du programme, de la vie intime de nos partis politiques que M. Reed a consacré une notable partie de son ouvrage. Tout ce qu'il dit à cet égard mérite d'être lu et médité.

Commençant son examen par le parti Socialiste (ou, pour mieux dire, par le *Parti ouvrier belge*), notre auteur accorde à l'organisation de ce parti un large tribut d'admiration. « Par l'unité de direction, par la discipline, par le contrôle démocratique, de même que par la variété et l'efficacité de ses moyens de propagande, il n'est pas seulement le premier des partis politiques belges, il est encore au premier rang des partis du monde entier. Il est demeuré fidèle au type le plus ancien du Socialisme marxiste... »

Cependant M. Reed constate que le parti socialiste a répudié (en 1920) la Troisième Internationale de Moscou par 493,000 voix contre 76,000 et que par 447,000 voix contre 90,000 il s'est prononcé contre l'action directe et la dictature du prolétariat préconisées par les communistes. Nous devons accorder la plus grande attention au jugement que porte M. Reed sur le parti socialiste belge : « Ni dans leur méthode ni dans le but immédiat qu'ils poursuivent, les socialistes belges ne sont réellement des révolutionnaires. On les définira plus exactement comme étant des démocrates progressistes avec des tendances socialisantes. C'est par ses « œuvres » que le parti socialiste se différencie d'un parti politique d'un type banal (*commonplace*). La tendance de ces « œuvres » c'est, en procurant aux socialistes des avantages qu'ils ne pourraient s'assurer autrement, de faire en sorte que les hommes et les femmes soient personnellement et égoïstement intéressés à être socialistes. De ce point de vue, ces œuvres se sont révélées comme un incomparable moyen de propagande. Elles ont pour résultat que le groupe socialiste se suffit dans une large mesure à lui-même, tant sous le rapport social que sous le rapport économique. La circonstance que ces œuvres ont leurs équivalents dans des institutions catholiques similaires, et jusqu'à un certain point dans des institutions libérales, accuse encore davantage la division des partis chez le peuple belge. Vient ensuite un tableau circonstancié des œuvres créées par le parti socialiste (coopératives, sociétés mutualistes, cliniques, hôpitaux, bibliothèques, cours d'éducation, etc.). » Finalement l'auteur termine par cette page que nous nous reprocherions de ne pas traduire : « Un socialiste belge peut, s'il le veut, mener une existence presque exclusivement socialiste. Depuis le moment où une coopérative l'aide à venir au monde jusqu'au moment où la même organisation lui prête son assistance en vue d'une inhumation décente, il lui suffit d'avoir des associés socialistes. Il apprend à chanter et à danser avec les *Enfants du peuple*. Son

enthousiasme juvénile trouvera une issue dans l'activité des *Jeunes gardes*. S'il a du goût pour les sports, il lui est loisible de s'engager dans une équipe socialiste de football, laquelle s'exerce sur un terrain socialiste. Il peut s'agréger, suivant ses préférences, à un cercle athlétique, musical, dramatique ou pédagogique. Quand il se livre au travail, il s'affilie à un syndicat socialiste et s'assure dans une mutualité socialiste. Il se nourrit d'aliments socialistes, porte des vêtements socialistes, dort dans un lit socialiste, passe sa soirée dans un café ou dans un cinéma socialiste, lit un journal socialiste. Lorsqu'il tombe malade, il est secouru dans une clinique socialiste par un médecin socialiste, lequel lui prescrit des remèdes préparés dans une pharmacie socialiste. Pour finir, il s'endort dans le repos éternel avec le sentiment consolant que ses enfants seront encore plus socialistes que lui. Bien que nous nous imaginions appartenir à un pays où l'esprit de parti est véhément, nous ne connaissons pas un parti tel que celui-là. Le socialisme belge est réellement un État dans l'État, imparfaitement développé jusqu'ici, mais évoluant d'une manière constante, grâce à l'extension journalière de son communisme pratique, vers l'État ouvrier. Il y a d'innombrables obstacles, la plupart de nous le pensent, qui s'opposent à ce que ce but soit atteint, mais il n'y a pas de doute que l'on s'y achemine. »

Le lecteur belge remarquera très probablement ce qu'il y a d'un peu trop absolu et au total d'excessif dans le tableau que trace M. Reed du parti socialiste belge. Les membres de ce parti se mêlent plus intimement qu'il ne le pense à la vie quotidienne de leurs concitoyens. Il leur arrive d'être soignés dans des hôpitaux communaux et de se divertir dans des cinémas qu'exploite le capitalisme. Mais dans son ensemble, la peinture n'est pas infidèle. Ce qui importe, au surplus, ce n'est pas de vérifier si tel ou tel trait particulier correspond plus ou moins à la réalité, c'est au contraire de constater le souvenir qu'a conservé de l'organisation de nos grands partis politiques un

observateur étranger doué d'une intelligence pénétrante et dont l'impartialité est au-dessus de tout soupçon.

Le même scrupule se manifeste dans le jugement que porte M. Reed sur le parti catholique. Il nous paraît qu'aucun de nos compatriotes, à quelque opinion qu'il appartienne — et spécialement s'il se rattache à l'opinion catholique — ne songera à récuser la finesse et l'équité de ce jugement : « Numériquement le plus fort des partis politiques belges, ayant en mains les moyens d'action que peuvent seules procurer trente années de pouvoir ininterrompu, il a constamment à faire face au péril d'une désintégration. La divergence des intérêts de ses membres en matière économique, sociale et linguistique n'a été tenue en échec que par un loyalisme commun à l'égard de l'Église. Que ces divergences n'aient pas fait tort aux succès électoraux du parti, c'est là un fait qui en dit long sur la sagesse politique et sur l'autorité du clergé. » L'ascendant qu'exerce le clergé dans tous les domaines où se déploie la pensée catholique, et spécialement dans le domaine des œuvres sociales, constitue un fait qui apparaît à notre auteur comme extrêmement intéressant, et même assez suprenant, sans qu'il énonce d'ailleurs aucun blâme à son endroit. Il témoigne, au surplus, de son admiration pour les œuvres de tout genre (coopératives, mutualités, syndicats, etc.) que le Catholicisme a multipliées à l'exemple du parti Socialiste et jusqu'à un certain point sous l'impulsion de celui-ci, et cela afin de ne pas lui laisser le monopole des sympathies de la classe ouvrière. Que le parti catholique subisse actuellement d'intimes transformations, c'est ce que les Belges n'ignorent pas et c'est ce que M. Reed a fort bien aperçu. A l'origine, parti essentiellement conservateur, il voit aujourd'hui, et de plus en plus depuis la guerre, un grand nombre de ses adhérents incliner vers la démocratie et aboutir à des projets de réforme qui ne diffèrent pas énormément de ceux que préconise le parti ouvrier.

Un attachement inviolable aux doctrines de l'Église catho-

lique, un respect traditionnel pour les décisions et les injonctions des autorités ecclésiastiques parviendront-ils à amalgamer des éléments aussi dissemblables? C'est là, on en conviendra, un problème des plus attachants pour un sociologue, surtout lorsque le sociologue est un étranger, capable par cela même d'en considérer les données avec le sang-froid et le désintéressement d'un véritable savant.

M. Reed s'exprime en termes notablement plus brefs au sujet du parti libéral. Il apprend à ses lecteurs que ce parti est de beaucoup le plus faible des trois grands partis belges et qu'à première vue il n'offre d'autre satisfaction à ses adeptes que le souvenir d'une grandeur passée. « Broyé entre les deux meules du Catholicisme et du Socialisme, il a paru condamné, s'il faut en croire de nombreux observateurs, à une prochaine extinction. » Mais M. Reed se méfie d'un jugement aussi sommaire, et il convient de l'en féliciter. Il reconnaît que « le parti libéral est le seul parti auquel puissent se rattacher les hommes qui, sans être socialistes, ne sont pas disposés à accepter, en matière politique, la direction de l'Église. Ces personnes seront toujours fort nombreuses en Belgique. Le parti libéral est par essence le parti de la classe moyenne supérieure et, dans une certaine mesure, celui du monde des grandes affaires ». M. Reed ajoute que « le programme du parti libéral manque suffisamment de netteté pour qu'il soit très difficile de le résumer en quelques mots ». De quelques réserves ou atténuations que l'on veuille entourer ce jugement, on doit reconnaître qu'il renferme une dose très appréciable de vérité. Ce serait du reste faire preuve d'indiscrétion que d'engager ici, au sujet du libéralisme en général, et du parti libéral belge en particulier, une discussion avec M. Reed. La crise que subit le libéralisme est un phénomène très répandu et qui ne se manifeste pas uniquement dans notre pays. La décadence indéniable du parti libéral tient surtout à ce fait que les idées essentielles du libéralisme (et notamment les grands principes de la liberté de pensée et de la liberté poli-

tique) ont en somme triomphé, qu'elles se sont partout propagées et, dans une large mesure, ont enrichi le patrimoine moral de tous les partis, y compris ceux-là mêmes dans lesquels on ne mentionne le libéralisme qu'avec un accent de dérision. Les socialistes trouvent la société mal faite et ils désirent la réformer : une telle aspiration est de nature à éveiller bien des espérances, à stimuler bien des ardeurs. Les catholiques sont d'avis que la société est économiquement assez bien organisée, mais ils voudraient que la foi religieuse l'éclairât entièrement de ses rayons : c'est un idéal qui sourit à d'innombrables âmes. Les libéraux ne sont pas mécontents du régime économique actuel ; ils souhaitent probablement son maintien, mais ils estiment que chaque individu doit être libre de faire son salut comme il l'entend, et l'idée seule d'une contrainte à cet égard, si indirecte qu'elle puisse être, leur inspire une invincible aversion. Ils n'ont confiance que dans les vérités scientifiquement démontrées. C'est une doctrine pleine de noblesse, mais qui, lorsqu'elle n'est point persécutée, n'exalte guère les imaginations. Nous nous ferions un reproche d'insister davantage. Ne commentons pas plus longuement qu'il ne faut les analyses si judicieuses de M. Reed, et tâchons d'en tirer bon parti.

Il est une dernière question qui, plus que toute autre sans aucun doute, a dû intéresser notre auteur : c'est la question des langues. La présence, dans les limites d'un même État, de deux populations, égales en somme par le nombre et parlant deux idiomes radicalement différents, est un phénomène qu'un voyageur étranger doit nécessairement trouver quelque peu alarmant. Les données du problème sont indiquées par M. Reed avec l'exactitude et la précision dont il est coutumier. Il élimine avec raison du débat les considérations d'ordre ethnographique. Il ne croit pas que les Flamands et les Wallons appartiennent, du moins en majorité, à des races sensiblement distinctes ; mais il attribue une grande importance aux conditions économiques de la population, ainsi qu'à ses traditions religieuses (si vivantes

encore aujourd'hui chez les Flamands). Il remarque, avec beaucoup de justesse, que « le débat relatif aux langues doit une grande partie de son aigreur au fait qu'il n'est pas tant un conflit entre Flandre et Wallonie qu'un conflit entre Français (c'est-à-dire gens de langue française) et Flamands en Flandre même. Il s'agit d'une controverse qui, en partie du moins, est d'ordre social tout autant que d'ordre linguistique ». Il y a de la vérité, beaucoup de vérité, dans cette appréciation, et il importe que nous ne la perdions pas de vue.

L'ouvrage de M. Reed s'ouvre en quelque sorte par un tableau de la situation de la Belgique en matière de langues, et ses dernières pages sont consacrées à l'exposé du programme des revendications des flamingants (abstraction faite de l'activisme). M. Reed s'abstient prudemment d'exprimer un avis sur les chances de réalisation d'un semblable programme, de même que sur les périls divers que peut-être il recèle pour l'unité morale et politique de notre patrie. Imitons sa réserve et sachons-lui gré de ce qu'il affirme que « la question des langues, énigme en apparence insoluble, ne justifie pas sérieusement la croyance qu'elle puisse être fatale à l'unité de la Belgique ».

Rendons-lui grâce également de ce qu'il croit à l'âme belge, en quoi nous estimons qu'il a cent fois raison. Il suffit d'avoir un tant soit peu pratiqué nos concitoyens — hommes et femmes — pour ne point douter de l'existence de cette âme, où se mêlent, comme en toute âme au surplus, des qualités et des défauts, mais dont les caractères essentiels offrent incontestablement quelque chose d'unique.

Il est possible que certaines particularités aient échappé à M. Reed et que tel ou tel de ses jugements puisse être contesté. C'est la vue d'ensemble qui toutefois nous importe. A l'égard de cette vue d'ensemble, nous serions tenté de dire qu'un étranger, et spécialement un Américain, précisément parce que ses idées et sa préparation d'esprit s'éloignent notablement de notre manière de sentir et de raisonner, a chance de voir certaines

choses plus clairement que nous ne pourrions le faire nous-mêmes. La postérité est d'ordinaire plus équitable que les contemporains. Le fait d'appartenir à un autre peuple confère à peu près le même avantage que celui d'appartenir à une autre génération. On se trouve à meilleure distance pour juger avec calme; on dispose du recul nécessaire. En Belgique, comme du reste en d'autres pays, les luttes politiques, sociales, confessionnelles sont pleines d'âpreté. On parle de ses adversaires avec acrimonie; on s'accable réciproquement de malédictions. Les griefs que l'on allègue et le vocabulaire dont on se sert offrent néanmoins une singulière uniformité. Ce qui domine, c'est un air de famille. Cet air de famille est, bien entendu, ce qui frappe l'étranger. Nous sommes tellement rapprochés les uns des autres que nous ne parvenons plus à nous voir tels que nous sommes réellement. Un étranger perspicace se rend mieux compte de nos proportions véritables. Au moment même où nous nous dévisageons mutuellement avec indignation, il admire notre énergie. Cette énergie, cette vigueur du peuple belge, son amour jaloux de la liberté et son goût du travail, telles sont les vertus auxquelles la nation américaine s'est montrée particulièrement sensible et qui nous ont valu de sa part une si libérale bienveillance. M. Reed est Américain. Comme certains de ses compatriotes, il a voulu étudier de plus près un petit pays valeureux auquel le monde entier s'est intéressé. Bornant son examen à notre régime politique, il a su écrire un ouvrage excellent, dans lequel une sympathie dont nous devons être fiers ne fait aucun tort à la probité scientifique la plus scrupuleuse.

Séance du lundi 7 juillet 1924.

M. M. De Wulf, *directeur de la Classe*.

Sont présents : MM. Waltzing, *vice-directeur* ; le comte Goblet d'Alviella, P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, Franz Cumont, J. Vercoullie, Eug. Hubert, L. Parmentier, dom U. Berlière, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, G. Des Marez, L. Leclère, *membres* ; J. Cuvelier, Jean Capart, H. Vander Linden, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. De Greef, Delehay, Dupriez, *membres* ; H. Rolin, *correspondant*.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Lettres intimes du Chevalier de Lisle au Prince de Ligne, publiées par F. Leuridant.

L'ouvrier belge depuis un siècle, par L. Bertrand.

Catalogue des Manuscrits alchimiques grecs. — I. Des Parisini, par H. Lebègue.

Traité des Obligations en général, t. III et IV, par R. Demogue ; présenté, avec une note bibliographique, par G. Cornil.

L'ordre monastique des origines du XII^e siècle, 3^e édition, par dom Ursmer Berlière.

Catalogus codicum astrologorum descripsit Armandus Delatte ; présenté, avec une note bibliographique, par L. Parmentier.

Silhouettes d'Ancêtres, par le comte Th. de Renesse ; présenté, avec une note bibliographique, par H. Pirenne.

Ronsard, sa Vie et son Œuvre, par G. Cohen ; présenté, avec une note bibliographique, par M. Wilmotte.

Histoire du Théâtre français à Bruxelles au XVII^e et au XVIII^e siècle, par H. Liebrecht ; présenté, avec une note bibliographique, par M. Wilmotte.

— Remerciements.

UNION ACADÉMIQUE INTERNATIONALE.

MM. Bidez et Pirenne présentent le *Compte rendu de la cinquième session de l' « Union »*.

A la demande de M. Bidez, la Classe procédera, dans une prochaine séance, à la désignation d'un délégué belge auprès du Comité chargé de la recherche de documents historiques inédits concernant le Japon. La Classe examinera également s'il y a lieu de faire en Belgique des recherches au sujet d'œuvres ou de lettres inédites de Grotius.

Pour ce qui concerne le *Forma Romani Imperii*, la Classe décide de rechercher s'il serait possible de publier éventuellement la carte belge correspondante.

La Classe décide également que la Bibliothèque de l'Académie devra posséder la collection complète du *Corpus vasorum*, du *Catalogue des Manuscrits alchimiques* et du *Bulletin Du Cange*.

LECTURE.

M. Franz Cumont communique à la Classe les résultats des dernières fouilles de Salihiet.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

RENÉ DEMOGUE, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris. — *Traité des Obligations en général. I. Sources des Obligations* (suite). Tomes III et IV, in-8° de 594 et 558 pages. Paris, Arthur Rousseau, 1924.

Au nom de l'auteur, j'ai l'honneur de faire hommage à la Classe, de ces deux nouveaux tomes du *Traité des Obligations* (Voir, sur les tomes précédents, le *Bulletin* de l'année 1923, aux pages 188 à 190.)

M. le Prof^r Demogue nous entretient ici des quasi-contrats et explore ensuite la matière si délicate de la responsabilité civile extra-contractuelle.

L'excellente tendance de notre auteur à aborder les problèmes juridiques du point de vue social continue à s'affirmer à chaque page des deux tomes nouveaux. En voici un témoignage éclatant, pris au hasard dans la déclaration suivante, proférée au sujet de la gestion d'affaires : c'est le but social à atteindre, qui inspire le régime juridique de ce quasi-contrat, et l'on peut formuler ce but social en disant qu'il convient d'encourager l'altruisme, mais sans excès ; en rendant le gérant créancier, le législateur encourage son initiative altruiste, mais en le rendant aussi éventuellement débiteur, il enraie tout excès de zèle de sa part. Le problème social de l'équilibre à maintenir ici est ainsi nettement posé aux jurisconsultes.

Dans l'étude des actes illicites et de la responsabilité civile qu'ils entraînent, les problèmes abondent et le foisonnement des décisions de la pratique journalière ne contribue pas toujours à

les éclairer. Ici, plus peut-être que dans n'importe quelle partie du droit, il convient de soumettre les solutions fournies par la jurisprudence des tribunaux à une critique serrée, pour les classer méthodiquement et en apprécier la portée exacte. Pareille critique ne se conçoit que par la mise en œuvre d'idées générales dégagées des observations historiques, philosophiques et sociologiques. Or notre auteur excelle en ce travail; et par sa méthode sûre, il réussit à mettre de l'ordre dans le chaos apparent des décisions jurisprudentielles innombrables, qu'il groupe en les rattachant à des problèmes d'ordre social : ainsi l'analyse de la jurisprudence se combine très heureusement avec des échappées toujours suggestives sur les doctrines morales et sociales.

Citons quelques théories générales sur lesquelles le livre de M. Demogue nous convie à méditer. Si la responsabilité morale postule le libre arbitre, en est-il nécessairement de même de la responsabilité civile? Comment définir la faute qu'implique traditionnellement toute responsabilité civile? Sur quelles bases convient-il d'admettre, à côté d'une responsabilité pour faute, une responsabilité pour risque, ou plutôt une garantie incombant à quiconque crée un risque? Pour l'évaluation du dommage ou la fixation de l'indemnité, peut-on s'en tenir toujours rigoureusement à la conception objective d'un simple effacement du dommage, et n'y a-t-il pas lieu souvent d'appliquer aussi une conception subjective, qui attribue à l'indemnité une fonction plus large d'intimidation générale dans un but de prévention? N'est-ce point à ce dernier point que se rattachent les nombreuses décisions judiciaires qui graduent l'indemnité suivant le degré de culpabilité de l'auteur de l'acte dommageable, et aussi les prescriptions légales qui consacrent encore l'existence de certaines peines privées?

L'énoncé de ces quelques questions, relevées dans le livre de M. Demogue, suffit pour faire deviner la haute valeur et la méthode vraiment originale de celui-ci. Ajoutons, pour finir,

qu'on y remarque un chapitre important consacré au problème si discuté et si actuel de l'abus des droits : il contient un aperçu complet et tout à fait à jour de cette théorie célèbre et de son application par les tribunaux.

GEORGES CORNIL.

ARMAND DELATTE. — *Catalogus codicum astrologorum graecorum. Codices Athenienses descripsit Armandus Delatte. Tomus X. Bruxelles, Lamertin, 1924, 291 pages.*

Au nom de M. Armand Delatte, qui fut naguère lauréat de notre Prix Gantrelle et qui est maintenant chargé de cours à l'Université de Liège, j'ai l'honneur de faire hommage à la Classe d'un nouveau volume qu'il vient de publier. C'est le tome dixième de la vaste et fructueuse enquête sur les manuscrits astrologiques grecs que M. Franz Cumont dirige avec tant de maîtrise depuis plus de vingt-cinq ans. Le présent volume, consacré aux manuscrits des bibliothèques d'Athènes, est parmi ceux qui auront demandé des collaborateurs de l'entreprise le plus de travail et d'abnégation. En particulier, il exigeait une rare habileté dans le déchiffrement paléographique et une parfaite connaissance de la langue grecque à toutes les époques; il y a, dans les trente manuscrits étudiés, des écritures dont les dates s'échelonnent depuis 1329 jusqu'à 1862. Des *indices nominum, verborum*, et *grammaticus*, permettent aux spécialistes de trouver aisément dans le volume les renseignements qu'ils désirent. Grâce à la méthode prudente de l'éditeur et à son appareil critique très complet, les textes sont présentés sous une forme qui leur conserve tout leur intérêt pour la grammaire, l'orthographe et, en général, pour l'histoire de la langue. L'exécution typographique, qui était très ardue, fait honneur aux imprimeurs, MM. De Meester, de Wetteren. La Fondation Universitaire a bien mérité de la science en acceptant de faire les frais de l'impression.

L. PARMENTIER.

Comte TH. DE RENESSE. — *Silhouettes d'Ancêtres*.

Le comte Th. de Renesse m'a prié d'offrir à la Classe le livre qu'il vient de publier sous le titre de *Silhouettes d'Ancêtres*. Il y a groupé seize notices relatives à divers membres de sa famille, depuis Jean de Renesse (1339-1415) jusqu'à Albert-Octave de Renesse (1702-1728). La plupart d'entre elles appartiennent au XVII^e et au XVIII^e siècle. Les archives privées de l'auteur en constituent évidemment la charpente, mais elles n'en fournissent pas toute la matière. Pour suppléer à leurs lacunes et pour placer ses personnages dans le milieu historique où ils ont vécu, M. de Renesse a utilisé non seulement les travaux des érudits, mais encore bon nombre de documents inédits. L'intérêt de son livre dépasse ainsi de beaucoup celui d'une chronique généalogique. Il consiste essentiellement dans les détails qu'il nous fournit sur la vie journalière, la situation sociale et les occupations des membres d'une famille représentative de la noblesse belge de l'Ancien Régime. Les militaires, les diplomates, les religieux, les chanoinesses qu'il nous apprend à connaître nous apparaissent comme solidement enracinés dans le sol provincial, attachés à conserver leur rang et leur fortune et à remplir les fonctions qui leur sont imposées par la tradition. S'ils tiennent extrêmement à leurs droits, comme l'attestent les innombrables procès qui les absorbent, ils remplissent aussi les devoirs de leur charge avec un désintéressement remarquable. Non moins étrangers aux mœurs de la noblesse de cour et de salon à la française qu'à la rusticité et à la brutalité des féodaux attardés de la vieille Allemagne, ils nous font apprécier combien la noblesse belge possédait de ces vertus que l'on désigne ordinairement sous le nom de vertus bourgeoises. On ne pouvait lui reprocher ni abus de pouvoir ni « absentéisme », et l'influence dont elle jouissait ne reposait point sur ces privilèges qui, en d'autres pays, finirent par transformer le noble en parasite de l'État.

C'est ce qui explique que la Révolution française n'altéra guère sa situation dans nos provinces et que les lois abolitives de la féodalité, faites pour anéantir des droits qu'elle n'exerçait pas ou qu'elle exerçait à peine, ne lui enlevèrent ni ses biens ni sa popularité.

H. PIRENNE.

GUSTAVE COHEN. — *Ronsard, sa Vie et son Œuvre*.
Paris, Boivin et C^{ie}.

J'ai l'honneur de présenter à la Classe le livre de M. Gustave Cohen, intitulé : *Ronsard, sa Vie et son Œuvre*. (Paris, Boivin et C^{ie}.) Dédié au plus réputé des Ronsardisants, M. Paul Laumonier, ce livre répond à des besoins réels de l'enseignement et à des préoccupations présentes. Le quatrième centenaire de l'écrivain a rappelé sur lui l'attention des cercles cultivés. On l'a célébré à Paris et à Vendôme, et l'on se propose, dans ce Palais, d'en commémorer bientôt le souvenir, grâce au zèle de mon collègue et ami, M. le Prof^r Charlier, membre de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises. Voilà des prétextes plus que suffisants pour mentionner ici une publication relative à un poète qui se proclamait le disciple de notre Jean Le Maire, et dont nos auteurs des deux langues s'inspirèrent jadis avec un zèle égal. J'ajoute que M. Gustave Cohen, ancien lauréat de l'Académie, n'a jamais cessé de témoigner à celle-ci un sentiment de filiale gratitude. Il n'a jamais oublié que sa jeunesse s'est écoulée parmi nous, qu'il a fait ses études supérieures à Bruxelles et à Liège, et nous lui en savons, à notre tour, un gré particulier.

Son livre est d'une lecture agréable et pleine d'instructions. On peut dire, sans s'aventurer, qu'il a utilisé tout ce qui avait été écrit avant lui sur ce sujet attrayant. La moindre plaquette est citée à son lieu ; l'article de revue ou même de journal le plus frivole trouve en lui un critique indulgent. On pourrait s'en

étonner, si l'on perdait de vue que le volume de M. Cohen a été conçu et composé pour les étudiants. Ce qu'il a d'un peu didactique dans sa forme provient du très légitime désir de son auteur, professeur de carrière, de ne rien omettre qui puisse servir à l'élève, curieux de poursuivre, de façon indépendante, une étude commencée sous un maître scrupuleux. De là cette information bibliographique, sur laquelle plane une bienveillance qui semblerait un peu indistincte si, au contraire, elle n'était raisonnée. De là aussi plus d'un rapprochement qui, à première vue, étonne le spécialiste rigoureux, mais qui emprunte à l'objet du livre une valeur de suggestion et d'instruction. De là, encore, le souci de traduire les mots rares ou ayant vieilli. De là, enfin, et surtout, une allure particulière de l'exposé, s'interdisant certains à-côté et marchant d'un pas ferme, et en ligne vraiment droite, vers un terme, qui est celui de l'activité de l'écrivain. Et quel scrupule dans l'élucidation du moindre fait litigieux, dans la détermination d'une date ou dans la mise au clair d'une allusion mythologique ou historique! Tout cela s'explique et se justifie au point de vue de l'auteur du livre, estimant, malgré tant de travaux d'approche, d'éditions critiques, etc., que la connaissance complète de l'homme et de l'œuvre, chez Ronsard, est loin d'être réalisée encore. On pourrait, au risque de contrister M. Cohen, aller plus loin et dire qu'en 1830, ou bien encore, à la date où Sainte-Beuve composait son fameux *Tableau*, l'auteur de la *Franciade* était plus proche que maintenant de la sympathie des élites. Mais est-ce la faute exclusive de celles-ci?

M. WILMOTTE.

HENRY LIEBRECHT. — *Histoire du Théâtre français à Bruxelles au XVII^e et au XVIII^e siècle.*

Auteur d'un « Avant-Propos » que M. Henry Liebrecht m'a fait l'honneur de me demander pour son livre, je ne me crois pas le droit d'analyser ici, même au titre de la présentation d'usage, l'*Histoire du Théâtre français à Bruxelles au XVII^e et au XVIII^e siècle*. Le prix que vient de lui décerner l'Académie française et les opinions émises dans la presse me dispensent, au surplus, des éloges qui eussent été tout naturels sous ma plume. Qu'il me suffise de signaler à l'attention bienveillante de nos confrères, et principalement de nos historiens, un ouvrage dont l'utilité est trop manifeste pour qu'elle appelle les commentaires. Avant M. Liebrecht on ne savait quasi rien du théâtre français en Belgique aux XVII^e et XVIII^e siècles. Maintenant, c'est tout un chapitre de notre histoire littéraire qui est reconstitué, du moins pour la capitale. Et je pense qu'il est superflu d'ajouter quoi que ce soit.

M. WILMOTTE.

Séance du lundi 4 août 1924.

M. WALTZING, *vice-directeur*.

Sont présents : MM. P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, Eug. Hubert, E. Mahaim, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J. Van den Heuvel, J.-J. van Biervliet, G. Des Marez, L. Leclère, *membres*; J. Cuvelier, Jean Capart, H. Vander Linden, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. De Wulf, *directeur*; comte Goblet d'Aviella, De Greef, Cornil, Dupriez, Hymans, Ladeuze, *membres*; Ansiaux, *correspondant*; James Brown Scott, *associé*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts annonce qu'il se rallie à la proposition faite par la Classe d'admettre au concours, pour le Prix Anton Bergmann, les travaux inédits aussi bien que les travaux imprimés.

L'Union Académique Internationale prie l'Académie de faire connaître son avis sur les deux questions suivantes :

1° *Est-il utile de favoriser le développement et l'usage d'une langue auxiliaire?*

2° *Existe-t-il une opinion prépondérante en faveur de l'une ou de l'autre des langues auxiliaires existantes?*

Cet objet sera porté à l'ordre du jour de la séance d'octobre.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Les derniers Explorateurs du Thibet, par J. Leclercq.

La Chapelle Saint-Georges à Bruxelles, par J. Cuvelier.

L'Art égyptien et la Loi de Frontalité à propos d'une Statuette du cabinet des médailles, par J. Capart.

— Remerciements.

UNION ACADÉMIQUE INTERNATIONALE.

1° *Forma Romani Imperii*. — M. Jean Capart fait connaître que le baron de Loë a réuni depuis longtemps tous les éléments nécessaires en vue de dresser, pour le territoire belge, la carte de *Forma Romani Imperii*.

Une communication sera faite à ce sujet, à la Commission compétente de l'Union, en 1925; M. de Loë sera invité à assister à la séance de cette Commission.

2° *Recherches de documents inédits concernant le Japon*. —

Le Père Delehaye accepte d'être le représentant de l'Académie au sein de la Commission de spécialistes s'occupant de cette recherche. Il se chargera, en même temps que MM. Berlière et Cuvelier, de signaler les documents éventuellement découverts.

3° *Œuvres de Grotius*. — Les membres de l'Académie qui en auront l'occasion noteront également les documents inédits rencontrés en Belgique au sujet des œuvres et de la correspondance de Grotius.

LECTURES.

Juifs et Chrétiens en Egypte, d'après H.-I. Bell, par J. Bidez.

— Impression dans le *Bulletin*.

Sur un fragment de NAOS SAÏTE, par J. Capart. — Impression dans les *Mémoires* in-8°.

COMMUNICATION.

Juifs et Chrétiens en Égypte ⁽¹⁾, d'après H.-I. Bell,

par J. BIDEZ.

On se demande ce qui doit émerveiller le plus dans cette publication : si c'est l'exceptionnelle importance des trouvailles faites ou bien le généreux empressement avec lequel l'éditeur les communique au public, ne fût-ce que pour stimuler le zèle de ceux qui détiendraient d'autres documents de même provenance.

Les quinze papyrus grecs et les trois papyrus coptes édités dans le volume ont été achetés en 1921, 1922 ou 1923, et ils appartiennent au British Museum. Le premier numéro (1912) contient une copie parfaitement conservée d'une longue lettre (près de cent lignes en cinq colonnes) de l'empereur Claude aux Alexandrins. Il y est question des troubles antisémites sur lesquels d'autres papyrus avaient déjà appelé l'attention, et ce document aidera singulièrement les historiens à préciser certains traits du caractère et de la politique de l'époux de Messaline. Claude y mentionne le rôle de « son ami » Tibérius Claudius Balbillus, membre de la députation d'Alexandrins qui lui avait apporté des demandes auxquelles il répond. Comme M. Cumont l'a supposé récemment ⁽²⁾, ce Balbillus doit, sans

⁽¹⁾ *Jews and Christians in Egypt; the Jewish Troubles in Alexandria and the Athanasian controversy illustrated by texts from Greck Papyri in the British Museum*, ed. by H. IDRIS BELL, with three coptic texts ed. by W.-E. CRUM; printed by order of the trustees; sold at the British Museum, 1924, 140 pages in-4° et 5 planches.

⁽²⁾ *Catalogus codicum astrologorum graecorum*, VIII, pars 4, pp. 233 et suiv.

doute, être identifié avec le fameux astrologue de ce nom qui eut tant de crédit sous Néron et Vespasien. M. Bell a muni le texte de cette lettre de notes explicatives et d'une introduction (questions paléographiques et diplomatiques, le culte impérial, les droits des Alexandrins, la question juive, le caractère et la politique de Claude) dont la lecture est aussi instructive qu'attrayante.

La section suivante (le schisme mélétien, n° 1913-1922) n'est pas d'un moindre intérêt. Elle comprend une dizaine de lettres adressées au chef d'une communauté de Mélétiens. On sait le rôle que jouèrent ces schismatiques dans les démêlés qui précédèrent et suivirent le concile de Nicée, mais on le connaissait jusqu'ici par des documents d'origine orthodoxe. Émanant d'adversaires d'Athanase et apportant des témoignages difficilement récusables sur les griefs qu'ils firent valoir dans divers conciles, notamment à celui de Tyr, ces documents permettront sans doute de reviser plus d'un jugement en matière d'histoire ecclésiastique. Sans prétendre conclure, M. Bell, ici aussi, joint aux pièces qu'il publie un commentaire qui en indique la portée et en facilite singulièrement une première lecture. Il fait observer, en passant, que les accusations portées par Isaac, évêque de Létopolis, contre Athanase, au concile de Tyr, trouvent à présent, dans le récit d'un témoin oculaire, une confirmation inattendue. Dans ce document (n° 1914), le fameux champion de la doctrine nicéenne apparaît comme un chef de parti qui, à l'occasion, savait recourir à la manière forte avec une certaine rudesse. Il paraît certain qu'il usa, vis-à-vis de ceux qu'il combattait, de procédés dont il se plaignit lui-même fort bruyamment, en mainte occasion.

Sans apporter autant de nouveautés aux historiens, le dernier groupe de lettres (n° 1923-1929), toutes adressées à un saint homme du nom de Paphnuce (lequel? M. Bell n'a pu le déterminer), est remarquable à la fois pour le style, pour l'écriture, pour l'orthographe et pour les sentiments exprimés. Si

M. Ghedini avait pu connaître cette correspondance, elle lui aurait permis d'ajouter beaucoup de spécimens caractéristiques à son intéressante collection de *Lettres chrétiennes*. Mentionnons spécialement le dernier numéro — malheureusement fort mutilé — (1929), que M. Bell, avec beaucoup de prudentes réserves, nous présente comme étant « peut-être » une lettre (autographe?) de saint Athanase. Ici, exceptionnellement, l'orthographe et la rédaction sont d'un lettré⁽²⁾. Puisqu'il n'est rien que les trouvailles de papyrus ne nous permettent d'espérer, attendons qu'une découverte nouvelle vienne remplacer ici nos souhaits par des certitudes. Quoi qu'il faille penser de la missive d'Athanase, on doit à M. Bell une vive gratitude pour le bel exemple de dévouement qu'il a donné en publiant, traduisant et expliquant si rapidement et si bien les précieux documents qu'il a eu la bonne fortune de rencontrer. La méthode, comme toujours, est d'une précision, d'une circonspection et d'une « acribie » qui peuvent servir de modèles, et les *indices* variés qui terminent le volume sont fort judicieusement composés. M. W.-E. Crum s'est chargé d'éditer les lettres coptes, fort importantes à cause de leur ancienneté. C'était un devoir pour nous de signaler sur-le-champ l'importance de ces découvertes et de remercier et féliciter ceux à qui l'on devra de pouvoir en profiter sans retard.

(1) Supplément à l'*Aegyptus*, Milan, 1923.

(2) Sur la formule de la salutation finale (ἐρρωμένον σε ἡ θεία διαφυλάξει πρόνοια ἐπὶ μήκιστον χρόνον), cf. G. GHEDINI, *Lettere cristiane*, t. I, p. 182 (lettre adressée à un certain Paphnuce également); et p. 17, n. 1.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Begouën (Comte)*. Les modelages en argile de la caverne de Montespan. Toulouse, 1923; in-8° (15 p.). [29.950]
- Capart (Jean)*. Tut-Anch-Amon. Copenhague, 1923; in-16 (76 p., pl.). [29.477]
- Holland (Sir Thomas Erskine K. C.)*. The elements of Jurisprudence. Oxford, 1924; in-8° (458 p., rel. de l'éditeur). [29.476]
- Jauniaux (Arthur)*. L'évolution et les conquêtes de la mutualité. Bruxelles, 1923; in-16 (287 p.). [29.479]
- Leclère (Léon)*. La Belgique et l'Allemagne du 26 juillet au 4 août 1914. Bruxelles. 1924; extr. in-8° (34 p.). [29.978]
- Menot (Michel)*. Sermons choisis. Nouvelle édition précédée d'une introduction par Joseph Nève. Paris, 1924; gr. in-8° (530 p.). [29.471]
- Pergameni (Charles)*. Le Naturisme japonais. Bruxelles, 1924; in-16 (15 p.). [29.949]
- Pirenne (H.)*. Les origines du vote à la majorité dans les assemblées politiques. Paris, 1924; extr. in-8° (pp. 456-461) [29.954]
- Prims (Floris)*. De Arbeid van de Antwerpsche Natien in de Geschiedenis van het midden der XIII^e Eeuw tot rond 1550. Anvers. 1922; in-16 (78 p.) [29.952]
- De arbeid van de Antwerpsche Natien in de Geschiedenis II van rond 1550 tot aan de Barreeltracten. Anvers, 1922; in-16 (108 p., plan). [29.951]
- Sarolea (Charles)*. Impression of Soviet Russia. London, 1924; in-8° (276 p., rel. de l'édit.). [29.475]
- Van den Steen (Comtesse)*. La correspondance du baron et de la baronne de Stassart. Bruxelles, 1923; extr. in-8° (pp. 177-340). [29.970]

- Vandervelde (É.).** Faut-il changer notre programme? Bruxelles, 1923:
in-16 (283 p.). [29.478]
- Van Heurk (Émile-H.).** La thérapeutique des couronnes en fer forgé.
Anvers, 1921; gr. in-8° (4 p., pl.). [29.962]
- Le contrepoisage et le rite des offrandes substitutives et votives.
Paris, 1923; in-8° (pp. 97-113, fig.). [29.953]
- Vannérus (Jules).** Tables méthodiques des « Annales de l'Institut archéologique de Luxembourg ». S./v., s./d.; extr. in-8° (22 p.). [29.975]
- Les revenus domaniaux de la Prévoté de Bastogne. S./v., s./d.;
extr. in-8° (38 p.). [29.976]
- *** Données statistiques sur le règne de l'empereur Nicolas II. Liège,
s./d.; in-16 (8 p.). [29.953]
- *** The meeting of the American Historical Association at Colombus.
S./v., 1924; extr. in-8° (pp. 423-448) [29.977]
-

Séance du lundi 13 octobre 1924.

M. WALTZING, *vice-directeur*.

Sont présents : MM. P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, J. Vercoullie, Eug. Hubert, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J. Van den Heuvel, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, *membres*; J. Cuvelier, G. Doutrepoint, comte H. Carton de Wiart, A. Nerinx, H. Vander Linden, A. Roersch, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. De Wulf, *directeur*; comte Goblet d'Aviella, J. Capart et H. Rolin, *correspondants*.

Devant l'assemblée debout, M. le directeur annonce à la Classe le décès de M. G. De Greef, membre de la Section des Sciences morales et politiques; il rappelle la féconde carrière de l'éminent sociologue et les services qu'il a rendus à l'Académie et à la science belge.

La Classe prend aussi notification du décès de M. Paul Huvelin, associé de la Section des Sciences morales et politiques.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts prie la Classe de lui faire des propositions pour la désignation d'un président titulaire et d'un président suppléant pour le jury des langues modernes. La Classe désigne MM. Waltzing et Vercoullie.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

La Catastrophe du mont Everest, par J. Leclercq; *L'Armoire aux Souvenirs. Léopold II*, par le même.

Poésies dites et inédites du Prince de Ligne, publiées par Ernest de Ganay et Charles-Adolphe Cantacuzène.

L'Art égyptien; Études et Histoire, t. I, par J. Capart.

Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg, par le chanoine J. Schmitz et dom Norbert Nieuwland; présenté, avec une note bibliographique, par dom Ursmer Berlière.

La Maladie du Franc, par E. Vander Smissen.

L'Afrique centrale et le Congo-Zaïre, par Charles Pergameni; présenté, avec une note bibliographique, par M. J. Leclercq.

— Remerciements.

COMITÉ SECRET.

La Classe prend connaissance des candidatures présentées pour les places vacantes par la Section des Sciences morales et politiques.

FONDATION PIRENNE.

La Classe désigne, pour la représenter au sein du jury. MM. Leclère, Cuvelier et Vander Linden.

COMMISSION DES BIOGRAPHIES ACADÉMIQUES.

La Classe choisit M. Des Marez comme son délégué auprès de cette Commission.

RAPPORT.

M. L.-J. Leclercq rend compte de la part qu'il a prise au Congrès des Américanistes à La Haye, où il a représenté l'Académie.

LECTURES.

Travaux hydrauliques au XIII^e siècle, par H. Pirenne.

Notes bouddhiques : V. Phut Svāhā, et *VI. Notes sur le chemin de Nirvāna*, par L. de la Vallée Poussin. Impression dans le *Bulletin*.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

CHARLES PERGAMENI. — *L'Afrique centrale et le Congo-Zaïre.*

Au nom de M. Charles Pergameni, président de la Société Royale Belge de Géographie, qui professe à l'Université de Bruxelles le cours d'histoire de la géographie, j'ai l'honneur de présenter à la Classe une intéressante monographie sur l'Afrique centrale et le Congo-Zaïre. Cette étude, bien documentée, apporte une précieuse contribution à l'histoire de notre colonie. L'auteur n'a pas eu pour but de reconstituer tout l'historique de notre œuvre coloniale. Il n'a voulu qu'en retracer les étapes essentielles, relier le passé au présent, fixer les traits généraux de l'histoire du bassin du Zaïre. Il montre l'état des connaissances géographiques de l'Afrique depuis le X^e siècle avant Jésus-Christ jusqu'au XVI^e siècle de notre ère. Il suit les progrès de ces connaissances depuis Hécatée, Hérodote, Eratosthène, Hipparque, Ptolémée, jusqu'à Fra Mauro, Ortelius, et jusqu'aux découvertes des Portugais. Il signale que dès la fin du XVI^e siècle des missionnaires belges ont leur part dans l'histoire coloniale du Congo. Enfin il montre le rôle décisif que provoqua l'intervention géniale de Léopold II par la réunion au Palais de Bruxelles, le 13 septembre 1876, de la Conférence géographique qui constitue le fait capital de l'histoire de notre Congo. Je me plais à signaler qu'un membre de notre Compagnie, le comte Goblet d'Alviella, fut un de ceux qui assistèrent à cette mémorable Conférence.

M. Pergameni rappelle la campagne de dénigrement qui fut menée chez nous et à l'étranger contre la colonisation belge. Il rappelle aussi que ce sont les Belges qui prirent Tabora. Ce qu'il aurait pu signaler encore, c'est que, comme l'a dit un de

ceux qui en sont revenus, tout ce que nous avons gardé de Tabora, c'est, avec la gloire de l'avoir conquise, une plaque d'émail bleu dans une rue voisine de la Bourse de Bruxelles.

Sic vos non vobis mellificatis apes!

Peut-être connaissons-nous un jour d'une façon un peu précise un obscur point d'histoire qui n'a jamais été bien élucidé. Ce serait une précieuse addition à la savante étude historique de M. Pergameni.

JULES LECLERCQ.

Documents pour servir à l'histoire de l'Invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg, publiés par le chanoine JEAN SCHMITZ et dom NORBERT NIEUWLAND. Ouvrage couronné par l'Académie française. Sixième partie (tome VII) : La bataille de Neufchâteau et de Maïssin. Bruxelles et Paris, Van Oest, 1924, gr. in-8° de 302 pages, avec plans, cartes et gravures.

Après avoir suivi l'armée de von Bülow (II^e) dans sa randonnée à travers la Belgique (sac d'Andenne, siège de Namur, bataille de la Sambre) et celle de von Hausen (III^e) (marche sur la Meuse et sac de Dinant) et exposé leur marche dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, les auteurs en sont arrivés logiquement à parler des batailles du sud du Luxembourg, dirigées respectivement par le duc de Wurtemberg (IV^e armée) et par le kronprinz prussien (V^e armée). La bataille de Maïssin et de Neufchâteau forme l'objet du présent volume, le septième de la collection, que j'ai l'honneur de présenter à la Classe. Un prochain et dernier volume sera consacré à la bataille de la Semois et de Virton. Dans le sud du Luxembourg, du côté français, se trouvent l'armée du général de Langle de Cary (IV^e armée française) et l'aile gauche de la III^e (général Ruffey). Pour remettre les combats si importants du 22 août 1914 dans leurs cadres, les auteurs, dans la préface de ce septième volume, ont

retracé rapidement l'histoire de tout le front occidental au début de la guerre; cet aperçu, clair et méthodique, parfaitement documenté, permet d'évaluer les conséquences de toutes les batailles qui furent livrées pendant cette première période de la longue guerre. Comme l'a dit M. Kann, ce n'est pas sur la Marne que le plan allemand a échoué : « c'est en Lorraine et en Belgique, du 20 au 24 août, qu'il s'est effondré ». L'armée allemande suivait un plan méthodique; son Grand Quartier Général ne découvrit pas à temps les manœuvres françaises non prévues et ne sut pas les déjouer.

La journée du 22 août fut sanglante de part et d'autre, et si les Français durent, en fin de compte, reculer, nulle part l'ennemi ne le poursuivit. Mais suivre et juger ces opérations militaires n'est pas précisément le but des auteurs; leur plan est de raconter l'invasion et de narrer, documents en mains, les représailles, les atrocités des envahisseurs et les souffrances de la population civile.

Il est triste de constater que les Allemands, furieux des sanglants échecs qu'ils avaient subis, ou plutôt de leur victoire si chèrement payée, firent peser sur les civils tout le poids de leur vengeance. Sur le trajet des XVIII^e corps actif et de réserve on compte 200 civils tués et 789 maisons incendiées. C'est cette marche sanglante, cette voie douloureuse que racontent les auteurs, toujours en remettant ces crimes dans leurs cadres, forcément un cadre militaire, puisque c'est toujours à la suite d'échecs ou de pertes que les Allemands exercèrent ces représailles, que la conduite de la population civile ne justifiait en aucune façon. Les événements militaires indiquent la division du volume : Avance des troupes de la Hesse, avec les combats de Neufchâteau et de Maissin; avance des troupes du Rhin et de la Westphalie, avec les combats de Porcheresse, de Bièvre, de Gedinne et de Louette-Saint-Pierre. Dans chacune de ces parties les auteurs exposent d'abord les rencontres, les escarmouches, les combats, avec une rare précision de détails, résultat de

l'examen de documents militaires inédits : rencontres de cavalerie le 20 août du côté de Longlier et d'Hamipré ; combat de Neufchâteau ; combat de la forêt de Luchy, qui fut particulièrement meurtrier, puis les représailles qui en furent, là comme ailleurs, la conséquence, alors qu'on n'avait, qu'on n'eut jamais rien à reprocher aux civils : fusillades de civils, massacre de deux blessés français à Neufchâteau, incendies multiples dans cette ville, à Ochamps, à Anloy, où périt un bénédictin de Maredsous, dom Bernard Gillet, froidement assassiné par un soldat entre deux sentinelles. Mêmes scènes après les combats d'Herbeumont et de Maissin.

Il en fut de même de la part des troupes du Rhin et de Westphalie après les combats de Porcheresse, de Bièvre, de Gedinne, dans ces localités, à Alle et à Louette-Saint-Pierre. Il y eut des raffinements de cruauté et l'on n'épargna pas même les blessés.

Les Allemands ont, il est vrai, essayé de se justifier dans un *Livre Blanc*, en portant contre la population civile des accusations qu'un examen sérieux ne permet pas de soutenir. Les auteurs reprennent toutes ces accusations et les réfutent péremptoirement, et ils montrent de quelle façon on avait accredité parmi les troupes allemandes des légendes odieuses, qui eurent pour effet de les exciter contre la population belge.

L'illustration est restée à la hauteur de celle des précédents volumes. Rien d'étonnant que dans sa séance du 10 juillet 1924 l'Académie française ait couronné un ouvrage de pareille envergure et d'une documentation aussi sûre.

DOM URSMEER BERLIÈRE.

LECTURES.

NOTES BOUDDHIQUES

par LOUIS DE LA VALLÉE POUSSIN, membre de la Classe.

V. — **Phut Svāhā.**

Les philosophes qui admettent l'existence d'une âme, principe substantiel et transcendant, doivent reconnaître que ce principe ne suffit pas à expliquer la vie psychologique et sa variété. Ils ne peuvent nier que les pensées successives forment comme une trame; que l'antérieur détermine, dans une certaine mesure et d'après des lois mystérieuses, le subséquent. En d'autres termes, leur âme sert de support à des pensées et à des « influences », aux « traces » que laissent les pensées pour frayer le chemin à de nouvelles pensées.

C'est une des règles d'or de la philosophie indienne que l'inutile doit être écarté. Le partisan de l'âme oublie cette règle, car, si la pensée se peut expliquer sans l'âme, à quoi bon l'âme? Vasubandhu compare le philosophe animiste au médecin, demi charlatan, qui accompagne le médicament, seul efficace, de formules magiques.

Un médecin sans vergogne et bonne foi, donnant une drogue au malade, pense : « Ces herbes sont faciles à trouver; elles sont bien connues et du malade et de sa famille; d'ailleurs, elles guérissent par elles-mêmes le malade. On va donc se passer de nous et nous ne gagnerons plus d'argent ». Pensant ainsi, il récite sur la drogue des formules : *Phut svāhā*, *Phut svāha*, et il dit : « Par ce *mantra*, la drogue réussit ». Or, de même que les *Phut svāhā* n'ont aucune vertu quant à l'effet que produit le remède, de même l'âme ne contribue en rien à la diversité

des pensées; cette diversité vient des pensées elles-mêmes. (Koça, trad. Hiuan-tsang, XXX, fol. 11 a et Vyākhyā.)

La formule *svāhā* est védique et très connue; quant à *phut*, c'est, semble-t-il, le bruit que fait le serpent en sifflant.

VI. — Notes sur le chemin de Nirvāṇa.

§ 1. — INDICATIONS GÉNÉRALES.

1. Le Bouddhisme fut dès l'origine en possession de deux idées maitresses : d'une part, qu'il y a un Nirvāṇa — une certaine réalité qui est la fin de la douleur et des renaissances, la délivrance ou le *moksha* — et que le Nirvāṇa est réservé aux Saints, que la sainteté consiste dans le Nirvāṇa possédé et « éprouvé » (*upabhukta*) dès cette vie; d'autre part, que le seul chemin qui mène au Nirvāṇa est la discipline morale, mystique, intellectuelle, que le Bouddha a découverte, pratiquée, prêchée.

Çākyamuni n'a pas inventé le Nirvāṇa. Le Bouddhisme hérite la notion du Nirvāṇa des sectes prébouddhiques : il donne à cette notion une physionomie bouddhique. Nous avons là un des chapitres les plus intéressants et les plus obscurs de la vieille spéculation. Mais le Nirvāṇa, par sa nature même, n'est pas du domaine de la dialectique ; les saints seuls le connaissent dans l'extase : aussi la spéculation « orthodoxe », si l'on peut ainsi parler, c'est-à-dire la spéculation qui nous paraît la plus conforme aux directives essentielles du Bouddhisme, devait se borner et se borna à affirmer la réalité du Nirvāṇa et son caractère ineffable. Le Bouddha, en effet, d'après une tradition commune à toutes les branches du Bouddhisme ancien, a condamné toute définition du Nirvāṇa.

Tout autrement en va-t-il du chemin du Nirvāṇa. Ici le moine, professionnel du Nirvāṇa, est en présence d'un problème pratique d'une singulière urgence. Aussi le chemin bouddhique du Nirvāṇa, qui s'opposait aux chemins hétérodoxes conduisant à un Nirvāṇa à peu près pareil, fut-il de bonne heure défini par les bouddhistes. Ceux-ci venaient de partout et apportaient

dans la Bonne Loi tous les trésors et toutes les recettes de l'ascétisme prébouddhique : rites ascétiques et pénitentiels, procédés d'hypnose, recueils ou extases, catalogues des vertus morales et intellectuelles, et le reste. En conséquence, dès les débuts mêmes du Bouddhisme — et bien que nos textes assurent que les moines, divisés sur bien des questions d'ordre disciplinaire ou dogmatique, sont d'accord sur le chemin du Nirvāṇa, — ce chemin fut compris de plusieurs manières. Les siècles passèrent, au cours desquels furent écrits les Sūtras canoniques, au cours desquels furent constitués des systèmes.

Il ne nous est pas impossible de décrire un de ces systèmes, celui des Sarvāstivādins, qui était sans doute fixé vers le commencement de notre ère. Le but des présentes notes est de grouper les éléments d'une description du Chemin tel que le détaillent les Sarvāstivādins. A supposer cette description achevée, on connaîtra un des points d'aboutissement de la primitive spéculation. Il sera dès lors moins malaisé de remonter le cours des âges et d'interpréter les morceaux de système, les théories éparses et contradictoires, les légendes à tendance dogmatique qui, dans les plus anciennes Écritures, illustrent l'idée que les premiers bouddhistes se faisaient du Chemin. De cette idée, tout en réservant pour la fin de notre mémoire des considérations plus appuyées, il convient de donner ici quelque aperçu.

2. Plusieurs indianistes pensent que, à l'origine, le Chemin n'était ni long, ni compliqué. Une des premières paroles de Çākyamuni est pour déclarer aux cinq premiers disciples : « J'ai découvert l'Immortel; j'ai ouvert les portes de l'Immortel; si vous suivez ma loi et ma discipline, avant longtemps vous vivrez possédant cet Immortel que recherchent tous les religieux ».

Parmi les légendes les plus significatives, on doit citer l'histoire même de Çākyamuni, qui, en une nuit, devint un Bouddha : à la première veille, il conquiert la science de ses anciennes existences; à la seconde veille, il conquiert l'œil divin, c'est-à-dire la science des réincarnations successives de tous les

êtres; à la troisième veille, il conquit la science suprême, c'est-à-dire la certitude qu'il avait déraciné tout principe de mal et de renaissance.

Une autre légende est peut-être plus significative : c'est la légende de Gautamī la Maigre. Le vieux recueil des stances prononcées par les saintes contient quelques distiques de sa façon. Une tradition que tout prouve être ancienne nous renseigne sur les motifs et le comment de sa conversion. C'était une humble femme. Son premier né mourut. Affolée, elle courait par le village, tenant l'enfant sur son sein, et demandant à tous un remède. Personne ne comprenait ce qu'elle voulait dire. Mais quelqu'un pensa à l'envoyer au Bouddha. Le Bouddha lui dit : « Va me chercher un grain de moutarde ⁽¹⁾; fais-toi donner ce grain de moutarde par les gens d'une maison où personne ne soit mort. Avec ce grain de moutarde je guérirai ton fils ». Gautamī alla de maison en maison, et on lui répondait : « Qui pourrait dire combien d'hommes, de femmes et d'enfants sont morts sous ce toit » ? Gautamī comprit alors la vérité; elle sortit du village, porta l'enfant au cimetière — ce qu'on appelle un « cimetière cru », le charnier où les corps des pauvres gens sont exposés — et prononça cette stance : « Ce n'est pas la loi du village, ni la loi de la ville, ni la loi de tel clan ou de tel autre; c'est la loi du monde et la loi des dieux dans le ciel : tout est impermanent ». Là-dessus elle vint vers le Bouddha, qui lui demanda : « Gautamī, as-tu trouvé le grain de moutarde » ? Elle répondit : « Seigneur, le grain de moutarde a fait son œuvre ». Le Bouddha dit la stance : « La mort vient dans la nuit comme la crue du fleuve et elle emporte le village endormi ». Au même moment, Gautamī entra dans le chemin du Nirvāna et fut ensuite reçue dans la communauté des religieuses.

(1) La moutarde blanche, comme son nom (*siddharthaka*) l'indique, est nécessaire à beaucoup d'opérations magiques. Voir, par exemple, Watters, *Yuan Chwang*, II, pp. 215, 223.

Elle médita quelque temps sur la cause des choses, entendit une seconde stance du Bouddha : « Mieux vaut vivre un jour en voyant le Nirvāṇa que vivre cent ans sans voir le Nirvāṇa », et au même moment devint une sainte. Elle est restée célèbre pour l'ascétisme de ses habitudes, notamment en ce qui concerne le vêtement.

On voit par ce récit, que beaucoup d'autres récits confirment, que le religieux, moine ou nonne, obtient la sainteté par une soudaine illumination, illumination qui confère avec des dons spirituels ou magiques le privilège plus précieux de la délivrance du mal et de la renaissance. C'est une crise, une crise unique, qui ne dure qu'un instant. De même dans la mystique des Brahmanes, dans le Vedānta, l'ascète obtient le salut par une soudaine illumination, en prenant conscience de l'identité de l'âme individuelle et de l'âme du monde.

3. Mais, d'après le Bouddhisme comme d'après le Vedānta, l'illumination ne se produit que dans une âme bien préparée. Le Bouddha promet la facile conquête du Nirvāṇa à des religieux qui se soumettent à une certaine diète ascétique. Le Vedānta exige aussi du candidat à l'illumination la moralité, le détachement, le dégoût des choses du monde, l'amour des choses éternelles. Si mystérieuse que soit l'illumination qui, d'après le Vedānta, transforme l'âme en la réunissant à l'Absolu immanent, on voit bien que la cause prochaine de cette illumination est la conviction dialectique de l'identité de l'âme et de l'Absolu. Cette conviction deviendra, au moment de la crise finale, une intuition, une union mystique. De même, d'après la foi bouddhique, la sainteté ou prise de possession du Nirvāṇa, si mystérieuse qu'elle soit à certains égards, est l'aboutissement nécessaire d'une certaine préparation d'ordre moral, mystique et intellectuel. Le Bouddha ne nous a rien caché ; il nous a dit les vérités dont la complète intelligence anéantit les passions et assure le Nirvāṇa : le seul moyen d'arriver à la complète intel-

ligence de ces vérités est de les comprendre d'abord d'une manière incomplète.

Nombreuses et disparates les anciennes théories du Chemin : les plus notables sont celles contenues dans la description des sept membres de la Bodhi, des huit membres du Chemin, des trente-sept adjuvants de la Bodhi, des trois éléments (moralité, recueillement, sagesse), des trois sortes de sagesse ; sans parler du jeu des quatre extases, des huit extases, de la neuvième extase, des huit délivrances (*vimokṣa*), des dix souverainetés, des six connaissances surnaturelles ; sans parler des théories relatives aux quatre vérités et au développement duodénal des causes et des destructions. Le vieux Bouddhisme apparaît tantôt comme très simple, par exemple dans la légende de Gautamī la Maigre, tantôt comme étouffé par ses richesses.

4. La tradition admet que plusieurs disciples obtinrent la sainteté par une illumination unique, mais de nombreux récits de conversion distinguent deux moments, l'entrée dans le courant, dans le fleuve du Nirvāṇa, la *srotaāpatti*, qui confère une sainteté imparfaite ; ensuite, après un nouveau stage d'exercice, la crise définitive qui transforme le saint imparfait en saint parfait, en Arhat. Le saint imparfait doit encore s'exercer, et on le nomme *Çaiksha* ; le saint parfait n'a plus ni à apprendre, ni à s'exercer ; il est impeccable, car la sainteté n'est pas « amissible » ; on le nomme *Açaikṣa*. Il faut donc distinguer deux stades dans le Chemin : une période préparatoire, au cours de laquelle le moine obtient la demi-sainteté ; une seconde période, au cours de laquelle le demi-saint devient un saint parfait.

La scolastique devra donc étudier : 1° les conditions qui font qu'un homme peut entrer dans le Chemin ; 2° le processus mystique ou intellectuel en quoi consiste l'entrée dans le Chemin ; 3° les nouvelles démarches qui assurent le progrès dans la sainteté.

On voit bien que l'homme, une fois entré dans le Chemin ou fleuve du Nirvāṇa, arrivera certainement à la sainteté complète. Il peut y arriver dès cette vie, et alors sa mort sera celle d'un saint, une mort qui ne peut plus être suivie d'une renaissance en quelque sphère d'existence que ce soit et qui, si l'on peut dire, préface le Nirvāṇa éternel. Mais s'il meurt sans avoir obtenu la sainteté complète, il continuera dans une nouvelle existence ses pieux exercices. La nature de ce qui est incomplet est de présenter de nombreuses variétés : il y a un demi-saint qui n'obtiendra la sainteté complète qu'après sept (ou quatorze) existences — de même qu'un homme mordu par un certain serpent, le serpent des sept pas, fait sept pas et tombe mort ; il y a un saint qui renaît trois fois, un autre qui renaît une fois ici-bas ; il y a des saints qui renaissent, mais non pas dans le monde du désir ; c'est dans le ciel de Brahmā et dans des cieux supérieurs que ces personnes, « ceux qui ne reviennent pas », obtiendront la sainteté complète.

La plupart des disciples immédiats du Bouddha furent des saints complets, des Arhats. Cependant Ānanda, le fidèle compagnon du Maître et le plus savant des moines en littérature sacrée, — car la tâche lui appartient au premier concile de réciter tous les sermons du Bouddha, — Ānanda n'était pas encore Arhat à l'inauguration du Concile et s'en vit d'abord refuser l'entrée. N'oublions pas que la sainteté complète confère toutes sortes de pouvoirs surnaturels, et que c'est un péché parmi les plus graves de se vanter de pouvoirs surnaturels qu'on ne possède pas. Notons encore que la sainteté complète est mal compatible avec la vie du siècle : c'est seulement revêtu de la robe de moine, qui est l'étendard du Nirvāṇa, qu'un bouddhiste peut espérer devenir Arhat. Or, parmi les disciples laïcs du Bouddha, beaucoup sans doute avaient pris goût au Nirvāṇa : on pouvait difficilement leur promettre le Nirvāṇa dès ici-bas, le Nirvāṇa à leur mort prochaine. La théorie de la sainteté

incomplète, suivie d'une période purgative dans les paradis d'extase, présentait, à bien des points de vue, de réels avantages.

C'est ainsi qu'à la promesse du Bouddha : « Si vous suivez ma loi, vous arriverez vite au Nirvāna », fut substituée une espérance moins ambitieuse. Le chemin du Nirvāna, élargi, avec des bas côtés pour les moines et les religieuses du type vulgaire et pour les maîtres de maison et leurs femmes, se prolongea au delà de cette vie et au-dessus de ce monde dans des existences qui pourront être indéfiniment multipliées.

En effet, si le moine n'est pas sûr d'atteindre à la sainteté complète, si le laïc ne peut prétendre à la sainteté complète, ni l'un ni l'autre ne sont même certains d'obtenir la demi-sainteté. La sainteté et la demi-sainteté supposent, croit-on dès certaine date, de longs prolégomènes.

§ 2. — PREMIERS PROLÉGOMÈNES DU CHEMIN. — LES *mokṣabhāgīyas*.

1. Ānanda s'étonnait un jour que le Bienheureux eût acquis la dignité de Bouddha en si peu de temps et, peut-on dire, à si peu de frais : sept années d'ascèse et de méditation, suivies de la lutte avec Mara et de la nuit sous l'Arbre. Le Bienheureux répondit que les hommes de ce siècle ont seulement vu la dernière phase de sa longue carrière de futur Bouddha ou Bodhisattva.

Si le Bienheureux, au moment où il a conquis la vérité de salut par une illumination soudaine, — identique par son contenu à l'illumination promise aux disciples, — est devenu non pas un saint du type ordinaire, un Arhat comme les autres Arhats, mais un Arhat parfaitement et complètement Bouddha, c'est parce que, au cours d'existences sans nombre, il a accompli toutes sortes d'œuvres pies depuis le jour ancien où, voyant un Bouddha, il fut ému d'une généreuse ambition et prononça ces paroles : « Puissé-je un jour, en vue de sauver les êtres, devenir un Bouddha comme ce Bouddha » !

Quoi qu'on soit disposé à penser des origines bouddhiques, de la « Légende du Bouddha », on doit croire que les bouddhistes ont eu de bonne heure une « bouddhologie » ; que, n'en déplaie à Oldenberg, le dogme du Bouddha est la pièce maîtresse du Bouddhisme. A côté des définitions du Bouddha comme Grand Homme (*mahāpurusha*), comme Tathāgata, etc. ; à côté de sa biographie, dernière partie, c'est-à-dire de l'histoire de la dernière vie de Çākyamuni, le récit de ses existences antérieures, tant humaines que divines et animales ; la description de ses vertus anciennes et de ses hauts faits de patience et de miséricorde, une spéculation sur les premières racines de ses perfections morales et physiques, nous aurons à étudier la carrière du Bodhisattva d'après les sources, mal explorées, du Petit Véhicule. On sait que, dans le Grand Véhicule, cette carrière a été divisée en « terres » nombreuses, précédées de « terres » préparatoires.

2. L'ancienne communauté se préoccupa aussi des anciennes existences des saints ordinaires ou Arhats.

Les bouddhistes pensent que chacun de nous, au point de vue physique, intellectuel, moral, est ce que ses actes anciens ont fait qu'il soit. Pāṇini, l'immortel grammairien, pour quelque péché d'orgueil ou de dureté pour ses élèves, renaquit un garçon si mal doué qu'il était incapable de comprendre sa propre grammaire. Les enfantelets qui pleurent renaissent de quelque mauvaise destinée ; ceux qui rient se souviennent, sans doute, des divins plaisirs qu'ils viennent de quitter ; ainsi explique Buddhaghosa. (*Sumaṅgala*, i, 162.)

Si donc un homme obtient, dans cette vie, la sainteté, c'est qu'il s'est préparé jadis à la sainteté.

D'autre part, les grands disciples du Bouddha, les Cāriputra, les Maudgalyayana, sont des personnages trop notables pour qu'on ne rédige pas leurs anciennes biographies, explicatrices de la biographie présente. Ils eurent, en effet, des dévots et, je

dirai même, des sectateurs, puisque certains couvents, certaines provinces vénéraient tel ou tel disciple ; on conserva les reliques, non seulement du Bouddha, mais des grands hommes du Bouddhisme. Les nombreuses prédictions et les commentaires rétrospectifs que la tradition met dans la bouche du Bouddha témoignent suffisamment du goût que la communauté, complice de la piété et de la curiosité des fidèles, eut pour une enquête mettant en clarté les origines lointaines de la sainteté des Arhats.

Les textes pâlis de date récente, par exemple le commentaire des Theragāthās et des Therīgāthās, expliquent comment tel religieux renommé aujourd'hui pour telle vertu, tel don spirituel, a jadis entendu un certain Bouddha louer un certain religieux pour cette même vertu, ce même don spirituel : cette louange l'émut ; il forma le vœu de mériter un jour semblable louange d'un Bouddha de l'avenir. De même que Çākyamuni est devenu Bouddha parce que sa grandeur d'âme, son *māhātmya*, se haussa à prendre pour modèle un Bouddha ; de même, plus humbles, les disciples de Çākyamuni ont mérité de devenir ses disciples, parce qu'ils ont jadis souhaité d'être semblables à tel vénérable moine.

Toutefois, la littérature canonique et la littérature pâlie ne contiennent pas de théorie nettement définie sur le début pré-historique de la sainteté des Arhats. C'est dans les ouvrages de l'école des Sarvāstivādins que nous trouvons des détails précis sur la première démarche dans le chemin du Nirvāṇa.

3. — Le Bouddhisme repose sur l'opposition du Samsāra et du Nirvāṇa ; d'une part, le monde, l'existence, la transmigration, destinées infernales, animales, humaines, divines ; d'autre part, la délivrance de la transmigration, le repos éternel ou, plus exactement, un indéfinissable au-delà.

D'où deux catégories d'actes :

Les premiers sont ceux qui alimentent l'existence, qui causent

la renaissance, qui prolongent la transmigration. Ces actes sont bons ou mauvais. Très différents le parricide, qui précipite le coupable dans l'Avīci pour des milliards de siècles, et les pieuses méditations de bienveillance et de pitié qui assurent à l'ascète le rang de Brahmanā dans un sublime empyrée. Très distincts les actes méritoires et déméritoires, les premiers rétribués en joie, les seconds en souffrance : mais les uns comme les autres, provoqués par le désir, souillés par l'erreur qui consiste à regarder l'existence comme bonne, ne peuvent conduire un homme au Nirvāna. Le futur saint doit éviter l'acte méritoire comme l'acte déméritoire.

A ces actes, qui prolongent la transmigration, s'opposent les actes qui « contrecarrent » l'existence, qui détruisent le désir. Ces actes, très divers d'ailleurs, ont ceci de commun que leur terme est le Nirvāna.

Ils sont quelquefois nommés *lokottara*, supramondains, par opposition aux actes méritoires et déméritoires, qui sont nommés *laukika*, mondains ; ils font qu'on franchit les mondes (*loka*), c'est-à-dire tous les modes possibles d'existence. On pourrait les nommer, dans notre langue, « surnaturels », car ils sont en contradiction avec les passions (*kleṣas*) dont est souillé tout être qui naît dans quelque sphère que ce soit de l'existence.

Sont, par définition, des actes supramondains, des actes de Nirvāna ou de délivrance, les actes ou pensées qui font partie du Chemin. Le plus ancien Bouddhisme a possédé cette définition ; mais il n'a considéré parmi ces actes que ceux qu'accomplit le futur saint immédiatement avant d'entrer dans la sainteté ou demi-sainteté.

4. — Les Sarvāstivādins donnent le nom de *mokṣabhāgiya* « conduisant à la délivrance » aux actes accomplis en vue de la délivrance, non pas par une personne engagée dans le Chemin proprement dit, mais par une personne encore toute souillée des passions qui prolongent la transmigration, par une personne

qui peut être chargée de crimes qui doivent être rétribués en enfer par une personne encore capable de commettre de semblables crimes. Une fois que cette personne a, comme nous disons, « planté » une racine de bien de l'ordre *mokṣabhāgiya*, la délivrance ou Nirvāṇa est pour elle assurée. Elle possède un *dharma* de Nirvāṇa; il y a en elle une semence qui fructifiera un jour.

Voici, sur ce point, une légende qui n'est pas sans pittoresque :

Un homme, nommé Çrivṛddhi, désira chercher la délivrance et pensa à se faire moine. Il se rendit dans la salle de la communauté. Par hasard le Bouddha, étant sorti pour prêcher, ne s'y trouvait pas. Cette homme pensa : « Bien que le Bienheureux ne soit pas ici, je vais m'adresser au Chef de la Loi, à Çariputra ». Alors Çariputra examina si, dans ses existences passées, cet homme avait haï le mal et pratiqué le bien. Dans cet examen, Çariputra trouva que Çrivṛddhi n'avait pas eu les moindres bonnes dispositions, ni dans sa dernière existence, ni dans ses centaines et milliers d'existences successives. Il l'examina à travers une période cosmique, à travers des centaines et des milliers de périodes cosmiques, sans trouver en lui de bonnes dispositions. Le vénérable Çariputra dit alors à Çrivṛddhi : « Je ne puis te sauver ». Alors Çrivṛddhi s'adressa aux autres moines, qui lui demandèrent : « A qui t'es-tu adressé pour te faire entrer dans la vie religieuse » ? Çrivṛddhi répondit : « Je me suis rendu auprès de Çariputra, mais il n'a pas voulu m'accorder le salut ». Les moines dirent : « Si Çariputra n'a pas voulu t'accorder le salut, tu dois être rempli de péchés. Comment pourrions-nous te sauver » ? De même, si un médecin célèbre ne peut pas guérir un malade, les médecins ordinaires ne peuvent le guérir... Çrivṛddhi se tint donc devant la porte de la salle de la communauté, pleurant et se demandant : « Quel crime ai-je commis pour qu'on me refuse le salut » ?

Pendant le Bienheureux eut le désir de convertir cet homme, car le Bouddha traverse les trois mondes pour chercher qui il puisse convertir; telle une vache qui cherche son veau. Il vint, telle une montagne d'or en marche, à la porte de la salle et posa sa main sublime sur la tête de Çrivṛddhi, lui adressant ces paroles : « Pourquoi pleures-tu » ? Çrivṛddhi expliqua sa disgrâce au sublime Bienheureux, qui dit : « Mon disciple Çariputra ne possède guère l'omniscience; il ne pénètre pas la nature des choses; il n'en sait pas assez pour résoudre

le problème subtil des actes », et, consolant Çrivṛddhi, il lui dit : « Je te donne la permission de quitter le monde pour la loi du Bouddha. J'ai l'intention d'acheter sur le bazar de la Loi un homme plein de foi comme toi. Je vais te donner le salut sans perdre de temps ».

Alors le Bienheureux demanda à Çariputra : « Pour quelle raison n'as-tu pas accepté que cet homme entrât dans la vie religieuse » ? Çariputra répondit : « Je ne lui voyais pas de bonnes dispositions ». Le Bienheureux dit : « Je considère les bonnes dispositions comme une chose bien subtile », et il expliqua que jadis, dans des temps si anciens que l'œil divin de Çariputra ne pouvait les scruter, Çrivṛddhi était un pauvre qui entra dans la forêt pour ramasser du bois. Poursuivi par un tigre, plein de terreur, il s'écria : « Adoration au Bouddha » ! Par cette parole il s'assura la délivrance finale. On voit par cet exemple qu'on reçoit une récompense immense pour les moindres bonnes intentions qu'on montre envers le Bienheureux, à plus forte raison quand on dresse des images, quand on bâtit des Stupas (1).

5. A quelle époque l'homme qui a planté le *mokṣabhāgiya* obtiendra-t-il le Nirvāṇa ? Rien n'est fixé à cet égard. Au plus long, après des milliers et des milliers de renaissances ; au plus court, dans la deuxième existence qui suivra celle où sont plantés les *mokṣabhāgiyas* (2).

6. Le *mokṣabhāgiya* est essentiellement le désir de la délivrance, la résolution d'obtenir la délivrance (*mokṣabhīlāṣa*, *mokṣapraṇidhāna*) : donc un acte mental. Aussi tout acte de

(1) Voir Abhidharmakośa, VII, 30 c. — Je transcris ici l'histoire racontée par Ācāvaghosha dans son Sūtrālamkāra, d'après la version de Huber, p. 283. (Sūtrālamkāra traduit en français... Paris, Leroux, 1908, recueil du plus haut intérêt ; S. Lévi en a étudié les sources dans J. As., 1908, II, 86.) Une rédaction différente de la même histoire dans le Nanjio 1322, et dans la version tibétaine de Nanjio mise en allemand par Schmidt, *Le Sage et le Fou*, p. 107. Voir encore Zapisky, VII, 281, traduit dans *Revue Histoire Religions*, 1903, I, 323. [D'après des notes communiquées par M. Paul Pelliot.] — On sait que le Nanjio 1322 n'a pas été traduit sur le sanscrit, que c'est une compilation rédigée en Chine. Le Kośa cite une stance empruntée à une rédaction sanscrite de l'histoire de Çrivṛddhi, sans d'ailleurs nommer par son nom l'homme, désireux de l'ordination, que Çariputra refusa.

(2) D'après Abhidharmakośa, VI, 24 d.

la voix, du corps ou de l'esprit qui est qualifié, provoqué par ce désir, que ce soit aumône, moralité, étude ⁽¹⁾.

Tout dépend de l'intention : tel homme par le don d'une poignée de riz ou d'un cure-dents, en prenant une fois le jeûne (*upavāsa*), en apprenant une stance de quatre vers, plante le *mokshabhāgiya*, parce qu'il a conçu la pensée : « Je veux, je souhaite (*pranidhā*) obtenir par là la délivrance ».

Un autre homme, parce qu'il a en vue non pas le Nirvāṇa, mais une récompense terrestre ou céleste, vainement nourrit des légions de moines, vainement se fera moine ⁽²⁾, vainement apprendra et récitera le Tripitaka tout entier. *Recipiet mercedem suam, vanus vanam*.

L'essentiel est donc, d'une part, le dégoût (*nirveda*) à l'endroit de l'existence et, d'autre part, l'inclination pour le Nirvāṇa ⁽³⁾.

7. De ce qui précède, on doit conclure que le *mokshabhāgiya* ne peut être planté que par les hommes nés dans les trois premiers continents. Ni les dieux, ni les damnés, ni les animaux, ni les hommes nés dans l'Uttarakuru, le continent septentrional, ne peuvent planter le *mokshabhāgiya* : aux uns manque le dégoût, aux autres la clarté de l'esprit, aux derniers le dégoût et la clarté de l'esprit à la fois ⁽⁴⁾.

Il est aussi légitime de penser qu'un homme ne peut pas aspirer au Nirvāṇa s'il n'a pas entendu parler du Nirvāṇa et du

(1) Ajoutons que ces actes sont des actes « provenant de l'audition », c'est-à-dire de l'enseignement, « provenant de la réflexion », c'est-à-dire de la méditation de l'enseignement ; non pas des actes « provenant de *bhavana* », c'est-à-dire de l'estase. (*Abhidharmakoṣa*, VI, 25 a.)

(2) Nous savons d'ailleurs que la qualité de moine, la qualité même d'*Upasaka* ou adhérent laïc, suppose la prise du refuge dans le Bouddha, dans le Dharma, dans la Communauté et l'École interprète Dharma au sens de Nirvāṇa. Elle nie qu'il puisse y avoir une « discipline religieuse » (*saṃvara*), disons une moralité bouddhique, qui ne soit pas inspirée par le désir du Nirvāṇa (IV, 17 a, 30).

(3) Ce paragraphe d'après *Abhidharmakoṣa*, IV, 125 ; VI, 25 a, et *Vibhāṣā*, 7, 15.

(4) D'après *Abhidharmakoṣa*, VI, 25 b.

Bouddha. Donc on ne peut pas planter les *mokshabhāgīyas* pendant les périodes de l'histoire du monde durant lesquelles la Bonne Loi a disparu. Toutefois, d'après l'opinion de certains docteurs, la vue d'un Pratyekabuddha suffit à inspirer la pensée du Nirvāṇa ⁽¹⁾.

En principe, c'est la parole du Bouddha ou de ses disciples qui fait naître le *mokshabhāgīya* dans l'âme des auditeurs ⁽²⁾. (Divya, 50, 363.)

8. L'audition de la parole du Bouddha ne produit pas toujours le *mokshabhāgīya*, mais elle révèle l'existence du *mokshabhāgīya* : « Quiconque, entendant les sermons sur les défauts de la transmigration, sur les qualités du Nirvāṇa, sur l'inexistence d'une âme en soi, hérisse ses poils et verse des larmes, c'est qu'il possède la racine de bien de la classe *mokshabhāgīya*. De même lorsque, à la pluie, on voit pousser une plante, on sait qu'il y avait une graine dans le sol ⁽³⁾ ».

9. Le *mokshabhāgīya* est une aspiration à la délivrance. La « pensée de Bodhi » (*bodhicitta*), la pensée de devenir un Bouddha pour délivrer les autres, est le point de départ de la carrière de futur Bouddha (*bodhisattva*) ; de même l'aspiration à la délivrance personnelle est le point de départ de la carrière de futur Çrāvaka. C'est dans des origines très anciennes qu'il faut chercher la différence des grands saints ou Bouddhas et des saints ordinaires, les Çrāvakas ou disciples.

A côté de ces deux familles (*gotra*), la famille des Pratyekabuddhas.

⁽¹⁾ Vibhāṣā, 7, 15.

⁽²⁾ Divyāvadāna, 50, 363.

⁽³⁾ Vibhāṣā, 7, 15, même idée, même expression dans Lankavatāra et dans Madhyamakāvatāra, VI, 4.

Nous verrons plus loin s'il est possible, et quand il est possible, de changer de famille ⁽¹⁾.

10. Le *mokshabhāgiya* est un gage certain de Nirvāṇa. N'oublions pas que les êtres transmigrent depuis l'infinité des temps : c'est une chance merveilleuse de planter le *mokshabhāgiya*. D'après certains théoriciens, tous les êtres doivent un jour parvenir au Nirvāṇa; mais, à mon avis, rien n'est moins certain ⁽²⁾.

Aux termes précis des définitions des textes techniques, le *mokshabhāgiya* est une aspiration au Nirvāṇa. Telle est la doctrine. Mais la légende de Çrivṛddhi montre que la piété ne l'entend pas ainsi : une pure pensée de dévotion, d'appel à la protection du Bouddha, la pensée qui s'exprime par les simples mots : « Hommage à Bhagavat ! », est considérée comme une semence de délivrance, non seulement à l'époque de la « floraison » du grand véhicule ou de ce qu'on nomme « Amitābhisme », mais dans les ouvrages extracanoniques et extrathéologiques des Sarvāstivādins ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Abhidharmakośa, VI, 23 c.

⁽²⁾ Voir les sources citées dans « Nirvāṇa », pp. 92-93.

⁽³⁾ Je crois voir dans Diyyāvadāna, 360, un intelligent essai de conciliation entre les deux tendances : les traditionalistes voient dans le *mokshabhāgiya* une aspiration au Nirvāṇa; la piété croit que la dévotion suffit : *svapāpi hy atra bhaktir bhavati matimatām nirvāṇaphaladā*. Le mot *matimatām* n'est pas seulement là pour remplir le vers : « La dévotion au Bouddha, même petite, pour les hommes intelligents, donne comme fruit le Nirvāṇa. » — *Matī* = *prajña*.

Séance du lundi 10 novembre 1924.

M. MAURICE DE WULF, *directeur de la Classe.*

Sont présents : MM. J.-P. Waltzing, *vice-directeur*; comte Goblet d'Alviella, P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, Eug. Hubert, Ernest Mahaim, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehayé, J. Bidez, J. van den Heuvel, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, *membres*; J. Cuvelier, H. Vander Linden, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : dom Ursmer Berlière, *membre*; J. Cappart, *correspondant*.

M. le Directeur notifie le décès de C.-F. Ferraris, associé de la Section des Sciences morales et politiques depuis 1921, et exprime les regrets que cause à l'Académie la mort de ce distingué juriste.

CORRESPONDANCE.

Une demande d'échange de publication est adressée :

1° Par le bureau du Cercle historique et archéologique de Hal;

2° Par la rédaction de la revue *Narodna Starina* (Zagreb).

Ces demandes ne sont pas accueillies.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Analecta Bollandiana, t. XLII, fasc. III et IV.

Une ancienne traduction du suffixe Ster : Commanster-Gommelhausen, par J. Vannérus; *Complément sur les noms en —ster*, par J. Feller.

De l'évolution des faits et des idées, par le baron van Bemmelen.

Histoire de l'Église, des Apôtres à Constantin, par Ch. Lagrange; *La Vie éternelle*, par le même; *Lettre à Monsieur le Cardinal Mercier*, par le même; *Sur les limites géographiques des peuples*, par le même.

Histoire des Idées théosophiques dans l'Inde. La Théosophie bouddhique, par P. Oltramare.

Études sur Aryadeva et son Catuhsataka, par P.-L. Vaidya; *Kiyonaga et Choky*, par H. de Winiwarter; présentés, avec une note bibliographique, par L. de la Vallée Poussin.

Het Bisdom Terwaan, par H. van Werveke; présenté, avec une note bibliographique, par H. Pirenne.

COMITÉ SECRET.

La Classe examine les titres des candidats à la place vacante d'associé et décide de ne pas ajouter de candidatures nouvelles à celles qu'a présentées la Section des Sciences morales et politiques.

CONCOURS ANNUEL DE 1925.

La Classe a reçu un mémoire, portant la devise *Nova et vetera*, en réponse à la deuxième question (Histoire et Lettres) : *On demande une étude sur l'établissement de la Compagnie de Jésus en Belgique et sur ses développements jusqu'à la fin du règne d'Albert et Isabelle*. Sont désignés pour faire rapport sur ce mémoire, MM. Hubert, Leclère et Delehaye.

La Classe a reçu un mémoire, portant la devise *La vérité se donne à qui la cherche, mais pour la trouver il faut être vaillant*,

agile et laborieux (Bernard Palissy) en réponse à la première question (Sciences morales et politiques). Sont désignés pour faire rapport sur ce mémoire, MM. Des Marez, Mahaim et Wodon.

LANGUE AUXILIAIRE.

La Classe, se ralliant à la proposition de la Commission instituée pour examiner ce point spécial, décide de donner la réponse suivante à la demande d'avis adressée par l'Union académique internationale :

« La Classe des Lettres de l'Académie royale de Belgique estime que, pour le moment actuel, il n'y a pas lieu de modifier un état de choses qui est le suivant : dans tous les pays civilisés, et particulièrement là où existent des centres universitaires, la connaissance du français, de l'allemand et de l'anglais a suffi pour établir et maintenir les relations intellectuelles entre les nations; ces trois langues ont donc les titres nécessaires pour remplir le rôle de langue auxiliaire, d'autant plus qu'il n'est guère d'homme de science qui n'en possède au moins les éléments ».

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

HENRI VAN WERVEKE. *Het Bisdom Terwaan van den oorsprong tot het begin der XIV^{de} eeuw.* (52^e fascicule du *Recueil de travaux publiés par la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Gand.* Gand - Paris, 1924. 164 pages in-8^e avec une carte.)

Ce travail, que l'auteur m'a prié d'offrir à la Classe, présente tout d'abord cet intérêt assez rare de traiter un sujet négligé jusqu'ici par tous les historiens, car on ne peut guère considérer comme un historien le P. Malbrancq, dont le *De Morinis et Morinorum nebus*, paru en 1629, ne mérite pas et n'aurait

jamais dû mériter, comme le montre M. Van Werveke, d'être pris au sérieux. Si l'évêché de Têrouanne fut d'étendue médiocre et n'a joué, à aucune époque, un rôle très important, son étude n'en est pas moins indispensable à la connaissance de cette partie de l'ancien comté de Flandre qui allait des rives de l'Yser à celles de la Canche. M. Van Werveke apporte ainsi une contribution précieuse à l'histoire de cette région si originale à tant de titres. L'évangélisation de la contrée, l'histoire des évêques, l'organisation religieuse, politique et économique du diocèse, ainsi que les diverses circonscriptions, ont fourni la matière de cette excellente monographie. Une méthode strictement critique y soutient un exposé ferme et clair, évitant à la fois des développements inutiles et le vain étalage de l'érudition. On se sent en sûreté en accompagnant l'auteur sur cette *terra incognita* qu'il a parcourue dans tous les sens et dont il a réussi à nous fournir une description d'un dessin un peu sec, mais d'une netteté parfaite et qui atteste chez lui autant de conscience que de solidité.

H. PIRENNE.

P. OLTRAMARE. — *Histoire des idées théosophiques dans l'Inde*.
(Bibl. d'Études du Musée Guimet, t. XXXI.)

Mon ami M. P. Oltramare, professeur de sanscrit et d'histoire des religions à l'Université de Genève, me prie d'offrir à l'Académie le volume qu'il vient de publier sur le Bouddhisme et qui est le tome II de son *Histoire des Idées théosophiques dans l'Inde*. C'est un honneur pour moi d'avoir à louer ici ce travail fort important qui exploite des lectures poursuivies au cours de nombreuses années et embrassant, sans exception, toutes les sources pâlies et sanscrites. Je veux rappeler qu'un des chapitres de ce livre a été publié durant la guerre dans la petite série du *Muséon* éditée à Cambridge.

Il ne serait pas impossible de relever quelques points de

détail où je peux croire que les interprétations de M. P. Ultramaré prêtent à controverse. Plus aisé sans doute d'opposer « mon » Bouddhisme, c'est-à-dire la conception que je suis porté à me faire du Bouddhisme, au Bouddhisme de mon savant confrère. On doit le constater, et non sans mélancolie, l'accord ne se fera jamais, en aucun domaine, sur les questions qui seules, en définitive, importent. Au contraire, il est impossible de dire en peu de mots — et sans multiplier citations, références et comparaisons — le grand service que ce livre rend à nos études et le progrès qu'il marque à bien des égards. Le plaisir est vif de rencontrer, à chaque page, soit des textes significatifs un peu oubliés, soit des interprétations nouvelles. Le profit est grand, pour nous tous, d'avoir ici un exposé lucide et ordonné de doctrines souvent abstraites, et sur la plupart des problèmes philosophiques ou psychologiques que pose le Bouddhisme, des opinions lentement mûries et vraisemblables, développées avec une sérénité qui n'exclut pas la chaleur et le désir de persuader. De quoi s'agit-il, au fond ? De comprendre le Bouddhisme, les bouddhistes, leur idéal et leurs méthodes de salut. Ce n'est pas chose aisée.

D'après Renan, « un ouvrage bien complet ne doit pas avoir besoin qu'on le réfute. L'erreur de chaque pensée doit y être indiquée, de manière que le lecteur saisisse d'un coup d'œil les deux faces opposées dont se compose toute vérité ». M. P. Ultramaré n'appartient pas à l'école de Renan. Il s'efforce, et non sans succès, d'indiquer les pensées qui dominent le vaste et séculaire développement du Bouddhisme ; sa description, toute nourrie des sources et les exploitant toutes, donne cependant l'impression de l'unité et de la cohérence. De parti pris, il évite la controverse, signale à peine la diversité des vues des orientalistes, n'attache qu'une importance réduite à la diversité des vues des bouddhistes eux-mêmes. Plusieurs savants penseront que, en ce qui concerne le Bouddhisme, la vérité ne comporte pas deux faces, ainsi que dit Renan, mais bien plutôt cette

déconcertante variété qu'illustre l'apologue de l'*Éléphant et des Aveugles-nés* : « Celui qui touchait le pied disait que l'éléphant était comme un pilier; celui qui touchait la queue disait que l'éléphant était une corde; celui qui touchait la défense faisait de l'éléphant une aiguille... De même, ô ignorants, conclut le Bouddha, vous ne voyez qu'un morceau des choses ». Cependant quand on a, comme M. P. Oltramare, lu tous les textes et touché, si j'ose dire, toutes les parties de ce grand pachyderme qu'est le Bouddhisme, on a le droit et un peu le devoir de dire en toute franchise ce que l'on pense, — poursuivons la métaphore, — ce que l'on pense de la bête.

M. P. Oltramare est très bon professeur. Son ouvrage est remarquablement bien composé. Dans ces cinq cents pages, où sont examinés, l'un après l'autre, des problèmes étroitement apparentés, les redites sont très rares. Le style est la clarté même. L'information, comme nous l'avons dit, est d'une grande richesse et de bonne qualité. Le livre sera beaucoup pillé, et pour ses références, qui ne sont pas de celles qui traînent partout, et pour les formules heureuses qui lui assurent, dans le *Samsâra* où roule notre érudition, une valeur durable.

LOUIS DE LA VALLÉE POUSSIN.

H. DE WINIWARTER. — *Kiyonaga et Chōky, illustreurs de livres.*

J'ai l'honneur d'offrir à l'Académie, au nom de l'auteur, M. H. de Winiwarter, professeur à l'Université de Liège, un livre intitulé *Kiyonaga et Chōky, illustreurs de livres*. Cet ouvrage est le deuxième qui paraît dans la Bibliothèque de la Société Belge d'Études orientales, grâce au concours de la Fondation universitaire.

Des juges compétents ont signalé l'importance et la nouveauté des recherches de M. de Winiwarter qui mettent en lumière l'histoire et les œuvres de deux artistes japonais d'un haut

mérite et jusqu'ici inconnus dans la partie la plus caractéristique de leur activité. De longues enquêtes à travers une littérature touffue et ses persévérants efforts de collectionneur ont permis à M. de Winiwarter de constituer deux monographies jumelles, que le profane lit avec beaucoup d'intérêt, car elles sont écrites dans une langue excellente et abondent en traits pittoresques. Ce livre, enrichi de reproductions d'estampes très réussies, sera précieux aux amateurs d'histoire de l'art; mais il est aussi une contribution à l'histoire du théâtre, à l'histoire des mœurs japonaises d'une époque voisine de nous par la chronologie, déjà lointaine par la rapide transformation des gens et des choses. L'éditeur liégeois, M. Vaillant-Carmanne, mérite aussi nos félicitations.

LOUIS DE LA VALLÉE POUSSIN.

P.-L. VAIDYA. — *Études sur Āryadeva et son Catuhçataka.*

Je fais hommage à l'Académie de la thèse de doctorat de M. P.-L. Vaidya, qui, après avoir obtenu dans son pays les titres de Bachelor et de Master of Arts, passa récemment deux années en Europe et conquit, par son travail intitulé *Études sur Āryadeva et son Catuhçataka*, la qualité de docteur de l'Université de Paris. *Catuhçataka*, c'est en français « Quatre centuries », un recueil de quatre cents vers où Āryadeva expose les principes de l'école Madhyamaka ou du Néant. A l'époque où nos lois me permettaient de donner à Gand le cours de sanscrit dont je suis titulaire, M. Vaidya voulut bien être mon élève en bouddhisme, et je suis très fier qu'il me donne, dans son avant-propos, le titre de *Kalyānamitra*, c'est-à-dire « Ami de vertu », « Ami spirituel », le maître ou l'homme de bien, *Satpurusha*, qui ouvre le chemin du Nirvāṇa ou de l'Immortalité.

A dire vrai, le travail de M. L.-P. Vaidya n'est pas parfait et n'est pas complet. Il porte seulement sur les huit derniers

chapitres du *Catuhçataka*. Et l'auteur, dans la tâche difficile qu'il a entreprise de mettre en français d'abord et ensuite en sanscrit la version tibétaine de l'original sanscrit perdu, n'a pas toujours réussi soit à saisir le sens, soit à refaire un texte sanscrit vraisemblable. Ça et là, des preuves d'une mise en œuvre un peu brusque. Si M. Vaidya avait lu soigneusement l'index de la *Madhyamakavṛtti* que nous étudiâmes ensemble, il aurait, par exemple, vu que l'original de la stance 191 nous a été conservé. Mais les légères taches, qu'un censeur rigoureux pourrait signaler et qu'un ami zélé pourrait laver, ne font pas que nous n'ayons pas ici un livre fort intéressant pour l'histoire des doctrines bouddhiques et en particulier pour l'histoire de la secte des Trois Traités. M. P.-L. Vaidya est très bon sanscritiste : le seul fait qu'il enseigne le sanscrit à Poona, une des capitales indiennes de l'étude du sanscrit, est très significatif. Et c'est un plaisir de voir comment il construit des stances avec quelques mots tibétains.

Ce livre est mieux qu'une promesse. L'introduction, où je ne vois pas à noter d'omissions graves, est un exposé très bien éclairé d'une bibliographie assez embrouillée. Ce livre est un bon instrument d'étude et un excellent point de départ. J'espère que M. P.-L. Vaidya se donnera la peine, qui pour lui ne sera qu'un jeu, d'acquérir en tibétain et en chinois la maîtrise qui fera de lui l'historien de l'école *Madhyamaka*. Parfaitement armé en ce qui concerne les traités brahmaniques, comprenant les choses comme nous croyons en Europe qu'il faut les comprendre, le seul bien qu'il doive acquérir, c'est un accès plus aisé à des sources fermées aux indianistes qui ne sont que des pandits et des sanscritistes.

LOUIS DE LA VALLÉE POUSSIN.

LECTURE.

Van Stralen, commissaire des États généraux, et l'Union des provinces belges au début du règne de Philippe II,

par H. VANDER LINDEN, correspondant de l'Académie.

Le gouvernement d'Emmanuel Philibert de Savoie (1553-1559) constitue l'une des périodes les plus intéressantes de l'histoire de Belgique. C'est alors que l'on voit se former la première union entre les provinces, grâce à l'importance croissante des États généraux, qui devinrent une véritable assemblée nationale. Jusqu'à cette époque, les États provinciaux ne s'étaient guère montrés favorables au développement de cette institution d'origine essentiellement monarchique. Il est curieux de rechercher comment s'est opéré leur groupement, comment s'est réalisée leur *union* (dont le nom apparaît à ce moment pour la première fois), et comment les États généraux se sont transformés en un organe de la nation tout entière. Parmi les États provinciaux, ceux dont le rôle a été le plus considérable sont les États de Brabant, et, au sein de ceux-ci, la ville d'Anvers, métropole commerciale de tous les Pays-Bas, a exercé une prédominance incontestée.

L'ascendant de cette ville s'affirme surtout au moment où elle est représentée par l'un de ses bourgeois les plus éminents, Antoine van Stralen, qui fut précisément l'un des artisans de l'union des provinces.

La personnalité de van Stralen mériterait d'être étudiée de près; elle pourrait faire l'objet d'une monographie très étendue.

qui projetterait une vive lumière sur les origines et les débuts de notre révolution au XVI^e siècle. Je ne puis ici que mettre en relief les épisodes de sa vie qui me paraissent les plus importants, en y ajoutant quelques détails puisés à des sources inédites ou peu connues, et en insistant sur ceux de ces épisodes qui me semblent avoir été mal interprétés ⁽¹⁾.

*
* * *

Fils de Gosuin, chevalier ⁽²⁾, qui avait déjà acquis une certaine fortune, Antoine van Stralen appartenait par sa mère, Anna Draeck, à l'une des familles patriciennes les plus anciennes de la ville d'Anvers. A l'âge de 28 ans, il fut appelé pour la première fois aux fonctions d'échevin (1549), qui étaient, on le sait, des fonctions annuelles. De 1552 à 1567, il fit presque constamment partie du magistrat anversoïis, soit en qualité de premier bourgmestre (1555, 1556, 1557, 1561, 1565), soit en qualité

⁽¹⁾ P. Génard a publié, dans l'*Antwerpsch Archievenblad*, t. II et VIII, un certain nombre de documents relatifs à van Stralen, notamment plus de quatre-vingt-dix lettres écrites pour la plupart par van Stralen à son ami le pensionnaire Jean Gilis (5 mai 1556-18 mars 1567).

Le même érudit a édité dans le tome XIV du même recueil, plusieurs relations de l'émeute calviniste du mois de mars 1567, et il attribue à van Stralen celle qui comprend dans ce volume les pages 211 à 223. Elle pourrait émaner aussi bien du collègue de van Stralen, le bourgmestre Jacques Verheyen. (Voir le récit du même événement dans la *Chronycke van Antwerpen sedert het jaer 1500 tot 1575*, p. 124, et quelques détails relatifs à van Stralen dans une lettre de Morillon à Granvelle, publiée dans la *Correspondance de Granvelle*, t. II, p. 314.) — Les archives de la ville d'Anvers et les archives du Royaume contiennent plusieurs lettres inédites de van Stralen et de son frère Jean ainsi que d'autres documents intéressants.

Quant aux autres correspondances, celles qui fournissent le plus de données certaines ou dignes de foi sont celles de Granvelle, de Marguerite de Parme et du duc d'Albe.

Parmi les sources narratives, la plus importante est la *Chronycke van Antwerpen sedert het jaer 1500 tot 1575* (Antwerpen, J.-G. van Dieren, 1843), qui constitue une meilleure édition de F. G. V. *Antwerpsch Chronykje*, publié à Leyde en 1743 et attribué à Ullens ou à Verstoct.

⁽²⁾ D'après Guichardin, la famille van Stralen était originaire de Cologne. (GUICCIARDINI, *Descrittione di tutti i Paesi Bassi*, éd. de 1567, pp. 112-113.)

d'échevin (1552, 1553, 1558, 1559, 1560, 1562, 1566, 1567). De bonne heure, il montra une compétence toute spéciale en matière de finances, et, en 1554, il eut, pour un an, la charge de trésorier. Cette même année, il fournit aux États de Brabant le reste des 600,000 florins qui constituaient la part de cette province dans l'aide sexennale.

En 1557, les États de Brabant le chargèrent d'effectuer, de concert avec leur greffier et le bourgmestre de Louvain, le renouvellement de leurs obligations. A cette occasion, il suggéra l'idée de créer un superintendant des impôts chargé de contrôler la recette, en faisant valoir que ce contrôle amènerait, pour les États, un profit de 20 à 25,000 florins, tandis qu'il n'entraînerait qu'une dépense de 7 à 800 florins, à l'effet de permettre au superintendant d'entretenir deux clercs, l'un chargé de tenir les comptes, l'autre de vérifier les opérations des commissaires des recettes ⁽¹⁾.

Au mois de septembre 1557, les États brabançons lui accordèrent, pour services rendus, la somme de 600 florins. Bientôt cette institution, essentiellement brabançonne, de la superintendance allait être imitée et appliquée à l'ensemble des provinces.

Lorsque les États généraux de 1558 accordèrent la fameuse aide novennale destinée à entretenir les troupes engagées dans la guerre que Philippe II livrait à Henri II, la ville de Valenciennes proposa de désigner un « commis général » qui aurait pour mission de « forcer les négligents à payer » et, en cas de nécessité, lever les obligations aux frais des défaillants. Le projet de répartition du pays en quatre quartiers (1° Brabant-Malines-Namur; 2° Flandre; 3° Hollande-Zélande-Utrecht; 4° Hainaut-Artois-Valenciennes-Tournai et Tournaisis), en vue de la perception de l'aide, ne

(1) *Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, pp. 7, 9, 16 et 17. — *Relation des séances des États généraux de 1558*. (BULLETIN DE LA COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE, 3^e série, t. VIII, 1865-1866, pp. 297-319; voir surtout p. 317.)

parut pas praticable, et le duc Emmanuel-Philibert lui-même préconisa la nomination d'un commissaire qui aurait « la superintendance » sur tous les receveurs et qui n'aurait « aucune administration d'argent, mais commenderoit tant seulement à ung chascung quel argent et quand et où qu'il le debvroit distribuer ». Les délégués de Flandre objectèrent que, la quote de la Flandre étant supérieure à celle de chacune des autres provinces, ils ne voulaient pas que la Flandre eût à « répondre pour les quotes des aultres ». Mais ils consentirent toutefois à la nomination d'un commissaire royal qui, en l'espèce, serait le même que le commissaire des États généraux. Les délégués du Hainaut mirent en avant les noms du comte de Lalaing (à condition de lui donner, disaient-ils, un « salaire condigne à son autorité et charge ») et du vicomte de Gand. Ceux d'Artois proposèrent le bailli d'Avesnes. Mais les membres des États généraux se mirent d'accord (5 mai) pour désigner van Stralen. Celui-ci s'excusa d'abord « par plusieurs urgentes raisons, scavoir sur son estat en Anvers, sur la commission des Estatz de Brabant, à raison de laquelle luy convient estre présent et point sur les frontières » ⁽¹⁾.

Les instructions, rédigées le 12 mai 1558 ⁽²⁾, confièrent à van Stralen la mission de surveiller la fourniture et la distribution des « deniers accordés... pour la tuition et deffence des pays de par decha ». Il pouvait percevoir un demi pour cent, à charge d'entretenir lui-même ses cleres. Le 14 mai, il prêta serment en recevant ces instructions, qui lui furent remises de la part du roi et des États et qui ratifiaient sa nomination en qualité de commissaire général, en lui indiquant la manière dont il serait procédé à la recette et à la distribution des subsides en question.

⁽¹⁾ Registre 327, Manuscrits divers (aux archives du Royaume), fol. 190, 201 et 204.

⁽²⁾ Ces instructions sont publiées par RACHFAHL, *Wilhelm von Oranien*, t. I, p. 637. Elles sont mentionnées dans l'inventaire des papiers de van Stralen. (*Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 242.)

Cette charge de commissaire général comportait la vérification de la gestion des receveurs et trésoriers des différents États provinciaux et le recouvrement des contributions non payées à date fixée, et cela « à charge du pays défaillant ». En ce qui concerne la Flandre, van Stralen était autorisé à faire éventuellement ce recouvrement au nom du roi — et non à celui des États généraux.

A la même époque, les États confièrent à Gérard, seigneur de Poelgeest, la charge de commissaire général pour la marine de guerre (19 mai 1558) ⁽¹⁾.

En vertu de sa charge, van Stralen fut amené à suivre de près les opérations militaires; il assista aux différentes « monstres » ou revues de troupes. On le voit, par exemple, inspecter le camp établi au monastère de Maroilles (27-30 juillet 1558) ⁽²⁾.

Il s'acquitta de sa tâche avec succès : dès le mois de juillet de l'année suivante, il mettait à la disposition des États généraux l'état de sa gestion concernant la somme de 2.400.000 livres, qui avait été fournie au roi dès le début.

La perception même de l'aide novennale donna lieu à une série de négociations laborieuses entre les différentes provinces, et les réunions de leurs députés prolongèrent, en quelque sorte, les États généraux de 1558. Philippe II le constate avec dépit : dans une lettre à Granvelle (6 septembre 1560) il s'indigne de l'opiniâtreté des États « en ce qui concerne les subsides... » et déclare qu'il faut « songer à regagner l'autorité que l'on a perdue en leur abandonnant l'entière administration des aides; aujourd'hui du moins, suffisamment éclairé par l'expérience, je me garderais bien de retomber dans la même faute, si l'on en était à recommencer » ⁽³⁾.

Granvelle se vit forcé de convoquer, pour le 7 octobre 1560,

⁽¹⁾ *Register van A. van der Goes, advocaat van de Staten van Holland*, t. V, p. 349.

⁽²⁾ *Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, pp. 44-48.

⁽³⁾ WEISS, *Papiers d'État de Granvelle*, t. VI, p. 149.

les États généraux, à l'effet de leur permettre la vérification des comptes de van Stralen ⁽¹⁾. Dans une lettre au roi (6 octobre), il remarque à ce propos :

« Ce vote (*de l'aide novennale*) provoquera encore bien des réunions nouvelles, sans qu'on ait le pouvoir de s'y opposer, puisqu'elles ont pour but son exécution matérielle. Un autre abus, non moins déplorable, c'est l'autorité que les États se sont arrogée, et surtout cette hardiesse de dire tout ce qui leur vient dans la tête et de proposer les conditions les plus déraisonnables » ⁽²⁾.

Dans la suite, Granvelle signala encore, à différentes reprises, les conséquences de cette intervention des États. Le 13 mai 1562, il lui écrit : « Les administrateurs de vos finances, Sire, n'ont plus aucun crédit, parce que ces mêmes États ont usurpé le maniement des deniers publics, le remettant aux mains de quelques hommes tels que Strale et autres, qui font, par ce moyen, des bénéfices énormes et cherchent à susciter des embarras de nature à différer le paiement des troupes, au grand préjudice de celles-ci et du bon ordre qui devrait régner : toutes choses auxquelles la présence de Votre Majesté apporterait un remède efficace. » ⁽³⁾.

Granvelle avait déjà fait de vains efforts pour briser cette solidarité financière des États et « l'administration des aides en commun », si nuisibles à l'autorité et à la considération royale et au crédit du roi chez les marchands intéressés dans les finances. « Les conseillers de cette mesure avaient en vue, écrit-il le 17 mars 1560 ⁽⁴⁾, d'abaisser l'autorité du prince et de la faire

⁽¹⁾ Les députés des États généraux remirent (24 octobre) à la Gouvernante un mémoire : *Sur leur besogné touchant l'audition des comptes de van Stralen* (registre 650, Papiers d'État et de l'Audience, aux archives du Royaume, fol. 54-55), et van Stralen obtint décharge le 15 novembre suivant. (Registre 327 des Manuscrits divers aux mêmes archives, fol. 394-396 et 444-445).

⁽²⁾ WEISS, *Papiers d'État de Granvelle*, t. VI, p. 181.

⁽³⁾ *Ib.*, ouvrage cité, t. VI, pp. 544-545.

⁽⁴⁾ *Ib.*, ouvrage cité, t. VI, pp. 26-27.

passer aux mains des États, afin d'accroître leur influence particulière; aussi voit-on souvent ceux qui désirent quelque innovation et qui n'osent en prendre l'initiative, parce qu'on ne le leur permettrait pas, faire articuler leurs demandes par la généralité des États et nous attirer ainsi ces propositions extravagantes qui suscitent des embarras si graves. Que Dieu pardonne à ceux qui ont suggéré une semblable mesure; certes, ils ne l'ont pas fait dans de bonnes intentions ou, du moins, ils n'ont pas su ce qu'ils faisaient; et maintenant, nous sommes condamnés à boire ce calice d'amertume. »

Ce qui avait déterminé Philippe II à quitter les Pays-Bas, c'était la crise économique qui y sévissait, ainsi que l'état lamentable de son trésor. Il avait dû emprunter notamment de fortes sommes (400,000 florins) à van Stralen, en lui promettant de les restituer au moyen de l'argent venant d'Espagne. Le départ du roi ne pouvait que renforcer l'influence des États généraux et les encourager dans leur opposition à Granvelle.

Des lettres patentes du 25 août 1561 précisèrent la commission de van Stralen. Elles le nomment « commissaire général et superintendant à la distribution des deniers accordez par les États généraux pour défense de ces Pays-Bas et comme spécialement commis par Sa Majesté aux monstres et revues des quatre bendes des très nobles et très hauts seigneurs le prince d'Orange, contes d'Egmont, Hornes et Reulx » ⁽¹⁾.

Au cours de l'année 1563, lorsque les États de Brabant, encouragés par la grève des principaux conseillers d'État, suspendirent le paiement des subsides, van Stralen se distingua par son attitude de plus en plus hostile à Granvelle. Celui-ci le signale au roi (20 août) comme dévoué à Orange et au marquis de Berghes, et comme voulant « rester, au nom des États, seul

⁽¹⁾ Papiers d'Etat et de l'Audience, registre 650 (archives du Royaume), fol. 215. Le 30 août 1561, van Stralen délégua provisoirement ses pouvoirs à Jean van Schoonhoven (*Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 140.)

dépositaire des deniers publics » et mettre ainsi le roi en tutelle ⁽¹⁾.

Van Stralen était devenu l'un des plus grands manieurs d'argent de l'époque. Ses opérations financières lui permirent d'accroître ses propres ressources. Il avait déployé un faste inouï aux fêtes du fameux *Landjuweel* de 1561 ⁽²⁾. La même année, il avait acquis du marquis de Berghes la seigneurie de Merxem et Dambrugge ⁽³⁾. Il excita ainsi maintes jalousies. Granvelle prétend même, dans une de ses lettres au roi ⁽⁴⁾, que van Stralen profite « des deniers publics qui passent par ses mains ». Il regrette que les fonctionnaires royaux — les gens des finances, comme il dit — n'en aient plus le maniement, « maniement qu'on leur a ôté, dit-il, pour qu'ils n'eussent plus de crédit, et que le crédit même de Votre Majesté vint à manquer, dans la pensée de mettre V. M. dans l'embarras, de lui imposer là-bas des entraves et d'en faire profiter des particuliers. Mais ainsi va maintenant le monde... ».

. . .

L'aversion de Granvelle pour les États généraux s'accrut encore lorsque ses adversaires — et notamment van Stralen — prétendirent faire régler par ces États les difficultés qui avaient surgi à propos de l'application des placards relatifs à l'Inquisition. Dès 1562, les États de Brabant, sous l'instigation d'Orange, avaient émis un vœu en faveur de l'établissement d'une paix de religion analogue à celle de l'Empire. Cette même année, van Stralen avait été délégué à Francfort pour

⁽¹⁾ WEISS, *Papiers d'État de Granvelle*, t. VII, p. 185.

⁽²⁾ Lettre de Clough à Gresham, 4 août 1561. (MERTENS EN TORFS, *Geschiedenis van Antwerpen*, t. V, p. 624.)

⁽³⁾ *Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 141. Sur les rapports de van Stralen avec le prince d'Orange, voir GACHARD, *Correspondance du Taciturne*, t. II, pp. 115, 146 et 197.

⁽⁴⁾ Lettre du 10 mars 1566. (*Correspondance de Granvelle*, t. I, p. 160.)

assister à l'inauguration de Maximilien et en même temps obtenir de lui la confirmation de certains privilèges, notamment de la bulle d'or de 1349 ⁽¹⁾.

Au cours de ses démarches à Bruxelles, pendant les sessions des États de Brabant ou des États généraux, van Stralen entra souvent en rapport avec la gouvernante. Le 3 novembre 1564, celle-ci lui déclara : « Messieurs d'Anvers ne pensent point à luer affaires et proper bien, pourquoy faudera que le roy meste aultre ordere; je luer ay soventefois admonité » ⁽²⁾.

Cependant l'ascendant de van Stralen à Anvers ne fit que croître, et, en 1565, lorsqu'il fut de nouveau nommé premier bourgmestre, son frère Jean fut appelé en même temps aux fonctions d'échevin ⁽³⁾.

Lorsque le prince d'Orange reçut de la gouvernante la mission de restaurer l'ordre à Anvers (juillet 1566), van Stralen, qui était alors échevin, devint son collaborateur intime ⁽⁴⁾.

Il exerça une telle influence, que les agents de Granvelle le surnommèrent « le tyran d'Anvers ». Il soutint de toutes ses forces la politique modératrice d'Orange en matière religieuse, et peut-être même l'inspira-t-il en grande partie. Dans une de ses lettres à son ami, le pensionnaire J. Gilis, il exprime (2 novembre 1566) ses craintes au sujet de l'attitude intransigente de Philippe II :

« J'ai réfléchi aux moyens que vous suggérez à l'effet de persuader Sa Majesté de préserver ces pays de la destruction

⁽¹⁾ *Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 235. — GACHARD, *Correspondance de Marguerite d'Autriche avec Philippe II*, p. 409. — Id., *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 227.

⁽²⁾ Lettre de van Stralen à Gilis. (*Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 91.)

⁽³⁾ En 1565, van Stralen acheta son hôtel situé rue Kipdorp, à Anvers. C'est en cette année également que Jongheling grava la belle médaille en argent portant l'effigie de van Stralen et dont un exemplaire se trouve au Cabinet des médailles de la Bibliothèque royale.

⁽⁴⁾ A cette époque, van Stralen joua un rôle important à l'Assemblée de Saint-Trond. (*Correspondance de Granvelle*, t. I, p. 358.)

complète, qui ne peut manquer de se réaliser si Sa Majesté prenait la résolution d'arriver avec des forces armées étrangères, et ainsi de punir et de ruiner les bons et les mauvais. A mon sens, il n'y a pas de meilleur moyen que celui qui consiste en ce que les trois États, notamment le Brabant, la Flandre et la Hollande, adressent une requête analogue à celle des Seigneurs et dont votre commission fait mention. J'espère que les autres États suivraient ⁽¹⁾. »

Les troubles des iconoclastes décidèrent van Stralen à chercher un rapprochement entre catholiques et luthériens, et Orange lui confia la lieutenance pendant son séjour en Hollande. Les lettres que van Stralen adressa à son ami J. Gilis montrent comment il concevait son devoir ⁽²⁾ : « Bien que certains ne m'en sachent pas gré, écrit-il, je ne veux pas cependant oublier mon honneur et, après avoir accepté la charge, je veux m'en tirer avec honneur ou y sacrifier ma vie. » Et il insiste à plusieurs reprises sur la périlleuse situation qu'il occupe : « je suis parvenu à de grands honneurs ; l'anneau de ma porte est ouvragé, mais le battant ne tient pas bien ».

Au début de novembre 1566, il rend compte à son ami de la situation critique et de l'état des esprits à Anvers :

« Le bruit circule que, le jour avant la Saint-Martin, on verra des choses extraordinaires. Les uns disent que l'on tuera alors tous les ministres et principaux sectateurs de la nouvelle religion ; d'autres disent que ce seront le clergé et le magistrat. J'espère, ajoute van Stralen, que ni l'un ni l'autre ne se réalisera et que, grâce à une sérieuse surveillance, on pourra empêcher ces éventualités. Les catholiques sont inquiets ; de même ceux de la nouvelle religion. J'espère que l'une épée tiendra l'autre en gaine ⁽³⁾. »

⁽¹⁾ *Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 317. — Je traduis les passages des lettres écrites par van Stralen à Gilis, pensionnaire de la ville d'Anvers.

⁽²⁾ Lettre du 2 novembre 1566. (*Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 318.)

⁽³⁾ Lettre du 5 novembre 1566. (*Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 405.)

Le 10 novembre, van Stralen écrit à son ami qu'il a renforcé la garde urbaine. Visiblement il fait tous ses efforts pour maintenir l'ordre à Anvers au moyen des milices bourgeoises. Sa modération en matière religieuse (il se tenait éloigné à la fois des catholiques intransigeants, comprenant la plus grande partie du clergé, et des calvinistes) lui valut d'être taxé de luthéranisme. L'un de ses adversaires, le marchand Philippe d'Auxy, qui tenait le gouvernement au courant de ce qui se passait à Anvers, le porta sur la liste des Martinistes en faisant rapport sur *les moyens de remédier à Anvers* ⁽¹⁾. En réalité, van Stralen ne renonça pas au catholicisme : en différentes circonstances, il se conduisit « fort catholiquement », mais ses tentatives en vue d'un rapprochement entre catholiques et luthériens étaient inspirées d'une large tolérance.

Il en fait part à son ami Gilis en lui répondant au sujet de l'avis communiqué par celui-ci sur « la nécessité de trouver un moyen de calmer l'irritation de Sa Majesté ». « Je le trouve bon, écrit-il, mais je ne vois pas comment on pourrait faire cesser les prêches, après lesquels le peuple est si endiablé, si ce n'est en convoquant les États généraux, qui alors décideraient de faire cesser tous les prêches et exercices jusqu'au moment où il en serait décidé autrement par Sa Majesté et lesdits États ⁽²⁾. » Et il fait remarquer en outre : « ... En particulier (*c'est-à-dire sans les États*) nous sommes impuissants. Sauf cela, votre avis me paraît bon ».

Dans une autre lettre (22 novembre 1566), van Stralen insiste sur les démarches à faire auprès du roi afin d'obtenir grâce en général « pour ce qui n'a été commis cependant que par quelques

(1) P. Génard avait déjà démontré (*Antwerpsch Archievenblad*, t. IX, p. 379) que ce rapport, trouvé dans la maison de Francisco Pays, courtier en assurances, devait être attribué à Philippe d'Auxy, et cette attribution a été confirmée par L. VAN DER ESSEN, *Épisodes de l'histoire commerciale et religieuse d'Anvers*. (BULLETINS DE LA COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE, t. LXXXII, 1914, pp. 338-339.)

(2) Lettre du 19 novembre 1566 dans *Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 111.

malintentionnés ou aveuglés dans leur hérésie ou opinion, — afin que les bons ne soient pas punis ou ruinés en même temps que les mauvais, — sans recourir aux armes, parce qu'il ne convient pas qu'un prince veuille conquérir et envahir ses propres pays, qui jamais ne se sont révoltés contre sa couronne, mais où les opinions se sont divisées en ce qui concerne la religion ⁽¹⁾ ». Au témoignage de Viglius, van Stralen fut, avec le prince d'Orange, l'auteur de la requête adressée par la ville d'Anvers à la gouvernante, en vue d'obtenir le règlement de la question religieuse par les États généraux ⁽²⁾.

En janvier 1567, il vint rendre compte aux États de Brabant à Bruxelles de l'administration des deniers publics ⁽³⁾. La gouvernante insista auprès des députés anversoïses pour obtenir l'observation rigoureuse des placards et notamment la suppression des prêches protestants. Mais, grâce à van Stralen et à Orange, ses démarches n'eurent aucun résultat ⁽⁴⁾.

Lors des troubles suscités par les calvinistes à Anvers (13, 14, 15 mars 1567), van Stralen contribua à leur répression ⁽⁵⁾, mais, d'accord avec Orange, il engagea le magistrat à conclure un arrangement avec les membres du consistoire calviniste, arrangement que Marguerite de Parme trouva une « capitulation

⁽¹⁾ *Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 320.

⁽²⁾ Lettre de Morillon à Granvelle, 15-16 novembre 1566. (*Correspondance de Granvelle*, t. II, pp. 96-97.)

⁽³⁾ Pendant son absence, le magistrat d'Anvers essaya d'empêcher les enrôlements qu'y pratiquaient illégalement les calvinistes. Son frère Jean le mit au courant des arrestations auxquelles il procéda à cette époque à Dambrugge, en l'informant des difficultés qu'il y avait à poursuivre judiciairement les enrôlés. Il lui écrivit, le 18 janvier 1567 : « S'ils eussent esté des chiefs et conducteurs de la menée, seroit facile d'en résoudre, mais sera dur, à mon advis, punir ceux-cy... » Il les déclare « punissables, si l'ignorance et multitude ne les excusoit ». (Papiers d'État et de l'Audience, archives du Royaume, n° 499, fol. 27.)

⁽⁴⁾ *Correspondance de Granvelle*, t. II, pp. 231 et 245.

⁽⁵⁾ A cette occasion, il fut traité par les calvinistes de « meschant traître, soldat du Pape et ministre de l'Ante-Christ, tiltres ordinaires que les huguenots ont accoustumé de donner à leurs ennemis ». (*Mémoires de Pontus Payen*, édition Henne, t. I, p. 304.)

bien nouvelle et exorbitante ». Elle exprima le regret que le magistrat anversoïis eût pris cette mesure, bien qu'il eût été contraint et forcé « par pure nécessité, pour écarter l'effusion du sang et de s'entretuer les uns les autres ⁽¹⁾ ». A ce sujet, van Stralen remit une justification à la gouvernante ⁽²⁾.

* * *

Dès le 15 avril 1567, Granvelle faisait savoir au roi que van Stralen était au courant de certaines relations qui existaient entre les calvinistes anversoïis et le comte Louis de Nassau ⁽³⁾. Il reçut bientôt de son représentant à Malines, le prévôt Morillon, vicaire général, des nouvelles précises au sujet de la conduite de van Stralen.

« Celui-ci, dit Morillon, continue toujours à remontrer que, si l'on use de rigueur, c'est-à-dire si l'on fait justice, les marchands se retireront. Et sont aucuns du conseil (*de la ville d'Anvers*) de cette opinion, qu'est faulse et fort préjudiciable : car, au contraire, si l'on ne fait justice et chastie très bien les auteurs des troubles, le marchand estrangier ne sera jamais asseuré et se retirerat. Et seroit bien besoiing de reformer ces messieurs de la ville de leurs ivroigneries ; desquelles ilz ne se gardent encore à présent. Et seroit fort bien leur faire raser leur S. P. Q. A. qu'ilz intitulent partout en leurs bastimentz et édifices, prétendantz République libre, et que le prince ne leur peut rien commander sans leur consentement ⁽⁴⁾. »

A la fin de mai 1567, Hessele, membre du Conseil des Flan-

⁽¹⁾ DE REIFFENBERG, *Correspondance de Marguerite d'Autriche avec Philippe II*, p. 227.

⁽²⁾ van Stralen mentionne cette justification dans sa lettre à J. Gilis, du 18 mars 1567. (*Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 113.)

⁽³⁾ *Correspondance de Granvelle*, t. II, p. 377.

⁽⁴⁾ Lettre du 9 mai 1567. (*Correspondance de Granvelle*, t. II, p. 426.) — Voir aussi la lettre de Granvelle au Roi du 15 avril 1567, dans GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 527.

dres, dit à la gouvernante que « pour bien besoigner en Anvers, il faut constituer prisonnier Stralen pour avoir esté lieutenant du prince et correspondu à douze consistoires, ... ⁽¹⁾ ».

De son côté, Noircarmes, que la gouvernante avait envoyé à Anvers (juin 1567), dénonçait bientôt au roi la conduite de van Stralen à l'égard des sectaires. « ... Aucuns disent, écrit-il, qu'il a rendu de bons offices pour la réduction d'Anvers, ... mais il a rendu ces offices quand toute leur force (*c'est-à-dire la force des sectaires*) était brisée, que les villes principales étaient prises... ⁽²⁾. »

Mansfeld, commandant des troupes royales à Anvers, était d'avis, au contraire, que van Stralen avait « faict de bons services et qu'il en peult faire encore ... ⁽³⁾ ».

L'annonce de l'arrivée du duc d'Albe inspira à van Stralen une certaine inquiétude. En tout cas, il crut prudent de répondre aux bruits qui circulaient au sujet de ses opinions religieuses. Suspect de luthéranisme, il essaya d'obtenir de Laurent Metsius, doyen de Sainte-Gudule, l'autorisation de produire des témoins justifiant de son orthodoxie; mais le doyen l'éconduisit en lui faisant savoir qu'il avait à s'adresser à l'archevêque de Cambrai ⁽⁴⁾.

On ne sait quelle fut l'issue de ces démarches de van Stralen. Quoi qu'il en soit, il ne jugea pas nécessaire de quitter Anvers au moment où le duc d'Albe s'établissait à Bruxelles, mais il fit part (19 août) au prince d'Orange de ses appréhensions concernant le sort du pays en général :

« Dieu scait ce qui en sera, mais non obstant toutes ces apprestes que le Roy fait pour venir par deça, le peuple en a fort grand doubte et craint la faulte, ayant conceu espérance, en

⁽¹⁾ *Correspondance de Granvelle*, t. II, p. 477.

⁽²⁾ *Ibidem*, t. II, p. 474, n. 2.

⁽³⁾ *Ibidem*, t. II, pp. 483, 520 et 575.

⁽⁴⁾ *Ibidem*, t. II, p. 531.

cas que le Roy venoit, qu'il useroit de sa clémence accoustumée et qu'il ne vouldroit ruiner son pays, lequel certes pour le présent est en fort grand hazard et sy Dieu n'y pourveoit, apparent d'estre entièrement ruiné ⁽¹⁾. »

Le duc d'Albe informe lui-même le roi des circonstances dans lesquelles s'opéra l'arrestation de van Stralen. Il avait chargé le comte de Lodron et un autre officier de surveiller ses démarches. Le 9 septembre 1567, le matin même du jour où devaient être arrêtés également Egmont et Hornes, au moment où van Stralen, accompagné de deux autres gentilshommes, sortait d'Anvers dans un chariot attelé de trois chevaux, Lodron le suivit et, arrivé dans un lieu écarté (Luythagen près de Vieux-Dieu), s'empara de l'échevin et le conduisit à Lierre sans que personne le sût, « de manière que l'exploit, dit le duc d'Albe, eut lieu deux heures avant que l'ordre de l'exécuter ne parvint à Anvers » ⁽²⁾.

La lettre du duc au magistrat anversoïs ne mentionnait pas le nom de van Stralen, mais ordonnait simplement de se conformer aux ordres du comte Lodron ⁽³⁾.

Le lendemain, Albe adressait au magistrat une nouvelle lettre pour le rassurer et interpréter l'arrestation de van Stralen, faite « par ordonnance de Sa Majesté », ainsi que « l'annotation de ses biens ». Il n'y avait, selon le duc, aucun motif « pourquoy l'on s'en deust mouvoir ny s'estonner, s'estant faict ledit arrest seulement pour descouvrir, si l'on peult, l'origine de tant de maulx,

⁽¹⁾ GROEN VAN PRINSTERER, *Archives de la maison d'Orange-Nassau*, t. III, p. 113.

⁽²⁾ GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 573. — D'après P. Aldobrandino, attaché à la maison ducale de Parme, qui se trouvait alors dans le pays, on aurait trouvé sur van Stralen une grande quantité d'argent et des lettres de crédit pour l'Allemagne. (*Bulletin de la Commission d'Histoire*, 3^e série, t. XI, p. 305.) — B. de Mendonça rapporte dans ses *Commentaires sur les événements de la guerre des Pays-Bas* (éd. Guillaume), t. I, p. 62, que le duc d'Albe attendit le retour du comte de Hornes pour lâcher ses espions ordinaires sur van Stralen.

⁽³⁾ Voir aussi la lettre du duc d'Albe au Roi, du 18 septembre 1567, dans GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 578.

qu'il ont souffert les bons vassaulx et subjectz de Sa Majesté par deça depuis ung an et demy ença, affin que après Sa dite Majesté y puist donner l'ordre tant plus propre pour ne plus recheoir au mesmes, par où l'on ne doit pour cecy craindre, ains ferez bien de confermer et conforter les douteulx et qu'ilz ne délaissent pour cela la negociation ou traicte de marchandise, laquelle Sa Majesté cherchera tousjours de promouvoir en tout ce qu'elle pourra. Et au demeurant je m'asseure que, à Son arrivée ne fauldra, selon son naturel, de préférer clémence a rigueur. En quoy je feray tousjours tous les meillieurs offices possibles pour la plus y incliner... » ⁽¹⁾.

Le jour même de l'expédition de cette lettre, le duc reçut la visite d'une importante députation du magistrat anversoïs, comprenant l'un des deux bourgmestres et le pensionnaire, « pour remonstrer leurs privilèges » et demander que van Stralen leur fût rendu. En faisant connaître ce fait à Granvelle, Morillon ajoute cette remarque significative : « il y at aultant de lamentations en Anvers pour ce bonhomme comme si ce fust le comte d'Egmond » ⁽²⁾.

L'arrestation de van Stralen fut le signal de la ruine d'Anvers : un grand nombre de marchands quittèrent la ville, ainsi que beaucoup de gens de métier.

Le 25 septembre, van Stralen était transféré de Lierre à Bruxelles, où il fut incarcéré « publiquement » au Treurenberg. « Il y avait, écrit Morillon, plusieurs milliers de spectateurs » ⁽³⁾. »

Albe confia l'examen de van Stralen à Vargas, Del Rio et Hessele, membre du Conseil de Flandre.

A son retour d'Anvers (1^{er} décembre 1567), il décida que

⁽¹⁾ Dossier van Stralen aux archives de la ville d'Anvers.

⁽²⁾ *Correspondance de Granvelle*, t. III, p. 18.

⁽³⁾ *Ibidem*, t. III, p. 28.

Vargas et Del Rio, assistés de l'avocat fiscal Bélin et du secrétaire Prats, instruiraient le procès d'Egmont, de Hornes, de van Stralen et des secrétaires d'Orange et de Hornes ⁽¹⁾.

Le prévôt Morillon tint Granvelle au courant des péripéties qui marquèrent ces différents procès. En ce qui concerne celui de van Stralen, il note, le 16 novembre : « Strale, ad ce que l'on me dict, charge l'eau. Ses comptes seront espluchez par le nouveau tribunal et les *contadors*... Ce n'estoit point pour rien qu'il at tant sollicité l'union pour son particulier et l'a miz en la teste au prince d'Oranges... L'on dict ledit Strale riche de trois cent mil florins... » ⁽²⁾.

Le 14 décembre 1567, il fait savoir que le prisonnier « est fort malade et tombit hier deux fois en foiblesse par la fumée d'ung feu de charbon que font les soudartz au pied du degré, de sorte que ladicte fumée monte en sa chambre et celle de Backersele, qui s'en plainct aussi. »

Le 11 janvier, il mentionne que, à la différence des autres prisonniers, qui deviennent « gras comme chappons », van Stralen est encore malade, et, le 1^{er} février, il écrit : « Bélin se conduict aultant bien que l'on sçauroit désirer... Il examine Straelen, qu'il dict estre une fine pièce. Touttesfois l'on en at tiré quelque chose, ad ce que j'entendz de Hessele, qui est bien délibéré de faire la guerre à tous ceulx qui ont estez commiz à recepvoir l'ayde novennale, qui ont maintenant aultant de mille par an qu'ilz avoient auparavant de cent, et l'on at vendu tout le domaine du roi, que l'on at voulu faire porter la besache » ⁽³⁾.

⁽¹⁾ GACHARD, *Le Conseil des Troubles*. (BULLETIN DE L'ACADÉMIE, 1849, t. XVI, 2^e partie, p. 58.)

⁽²⁾ *Correspondance de Granvelle*, t. III, pp. 110-111. — Un agent de l'empereur Maximilien II rapporte que les biens de van Stralen étaient estimés à plus d'un million de couronnes. (*Messager des Sciences historiques*, 1840, p. 139.)

⁽³⁾ *Ibidem*, t. III, pp. 143, 171 et 194.

L'acte d'accusation ⁽¹⁾ insistait tout d'abord sur ce que van Stralen s'était montré « fort favorable et advancheur de la nouvelle... religion réformée, et nommément de la secte des Martinistes et confession d'Augsborch ». Il lui imputait d'avoir permis des infractions au repos dominical et aux prescriptions sur le carême et même d'avoir introduit des prédicateurs « professeurs d'hérésies et sectes réprouvées », et cela « pour l'apaisement de la populace ». Il le rendait responsable du « brisement des images » et lui reprochait d'être devenu le « familier » du prince d'Orange et de Bréderode ⁽²⁾, d'avoir favorisé la levée de gens de guerre « pour l'établissement et maintenant de la damnable liberté de religion et conscience ». Il le déclarait donc « notoirement et irréfragablement coupable des crimes de lèse majesté divine et humaine ».

Les réponses de van Stralen au procureur général ne portèrent que sur un certain nombre de points. Il invoqua la solidarité de tout le magistrat anversois et la nécessité dans laquelle il s'était trouvé d'obéir au prince d'Orange, gouverneur d'Anvers, délégué de la gouvernante générale. En ce qui concerne la question religieuse, il déclara diffamatoires pour le magistrat et pour lui-même les affirmations du procureur général et soutint « qu'il ne se trouvera que oncques il s'est meslé d'introduire lesdicts prédicans ny oncques hanté ny esté en leur compaignye ny cognu personne d'iceulx... ».

⁽¹⁾ *Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 197. — Une seconde série de charges concernant surtout les relations de van Stralen avec les consistoires se trouve dans J.-P. VAN CAPPELLE, *Bijdragen tot de geschiedenis der Nederlanden*. Haarlem, 1827, p. 245.

⁽²⁾ En ce qui concerne la « modération des placards sur l'Inquisition », van Stralen était accusé d'avoir entretenu des relations avec Egmont. (Voir le Mémoire de défenses du comte, dans de Bavay, *Le Procès du comte d'Egmont*, pp. 48, 119, 147, 219, 220.)

Pendant qu'il était détenu à Lierre, il demanda avec instance que l'on dit la messe dans la maison où il était prisonnier. (Lettre du duc d'Albe au roi, 13 septembre 1567, dans Gachard, *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 576.)

Quant à son orthodoxie, van Stralen produisit une attestation du sous-prieur et de quelques moines du couvent des Dominicains à Anvers ⁽¹⁾.

Le 26 mars, le duc d'Albe, estimant la réponse de van Stralen « fort contraire à la vérité », ordonna de le mettre « à la question de tourment de ne laisser boire et de la corde ou aultre de la sorte » en présence du licencié Juan de Vargas et du docteur Louis Del Rio ⁽²⁾. Pour empêcher une intervention du magistrat d'Anvers au sujet de la confiscation des biens, il fit savoir à celui-ci (29 mars) qu'il se réservait « la seule cognoissance des procès desja intentez ou à intenter par qui et par devant quelz que ce soit sur et à l'encontre des biens de ceulx qui sont chargez et coupables des troubles, rebellions et désordres passez » ⁽³⁾.

Le 27 juin, Morillon informe Granvelle que van Stralen a été « fort gehenné; l'on le doit mener à Vilvorde. L'on l'a tenu sept jours sans boire » ⁽⁴⁾.

Le 8 juillet, il écrit : « Plusieurs parlent icy des cruautés faictes par Vargas et Del Rio à Stralen, qui toutefois n'at rien confessé et fait son mieulx pour s'enfoncer la teste sur le banc. L'on dit que Vargas ne se contenta des instruments (*de torture*) et en at fait faire des aultres, mesmes qu'il se ayde des potences de Stralen, qu'il meict par menues pièces. je ditz les traverses, pour entre les dictes pièces serrer les jointures; et dict on que Del Rio se retira et plora, ne pouvant veoir dadvantage ce spectacle » ⁽⁵⁾. Enfin, le 23 août, il note : « Strale se porte mieulx

⁽¹⁾ Cette attestation est datée du 29 mai 1568. (*Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 195.)

⁽²⁾ Papiers d'État et de l'Audience, n° 499 : Conseil des Troubles n° 5 (archives du Royaume), fol. 134.

⁽³⁾ Briefwisseling van den magistraat en de gedeputeerden, 1567-1570 (archives de la ville d'Anvers.)

⁽⁴⁾ *Correspondance de Granvelle*, t. III, p. 291.

⁽⁵⁾ *Ibidem*, t. III, p. 297.

qu'il ne feict de longtemps. Peult estre que ses gouttes n'osent retourner craindantz d'estre encore maltraictez » ⁽¹⁾.

Le Conseil des Troubles donna son « avis », à Anvers, le 11 août 1568 ⁽²⁾. Il déclarait van Stralen coupable d'avoir pactisé avec le prince d'Orange, notamment en ce qui concerne l'opposition des États de Brabant aux ordonnances royales concernant l'application des décrets de Trente et aux placards sur l'Inquisition. Il lui reprochait d'avoir tenté d'introduire à Anvers de nouvelles et damnables hérésies, entre autres celle de la confession d'Augsbourg, sous prétexte de faire ainsi cesser les troubles, et de ne pas avoir mis la gouvernante au courant des levées de troupes que faisaient en Allemagne Orange et son frère Louis, ainsi que Hoogstraeten, en vue d'implanter dans les Pays-Bas la confession d'Augsbourg ; en outre de ne pas avoir communiqué à la même gouvernante une lettre du landgrave de Hesse (13 octobre 1566) à Louis de Nassau, lettre qu'il aurait traduite en français. Le Conseil, c'est-à-dire Vargas et Del Rio, concluait à la peine de mort et à la confiscation des biens, mais faisait valoir les motifs qui pourraient être invoqués en faveur d'une grâce — « si Son Excellence s'y montrait disposée ». — Il rappelait les avances de fonds faites au roi lors des guerres contre Henri II — ainsi qu'en avait témoigné Berty, secrétaire d'État ; puis encore la conduite suivie par van Stralen lors de la révolte calviniste de mars 1567 (bataille d'Austruweel).

Le duc d'Albe se prononça (22 septembre) pour la peine « du dernier supplice par l'espée ». Elle fut exécutée devant le château de Vilvorde le 24 du même mois. Morillon note que van Stralen mourut « fort catholicquement » ⁽³⁾.

⁽¹⁾ *Correspondance de Granvelle*, t. III, p. 338.

⁽²⁾ BOR, *Nederlandtsche oorlogen*. Amsterdam, 1679, t. I, p. 247. — J.-P. van CAPPELLE, *Bijdragen tot de geschiedenis der Nederlanden*, Haarlem, 1827, p. 237.

⁽³⁾ *Correspondance de Granvelle*, t. III, pp. 572-573. — La condamnation prononcée par le prévôt des maréchaux, le 23 septembre 1568, fut exécutée le lendemain. *Antwerpsch Archievenblad*, t. VIII, p. 219, et *Correspondance de Granvelle*, t. III, p. 365.) — Le prince d'Orange fit publier une petite « remontrance » sur l'affaire

*
*
*

Après la Pacification de Gand (1576), les États généraux, en se substituant au souverain, réalisèrent en grande partie le programme de van Stralen. En 1578, lorsque, à la requête de son frère Jean, ils transférèrent à celui-ci la seigneurie de Merxem, ils promulguèrent à cet effet, au nom du roi, des lettres patentes rappelant notamment les services rendus par Antoine van Stralen à la fois au Roi et aux États « et nommeement en l'an XV^e cinquante huyct que lors il auroit, en son privé et particulier crédit furni la somme de environ quatre cens mille florins, avec lesquelz les Allemans, tant de cheval que de pied, ont esté licentiez et le plat pays délivré des mengeries, foulles et desgatz ⁽¹⁾ ».

Les services rendus par van Stralen à la cause du prince d'Orange n'étaient pas seulement d'ordre financier, ils étaient aussi d'ordre moral : il avait préconisé le règlement de la question religieuse par une intervention des États généraux, et cela dans le sens de la tolérance. Sa conduite s'explique dans une large mesure par la conviction qu'il avait que seule la paix de religion pouvait sauvegarder le bien-être et la sécurité du pays. L'étude des facteurs économiques permet de marquer, en tout cas, le rôle de tout premier plan qui revient à van Stralen dans l'opposition au régime de Philippe II et dans la formation de notre unité nationale. Elle permet en même temps de comprendre pourquoi il jouit auprès de ses contemporains d'un prestige presque égal à celui du vainqueur de Gravelines, pourquoi aussi il fut la première victime du duc d'Albe.

van Stralen : *Corte vermaninghe aen alle Christenen opt vonnisse oft advis met groo-
ter wreetheit te wercke ghestelt tegen Heer Anthonis van Stralen, Borgemeester
van Antwerpen ende Commissaris generael van den Staten der Nederlanden...*
Anno MDLXIX (Groen van Prinsterer, *Archives de la maison d'Orange-Nassau*,
2^e série, t. III, p. 317, suppose que cet écrit est l'œuvre de Jean Baert, qui fit par-
venir au prince d'Orange la sentence de van Stralen au mois d'avril 1569).

(1) Registre 361 de la Cour féodale de Brabant (archives du Royaume), fol. 500 v^o.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Berlière (Dom Ursmer)*. L'ordre monastique des origines au XII^e siècle. Paris, 1924; in-16 (310 p.). [29.481]
- Bertrand (Louis)*. L'ouvrier belge depuis un siècle. Bruxelles, 1924; in-16 (448 p.). [29.999]
- Capart (Jean)*. L'art égyptien et la loi de Frontalité, à propos d'une statuette du cabinet des médailles. Paris, 1923; extr. in-f^o (21 p., pl.). [30.530]
- L'art égyptien. Étude et Histoire. Tome I. Bruxelles, 1924; pet. in-4^o (323 p.). [29.493]
- Carnovale (Luigi)*. How American can Easily and Quickly Prevent Wars Forever. Chicago, s./d.; in 16 (35 p.). [30.033]
- Cohen (Gustave)*. Ronsard, sa vie et son œuvre. Paris, 1924; in-16 (288 p., portr.). [29.480]
- Cuvelier (J.)*. La chapelle Saint-Georges à Bruxelles. Courtrai, s./d., extr. in-16 (7 p., pl.). [30.033]
- Delatte (Amandus)*. Codices athenienses. Tomus X. Bruxelles, 1924; in-8^o (291 p.). [29.997]
- Demogue (René)*. Traité des obligations en général. Tomes III, IV. Paris, 1923; 2 vol. in-8^o (593 + 557 pp.). [29.997]
- Des Marex (G.)*. Note sur la ministérialité en Belgique. Bruxelles, 1924; extr. in-8^o (83 p.). [29.983]
- Étienne (Servais)*. Les sources de « Burg-Jargal ». Bruxelles, 1923; in-8^o (158 p.). [29.488]
- Feller (Jules)*. La pensée et la langue, une œuvre nouvelle de M. F. Brunot. Bruxelles, 1923; extr. in-8^o (30 p.). [30.060]
- Génin (Auguste)*. Légendes et récits du Mexique ancien. Paris, s./d., in-12 (254 p.). [29.489]
- Le poème de Manneken-pis. Mexico, 1923; in-4^o (4 p.). [30.058]
- Laenen (Chanoine J.)*. Introduction à l'histoire paroissiale du Diocèse de Malines. Les institutions. Bruxelles, 1924; extr. gr. in-8^o (469 p.). [29.490]
- Leclercq (Jules)*. L'Armoire aux souvenirs. Léopold II. Bruxelles, s./d.; extr. in-8^o (9 p.). [30.064]
- La catastrophe du mont Everest. Bruxelles, s./d.; extr. in-8^o (6 p.). [30.063]
- Les derniers explorateurs du Thibet. Bruges, 1924; extr. in-8^o (18 p.). [30.052]
- Les pâques du Cid, s./v., s./d.; in-8^o (2 p.) [29.986]

- Leuridan (Félicien).** Lettres intimes du chevalier de Lisle au prince de Ligne. Paris, 1924; in-8° (49 p.). [30.019]
- Liebrecht (Henri).** Histoire du Théâtre Français à Bruxelles aux XVII^e et XVIII^e siècles. Préface de Maurice Wilmotte. Paris, 1923; in-4° (377 p., pl.). [29.996]
- Ligne (Prince de).** Poésies dites et inédites, publiées par Ernest de Ganay et Charles-Adolphe Cantacuzène. Bruxelles et Paris, 1925; in 8° (56 p.). [30.065]
- Maréchal (Jean).** La valeur du rationalisme et l'évolution de l'humanité. Bruxelles, s./d.; in-8° (24 p.). [30.020]
- Mockel (Albert)** Le premier concours de poésie à l'Académie de langue et de littérature françaises. Prix Melvill van Carnbée. Bruxelles, 1923; extr. in-8° (23 p.). [30.059]
- Pergameni (Charles).** L'Afrique centrale et le Congo-Zaïre. Bruxelles, 1924; extr. in-16 (26 p.). [30.051]
- Petkovitch (Jacko D.).** L'écriture internationale. Belgrade, s./d.; in-8° (14 p.). [30.057]
- Renesse (Comte Th. de).** Silhouettes d'ancêtres. Bruxelles, 1924, in-8° (274 p., pl.). [29.998]
- Schmitz (Chanoine Jean) et Nieuwland (Dom Norbert).** Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg. Sixième partie (tome VII). La Bataille de Neufchâteau et de Maissin. Bruxelles, 1924; gr. in-8° (296 p., pl., cartes). [26 830]
- Van der Smisen (Édouard).** La maladie du Franc. Louvain, 1924; extr. in-8° (35 p.). [30.066]
- Vannerus (J.).** Nieuwe Yde. Notes complémentaires. Bruxelles, 1924; extr. in-8° (24 p.). [30.054]
- Verriest (Leo).** A qui ont bénéficié les « chartes-lois » du moyen âge. Haarlem, 1924; extr. in-8° (pp. 432-444). (30 056)
- Verriest (Leo) et Gunzbourg (Dr J.).** Maatschappelyk. Dienstbetoon. Anvers, 1924; extr. in-8° (17 p.). [30.061]
- Wins (Alphonse).** L'horloge à travers les âges. Mons, 1924; gr. in-8° (340 p., pl.). [29.991]
- *** Livre d'or de Seraing, 1914-1918. Seraing, 1923; in-4° (171 p., pl.), rel. de l'Éditeur. [29.491]

Séance du lundi 1^{er} décembre 1924.

M. M. De Wulf, *directeur de la Classe*.

Sont présents : MM. J.-P. Waltzing, *vice-directeur* ; le comte Goblet d'Alviella, le baron E. Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, Eug. Hubert, E. Mahaim, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehayé, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, L. Leclère, P. Ladeuze, *membres* ; G. Doutrepoint, le comte H. Carton de Wiart, H. Vander Linden, A. Nerinx, H. Rolin, *correspondants* ; S. Exc. M. Adatci, *associé*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : dom Ursmer Berlière, *membre* ; MM. J. Capart et M. Ansiaux, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

L'Union académique internationale fait connaître que les Académies de Belgrade, Bucarest, Cracovie et Prague ont déclaré qu'elles pourraient publier des travaux de savants russes, d'un intérêt général et rédigés dans une langue occidentale ; l'Union exprime le vœu que d'autres Académies suivent cet exemple.

La Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations invite l'Académie à accorder aux Académies, Sociétés savantes et Universités de Hongrie l'échange des publications. — La question sera portée à l'ordre du jour de la séance prochaine.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

La Belgique sous la domination française, 1792-1814, t. II, par Paul Verhaegen; présenté, avec une note bibliographique, par H. Pirenne.

L'abrogation de la neutralité de la Belgique, ses causes et ses effets, par A. Roussel Le Roy; présenté, avec une note bibliographique, par M. Wilmotte.

— Remerciements.

COMITÉ SECRET. ÉLECTIONS.

M. H. Capitant est élu associé de la Section des Sciences morales et politiques.

COMMISSION DES FINANCES.

Sont élus membres de cette Commission : MM. Cornil, le baron Descamps, Dupriez, Leclercq et Vercoullie.

COMMISSION DES ANCIENS AUTEURS BELGES.

Sont élus, pour 1925, membres de cette Commission : MM. Bidez, Cornil, De Wulf, Doutrepoint, Roersch, Thomas, Waltzing et Wilmotte.

PRIX AUGUSTE BEERNAERT ET PRIX BOUVIER-PARVILLEZ.

La Classe est en principe d'avis que le Prix Bouvier-Parvillez peut être désormais attribué par l'Académie royale de langue et de littérature françaises, comme le Prix Aug. Beernaert. Elle décide d'examiner, dans sa prochaine séance, les modifications à apporter éventuellement aux règlements de ces deux prix.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

PAUL VERHAEGEN. — *La Belgique sous la domination française.*
Bruxelles, Goemare et Paris, Plon, 1924, t. II, 509 pages.

Le tome II de ce grand ouvrage, que j'ai l'honneur d'offrir à la Classe de la part de son auteur, est consacré aux débuts du Directoire. La période de l'occupation militaire a pris fin et sous l'administration de Pérès et de Portiez, mais surtout sous celle de Bouteville, la législation et l'administration françaises sont introduites dans le pays. L'auteur décrit longuement les méthodes employées à cette fin par les commissaires de la République, les difficultés qu'ils eurent à vaincre et les résultats auxquels ils aboutirent. La situation du clergé, les élections de germinal an V et la réaction antijacobine qu'elles amenèrent lui fournissent la matière de chapitres très instructifs et qui complètent heureusement ce que nous apprend la partie correspondante du livre de M. Lanzaac de Laborie. Ici encore, M. Verhaegen s'est surtout documenté aux sources d'archives. Il a tiré largement parti des précieux papiers de Bouteville, dont il nous révèle toute l'importance.

Le volume s'achève par une description minutieuse et singulièrement neuve des projets et des tentatives d'insurrection qui caractérisent les années 1796 et 1797 et qui sont mis en rapport avec les fluctuations de la politique générale.

Parmi ses nombreuses annexes, je signalerai particulièrement celle qui donne, pour la première fois, je pense, une apprécia-

tion des charges bien amoindries que les droits féodaux imposaient à la population de nos provinces à la veille de leur annexion à la République. Quoi que l'on pense de l'œuvre accomplie par celle-ci, il sera désormais indispensable de recourir, pour étudier ce qu'elle fut en Belgique, au travail que M. Verhaegen poursuit avec une si laborieuse énergie.

H. PIRENNE.

ANDRÉ ROUSSEL LE ROY. — *Abrogation de la neutralité de la Belgique.*

Il n'est pas trop tard pour signaler plus particulièrement à l'attention des juristes et des historiens de notre Compagnie un intéressant mémoire, qu'un jeune érudit français, attaché au Cabinet des Affaires Étrangères de Paris, M. André Roussel Le Roy, a consacré à un problème de la plus haute importance pour nous Belges.

Ce mémoire, qui a été présenté comme thèse doctorale à la Faculté de droit de l'Université de Paris, est intitulé : *L'Abrogation de la Neutralité de la Belgique, ses causes et ses effets.*

L'auteur ne s'est pas borné à étudier le statut qui nous fut imposé par les Puissances veillant sur notre naissance et nos premiers pas en 1830. Il a remonté plus haut, et, d'autre part, par une étude attentive du principe de neutralité et aussi par une comparaison judicieuse avec la situation diplomatique faite à des États similaires, il a, me semble-t-il, éclairé plus favorablement les conditions dans lesquelles notre isolement politique, dont les événements ont prouvé l'inefficacité et les périls, avait été imposé à nos premiers gouvernants, et celles qui nous justifient pleinement d'avoir réclamé notre liberté entière vis-à-vis des autres nations.

On trouvera, en outre, dans ce travail clairement ordonné, la

réfutation très précise des arguties de certains juristes et publicistes allemands, dont la thèse fut ou bien que la Belgique ne pouvait plus s'abriter derrière une neutralité périmée, ou bien qu'elle avait manqué aux obligations de sa neutralité. On lira enfin des pages très pénétrantes et très sympathiques sur les revendications, malheureusement tardives, qui furent formulées en 1918 et se heurtèrent à l'indifférence de nos alliés et à l'opposition intraitable de la Hollande.

La conclusion de M. Roussel Le Roy sur ce point est à la fois très sage et très bienveillante pour nous : « La Belgique gagne à la suppression de sa neutralité de parler et d'agir avec plus de liberté par les Nations. Elle a pu faire valoir ses revendications territoriales à l'encontre de la Hollande. Elle n'a pas obtenu satisfaction, sans doute, mais elle a, du moins, posé à nouveau un problème de frontières que le Gouvernement de La Haye pouvait croire à jamais oublié, puisque la Belgique neutre était dans l'impossibilité de le faire surgir. » Ce que M. Roussel Le Roy ajoute à l'honneur de notre patrie, de ses sacrifices et de ses vertus militaires n'a pas besoin d'être reproduit ici. On ira le lire aux dernières pages de son très intéressant livre.

M. WILMOTTE.

LA MATIÈRE ET LA FORCE

selon la méthode intégrale

et à la lumière de la science du réalisme rationnel,

par le baron DESCAMPS, membre de l'Académie.

I. — L'ORIENTATION NOUVELLE ET LES SOURCES D'ÉTUDE CONTEMPORAINES.

La grande maxime de la sagesse antique : « Connais-toi toi-même », s'est largement développée sous l'empire de la science moderne. Celle-ci met de plus en plus en lumière la nécessité de dire à l'être humain : connaître le milieu où tu vis et cette matière qui t'enveloppe et te pénètre à tant d'égards est un indispensable acheminement à la connaissance de toi-même.

« Le problème de la nature de la matière et de la force, nous fait observer Gustave Le Bon, est un de ceux qui ont le plus exercé la sagacité des savants et des philosophes ⁽¹⁾. » Frappés du spectacle grandiose et varié qu'offre l'univers, animés du désir de connaître le monde en ses éléments constitutifs, sollicités de mille manières à utiliser ses merveilleuses ressources, nous ne faisons que répondre à une tendance invincible de notre nature en recherchant le comment et le pourquoi des faits qui se présentent à nos regards, et en nous efforçant de résoudre, dans la mesure qui nous est accessible, ce grand problème : qu'est-ce donc que la matière qui s'étale hors de nous avec tant de profusion et de splendeur et qui nous enserre de toutes parts ?

Depuis les découvertes qui ont transformé les sciences physiques et chimiques, introduisant dans le cycle de nos connaissances des facteurs longtemps ignorés ou méconnus, faisant, à ce point de vue, de notre époque « une période peut-être unique dans

(1) D^r GUSTAVE LE BON, *L'Évolution de la Matière*, 1903, p. 9. — *L'Évolution des Forces*, 1908.

l'histoire ⁽¹⁾ », et « ouvrant à l'esprit humain comme une Amérique nouvelle... qui peut enseigner beaucoup de choses au vieux monde » ⁽²⁾, la question de la nature des corps semble avoir pris des aspects inattendus.

Les recherches contemporaines sur la structure de la matière, fécondées par d'admirables procédés nouveaux ⁽³⁾, les propriétés merveilleuses que la radioactivité a révélées ⁽⁴⁾, l'interrogatoire scientifique auquel ont été méthodiquement soumis l'électron et

(1) A. BERTHOUD, *Les nouvelles conceptions de la Matière et de l'Atome*, 1923, p. 2.

(2) P. LANGEVIN, *La Physique depuis vingt ans*, 1923, p. 2.

(3) Aux ouvrages d'orientation signalés dans cette note et dans les notes qui suivent, nous avons cru utile d'ajouter l'indication de sources bibliographiques récentes plus étendues qui pourront intéresser le lecteur.

JEAN PERRIN, *Les Atomes*, 1924. — HENRI POINCARÉ, *Les conceptions nouvelles de la Matière* (le matérialisme actuel), 1913. *La valeur de la Science*, 1907. *La Science et l'Hypothèse*, 1909. — ÉMILE BOREL, *Les Théories moléculaires et les Mathématiques* (REVUE GÉNÉRALE DES SCIENCES, 1912. — SIR J. J. THOMSON *Matter* (ENCYCL. BRIT., 11^e éd.), *Electricity and Matter*, tr. fr. Solovine, 1922. — SIR E. RUTHERFORD, *Matter* (ENCYCL. BRIT., complément à la 11^e éd.), *The constitution of Matter and the Evolution of the Éléments*. (ANN. REP. SMITHSONIAN INSTITUTION, 1915.) *La structure de l'Atome* (Conseil physique Solvay, 1923.) — SIR O. LODGE, *Electricity and Matter*, tr. fr. Solovine, 1922. *Matter and Energy*. (SCIENTIA I, 1925, tr. fr. Philippi.) — MAX BORN, *Der Aufbau der Materie*, 1920, tr. fr. Bellenot, 1923. — TH. DE DONDER, *Quelques réflexions sur la Matière*. (Comptes rendus de la Classe des Sciences, 1921.) — D. NYS, *Cosmologie*, 3^e éd., 1914, 4^e éd. sous presse. — P. DESCOQS, *Essai critique sur l'Hylémorphisme*, 1924. — J. TILLIEUX, *Les idées actuelles sur la constitution de la Matière*. (REVUE DES QUESTIONS SCIENTIFIQUES, 1920.) — Société française de physique, *Les idées modernes sur la constitution sur la Matière*, 1913. — Conseil de physique Solvay, *La structure de la Matière*, 1913.

— Les ouvrages de Nys et de Descoqs renferment en annexe d'importantes bibliographies.

(4) HENRI BECQUEREL, *Comptes rendus de l'Académie des Sciences*, t. CXXII, 1896. — M. CURIE, *Ibidem*, t. CXXVI, 1898. — P. et M. CURIE, *Ibidem*, t. CXXVII, juillet-décembre 1898. — M. CURIE, Thèse de doctorat, 1903. Conseil de physique Solvay, 1912. Conférence de la Soc. de Physique, 1914. *L'Isotopie et les éléments isotopes*, 1924. — DUC M. DE BROGLIE, *Les Rayons X*, 1922. — F. SODDY, *Le Radium*, tr. fr. avec chapitre inédit de l'auteur et complément par Lepape, 1919. — W. ASTON, *Isotopes*, 1922, tr. fr. Veil, 1923. — N. BOHR, *Les Spectres et la structure des Atomes*, tr. fr. Corvisy, 1923.

— Le lecteur trouvera à la fin du livre de M^{me} Curie sur les Isotopes une riche documentation bibliographique concernant la radioactivité.

le proton ⁽¹⁾, la remise sur le métier, par Einstein, de la grande question de la gravitation avec ses tenants et aboutissants ⁽²⁾, tout cela a fait surgir nombre de problèmes à la solution desquels cette grande travailleuse qu'est la science s'est appliquée en faisant fruit de méthodes perfectionnées, et qui l'ont amenée à serrer de plus près la constitution des corps.

Ce serait une erreur de se figurer que des points d'importance capitale, dont quelques-uns intéressent au plus haut degré

⁽¹⁾ R. A. Millikan, *The Electron*, 1919. — A. SOMMERFELD, *Atombau und Spektrallinien*, 3^e éd., 1922, tr. fr. Bellenot, 1923. — Dr ACHALME, *Les Édifices physico-chimiques*, trois tomes, 1921-1924. — Voir également les ouvrages déjà cités de JEAN PERRIN, GUSTAVE LE BON, BERTHOUD, etc.

— L'INSTITUT SOLVAY, qui a recueilli une abondante bibliographie sur la Matière et la Force, a publié trois volumes de rapports et discussions du Conseil physique : I. *La Théorie du Rayonnement et des Quanta*, 1912; II. *La structure de la Matière*, 1913 (publ. 1921); III. *Atomes et Électrons* (Lorentz, Rutherford, de Broglie, Millikan, Kamerlingh-Onnes, Weiss, Brillouin, Bragg, de Haas, Bohr, Ehrenfest), 1923.

⁽²⁾ H. LORENTZ, A. EINSTEIN, H. MINKOWSKI, *Der Relativität-Princip. Eine Sammlung von Abhandlungen*, 1920. — H.-A. LORENTZ, *Der Interferenzversuch Michelsons*, 1895. *Considérations élémentaires sur le principe de Relativité*. Radium, 1924. — A. EINSTEIN, *Zum Electrodynamik bewegter Körper*. (ANN. PHYS. 17, 1905.) *Zum Relativität-Problem*. (Scientia, 1914, tr. fr. Philippi.) — *La Théorie de la Relativité restreinte et généralisée*, 1921. — H. MINKOWSKI, *Raum und Zeit*, 1908. — P. PAINLEVÉ, *La Gravitation dans la Mécanique de Newton et dans la Mécanique d'Einstein*. (COMPTES RENDUS DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES, 1921.) *La théorie de la relativité*. (B. SOC. FR. PHIL., 1921.) — JEAN PERRIN, *La Théorie de la Relativité*. (B. SOC. FR. PHIL., 1923.) — P. LANGEVIN, *La théorie de la relativité et de la Gravitation*, 1923. — H. BERGSON, *La théorie de la relativité*, 1922. *Durée et Simultanéité*, 1923. — J. MARITAIN, *Nouveaux Débats einsteiniens*. (REVUE UNIVERSELLE, avril 1923.) — H. WEYL, *Raum, Zeit und Materie*, 1918, 5^e éd., 1923, tr. fr. Juvet et Leroy, 1922. — Sir A.-S. EDDINGTON, *Space, Time and Gravitation*, 1920, 3^e éd., 1921, tr. fr. Rossignol, 1921. *The mathematical Theory of Relativity*, 1923, 2^e édit., 1925. — TH. DE DONDER, *Verslag Ak. wetensch.* Amsterdam, avril 1916. *La Gravifique einsteinienne*, 1921. *La Gravifique de Weyl, Eddington, Einstein*, 1924. *Introduction à la Gravifique einsteinienne* : c'est la première partie d'une nouvelle synthèse qui paraîtra dans le *Mémorial des Sciences mathématiques*. — CH. DE LA VALLÉE POUSSIN, *Le Temps et la Relativité restreinte*. (Comptes rendus de la Classe des Sciences), décembre 1923.

— Une Bibliographie alphabétique et chronologique de la Relativité a été publiée en 200 pages (Lamartin, 1924), par M. MAURICE LECAT, avec la collaboration de M^{me} LECAT-PIERLOT.

l'humanité, ne soient en aucune manière impliqués dans les recherches nouvelles. Il est manifeste, par exemple, que la distinction entre la matérialité et la spiritualité suppose une détermination aussi nette que possible des deux facteurs en présence. On connaît les nombreux efforts déployés pour matérialiser l'esprit. Voici qu'on parle de la « dématérialisation de la matière », non plus à la manière fort démodée du vieil idéalisme allemand, mais en se plaçant sur le terrain de faits de laboratoire dûment constatés, quelque opinion que l'on puisse garder concernant leur interprétation. Il y a sans doute dans ces vues nouvelles quelque signe de désarroi. Peut-être pourrait-on y relever certaines traces de la vieille lutte entre savants et philosophes sur un terrain particulièrement ardu. Nous voudrions tenter de faire œuvre d'harmonie, en nous plaçant toutefois sur une base nettement expérimentale, la seule qui, à notre sens, convienne en première ligne à une science des choses concrètes. Rechercher et soumettre à une sévère critique les éléments d'une définition fondamentale de la matière, telle est la tâche que nous entendons aborder, après avoir précisé ce qu'il faut entendre par la science du réalisme rationnel.

II. — LA SCIENCE DU RÉALISME RATIONNEL.

Res, sensus, ratio : ces facteurs renferment en germe toute l'évolution scientifique; mais il convient de s'attacher fidèlement et fermement à toute réalité et de suivre à la trace les développements progressifs de la raison dans ce travail de *mens agitans molem* où elle excelle.

Le réalisme rationnel aspire à réaliser l'harmonie du réel et de l'idéal en une synthèse où demeurent sauvegardés leurs caractères propres et leurs exigences respectives. Il les coordonne sans confondre jamais l'ordre qui préside à l'existence et aux rapports objectifs des choses avec le mode suivant lequel nous pouvons être amenés à les connaître ou à les concevoir.

Le réalisme rationnel assigne pour base à l'harmonie du réel et de l'idéal, dans la formation de toutes les connaissances humaines, le fait de l'appréhension mentale de la réalité concrète, matérielle, sensible, appréhension expérimentalement attestée comme point de départ nécessaire et comme point d'appui constant de ces connaissances. Il écarte en conséquence tous les systèmes qui prétendent s'appuyer sur des concepts purs, imaginés comme originairement et radicalement indépendants de l'expérience. De tels concepts sont étrangers à notre mode naturel de connaître.

Le réalisme rationnel rattache le développement de l'harmonie humaine du réel et de l'idéal à l'existence et au fonctionnement, expérimentalement attestés encore dans l'être humain, d'une énergie mentale — quelles qu'en soient d'ailleurs la nature et l'origine — supérieure à la simple énergie des sens, encore que profondément solidaire de celle-ci : l'énergie rationnelle. Et il reconnaît à cette énergie, avec le pouvoir d'embrasser et de retenir dans le champ de son regard la réalité concrète et singulière appréhendée par les sens, la puissance de discerner en elle des éléments que les sens ne dégagent point, considérant d'ailleurs ces déterminations, non comme dénuées de toute attache à la réalité, mais comme éléments intelligibles impliqués dans la donnée sensible.

Et après avoir ainsi fait leur juste part à chacun de ces deux facteurs, — l'énergie sensible et l'énergie rationnelle, — le réalisme rationnel s'attache à saisir, en tous les domaines, leur fonctionnement comparé et point capital — leur intégration dans l'unité foncière d'une énergétique vraiment humaine.

Il ne faut jamais perdre de vue l'unité de l'être humain et l'immanence de son énergie à travers la diversité de ses opérations. Là est la réalité et là est la clé qui donne accès à la solution lumineuse de difficultés vraiment insurmontables pour qui néglige ce point de vue. De fait il n'y a dans l'homme qu'une énergie foncière en évolution, celle d'un être imparfait

faisant effort pour se parfaire dans la mesure des forces qu'il peut mettre en jeu et des rapports qu'il peut entretenir avec les facteurs distincts de lui qui font avec lui échange d'énergie.

Et le meilleur moyen de connaître ces forces et de mesurer ces rapports, c'est l'expérience : l'expérience appliquée à tous les ordres de faits que nous pouvons atteindre, quels qu'ils soient, à quelque moment qu'ils se présentent à nous dans le développement de notre énergie évolutive. C'est pourquoi le réalisme rationnel est avant tout expérimental et entend l'être intégralement, embrassant dans ses constats les faits idéels comme les faits réels, dès là qu'il les peut dûment vérifier. Et si, dans son enquête intégrale, il est amené à constater des faits qui dépassent la réalité sensible, il ne laisse pas d'en rechercher et d'en scruter les attaches profondes à cette réalité.

Des faits, de l'ordre dans les faits, la constatation des éléments impliqués dans les faits, la mise en relief d'explications conformes aux faits : telle est donc la base d'opération du réalisme rationnel.

Une raison s'alimentant sans cesse aux faits de l'expérience et demeurant par eux en communion avec la réalité, une expérience s'irradiant au foyer de la raison : tels sont les instruments solidaires dont entend se servir le réalisme rationnel pour mettre en pleine lumière, en dépit des conflits apparents et sur les ruines des systèmes arbitraires, les merveilleuses harmonies de l'idéal et du réel dans le domaine des connaissances humaines.

Pour accomplir plus parfaitement cette tâche et pour mieux conserver la pure substance des faits, si nécessaire à son accomplissement, le réalisme rationnel s'efforce d'éliminer de la science ces facteurs qui y jouent un rôle si considérable encore et si désastreux : les créations imaginaires, les abîmes artificiels, les antagonismes passagers, les anticipations désordonnées.

Les créations imaginaires ! Le réalisme rationnel rend hommage à la fonction de l'hypothèse dans le mouvement scientifique. Il ne méconnaît pas la valeur de ce travail de divination

auquel est lié, dans une mesure si grande, le progrès de la science. Mais le progrès de la science est aussi lié au devoir de conserver à ce travail d'avant-garde son caractère propre. Faute de ce faire, la transformation d'hypothèses en thèses intangibles rentre dans la catégorie des créations imaginaires qui peuvent jeter, pour longtemps parfois, la science hors des voies de la vérité. Quant aux chimères dont certains idéalistes peu avisés ont peuplé la science, le réalisme rationnel travaille, sur toute la ligne, à les éliminer.

Les abîmes artificiels ! Il semble parfois que l'on crée comme à l'envi dans le domaine scientifique des fondrières et qu'on les élargisse à fantaisie ! Et l'on s'étonne alors que la bonne nature ne fournisse pas de ponts tout faits pour les franchir !

Les antagonismes passagers ! Il y a dans une foule de conflits qui s'éternisent, non seulement une bonne part de malentendus provenant souvent d'une terminologie défectueuse, mais des dissidences qui n'ont rien de stable ni de définitif. A tel degré de l'échelle des points de vue, oppositions d'aspect irréductibles ; à un degré supérieur, convergence et conciliation. Le malheur est que certains esprits s'attardent toujours au premier échelon.

Les anticipations désordonnées ! D'aucuns nous diront peut-être qu'en matière scientifique on ne peut dégager le premier mot sans s'appuyer sur le dernier, parler de relatif sans évoquer l'absolu. C'est à notre sens une erreur, une grave erreur de méthode tout au moins. Elle nous paraît de nature à nuire à la nécessaire clarté du point de départ et à rompre l'enchaînement progressif des éléments scientifiques. Elle impose à l'esprit des renversements de points de vue qui le troublent et le déconcertent. Elle crée, dans les anticipations qu'elle produit, des amalgames qui aboutissent parfois à des désordres inextricables. Elle rend extrêmement laborieux le travail, indispensable pourtant, de la critique, et elle menace de compromettre cette première vertu du savant : la probité scientifique.

Le réalisme rationnel s'efforce d'éviter ces écueils en s'établis-

sant solidement sur le terrain expérimental et en tâchant de satisfaire aussi pleinement que possible les esprits qui apprécient en toutes choses la nécessaire clarté du point de départ et l'enchaînement, sans solution de continuité, des développements scientifiques.

III. — LA MÉTHODE INTÉGRALE DANS LES RECHERCHES CONCERNANT LA NATURE DES CORPS.

Il n'est pas facile d'acquérir une notion de l'être corporel en ses traits caractéristiques. « Qu'est-ce qu'une chose matérielle? Rien n'est plus simple avant tout examen; rien n'est plus compliqué après », nous fait observer lord Balfour ⁽¹⁾. Et il est remarquable que ceux qui entendent tout expliquer par l'existence de la matière oublient parfois de nous dire, d'une manière précise, ce qu'est le monde des corps. Il importe de combler cette lacune. Plus la tâche à remplir paraît malaisée, plus il importe de procéder avec ordre et clarté. Quelques observations préliminaires de méthode vont nous aider à nous orienter sur le terrain à explorer. Suivant la juste remarque de Stallo, « la détermination de l'attitude qui convient à la recherche scientifique vis-à-vis de son objet est le plus pressant des besoins intellectuels de notre temps » ⁽²⁾.

Commençons par remarquer, avec Pascal, que « nous ne connaissons le tout de rien », et que ce serait une tâche vaine de chercher à connaître le « pur en soi » des corps, indépendamment des moyens naturels fort restreints que nous avons de nous mettre en rapport avec eux.

Observons ensuite, en ce qui concerne ces moyens, que nous entrons originairement en communication avec les corps par les

⁽¹⁾ EARL BALFOUR, *The Foundations of Belief*, p. 282.

⁽²⁾ J.-B. STALLO, *La Matière et la Physique moderne*, p. xv.

sens, lesquels nous conduisent en quelque sorte comme par la main dans cette voie. Nous sommes donc réduits à prendre connaissance de l'être corporel à l'aide de manifestations qui, étant en quelque manière à la portée de nos organes, se trouvent saisies par eux ou impliquées dans leur mise en action. C'est pourquoi toute définition de la matière doit s'appuyer sur une base expérimentale, sous peine de verser dans la spéculation pure. Ce n'est pas sans raison que, dans son *Introduction à l'étude de la Médecine expérimentale*, Claude Bernard nous fait observer qu'il ne peut y avoir ici de méthode *a priori* ⁽¹⁾. La science du réalisme rationnel, nous l'avons constaté, est avant tout expérimentale.

Ceci nous amène à faire une troisième observation concernant le fonctionnement de nos organes. Il importe ici, comme dans toute technique de la connaissance, de s'attacher à faire la part du sujet et de l'objet, de discerner autant que possible ce qui peut être rapporté en propre aux éléments corporels et ce qui tient plutôt ou même exclusivement au sujet connaissant. Départ souvent malaisé à établir, encore que les progrès de la science nous permettent aujourd'hui d'avancer dans cette voie en distinguant notamment ce qui a pu être autrefois considéré comme qualité physique des corps et ce qui n'a point gardé scientifiquement ce caractère. Nous avons essayé d'élucider dans une étude spéciale la question de l'objectivité de nos connaissances, en insistant sur les fonctions distinctes de l'énergie sensible et de l'énergie rationnelle en ordre d'objectivité harmonique ⁽²⁾. Ce sont en effet ces deux énergies, pleinement reconnues et sauvegardées dans leurs domaines respectifs et déployant les effets de leur féconde et admirable solidarité, qui peuvent seules, conformément à la science du réalisme rationnel,

⁽¹⁾ CLAUDE BERNARD, *Introduction à l'étude de la Médecine expérimentale*, avec notes critiques par Sertillanges, 1900, p. 45.

⁽²⁾ *Le Génie des Religions*, pp. 46 et suiv.

nous conduire à une solution scientifique, dans la mesure accessible à nos moyens de connaître.

Enfin, parmi les déterminations auxquelles on peut garder une portée objective, il faut s'attacher à reconnaître celles qui, ayant un caractère vraiment fondamental, général et permanent, doivent seules, à ce titre, être conservées dans une caractéristique de la commune nature des corps.

A coup sûr, dans un travail qui est sien par excellence, l'énergie humaine, à la fois expérimentale et rationnelle, peut se servir de tous les moyens auxiliaires qu'elle possède en vue de mieux saisir la réalité objective. Mais elle doit garder à ces auxiliaires variés — inductions, déductions, interprétations, hypothèses — leur physionomie propre et ne pas cesser de mettre en relief leurs points d'attache dans l'expérience. Elle doit d'ailleurs conserver la distinction entre ce qui concerne la science expérimentale proprement dite et ce qui relève plutôt de la philosophie, s'efforçant, en cas de concours, de souder solidement aux données positives de l'une les investigations ultimes de l'autre, et tenant compte dans ce travail de tout ce qu'a pu réaliser le progrès des sciences physiques et chimiques. Il semble bien à ce dernier point de vue qu'en pénétrant de plus en plus dans certaines déterminations des corps, comme nous permet de le faire la radioactivité, et dans la constitution élémentaire de la matière telle que nous la révèlent les ions et les électrons, de remarquables précisions nouvelles puissent s'offrir à nous. Il convient seulement de ne pas demander la définition intégrale de l'être corporel à des vues partielles ou à des procédés divisionnaires exclusifs, — parfois simplement idéaux, — mais de suivre ici la méthode générale qui s'efforce de remonter de l'ensemble des phénomènes à l'ensemble de leurs déterminants.

Tenant compte de ces observations et recherchant sur un terrain où abondent les divergences scientifiques la meilleure méthode pour aplanir de persistantes difficultés, nous avons

été amenés à reconnaître qu'un peu plus de lumière sur le point à préciser peut résulter de la confrontation et de la critique d'une double définition de l'être corporel : l'une expérimentale à titre propre, c'est-à-dire ne renfermant que des déterminations relevant de l'expérience prolongée autant que possible jusqu'aux ultimes particules de la matière; l'autre rationnelle à un titre éminent, s'appuyant sur les données expérimentales, mais pouvant dépasser à certains égards les constats de l'expérience moyennant due justification. Les points de vue de ces définitions sont distincts. Comme nous le verrons, ils ne sont pas opposés, et c'est à notre sens pour ne les avoir pas suffisamment discernés et harmonisés que la notion de l'être corporel a donné lieu, tantôt à de singuliers antagonismes, tantôt à des vues où savants et philosophes semblent cheminer sur des lignes parallèles, c'est-à-dire sur des lignes qui ne se rencontrent point.

IV. — LA DÉFINITION EXPÉRIMENTALE DE LA MATIÈRE.

Dans la science des choses concrètes il ne faut pas vouloir raisonner lorsqu'il s'agit d'observer. Cette sage maxime est à la base de la définition expérimentale de la matière. Le domaine que nous entendons explorer en première ligne est donc celui des connaissances acquises par l'observation et l'expérimentation des faits. Entendons-nous bien cependant. Il ne s'agit pas ici de verser dans un empirisme pur, réduisant la connaissance des choses concrètes à « des faits tout nus », pour parler avec Henri Poincaré ⁽¹⁾. « Non, cela est impossible; ce serait complètement méconnaître le véritable caractère de la science. Le savant doit ordonner; on fait la science avec des faits comme une maison avec des pierres, mais une accumulation de faits n'est

(1) H. POINCARÉ, *La Science et l'Hypothèse*, 1909, p. 168.

pas plus une science qu'un tas de pierres n'est une maïssn. » L'empirisme pur n'est qu'une mutilation de l'experimentalisme humain. « Qu'est-ce donc qu'une bonne expérience? C'est celle qui nous fait connaître autre chose qu'un fait isolé; c'est celle qui nous permet de prévoir, c'est-à-dire celle qui nous permet de généraliser. » Les inductions naturelles généralisent les résultats de l'expérience en tant que rapportables à un commun facteur de nature. A ce titre elles ne se confondent pas avec de simples hypothèses. « On ne peut appeler hypothèse, dit Jean Perrin, une affirmation qui, sitôt formulée, peut être contrôlée par une expérience ⁽¹⁾. » La stabilité généralisée que nous reconnaissons aux lois inductives laisse d'ailleurs à ces lois la physionomie de lois de faits. Ces lois ont au fond le caractère de grands faits régulateurs dans un ordre déterminé, dont font partie une multiplicité de faits particuliers et auxquels nous nous estimons à bon escient autorisés à rattacher tous les faits semblables, en vertu d'une communauté de titres résultant d'un principe ancré dans la constitution même des êtres, telle qu'elle nous est expérimentalement attestée. « La science purement expérimentale, dit Duhem, est aussi élevée au-dessus de l'empirisme que la loi l'est au-dessus du fait particulier ⁽²⁾. »

« La difficulté de la solution de beaucoup de questions qui se posent naturellement, nous fait encore observer Henri Poincaré, provient principalement de ce que les traités de mécanique ne distinguent pas bien nettement ce qui est expérience, ce qui est raisonnement mathématique, ce qui est convention et ce qui est hypothèse ⁽³⁾. » Et l'auteur nous fait saisir magistralement sur le vif les caractères propres à chacun des éléments de cette distinction.

Nous sommes loin sans doute d'avoir de l'être corporel une

(1) JEAN PERRIN, *Les Atomes*, 1924, p. 4.

(2) P. DUHEM, *Réflexions au sujet des Théories physiques*. Leçon inaugurale. REVUE DES QUESTIONS SCIENTIFIQUES, janvier 1892.)

(3) HENRI POINCARÉ, *op. cit.*, p. 111.

connaissance positive adéquate. Nous n'avons pas de prise, comme nous l'avons déjà remarqué, sur le pur en soi de cet être. Mais nous pouvons dégager sa physionomie expérimentale, c'est-à-dire déterminer un ensemble de manifestations propres, fondamentalement caractéristiques de cet être, nous permettant de fixer objectivement ce qu'il est et ce qui le différencie de ce qui n'est pas lui. C'est cette connaissance imparfaite sans doute, mais distincte et vraie dans la mesure où elle est objectivement fondée, que la science est appelée à perfectionner par tous les moyens dont elle dispose.

. * .

Définir l'être corporel à ce point de vue c'est établir, en demeurant — dans la mesure la plus large qu'il soit actuellement possible d'observer — sur le terrain positif de constats de faits avérés, sans contrecarrer comme sans mettre sur le pavois d'intéressantes hypothèses, ce qui caractérise expérimentalement cet être, d'abord en ordre de structure ou de consistance propre, puis en ordre d'énergétique ou d'ordination propre à l'activité et à la passivité. La nature d'un être s'identifie, en effet, avec sa consistance comme être et sa puissance d'agir et de pâtir. Et si cet être se trouve avoir en même temps un rapport fondamental à un foyer où se manifestent sa consistance et sa puissance, il faut caractériser l'état corporel à ce double point de vue, c'est-à-dire en terme de localisation et de locomotion.

Or, observés sous ces aspects, les êtres corporels s'offrent à nous comme des réalités d'accès expérimental où nous pouvons discerner les traits fondamentaux suivants :

I. Au point de vue de la structure, l'extériorisation des composants ou composition d'éléments aptes à l'extra-position. A cette détermination primordiale se rattachent intimement deux propriétés capitales : la quantité, comme possession ordonnée d'éléments extraposables, et l'impénétrabilité comme occupation propre et exclusive par les corps des positions qu'ils détiennent.

II. Au point de vue de l'énergétique, l'extériorisation active et passive des effets. A cette détermination primordiale se rattachent intimement à leur tour deux propriétés cardinales : la transitivité en tant que puissance d'agir par voie d'effets produits au dehors, et l'inertie en tant qu'impuissance de changer d'état en terme de mobilisation autrement que par voie d'action venue du dehors.

L'ordination à l'extra-position des éléments et à l'extériorisation active et passive des effets, avec le rapport primordial à la localisation et à la locomotion qui s'y rattache, est vraiment la détermination fondamentale caractéristique de l'être corporel. En effet, cette détermination n'est réductible à aucune autre qui lui soit antérieure ; les autres sont, au contraire, réductibles à elle, et elle dégage nettement l'élément commun à tous les corps, celui qui les caractérise comme tels. Nous touchons donc ici, ce semble, au roc d'une notion primordiale. « De toutes les classes d'êtres de l'univers, nous fait observer D. Nys, une seule trouve dans l'espace un réceptacle approprié à sa nature, une seule peut y être localisée au sens rigoureux du terme : ce sont les corps. » Eux seuls, ajoute l'auteur, peuvent s'y adapter de manière à enclorre leur être entier dans le lieu qu'ils occupent et à faire coïncider avec les parties de l'espace leurs parties intégrantes ⁽¹⁾.

Il existe de nombreux attributs secondaires ou spéciaux de l'être corporel. La quantité et l'impénétrabilité, la transitivité et l'inertie sont en quelque sorte les quatre points cardinaux du monde des corps.

La quantité ou possession ordonnée d'éléments réellement ou virtuellement extraposables est la propriété par excellence de l'être corporel. Elle a pour corollaire la divisibilité. Remarquons seulement que celle-ci ne peut être confondue avec la divisibilité abstraite telle que l'envisage la science mathématique. Sans doute, les éléments auxquels nous sommes forcés de nous

(1) D. Nys, *La notion d'Espace*, 1922, p. 407.

arrêter, par le fait, en ordre de division, ne peuvent être déclarés indivisibles du seul chef de cet arrêt. Mais il est constant et il résulte de la détermination même du sujet envisagé, que la divisibilité dans l'ordre réel ne peut progresser sans limites, encore qu'une telle progression soit idéalement concevable. C'est que l'être corporel n'est pas un multiple pur. Dans sa détermination réelle il possède ce par quoi il est un et tel, et au-dessous de quoi il ne serait plus ce qu'il est, en telle sorte qu'il y aurait pour lui évanescence. La division de la matière à l'indéfini n'est donc pas chose réalisable.

De son côté l'impénétrabilité est un fait manifeste. Malgré la violence des chocs ou l'intensité des pressions, jamais les éléments matériels n'arrivent à occuper simultanément la même situation locale. De même, deux parties d'un corps s'excluent mutuellement d'un même lieu. Cette impénétrabilité a pour corollaire la résistance à l'occupation, que d'aucuns représentent, il est vrai, en première ligne, comme la propriété la plus élémentaire des corps. Mais, s'il est constant que, dans l'ordre de la connaissance, nous sommes avertis de l'impénétrabilité par la résistance, il semble bien que, dans l'ordre réel, la résistance ne fasse que sauvegarder la propriété préexistante de l'impénétrabilité, où entre en jeu d'ailleurs le fonctionnement de propriétés secondaires comme la compressibilité et l'élasticité.

La transitivity est le mode d'opérer par projection d'effets au dehors, à la différence de l'activité qu'on peut appeler immanente, parce que l'agent exerce sur lui-même une action dont il est le principe et le terme définitif, et exerce cette action pour lui-même, en ordre de perfection propre de son être. Il ne paraît pas trop difficile de saisir comment il se fait que l'action par le procédé transitif soit le seul mode d'opérer en rapport avec un être privé de tout retour propre sur lui-même, quelle que soit, d'ailleurs, la variété de ses procédés d'énergétique.

Quant à l'inertie, elle apparaît bien comme l'incapacité pour l'être corporel, non pas d'agir, de radio-agir ou de réaliser la stabilité d'équilibre qui lui est propre, mais de changer par soi son état en ordre de mobilisation de corps à corps; en d'autres termes, comme la résistance passive à la locomotion. La notion d'inertie, qui a tant occupé les savants et les philosophes, et que Gustave Le Bon appelle « une propriété mystérieuse, peut-être plus incompréhensible que la gravitation » ⁽¹⁾, est à la base de la dynamique, où l'on étudie les mouvements en tant qu'effets des actions extérieures sur les corps envisagés comme indifférents en soi au repos ou à la locomotion. Dans une caractéristique matérielle intégrale, il n'est pas possible de faire litière de toute activité propre des corps, sauf à caractériser distinctivement, comme nous l'avons fait, le double aspect actif et passif de l'énergétique corporelle, en signalant dans le second aspect le fondement réel de la dynamique, et un point de repère stable pour la mesure de la mobilisation de corps à corps, la masse de chaque corps répondant dans ces conditions au rapport de la force sollicitante à l'accélération communiquée.

Nous aurons à revenir sur cette notion de masse qui a donné lieu à des difficultés résultant en partie de l'emploi d'un même mot pour désigner l'être corporel en tant que doué, comme tel, d'une quantité d'inertie, et la mesure de sa mobilisation ⁽²⁾.

La diversité que peut revêtir la structure de l'élément corporel est extrême et il en est de même de l'énergétique générale des corps. Sans entendre donner ici une vue panoramique de celle-ci, nous pouvons distinguer, à des titres particulièrement remarquables, trop souvent confondus :

L'activité de cohésion en vertu de laquelle les corps s'agrègent en unités distinctes et déterminées.

(1) Dr GUSTAVE LE BON, *L'Évolution des Forces*, p. 345.

(2) Sur les définitions de la masse, voy. la *Cosmologie* de D. Nys, II, pp. 128 ss.

L'activité de stabilisation en vertu de laquelle les corps tendent à la réalisation d'équilibres propres et stables.

L'activité de radiation, telle qu'on peut la saisir dans les projections de la radioactivité.

L'activité de percussion ou d'entrechoc à la rencontre simple, avec égalité de répercussion.

L'activité de combinaison des corps entre eux, telle que la manifestent notamment les affinités chimiques.

L'activité de conversion qui nous montre les grandes énergies matérielles se transformant, en équivalence, les unes dans les autres, et nous acheminant ainsi vers l'unité entrevue des forces physiques dans le monde.

L'activité de gravitation en ordre d'attraction et de répulsion réciproques des corps : balistique immense s'exerçant dans les conditions découvertes par Newton et qu'Einstein s'est attaché à perfectionner.

Enfin l'activité de coopération des corps en tant que fonctionnant en relation avec un médiateur externe d'action dont nous aurons à préciser l'intervention nécessaire.

Le développement de ces modes divers d'activité au sein du système qu'il nous est donné d'explorer nous met en présence de lois multiples où s'accusent notamment, dans la variété des manifestations ordonnées que nous présentent les corps, l'indestructibilité de la matière et la constance de l'énergie, tempérées pourtant par de remarquables phénomènes de désintégration et de dégradation.

V. — LA VÉRIFICATION SUR LES ULTIMES PARTICULES CORPORELLES DE LA DÉFINITION EXPÉRIMENTALE DE LA MATIÈRE.

S'il importe de ne pas identifier complètement la question de la définition générale de l'être corporel avec celle de la division des corps en leurs degrés infimes, il convient de signaler les

traits de lumière qui peuvent résulter d'une meilleure connaissance de celle-ci pour une plus parfaite précision de celle-là.

Les progrès réalisés de nos jours concernant les ultimes parties de la matière sont extrêmement remarquables. La théorie électronique, qui ne devait être à l'origine qu'une théorie de l'électricité, est devenue une théorie de la matière.

« La découverte de l'électron est le fait capital qui a ouvert l'ère nouvelle en faisant connaître la nature des corpuscules dont sont formés tous les corps ⁽¹⁾. » L'électron positif a été identifié avec le noyau d'hydrogène commun à tous les êtres corporels et appelé proton. Il joue, avec l'électron négatif, un rôle de premier plan dans la composition des corps. « Les électrons et les protons, de masses très différentes et de charges égales et contraires, sont les constituants ultimes de toute matière ⁽²⁾. »

Les atomes sont formés d'un concours de protons et d'électrons. Les molécules sont formées de groupes plus ou moins stables d'atomes.

« On ne peut espérer résoudre avec précision le problème de la constitution des atomes et des molécules avant d'être plus exactement renseigné sur les lois qui régissent l'équilibre de leurs parties constitutives ⁽³⁾. »

En attendant, et tout en concourant au résultat poursuivi, la science chimique demeure aux prises avec les éléments simples ou composés des corps, s'attachant à préciser de plus en plus leur dynamique, leur classification et leurs lois, notamment quant au poids et à la valence. La découverte si suggestive des isotopes nous a mis en présence de corps simples à poids atomiques différents mais à propriétés chimiques identiques ou à poids atomique identique, mais à propriétés radioactives différentes.

⁽¹⁾ BERTHOUD, *op. cit.*, p. 48.

⁽²⁾ JEAN PERRIN, *op. cit.*, p. 310.

⁽³⁾ BERTHOUD, *op. cit.*, p. 308.

Quant à la rigidité de l'ancienne conception atomique, elle a évolué en ce sens qu'on signale aujourd'hui dans l'atome — non sans quelque envolée peut-être de l'imagination analogique — tout un monde stellaire interne avec noyau solaire et systèmes planétaires, où l'infiniment petit semble être une réplique en miniature de l'infiniment grand qui étale à nos yeux ses splendeurs.

Après avoir signalé la théorie de l'unité de la matière, distingué dans la constitution de l'atome le proton, l'hélium, les électrons nucléaires et extérieurs, et marqué le jeu des particules α et β et des rayons γ , M^{me} Curie constate que la grande diversité des structures n'est rendue par aucun modèle jusqu'ici proposé ⁽¹⁾.

Au point de vue de l'élucidation poursuivie par nous dans la présente étude, relevons un fait capital qui semble bien donner une confirmation décisive à notre définition expérimentale de la matière. En dépit des flottements inhérents à l'imperfection de nos connaissances, et malgré les modalités à résulter de ce que l'on peut appeler en toute rigueur « le nouveau siège de la matière », les quatre grandes propriétés cardinales signalées par nous comme caractéristiques de l'être corporel se retrouvent nettement attestées dans les ultimes particules de cet être. Les constatations de Berthoud sont topiques à cet égard. Nous pouvons y relever notamment que « l'électron, constituant universel des corps, est une *quantité* d'électricité; qu'« une charge électrique oppose une certaine *résistance* à toute action qui tend à modifier son état »; que « chaque électron est un lieu de *rayonnement* des lignes de force d'un champ électrique »; qu'« un corps électrisé possède une certaine *inertie* »; qu'« il constitue une énergie *localisée* », etc. ⁽²⁾.

⁽¹⁾ M^{me} CURIE, *Les Isotopes*, pp. 141 à 148.

⁽²⁾ BERTHOUD, *op. cit.*, pp. 61, 77, 82 et suiv.

VI. — LES ÉLÉMENTS RATIONNELS DE LA DÉFINITION DE LA MATIÈRE.

La science des choses concrètes renoncerait à une part considérable de connaissance plus parfaite de son objet si elle se bornait à saisir cet objet dans les constats directs de faits d'observation et d'expérimentation. A la découverte de notions vraies par la voie ostensive et inductive, elle peut à juste titre ajouter l'acquisition de notions vraies par la voie démonstrative et déductive.

C'est qu'il y a des choses qui ont entre elles des rapports d'ordre nécessaires. Les connaissances acquises en vertu de cette liaison peuvent s'offrir à nous comme des connaissances ancrées dans l'expérience par des tenants irréfragables. Il ne s'agit pas ici de pratiquer ce genre de dialectique intempestive qui tend à raisonner lorsqu'il faut observer. On n'entend point parler davantage d'un travail de simple divination hypothétique, favorable d'ailleurs au progrès de la science en tant qu'on lui garde son caractère. Il n'est, d'autre part, nullement question de spéculation *a priori*. Il s'agit du passage de ce qui est expérimentalement acquis à ce qui est rationnellement justifié, et cela par une trainée de lumière qui nous conduit, sans solution de continuité, du connu à l'inconnu. Et certes il ne suffit pas, pour exclure un tel passage, de prononcer avec d'aucuns le mot de métaphysique. Car, abstraction faite du point de savoir si la métaphysique peut constituer, comme le déclare Louis Liard, « une science aux certitudes entières » ⁽¹⁾, il s'agit ici simplement d'un usage normal et irréfragable de la raison. « Si une conclusion légitimement fondée sur des faits d'expérience n'a pas de valeur objective, il faut retrancher les trois quarts du savoir humain ⁽²⁾. » Le procédé rationnel tel que nous l'entendons ici est donc, à bon

(1) LOUIS LIARD, *La Science positive et la Métaphysique*, 1905, p. 321.

(2) DOMET DE VORGES, *La Métaphysique en présence des sciences*, p. 149.

droit, en mesure de contribuer au développement de nos connaissances. Son application peut concerner soit la consistance des êtres soit l'ordre qui les relie.

* * *

Considérons d'abord l'ordre qui relie les êtres corporels. Une question capitale se pose à cet égard : devons-nous comprendre dans la caractéristique de l'être corporel les relations de cet être avec l'éther énergétique? L'existence de ce dernier facteur n'est pas à proprement parler une donnée expérimentale. Mais elle se trouve impliquée dans le rapprochement de ces deux faits : le fait de relations suivies entre les corps et le fait de la distance qui les sépare dans des conditions rendant ces relations impossibles sans un auxiliaire distinct des simples éléments corporels. C'est pourquoi, dans une caractéristique intégrale de l'être corporel, on est amené à joindre à l'élément ontologique proprement dit l'élément qu'on peut appeler harmologique ou de relation extérieure, en tant qu'une telle relation forme nécessairement système avec les corps au point de vue énergétique. Aussi l'intervention médiatrice de l'éther est-elle communément admise. Et l'on a pu remarquer en ces derniers temps qu'Einstein, après avoir paru laisser de côté cette intervention, a tenu à se rallier à l'opinion générale. « Selon la théorie de la relativité générale, nous dit-il, un espace sans éther est inconcevable, car non seulement la propagation de la lumière y serait impossible, mais il n'y aurait même aucune possibilité d'existence pour les règles de mesure et les horloges... (1). »

« En fait on ne saurait définir aucune propriété des corps en dehors de l'inertie, nous fait observer de son côté Gustave Le Bon, sans mentionner les conditions du milieu où ils sont plongés (2). » Qui sait d'ailleurs si la distinction que nous faisons entre l'éle-

(1) EINSTEIN, *L'éther et la théorie de la relativité*, tr. fr. Solovine, 1921.

(2) Dr GUSTAVE LE BON, *L'évolution des forces*, p. 335.

ment corporel proprement dit et l'éther énergétique ne tient pas surtout à ce que nous entrons en fait en rapport avec une matière fortement évoluée?

* * *

Plaçons-nous maintenant sur le terrain ontologique. Si en scrutant la nature de l'être corporel on est amené à examiner cette nature au point de vue descriptif des propriétés générales que l'expérience relève dans les corps, on peut aussi la considérer au point de vue qu'on peut appeler proprement constitutif, c'est-à-dire de la réduction de l'être corporel aux éléments qu'implique nécessairement son existence.

A ce point de vue les notions de matière et de force ont été souvent signalées comme nécessaires pour rendre fondamentalement et adéquatement compte de l'existence de l'être corporel. Notons seulement, pour prévenir toute confusion, que la notion de force considérée comme élément constitutif des corps ne se confond pas précisément avec la signification purement mécanique de ce mot concernant la mesure des mouvements.

Mais comment se représenter exactement dans l'être corporel la matière et la force? Comme deux substances différentes, possédant chacune leur existence et contractant en quelque sorte alliance pour constituer les corps? Cet occasionnalisme d'un nouveau genre serait artificiel, compromettrait singulièrement l'unité réelle de l'être corporel et ne se concilierait pas avec les notions actuellement acquises concernant les premiers éléments des corps. L'union des deux éléments doit donc être autrement envisagée. Dans ces conditions, on est naturellement amené à définir l'être corporel une réalité comprenant deux éléments unis dans une seule existence et subsistance : un élément de matière pure représentant indéterminément ce qu'il y a de foncier en tout corps et un élément de force informante et déterminante de cette matière.

VII. — LES HARMONIES DE LA MATIÈRE ET DE LA FORCE
DANS LA CONSTITUTION DE L'ÊTRE CORPOREL.

Sans doute il faut reconnaître, en ce qui concerne le premier des éléments dont nous venons de parler, que l'être corporel ne nous apparaît jamais dans le monde à l'état de matière pure. Ni les sens en percevant les choses matérielles existantes, ni l'énergie rationnelle en prenant possession des données des sens ne nous mettent en face d'une telle matière. Ce n'est qu'en recourant à un procédé de discernement qui lui est propre, que l'énergie rationnelle peut arriver à se représenter une matière non seulement dépourvue de toute nature spécifiquement déterminée mais dépouillée de toute virtualité et indifférente à tout état substantiel, bref pouvant être tout corps et n'en étant aucun. L'énergie rationnelle, en opérant sur les données des sens, est, d'autre part, à même de distinguer des éléments individuels et accidentels les éléments constitutifs des choses, et elle peut parfaitement, en scrutant ceux-ci et en se plaçant au point de vue de cette perfection essentielle qui fait qu'un être est ce qu'il est, reconnaître deux éléments nécessaires à l'existence des corps comme tels, l'un de simple fond indéterminé, et l'autre de force plastique déterminante, capable de donner au premier sa spécification et d'élever le composé corporel à l'existence substantielle. Il n'y a en cela rien d'incompréhensible ni de mystérieux. Tout s'éclaire à la lumière de cette simple observation que plusieurs choses peuvent concourir à un seul acte d'être lorsque ces choses sont telles que l'une ne peut se réaliser sans l'autre. En dernière analyse il s'agit simplement ici de savoir si la distinction des deux éléments signalés est explicable en réalité, si elle est sollicitée par l'expérience et si leur union peut être justement considérée comme nécessaire pour rendre fondamentalement et adéquatement compte de l'existence de l'être corporel en sa perfection essentielle. Or ce triple point

semble pouvoir être, à notre sens, lumineusement établi, indépendamment d'arguments plus ou moins battus en brèche par la science moderne ⁽¹⁾.

Remarquons d'abord que rien ne s'oppose à ce que la matière pure présente un caractère de réalité qui l'oppose radicalement au néant. Un élément peut être réel sans être concret, c'est-à-dire sans se poser à l'état d'individualité dans le monde physique. Le réel non concret ne doit être confondu ni avec l'irréel ou le non-être, ni avec une simple conception de possibilité purement idéale. La matière pure peut donc parfaitement être envisagée comme « quelque chose de réel », encore qu'elle ne possède de soi qu'un degré d'être correspondant à l'indétermination physique en laquelle on l'envisage.

Il faut aller plus loin et observer que cette chose est remarquablement sollicitée par l'expérience, bien qu'elle ne soit pas concrétisée par elle à titre indépendant. Car si la matière pure ne possède pas l'actualisation indépendamment de la force, sa présence dans le composé corporel se trahit pourtant comme ancrée dans la trame même de la réalité expérimentale par la persistance de ce qu'il y a de foncier au sein de tous les changements dont sont susceptibles les corps. Si en effet nous portons notre attention sur le devenir expérimental de l'être corporel en sa diversité, nous pouvons relever en ce qui le concerne deux aspects distincts : l'un suivant lequel il est puissance apte à recevoir indistinctement toute détermination, l'autre en vertu duquel il est déterminé en acte à telle ou telle espèce d'être. C'est précisément à cette indétermination, d'une part, et à cette détermination, d'autre part, qui ne sont pas sans points d'appui dans le devenir naturel de l'être corporel, que répondent les deux principes de matière pure informable et de force informante.

(1) Voir à cet égard le remarquable *Essai critique sur l'Hylémorphisme*, par PEDRO DESCOQS, 1924. P.-M. LIBERATORE, dans le *Composé humain*, compare au point de vue pratique les notions de forme et de force, pp. 354, 357, 365.

Mais ce n'est pas seulement au devenir expérimental de l'être corporel que peut être rattachée à bon escient la distinction de la matière et de la force. Cette distinction repose sur la perfection essentielle de cet être comme sur sa plus ferme assise. C'est que la notion de la distinction, dans l'union physique, des deux termes, est la seule notion qui rende adéquatement et fondamentalement compte des éléments constitutifs de l'être corporel et qui nous en procure une intégrale intelligibilité. Pour le prouver à l'évidence, il n'est nullement nécessaire à notre sens d'abandonner le solide terrain de l'expérience. Il suffit de se rappeler les propriétés avérées que nous avons signalées comme cardinales dans tout corps, dont les unes sont d'ordre proprement réceptif — comme l'inertie — et dont les autres sont d'ordre nettement actif — comme l'énergie transitive. Sans doute c'est le même être qui agit et qui pâtit dans les unes et dans les autres, mais il le fait pourtant dans des conditions objectivement différentes et de caractère irréductible : car ce n'est pas en tant qu'il pâtit qu'il est agent, ni en tant qu'il agit qu'il est patient. Ces aspects ne sont pas d'ailleurs de simples fictions de notre esprit. Ils apparaissent comme objectivement fondés dans la nature même de l'être corporel et c'est dans cette nature qu'il en faut chercher la raison intrinsèque. A ce point de vue capital, la matière et la force se révèlent à nous comme les fondements respectifs de deux ordres de propriétés irréductibles dans tout corps et répondant à son adéquate et fondamentale intelligibilité.

Et s'il est constant que ces propriétés persistent dans les ultimes particules de l'être corporel, l'application à ces particules de la distinction signalée, avec ses conséquences naturelles, ne paraît pas plus déclinable que l'existence notoire des propriétés sur lesquelles elle s'appuie. Il ne s'agit pas en effet ici d'interprétation plus ou moins hypothétique, mais d'explication proprement dite, immédiatement conforme à des faits avérés.

Sans la force, la matière demeurerait dénuée de toute spéci-

fication. Sans la matière, la force perdrait son attache élémentaire au monde où s'exerce sa virtualité. Il paraît donc nécessaire de conserver dans une définition essentielle de l'être corporel ces deux éléments, en les dégageant autant que possible des imperfections qu'ils ont pu contracter durant une carrière assez mouvementée, et en faisant, aussi nettement que possible, le départ qui revient à chacun d'eux dans le composé corporel.

L'application de la distinction entre la matière et la force est cependant déclinée par divers systèmes qui ont pour caractère la résorption de toute matière dans la force, soit en se plaçant au point de vue de notions mathématiques abstraites greffées sur la réalité physique, soit en alléguant des constatations réelles d'ordre principalement électronique. Il importe d'examiner de près ces remarquables conceptions.

VIII. — L'HYPOTHÈSE DE LA RÉDUCTION DE L'ÊTRE CORPOREL A UN ÉLÉMENT DE FORCE PURE.

A coup sûr, il ne faut pas se représenter l'être corporel comme fatalement identifié avec la grossière consistance des corps qui frappe d'emblée nos regards dans le monde physique. La possibilité entrevue de réduire indéfiniment cet être à des éléments de plus en plus infimes devait favoriser l'idée de ramener finalement le composé corporel à un seul de ses éléments, à quelque force pure, indivisible et inétendue en sa consistance primordiale. Boscovich a érigé cette idée en un système complet, fondé sur des centres de forces séparés, représentés comme ayant des relations de portée réelle entre eux ⁽¹⁾. Système

(1) BOSCOVICH, *Philosophiæ naturalis theoria redacta ad unicam legem virium in natura existentium*, 1759. « Prima elementa materiæ mihi sunt puncta prorsus indivisibilia et inextensa, quæ in universo vacuo ita dispersa sunt ut bina quævis a se invicem distent per aliquod intervallum, quod quidem indefinite potest augeri vel minui. » « Ad concipiendum punctum indivisibile et inextensum, non debemus consulere ideas quas immediate per sensus hausimus, sed eas nobis debemus efformare per reflexionem », pp. 4, 67, 71, 190.

remarquablement agencé, d'une puissante séduction au point de vue mathématique, et qui a recueilli d'importants suffrages : Cauchy, Ampère, etc. Rappelons toutefois que le savant auteur des *Confins de la Science et de la Philosophie*, en embrassant ce système, a été amené à faire la remarque suivante : « Il n'en est pas moins vrai qu'il faut quelque hardiesse pour se représenter l'univers entier comme composé de véritables points isolés ; il semble parfois qu'avec de pareils matériaux on ne puisse bâtir que des corps invisibles, intangibles, de pures abstractions figurées, moins réelles même, moins consistantes que les lignes, les surfaces, les solides abstraits de la géométrie ⁽¹⁾. L'éminent promoteur de la Société scientifique de Bruxelles est sans doute le premier à reconnaître que des phénomènes qui en dernière analyse se réduisent tous pour lui à des mouvements sont essentiellement dans l'espace ; qu'« ils ne peuvent être sans être quelque part ». Mais il estime qu'« il n'en est pas de même des substances qui les produisent ». « Si j'isole la substance matérielle de son action, je puis ne lui accorder aucune dimension. » « L'être corporel, bien qu'indivisible et inétendu en son élément primordial, se distinguera toujours d'ailleurs de l'esprit, parce qu'il n'aura d'autres forces que l'attraction et la répulsion. » On peut admirer l'effort de Boscovich et de ses tenants en vue de résoudre « la question de la nature probable des dernières particules des corps », pour poser le problème avec M. de Saint-Venant ⁽²⁾. On peut écarter plus d'une objection formulée contre cette conception. Mais il faut reconnaître que ce n'est pas généralement une bonne voie pour résoudre un problème que celle qui consiste à supprimer un des facteurs impliqués dans sa solution adéquate. De ce que la matière pure est par elle-même indifférente aux spécifications corporelles qu'elle peut recevoir, il

(1) P. CARBONELLE, *Les Confins de la Science et de la Philosophie*, t. I, p. 189.

(2) DE SAINT-VENANT, *Annales de la Société philomathique de Paris* et *Annales de la Société scientifique de Bruxelles*, 2^e année. — Voir également P.-VICTOR VAN TRICHT, *Leçons élémentaires de Physique*, I, p. 306.

faut se garder de conclure qu'elle demeure étrangère aux conditions nécessaires à l'avènement des corps à l'existence. Si l'on ne doit pas se représenter la force comme tirant de la matière pure les propriétés de l'être corporel comme le mineur tire le charbon de la mine, il faut relever pourtant que l'élément purement matériel concourt physiquement à la constitution des corps. Dans ces conditions, éliminer du composé corporel la matière pure, c'est supprimer l'élément qui fournit au corps radicalement — aptitudinalement si l'on préfère — un indispensable concours.

*
*
*

Sans doute, à mesure que de savants procédés nous permettent d'arriver divisément à d'infimes particules, comme l'électron, on peut être porté à trouver superflu le discernement entre la matière et la force. De là à considérer la force comme n'ayant besoin d'aucun autre support qu'elle-même, et la matière comme n'étant que de l'énergie condensée, le passage n'est pas malaisé. Voici comment il est franchi, après beaucoup d'autres, par Berthoud dans son étude récente sur *Les nouvelles conceptions de la Matière et de l'Atome* : « La matière et l'énergie ne sont pas des principes de nature différente ; elles constituent une unité physique. La matière n'est que de l'énergie sous une forme très condensée et douée d'une structure particulière ; sa masse, considérée longtemps comme son attribut exclusif, est une propriété de l'énergie... Ainsi, l'énergie se matérialise... Pour expliquer sa localisation en dehors de la matière, l'hypothèse de l'éther cesse d'être indispensable. L'énergie peut avoir une existence propre et être une réalité indépendante. Elle revêt essentiellement deux aspects : dans un état d'extrême condensation elle forme des électrons et, par conséquent, la matière ; quand elle se propage dans l'espace en ondes successives, elle constitue l'énergie rayonnante ⁽¹⁾ ».

(1) BERTHOUD, *op. cit.*, p. 116.

Que la matière et la force constituent une unité physique, rien n'est plus vrai ; et il convient sans doute, pour ne pas créer entre des opinions divergentes à certains égards ce que nous avons appelé des « abîmes factices », de reconnaître que, sur ce premier point fondamental, les tenants de la distinction entre la matière et la force sont d'accord avec les partisans de la confusion de ces éléments par réduction de l'être corporel à une pure énergie. Que la conception de la matière et de la force soit encore remarquablement conciliable avec ce que l'auteur appelle un peu plus loin « la doctrine de l'énergétique de la matière », cela paraît bien résulter de ce que la force remplit un rôle prépondérant, actualisateur, déterminateur et spécificateur, dans l'union des deux éléments. Mais formuler la thèse que la matière ne serait que de l'énergie condensée, n'est-ce pas isoler trop artificiellement la force d'un constituant nécessaire ?

« L'électron, a dit Lucien Poincaré, a conquis la physique ; beaucoup adorent la nouvelle idole d'une adoration un peu aveugle. » En faisant sienne cette appréciation, Gustave Lebon ajoute : « l'idole, en réalité fort ancienne, a seulement changé de nom. Réduire la matière à un seul élément est une bien vieille tentative. Elle traduit surtout une aspiration mentale, un besoin de simplicité que la nature sans doute ne connaît pas. De tels besoins on ne doit pas médire, car ils sont des générateurs d'efforts ⁽¹⁾ ».

On peut à la vérité constater que de multiples expériences, autrefois inconnues, tendent à favoriser l'idée qui représente les particules électriques dans l'être corporel comme dégagées de support matériel. Mais il faut bien reconnaître que cette idée demeure une hypothèse dont « en réalité on ne peut donner, comme le déclare Berthoud lui-même, aucune preuve expérimentale ».

Et il semble bien, d'autre part, que la recevabilité d'une telle

(1) Dr GUSTAVE LE BON, *L'Évolution des Forces*, p. 111.

hypothèse soit plus que douteuse, car on paraît y poursuivre le mirage d'une simplification à outrance plutôt en se complaisant dans des vues abstraites qu'en restant sur le terrain de l'existence concrète. Ce n'est donc pas sans quelque raison que l'on a pu reprocher à certaines idées *a priori* d'avoir contribué à retarder la connaissance d'un élément primordial en concentrant l'attention des savants sur la poursuite d'une abstraction plutôt que sur la recherche d'un objet réel ⁽¹⁾.

C'est en vain d'ailleurs que l'on tenterait d'objecter que dans le système de la matière et de la force on fait aussi état du procédé abstraktif. Car autant est légitime, et rachète heureusement la faiblesse de notre pouvoir naturel de connaître, un tel procédé à titre de discernement analytique des choses sur fondement réel, autant apparaît peu justifiable l'abstraction qui, ayant à rendre compte d'une réalité concrète, supprime une partie de celle-ci pour ne laisser subsister que des entités sans sujets d'inhérence.

A coup sûr la notion de masse a évolué. La masse n'est plus considérée comme un attribut exclusif et invariable de l'élément purement matériel dans les corps. Elle est notamment solidaire à un titre éminent de la vitesse. Et nous croyons n'avoir pas manqué de signaler ce point en la définissant. On peut, d'autre part, distinguer, à côté des énergies mécaniques qui concourent au mouvement des corps, des énergies de source électromagnétique qui président à leurs changements. Et l'on peut relever la part prépondérante de ces dernières dans le jeu des infimes particules corporelles. Ce ne sont pas là des raisons suffisantes pour admettre que les corps électrisés — car enfin il s'agit bien d'eux — doivent sombrer dans les charges électriques.

Ce que nous savons de l'électron et du proton, si imparfaites que soient nos connaissances, devrait plutôt, à notre sens, nous rendre circonspects touchant la négation radicale de tout élément

(1) D. ACHALME, *Les Édifices physico-chimiques*, III, p. 8.

matériel dans l'être corporel. Sans trop nous aventurer sur un terrain si mouvant encore, et en gardant conscience des faibles moyens d'investigation qui sont nôtres, nous ne pouvons ici qu'appeler l'attention des spécialistes, à titre non limitatif, sur tel ou tel point spécial de nature à solliciter leur vigilant examen.

Définissant à un point de vue descriptif l'électron, Berthoud l'appelle « un lieu d'où rayonnent les lignes de force d'un champ électrique. Mais il est clair, ajoute-t-il, que cette définition n'en fait pas connaître la nature intime, et une question se pose en particulier... : on peut se demander pour quelle cause une petite quantité d'électricité reste indivisible dans l'électron, éternellement localisée dans la même petite région de l'espace. A cette question on ne peut donner aucune réponse précise... » Un peu de précision ne pourrait-il résulter ici de la considération distincte de l'élément qui constitue la trame foncière de l'être corporel, informé par la force qui le détermine ?

Ce qu'il serait bien difficile d'admettre, en tout cas, c'est l'application extensive à la masse atomique totale d'une interprétation donnée à telle partie de cette masse. N'est-il pas constant que le proton ne se rencontre jamais que lié à la matière ? Et ne conviendrait-il pas de considérer d'une manière particulièrement attentive qu'alors que la seule charge électrique que l'on constate est un équivalent de l'électron, il existe en outre dans le noyau une masse plus de 1,800 fois plus grande que celle de l'électron ?

Sans compter qu'à suivre d'aucuns on pourrait en arriver à se priver trop bénévolement du moyen de relever peut-être dans la concrète particule d'hydrogène la base positive de l'unité matérielle de tous les corps simples, et de réaliser ainsi un des grands desiderata de la science.

Ajoutons cette observation topique : chassez « le matériel », il revient au galop. Il est remarquable en effet qu'après avoir subtilisé l'élément matériel dans l'être corporel au

point de décréter son évanouissement, on se trouve amené par la force des choses à le faire résurgir, en admettant que « la force se matérialise ». Seulement il se fait alors que l'on ne se trouve pas précisément en bonne posture pour rendre compte de cette merveilleuse transformation qu'on appelle, par euphémisme sans doute, une condensation d'énergie, mais devant laquelle pâlisent en vérité toutes les mutations substantielles tant reprochées aux scolastiques.

Bien d'autres aspects d'un problème que certains vulgarisateurs, armés d'une suffisance étrangère aux professionnels, croient pouvoir résoudre en un tournemain, se présentent à l'esprit. Quelques-uns tiennent à des faits de psychologie expérimentale concernant notamment la sensation, faits qui ne manquent pas de projection externe et qu'on ne peut biffer d'un trait d'une science positive intégrale. Et peut-être, sans entrer ici dans une technique approfondie de la connaissance sensible, n'est-il pas inopportun de rappeler cette observation de Taine dans son livre *De l'Intelligence* : « Toute sensation normale correspond à quelque fait extérieur qu'elle transcrit avec une approximation plus ou moins grande et dont elle est le substitut interne » ⁽¹⁾. En rappelant ce que nous avons dit ci-dessus de l'objectivité comparée des connaissances humaines, nous confions volontiers aux experts en psychologie expérimentale — cette jeune science qui a fait elle aussi tant de progrès — de préciser, au point de vue qui nous occupe, la portée de la constatation faite par Taine.

Sous le bénéfice de ces observations, il n'est peut-être pas téméraire à nous de relever ce qu'il y a d'humoristique et de rassurant à la fois dans cette boutade de Henri Poincaré : « L'une des découvertes les plus étonnantes que les physiciens aient annoncées dans ces dernières années, c'est que la matière n'existe

(1) H. TAINÉ, *De l'Intelligence*, I, p. 235.

pas. Hàtons-nous de dire que cette découverte n'est pas encore définitive » ⁽¹⁾.

Quant à l'allégation que l'hypothèse de l'éther cesserait d'être indispensable, il convient de s'entendre. Il est permis sans doute de considérer l'activité des corps et celle de l'éther comme rentrant à un point de vue intégral dans l'énergie cosmique universelle — et nous avons nous-même signalé ce point de vue. Mais, dans l'état actuel de la science, et réserve faite des découvertes de l'avenir, le caractère propre et la fonction respective des deux ordres d'activité semblent bien devoir demeurer distincts.

*
* * *

Les idées que nous venons de critiquer sont, à certains égards, en affinité avec celles de Gustave Le Bon, à cela près que l'auteur de *l'Évolution des Forces* et de *l'Évolution de la Matière* formule un système complet embrassant la genèse, l'évolution et la fin de la matière. Dans ce système tout partirait de l'éther pour retourner à l'éther. « Notre nébuleuse, comme toutes celles qui brillent encore dans la nuit, provenait forcément de quelque chose. Dans l'état actuel de la science, on ne voit que l'éther qui ait pu constituer ce point de départ cosmique, et c'est pourquoi toutes les investigations ramènent toujours à le considérer comme l'élément fondamental de l'univers. Les mondes y naissent et ils vont y mourir. » « La matière s'évanouit lentement et par conséquent n'est pas destinée à durer toujours. » « Le terme ultime de la dématérialisation de la matière semble être l'éther au sein duquel elle est plongée. » L'auteur déclare d'ailleurs que « ces aperçus sommaires sur les origines de l'univers et sur sa fin ne constituent évidemment que de faibles lueurs projetées dans les ténèbres profondes qui enveloppent notre passé et voilent notre avenir ». Mais il ajoute que « si l'on se

⁽¹⁾ H. POINCARÉ, *op. cit.*, p. 282.

refuse à choisir l'hypothèse pour guide, il faut se résigner à prendre le hasard pour maître ⁽¹⁾ ». Nous n'avons pas ici à examiner à fond ce que l'auteur croit pouvoir appeler « la synthèse de nos ignorances et de nos espérances ». Bornons-nous à constater, en résumé, au point de vue qui nous occupe, qu'à vouloir couper le pont entre la matière et la force, ou transformer ce pont en une passerelle sans assise bien définie, on court le risque, ou de laisser sombrer la matière dans le chaos, faute de lui donner un principe de détermination, ou de faire tourner la force dans le vide, faute de lui conserver son naturel point d'action.

IX. — LA THÉORIE PHYSIQUE.

« Dans l'histoire du développement de la physique, nous fait remarquer Henri Poincaré, on distingue deux tendances inverses : D'une part, on découvre à chaque instant des liens nouveaux entre des objets qui semblaient devoir rester à jamais séparés ; les faits épars cessent d'être étrangers les uns aux autres ; ils tendent à s'ordonner en une imposante synthèse. La science marche vers l'unité et la simplicité.

» D'autre part, l'observation nous révèle tous les jours des phénomènes nouveaux ; il faut qu'ils attendent longtemps leur place et quelquefois, pour leur en faire une, on doit démolir un coin de l'édifice. Dans les phénomènes connus eux-mêmes, où nos sens grossiers nous montraient l'uniformité, nous apercevons des détails de jour en jour plus variés ; ce que nous croyions simple redevient complexe et la science paraît marcher vers la variété et la complication.

» De ces deux tendances inverses qui semblent triompher tour à tour laquelle l'emportera ⁽²⁾ ? »

⁽¹⁾ Dr GUSTAVE LE BON, *L'Évolution de la Matière*, chap. VII, *Naissance, Évolution et Fin de la Matière*.

⁽²⁾ HENRI POINCARÉ, *op. cit.*, p. 202.

A notre sens il n'y a pas ici conflit, mais concours nécessaire et fécond. Dans la préface de *la Psychologie anglaise contemporaine*, Th. Ribot, parlant de la discipline scientifique, dont il retrace un aspect, nous dit « que le mieux à souhaiter pour elle est qu'elle entre dans cette période de désordre apparent et de fécondité réelle où chaque question est étudiée à part et creusée à fond » et « qu'une bonne collection de monographies et de mémoires sur des points spéciaux est peut-être le meilleur service que l'on puisse rendre aux études... Tout cela sans doute n'est pas une science, mais sans cela il n'y a pas de science... Dans ce travail de détail, chacun en prend à sa mesure et selon ses forces. Beaucoup ne sauraient être architectes qui pourront bien tailler leur pierre ⁽¹⁾ ».

En ce qui concerne la fonction « architectonique » de la science, nul n'a mis en plus puissant relief que Duhem le rôle ordonnateur et organisateur de la théorie physique en vue de donner « une représentation, une synthèse aussi complète, aussi simple et aussi logique que possible des lois que l'expérience a découvertes ⁽²⁾ ». L'œuvre originale de Duhem, nous fait observer Abel Rey ⁽³⁾, a été de montrer dans la réforme nouvelle l'utilité et la part nécessaire de la théorie physique en même temps que son autonomie relative par rapport aux résultats purement expérimentaux. Une physique, science expérimentale, s'accompagne toujours d'une physique théorique, et toutes deux se développent d'une façon harmonieuse et parallèle. L'œuvre originale de Duhem a surtout été d'analyser les conditions logiques de cette physique théorique, de démontrer, rouage par

⁽¹⁾ TH. RIBOT, *La Psychologie anglaise contemporaine*. Préface.

⁽²⁾ P. DUHEM, *Réflexions au sujet des Théories physiques*. Leçon inaugurale. (REVUE DES QUESTIONS SCIENTIFIQUES, janvier 1902.) — *La Physique expérimentale*. (IBID., juillet 1894.) — *Les Théories électriques de Maxwell*. (IBID., janvier 1901.) — *L'Évolution de la mécanique*. (REVUE GÉNÉRALE DES SCIENCES, 1903.) — *Physique de Croyant*. (ANN. PH. CHR., novembre 1905.) — *Thermodynamique et Chimie*, 1910, etc.

⁽³⁾ ABEL REY, *La Théorie de la Physique chez les physiciens contemporains*, 2^e édit., 1923. p. 135.

rouage, ses articulations, de décrire sa structure, d'en assigner la valeur et la portée ». On peut le considérer à ce point de vue comme ayant mis le sceau à la doctrine des Rankine ⁽¹⁾, des Mach ⁽²⁾, des Ostwald ⁽³⁾ et autres puissants énergétistes.

En signalant « la théorie physique qui représenterait toutes les lois expérimentales au moyen d'un système unique logiquement coordonné, comme la théorie idéale », Duhem croyait bien exprimer l'avis de tous les physiciens. Demandant alors s'il était juste de regarder cet idéal comme une utopie, il ajoutait : « C'est à l'histoire de la physique de répondre à cette question... La diversité se fondant dans une unité toujours plus compréhensible, toujours plus parfaite, tel est le grand fait qui résume toute l'histoire des doctrines physiques » ⁽⁴⁾.

Quand le problème de l'électricité fut posé par Maxwell ⁽⁵⁾ dans toute son ampleur devant l'investigation scientifique, on ne manqua pas de se demander comment les nouvelles recherches rentreraient dans l'unité générale. « Que voyons-nous aujourd'hui? nous dit Henri Poincaré. D'abord un premier progrès, progrès immense. Les trois domaines de la lumière, de l'électricité et du magnétisme n'en font plus qu'un, et cette annexion semble définitive... Mais nous avons les rayons cathodiques, les rayons X, ceux de l'uranium et du radium. Il y a là tout un monde que nul ne soupçonnait. Que d'hôtes inattendus il faut caser! Personne ne peut prévoir la place qu'ils occuperont. Mais je ne crois pas qu'ils détruisent l'unité générale ⁽⁶⁾. » Depuis

⁽¹⁾ RANKINE, *Outlines of the Science of Energetics*. (PROCEEDINGS OF THE PHILOSOPHICAL SOCIETY OF GLASGOW, III, § 1, p. 382).

⁽²⁾ MACH, *Die Mechanik in ihrer Entwicklung*, 1921. — *Die principien der Warmlehre*, 1919. — *La connaissance et l'Erreur*, 1908.

⁽³⁾ OSTWALD, *Grundris der allgemeinen Chemie*, 1919. — *Der Werdegang einer Wissenschaft*, 1908.

⁽⁴⁾ DUHEM, *Physique de Croyant* (ANN. DE PH. CHR., 1905, p. 138.)

⁽⁵⁾ James Clerck MAXWELL, *A Treatise of Electricity and Magnetism*, 2 vol.

⁽⁶⁾ HENRI POINCARÉ, *La Science et l'Hypothèse*, pp. 204, 209 et suiv.

que Poincaré s'exprimait ainsi, c'est à pas de géant que la marche à l'unité s'est développée ⁽¹⁾. Il en sera de même des ultérieures conquêtes concernant le double monde des infiniment petits et des infiniment grands.

« Les atomes, nous dit Berthoud, sont des systèmes si complexes que nous sommes loin de posséder un modèle de chacun d'eux ou de chaque molécule qui exprime tous les détails de sa structure et laisse prévoir toutes ses propriétés. Pour atteindre ce but, il faudra encore de longs efforts et la collaboration des chimistes et des physiciens, mais il n'est pas douteux que nous nous en rapprochons. Il n'y a pas plus de quinze ans que nous ignorions presque tout de l'architecture des atomes. Le chemin parcouru depuis lors justifie les espoirs les plus optimistes ⁽²⁾. »

En terminant sa monographie *Espace, Temps, Matière* ⁽³⁾, H. Weyl s'exprime de son côté en ces termes : « Celui qui mesure le chemin parcouru depuis la métrique euclidienne jusqu'au champ métrique variable dépendant de la matière et renfermant les manifestations de la gravitation et de l'électromagnétisme... doit être pénétré de la certitude que notre raison n'est pas seulement un pis-aller humain, par trop humain, dans la lutte pour la vie, mais qu'elle s'est développée, malgré toutes les embûches et les errements, jusqu'au point où elle peut embrasser objectivement la vérité.

» Quelques-uns des accords puissants de cette harmonie des sphères, auxquels Pythagore et Kepler rêvaient, sont parvenus à nos oreilles ».

Lorsqu'on garde de la vérité cette juste notion qu'elle est la concordance affirmée entre ce qu'est l'objet et sa connaissance, on saisit à quel point le concept de vérité est solidaire de la notion d'objectivité, entendue d'une manière conforme à la science du réalisme rationnel. La probité scientifique et l'esprit

(1) ABEL REY, *op. cit.*, p. 336.

(2) BERTHOUD, *op. cit.*, p. 308.

(3) H. WEYL, *Raum, Zeit, Materie*, tr. fr. Juvel et Leroy, 1921, p. 284.

de progrès s'accordent également pour imposer aux travailleurs de la pensée, comme loi suprême de leur activité, la soumission à l'objet. La marche à l'objectivité, à travers la diversité historique des systèmes, a été justement signalée par Abel Rey comme le propre signe du progrès ⁽¹⁾. Elle présidera, nous en avons la confiance, au mouvement qui oriente les sciences physiques et chimiques dans la voie de nouvelles et brillantes conquêtes. La science ne se laissera pas déborder par le flot montant de ses nouvelles richesses, parce qu'elle est la science, c'est-à-dire la maîtresse puissance investigatrice, ordonnatrice et organisatrice des connaissances humaines, parce qu'elle est la source vivifiante où doit se retremper sans cesse l'esprit humain ⁽²⁾, parce que les méthodes ne cessent de se perfectionner, parce que la coopération mondiale des intelligences est présentement en voie de féconde organisation.

X. — LA SCIENCE DE L'AVENIR.

La science de l'avenir ! Voici qu'elle donne congé à toutes les délimitations arbitraires de la sphère des vérités connaissables par l'homme, que ces délimitations aient pour trait distinctif la réduction de cette sphère aux seuls éléments que peuvent atteindre nos sens, ou, dans un sens contraire, la suppression des attaches qui relient nos connaissances à l'expérience sensible. Le sensisme pur et l'idéalisme pur s'effacent devant une conception des sources de nos connaissances plus exactement appareillée à l'intégralité de notre nature.

En même temps disparaissent, dans l'ordre de la spécialisation des diverses branches d'études, les démarcations inconsidérées de nature à altérer la valeur même des recherches scientifiques.

Voici que s'effondrent toutes les doctrines attentatoires à l'unité des connaissances humaines, avec ces thèses étranges

⁽¹⁾ ABEL REY, *op. cit.*, p. 342.

⁽²⁾ ALFRED PICARD, *Le Bilan d'un siècle*, I. p. 238.

qui, sous des formes diverses, prétendent réserver le domaine scientifique aux vérités d'ordre théorique, en reléguant les vérités d'ordre pratique dans le domaine du sentiment et de la croyance.

Voici que sombrent les méthodes exclusivistes qui prétendent éliminer de l'art d'arriver au vrai tels procédés manifestement justifiés d'atteindre la vérité, pour ne garder que quelques-uns de ces procédés ou même un seul d'entre eux. Naturalistes, physiciens, chimistes, mathématiciens, moralistes, historiens, sociologues, trop portés sous un régime de cantonnement commandé par la division du travail à ne voir que leur domaine et à n'apprécier que les procédés qui leur sont familiers, se rappelleront davantage que la vérité appartient à des ordres de choses extrêmement variés, que nos moyens de l'atteindre sont à leur tour très divers et ne peuvent être arbitrairement isolés ou étriés, que la méthode intégrale consiste à combiner au besoin, en gardant à chacun d'eux sa valeur propre, les instruments les mieux adaptés à une connaissance aussi complète que possible de l'objet étudié.

Voici que s'éclipsent à leur tour tous les antagonismes factices imaginés par d'aucuns entre nos diverses connaissances et où l'on oppose notamment les vérités appelées positives aux vérités appelées rationnelles, oubliant que l'ordre règne dans le monde de la vérité — de toute vérité — et que seuls la faiblesse ou l'usage défectueux de nos facultés nous font trouver des conflits là où un regard plus pénétrant ou plus élevé peut nous faire découvrir de merveilleuses harmonies.

Dans le monument grandiose des sciences de l'avenir, — où pourra se donner pleine carrière cette « joie de connaître » dont parlait si admirablement, à l'Institut de France, Pierre Termier ⁽¹⁾, — toutes les branches de nos connaissances, conservant

(1) PIERRE TERMIER, *La joie de connaître*. Séance publique annuelle de l'Institut de France, 23 octobre 1923. Reproduit dans le *Temps* du 26 octobre 1923.

leur juste autonomie et gardant la liberté de leurs méthodes, reconnaitront la solidarité plus ou moins grande qui les relie, d'après leur objet, à d'autres branches. La philosophie, sans exercer son ancienne hégémonie, demeurera une science **fondamentale**, nécessaire en tout cas à la préparation et à l'achèvement de l'unité des connaissances humaines. Les sciences de source naturelle et la science d'origine sacrée s'harmoniseront dans une synthèse supérieure où leurs exigences respectives seront sauvegardées. Et les trois attributs de la connaissance en sa perfection : la certitude, l'étendue, l'unité, s'épanouiront dans cette expansion harmonique que nous avons cru pouvoir, dans une autre étude, signaler, à la lumière de la nature et de l'histoire, comme caractérisant le troisième âge de la science ⁽¹⁾.

Touchant les harmonies nouvelles dont parle Weyl, nous ne pouvons douter qu'en s'arrêtant un instant dans leurs patients et féconds travaux, pour écouter ces sublimes accords, plus d'un savant, plus d'un homme de laboratoire, ne comprenne qu'en fin de compte tout cela ne s'est pas fait tout seul et par hasard ; que s'il est absurde de parler de faillite de la science en face des progrès merveilleux réalisés et de ce fait que toute erreur scientifique éventuelle est en tout cas justiciable de ces deux grands instruments de lumière, l'expérience et la raison, il est conforme à la combinaison de ces sources geminées de lumière, il est conforme aux faits les plus éclatants mis en regard du principe souverain de la proportionnalité des déterminants, de s'incliner devant l'Ordonnateur souverainement puissant et sage de l'univers, à l'exemple de Pasteur, faisant siennes, dans son discours de réception à l'Académie française, ces paroles de Faraday, l'admirable auteur des *Experimental Researches* : « La notion et le respect de Dieu arrivent à mon esprit par des voies aussi sûres que celles qui conduisent aux vérités de l'ordre physique ».

(1) *Le Génie des Religions. Les Trois Âges de la Science*, p. 71.

TABLE ANALYTIQUE

A. — COMPTES RENDUS DES SÉANCES.

Assemblée générale, 160.

Bibliographie :

Bulletins bibliographiques, 62, 130, 273, 326.

Hommages d'ouvrages, 8, 28, 35, 64, 132, 234, 259, 269, 275, 298, 328.

Notes sur des ouvrages présentés :

Analecta Vaticano-Belgica : Documents relatifs aux anciens diocèses de Cambrai, etc., vol. VIII. Documents relatifs au Grand Schisme, par K. Hanquet, t. I; note par dom Berlière, 59.

COREN (G.). Ronsard, sa vie et son œuvre; note par M. Wilmotte, 265.

CORNIL (G.). Le Droit privé. Essai de sociologie juridique simplifiée; note par M. Vauthier, 29.

DELATTE (A.). *Catalogus codicum astrologorum graecorum. Codices athenienses*, t. X; note par L. Parmentier, 263.

DEMOGUE (R.). Traité des obligations en général. I. Sources des obligations (suite) tomes III et IV; note par G. Cornil, 261.

DE WINIWARTER (H.). Kiyonaga et Choky, illustrateurs de livres; note par L. de la Vallée Poussin, 302.

« Fondation égyptologique Reine Elisabeth »; note par M. Capart, 57.

GILLE (P.). Esquisse d'une philosophie de la dignité humaine; note par L. Leclère, 61.

LIEBRECHT (H.). Histoire du Théâtre français à Bruxelles au XVII^e et au XVIII^e siècle; note par M. Wilmotte, 267.

MILLET (G.). L'École grecque dans l'architecture byzantine; l'ancien art serbe, les églises; note par H. Delehayé, 9.

NÈVE (J.). Sermons choisis de M. Menot; note par M. De Wulf, 110.

Table analytique. — Comptes rendus.

- OLTRAMARE (P.). — Histoire des idées théosophiques dans l'Inde; note par L. de la Vallée Poussin, 300.
- PERGAMENI (Ch.). L'Afrique centrale et le Congo-Zaïre; note par J. Leclercq, 277.
- PIRENNE (H.-Ed.). Essai sur le Beau; note par M. De Wulf, 137.
- RENESE (C^{te} Th. de). Silhouettes d'ancêtres; note par H. Pirenne, 264.
- ROUSSEL LE ROY (A.). Abrogation de la neutralité de la Belgique; note par M. Wilmotte, 331.
- SCHMITZ (chanoine J.) et NIEUWLAND (dom N.). Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg, 6^e partie, t. VII; note par dom U. Berlière, 278.
- VAIDYA (P.-L.). Études sur Āryadeva et son Catuhçataka; note par L. de la Vallée Poussin, 303.
- VAN WERVKE (H.). Het Bisdom Terwaan van den oorsprong tot het begin der XIV^e eeuw; note par H. Pirenne, 299.
- VERHAEGEN (P.). La Belgique sous la domination française, t. II; note par H. Pirenne, 330.
- WINS (A.). L'horloge à travers les âges; note par dom Berlière, 234.

Bibliothèque :

Voir : *Bibliographie, Don et U. A. I.*

Bibliothèque de l'Université de Tokio (Comité national belge pour la reconstruction de la) : délégué de la Classe, 7.

Comité secret : 8, 35, 64, 132, 276, 298, 329.

Commémorations ; anniversaires :

Académie des Jeux floraux, Toulouse : VI^e centenaire; délégué, 34.

Société des Antiquaires de Normandie, Caen : centenaire; délégué, 34.

Société Linnéenne de Normandie, Caen : centenaire; délégué, 34.

Université de Naples : VII^e centenaire; délégué, 63.

Commission administrative :

Délégué de la Classe, 8, 161.

Commission des Biographies académiques, 276.

Commission de la Biographie nationale :

Rapport (1923-1924), 161.

Commission des anciens auteurs belges, 329.

Commission des Finances, 329.

Communications dont le texte ne figure pas dans le « Bulletin »

CAPART (J.). Sur un fragment de *Naos saïte* (*Mémoires in-8°*), 269.

CUMONT (Fr.). Sur les dernières fouilles de Salihiet, 260.

PIRENNE (H.). Travaux hydrauliques au XIII^e siècle, 276.

Table analytique. — Comptes rendus.

Concours annuels :

- 1924.** Sciences morales et politiques. Troisième question. Rapports sur le mémoire reçu, par MM. Mahaim, Vandervelde et Ansiaux, 35, 38 et 40; M. Wauters lauréat; impression de son travail dans les *Mémoires in-8°*, 41. — Histoire et Lettres. Deuxième question. Rapports sur le mémoire reçu, par MM. Pirenne, Des Marez et Cuvelier, 65, 70, 100; M. Ganshof lauréat; impression de son travail dans les *Mémoires in-8°*, 104. — Troisième question. Rapports sur le mémoire reçu, par MM. Hubert, Delehay et Leclère, 41, 51, 56; M. Bonenfant, lauréat; impression de son travail dans les *Mémoires in-8°*, 57. Proclamation, 165.
- 1925.** Histoire et Lettres. Deuxième question. Réception d'un mémoire; désignation de trois commissaires, 298.
- Sciences morales et politiques. Première question. Réception d'un mémoire; désignation de trois commissaires, 298.
- 1927.** Programme, 135.

Congrès :

- Congrès international des Américanistes (21^e session), Göteborg 1924, 28; M. Leclercq délégué, 34, 63; session de La Haye, rapport, 276.
- Congrès international d'Histoire et de Géographie de l'Amérique, Buenos-Ayres 1924, 233.
- Congrès international des Sciences historiques (V^e), 63.

Demandes d'avis :

- De l'U. A. I. sur la langue auxiliaire internationale, 268; réponse de la Classe, 299.
- Sur l'Union des Associations internationales; envoi au Ministre du rapport de MM. Delehay, Leclère et Wilmotte, 8.

Discours.

- Prononcé par M. De Vriendt, président, lors de la réception du 1^{er} janvier au Palais royal, 5.

Don des archives du V^e Congrès international des sciences historiques, 63.

Échange de publications :

- « Acta » de l'Université de Riga. — Échange accepté, 8.
- Cercle historique et archéologique de Hal; « Narodna Starina » (Zagreb). — Demandes non accueillies, 297.
- Revue belge de Philologie et d'Histoire. — Échange accepté, 234.
- « Scripta » de l'Université israélite de Jérusalem. — Échange ajourné, 234.
- La S. des N. demande de renouer les relations avec la Hongrie, 328.

Table analytique. — Comptes rendus.

Élections et nominations :

(Mai). J.-L. Heiberg, associé, 132.

(Décembre). H. Capitant, associé, 329.

PRÉSIDENT DE L'ACADÉMIE :

1924. M. Lohest, 7.

DIRECTEUR :

1924. M. De Wulf, 8.

1925. M. Waltzing, 8.

Fondation Pirenne : Délégués de la Classe, 276.

Jurys : Voir : *Prix*.

Jury des langues modernes : MM. Waltzing et Vercoullie, respectivement président titulaire et suppléant, 275.

Langue auxiliaire : Voir *Demandes d'avis*.

Nécrologie :

G. De Greef, membre titulaire, 275.

C.-F. Ferraris, membre associé, 297.

P. Huvelin, membre associé, 275.

Personnification civile, 161.

Prix académiques :

PRIX BERGMANN (6^e période : 1920-1925) : Demande de M. Gessler, 64. Décision, 134. Approbation ministérielle, 268. — M. Jacobs soumet un ouvrage, 234.

PRIX DE KEYN (22^e concours, 2^e période : 1922-1923) : Jury, 9. — Rapport, 105. — MM. Conrad. De Ridder et Doutrepont, 109, 166.

PRIX CASTIAU (3^e période : 1921-1923) : Jury, 9. — Rapports : 132, 133, 134. — M. Jauniaux, lauréat, 134, 166.

FONDATION BOUVIER-PARVILLEZ : Modification au règlement en vue du transfert à l'Académie royale de langue et de littérature françaises, 329.

FONDATION BEERNAERT : Idem, 329.

FONDATION PIRENNE (1923) : Pas de subvention accordée, 9. — Complément à l'article 10 du règlement, 29.

Prix du Gouvernement :

PRIX QUINQUENNAL DES SCIENCES SOCIALES (8^e période) : réception du rapport, 7.

PRIX HEUSCHLING (1919-1923) : Jury, 28.

Rapports : Voir : *Concours et Prix*.

Séance publique :

137, 164, 328. — M. Van Biervliet chargé de la lecture, 9. — S. M. le Roi se fait excuser, 131.

Table analytique. — Communications.

Séances ordinaires, 7, 28, 34, 63, 131, 233, 259, 268, 275, 297, 328, M. Homolle, associé, assiste à la séance, 233.

Société des Nations :

Voir : *Échange de publications*.

Union académique internationale :

Compte rendu de la cinquième session annuelle du Comité (mai 1924), 193 ; décisions prises à la suite de ce compte rendu (documents hist. concernant le Japon ; Grotius ; *Forma Romani Imperii* ; bibliothèque de l'Académie), 260.

Dictionnaire du Latin médiéval (Comité national du), subvention annuelle de 5,000 francs, 7 ; subside de 10,000 francs de la Fondation universitaire, 8.

Forma Romani Imperii, 269.

Recherches de documents inédits concernant le Japon, 269.

Œuvres de Grotius, 269.

Recommande la publication de travaux de savants russes par les Académies de l'U. A. I., 328.

Voir aussi : *Demandes d'avis*.

B. — COMMUNICATIONS ET LECTURES.

BIDEZ (J.). Juifs et Chrétiens en Égypte, d'après H.-I. Bell, 270.

CORNIL (G.). Entr'aide juridico-philologique, 12.

DE LA VALLÉE POUSSIN (L.). Notes bouddhiques. V. Phut Svāhā, VI. Notes sur le chemin de Nirvāna, 281, 282.

DESCAMPS (baron). La matière et la force selon la méthode intégrale et à la lumière de la science du réalisme rationnel, 333.

DE WULF (M.). Les théories politiques du moyen âge, 167.

PIRENNE (H.). Une histoire économique et sociale de la guerre, 112.

ROLIN (baron A.). La crise de la Neutralité, 139.

THOMAS (P.). Paul-Louis Courier et l'histoire, 236.

VAN BIEVLIET (J.-J.). A propos des innombrables variétés d'imaginations, 184.

VANDER LINDEN (H.). van Stralen commissaire des États généraux et l'union des provinces belges au début du règne de Philippe II, 305.

VAUTHIER (M.). Un ouvrage américain sur les institutions politiques de la Belgique, 245.

TABLE ONOMASTIQUE

DES COMPTES RENDUS DES SÉANCES

*Les noms des académiciens sont en petites capitales.
Les chiffres en caractères **gras** indiquent la page d'une communication.*

A

Académie d'Amsterdam, 234.
Académie des Jeux floraux, Toulouse, 34.
Académie française, 278.
Académie royale de langue et de littérature françaises, 329.
Académie : voir Belgrade, Bucarest, Cracovie, Prague.
ADATCI (Son Exc. M. Min.), 328.
Afrique, 276, 277.
Albert 1^{er} (S. M. le Roi), 131.
Albert, archiduc d'Autriche, 298.
Allemagne, 132.
American Historical Association, Columbus, 132.
Amérique, 233.
Analecta Bollandiana, 298.
Analecta Vaticano-Belgica, 59.
ANSIAUX (M.), 9, 40, 132.
Aryadeva, 298, 303.
Athénée de Saint-Gilles, 166.

B

Belgique, 132, 245, 260, 269, 298, 329, 330, 331.
Belgrade (Académie de), 328.
Bell (H.-I.), 269, 270.
BERGMANS (P.), 161.
BERLIÈRE (dom U.), 8, 35, 61, 234, 235, 259, 269, 276, 280.
Bertrand (L.), 259.

BIDEZ (J.), 260, 269, **270**, 329.
Bonenfant (P.), 57, 63, 165.
Brims (F.), 64.
Bruxelles, 64, 260, 267, 269.
Bucarest (Académie de), 328.
Buenos-Ayres, 233.
Bulletin Du Cange, v. Table analytique, Union académique internationale.

C

Caen, 34.
Cambrai, 59.
Cantacuzène (Ch.-A.), 276.
CAPART (J.), 35, 58, 132, 269, 276.
CAPITANT (H.), 329.
Catalogue des manuscrits alchimiques, v. Table analytique, Union académique internationale.
Catuhcataku (Le), 298, 303.
Cercle historique et archéologique de Hal, 297.
Chambre des Représentants, 161.
CHEVALIER (U.), 35, 132, 166.
Chöky, 298, 302.
Cid (Le), 234.
Clément VII (le Pape), 59.
Cohen (G.), 260, 265.
Comités, v. Table analytique.
Commanster-Gommelhausen, 298.
Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations, 328.
Commissions, v. Table analytique.

Table onomastique.

Compagnie de Jésus, 298.
Congo-Zaïre. 276, 277.
Congrès, v. Table analytique.
Conrad (W.), 109, 131, 166.
Constantin (L'empereur), 298.
Copenhague, 166.
CORNIL (G.), 12, 28, 29, 166, 259, 263, 329.
Corpus vasorum antiquorum, v. Table analytique, Un. acad. int.
Courier (P.-L.), 236.
Cracovie (Académie de), 328.
CUMONT (Fr.), 260.
CUVELIER (J.), 100, 269, 276.

D

DE GREEF (G.), 275.
de Harvengt (Phil.), 8.
Delatte (A.), 259, 263.
DE LA VALLÉE POUSSIN (Ch.-J.), 9.
DE LA VALLÉE POUSSIN (L.), 276, 281, 298, 302, 303, 304.
DELEHAYE (LE P. H.), 8, 11, 29, 51, 269, 298.
de Lisle (chevalier), 259.
de Loë (baron), 269.
Demogue (R.), 259, 261.
De Ridder (A.), 109, 166, 233.
DESCAMPS (Baron Ed.), 329, 333.
DES MAREZ (G.), 70, 276, 299.
DE VRIENDT (J.), 5.
de Winiwarter (H.), 298, 302.
DE WULF (M.), 8, 64, 111, 132, 138, 165, 167, 329.
Doutrepont (Ch.), 109, 166.
Doutrepont (Vve), 131.
DOUTREPONT (G.), 329.
Dû Cange (Bulletin), v. Table analytique, Un. acad. int.
DUPRIEZ (L.), 329.

E

École des Cadets, Namur, 166.
École ouvrière supérieure, Bruxelles, 166.

Égypte, 269, 270.
Élisabeth (S. M. la Reine), 35, 57.
Everest (Mont), 275.

F

Feller (J.), 298.
FERRARIS (C.-F.), 297.
Flandre, 65, 165.
Fondation universitaire, 8.
Forma Romani Imperii, v. Table analytique, Un. acad. int.
FREDERICQ (L.), 9.

G

Ganay (Ern. de), 276.
Ganshof (F.-L.), 104, 131, 165.
Gessler, 64.
Gille (P.), 35, 61.
Göteborg (Suède), 28.
Grande-Bretagne, 64.
Grotius, 260, 269.

H

Hal, 297.
Hanquet (K.), 35, 59.
HEIBERG (J.-L.), 132, 166, 233.
HOLLAND (Sir Th. Erskine), 132.
HOMOLLE (Th.), 233.
Hongrie, 328.
Hospices civils, Bruxelles, 165.
HUBERT (E.), 8, 41, 298.
Humbeek (Brabant), 234.
HUVELIN (P.), 275.

I

Inde, 298, 300.
Institut des Hautes Études de Belgique, 61.
Institut historique belge à Rome, 59.
Institute of historical Research, London, 64.
Isabelle d'Autriche, 298.

Table onomastique.

J

Jacobs (K.), 234.
JAMESON (J.-F.), 132.
Japon, 260, 269.
Jauniaux (A.), 134, 166.
Jérusalem, 35.

K

Kiyonaga, 298, 302.

L

LADEUZE (P.), 7.
LAGRANGE (Ch.), 298.
La Haye, 276.
Lebègue (H.), 259.
LECLERCQ (J.), 34, 63, 234, 269, 275, 276, 278, 329.
LECLÈRE (L.), 8, 35, 56, 61, 132, 276, 298.
Léopold II, 275.
Leuridant (F.), 259.
Liebrecht (H.), 260, 267.
Liège, 59.
Ligne (Prince Ch.-J. de), 259, 276.
LOHEST (M.), 8.
Lotharingie, 65, 165.
Luxembourg (province de), 276, 278.

M

MAHAIM (E.), 9, 35, 134, 299.
Maissin (Belgique), 278.
Marx (K.), 35, 165.
Menot (Michel), 64, 110.
MERCIER (D.), 298.
Millet (G.), 8, 9.
Ministre (Premier), 131.
Ministre des Chemins de fer, 131.
Ministre de la Défense Nationale, 131.
Ministre de l'Industrie et du Travail, 131.
Ministre de l'Intérieur, 131.
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, 28.

Ministre de la Justice, 131.
Ministre des Sciences et des Arts, 7, 9, 28, 34, 63, 233, 268, 275.
Musée Guimet, Paris, 300.

N

Namur (province de) 276, 278.
Naples, 63.
Narodna Starina, Zagreb, 297.
Neufchâteau (Belgique), 278.
Nève (J.), 64, 110.
Nieuwland (dom N.), 276, 278.

O

Oltremare (P.), 298, 300.

P

Palais mondial, 8.
Palissy (B.), 299.
PARMENTIER (L.), 9, 259, 263.
Peeters (P.), 35.
Pergameni (Ch.), 29, 276, 277.
Philippe II, 305.
PIRENNE (H.), 64, 65, 112, 260, 265, 276, 298, 300, 329, 331.
Pirenne (H.-E.), 132, 137.
Place Royale, Bruxelles, 64.
Prague (Académie de), 328.
Prix académiques, v. Table analytique.

R

Réau (L.), 64.
Renesse (c^{te} Th. de), 260, 264.
Revue belge de Philologie et d'Histoire, 234.
ROERSCH (A.), 329.
ROLIN (baron Alb.), 139
Rome, 59.
Ronsard, 260, 265.
Roussel Le Roy (A.), 329, 331.
Russie, 132.

Table onomastique.

S

Salihiyet, 260.
 SAROLÉA (Ch.), 132.
 Schmitz (chanoine J.), 276, 278.
 Sénat, 161.
 Société des Antiquaires de Normandie,
 Caen, 34.
 Société des Nations, v. Table analy-
 tique.
 Société Linnéenne de Normandie, Caen,
 34.
 SOLVAY (L.), 9.

T

Théroutanne, 59, 298, 299.
 Thibet, 269.
 THOMAS (P.), 236, 329.
 Tokio (Bibliothèque de l'Université), 7.
 Toulouse, 34.
 Tournai, 59.
 Tout-Ankhamon, 132.

U

Union académique internationale, v.
 Table analytique.
 Union des Associations internationales,
 8.
 Université de Gand, 165, 299.
 Université de Liège, 59.
 Université de Naples, 63.

Université de Riga, 8.
 Université israélite de Jérusalem, 234.

V

Vaidya (P.-L.), 298, 303.
 Van Bommel (baron), 298.
 VAN BIERVLIET (J.-J.), 9, 165, 184.
 VANDER LINDEN (H.), 9, 276, 305.
 Van der Smissen (Ed.), 64, 276.
 VANDERVELDE (E.), 9, 38, 132, 133.
 Van Heurck (E.), 64.
 Vannérus (J.), 298.
 Van Stralen (Antoine), 305.
 Van Werveke (H.), 298, 299.
 VAUTHIER (M.), 28, 33, 245.
 VERCOULLIE (J.), 8, 9, 275, 329.
 Verhaegen (P.), 329, 330.

W

WALTZING (J.-P.), 8, 63, 275, 329.
 Wauters (A.), 44, 63, 165.
 WILMOTTE (M.), 8, 9, 34, 260, 266, 267,
 329, 332.
 Wins (A.), 234.
 WODON (L.), 299.

Z

Zagreb, 297.

BULLETINS
DE LA
CLASSE DES LETTRES
ET DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

BULLETINS

DE LA

CLASSE DES LETTRES

ET DES

SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

5^E SÉRIE — TOME XI

1925



BRUXELLES

MAURICE LAMERTIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

58-62, Rue Coudenberg, 58-62

1925

MARCEL HAYEZ, imprimeur de l'Académie royale de Belgique,
rue de Louvain, 112, Bruxelles

Ford. Museum
Leyden
9-26-27

Loi accordant la personnification civile à l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, à l'Académie royale flamande, à l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises et à l'Académie royale de Médecine.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT,

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — L'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique, l'Académie royale flamande, l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises et l'Académie royale de Médecine jouissent de la personnification civile.

ART. 2. — Les dites Compagnies sont représentées vis-à-vis des tiers par leurs Commissions administratives.

Leur règlement organique est publié aux annexes du *Moniteur*. Il en est de même des noms, prénoms, professions et domiciles des membres de la Commission administrative. Cette dernière publication est renouvelée dans la première quinzaine du mois de janvier.

ART. 3. — Les dites Compagnies ne peuvent posséder, en propriété ou autrement, que les immeubles qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Les donations entre vifs ou par testament, à leur profit, n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 910 du Code civil. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour les libéralités purement mobilières, dont la valeur n'excède pas 5,000 francs et qui ne sont pas grevées de charges.

L'autorisation n'est pas accordée quand l'auteur de la libéralité lui a attribué une affectation étrangère au but pour lequel l'Académie gratifiée a été instituée.

L'arrêté qui autorise l'acceptation d'une libéralité dans laquelle

un immeuble est compris détermine, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être réalisé.

ART. 4. — Chaque année la Commission administrative dresse le budget et les comptes relatifs au patrimoine propre à l'Académie et le soumet à l'approbation du Roi.

ART. 5. — Tous objets mobiliers quelconques et toutes valeurs affectées jusqu'à présent soit aux services de l'Académie, soit à la décoration des locaux qu'elle occupe, soit à l'acquittement des fondations dont elle a la gestion deviendront de plein droit sa propriété à compter de la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 6. — Un arrêté royal réglera les mesures d'application de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée au *Moniteur* ⁽¹⁾.

Donné à Bruxelles, le 2 août 1924.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

P. NOLF.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

P. POULLET.

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

(1) La loi a été publiée dans le *Moniteur* du 13 décembre 1924, pp. 6057-6058.

Séance du lundi 5 janvier 1925.

M. Maurice DE WULF, *directeur de la Classe.*

Sont présents : MM. J. Waltzing, *vice-directeur*; le comte Goblet d'Alviella, baron Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, Eug. Hubert, Ern. Mahaim, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, P. Ladeuze, *membres*; J. Cuvelier, G. Doutrepoint, H. Vander Linden, M. Ansiaux, H. Rolin, *correspondants*; Ch. Saroléa, *associé*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Wilmotte, Pirenne, Mercier, *membres*; J. Capart, comte H. Carton de Wiart, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts fait parvenir une copie de l'arrêté royal du 20 décembre 1924, nommant M. J.-P. Waltzing président de l'Académie pour 1925.

M. H. Capitant remercie l'Académie de l'avoir élu associé.

La Bibliothèque centrale de Zurich offre l'échange des publications de la Société des Antiquaires de Zurich avec le *Bulletin de la Classe des Lettres*. Cet échange est accepté.

La Société Dunkerquoise pour l'Encouragement des Sciences, des Lettres et des Arts fait connaître le programme du Concours pour le Prix quinquennal Émile Bouchet.

Séance du 5 janvier 1925.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

De la Cause des Obligations (contrats, engagements unilatéraux, legs), par H. Capitant.

Précis d'Histoire liégeoise à l'usage de l'enseignement moyen, par J. Magnette; présenté, avec une note bibliographique, par M. Cuvelier.

Le Second Empire vu par un diplomate belge, t. I, par le baron Beyens; présenté, avec une note bibliographique, par dom Ursmer Berlière.

— Remerciements.

COMITÉ SECRET. — ÉLECTIONS.

M. Eug. Hubert est élu directeur pour l'année 1926.

M. Ernest Mahaim est élu délégué auprès de la Commission administrative pour 1925.

M. De Wulf, directeur sortant, installe M. J.-P. Waltzing, directeur pour 1925, et lui adresse les félicitations de la Classe.

M. Waltzing remercie ses Confrères et exprime à M. De Wulf la gratitude de la Classe pour les services que lui a rendus son directeur pendant l'année 1924; il prie M. Hubert, vice-directeur, à prendre place au bureau et lui souhaite la bienvenue.

LECTURE POUR LA SÉANCE PUBLIQUE.

M. Ansiaux est chargé de faire cette lecture.

PRIX DE STASSART.

(9^e période; 4^{er} novembre 1920 au 31 octobre 1925.)

La Classe a reçu, en réponse à la troisième question, un manuscrit intitulé : *La Légende de Godefroid de Bouillon*, portant la devise : « Als eist dat hem Brabanters beroemen, dat si van der swane coemen ». (Jacob van Maerland.)

PRIX JOSEPH DE KEYN.

(23^e concours, 1^{re} période : Enseignement primaire, 1923-1924.)

La Classe désigne pour former le jury : MM. Ch.-J. de la Vallée Poussin, L. Fredericq, L. Parmentier, J. van Biervliet, H. Vander Linden, J. Vercoullie et M. Wilmotte.

PRIX AUG. BEERNAERT.

La Classe apporte au règlement de ce Prix, sous réserve d'accord avec l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises, les modifications suivantes :

1^o Supprimer les sept premiers alinéas et les remplacer par les deux alinéas suivants :

Par décision de l'Académie royale de Belgique, en date du 4 juin 1923, le Prix Aug. Beernaert sera décerné par l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises.

Le jury, composé de cinq membres, comprendra trois membres désignés par l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises et deux membres, professeurs de littérature française de deux Universités belges, alternativement Gand et Louvain (période 1923-1924), Bruxelles et Liège (période 1925-1926), et ainsi de suite.

2^o Les alinéas huit à douze étant conservés, remplacer dans le treizième le mot « Classe » par les mots « Académie royale de Langue et de Littérature françaises ».

3^o Ajouter au quatorzième alinéa les mots : « de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises ».

PRIX BOUVIER-PARVILLEZ.

La Classe apporte au règlement de ce Prix la modification suivante, sous réserve d'accord avec l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises :

Après le troisième alinéa, ajouter les mots : « Par décision

Séance du 5 janvier 1925.

de l'Académie royale de Belgique, en date du 5 janvier 1925, le Prix Bouvier-Parvillez sera décerné par l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises. Celle-ci désignera, pour former le jury, quatre de ses membres.

DEMANDE DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE COOPÉRATION
INTELLECTUELLE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Cette Commission ayant demandé à l'Académie d'adresser ses publications aux Institutions savantes de Hongrie, la Classe lui répondra qu'elle est disposée à envoyer ses publications en échange à celles des Institutions hongroises qui en exprimeraient le désir.

PRIX DÉCENNAUX ET QUINQUENNAUX.

La Classe émet le vœu de voir le Gouvernement majorer le montant des Prix quinquennaux et décennaux.

LECTURES.

La Révolution française et la Révolution bolcheviste, par Ch. Saroléa. Une discussion, à laquelle prennent part MM. de la Vallée Poussin, J. Leclercq, Vauthier et le baron Descamps a lieu à la suite de cette communication. — Impression dans le *Bulletin*.

Les préliminaires du chemin du Nirvāna, deuxième partie : si le laïc peut entrer dans le chemin, par L. de la Vallée Poussin. — Impression dans le *Bulletin*.

Les origines littéraires de « Gormond et Isembard », par M. Wilmotte. — Impression dans le *Bulletin*.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

F. MAGNETTE. — *Précis d'Histoire liégeoise à l'usage de l'enseignement moyen*. Liège, Vaillant-Carmanne, s. d. (1924). In-8° de vii-296 pages.

L'auteur du livre que j'ai l'honneur de présenter à la Classe n'est pas un inconnu à l'Académie royale de Belgique. Voici bientôt trente ans qu'elle accueillit, dans la collection de ses mémoires in-8° ⁽¹⁾, son étude très fouillée sur *Joseph II et la Liberté de l'Escaut*. Depuis lors, à plus d'une reprise, M. Magnette a fait paraître des communications, tant dans le *Bulletin de l'Académie*, que dans celui de la *Commission royale d'Histoire*. Pour le surplus, il collabore assidûment aux périodiques des cercles régionaux de la Wallonie : l'*Institut archéologique liégeois*, la *Société d'Art et d'Histoire du diocèse de Liège*, *Wallonia*, la *Vie wallonne*, etc.

Tous ces travaux, autant que son enseignement à l'athénée, l'avaient admirablement préparé à la tâche qu'il avait assumée de « mettre à la disposition du corps enseignant et des élèves de nos établissements d'enseignement moyen un manuel pouvant contribuer à répandre la connaissance du passé si mouvementé et si riche de la ville de Liège et de l'ancienne principauté dont elle était à la fois le centre et l'âme ».

C'est dans ces termes, en effet, que MM. V. Chauvin, Ch. Francotte et Em. Digneffe exposèrent, dès l'année 1911, au conseil communal de Liège, leur proposition tendant à instituer un prix pour récompenser l'ouvrage qui serait considéré comme répondant le mieux au vœu émis par eux.

(1) Tome LV, décembre 1896-février 1898. In-8° de 254 pages.

Par suite de la guerre, ce ne fut qu'en 1923 que le jury, dans lequel siégèrent deux de nos confrères, MM. Pirenne et L. Leclère, put se réunir et décerner le prix à M. F. Magnette.

Ce jugement me dispense de m'étendre en appréciations élogieuses sur ce livre.

Connaissant à fond toute la bibliographie de son sujet, l'auteur n'a eu recours, dans son exposé, qu'aux auteurs les plus dignes de confiance. Homme d'enseignement, il a su choisir judicieusement les épisodes les plus propres à retenir l'attention de ses lecteurs, en leur accordant une place proportionnée à leur importance dans l'ensemble des événements qui composent le passé liégeois.

On ne s'attend évidemment pas à trouver dans ce « précis », qui constitue avant tout un livre d'enseignement et de vulgarisation, des découvertes sensationnelles. *Non hic est locus*. Si la place accordée à la vie sociale et économique est plutôt réduite, il faut en accuser uniquement, sinon l'absence complète, tout au moins la rareté des études consacrées à ces aspects de l'histoire dans la principauté de Liège. On ne pouvait demander à l'auteur que de résumer l'état des connaissances actuelles et nous croyons qu'en cela il a parfaitement atteint son but.

En appendice de son livre, M. Magnette a publié une série de petites études dont les deux premières, les *Notes sur l'administration de Liège et du département de l'Ourthe de 1794 à 1815*, et *Liège et la Révolution belge de 1830*, sont comme la suite de l'histoire de la terre liégeoise poursuivie, dans le livre même, jusqu'à la fin de l'ancien régime. Les cinq autres appendices touchent à des points spéciaux. Les lecteurs du précis prendront surtout intérêt aux deux derniers, qui traitent de *l'Organisation de la principauté et du diocèse de Liège au XVIII^e siècle*.

J. CUVELIER.

BARON BEYENS. — *Le Second Empire vu par un diplomate belge.* Tome I. Lille-Bruges, Desclée; Paris, Plon, 1924, 487 pp. in-8°.

J'ai l'honneur de présenter à l'Académie, au nom de son auteur, M. le baron Beyens, un ouvrage qui constitue une précieuse contribution à l'histoire contemporaine, si ce mot est encore de mise à propos du Second Empire. Fils d'un diplomate distingué, qui fut en rapports intimes et suivis avec les confidents des pensées de Léopold I^{er}, Van Praet et Jules Devaux, que les habitudes d'éducation et de profession avaient amené à observer, à noter, à juger, adjoint de bonne heure à son père dans l'importante légation de Paris, l'auteur a pu, par les relations intimes de sa mère, Espagnole de naissance, avec l'impératrice Eugénie, pénétrer dans l'intimité des Tuileries, de Compiègne et de Fontainebleau. De vivants souvenirs d'enfance et de jeunesse, les enseignements oraux d'un père soucieux d'initier son fils aux problèmes compliqués de la politique internationale, les mémoires de ce père, sa correspondance, ses rapports diplomatiques ont permis à M. le baron Beyens de retracer, d'une plume alerte, avec un égal souci de la vérité historique et de la forme littéraire, un tableau du Second Empire qui ne manquera pas d'impressionner et le public belge et le public français. C'est un diplomate étranger, ambassadeur d'un petit pays neutre, obligé à une grande réserve, mais, par devoir, forcé d'observer et d'être aux écoutes pour renseigner exactement son gouvernement, qui parle sans parti pris nationaliste, sans préjugés; mais qui dans l'intérêt de son propre pays devait pénétrer à fond la pensée de ce sphynx que semblait être Napoléon III.

Le premier volume s'arrête à la mort de Léopold I^{er}; c'est à la veille de la guerre austro-prussienne, c'est au moment où l'œil perçant de Bismarck a reconnu la faiblesse de l'Empire.

Mais jusque-là il semble que la splendeur du régime impérial ne soit pas encore à son déclin. On lira avec intérêt les pages sur la physiologie de l'empereur, dont les excès dans le travail et le plaisir font un vieillard avant le temps. C'est Napoléon qui a fait l'Italie, en partie malgré lui, entraîné par Cavour; il a laissé ou plutôt fait grandir la Prusse, et la rancune de l'Empereur contre l'Angleterre n'est pas étrangère à cette politique. Il espérait de la complicité prussienne l'accomplissement du projet qu'il caressait déjà dès 1860, et les preuves en sont données, d'annexer la Belgique à la France. Cette politique explique, sans les justifier, les jugements qu'il portait, et avec lui certain monde politique français, sur Léopold I^{er}. Celui-ci passait pour un voisin incommode, mais Léopold I^{er} savait que Napoléon III était l'ennemi né de notre nationalité; il s'en défiait et l'observait. En France on jugeait superficiellement notre pays; notre gouvernement savait et se prémunissait. Rien d'étonnant qu'il ait favorisé une entente franco-anglaise; de cette façon il sauvait notre pays et consolidait la paix de l'Europe.

Le livre abonde en portraits burinés avec art, en récits vivants, en souvenirs pittoresques, et ce n'est pas un des moindres mérites de cet ouvrage que d'avoir fait revivre dans son milieu familial le distingué diplomate qui de 1853 à 1894 servit si bien les intérêts de la Belgique à Paris.

D. U. BERLIÈRE.

NOTES BOUDDHIQUES

par L. DE LA VALLÉE POUSSIN, membre de la Classe des Lettres.

VI. — Notes sur le chemin du Nirvāṇa ⁽¹⁾.

§ 3. — LES FIDÈLES LAÏCS OU UPĀSAKAS.

Avant d'examiner si les laïcs peuvent entrer dans le chemin du Nirvāṇa, dans le « chemin », au sens technique du mot, nous chercherons à nous faire quelque idée de la place que les laïcs occupent dans le Bouddhisme ⁽²⁾.

1. Plusieurs pensent que les liens qui attachent au Bouddhisme ses adhérents laïcs sont assez lâches. Le laïc, *upāsaka*, féminin *upāsikā* ⁽³⁾, serait par définition, comme son nom l'indique, un dévot, un adorateur. Le moine seul est bouddhiste au sens propre du mot, candidat au Nirvāṇa. Les laïcs vénèrent le Bouddha, vénèrent et nourrissent les moines et acquièrent ainsi du mérite et des récompenses célestes. Nous citerons deux ou trois textes qui justifient cette définition.

a) Histoire des deux premiers fidèles laïcs. — Les laïcs apparaissent à l'origine même du Bouddhisme, avant les moines. —

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, 1925, p. 282.

⁽²⁾ Une étude systématique exigerait l'examen des sources de Grand Véhicule et des pays bouddhistes de Petit Véhicule, tels la Birmanie, le Siam, Ceylan. Nul doute aussi que la confrérie des laïcs bouddhistes n'ait présenté d'étroites analogies avec la confrérie des laïcs jaïnas, sur laquelle les documents ne manquent pas. Cependant il suffit à notre propos de faire une petite moisson parmi les vieux textes bouddhiques.

⁽³⁾ Un autre nom est *yuta*, *dharmayuta*, « ceux qui s'efforcent », « ceux qui s'appliquent avec effort à la religion ». (SENART, *Origines bouddhiques*, p. 41.)

Çākyaṃuni venait de conquérir la Bodhi. Deux marchands, Tapussa et Bhallika, passèrent dans le voisinage. Alors un de leurs parents défunts, qui était rené dans un état divin, leur dit : « Sous cet arbre se trouve le Bienheureux qui vient de devenir Bouddha; allez, vénérez-le en lui offrant des gâteaux de riz et du miel. Cela vous sera utile et bon ».

Les marchands obéirent et prièrent le Bienheureux d'accepter leur offrande. Quand le Bienheureux eut mangé, en se servant du bol à aumônes confectionné avec les quatre bols offerts par les quatre gardiens du monde, les marchands, touchant de la tête les pieds du Bienheureux, dirent : « Seigneur, nous prenons refuge dans le Bienheureux et dans la Loi; regarde-nous, depuis ce moment, comme des Upāsakas qui, pour toute leur vie, ont pris refuge ». — Cette version de l'épisode (Mahāvagga, I, 4) est peut-être moins originale que la version des autres sources ⁽¹⁾, y compris les commentaires cinghalais, où l'histoire se continue : « Nous sommes, disent Tapussa et Bhallika, des marchands qui parcourons beaucoup de contrées et de royaumes. Il serait bon que le Bienheureux nous donnât quelque relique (*dhātu*) que nous puissions honorer d'un culte ». Alors le Bienheureux arracha de sa tête quelques cheveux et les leur donna, disant : « Faites un *stūpa* sur ces cheveux »; et il leur donna aussi ses ongles, disant : « : Faites un *stūpa* sur ces ongles; des pierres viendront que vous disposerez » ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Un trait est généralement considéré comme archaïque : d'après le Mahāvagga, les marchands prennent seulement refuge dans le Bouddha et dans la Loi, non pas dans le Saṃgha. Il me semble que ce trait est l'indice d'une retouche.

⁽²⁾ Minayef a consacré quelques pages de ses Recherches (pp. 157-161) à l'étude de l'histoire des deux marchands et à ses multiples variantes. Sources pâliées, Mahāvagga, I, 4 (Vinaya Texts, I, 81-84); Commentaire du Mahāvagga, cité par Minayef, p. 160 (l'épisode des cheveux y figure); un autre commentaire, *ibid.*, p. 131, sur les huit *stūpas* construits du vivant de Çākyaṃuni, *Manorathapūraṇī*, I, 383. Sources sanscrites, Mahāvastu, III, 303-310; Lalita, chap. XXIV; Fragments Stein, JRS, 1913, p. 850; Beal, *Romantic Legend*, p. 240; Buddhacarita, XV, 76, Sur les *stūpas* des deux marchands, Watters, *Yuan-chwang*, I, 112, II, 131; Foucher, *Art gréco-bouddhique*, I, 415.

Bien différente l'attitude de Bouddha à l'égard des moines. Il réprimande les moines qui montrent trop d'affection pour sa personne, qui tiennent à le voir : « Très loin de moi, dit-il, celui qui ne voit pas la Loi, même quand il est à mes côtés. Celui qui voit la Loi me voit. Le vrai corps du Bouddha, c'est la Loi ».

b) C'est bien dans ce sens qu'il faut comprendre un des derniers entretiens de Çākyaṃuni avec Ananda : « Que ferons-nous, demande Ananda, du corps du Maître ? » — « Ne vous occupez pas de mon corps, répond Çākyaṃuni, occupez-vous de votre salut. Il y a des Upāsakas, instruits, dévots au Bienheureux, qui rendront à mon corps le culte qui convient ».

En fait, la tradition ne dit pas qu'aucune partie des reliques ait été réservée aux moines. N'allons pas penser que les moines soient demeurés étrangers au culte du Bouddha et des reliques (Digha, II, 131); toutefois, c'est aux laïcs qu'appartient par définition le devoir et le droit d'adorer le Maître. On ne traduit donc pas mal le terme Upāsaka par les termes de dévot ou d'adorateur.

2. Le *saṃgha*, la confrérie, ou le *gaṇa*, la troupe, d'un chef religieux — c'est-à-dire d'un *saṃghin* ou *gaṇin*, l'homme qui a une confrérie, une troupe — se compose exclusivement des ascètes (*śramaṇa*), hommes et femmes, qui renoncent à la « vie de la maison » pour pratiquer sous ses auspices et conformément à ses préceptes le *brahmacarya*, la vie de continence et de méditation. Le Bouddhisme est un Dharma-Vinaya, « ce Dharma-Vinaya », c'est-à-dire un enseignement mystique et une discipline, une règle monastique. Le Bouddha désigne son institut, le Bouddhisme, par les mots *idaṃ me brahmacariyam* : « Cette Chasteté, cette Vie religieuse que j'enseigne ».

Les textes disent qu'il y a deux Samghas, deux assemblées ou troupes, le Samgha des Bhikshus ou Mendiants, le Samgha des Bhikṣuṇīs ou Mudiantes. Ou, pour mieux dire, le Samgha est

double, Mendians et Mendantes. Il y a autant de Saṃghas qu'il y a de paroisses, c'est-à-dire de groupes de moines résidents dans un certain district : mais tous ces Saṃghas ne forment qu'un seul Saṃgha, « le Saṃgha répandu vers les quatre points cardinaux » (*cāturdiça*). Les expressions *çramaṇasaṃgha*, *bhikshusaṃgha* et *saṃgha* sont synonymes. Les laïcs ne font pas partie du Saṃgha.

Dès une époque fort ancienne, le Bouddhisme a trois joyaux (*ratna*) : le Bouddha, la Loi et le Saṃgha. C'est en prenant « refuge » dans ces trois joyaux qu'on devient Upāsaka. Prendre refuge dans le Saṃgha, c'est réclamer la protection spirituelle des moines et quelque part dans leurs mérites. Le froc du moine est l'étendard du Bouddha ; c'est le vêtement du saint (*arhat*). Le moine est le vrai bouddhiste : le laïc est, si l'on peut dire, un futur bouddhiste. Sa raison d'être est le service des moines, car c'est par lui que le moine a de quoi vivre :

Ils vous rendent de grands services, ô Bhikshus, les brâhmanes et maîtres de maison qui vous donnent vêtement, aumône, sièges, lits et remèdes. Et vous aussi vous leur rendez de grands services quand vous leur enseignez la Bonne Loi et la vie religieuse (*brahmacariya*). C'est ainsi que, par votre secours mutuel, peut être pratiquée la vie religieuse qui fait traverser la transmigration et met un terme à la souffrance. S'appuyant les uns sur les autres, hommes de la maison et hommes sans gîte font prospérer (?) la Bonne Loi. Les seconds sont à l'abri du besoin, car ils reçoivent vêtement et le reste ; les premiers... ayant pratiqué la loi ici-bas, le chemin qui mène aux bonnes destinées, se réjouiront dans le monde des dieux en possession des plaisirs. (*Itivuttaka*, § 107.)

3. Toutefois, il y a quatre *parishads*, quatre assemblées, Mendians, Mendantes, Upāsakas et Upāsikas ⁽¹⁾. Qu'ils soient

(1) Ailleurs sept « assemblées » en ajoutant les novices des deux sexes et les « probationnaires », les femmes qui, quoique encore novices, sont tenues aux obligations des religieuses.

religieux ou qu'ils vivent dans le monde, tous les adhérents du Bouddha reçoivent le nom de *Çrāvakas* et *Çrāvikas*, nom qu'on traduit généralement par Auditeur, Auditrice, mais qui, dans plusieurs textes (Lotus de la Bonne Loi), signifie nettement Prêcheur et Prêcheuse. — Aucune distinction n'est faite entre religieux et laïcs dans le « sermon sur l'ornement du Saṃgha » :

Quatre sont l'ornement du Saṃgha, le Mendiant sage, discipliné, habile, instruit, qui connaît la Loi, qui se conduit en conformité avec la Loi; la Mendiante, l'Upāsaka, l'Upāsikā, qui possèdent les mêmes qualités. (Anguttara, II, 8.)

Une réplique de ce sermon dans le récit des derniers jours du Maître :

Je n'entrerais pas dans le Nirvāṇa avant que mes Mendians, mes Mendiantes, mes Upāsakas et mes Upāsikas ne soient devenus des Prêcheurs et Prêcheuses (*sāvaka*, *savika*) sages, disciplinés, habiles, instruits... capables de réciter, d'enseigner, de promulguer, d'exposer, d'expliquer, de développer la Loi, capables de réfuter les objections, capables d'enseigner la Loi d'une manière persuasive. (Dīgha, II, 112.) ... Je n'entrerais pas dans le Nirvāṇa avant que cette mienne vie religieuse (*brahmacariya*) ne soit prospère, gonflée, étendue, nombreuse, multipliée, bien connue des hommes (*manussehi suppakasitam*).

Il est donc légitime de penser que l'Upāsaka est vraiment un bouddhiste, un membre *minuto jure* de la confrérie.

4. L'Upāsaka, dès l'époque de la rédaction du Canon, dès l'époque des Sūtras de Mahānāman et d'Anāthapindada, les deux grands laïcs, est un bouddhiste, un disciple du Bouddha « qui reste dans la maison » (*grhastha*, *grhin*, *agārin*) et porte le vêtement de tout le monde, le vêtement blanc (*avadātavasana*).

Pour être un bouddhiste, un Upāsaka, il ne suffit pas de vénérer le Bouddha et ses moines, et de donner l'aumône aux moines. Il faut avoir adhéré solennellement au Bouddhisme et avoir contracté certaines obligations.

Est un Upāsaka celui qui, soit en présence d'un moine, soit en présence d'un Upāsaka ⁽¹⁾, prend « refuge » dans les trois Joyaux, et demandé à être désormais tenu « pour un Upāsaka qui a pris le Refuge ». Par le fait même, le non-bouddhiste devient un bouddhiste, — un homme qui, sous la protection spirituelle du Bouddha et de la communauté, et en vue de la Loi (c'est-à-dire conformément à la Loi, en vue du Nirvāṇa, disent les docteurs), renonce au péché, s'oblige à observer le pentalogue : ne pas tuer, ne pas voler, s'abstenir de l'amour défendu, ne pas boire d'alcool, ne pas mentir. — Ce sont les cinq premières des dix règles des Novices ⁽²⁾.

Aussi les docteurs établissent-ils entre moine, novice et laïc une différence de degré, non pas de nature. Tous trois sont des *sāmvarikas*, des hommes qui ont accepté un *samvara*, une « discipline », une contrainte, dans la langue chrétienne, des hommes qui ont pris des vœux de religion. Tous trois possèdent la « moralité d'engagement », *samādānaçīla*, moralité qui consiste, non dans la simple abstention du péché, mais dans la résolution de s'en abstenir. Chez le *sāmvarika* l'abstention

(1) D'après le Koça. — Le Bhikṣuṇīkarmarācana enseigne que les femmes prennent les vœux d'Upāsika en présence d'une Mendiante (*Bull. of School of Oriental Studies*, 1920, p. 123). Toutefois, d'après le Nanjio 1166, qui appartient aux Sarvāstivādins, l'Upāsaka est reçu, non par un « Pudgala », un individu, mais par le Chapitre (WIEGER, *Bouddhisme chinois*, I, p. 147). — Il y a longtemps que les sinologues nous doivent un dépouillement et un sommaire du Vinaya.

(2) Les docteurs ne sont pas d'accord si toutes ces obligations — renoncement aux cinq péchés — sont essentielles à la qualité d'Upāsaka. Les Sarvāstivādins du Cachemire pensent qu'on ne peut être Upāsaka sans assumer la discipline d'Upāsaka, sans assumer le quintuple renoncement. D'autres tirent argument des textes où il est question d'un Upāsaka observant une règle, d'un Upāsaka observant deux, trois, cinq règles. — D'après une opinion, par le fait même qu'on prend le triple Refuge, on devient Upāsaka et l'on s'engage à observer les cinq règles; d'après une autre opinion, on peut prendre le Refuge sans devenir, pour cela, Upāsaka; d'après une troisième opinion, on devient Upāsaka par la prise du Refuge, mais on ne s'engage à aucune des cinq règles. — D'après Buddhaghosa, l'Upāsaka qui n'est pas croyant, qui n'est pas moral, qui est superstitieux... est un Candāla d'Upāsaka, une souillure d'Upāsaka. (*Samangalavilasini*, I, 235.)

du péché est préméditée, volontairement habituelle : dans sa personnalité a été introduit un élément nouveau et permanent. Fût-il endormi, distrait, eût-il même de mauvaises pensées et de mauvais désirs, la « discipline » qu'il a prise demeure jusqu'au moment où il répudie ou viole formellement cette discipline ; la discipline, « le vœu de religion », est pour lui une cause constante de mérite.

Certains docteurs (Sautrantikas) pensent que la prise des renoncements transforme la pensée et que la qualité de religieux, moine ou Upāsaka, consiste dans cette transformation subtile. L'école des Sarvāstivādins pense que certains actes, ceux qui sont entrepris avec grande foi ou grande passion, en outre les actes particulièrement méritoires (dons importants à la communauté), mais tout particulièrement les actes de la voix par lesquels on accepte rituellement les obligations de moine ou d'Upāsaka, déterminent la création d'une certaine substance, matérielle mais invisible, qui s'ajoute aux éléments matériels de la personne humaine. Cette substance, qu'on nomme *avijñapti*, ou, quand il s'agit des actes qui transforment l'homme en moine ou en Upāsaka, *saṃvara*, « contrainte, discipline », obéit à des lois propres. On la considère comme une sorte d'acte (*karman*), un acte perpétuel, se continuant par soi une fois qu'il a été projeté par un acte du corps et de la voix, fécond en fruits, ne prenant fin que par la mort, par l'abjuration, par des actes du corps et de la voix opposés à sa nature. Par exemple, le moine coupable d'homicide cesse d'être moine, parce que l'homicide est en contradiction avec la « discipline » de moine.

5. Nous disions que l'Upāsaka s'oblige à observer les cinq premières règles des religieux proprement dits. Toutefois la troisième règle est formulée de deux manières différentes suivant qu'il s'agit de l'Upāsaka ou des « religieux », novices, moines ou nonnes. L'Upāsaka renonce à l'amour défendu, le moine s'astreint à la parfaite chasteté. Nos textes expliquent la raison de cette différence.

L'Upāsaka renonce à l'amour défendu, parce que l'adultère, étant la corruption de la femme d'autrui, est un péché de nature, et non pas « un péché parce que défendu par le Bouddha » ; un péché qui sera rétribué dans une destinée infernale ou animale ; un péché très blâmé dans le monde. D'ailleurs, il est aisé aux maîtres de maison de s'abstenir de ce péché, tandis que la chasteté absolue est difficile dans le monde. Si les maîtres de maison ne se font pas moines, c'est précisément parce qu'ils ne se sentent pas capables des choses difficiles⁽¹⁾. Mais ils restent exposés aux nombreuses occasions de péché que comporte la vie du monde, et, même s'ils ne pèchent pas, difficilement obtiennent-ils le recueillement. Le Bouddha, cependant, n'a pas, sur ce point, un avis catégorique : il loue le bon laïc comme le bon moine ; il blâme le mauvais moine comme le mauvais laïc⁽²⁾.

Pour tout dire en un mot, il y a deux *brahmacaryas*, deux chastetés ; la première, obligatoire aux moines, est la continence ; la seconde, obligatoire aux laïcs, est le respect des lois du mariage, à commencer par la fidélité conjugale (*svadāra-samtosha*). (Sumangalavilāsinī, I, 178.) Nos textes ont des prescriptions multiples qu'il serait intéressant de comparer aux théories et aux préceptes des Jāinas et des Brāhmanes. (Voir Koça, IV, trad. p. 157.)

L'Upāsaka a pris des « vœux de religion », mais il continue à vivre de la vie du monde, occupé de sa femme, de ses enfants, de ses biens, de toutes ses obligations de caste ; tel, en Occident, le membre d'un tiers ordre.

(1) Une raison plus subtile est exposée, Koça, IV, trad. p. 81.

(2) Majjhima, Sutta, 79 (II, 197), Samyutta, V, 48. A la question « Faut-il se faire moine ? » le Bouddha répond en distinguant (*vibhajjavāda*), non d'une manière catégorique. On dit ailleurs que les Upāsakas voient bien que les plaisirs (*kāma*) sont transitoires, mais qu'ils n'ont pas la force d'y renoncer. (Theragāthā, 187.) Dans Divya, 303 : « Pratique pour la vie entière la chasteté ! » — « Cela m'est impossible. » — « Alors fais-toi Upāsaka ! »

6. Quelques indications sur quelques-uns des devoirs de l'Upāsaka.

a) Par le fait même qu'il renonce au péché, l'Upāsaka s'interdit les professions qui comportent le péché, les mauvais *ājivas*, les professions de boucher, de pêcheur, d'oiseleur; il ne peut pas vendre des épées, des esclaves (?), de la viande, du poisson, du poison. Il semble bien que l'École tienne pour souillés par le péché de meurtre, et péchés connexes, les bourreaux, les juges, les rois. Le soldat, comme le bandit, est coupable de meurtre, même quand il ne tue pas, car il encourage les autres à tuer : il évite toutefois le péché quand il prend la résolution : « Même au prix de ma vie, je ne tuerai pas ». (Koça, IV, 36c, 72c.)

b) L'Upāsaka ne doit pas chercher dans les sectes hétérodoxes le récipient de ses aumônes. Le Bouddha n'interdit pas l'aumône aux religieux non bouddhistes, même faite à un animal, même faite à un méchant : le don reste bon en soi. (Avis opposé à celui des Jainas.) Mais la semence, dans un mauvais sol, porte peu de fruits ou ne porte pas de fruits.

c) L'Upāsaka doit « avoir confiance » dans l'acte, dans l'acte moral, qui seul accompagne le défunt. — Les rites funéraires ne peuvent pas, de toute évidence, assurer le ciel à un assassin. (Saṃyutta, IV, 312.) — L'Upāsaka ne doit pas être superstitieux (*koṭūhalamaṅgalika*.) Les points cardinaux qu'on doit adorer, c'est le père et la mère, la mère surtout, à qui le fils ne peut payer sa dette qu'en lui enseignant le Bouddhisme. Or, le danger est grand pour les laïcs de tomber dans la superstition qui règne souveraine autour de lui ⁽¹⁾. — Il n'est pas sûr que le

(1) Abhidharmakoça, IV, 86a : tenir compte des étoiles, du jour de la lune, etc. Les superstitions redoutables au moins sont d'un autre ordre : croire à un faux silence (vowu de silence), à une fausse pureté (bains rituels), V, 38. — Singalovāda, bigha, III, 180. — Septième édit d'Açoka.

Bouddha interdit tout ce qui, à nos yeux, paraît plus ou moins païen ⁽¹⁾.

7. A côté des obligations essentielles de la discipline d'Upāsaka, il y a place pour des « vœux » (*vratas*), exactement pour des « déclarations » (*pratijnā*) faites en présence d'une personne qualifiée, et qui sont autant d'engagements; par exemple : « Je ne mangerai pas avant d'avoir vénéré le Bouddha, avant d'avoir fait un *maṇḍalaka* ». « Le jour du jeûne, pendant une quinzaine, pendant un mois, pendant une année, je ferai des aumônes de nourriture ». « Je prendrai régulièrement le jeûne. » — Kern enseigne, sans indiquer sa source, que les Upāsakas sont autorisés à pratiquer deux des Dhutāngas, l'*ekāsanika* et le *pattapindika*. (Manual, p. 76.)

Le but de toutes ces règles est triple : abstention du péché, affermissement de la vigilance (*apramāda*), accroissement du dégoût pour les plaisirs et la transmigration. — Le souvenir du Bouddha, les jours de jeûne, est toujours présent. (Visudhi, 227.)

a) Il est normal que l'Upāsaka, deux fois par mois, prenne l'Upavāsa ou « jeûne » ⁽²⁾ : pour un jour et une nuit, il s'oblige à huit règles, à savoir aux cinq premières règles en entendant la troisième dans le sens de la continence absolue, et à trois règles dites d'ascétisme (*vrataṅga*) visant la nourriture, le coucher, la musique et les divertissements, le vêtement. Par le jeûne le laïc adopte, pour une courte période, la manière de vivre des Arhats et des moines. La prise du jeûne est une cérémonie dont les détails sont réglés : le fidèle, agenouillé, pauvrement vêtu, les mains disposées en coupe ou « à la pigeon », « reçoit » le jeûne d'un religieux ou d'une religieuse, d'un profès ou d'un novice, ou encore d'un Upāsaka ou d'une Upāsikā. La femme

(1) Par exemple, Mahāparinibbānasutta, I, 4; le culte des *devatas*, etc.

(2) Abhidharmakośa, IV, trad. pp. 64, 94, 102. — Sur *maṇḍalaka*, les sources citées, p. 102, et Mahavyutpatti, 281, 78.

ne peut pas prendre le jeûne sans la permission du mari, comme on voit par l'histoire de la mère du Bouddha qui fit vœu temporaire de chasteté avant la nuit de la descente de l'éléphant aux six défenses.

L'Upāsaka peut s'engager à prendre toujours le jeûne deux fois par mois ⁽¹⁾.

b) D'après Buddhaghosa (Samantapāsādikā, I, 253, Visuddhi, 15), on distingue deux sortes d'Upāsaka, celui de cinq règles, celui de dix règles (*pañcasikkhāpadika*, *dasasikkhāpadika*) : ce dernier ajoute aux obligations du jeûne la règle de ne toucher ni or ni argent. C'est la discipline du novice (*Crāmaṇera*). (Koça, IV, 15.) Les Sarvāstivādins ne parlent pas d'Upāsaka de dix règles. Mais les Sūtras, comme nous verrons, signalent des Upāsakas qui vivent dans la maison comme n'y étant pas, en pratiquant la stricte chasteté des ascètes.

8. L'observation des cinq règles constitue la moralité, le *çīla*; mais on attend de l'Upāsaka la pratique du *dāna*, du don.

Le moine parfait possède quatre qualités : la triple foi, précédée d'intelligence (*avetyaprasāda*) — c'est-à-dire la foi dans Bouddha, la Loi et la Communauté — plus les « moralités des saints », l'ensemble des règles des livres de discipline. La formule, en ce qui concerne l'Upāsaka, est modifiée : l'Upāsaka doit posséder la triple foi; mais les « moralités des saints » ne sont pas son affaire : il doit, « moral et vertueux (*silavanta* et *kalyāṇadhamma*), partager tout ce qu'il possède de choses à donner ⁽²⁾ ».

Le don, en soi, est « inférieur »; il procure de grandes jouissances; il « complète » la moralité et fait que les bonnes destinées (destinée humaine) obtenues par la force de la mora-

(1) Abhidharmakoça, IV, 28-30; Çikṣāsamuccaya, 175; Spence Hardy, Manual, p. 488; Suttanipāta, 400-403.

(2) Koça, VI, 292; Samyutta, IV, 304; doctrine différente ci-dessous, p. 34.

lité sont accompagnées de beauté, de richesse, santé, etc. ⁽¹⁾; il produit les destinées divines. Toutefois ses fruits sont du domaine du Kāmadhātu, de la sphère inférieure du monde : le recueillement est nécessaire à la conquête des cieux de Brahmā, à plus forte raison à l'intelligence profonde des Vérités.

Par le don versé dans les « champs de mérite » excellents que sont les Bouddhas, les saints, les simples moines, l'Upāsaka obtient de longues récompenses célestes : l'aumône est le vrai sacrifice (Suttanipāta, 487); — la liste des « bonnes œuvres matérielles », donner un jardin aux moines, etc., fut dressée de bonne heure; — mais, ce qui est bien plus important, il entre en relation avec les « hommes de bien » (*satpurusha*), les « amis spirituels » (*kalyānamitra*) dont l'enseignement portera des fruits de délivrance.

Le culte ou l'adoration (*bhakti*) se rattache au don. Le Bouddha a accepté, au Nirvāṇa, tous les dons, fleurs, lampes, etc., que l'humanité devait faire aux Stūpas. L'adoration possède une vertu en soi, même quand elle ne s'exprime pas par des hommages et des présents; mais les actes matériels ne sont pas superflus : « la dévotion qui produit ces actes l'emporte beaucoup sur la dévotion de l'homme qui adore et donne en esprit seulement ». (Abhidharmakoṣa, IV, 121 b.)

9. Les disciplines (*saṃvara*) religieuses sont prises pour la vie, *yāvajjīvam* : l'engagement ne peut être ni incomplet, ni temporaire. On ne devient pas Upāsaka en disant : « je renonce au meurtre de telle personne; je renonce au meurtre pour tant de temps, hors telle circonstance » ⁽²⁾. Les vœux que prend le Mendiant sont donc des vœux pour la présente vie ⁽³⁾, et ils

(1) Abhidharmakoṣa, IV, 95 a, p. 199 et pp. 233-246.

(2) Abhidharmakoṣa, IV, 36 a, p. 89, et parallèles dans les Yogasūtras. La discipline du jeûne fait exception : le jeûneur ne s'engage que pour vingt-quatre heures, n'en déplaie aux Sautrāntikas, ibid., IV, 27 a, p. 62.

(3) Non pas pour la vie ou les vies à venir.

obligent sous peine de péché grave : le Mendiant, coupable de certains crimes, est exclu par le fait même de la Communauté et ne pourra pas y être réadmis. Mais ce n'est pas un péché, si c'est un grand malheur, de se sentir incapable des obligations de Mendiant et de renoncer solennellement à ces obligations ⁽¹⁾. Le Mendiant peut sortir de la Communauté ⁽²⁾. — Cependant les diverses disciplines religieuses sont distinctes ⁽³⁾ : le Mendiant possède les disciplines de Mendiant, de novice, d'Upāsaka. Renonçant à la discipline majeure, il ne renonce pas par le fait aux autres ; surtout il ne renonce pas à la discipline d'Upāsaka, dans laquelle se trouvent réunis tous les renoncements à ce qui est « péché de nature ». Nous savons que le Mendiant défroqué fait un bon Upasaka ; que, souvent, il continue à rendre divers services à la Communauté et à vivre dans le couvent (*ārāmika*).

Au Siam, « tous les jeunes gens, parvenus à l'âge de vingt ans, doivent se faire ordonner bonzes. Les fils du roi ne sont pas exempts de cette obligation » (Pallegoix, II, 27, 317) ⁽⁴⁾. A date ancienne, l'Inde bouddhique a peut-être connu des usages analogues. Au Népal, les jeunes gens recevaient l'ordination archaïque de Mendiant ; puis ils déclaraient préférer le Véhicule des Bodhisattvas, qui permet, qui enjoint le mariage, et se faisaient ordonner comme Bodhisattvas : le Bodhisattva est, en

⁽¹⁾ Voir, par exemple, *Milinda*, 246 ; *Vinaya Texts*, I, p. 4 ; Oldenberg-Foucher, *Bouddha*, p. 345.

⁽²⁾ Sur le « renoncement aux règles », *Suttavibhanga*, I, 8, 3 ; *Samantapāsādikā*, I, 253 : « Considère-moi désormais comme un homme de maison (*gihin*), comme un Upāsaka de cinq règles, comme un Upasaka de dix règles, comme un *ārāmika*... (Suivent des termes relatifs aux diverses fonctions dévolues aux laïcs dans les couvents, termes qu'il serait utile d'étudier.) P. Oltramare, *Bouddhisme*, p. 38, signale utilement I-tsing, *Takakusu*, 154. On devrait déterminer le caractère des *tsing jen* de Hiuan-tsang et de I-tsing.

⁽³⁾ *Abhidharmakośa*, IV, 14 d.

⁽⁴⁾ D'après Oldenberg-Foucher, *Bouddha*, 345, qui lui-même a lu Pallegoix (*Description du royaume Thai ou Siam*, 1859), dans Köppen, I, 338. Voir dans l'*Encyclopédie* de Hastings, les observations de Cabaton (XI, 482), de J. G. Scott, (III, 40), A. S. Geden (VIII, 800) ; il semble bien que les jeunes Birmans sont temporairement des « novices », non pas des Bhikṣus.

fait, un Upāsaka qui a formé le vœu de devenir Bouddha pour le salut du monde. Nous savons par le *Code du Mahāyāna* que cette étrange déformation du Vinaya n'est pas exclusivement népalienne ⁽¹⁾.

10. Le Bouddha a institué pour les Mendiants une cérémonie de confession. Rien de pareil en ce qui concerne les Upāsakas. Toutefois le principe s'applique à tous les hommes que « le péché confessé devient plus léger ». Il est clair que la détestation du péché, la confession, la résolution de ne pas recommencer, la pénitence enlèvent au péché un élément essentiel : le péché n'est complet que s'il est précédé de préméditation et de préparatifs, que s'il est suivi d'un « consécutif » semblable à lui-même ⁽²⁾. — Si le Bouddha, disent nos textes, a fait du renoncement au mensonge un « membre » essentiel de la discipline des Upāsakas, c'est pour que les Upāsakas s'engagent d'avance à confesser les péchés qu'ils pourraient commettre. Si ce « membre » manquait, interrogés, ils répondraient qu'ils n'ont pas fait ce qu'ils ont fait. (Abhidharmakośa, IV, 34a-b.) — Nous tirons de cette remarque la conclusion que les Upāsakas sont tenus de confesser leurs fautes.

A vrai dire, les seules fautes que nous voyons qu'ils confessent sont celles qui intéressent la communauté des Mendiants et la Religion. En huit circonstances, qui se ramènent à deux types, — lorsqu'un Upāsaka a causé quelque dommage à un Mendiant ou aux Mendiants, lorsqu'il a dit du mal des trois Joyaux, — la Communauté décide de refuser l'aumône de cet Upāsaka, « de lui retourner le vase à aumônes » : la maison de cet Upāsaka sera *agocara*, un lieu interdit aux Mendiants; ceux-ci n'auront plus aucun rapport avec cet Upāsaka. Excommunication redoutable, mais non pas définitive.

(1) MINAIEV, *Recherches*, p. 271; DE GROOT, *Code du Mahāyāna*, p. 211.

(2) Abhidharmakośa, IV, 120, et aussi IV, 39 c.

L'histoire du Licchavi Vaddha est intéressante. Cet Upāsaka avait accusé un moine d'avoir séduit sa femme. Le chapitre vota contre lui « le renversement du bol à aumônes », et Ānanda vint lui faire part de cette décision. Le pauvre Upāsaka tomba faible et ne reprit connaissance que pour se lamenter. Sa femme et ses amis lui rendirent courage; en leur compagnie et avec tous ses parents, il alla auprès du Bouddha, vêtements et cheveux détrempés, et se prosterna en disant : « Le péché a triomphé de moi; comme un sot, un fou, un méchant, j'ai faussement accusé Dabba Mallaputta. Je reconnais ce péché comme un péché. Que le Bienheureux accepte ma promesse de ne plus recommencer ! » — Le Bienheureux pardonna ⁽¹⁾ et ajouta : « Il est un gain pour la Loi celui qui, reconnaissant son péché, confesse son péché et s'engage à ne plus recommencer ». (Culla, V, 20; Vinaya Tekts, III, 119.)

11. L'enseignement que le Bouddha et la Communauté donnent aux laïcs, aux laïcs déjà Upāsakas et aux laïcs du dehors, est un enseignement intégral, mais graduel ⁽²⁾. La première partie, qui comporte trois articles, est un exposé de la doctrine de l'acte et de la rétribution : sermons sur la moralité, sur le don, sur le ciel, qui est la récompense de la moralité et du don, — ce qu'on nomme le triple sermon ⁽³⁾. Le prêcheur fait appel à la raison, mais aussi à la foi, car « que le bien soit récompensé et le mal puni dans une autre vie, le Bouddha le voit, mais nous

⁽¹⁾ L'expression *atyayam pratigṛhṇāti*, « prendre le péché », n'est pas aisée à traduire. Le Bouddha, ici, n'est pas seulement un témoin, car il dit *tan te mayam patiganhāma* : « Puisque, ayant vu ce péché, tu te confesses conformément à la loi, nous te le remettons ».

⁽²⁾ C'est l'*ānupubbikatha* de Dīgha, I, 148, Majjhima, I, 379, Mahāvagga, I, 7, V, 1, VI, 26, Culla, VI, 4, Milinda, 228, et la bibliographie Milinda, trad. II, 31. — Divya, 616-617.

⁽³⁾ Voir les références et les judicieuses remarques de J. Przyluski, *Légende d'Açoka*, 196, 353.

autres nous ne le voyons pas ⁽¹⁾ ». Le triple sermon développe la triple racine du bien, — non-convoitise, non-aversion, vue correcte, — qui est vivante chez tous les hommes, hormis chez ceux qui ont coupé cette racine en niant le bien et le mal. — Vient ensuite le sermon sur le désir et les plaisirs, qui, même quand ils ne sont pas mauvais, sont source de souffrance. Enfin, lorsque la pensée de l'auditeur est « apaisée », quand l'auditeur, dégoûté du plaisir, est capable d'admettre des doctrines plus hautes, l'enseignement du Bouddhisme en abrégé — les quatre vérités des saints, *āryasatya*.

b) Nous savons que l'on peignait, dans le vestibule des couvents, des images du « cercle des transmigrations » (*samsāra maṇḍala*, Divyāvadāna, 300). On y voit les hommes travailler, les dieux s'égayer, et comme dans Villon les damnés torturés par les diables. Mais, en exergue, sont représentés les douze ou dix-huit membres de la chaîne de la production en raison des causes. (Przyluski, J. As., 1920, II, 313.) Les moines expliquaient, en même temps que la loi de la rémunération des actes, la doctrine plus compliquée — qui est l'essence du Bouddhisme — de l'enchaînement des causes.

c) D'après Majjhima, III, 261, c'est exceptionnellement qu'on

(1) Notons ici que les bouddhistes ne partagent pas l'opinion exposée par Kumāṛila : « Pas besoin de livres pour savoir ce qui est péché, ce qui est bon ». Une des origines du péché, à côté de la convoitise (*lobha*) et de l'aversion, est le *moha*, l'erreur. — Je pense que les Sarvāstivādins évitent difficilement le reproche de contradiction : ils affirment, avec le Bouddha, que le péché est dans l'intention ; l'acte accompli sans le savoir, plus exactement sans préméditation (*abudhiṭipurva*), bien plus, l'acte accompli sans délibération ou « en hâte » (*sahasā kṛta*), n'est pas « accumulé » (*upacita*), c'est-à-dire « emmagasiné pour la rétribution ». Toutefois le péché commis à bonne intention est un péché. Surtout, semble-t-il, quand il s'agit de péchés graves, comme le parricide : « Les Perses tuent leurs parents âgés et malades et croient faire œuvre pie ». — Certain moine avait traité de « fils d'esclave » un jeune moineillon. Ce moineillon était un Arhat : il révéla sa qualité au coupable, qui reconnut son crime et, par le repentir, atténua ce crime ; au lieu de renaitre en enfer, il naquit cinq cents fois de suite comme esclave. — Tuer un Arhat sans savoir qu'on tue un Arhat, c'est se rendre coupable du meurtre d'un Arhat.

enseigne aux Upāsakas certaines doctrines. — Malade, Anāthapiṇḍada, « celui qui nourrit les sans-protecteurs », fait venir Āṇāpūra et entend de sa bouche un discours sur les « points d'appui de la connaissance ». Anāthapiṇḍada pleure, disant : « J'ai longtemps vénéré le Maître, et c'est la première fois que j'entends cet exposé de la Loi (*dharmā kathā*) ». Āṇāpūra répond : « C'est que semblables exposés ne sont pas expliqués aux laïcs, aux hommes vêtus de blanc ⁽¹⁾ ». Et Anāthapiṇḍada réclame pour les laïcs l'enseignement complet : « Qu'on les leur explique ! Car il y a des fils de famille qui, faute d'avoir entendu la Loi, tombent et qui, par l'instruction, deviendront des connaisseurs complets (*aññatāro*) de la Loi. »

d) « Certes, dit Asibandhakaputta, Bhagavat a pitié de tous les êtres. Pourquoi enseigne-t-il la Loi « de son mieux » (*sakkaccam*) aux uns et non pas ainsi aux autres ? » — « Il y a, dit le Bouddha, des champs bons, médiocres, mauvais : le cultivateur qui désire semer sème dans le bon champ ; après avoir semé dans le bon champ, il sème dans le médiocre ; il sème ou ne sème pas dans le mauvais : car ce champ donne au moins de la nourriture pour les bêtes. De même j'enseigne ma Loi et la vie religieuse complète aux Bhikkhus et aux Bhikkhunīs qui sont le bon champ, aux Upāsakas et aux Upāsikās qui sont le champ médiocre : les uns comme les autres ont en moi leur lampe, leur gîte, leur protection, leur refuge. J'enseigne aussi, de même, ma Loi et la vie religieuse aux membres des sectes ascétiques hétérodoxes, qui sont le mauvais champ ; et pourquoi ? si au moins ils comprennent un mot, cela leur sera fort utile » ⁽²⁾.

⁽¹⁾ *Na gihinam odatavasānānam evamrūpi dharmā kathā patibhāti.*

⁽²⁾ Suit la comparaison des trois cruches, celle qui n'a pas de fissure et n'est pas poreuse ; celle qui n'a pas de fissures et qui est poreuse ; celle qui a des fissures et est poreuse.

12. a) Les bouddhistes, comme tous les Hindous, attachent grande importance à la dernière pensée, la « pensée à la mort » (*marañacitta*). L'existence immédiatement à venir est déterminée par cette pensée. Les bouddhistes n'admettent pas l'existence d'une âme : la seule cause concevable de la première pensée d'une existence nouvelle est donc la pensée du mourant : la « pensée de renaissance » ou « pensée à la conception » (*upapatticitta*) est la suite de la « pensée à la mort ».

Le mystérieux mécanisme de la rétribution de l'acte fait que, dans le grand nombre des cas, la pensée du mourant est déterminée par les causes qui rendent telle ou telle renaissance nécessaire. La dernière pensée de l'homme qui est coupable d'un crime nécessairement rétribué en enfer sera donc mauvaise et, telle quelle, sera suivie d'une pensée d'être infernal. Les actes graves de leur nature, les actes habituels aussi, qualifient donc la pensée du mourant. Mais « le bien est plus fort que le mal », « la loi de la rétribution est mystérieuse » : il importe donc de provoquer chez le malade, chez le mourant, des pensées bonnes. Dans cette intention, les bouddhistes ont imaginé des rites intéressants à plus d'un titre ⁽¹⁾.

b) Parmi les moines de la paroisse, celui qu'on nomme l'*āvāsika* a particulièrement charge d'âmes. C'est lui qui annonce aux Upāsakas l'arrivée des mendiants itinérants : « Voici le moment de gagner du mérite » ; c'est lui qui doit prêcher ou expliquer la Loi : le don de la Loi passe tous les autres dons ; surtout il doit visiter les malades « qui sont un excellent champ de mérite », et encourager les mourants à « produire de bonnes pensées ».

c) Digne d'une traduction rapide, le discours de la mère de Nakula à son mari mourant. (*Aviguttara*, III, 295.) :

La maîtresse de maison, la mère de Nakula, dit au maître de maison, le père de Nakula : « Maître de maison, ne meurs pas avec l'esprit

(1) Voir notre note sur *Death* (Buddhist) dans l'*Encyclopédie* de Hastings, IV, 448 ; *Anguttara*, III, 261, 366 ; *Visuddhimagga*, 550 ; *Mahavagga*, III, 5 ; Quatrième édit sur pilier.

préoccupé. Semblable mort est malheureuse, est blâmée par Bhagavat. Ne pense pas : « Après ma mort, la mère de Nakula ne pourra pas nourrir les garçons et tenir la maison ». Je suis habile à filer le coton, je pourrai nourrir les garçons et tenir la maison. Donc ne meurs pas avec l'esprit préoccupé : semblable mort est malheureuse, est blâmée par Bhagavat.

Ne va pas penser que, après ta mort, la mère de Nakula ira dans une autre maison. N'aie pas semblable idée. Tu le sais bien comme moi que nous avons, pendant seize ans, pratiqué la chasteté de la maison (*gahatthaka brahmucariya*). Par conséquent ne meurs pas avec l'esprit préoccupé. Semblable mort...

Ne va pas penser que, après ta mort, la mère de Nakula n'aura plus le désir de voir Bhagavat, de voir les moines. N'aie pas semblable idée. Après ta mort, plus que jamais, je désirerai voir Bhagavat, voir les moines. Par conséquent...

Ne va pas penser que, après ta mort, la mère de Nakula ne remplira plus parfaitement les règles de la morale bouddhique. N'aie pas semblable idée. S'il est des disciples femmes, demeurant dans la maison, portant l'habit laïc et qui remplissent les règles de la morale, je suis l'une d'entre elles. Lorsque quelqu'un a doute ou anxiété, Bhagavat est ici dans le Parc aux cerfs, on peut aller l'interroger. Par conséquent...

Ne va pas penser que, après ta mort, la mère de Nakula ne possédera pas le calme intérieur de l'âme. S'il est des disciples femmes...

Ne va pas penser que, après ta mort, la mère de Nakula ne possédera pas, pour la religion (*dhammavinaya*), la pénétration, la confiance, l'absence de doute, l'absence de scepticisme, la parfaite sérénité; ne demeurera pas dans la Loi du Maître par une conviction personnelle. Ne va pas avoir semblable idée. S'il est des disciples femmes qui ont cette foi, je suis l'une d'elles.

d) On voit dans Samyutta, V, 408, que l'Upāsaka n'est pas seulement saint pour lui-même, mais encore pour le compte d'autrui.

Bhagavat se prépare à quitter Kapilavastu pour trois mois avec beaucoup de moines. Son cousin, Mahānāman, vient le trouver et lui dit : « J'ai entendu dire que Bhagavat allait partir avec les moines ». Bhagavat comprend sa pensée, son anxiété d'être privé des secours spirituels, et dit : « N'as-tu pas entendu dire

par Bhagavat qu'un Upāsaka muni de sagesse doit exhorter un Upāsaka muni de sagesse qui est mal, qui souffre, qui est gravement malade » ?

Le sermon débutera par la quadruple consolation : « Tu possèdes la foi intelligente dans le Bouddha, dans la Loi, dans le Saṃgha, dans les règles de morale chères aux saints ». Ensuite on demande : « As-tu souci de tes père et mère » ? Si le mourant répond : « Oui », on lui dit : « Tu es destiné à mourir; que tu aies ou non souci de tes père et mère, tu mourras. Il est donc bon que tu abandonnes semblable souci ». Si le mourant répond : « Non », on l'interroge de même : A-t-il souci des fils, de la femme, des cinq plaisirs des cinq sens humains ? S'il répond qu'il tient en effet à ces plaisirs, on lui dit : « Les plaisirs dégustés par les dieux du ciel des Quatre Rois sont bien supérieurs. Abandonne le désir des plaisirs humains, fixe ta pensée sur le ciel des Quatre Rois ». Ensuite on invite le mourant à renoncer au ciel des Quatre Rois en faveur des paradis supérieurs du monde du Désir. S'il répond enfin que sa pensée s'est dégagée de tout désir pour le plus élevé de ces paradis, que sa pensée est fixée sur le ciel de Brahmā, on lui dit : « Ce ciel même de Brahmā est impermanent, non définitif; il comporte l'idée de soi (*sakkāyapariyāpanna*). Éleve ta pensée au-dessus. Applique ta pensée à la destruction du soi ».

Si le mourant, ajoute Bhagavat, répond : « Ma pensée s'est élevée au-dessus du monde de Brahmā; j'applique ma pensée à la destruction du soi ⁽¹⁾; je déclare qu'il n'y a aucune différence, quant à la délivrance de la pensée, entre semblable Upāsaka et un Bhikṣu dont la pensée est délivrée des passions ».

(¹) *Sakkāyanirodhe cittam upasaṃharāmi*. — Comparer Aṅguttara, IV, 423.

Les origines littéraires de « Gormond et Isembard »,

par M. WILMOTTE.

I

Il y a déjà bien longtemps que je me proposais de publier ces quelques pages sur la composition du fragment de Bruxelles, intitulé ordinairement *Gormond et Isembard*, du nom de ses deux héros, et dont le principal intérêt, outre sa date, vient de ce qu'il est unique, que nous n'en possédons ni un remaniement littéraire, ni une véritable version étrangère, ce qui l'isole tout à fait dans la littérature épique. Si je me décide à dire mon mot sur ce curieux fragment, c'est qu'une étude récente de M. Pauphilet ⁽¹⁾ a remis en question les origines de l'œuvre, en ébranlant des données qui semblaient à beaucoup définitivement acquises ⁽²⁾; M. Pauphilet a rouvert une polémique qui ne touche pas seulement au thème légendaire, mais aussi à la présentation que nous offre, de ce thème, un auteur inconnu dans la première moitié du XII^e siècle.

Les conclusions de M. Pauphilet, si elles sont acceptées, n'auront pas pour unique effet de rendre caduque toute l'étude de M. Bédier; je crains qu'elles n'ébranlent, du même coup, l'édifice entier des *Légendes épiques*. Ou, du moins, étant donné que M. Bédier a employé le même procédé d'investigation, dans ce cas-ci, qui lui avait semblé infaillible dans d'autres cas, il pourrait résulter de son erreur, si elle se confirmait, la nécessité de reviser toute une série de procès qu'on croyait gagnés, sans chance d'appel. Ce n'est pas, en effet, M. Pauphilet, c'est

⁽¹⁾ *Romania*, tome L (1924), p. 161.

⁽²⁾ BÉDIER, *Les Légendes épiques*, t. IV, pp. 21-91.

M. Bédier qui, à la fin de sa démonstration, jugée par lui victorieuse, des origines de la légende d'Isembard, se pose à lui-même (et au lecteur) l'objection formulée en ces termes : « Faut-il admettre que saint Riquier ne serait devenu que sur le tard le patron céleste de la légende ? qu'Isembard n'aurait été rattaché que récemment et artificiellement à son église ? C'est une théorie semblable que quelques-uns soutiennent pour Girard de Rousillon... Et, c'est ce que quelques-uns disent aussi d'Yves de Ribemont... Et de Renaud de Montauban... Et d'Ogier le Danois » ⁽¹⁾. Bref, il solidarise les destinées épiques de tous ces personnages avec celles du héros qu'il vient d'étudier, et il entend établir, par là même, que si l'un d'eux a été conçu par sa critique comme il devait l'être, c'est-à-dire rattaché à une dévotion, qui fait de sa légende une légende « d'orgueil et de pénitence », il n'y a nulle raison de traiter différemment les autres, qui sont aussi des orgueilleux et des rebelles, victimes de leur *desmesure* « jusqu'au jour où Dieu les courbe sous sa main ». Enfin, il admet que c'est ce dénouement chrétien qui a assuré la persistance de leur souvenir et, sauf pour Isembard, mort *renoié*, qui a fini par entourer leur tombe d'une vénération à laquelle nous devons la création légendaire d'où sont sortis nos vieux poèmes. Et, comme un hasard heureux a inscrit l'abbaye de Saint-Riquier, dont notre fragment mentionne le nom, sur un itinéraire de pèlerinage, il ne faut pas donner un bien fort coup de pouce à l'histoire pour rattacher la mémoire fragile du *renoié* à cette abbaye et aux manifestations dévotes dont elle fut le théâtre : « Ces chevaliers assemblés autour de leur seigneur, ces pèlerins, ces marchands attirés par la foire, voilà les premiers

(1) C'est ainsi que l'a entendu, de son côté, M. Pauphilet; car, avec tous les ménagements de forme et tous les compliments d'usage envers un maître de nos études, il souligne soigneusement, sa propre démonstration achevée, ce que sa méthode générale a d'opposé à celle de M. Bédier, « plus voisine de l'ancienne école, puisqu'elle admettait l'existence de traditions locales et l'intervention préalable de clercs... », et il ajoute : « Et peut-être sera-t-on tenté de soupçonner, dans

auditeurs de la chanson de *Gormond et Isembard*. Cette légende s'est formée pour eux et par eux » ⁽¹⁾.

Il est vrai que les vestiges du *renoié* sont plutôt rares à Saint-Riquier, que rien n'atteste l'intervention des moines de l'abbaye dans la formation de sa légende, qu'en tout cas ni la *Tumba Isembardi* d'un texte du XIII^e siècle, ni la soi-disant *Tour Margot* (mentionnée plus tardivement et qui porterait le nom de la fille de Gormond, épousée par son complice), ne sont contemporaines de notre texte, ou du moins que cette contemporanéité reste problématique; il est, hélas! non moins vrai que le moine Hariulf, chroniqueur de saint Riquier, nous parle, dans un texte antérieur au XII^e siècle, donc au fragment de Bruxelles, de chansons qui, concurremment avec les récits historiques, auraient eu un certain Isembard (ou Esembard) pour héros, de moitié avec un certain *Guaramundus* (*non solum historiis, sed etiam patriensium memoria quotidie recolitur et cantatur*), ce qui atteste une diffusion déjà surprenante d'un thème où notre auteur aurait simplement puisé; il est vrai, enfin, que la suite de raisonnements ingénieux et de déductions subtiles, par lesquels M. Bédier s'efforce d'établir que le *Gormond* de notre fragment de chanson est celui dont parle un chroniqueur anglais, ne repose pas sur une base bien solide et que, comme dit modérément M. Pauphilet, « il y a, dans ce bel édifice logique, quelques faiblesses... ».

Oui, tout cela est vrai et bien d'autres choses le sont encore. C'est très certainement ce qui a décidé M. Pauphilet à substituer une autre théorie à celle qu'il juge chancelante. Et sa théorie à lui c'est, ou à peu près, celle de la création *ex-nihilo* : « Ce ne

la présente étude, une arrière-pensée systématique : ne serait-ce pas là l'essai d'une théorie générale? A vrai dire, je ne vois pas pourquoi les chansons de geste s'expliqueraient toutes de la même manière. En un problème aussi complexe... je tiendrais plutôt la diversité des solutions particulières pour un indice de vérité » (p. 194). C'est ce que j'ai, en somme, écrit en 1915 dans la *Revue historique*.

(1) *Op. cit.*, IV, 90.

sont pas des textes historiques mal compris qui ont fini par produire la belle *Chanson d'Isembard* : c'est la chanson, interprétée par des clercs trop ingénieux, qui a produit des textes pseudo-historiques. Au commencement était le poète. Un homme, d'un génie fruste et fort, eut un jour l'idée de mêler au souvenir des incursions barbares en France la peinture d'un caractère héroïque et criminel » ⁽¹⁾. Et partant de là, non sans un peu d'exagération à mon sens, lorsqu'il qualifie notre piteux débris d' « œuvre cohérente, équilibrée » et l'obscur rimeur qui nous l'a léguée, de « bel artiste inventif », M. Pauphilet nous montre cette histoire d'amour et de haine passant dans les chroniques, telle qu'on les concevait et les composait alors, utilisée çà et là pour des fins plus ou moins intéressées, corrigée et adaptée par toute une série de remanieurs.

Cette nouvelle doctrine est-elle mieux fondée en raison que celle de M. Bédier? Je vous avoue que je n'ose me prononcer, la partie constructive de l'étude de M. Pauphilet me semblant moins solide que la partie critique. J'avoue être moins sensible que lui aux beautés littéraires de notre fragment, si je suis disposé à le suivre, lorsqu'il réduit à leur véritable portée, qui est faible, les données historiques contenues en ces 660 vers. En quoi consistent, en somme, ces données? En une alliance immorale entre un chrétien, qui renie sa foi, et un prince païen. Mais est-ce que nous n'avions pas la même alliance dans la *Chanson de Roland* et n'y produit-elle pas des effets aussi funestes? Ganelon est traître et meurt comme tel : c'est cependant, comme Isembard, un véritable preux. Gormond est brave comme Marsille et Baligant et, comme ce dernier, il succombe dans un combat singulier avec le roi de France. Ainsi que le dit M. Pauphilet, « c'est vraiment l'Empereur des païens, une transposition de nos plus beaux héros épiques ».

J'ajouterai qu'il n'en est pas la seule transposition, puisqu'il

(1) *Loc. cit.*, p. 193.

y a Desramé et bien d'autres. Les combats où il triomphe, et où il finit pas succomber, n'avaient rien d'imprévu en un temps où la gloire de Roland et d'Olivier était déjà claironnée. De même, la mort d'un héros avait été déplorée avant la sienne, puisque nous avons la « regretée » de Roland, pour ne pas remonter jusqu'aux strophes « déploratoires » de la chanson d'*Alexis*. De même on avait dit, avant Isembard, combien les Français sont vaillants et quelle folie c'était de vouloir les vaincre. Bref, je ne découvre pas un seul trait dans cette historiette assez banale qui n'ait son précédent en une œuvre déjà notoire et, qui mieux est, une œuvre pour ainsi dire intacte, ce qui est un avantage incontestable et autorise des conclusions moins téméraires que le fragment de Bruxelles, dont il se pourrait qu'il fût la moindre partie d'une chanson. Et quant à voir, comme M. Pauphilet, dans ces 660 vers « l'œuvre cohérente, équilibrée d'un bel artiste inventif », je m'y refuse énergiquement. Ah ! si la *Chanson de Roland* n'existait point, ou si nous n'avions pas l'heur de posséder une de ses versions les plus anciennes, je pourrais subir l'entraînement auquel a cédé mon très distingué collègue.

Mais nous avons le manuscrit Digby 23 et, familier depuis longtemps avec lui, je n'ai pas eu trop de peine à retrouver, dans la chanson fragmentaire de Bruxelles, sinon quelques-unes des inspirations les plus belles de son auteur, du moins, quelques-uns des traits les plus caractéristiques d'un poème mieux conservé (s'il est incomplet des deux bouts) et construit avec un art que l'état assez misérable des feuillets de la Bibliothèque Royale nous interdit, à mon sens, de vanter chez leur auteur inconnu.

II

Chose curieuse, aucun des critiques, que les dits feuillets ont rendus attentifs, n'a songé à certains rapprochements d'évidence entre *Roland* et eux. Rapprochements de fond et de forme, et

si tentants, me semble-t-il, que je ne conçois pas que MM. Bédier et Pauphilet n'en aient pas été impressionnés.

Il y avait pourtant une raison essentielle de ne pas négliger la chanson, familière à toutes les mémoires, lorsqu'on s'occupait de *Gormond et Isembard*. Le second de ces personnages — qui devient le premier pour M. Pauphilet — est, dès sa première apparition, qualifié assez bizarrement. Voici le premier vers conservé où l'auteur le nomme (422) :

Li Margariz les cris en ot.

Qu'est-ce que le « Margarit » ? Tous les critiques y ont perdu leur latin. Ils nous disent bien qu'il est synonyme de *renoié* ou, si vous voulez, de *renégat*, et ils renvoient à des textes déjà allégués et d'ailleurs fort vagues. M. Bédier, qui veut être plus explicite, ajoute ⁽¹⁾ : « Ni la *Chanson de Roland*, ni le *Pèlerinage*, ni la *Chanson de Guillaume*, etc., ne donnent, il est vrai, le mot *margari* ; mais ces textes ne donnent pas davantage son concurrent *renoié*, pourtant bien vivant ».

Quel étrange lapsus chez l'homme qui venait de consacrer à la *Chanson de Roland* une magistrale étude et qui devait en publier une traduction ! S'il s'était reporté au texte, — ou simplement à l'Index de l'édition Gautier, — il aurait constaté que *Margari* est un des douze pères musulmans qui combattent sous Marsille et qu'à plusieurs reprises il est mentionné de façon insistante. Deux laisses entières (la LXXVII^e et la CII^e de l'édition Jenkins) lui sont consacrées, et il est remarquable que, seul des douze chevaliers païens opposés aux plus fameux paladins de Charlemagne, il échappe à la mort, qui est le châtiment de leur audace. A la différence de ses compagnons, il est peint physiquement et moralement sous le jour le plus favorable ⁽²⁾ :

Margariz est mult vaillant chevalers
Et bels e forz e isuels et legers,

(1314-12.)

(1) *Op. cit.*, t. IV, p. 46, note 3.

(2) Je cite les vers d'après l'édition paléographique de Stengel et ceux de *Gormond* d'après la transcription du manuscrit dans Bayot, *Classiques français du moyen âge*, n° 14.

Mais, précédemment, l'auteur nous l'avait déjà présenté comme une sorte de Don Juan à qui les femmes, tant il est beau et séduisant, ne savent dire non; les vers qu'il consacre à un personnage ainsi particularisé sont peut-être les seuls vers de l'œuvre où le ton du roman se substitue à celui de l'épopée, plus sobre et plus austère :

Cil tient la tere entre qu'as Cazmarine :
Pur sa bellet dames li sunt amies;
Cele nel veit vers lui ne s' esclargisset,
Quant ele le veit, ne poet muer ne riet :
N'i at païen de tel chevalerie. (956-960.)

Comme Don Juan, Margarit est de Séville, ce que confirmerait l'identification des Cazmarines avec le Camariñas galicien. Comme Don Juan, il n'est pas seulement coureur de filles, il est brave, et il a la fatuité de son courage. Il se fraie un passage jusqu'au roi Marsille et lui annonce le dessein de tuer Roland et Olivier; voyez, ajoute-t-il, mon épée :

Veez m'espee ki d'or est enheldie
Si la tramist li amiralz de Primes,
Jo vos plevi qu'en vermeill sanc ert mise. (966.8.)

J'ai souligné quelques mots de cette fière déclaration. Est-ce un simple hasard qui nous en fait retrouver l'écho dans *Gormond et Isembard*? Ils figurent en un même épisode où, il est vrai, c'est le premier et non le second des deux héros de l'œuvre dont « le sanc vermeil » jaillit d'une blessure que lui fait un chrétien (173). Gormond n'est pas démonté pour si peu, et, interpellant son adversaire, il le menace à son tour :

Il traist [le brant] d'or enheudi,
Sil fiert a munt el helme enclin (1).

(1) Une autre coïncidence curieuse m'apparaît au vers 3504; ici aussi il s'agit d'un *amiral* (= *Gormond*, 528 : *rei amiré*).

Li amiralz en ad le helm enclin.

Comp. 3866, 3887; l'expression *enheldi(dé) d'or* est familière à l'auteur de la chanson.

Il est difficile de ne pas trouver, dans le passage cité du fragment, une vague réminiscence des deux épisodes dont Margarit fait les frais. On a vu que, dans le premier, il s'offrait à aller combattre Roland et Olivier ; le fait est qu'il se mesure très bravement avec le second de ces héros ; il brise son écu et

Lez le costel li conduist sun espiet. (1315.)

Que serait-il advenu sans une intervention céleste ? L'auteur ne le dit pas, mais il nous le laisse pressentir :

Deus le guarit quell cors ne l'ad tuchet. (1316.)

vers que le fragment a pieusement conservé, à une retouche près :

Deu le guarri...
K'il ne l'ad mie en char tochié, (386.7)

Et ce n'est pas un mince honneur pour le personnage que d'avoir choisi pour adversaire le *compaing* de Roland et de s'en aller sans avoir subi l'ordinaire riposte, qui coûte la vie aux Sarrazins, assez audacieux pour provoquer un chevalier français ⁽¹⁾ ; seul des « pairs » de Marsille, Margarit échappe à la mort.

Utre s'en vait qu'il n'i ad destorber. (1318.)

On avouera que ce sont là des constatations qui ne sont pas négligeables. Elles suffiraient à poser un problème, dont la solution est évidemment malaisée, la relation historique des deux textes restant obscure et leurs auteurs inconnus. Mais il y a autre chose : A cette identité du personnage (principal d'un côté, secondaire de l'autre) et à quelques vagues analogies de forme, vont venir s'ajouter des points de ressemblance plus nombreux et plus précis. Ils ont trait à l'art guerrier et à la façon dont, des deux parts, sont narrés les exploits des chrétiens

(1) Voyez vers 1193, sq. ; 1224, sq. ; 1243, sq. ; 1261, sq. ; 1269, sq. ; 1275, sq. ; 1281, sq. ; 1280, sq. ; 1297, sq. ; 1304, sq. Dans la version allemande, au contraire, il est blessé et va retrouver Gormond, avec qui il échange des propos assez vifs (5191, sq.)

et de leurs adversaires. Que le roi s'appelle Louis, fils de Charles⁽¹⁾, ou que ce soit Charles lui-même, *Charles li magnès*, il importe peu. Ce sont les mêmes coups qui sont échangés, la même fièvre qui anime les combattants. Sans doute on pourra objecter qu'à consulter un troisième, un quatrième texte, on trouverait la matière de constatations peu différentes. Et il est trop assuré qu'il y a un style des batailles dans notre épopée, un style, pour ainsi dire, immuable, comme le vocabulaire guerrier des XII^e et XIII^e siècles⁽²⁾. Mais il convient de faire ici d'expresses réserves : 1^o nous sommes aux environs de 1100, au plus tard de 1120 à 1130, c'est-à-dire un bon demi-siècle plus tôt que le moment où nos chansons se multiplient, et où se forme, à en juger par ce qui nous en a été transmis, le style dont il s'agit ; 2^o une comparaison entre la langue de *Roland* et celle du fragment nous démontrera que nous avons là deux vocabulaires étrangement dissemblables malgré la proximité du temps, sinon du lieu, et il résulte de cette constatation que les analogies relevées ont d'autant plus de prix qu'elles ne reposent point sur des emprunts faits communément à un même fonds terminologique, à un même magasin de clichés déjà entrés dans l'usage vulgaire⁽³⁾.

(1) Voyez l'observation de M. Pauphilet, art. cité, p. 188-9.

(2) C'est ce que M. Appel, dans une note longue et quelque peu dédaigneuse (Z. f. R. Ph. XLII, 1922, p. 457), insinue, sous couleur de réfuter, sans donner d'autres précisions, certaines pages de mon étude de la *Romania*, XLIV (1915), où je crois avoir établi la dépendance de la *Chanson de Willame* par rapport à notre chef-d'œuvre épique. Il se tire assez plaisamment d'affaire, en comparant le style des trouvères du XII^e siècle, qui sont de l'école de Guillaume de Poitiers, aux premiers épiques, dont le style serait fixé comme terminologie et comme rhétorique (on verra tantôt s'il l'est peu). Mais je reviendrai sur ce point ailleurs.

(3) Les traces d'influence que je vais relever ne sont évidemment pas les seules qu'une comparaison plus minutieuse encore nous révélerait. Ou je m'abuse, ou elles suffiront à montrer l'action exercée par une œuvre qui, indépendamment de sa valeur intrinsèque, répondait à des préoccupations plus générales et avait l'avantage de ressusciter des figures héroïques d'une bien autre stature.

Oui, mais tout cela suppose l'antériorité de fait de la *Chanson de Roland*, ou du moins de la version fort altérée qui nous en reste et sur le texte de laquelle je me

Qu'on en juge par cet exposé, qui n'a pas l'ambition d'être complet et qui, s'il devait l'être, rendrait la lecture de ces pages encore plus fastidieuse.

L'essentiel du thème est, dans notre fragment, la description d'une suite de combats singuliers; c'est, au moins, l'objet de plus de mille des quatre mille vers de *Roland*; il n'y a donc nulle disparité entre la totalité de *B.* et la partie concernée de *R.* ⁽¹⁾. Suivons les péripéties de ces combats des deux parts. Ils débutent par l'impétueuse attaque d'un chevalier, qui a choisi dans la mêlée l'adversaire auquel il veut s'en prendre. Dans *B.* la formule varie peu :

Eis lor puissant.	(11.)
Eis lur puissant.	(47.)
Eis vus puinant.	(67.)

C'est la même que *R.* emploie, au moins une fois, au vers 889 :

As vos poignant.

La même provocation se lit des deux parts, et elle s'attire les mêmes ripostes. Mais voici le corps à corps :

S'il fiert (19, 50, 122, etc.).
E vait ferir (92).

De même *R.* dit *vait*(le)*férir* (1198, 1226, 1275, 1282, 1291).

suis appuyé. A cet égard, la tâche nous a été singulièrement facilitée par notre vénéré maître, Gaston Paris, qui, dès 1892 (*Romania*, XXXI, 445. sq.), démontrait l'impossibilité de dater, comme on l'avait fait, du XI^e siècle, le fragment de Bruxelles. Il est vrai qu'il terminait une brève étude, menée avec sa précision et sa vigueur ordinaire, en disant qu'on « peut continuer à le [fragment] placer vers la fin du premier tiers » [du XII^e siècle], c'est-à-dire entre 1130 et 1135. Mais lui-même avait écrit, à la page précédente, ces mots un peu énigmatiques, que je crois tout à fait justes : « D'autres raisons encore empêchent de faire remonter notre poème aussi haut que le *Roland*... ». On verra plus loin qu'il en est de précises, que G. Paris n'a pas eu le temps ou pris la peine de développer. Encore y aurait-il lieu d'ajouter à mon exposé une étude des sons et des formes. Au point de vue où je me place, elle manquait d'intérêt et, si j'ose dire, d'actualité. C'est pourquoi je m'en suis abstenu.

(1) Je désignerai désormais notre fragment par *B.* (= Bruxelles) et la *Chanson de Roland* par *R.*

Parfois le coup porte, et l'homme est désarçonné et frappé mortellement :

Que ambes dous les abat mort el camp. (28.)
Que, de cel cop, mort l'abati. (185.)

C'est le tour usuel de Roland, qui ne répugne pas, ici, à la monotonie la plus totale ⁽¹⁾.

Plus encore que Roland ou Olivier, Gormond reste toujours maître du champ; n'est-il pas

Li meudre reis e le plus franc
Qui unques fust el monde vivant (29-30.)
Unches meillors nen out reis. (R., 1850.)
... ne crent hume vivant. (R., 562; comp. 1074.)

Et il faut entendre avec quel dédain il s'exprime sur le compte de ces chrétiens « non savant »

Qui de juster me vont hastant Ne voil que ja un sul s'en vant, Tuz serrunt mort u recreant. (31-36.)		... De ferir mult se hastet ... ni ert un sul... (R., 3445.) Or est le jur qu'els estuvrat murir. Ne finirai... (R., 1241-42) Josqu'il seit mort u tut vis recreant. (R., 2663.)
--	--	---

Mais il arrive que le poète entre dans le détail d'un combat qui se répète plusieurs fois et toujours avec la même issue funeste pour les chrétiens; ici encore les analogies s'imposent :

S'il fiert sur la targe novele Qu'il la li freint e eschantele; Sa hanste brise par asteles. (50-52.)		Lescut del col li freint et escantele. (R., 1292.)
---	--	---

Autre péripiétie :

Mult li costa le hauberc dubler, E le vert helme que ot al chief, Al col sun escu de quartiers, Le fer del bon trenchant espié, Qui de lé ot un demi pié, (401-3.)		En lur cois pendent lur escuz de quarters En lur puing destres unt lur trenchanz [espiez...] Grant demi pié mesurer i pout hom. (R., 3867-8; 1218.)
--	--	---

⁽¹⁾ Les seules variantes portent sur l'endroit où choit la victime (*sur l'erbe drue*, 1334; *en la pree*, 1375; *sur l'erbe verte*, 1614, etc. Mais partout reparait l'agagante formule que (tot) l'abat mort. Cf. 1201, 1229, 1250, 1273, 1279, 1302, 1307, 1334, 1375, etc. La seule variante notable est *mort le tresturnet*, 1287, 1357, 1385, 1498; on a deux fois le *getel*, 1341, 1971.

Et que d'autres réminiscences, auxquelles je ne puis m'attarder ⁽¹⁾! Mais il faut avancer. Tantôt c'était Gormond qui l'emportait. Maintenant, ce sont les Français du roi Louis :

Païen nel porent endurer · · · · · A tant s'en sunt fuiant turnez; Le rei l'en enchaûça assez. (604; 604-5.)	Fuiant s'en vint, qu'il n'i pout mes ester Li emperere l'at ench[alci]et asez. (R., 2784-5.)
---	--

Et, pour rendre plus saisissante cette débandade, l'auteur trouve une image... qu'on ne trouve pas deux fois (car elle est à peu près unique dans *Roland*) :

Si cum li cers se fuit la lande Si s'enfuirent ces d'Irlande. (609-10.)	Si cum li cers s'en vait devant les chiens, ... Si s'en fuient païens. (R., 1874-5.)
--	---

Mais j'ai omis la mort du héros qui a provoqué ce désastre. Celle de Roland est restée inoubliable pour tous ceux qui ont lu la chanson. Rien d'étonnant que l'auteur de *B.* en ait été impressionné, et si le fragment ne s'arrêtait juste à cet endroit pathétique, qui sait quelle révélation nous eût été apportée ! Mais déjà les derniers vers sont instructifs :

Sor la fresche herbe s'est asis; Contre Orient turna sun vis; A terre vait, culpe bati. (658-60.)	Sur l'erbe verte si est culchet adenz, · · · · · Envers Espaigne en ad turnet sun vis, · · · · · Cleimet sa culpe... (R., 2358, 2376, 2383.)
---	---

Qu'un héros si glorieux soit l'objet de déploration, nul ne s'en étonnera. Dans *R.*, à trois reprises, Charlemagne exhale une douleur que rien ne peut apaiser. Dans *B.*, un sentiment généreux inspire au poète sinon une douleur égale de la mort de Gormond (il ne peut oublier qu'il s'agit d'un ennemi de sa foi), du moins un sentiment de commisération profonde et le

(1) Voyez encore : *Nen avras mes guarantisun*; comp. R., 924; *el pré l'abat* (295); comp. R., 1373; *Deus le guarit*,... *K'il ne l'at mie en char tochié* (386-7); comp. *Deus le guarit, qu'el cors ne l'at tuchet*. (R., 1316.)

regret qu'une telle force n'ait pas été employée pour une plus sainte cause :

Si crëissiez en Damne Deu,
Meudie hom ne pust trover. (532-34; Comp. R., 898-9.)

Mais déjà Isembard s'était agenouillé devant ce chef qui gisait

... mort en la pree,
Envers, sanglent, gule baee (4). (464-5.)

Et il avait employé des mots qui sonnent, en partie, comme des réminiscences. Les plus curieux pour nous, ce sont ceux qui contiennent l'éloge de la bravoure traditionnelle des Francs. On les trouve déjà dans le *Waltharius* (2), et ils sont particulièrement impressionnants dans la bouche de Bramimonde, l'épouse du roi musulman vaincu, qui, elle aussi, fait *grant duel et grant pasmee* et loue, comme malgré soi, *cele gent hardie, ki si sunt fier, n'unt cure de lur vies* (2603-4), et l'empereur, si plein de *vasselage*. Tout le passage serait à rapprocher des vers 473, sq. de *B.*, où la *gentil gent e l'onurée* et le *bon emperere* semblent des échos de la chanson fameuse.

J'ai négligé bien des menus faits (3) qui confirment l'imitation sans doute assez libre, mais constante, d'un auteur qui n'est pas un simple plagiaire et, par exemple, se garde du sans-gêne et de la gaucherie des procédés du médiocre rimeur de la *Chanson de Willame* (4). Cela ne veut pas dire qu'il soit toujours

(1) Comp. R., 1656-7 : Tant hume mort et nafret et sanglent. (23-24.)

L'un gist sur l'autre et envers et adenz.

(2) Voyez le vers 582.

(3) Comparez encore 21 avec R., 2158 (même emploi de *desmailet*); *bataille fort et pesme* 42 avec un *estur fort et pesme*, R., 2122; *bataille fort et grant* 66 avec R., 1118; *a haute voiz s'est escriés* 131 avec R., 891, 1518. 3644, 3767; *martin(i)e* avec la même acception 159 et quatre fois dans R; *escuz.. malmis* (168, et R., 3483); *Deu qui ne mentit* 177, 208; R., 1865, 2384; *Deus, la grant paterne* 221; comp. R., 2384, 3100; *Li resalt sus* 279; comp., R., 2085; *n'avez recet*, 439; comp. R., 1430; *Louis est et pui munté* 525; comp. R., 1028, 2869.

(4) Voir mon étude de la *Romania*, XI.IV, pp. 55, sq.

heureux dans ses emprunts ⁽¹⁾; et son érudition historique et géographique me semble encore plus discutable que celle de l'auteur de *R.* ⁽²⁾. Mais, de façon générale, l'inconnu, s'il n'a pas le « génie fruste et fort » dont M. Pauphilet le dote un peu libéralement, n'est pas le simple collecteur de clichés que deviendra tel auteur de chanson du siècle suivant.

III.

Et voici qui le prouve et qui réfute, en même temps, l'objection déjà mentionnée de M. Appel. Nous allons constater que l'auteur de *B.* a sa langue à lui, comme il a son rythme propre et que ce n'est pas seulement l'octosyllabe à refrain qui le singularise dans un genre, où la tradition fut plus tyrannique que partout ailleurs. La meilleure méthode, m'a-t-il semblé, pour lui rendre pleine justice, c'est, encore une fois, la méthode comparative. Elle nous montrera que loin d'être assujetti aux mêmes habitudes littéraires que l'auteur de *Roland*, il s'écarte fortement de celui-ci, comme aussi de cette *Chanson de Willame*, qui est le troisième et dernier texte prêtant à un parallèle plus ou moins rigoureux ⁽³⁾. J'ajoute que la comparaison est à

⁽¹⁾ Les vers 622-3 sont ainsi libellés : *Li uns li fiert en sun escu; — Les tres, al blanc hauberc menu.* Une lacune du ms. (v. 620) rend le sens général obscur; on s'attendrait à *li tres* (ils sont quatre); mais la fin du vers s'éclaire du rapprochement avec R. 1329, *le blanc osberc dunt la maille est menue.*

⁽²⁾ Ici encore, il y a des réminiscences point négligeables :

Nostre emperere de Leutiz
Qui nos dona les granz païs. (444-5.)

Comp. E Dapamort, un altre rei Leutiz,

Jo vos durrai un pan de mun païs. (R. 3205, 3207.)

Comp. les *Turz*, *Persanz et Arabiz* du v. 433 avec R. 3240.

⁽³⁾ J'ai déjà dit qu'il n'y avait que trois textes épiques, dont les dates soient à peu près assurées avant 1150, et que c'était le nôtre, *Roland* et la *Chanson de Willame*. On continue à considérer comme leur aîné le *Pèlerinage*; mais il n'a pas de vocabulaire guerrier, ou peu s'en faut, et c'est pourquoi je l'ai négligé ici, de même

l'avantage du fragment de Bruxelles, mieux ordonné (mais ici des réserves s'imposent, puisque de l'édifice disparu, il ne reste qu'un large pan de mur), plus varié de langue et plus riche en tours neufs et images. S'il n'y avait pas d'autres raisons ⁽¹⁾ de le rajeunir un peu par rapport à Roland, celles que nous fournit l'étude de la langue seraient déjà à considérer.

L'auteur inconnu de *B.*, dont nous ne pouvons apprécier complètement la virtuosité littéraire (puisqu'un hasard malheureux ne nous a conservé de son œuvre qu'un fragment contenant des récits de bataille), évite habilement les répétitions de tours et de mots qui rendent parfois pénible la lecture du *Roland*. Examinez celui-ci dans la suite épisodique de ces combats singuliers et vous serez rendu attentif aux lassantes répétitions d'idées et de mots qui attestent l'indigence inventive de l'auteur et aussi, peut-être, la médiocrité du vocabulaire dont il disposait. Veut-il nous dire comment se termine chaque combat singulier entre un chrétien et un Sarrazin? Il ne trouve guère que cette formule inlassablement répétée et à peine variée dans sa lettre :

Pleine sa hanste del cheval l'abat mort...
Que mort l'abat...
Tot l'abat mort...
Si l'a mort abatut...

Du vers 1204 au vers 1622, soit en tout 418 vers, je note treize exemples de ce tour et j'en note quatre de la principale variante, *trestornet mort* aux vers 1287, 1357, 1385, 2291. Au

que le fragment d'*Alexandre*. En ce qui concerne la *Chanson de Willame*, il y aurait beaucoup à dire. L'examen des cinq cents premiers vers, fait comparativement avec *B.*, m'a prouvé qu'elle était beaucoup plus proche de ce dernier que de *Roland* par le vocabulaire et, de façon générale, par un style dont les négligences et les redites mettent l'œuvre à un étiage inférieur, malgré quelques frustes beautés. Je citerai quelques vocables : *cneste* (sens spécial), *sablon*, *eslaissier*, *aprof*, *arcestuel*, *revertir* parmi ceux qu'on chercherait en vain dans *R.*, ainsi que des tours comme *Deu le tot poant*, *de l'un or desqu à l'autre*, qu'on retrouve dans *B.* Mais je m'en voudrais d'insister.

(1) V. *supra*, p. 44, note.

contraire, dans *B.*, on observe une agréable variété de tours pour exprimer cette fin prévue du corps-à-corps : *abatre mort* (28, 185); *vestir de mort* (46); *li cors chet jus* (77); *geter de vie* (148, 153); *encliner contre terre* (236) *trebuchier jus à la terre* (254); on peut rapprocher de ces tours celui-ci : *avoir en la char*, qui a, du reste, une acception un peu différente (95, 110); *tochier en char* (387); *ataindre en char* (568).

D'autre part, les termes militaires que *Roland* ignore affluent littéralement dans ces 660 vers. Les uns désignent les armes offensives, *tuenart* (8, 40, 64, etc.), *tambre* (74), *guivre* (149), à quoi se rattachent *astele* (52), *lance enquarterée* (503); les armes défensives : *escu bendé* (122), *brant letré* (126), *hauberc dubler* (401), *helme vergié* (342) (je pense aux épithètes distinctes); les parties du vêtement : *alqeton* (271), *pelicon* (272, 550), le *ver*, le *gris* et le *ermin* (446); les *pelices engulées* (496); les autres termes et tours sont relatifs aux coursiers ⁽¹⁾, aux blessures faites ⁽²⁾, à la façon dont les chevaliers en viennent aux mains ⁽³⁾; ils ne sont pas moins nombreux et sont toujours différents.

Il ne m'en coûterait guère de multiplier ces constatations; d'autre part, il est loisible d'en faire d'aussi curieuses en ce qui touche un vocabulaire général, où les divergences sont plus caractéristiques entre *R.* et *B.* Ici ce n'est non plus un procès-verbal de carence qu'on dresserait; il serait aisé, et non sans profit, de montrer que les deux anonymes, à peu près contemporains, parlaient une langue différente et que des façons de

(1) Le cheval est *moreis* (91), *gascon* (551) ou *bauzan* (115); on le tient par les *resnes*; il se laisse *acoler* (310); il est *estraier* (303), quand il a perdu son cavalier.

(2) *Esboeler* (44), *faire grant pasmee* (468); *mire* (267), sans parler de la mention du *cuirie[n]* (343, 410); *curaille* est des deux parts ainsi que *brael* (128, etc.). Add. *gule baée* (465).

(3) *Drecier la lance* (81); *depleier son gonfanon* (287); *joster* (sa gent), 499; à *joste requierre* (389), *faire* (prendre) *tur(t)* (292, 296); *cobrer* (570); *conquaster* (479); *conquestiz* (593); *metre jus* (de son cheval), 625, etc. Il faudrait aussi mentionner les épithètes de bataille : *esbaldie*, *manevie*.

dire, même les choses coutumières, leur étaient distinctement propres ⁽¹⁾. En veut-on simplement quelques attestations? *Creistre* (381) a un sens inconnu à *R.* De même *encliner*, devenu terme guerrier (98, 236). De même *se retenir*, inconnu à *R.* (400); *se pendre* (se pencher); 225; une *gent adurée*, dit *B.*, tandis que *R.* ne dit que *bataille a*; *mettre jus* 625 = culbuter de son cheval; dans *R.*, on *met jus les seles*. Alors que *R.* a *feiz, pasmeison, conquerre*; on trouve ici *feïée, pasmée* (subst), *conqueter*. *Joster* est des deux parts; mais ici on *joste la gent* (499, 520) et cela veut dire : faire le rassemblement, ce que *R.* ignore. De même encore, *chier comparer*, qui deviendra banal, est ici avec son sens traditionnel (486); dans *R.*, on dit : *molt chier vendre*, et ce n'est pas la même chose. J'ai cité plus haut *avoir (tochier, ataindre) en la char* si réaliste et si vivant. *R.* a un seul exemple du tour, mais sensiblement différent :

~ Treuchent.....
Ces vestem:enz entresque as charz vives (1613.)

IV.

Comme on a pu le voir par un exposé dont je m'excuse de n'avoir pu atténuer la minutie, il y avait place, à côté de la thèse de M. Bédier et de celle de M. Pauphilet, pour une démonstration d'un genre un peu différent. Je n'ai pas à revenir sur les conclusions du premier de ces savants, ni sur ce qu'en a dit, à son tour, M. Pauphilet, presque exclusivement préoccupé des détails d'imagination dont est tissée la fable épique, que *B.* a été le premier, en langue vulgaire, à nous conserver. Il a essayé de nous montrer ce qu'un poète avait fait de cette fable, et peut-être, je l'ai dit, a-t-il été enclin à exagérer la valeur de son œuvre.

(1) Pour les différences phonétiques, je n'ai à ajouter quoi que ce soit aux notes de MM. Sostmann et Bayot.

Au contraire, je me suis simplement efforcé de replacer celle-ci dans son temps et de la confronter avec telle autre qui, pour des raisons connues, les unes externes, les autres internes, ne pouvait laisser indifférent un auteur de chanson en quête d'un sujet, comme le conjecture ingénieusement M. Pauphilet. Cela n'implique point que cet auteur ait trouvé, tout d'abord, devant lui ce que j'appellerais volontiers la table rase. Car je n'ai pas l'intention de faire, aussi allègrement que mes devanciers, abstraction du témoignage d'Hariulf, et j'admets volontiers que l'auteur de *B.* n'a point été le premier à « chanter de Gormond et d'Isembard », pas plus que l'auteur du *Roland* d'Oxford (je veux dire d'un poème dont le plus ancien manuscrit conservé est à Oxford) n'a été le premier à s'emparer de ce beau thème, dont la popularité devint universelle. Que l'on ait composé avant lui de courts poèmes sur le *renoié* et son compagnon de bataille ou même une œuvre de longue haleine, qu'on ait composé celle-ci ou ceux-là en français ou en latin, c'est ce que je trouve superflu d'envisager, le *canitur* d'Hariulf permettant toutes les conjectures et ne nous fournissant aucun indice précis. On comprend maintenant pourquoi j'ai cru devoir formuler de prudentes réserves sur certains passages de la très remarquable étude de M. Pauphilet. S'il n'a ni le bénéfice de l'invention de son thème (le témoignage d'Hariulf s'y oppose), ni le bénéfice d'une mise au point personnelle (puisqu'il a pris de-ci de-là dans une œuvre antérieure des motifs, des développements et même des détails littéraires), je ne vois pas, en effet, le moyen de décerner une couronne de poète-lauréat au rimeur obscur, mais point méprisable du reste, qui a écrit la chanson, dont le fragment de Bruxelles nous a conservé un débris.

P. S. — Ce petit travail était donné à l'imprimerie, quand mon collègue et ami, M. Gustave Cohen, m'a signalé une étude de M. Salverda de Grave, parue en 1922 dans les *Mededeelingen der Koninklijke Akademie* d'Amsterdam (Classe des Lettres,

53^e partie, série A, n° 11). J'ai demandé à mon aimable confrère hollandais communication de ce travail qui m'avait échappé, et dont le titre nous renseigne déjà sur son caractère spécial : « *Strofen in Gormont et Isembart* ». De fait le savant auteur n'y traite guère que des objets n'ayant avec le mien que des rapports fort éloignés. Néanmoins il est amené, vers la fin, à conclure d'observations ingénieuses, quoique fortement conjecturales, sur la métrique de notre texte, qu'il serait antérieur en date à la *Chanson de Roland*. Il ne donne à vrai dire que d'assez faibles raisons (p. 300) à l'appui de cette assertion, d'abord la forme *devret* (vers 633) dont G. Paris, qui antidate, du reste, notre chef-d'œuvre épique, avait déjà noté le caractère très ancien; ensuite le fait que *Roland* étant écrit en vers décasyllabiques et *Gormond* en octosyllabes, il est peu vraisemblable, en raison du succès de la première œuvre, que l'auteur de la seconde ait adopté un autre mètre que son devancier; enfin, *Margariz* dans *Roland* ne serait qu'un « nom supposé » sans autre importance, tandis qu'ici il désigne un personnage essentiel de l'œuvre et a toute sa valeur. On conviendra que ce sont des arguments peu décisifs, si on les oppose à ceux que m'a fournis un examen minutieux de la langue et du style des deux ouvrages. Pour le surplus, j'ai lu avec intérêt le remarquable essai de M. Salverda de Grave et j'espère avoir l'occasion de revenir sur la thèse générale à laquelle il se rattache.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Geraldini (Antonio)*. The Eclogues. Introduction and notes by Wilfrid Mustard. Baltimore, 1924; in-16 (82 p., rel. de l'édit.). [29.493]
- Mazerat (R.)*. La doctrine administrative. L'administration expérimentale. Le Fayolisme. Paris, 1924; extr. in-8° (32 p.). [30.120]
- Pergameni (Charles)*. La Roumanie actuelle. Bruxelles, 1924; in-32 (17 p.). [30.121]
- Roussel Le Roy (André)*. L'abrogation de la neutralité de la Belgique. Paris, 1923; in-8° (217 p.). [31.042]
- Selliers de Moranville (Général de)*. Du Haut de la Tour de Babel. Paris, 1925; in-16 (218 p., pl.). [31.043]
- Vaidya (P. L.)*. Études sur Āryadeva et son catuhçataka. Paris, 1923; in-8° (175 p., chap. VIII-XVI). [29.495]
- Van Bommel (Baron J.)*. De l'évolution des faits et des idées, I. Bruxelles, 1925; in-16 (186 p.). [29.494]
- Vannérus (J.) et Feller (J.)*. Une ancienne traduction du suffixe *Ster* Commanster-Gommelhausen. Complément sur les noms de lieux en *Ster*. Verviers, 1924; in-8° (42 p.). [30.091]
- Winwarter (H. de)*. Kiyonaga et Chōky, illustrateurs de livres. Liège et Paris, 1924; pet. in-4° (144 p., pl.). [29.496]
-

Séance du lundi 2 février 1925.

M. J.-P. WALTZING, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; comte Goblet d'Alviella, baron E. Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, J. Vercoullie, Ern. Mahaim, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, *membres*; J. Cuvelier, A. Roersch, H. Rolin, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. le baron A. Rolin, M. De Wulf, P. Hymans, *membres*; H. Vander Linden et J. Capart, *correspondants*.

M. le Directeur notifie à la Classe la mort de M. Louis Havet, associé de la Section d'Histoire et des Lettres. Il exprime les regrets que cause à l'Académie la disparition de cet éminent philologue.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts transmet une circulaire du Comité Nobel du Parlement norvégien relative au Prix Nobel pour la Paix en 1925.

M. le Ministre de l'Intérieur fait parvenir un exemplaire du rapport du jury du Prix Heuschling pour la période 1919-1923 et une expédition de l'arrêté royal du 15 décembre 1924 attribuant le prix à M. Armand Julin.

L'Académie royale de langue et de littérature françaises fait connaître qu'elle se rallie aux modifications apportées aux règlements des Prix Aug. Beernaert et Bouvier-Parvillez.

Séance du 2 février 1925.

HOMMAGE D'OUVRAGE.

Université de Gand. Manifestation en l'honneur de M. le professeur Thomas, 2 juin 1923.

— Remerciements.

FONDATION PIRENNE.

La Classe, se ralliant aux propositions de la Commission, accorde les subventions suivantes :

1,000 francs à M. Lefèvre, pour la continuation de ses recherches sur l'Histoire de l'Abbaye d'Averbode;

1.500 francs à M. Favresse, pour l'aider dans ses recherches sur l'Histoire du Brabant au début du XV^e siècle.

PRIX JOSEPH GANTRELLE.

(17^e période : 1925-1926.)

La Classe propose les questions suivantes :

PREMIÈRE QUESTION (3,100 francs) : *On demande une étude sur la langue (formes dialectales, vocabulaire, etc.) des textes littéraires conservés en prose dorieenne.*

DEUXIÈME QUESTION (3,100 francs) : *Athènes sous le règne d'Auguste (institutions, mœurs, arts, etc.).*

PRIX CHARLES DUVIVIER.

(7^e période : 1925-1927.)

La Classe propose les questions suivantes :

PREMIÈRE QUESTION (1,300 francs) : *On demande une étude sur le droit successoral, soit en Belgique, soit dans une province belge à la fin de l'ancien régime.*

DEUXIÈME QUESTION (1,300 francs) : *Étudier le formalisme dans les modes de preuves judiciaires, depuis la période franque jusqu'à la fin de l'ancien régime, dans une région déterminée de la Belgique.*

LECTURE.

Un projet d'impôt au temps du duc d'Albe,

par J. CUVELIER, correspondant de l'Académie.

Le titre de cette communication comprend deux mots, un nom commun et un nom propre, qui ne furent jamais très sympathiques en Belgique. Mon intention n'est pas de chercher à les réhabiliter ni l'un ni l'autre. Je veux simplement rappeler un épisode peu connu, j'ose même dire absolument inconnu, se rattachant aux graves événements qui provoquèrent la disgrâce du duc d'Albe.

Nous sommes en 1570.

Albe venait de se rendre compte des difficultés qu'il allait avoir à surmonter dans la perception du 10^e, du 20^e et du 100^e denier. Prévoyant un échec, il n'a plus d'autre souci que de rejeter sur Philippe II l'entière responsabilité de sa déplorable innovation fiscale et de hâter la date de son départ des Pays-Bas. Il se fait écrire de Madrid des lettres pressantes sur la nécessité de lever les impôts. Il a soin d'ailleurs d'en faire miroiter le produit, en le grossissant considérablement, aux yeux du Roi, dont il connaît la détresse financière extrême ⁽¹⁾.

Mais Philippe II a des scrupules. Il craint, avec raison, que les nouveaux impôts ne nuisent sérieusement au commerce, la principale subsistance du pays.

Bien malgré lui, le duc doit céder à la volonté de son maître et consentir à la modération de la levée du 10^e et du 20^e, sous

(1) GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 126.

la forme de l'abonnement préconisé par les États de la plupart des provinces. C'est que, un an après l'acceptation, contrainte et forcée, il est vrai, des impôts abhorrés, il n'était pas parvenu à toucher un rouge liard ⁽¹⁾. Il continuera d'ailleurs à protester contre l'insuffisance des deux millions de florins que lui donnera l'abonnement, sous prétexte que des capitalistes lui ont offert jusqu'à quatre millions pour obtenir les impôts à ferme.

Mais il convient de se défier de ses affirmations. Alors qu'il évalue, au même moment, le produit du 400^e denier sur les biens meubles et immeubles à cinq millions de florins, il est obligé d'avouer, six mois plus tard, que le rendement a dépassé à peine les trois millions ⁽²⁾.

Fanfaronnade aussi que son assurance ⁽³⁾ qu'il tient en caisse assez d'argent pour pouvoir soutenir éventuellement la guerre pendant deux ans sans devoir recourir au trésor royal. Au moment où il espérait pouvoir quitter les Pays-Bas, dont il voyait la situation s'aggraver de jour en jour, il voulait jeter de la poudre aux yeux de son souverain dans le but d'obtenir sa pleine approbation et l'obliger à poursuivre, avec l'entêtement qu'il lui connaissait, une politique dont il augurait — ou feignait d'augurer — d'aussi brillants résultats.

Malheureusement pour lui, en dépit de ses instances, Philippe II remettait toujours l'envoi aux Pays-Bas de Medina Celi, désigné dès lors pour prendre la succession de Louis Alvarez de Tolède. Celui-ci en fut d'autant plus navré que, dès la fin de l'année 1570, il dut faire à son royal maître le pénible aveu que les finances des Pays-Bas étaient dans le marasme le plus complet. De son côté, le Roi lui déclara sans ambages que toutes ses ressources étaient épuisées et qu'il se trouvait dans l'impos-

⁽¹⁾ GACHARD, *loc. cit.*, p. 147. Lettre du 10 août 1570. L'impôt avait été consenti pour deux ans à partir du 13 août 1569.

⁽²⁾ IDEM, *ibid.*, Lettre du 21 février 1571.

⁽³⁾ IDEM, *ibid.*, Lettre du 5 mai 1570.

sibilité de lui envoyer un seul réal. A partir de ce moment, c'est entre Madrid et Bruxelles un véritable chassé-croisé de doléances et de plaintes, où la courtoisie de la forme ne réussit pas toujours à dissimuler l'âpreté de la désillusion ⁽¹⁾.

Et voici qu'au moment où Albe était aussi pleinement convaincu qu'on pouvait l'être de ce qu'il n'écritait que l'année suivante, à savoir que « ni les têtes qu'il avait fait tomber, ni les privilèges qu'il avait abolis, n'avaient excité autant de répugnance que l'établissement des impôts du 10^e et du 20^e denier » ⁽²⁾, un de nos compatriotes lui soumet un projet financier qui, à en croire son auteur, ramènerait la prospérité dans le pays et alimenterait le trésor dans des proportions inconnues jusque-là.

Dans le mémoire qui lui sert d'exposé des motifs, comme on dirait en langage parlementaire moderne, ce sauveur du gouvernement fait une description enthousiaste des bienfaits que l'exécution de son projet vaudra à toutes les classes de la société. Si nous ne les connaissions par ailleurs, on ne pourrait trouver un témoignage plus éclatant des misères de l'époque ⁽³⁾.

En échange de l'octroi qu'il sollicite dans les conditions que l'on verra tout à l'heure, le promoteur du nouveau système fiscal s'engage à assurer les avantages suivants :

Tout d'abord *au Commun* il promet assistance et secours

⁽¹⁾ Voir notamment GACHARD, *op. cit.*, t. II, pp. 168, 170, 181, 191, etc. « Ce n'est pas merveille que tout le pays me voie de mauvais œil, écrit le duc, car je ne leur ai rien fait pour qu'ils m'aient; mais ce qui s'écrit de Madrid ne peut pas contribuer à me faire aimer davantage... ». (*Ibid.*, p. 167.)

⁽²⁾ En réalité, cet établissement, qui visait à la permanence de l'impôt, supprimait le plus grand privilège des États, celui qui constituait en somme leur raison d'être, à savoir le vote annuel des impôts. Le duc d'Albe s'en rendait si bien compte qu'il écrivait au roi : « Le motif qui fait agir ceux du pays, c'est qu'ils ne peuvent plus, comme par le passé, dicter la loi à leur souverain; c'est là ce qui cause leur mécontentement; ce n'est ni l'intérêt des manufactures et de la pêche, ni aucune autre chose ». (Lettre du 4 novembre 1571 *apud* GACHARD, *op. cit.*, t. II, p. 209.)

⁽³⁾ Les documents dont il s'agit ici sont conservés aux Archives générales du Royaume, Papiers d'État et de l'Audience, cartons 2544 et 2662.

« pour parvenir à leurs biens et droietz de justice, oïres qu'ilz ayent de l'argent ou non ». (Critique amère de l'exercice de la justice, en l'absence de toute assistance gratuite.) ⁽¹⁾. Tous les habitants pourront vivre sans devoir mendier. (Dans tous les villages on rencontrait des mendiants par centaines.) Ils pourront acquérir le blé à bon compte. (Le peuple avait faim.) Tous les marchands pourront employer leur argent à des marchandises au lieu de le placer à intérêt, soit en loteries, soit en voyages. (Allusion à la crise commerciale et industrielle.) « Item — ici je cite textuellement — sera tellement fondée la draperie en ces Pays-Bas que ung chacun pourra porter tant de draps de layne que toutes sortes de toilles à millieur priz qu'ilz n'ont faict. Et tous aultres marchandises se multiplieront avec le bon priz à l'advenant ». (On sait qu'après l'ancienne, la nouvelle draperie, un moment florissante, venait de crouler.) ⁽²⁾. Tous les habitants pourront boire le vin « et servoise » sans les accises et impôts qu'ils ont payés jusque-là ; « et mangeront aussy le pain et chair sans impostz ». (C'était là une de ces perspectives heureuses auxquelles aucun Belge ne pouvait rester insensible.) Ils auront « toutes sustentations ou victuailles », à savoir chair, beurre, fromage, chandelles, etc., à meilleur prix qu'à présent. Il n'y aura plus de séditions, « destrousselements », meurtres et larcins. Le commun sera dorénavant déchargé du logement et de l'entretien des soldats. Bref, il pourra vivre en repos.

Les *villes* seront déchargées de tous les frais, dépenses et intérêts sous lesquels elles plient. En peu de temps, elles pour-

⁽¹⁾ Il est à remarquer que l'Ordonnance sur la justice criminelle date du 5 juillet 1570 et celle sur le style de procédure du 9 juillet de la même année.

⁽²⁾ V. PIRENNE, *Une crise industrielle au XVI^e siècle. La draperie urbaine et la « nouvelle draperie » en Flandre.* [BULLETIN DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE (Classe des Lettres et des Beaux-Arts, 1905, pp. 489-521).]

ront payer toutes leurs dettes et rentes, et fournir au Roi tout ce qu'il faut pour l'entretien et la conservation des Pays-Bas. Elles ne connaîtront plus ni séditions ni commotions.

Les *États* seront déchargés des « molestations et facheries qui se présentent journellement » à l'occasion des demandes et impositions; de même des ennuis qu'on leur occasionne dans la gestion du bien public et la conservation des Pays-Bas. Les séditions qui, naguère, leur ont causé tant de dommages leur seront épargnées et ils jouiront des bénéfices accordés au commun.

Sa Majesté, enfin, n'aura plus besoin de lever argent à intérêt pour la conservation des Pays-Bas, car le trésor pourra pourvoir en tous temps aux nécessités. Le Roi pourra disposer à sa guise d'une « grande et excessive somme de deniers ». Il pourra récupérer sans difficulté une certaine quantité de biens (des domaines). Tous ses offices pourront être desservis « tant à la descharge de conscience de *Sa Majesté* que des officiers » et au grand contentement de ses bons vassaux et sujets.

Pour réaliser toutes ces promesses, le suppliant demande au duc de lui accorder un octroi ou une ordonnance dont l'exécution — le duc peut en être assuré — ne provoquera aucune opposition ni chez le commun peuple, ni de la part des villes, ni aux États. A cette assurance, qui devait produire sur Albe la meilleure impression, on en ajoutait une autre dont l'effet, en l'occurrence, ne dut pas être moindre : l'ordonnance devait procurer au trésor, annuellement, environ trente millions d'or !

En comparaison de cette manne, qu'étaient les deux millions des 10^e et 20^e et même les cinq millions escomptés une fois perçus du 100^e denier ? L'inventeur de ce merveilleux système réclamait, il est vrai, pour lui et ses amis, six du cent du produit total, moins de deux millions en somme, ce qui laissait encore au trésor plus de 28 millions par an ! Ils demandaient

aussi que l'exploitation de leur brevet leur fût réservée, à eux ou à leurs héritiers, pour un terme de cinquante ans.

Le duc d'Albe, on le comprend sans peine, prêta une attention particulière à la requête de ces solliciteurs qui sortaient vraiment de l'ordinaire et qui allaient lui permettre de se tirer avec honneur d'une situation désespérée. Au moment du départ d'Albe pour les Pays-Bas, le Roi lui avait accordé entre autres pouvoirs celui de procurer des ressources au trésor. Philippe ne lui avait donné sur ce point aucune instruction précise. Il lui fallait de l'argent par n'importe quel moyen : libre au duc de s'en procurer par n'importe quelle voie. Et, au fait, dès qu'il eut touché le sol des Pays-Bas, Albe s'informa auprès des personnes chargées de le recevoir, des moyens de faire de l'argent ⁽¹⁾. Dès la réception de la requête, le duc provoqua donc une consulte du Conseil des Finances et, le 31 mai 1570, les lettres patentes sont expédiées en bonne et due forme et enregistrées à la Chambre des Comptes ⁽²⁾. On y rappelle les engagements pris, en insistant tout particulièrement sur le relèvement de la draperie, la diminution du prix du blé et la fin du chômage. On réduit cependant la durée de l'octroi à vingt ans et les six du cent à trois, ce qui — si les prévisions se vérifient — doit encore valoir aux inventeurs un petit million d'or par an. Il doit être bien entendu, au surplus, que les moyens proposés n'ont pas déjà été mis en pratique. Il est aussi absolument indispensable que le consentement des États ne soit point requis en l'occurrence. Au bas de l'acte figure la signature du duc d'Albe à côté de celles de Berlaymont, de Noircarmes ⁽³⁾ et de Gaspar Schetz, seigneur de Grobbendonck,

⁽¹⁾ PIOT, *Correspondance de Granvelle*, t. IV, p. xiv.

⁽²⁾ Reg. 648, f° 44.

⁽³⁾ C'est ce seigneur de Noircarmes qui, le 5 septembre 1571, écrira au Roi que la perception des 10^e et 20^e deniers répand tant d'agitation parmi le peuple qu'il craint quelque malheur si l'on persiste à vouloir lever ces impôts. (GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 198.)

trésorier général des Finances. Un million de rente ! Par ce temps de dépréciation de l'argent on s'imagine difficilement ce qu'une somme pareille représentait il y a quatre siècles, encore qu'il ne répugnerait probablement pas à nos modernes théoriciens de l'économie politique de voir rémunérer à ce taux leurs idées en matière fiscale. Mais au XVI^e siècle, si l'on excepte les Fugger, quelques rares banquiers italiens et quelques commerçants d'Anvers ⁽¹⁾, de pareils revenus devaient être inconnus dans notre pays. Sait-on, par exemple, que les rentes de Guillaume d'Orange ne dépassaient pas 152,000 florins, auxquels correspondaient des charges atteignant près de 100,000 florins ; que le comte d'Egmont ne disposait que de 63,000 florins et le marquis de Bergues de 50,000 ? Les autres grands seigneurs ne méritaient même pas le titre de millionnaires, puisque le comte de Culembourg ne percevait annuellement que 31,000 florins, le comte van den Berghe 18,000 et le comte de Lalaing 16,000. Quant au seigneur de Montigny, ce ne fut évidemment pas pour s'emparer de sa fortune que Philippe II le fit disparaître, puisqu'il n'avait qu'un revenu de 11,000 florins, supérieur encore à celui du comte de Hornes et à celui du seigneur de Bréderode, qui ne dépassaient guère les 8,000 florins ⁽²⁾.

Il est vrai que l'inventeur du projet d'impôt devait partager son million avec ses associés, dont nous ignorons malheureusement le nombre. Mais en admettant même qu'ils aient été quatre ou cinq pour avoir conçu un système aussi remarquable, leurs ressources annuelles auraient encore considérablement dépassé, on vient de le voir, celles des plus riches seigneurs du pays. Si nous ne connaissons pas le nombre des consorts, il va sans dire que leurs noms nous sont plus inconnus encore. Et si

(1) « Trafiqueurs moult riches et aucuns très riches jusques à 400,000 escus pour teste et davantage » (GUICHARDIN). Le chef de la maison des Fugger d'Augsbourg laissa plus de 6 millions d'écus d'or.

(2) GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 116.

nous n'avons pas encore cité le nom de celui qui représentait le consortium vis-à-vis du Gouvernement, c'est qu'en dehors de ce nom même nous ignorons absolument tout de celui qui le portait. Frédéric van den Sande était évidemment Belge, probablement Brabançon et peut-être Bruxellois de la ville ou de la banlieue. Mais nous n'avons rencontré son nom dans aucune chronique, dans aucun autre document de l'époque, ni dans les imprimés, ni dans les manuscrits. Il apparaît un instant, comme ces brillants météores, qui, pendant quelques secondes, traversent l'espace et ne laissent dans leur sillage qu'une fugitive traînée lumineuse.

Était-il le fils de ce Pierre van der Zande, signalé comme receveur de Vilvorde en 1516 et 1517? Était-il le père ou le frère de cet Adam van der Zande que l'on rencontre tour à tour, entre 1584 et 1610, comme receveur des Domaines d'Overzenne, de Tervueren et de Vilvorde, et encore comme receveur des Confiscations dans les quartiers de Vilvorde, Grimberghen et Campenhout? Nous n'oserions l'affirmer. Mais il ne sera pas téméraire au moins d'attribuer à notre inventeur d'un système nouveau d'impôts une certaine parenté avec ces personnages dont les fonctions consistaient précisément à collecter les impôts dans les environs de Bruxelles.

Quoi qu'il en soit, on comprend que le duc d'Albe ait été plus impatient encore que ne le serait un ministre des Finances de nos jours de connaître le moyen de remplir les caisses de l'État, sans devoir recourir constamment à ces organismes frondeurs — les États et même le Conseil des Finances ⁽¹⁾ — dont l'unique mission semblait consister à se dresser contre le pouvoir absolu du Souverain.

Le projet de Frédéric van den Sande et consorts devait provo-

(1) Le 3 août 1571, le duc d'Albe écrit au Roi que le Conseil des Finances, malgré ses embarras, refuse de consentir à la perception des 10^e et 20^e deniers en remplacement de l'abonnement de deux millions. (GACHARD, *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 191.)

quer une ordonnance en quatre-vingts articles. Il semble que les inventeurs n'aient pas donné d'emblée la nomenclature de toutes les matières à imposer. Dans les documents qui sont parvenus à notre connaissance, il n'est fait mention que de cinq articles dont le produit, à la vérité, devait s'élever à plus de 27 millions sur les 30 du total, ce qui est de nature à nous consoler un peu de la perte des septante-cinq autres articles, beaucoup moins importants, sinon sous le rapport de l'histoire des idées, du moins au point de vue fiscal.

La grosse partie des ressources escomptées, soit 12 millions 775,000 florins, devait provenir de l'impôt sur les successions en ligne collatérale. A cet effet, van den Sande s'est avisé d'estimer la fortune publique du pays et il est arrivé à la conclusion que si l'on procédait à un partage des biens, chaque ménage jouirait d'un revenu annuel de 50 florins. En réduisant même ce revenu de moitié et en estimant que dans chacune des quatorze mille paroisses du pays il mourût une personne par jour, il suffirait de percevoir dix pour cent du revenu des personnes décédées pour arriver à 12,775,000 florins. Les successions en ligne directe et celles des biens féodaux seraient exemptes de droits.

Après les décès, les mariages, qu'il estime devoir se produire dans les mêmes proportions. Les revenus maintenus à 25 florins se verraient appliquer l'impôt du 15^e denier, ce qui produirait annuellement, dit-il, 1,546,875 florins.

Enfin, en comptant le même nombre de baptêmes et en taxant les parrains et marraines — en moyenne au nombre de trois ⁽¹⁾ — à 7 sols par tête, le produit s'élèverait à 5,365,000 florins.

(1) Ce chiffre assez élevé de parrains et de marraines fut réduit, même jusqu'à une seule personne (parrain ou marraine) par le Concile de Trente; mais il semble bien que les prescriptions en cette matière ne furent guère observées dans les Pays-Bas. (Cf. J. VANNERTS, *Les registres paroissiaux en Belgique*, apud J. CUEVELIER et L. STANIER, *Actes du Congrès international des Archivistes et Bibliothécaires*, à Bruxelles en 1910, p. 495.)

Le quatrième article doit produire 7,280,000 florins. Il porte sur les 2 sols par semaine que donneront le maître et les serviteurs. Est-ce une taxe sur les salaires ou, comme on dirait de nos jours, la taxe professionnelle? Le texte ici manque de clarté.

Le cinquième et dernier article qu'on nous fait connaître produirait 560,000 florins. Il devait être alimenté par une taxe d'un demi-patard, payable par tous les habitants du pays, à chacune des quatre grandes fêtes religieuses de l'année. Chaque ménage se composant en moyenne de quatre personnes, la population du pays s'élevant ainsi à 1,400,000 âmes, le produit de cette dernière taxe serait donc de 560,000 florins. Le total des cinq articles s'élèverait ainsi, comme il est dit, à « environ 27 millions 5 tonneaux 75 mille 375 florins par an ».

Voici donc, dans ce pays où, à la même époque, des auteurs regrettent l'absence de tout élément statistique concernant la population, des quantités exprimées numériquement dans un document officiel. C'est le moment d'appliquer à l'étude de ce document les procédés de la statistique moderne.

« Parce qu'elles sont exprimées en chiffres, dit avec raison A. Julin⁽¹⁾, les conclusions de la statistique paraissent empreintes d'une certitude absolue. On ne discute pas contre un chiffre, dit-on; non, mais on discutera utilement la méthode à l'aide de laquelle ce chiffre a été obtenu et l'on pourra ainsi discuter sa signification véritable. Il faut éviter avec soin que l'esprit critique ne soit annihilé par l'appareil rigide dont sont entourées les données statistiques. »

Si l'on examine de près les chiffres de van den Sande, on y trouve un singulier mélange d'erreurs et de vérités. Son estimation de 14,000 paroisses est certainement exagérée. L'étude des pouillés de nos divers diocèses ne permet guère de dépasser la moitié de ce nombre. Par contre, en estimant à cent la

(1) *Principes de Statistique*, t. I, p. 9 (Bruxelles, 1922).

moyenne des habitants de chaque paroisse, il reste non moins certainement au-dessous de la vérité.

Quant à ses chiffres de baptêmes, de mariages et de décès, ils sont de la plus haute fantaisie ⁽¹⁾. La seule chose qu'on en puisse retenir c'est qu'ils étaient très élevés; mais, à ce titre, ils n'ont guère plus de valeur que ceux des chroniqueurs du moyen âge lorsqu'ils citent le nombre de morts restés sur un champ de bataille ou celui des victimes d'une épidémie.

Il y a cependant quelques chiffres qu'on aurait tort de rejeter sans autre examen. Lorsque, par exemple, il estime les revenus moyens de chaque ménage à 50 florins, ses calculs ne s'éloignent guère de ce que nous savons de la fortune publique du pays par ailleurs. En effet, le duc d'Albe avait estimé le produit total du 100^e denier sur tous les biens meubles et immeubles à 5 millions de florins, ce qui correspond à l'évaluation de la richesse totale du pays à 500 millions ou un demi-milliard de florins. Mais on sait aussi que la recette donna, non pas 5 millions, mais seulement 3,300,000 florins, ce qui ferait chiffrer la fortune globale à 330 millions.

Si l'on se rappelle, d'autre part, que la fraude et la dissimulation furent pratiquées sur une large échelle ⁽²⁾, le total auquel on arrive, d'après l'évaluation de van den Sande, soit 350 millions, devait certainement se rapprocher davantage de la réalité ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Il est évident que si, à certains moments, le nombre des naissances et celui des décès ont pu être approximativement les mêmes, à aucun moment on n'a pu enregistrer une quantité égale de mariages.

⁽²⁾ Le 17 février 1571, Philippe II nomme des commissaires pour le récolement et le contrôle des cahiers des 100^{es} deniers, à la suite de la constatation de nombreuses erreurs et tromperies. (*Papiers d'État et de l'Audience*, carton 2543.)

⁽³⁾ Cinquante florins de revenus peuvent faire supposer une fortune de mille florins par ménage. Or, van den Sande, qui évalue la population du pays à 1,400,000 âmes, dont en moyenne quatre par ménage, arrive ainsi à 350,000 ménages, qui, d'après ses calculs, devaient donc posséder une fortune globale de 350 millions de florins. L'évaluation de la population est, au demeurant, incontestable.

Il y a encore un autre chiffre que nous voulons retenir, parce que, tout en modifiant sensiblement les idées courantes, nous estimons qu'il est exact, car van den Sande était à même de le contrôler personnellement sans se déplacer et sans avoir recours à des hypothèses plus ou moins fondées. Ce chiffre c'est la moyenne de quatre personnes qu'il compte par ménage.

Il est incontestablement plus bas qu'on ne l'admet généralement. Lorsqu'on évalue la population au XVI^e siècle d'un pays dont on connaît le nombre de ménages, il est d'usage de multiplier celui-ci au moins par cinq. Cela peut faire une différence assez sensible. Les Pays-Bas, par exemple, dont, à l'arrivée du duc d'Albe, on a évalué de cette manière la population à 3 millions d'individus, n'en auraient guère compté plus de 2,400,000.

Les évaluations exagérées proviennent en partie de ce fait qu'on croit généralement que la limitation voulue des naissances est une idée absolument moderne née sous l'influence des doctrines néomalthusiennes. Il ne serait pas difficile de trouver, dans la littérature épicurienne du XVI^e siècle, des considérations amères sur les nombreuses progénitures. Bornons-nous à citer ici le fameux sonnet de Plantin, où l'austère prototypographe du roi proclame sans détours qu'une des conditions du « bonheur de ce monde » consiste à avoir peu d'enfants ⁽¹⁾.

Il est d'ailleurs incontestable que, depuis lors, le mal a empiré et que les naissances au XVI^e siècle étaient beaucoup plus nombreuses que de nos jours. Les exagérations mêmes de

tablement inférieure à la réalité, peut-être même de la moitié. Il faudrait, en conséquence, doubler aussi le nombre de ménages; et le revenu de 25 florins, qu'il semble accorder comme une large concession, correspondrait ainsi, bien plus que son premier chiffre, à la juste moyenne.

(1) MAURITS SABBE, *Uit het Plantynsche Huis*, pp. 33 et suiv. L'auteur se défend d'ailleurs de reconnaître à ces mots un sens plus ou moins néomalthusianiste; il faudrait dire plutôt prémalthusianiste.

van den Sande le prouvent. « L'air du pays est surtout... génératif », dit Guichardin. Mais les décès aussi étaient beaucoup plus nombreux. « Comme les gens mangent et boivent beaucoup trop, continue le gentilhomme florentin, il en est peu qui vivent vieux. » Les progrès de la science ont armé l'individu contre les assauts de la mort à tel point que — vous le savez — la moyenne de la vie a doublé depuis cent ans.

Une autre cause a faussé nos idées en matière de familles nombreuses au temps passé, et il y a lieu de s'étonner qu'elle n'ait pas été — à ma connaissance du moins — relevée jusqu'ici. Bien peu d'entre nous n'ont pas cherché à connaître leurs ascendants, à dresser leur arbre généalogique, tout au moins jusqu'à la cinquième ou sixième génération. Et ils ont constaté, naturellement, que leurs ancêtres avaient beaucoup plus d'enfants que le commun des mortels de nos jours. Mais, s'ils se sont donné la peine de s'intéresser à d'autres branches que la ligne directe, aux branches collatérales, ils ont dû s'apercevoir de l'énorme quantité d'enfants morts en bas âge. Et, surtout, il importe de ne pas oublier qu'on ne dresse généralement les généalogies qu'à la demande de descendants en vie. On ne s'occupe guère des milliers et des milliers de familles qui s'éteignent chaque jour ⁽¹⁾. Le fait même qu'on s'intéresse à une famille vivante constitue déjà une présomption de famille nombreuse chez les ascendants, puisqu'il est admis aujourd'hui que, pour assurer la perpétuation du nom, il faut une moyenne de cinq naissances par famille.

Lorsqu'on étudie attentivement les rares documents qui renseignent d'une manière complète sur la composition des familles et des ménages au XVI^e siècle, et qu'on se détache résolument des estimations qui, trop souvent, manquent de

(1) Sait-on, par exemple, que depuis la Révolution française il a disparu plus de mille familles belges nobles? Ce chiffre est d'autant plus impressionnant que la noblesse belge actuelle ne se compose que d'environ 650 familles.

base sérieuse, on constate, avec Schönberg et Bücher, que le ménage comptait moins d'habitants ou du moins pas plus d'habitants que de nos jours. Notre confrère H. Pirenne constate qu'à Ypres, en 1506, il y a 4.1 individus par ménage, chiffre en augmentation sur ceux du XV^e siècle et, *a fortiori*, sur ceux du XIV^e, époque de la pleine prospérité de la draperie.

A Bâle, au XV^e siècle, les chiffres varient entre 3.3 et 3.6. A Louvain, à la fin du XVI^e siècle, en pleine décadence, nous en avons relevé 4.9, mais, par contre, dans les campagnes environnantes, à Wesemael, nous n'en avons trouvé que 4.5 par maison; à Pellenberg, 4.2; à Nethen, 3.7; à Hamme, 3.7 par ménage; à Corbeek-Dyle, 4.

C'est cette même moyenne de 4 que nous rencontrons, cent ans plus tard, à Haren ⁽¹⁾, tandis qu'elle était alors, d'après nos calculs, de 4.7 dans quelque deux cents communes rurales du Brabant ⁽²⁾.

Dans ces conditions, on peut accepter comme véridique la moyenne de 4 donnée par van den Sande, et ses chiffres nous apportent au moins un élément important pour la statistique de nos provinces au XVI^e siècle.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul. S'il propose de taxer les naissances, les mariages et les décès, c'est qu'il comptait bien avoir à sa disposition des moyens de contrôle à cet égard. Ces moyens de contrôle, le Concile de Trente venait, en 1563, de les prescrire à tous les curés, par l'obligation de tenir les registres paroissiaux. Or, alors qu'il fallut, pour la généralité des paroisses du pays, un édit d'Albert et Isabelle, pour mettre les prescriptions du Concile de Trente en vigueur, on constate

(1) Ville de Bruxelles. Rapport sur le service des Archives communales, p. 7 (Bruxelles, 1924).

(2) A simple titre de comparaison, rappelons que lors du recensement de la population en 1910, on constata, en Belgique, une moyenne de 4.05 habitants par ménage; en 1920 ce chiffre était tombé à 3.73.

qu'un grand nombre de paroisses brabançonnnes ⁽¹⁾ n'avaient pas attendu les ordres concernant la tenue de ces registres, sur laquelle le premier synode de la province de Malines, tenu précisément en 1570, insiste particulièrement. Dans trois des quatre paroisses primitives de la ville de Bruxelles, la tenue de ces registres remonte à 1565 et 1571 ⁽²⁾. Dans diverses paroisses voisines, elle remonte à la même époque : à Anderlecht, à 1554 ; à Forest, à 1560 ; à Hal, à 1562 ; à Itterbeek, à 1568 ; à Haren, à 1569 ; à Steyn-Ockerzeel, à 1570, etc. ⁽³⁾.

Du fait que van den Sande comptait utiliser les registres paroissiaux au point de vue statistique, nous n'avons d'ailleurs nullement l'intention de conclure qu'il faille voir en lui un lointain prédécesseur de Peter Süssmilch, dont l'*Ordre divin dans les variations du genre humain* ne parut qu'en 1744 ; moins encore, de ce qu'il s'est appliqué à évaluer la fortune du pays, pourrait-on tirer la conclusion qu'Adam Smith, qui ne publia sa *Richesse des Nations* qu'en 1776, ait été devancé par notre compatriote. *Non licet omnibus adire Corinthum !*

Il n'en est pas moins vrai que, sans prétendre pour lui au titre de génie méconnu, il mérite une place dans l'histoire de la statistique belge ⁽⁴⁾. Il en mérite une encore dans l'histoire sociale et dans l'histoire du droit.

⁽¹⁾ Cf. J. VANNÉRUS, *Les registres paroissiaux en Belgique*, loc. cit., p. 495.

⁽²⁾ Sainte-Gudule : naissances 1565, mariages 1482, décès 1570. — Notre-Dame-de-la-Chapelle : naissances et décès 1565, mariages 1562. — Sainte-Catherine : naissances 1587, mariages 1571, décès 1635. — Saint-Géry : naissances 1589, mariages et décès 1603. (Renseignement dû à l'obligeance de M. G. Des Marez.)

⁽³⁾ A Vilvorde ils ne nous ont été conservés qu'à partir de 1574 et à Grimberghen depuis 1577.

⁽⁴⁾ Comme partout ailleurs on remarquera que ce qui a donné lieu ici à l'établissement d'éléments devant servir à la statistique, ce sont les efforts faits pour connaître les ressources de l'État. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les premiers auteurs qui ont écrit sur la statistique, et qui datent précisément du XVI^e siècle, aient créé avant tout une science descriptive de l'État, dont tous les éléments

Le 10^e denier du duc d'Albe, sur la vente des biens meubles, devait frapper à leur source même l'industrie et le commerce des Pays-Bas, déjà si éprouvés.

Dans un des articles du système van den Sande il était également perçu, on l'a vu, un 10^e denier. Mais au lieu d'atteindre exclusivement les marchands et les artisans, la charge était répartie entre tous les habitants. En réalité, il introduisait dans notre droit fiscal l'impôt sur les successions. On sait que la loi *Julia, de maritandis ordinibus*, sous Auguste, attribuait au fise la vingtième partie des successions dévolues à des individus riches et autres que les héritiers naturels. Élevé plus tard du 20^e au 10^e et appliqué à toutes les hérédités, à tous les legs indistinctement, cet impôt subit ensuite des restrictions successives et tomba en désuétude au IV^e siècle ; c'est ainsi qu'il n'en reste plus trace dans la législation de Justinien ⁽¹⁾. Au moyen âge, dans le droit coutumier qui régissait nos provinces, il n'apparaît que sous la forme du droit de mortemain ou de meilleur catel et de relief dans la transmission des biens féodaux ⁽²⁾. Ceux-ci, on l'a remarqué, van den Sande les tenait, à juste titre, en dehors de son système. L'initiative de notre compatriote, dans une matière qui devait fournir à l'État moderne la plus claire partie de ses ressources, est d'autant plus remarquable qu'en France il faut attendre jusqu'en 1706 pour voir assujettir au 100^e denier toutes les successions en ligne collatérale, celles en ligne directe continuant à en être exemptes ⁽³⁾, comme dans le projet van den Sande.

Mais indépendamment de l'idée hardie d'introduire partout l'homme vivant et mourant, il semble bien que van den Sande

étaient destinés à l'État lui-même. Ils ont étudié la population, non pour elle-même, mais en tant que facteur de la prospérité de l'État. (Cf. A. JULIN, *Principes de Statistique*, t. I, p. 13.)

(1) DEFACQZ, *Ancien Droit belge*, t. II, p. 235.

(2) Pour les censives on payait au seigneur un droit de saisine.

(3) NAQUET, *Droits d'Enregistrement*, t. I, n^o 9.

se soit proposé de taxer le luxe et les dépenses somptuaires, idée tout aussi peu banale, s'il faut s'en rapporter aux imitateurs qu'il a trouvés depuis lors dans tous les pays. Nous disons le luxe et les dépenses somptuaires, puisque chacun sait qu'au XVI^e siècle — et même après — les naissances, les mariages et les funérailles étaient, chez nous, prétextes à de plantureux banquets et à des dépenses insensées.

« Aux accouchements des femmes et baptêmes des enfans, dit Guichardin (¹), s'y faict semblablement grand festin et aussi les parins et marines donnent de beaux présens aux femmes accouchées et elles estants hors de gésine leur font un beau convive. » — « Les nopces et festes de quelque mariage que ce soit, continue le même auteur, chacune selon son degré, se font abondantes et sumptueuses, avec grans convives, aux parens et aux amis, durans ordinairement l'espace de trois jours. L'espoux se vest très bien et l'espouse encore mieux, changeans par chacun d'iceux jours de nouveaux habillemens et ornez richement et gayement. »

Enfin « les funérailles et obsèques semblablement se font fort somptueuses et avec beaucoup d'aumosnes ».

Puisque tout le monde, à ces occasions, faisait de grosses dépenses, l'État, à court d'argent, pouvait bien prendre sa part.

Cependant les propositions de van den Sande ne furent pas admises. Il aurait été intéressant de lire le compte rendu des débats qui eurent lieu, à ce propos, au Conseil des Finances. Malheureusement, on le sait, la plus grande partie des archives de ce Conseil furent brûlées lors de l'incendie de la Cour en 1731. Il est d'ailleurs probable, qu'étant donné le caractère très concis des notules des séances officielles de cette époque, l'information aurait laissé à désirer.

Au surplus, on se représente sans peine que les grands personnages, en majorité régnicoles, qui composaient le Conseil

(¹) *Description de tout le Pais-Bas*, p. 116.

ne devaient guère être enthousiastes de cette saignée à blanc dont ils devaient être les premières victimes. Même réduits à des proportions beaucoup plus modestes et correspondant davantage aux réalités, les impôts proposés devaient atteindre durement les classes possédantes. Les conseillers, cela va sans dire, auront grossi démesurément les erreurs de chiffres de van den Sande, pour démontrer que son système était inapplicable. Et le duc d'Albe, en dehors de toute autre considération, devait trouver au projet un défaut capital : c'est que, malgré l'assurance qui lui avait été donnée, il n'aurait pu se pratiquer sans l'intervention des États. Il n'en fallait pas davantage pour le faire écarter par l'homme d'État dont toute la politique avait tendu à se libérer de cette intervention. Le duc ne se faisait d'ailleurs pas la moindre illusion que, pour cette nouvelle forme d'impôt permanent, le concours des États lui aurait fait défaut comme pour ses *alcabalas*.

Les derniers détails concernant cette affaire nous sont révélés par une nouvelle supplique que van den Sande adressa au gouverneur en 1572, et dans laquelle il lui disait que s'il n'était pas suffisamment informé sur l'excellence de son projet, il devait s'en prendre aux commissaires qu'il avait chargés de l'examen. Il prie le duc de le faire examiner à nouveau, non seulement par les Conseillers des Finances, mais aussi par les membres du Conseil d'État, du Conseil privé et du « Conseil de Sa Majesté lez Son Excellence ». C'est sur ces derniers — la chose ne fait malheureusement pas de doute — que van den Sande semble avoir fondé ses derniers mais vains espoirs. L'apostille mise en marge de sa requête, le 23 février 1572, et signée par le duc d'Albe, concluait au rejet pour le motif que le système proposé ne pouvait être mis à exécution « sans communication des Estatz ».

Or, à ce moment, le duc traitait avec les États des questions importantes pour le service de Sa Majesté et qui ne souffraient aucun retard. En guise de consolation, l'apostille ajoutait que

si le Gouvernement venait à se servir de certains moyens recommandés par van den Sande, il se conformerait aux clauses stipulées dans l'octroi qui lui avait été concédé.

Les questions importantes qui préoccupaient tant le duc, nous les connaissons aujourd'hui. Il s'agissait d'empêcher à tout prix le départ pour Madrid des délégations des États, décidés à porter leurs doléances au Roi en personne. On sait que, malgré la défense formelle du duc, malgré l'opposition de Philippe II lui-même, les délégués quittèrent la Belgique dans les premiers jours de mars ⁽¹⁾. Trois mois après, le Roi faisait surseoir à la perception des 10° et 20° deniers ⁽²⁾. Mais il faudra attendre encore plus de deux siècles avant de voir introduire dans notre législation fiscale les principes du système préconisé par Frédéric van den Sande.

⁽¹⁾ *Bulletin de la Commission royale d'Histoire*, 2^e série, t. XI, p. 254.

⁽²⁾ PIOT, *Correspondance de Granvelle*, t. IV, p. XIX.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Beyens (Baron)*. Le second empire vu par un diplomate belge (tome I^{er}).
Bruges-Paris, 1924; in-16 (484 p.). [31.049]
- Capitant (Henri)*. De la cause des obligations. Paris, 1924; in-8°
(506 p.). [31.048]
- Ojeda (Luis Thayer)*. Traducccion de la inscripcion numero XXXV de la
monumenta de Hübner. Vina del Mar, 1924; in-4° (3 p.). [30.124]
- Vannérus (Jules)*. L'origine des seigneurs de Brandenbourg et de Neuer-
bourg, s/l. s. d; in-8° (35 p.). [30.125]
-

Séance du lundi 2 mars 1925.

M. J.-P. WALTZING, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; comte Goblet d'Alviella, baron E. Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, M. De Wulf, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J. Van den Heuvel, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, L. Leclère, *membres*; J. Cuvelier, Jean Capart, H. Vander Linden, A. Roersch, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Mahaim, *membre*; A. Nerinx et H. Rolin, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts demande si l'Académie désire voir créer éventuellement de nouveaux Prix décennaux ou quinquennaux. — Renvoi à une Commission formée de MM. Waltzing, Wilmotte, de la Vallée Poussin, Bidez, Vercoullie, De Wulf, Pirenne, Mahaim.

L'Université hébraïque de Jérusalem prie l'Académie de se faire représenter à la cérémonie de son inauguration, le 1^{er} avril 1925.

L'Union Fédération archéologique et historique de Belgique fait

connaître qu'elle tiendra son prochain Congrès à Bruges, du 2 au 5 août 1925.

M. J. Cuvelier adresse un rapport sur des documents historiques inédits concernant le Japon. — Renvoi à l'Union académique internationale.

Le Comité d'organisation prie l'Académie de se faire représenter à la Conférence internationale pour l'emploi de l'Espéranto dans les Sciences pures et appliquées, qui se tiendra à Paris, du 14 au 16 mai 1925.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Traité des Obligations en général, tome V; présenté, avec une note bibliographique, par G. Cornil.

Li Voyêdje di Tchaufontaine, édition critique, par J. Haust; présenté, avec une note bibliographique, par M. Wilmotte.

Université de Nancy, 60^e anniversaire du rétablissement de la Faculté de droit.

Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande, par A. Henry; présenté, avec une note bibliographique, par H. Pirenne.

Histoire de Lorraine, tome III et *Index général*, par R. Parisot; présenté, avec une note bibliographique, par H. Pirenne.

Geschiedenis van België, tome IV, par H. Pirenne.

Napoléon et la Pologne, par S. Askenazy, traduit par H. Grégoire; présenté, avec une note bibliographique, par L. Leclère.

Byzantion, Revue internationale des Études byzantines, t. I; présenté, avec une note bibliographique, par le P. Delehaye.

Manuel du Droit international belge, par P. Pouillet; présenté, avec une note bibliographique, par le baron Descamps.

— Remerciements.

COMITÉ SECRET.

La Classe prend connaissance des candidatures, présentées par la Section d'Histoire et des Lettres, pour la place d'associé vacante par suite du décès de L. Havet et, par la Section des Sciences morales et politiques, pour la place de membre titulaire vacante par suite du décès de G. De Greef et pour la place d'associé vacante par suite du décès de Ch.-F. Ferraris.

CONCOURS DE 1925. — RAPPORTS.

Section des Sciences morales et politiques.

PREMIÈRE QUESTION. — *On demande une étude sur la condition des classes agricoles au XIX^e siècle dans une région de la Belgique, à l'exclusion de la Campine, de la Hesbaye, de l'Ardenne, du Hageland, du Condroz, du Pays de Waes et de la Lorraine belge.*

Rapport de M. Des Marez, premier commissaire.

Le long rapport que j'ai consacré déjà au mémoire relatif à la « Condition des classes agricoles au XIX^e siècle dans la région de l'Entre-Dendre-et-Senne » me permettra d'être bref, cette fois ⁽¹⁾.

J'y indiquais les chapitres qui me paraissaient trop peu étudiés ; j'y signalais un certain nombre de points nouveaux et j'y laissais entrevoir tout l'intérêt que pouvaient présenter, pour l'étude du sujet, certaines sources d'information qui avaient échappé à l'auteur. Celui-ci a bien voulu tenir compte des observations que mes confrères et moi avions formulées, et il

⁽¹⁾ *Bulletins de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques*, séance du 1^{er} mai 1922, pp. 88 à 99, n^o 3.

nous renvoie son mémoire considérablement remanié et complété.

Le chapitre de l'*Habitation* a été entièrement refait. Les différents types de maisons y sont successivement étudiés, et l'ajoute de quelques plans terriers aide à mieux faire comprendre leur distribution intérieure. Le chapitre de la *Culture maraîchère et fruitière* a été revu avec soin et enrichi de données puisées dans des dossiers administratifs. Le chapitre *Voies et Communications*, par trop négligé dans la première rédaction, est traité *ex professo* et illustré de cartes montrant le réseau des routes anciennes et modernes. L'étude des plans cadastraux de Grand-Bigard, de Zellick, de Berchem-Saint-Laurent, a permis à l'auteur de décrire le système d'après lequel les premiers occupants ont pris possession du sol, système intermédiaire entre le *Hofsystem* et le *Dorfsystem*. Elle lui a permis également de préciser l'importance des exploitations agricoles. A Zellick, la disposition en blocs, tels qu'on les trouve dans le système des fermes isolées, est encore nettement visible; à Grand-Bigard, la permanence des parcelles est frappante, et il a été possible de retrouver, inchangés, les biens de l'ancienne abbaye.

Nous avons reproché au chapitre qui traitait de l'*Exploitation agricole en général* d'être trop confus, de manquer de perspective historique, faute de divisions. L'auteur a habilement remanié cette partie importante de son étude. Il l'a rendue plus lumineuse en la divisant en trois parties : l'une allant de la fin de l'ancien régime jusqu'à l'avènement du machinisme (1800-1850); l'autre, de la crise linière à la crise agricole (1850-1895); la troisième, traitant de la période de relèvement, de 1895 à 1914.

L'auteur a joint à son mémoire une intéressante illustration et quelques cartes. Je voudrais insister auprès de la Classe pour que ces illustrations, du moins certaines d'entre elles, — celles qui sont les plus typiques, — soient reproduites. Elles donne-

ront au mémoire une impression de vie et fixeront, pour les générations futures, l'image d'un pays que le voisinage trop proche de la grande ville transforme à vue d'œil.

Tel qu'il se présente, le mémoire répond pleinement à la question posée. Je demande à la Classe de vouloir bien lui décerner le prix.

Rapport de M. E. Mahaim, deuxième commissaire.

Je me rallie bien volontiers aux conclusions du premier commissaire.

Les chapitres du mémoire, qui nous reviennent aujourd'hui, ont été considérablement améliorés; les annexes contiennent des documents intéressants.

J'avais demandé à l'auteur d'essayer de dresser des budgets de ménage typiques. Il déclare qu'il s'est heurté, sur ce point, à des difficultés insurmontables. Je suis le premier à reconnaître, en effet, qu'il est rare de rencontrer les circonstances favorables à l'établissement de budgets de ce genre. Je pense aussi, avec l'auteur, que les fluctuations dans la valeur de la monnaie qui existent aujourd'hui rendent les comparaisons presque impossibles. Aussi, j'aurais mauvaise grâce à insister. Je me plais à reconnaître l'effort de l'auteur pour satisfaire aux critiques qui lui avaient été faites par le premier commissaire.

Je conclus donc en exprimant l'avis qu'il y a lieu de décerner le prix.

Rapport de M. Wodon, troisième commissaire.

Je me rallie en tous points aux conclusions de MM. Des Marez et Mahaim.

La Classe adopte ces conclusions. Le prix est décerné à M. Louis Verhulst, directeur au Ministère des Finances, à Bruxelles.

RÈGLEMENT DE LA CLASSE.

La Classe décide :

1° De placer l'article 13 (relatif aux concours) immédiatement avant l'article 19 (relatif aux questions de concours);

2° De mettre l'article 19 d'accord avec l'article 12 du Règlement général de l'Académie, en le remplaçant par le texte suivant :

« Chaque année, dans la séance qui précède la séance publique, la Classe désigne les anciennes questions de concours à maintenir au programme, détermine les matières sur lesquelles doivent porter les questions nouvelles et choisit ces dernières.

» Si le nombre des questions proposées dépasse le nombre réglementaire, la Classe peut nommer, dans chaque section, une Commission de trois membres qui proposera à son choix, dans la séance suivante, les questions qui paraissent le mieux appropriées.

» La liste des questions posées sera publiée au moins deux ans avant la clôture du concours » ;

3° De mettre l'article 22 en rapport avec l'article 9 du règlement général, en supprimant les huit derniers mots de cet article 22.

TRAVAIL A L'EXAMEN.

La Légende de Saint Jean l'Hospitalier, par L. Karl. — Renvoi à MM. Wilmotte, Delehay et Doutrepont.

LECTURES.

Les décimes pontificales dans les anciens diocèses belges, par dom Ursmer Berlière. — Impression dans le *Bulletin*.

Documents hittites du XIV^e siècle avant Jésus-Christ sur les rois d'Achaïe. — *Sur quelques papyrus littéraires récemment découverts*, par L. Parmentier.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

RENÉ DEMOGUE, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris. — *Traité des Obligations en général*. — I. *Sources des obligations* (suite et fin). Tome V, in-8° de 678 pages. Paris, Arthur Rousseau, 1925.

Au nom de l'auteur, j'ai l'honneur de faire hommage à la Classe du tome cinquième du *Traité des Obligations*. (Voir, sur les tomes précédents, le *Bulletin* de l'année 1923, aux pages 188 à 190, et de l'année 1924, aux pages 261 à 263.)

M. le professeur Demogue termine, dans ce tome, l'étude des sources des obligations. Il nous initie ici à tous les mystères de la responsabilité juridique pour autrui et de la responsabilité à raison du fait des choses.

Ce tome nouveau est aussi touffu que ses aînés. Je ferai donc pour lui ce que j'ai fait pour ceux-ci, c'est-à-dire que je me bornerai à cueillir au hasard une question, pour servir d'illustration de la méthode remarquable de l'auteur.

Le régime de la responsabilité des communes pour les dégâts commis par des attroupements n'est plus, en France, le régime de la vieille loi révolutionnaire du 10 vendémiaire an IV. Tandis que le système de l'an IV est demeuré immuable en Belgique, il a été rajeuni à deux reprises, en France, par des lois du 5 avril 1884 et du 16 avril 1914. Le régime nouveau assure en tout cas à la victime de troubles une indemnité dont la charge est répartie entre deux administrations publiques : l'État et la commune. Normalement, la répartition de la charge est égale entre l'État et la commune, qui sont responsables en vertu du risque social et, par conséquent, même sans faute. Si cependant, il y a eu faute soit de l'État, soit de la commune, il en

sera tenu compte pour modifier la répartition de la charge, au point que la part de l'administration en faute pourra monter jusqu'à 80 % du total.

Or, voici les réflexions critiques qu'inspire à M. le professeur Demogue ce système assez complexe (pp. 182-183) : « Il (le système actuel) part d'un point de vue social de mise en commun des pertes, mais il maintient en partie le rôle de l'idée de faute pour raréfier les actes condamnables des administrations municipales. C'est un système très moderne et très raffiné. S'il se limite aux dommages nés de troubles, c'est qu'il y a entre eux et les administrations un certain lien de causalité occasionnelle qui se retrouve moins dans les autres dommages. Socialement et politiquement, la loi de 1914... est le signe d'une période troublée par des grèves fréquentes, où se mêlent souvent des fléchissements d'autorités municipales; elle est en même temps le signe d'une époque avide de sécurité, malgré certains désordres; enfin, d'une civilisation riche où l'on n'hésite pas à accroître les responsabilités administratives. » Et l'auteur ajoute en note : « Il y a au fond dans cette loi cette arrière-pensée, non sans vérité, mais très dangereuse, qu'il ne faut pas trop regretter des troubles sociaux qui préparent la société de demain et que pour cela il faut, tout en indemnisant les victimes, ne pas trop charger les communes indulgentes à certaines violences ».

En vérité, les anciens exégètes du Code civil ne nous avaient pas accoutumés à des observations critiques de ce genre, qui marquent très heureusement le chemin parcouru par la dialectique des jurisconsultes.

GEORGES CORNIL.

J. HAUST. — *Li Voyèdje di Tchaufontaine*.
Liège, Vaillant-Carmanne, 1924.

J'ai l'honneur de présenter à la Classe une édition nouvelle d'un petit ouvrage liégeois du XVIII^e siècle, qui n'intéresse pas

seulement l'histoire du théâtre en dialecte, car il constitue peut-être le tableau de mœurs le plus vivant et le mieux brossé qu'on possède de ce temps-là en Belgique. La langue en est vigoureuse, charnue, vive en couleurs, parfois un peu brutale dans son réalisme; les caractères sont habilement tracés, avec un souci indéniable de vérité et d'humanité moyenne; le thème, insignifiant en soi, est pourtant fort heureusement choisi; nous revivons, dans sa simplicité et sa bonhomie, l'existence de ces bourgeois de l'ancienne Principauté, de ces petites gens qui grouillaient et s'agitaient autour de la cathédrale de Saint-Lambert et sur la rive de Meuse et qui, par leur franc parler, leur allure dégagée, leur soif de plaisir, ne se ressentaient pas trop de l'atmosphère alourdie d'une ville de prélats et de moinillons.

Li Voyèdje di Tchaufontaine a trouvé, pour le tirer de l'ombre, un éditeur avisé et consciencieux en M. le professeur Haust. Nul ne connaît mieux que ce dialectologue distingué les nuances, les vieux tours, les formes désuètes ou rares des patois wallons. Son commentaire aidera le lecteur non préparé à l'intelligence du texte, dont il retrace l'histoire et apprécie l'importance historique dans sa préface.

M. WILMOTTE.

A. HENRY. — *Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande*. Paris, Les Presses universitaires de France, 1924, 21 pages in-8°.

L'histoire économique et sociale de la guerre mondiale, dirigée par le professeur Shotwell, sous les auspices de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, s'est largement développée depuis que j'ai eu l'occasion d'en entretenir la Classe ⁽¹⁾. La série belge et la série française, dont aucun

(1) Voir le *Bulletin* d'avril 1924, pp. 112-129.

volume n'avait encore paru en ce moment, sont aujourd'hui en voie de publication. Elles sont imprimées et éditées à Paris par les Presses universitaires de France. Le format et la disposition typographique sont conformes à ceux de la série anglaise.

J'ai la grande satisfaction de pouvoir déposer sur le bureau le premier volume de la série belge. Œuvre de M. Albert Henry, il porte pour titre : *Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande*. Les publications antérieures de M. Alb. Henry, et surtout les fonctions qu'il a occupées pendant la guerre en qualité de secrétaire général du Comité de Secours et d'Alimentation, lui conféraient, pour traiter ce sujet, une compétence hors ligne. Son livre n'est pas seulement le fruit de l'étude approfondie des documents, il est aussi l'œuvre d'un homme qui a connu de science personnelle, pour y avoir pris une large part, l'organisation dont il retrace le fonctionnement. Il a été écrit sous l'impression directe de la réalité et constitue à cet égard une source historique à laquelle on sera toujours forcé de recourir.

Le but de M. A. Henry a été surtout de montrer comment on parvint, à force de perspicacité, de souplesse, d'énergie et de ténacité, à créer, au cœur même du pays, sous la surveillance soupçonneuse de l'armée et de l'administration allemandes, un organisme exclusivement national qui réalisa le miracle d'alimenter une population isolée du monde extérieur, et par cela même d'en soutenir le moral et de lui donner la force de supporter des épreuves si dures que ceux-là mêmes qui les ont connues ne peuvent plus que difficilement se les représenter. Sans doute, la *Commission of Relief for Belgium* a concouru d'une manière splendide à l'œuvre du Comité National; M. H. Hoover et ses collaborateurs ont donné alors au monde l'exemple de ce que peut l'esprit d'organisation soutenu par le sentiment de la solidarité internationale, et leur grandiose intervention ne s'effacera jamais de la mémoire des Belges. On pourrait s'étonner de ce que M. A. Henry ne l'ait pas décrite avec plus de détails,

si l'on ne savait que l'histoire de la *Commission of Relief* n'est pas encore faite, que les documents d'après lesquels on pourra l'écrire un jour ne sont pas publiés, qu'il était impossible à l'auteur de consulter les archives de la *Hoover War Library* à Stanford, et qu'enfin, comme je viens de le dire, il avait à exposer avant tout ce qui avait été fait dans le pays même.

Il suffira de parcourir la liste des chapitres de son ouvrage pour se rendre compte de l'étendue de la tâche ainsi comprise. Toutes les difficultés soulevées par le problème de l'alimentation dans les circonstances extraordinaires créées par l'occupation ont été exposées avec une clarté parfaite. M. Henry a assisté aux réunions hebdomadaires du jeudi dans lesquelles le Comité directeur, présidée par M. Francqui, communiquait aux délégués des provinces ses instructions et ses mots d'ordre. En peu de jours, par l'intermédiaire des Comités provinciaux, régionaux et locaux, l'impulsion partie du centre parvenait jusqu'aux hameaux les plus reculés et les vivres arrivaient à destination. 3,200,000 tonnes ont été réparties, et l'on comprend l'intérêt que présente la description du mécanisme qui a produit un tel résultat. Bien souvent, en présence du mauvais vouloir des autorités, il fallut recourir à des subterfuges dont on trouvera dans l'ouvrage l'instructive histoire. M. Henry montre que le Comité a fait tout ce qu'il était humainement possible de faire. Il n'a pu surmonter tous les obstacles qui lui étaient opposés, et ce serait une erreur de croire, comme il est arrivé parfois, que grâce à lui l'alimentation de la Belgique a été suffisante. En réalité, elle n'atteignit en 1917, comme l'auteur le montre, que 56 % de ce qu'elle aurait dû être. Malgré des prodiges d'énergie, le Comité n'a pu épargner au pays de cruelles souffrances. Mais que l'on s'imagine ce qu'il serait advenu s'il n'avait pas existé. Sans lui, la Belgique n'eût certainement pas traversé comme elle l'a fait les années les plus douloureuses et les plus glorieuses de son histoire. C'est ce qui fera à jamais l'honneur du Comité National, et c'est ce qui donne en même temps une valeur de

premier ordre au témoignage si consciencieux, si précis, si documenté et en même temps si direct que M. Henry porte sur ses travaux.

H. PIRENNE.

ROBERT PARISOT. — *Histoire de Lorraine*, t. III, de 1789 à 1919. Paris, A. Picard, 1924, viii-521 pages, in-8°. Index alphabétique général. *Ibid.*, 109 pages, in-8°.

J'ai le plaisir d'offrir à la Classe, de la part de notre associé, M. Robert Parisot, le tome III par lequel s'achève l'*Histoire de Lorraine* dont il a fait paraître le premier volume en 1919. La période envisagée est habituellement négligée par les historiens des provinces françaises, et cela se comprend sans peine, puisque la division de la France en départements y a fait disparaître les derniers vestiges de l'autonomie provinciale qu'avait épargnés l'Ancien Régime. Mais outre que M. Parisot est décidément « régionaliste », il avait les meilleures raisons du monde d'agir comme il l'a fait. La question lorraine, rouverte par la guerre de 1870, a été tranchée par la Grande Guerre et il était impossible de ne pas conduire le récit jusqu'à sa solution. Au reste, l'auteur a su adapter son exposé aux conditions nouvelles dans lesquelles se présentait son sujet. Il n'était plus nécessaire de décrire les institutions qui depuis 1815 ont régi une région devenue partie intégrante de la France. En revanche, il fallait étudier les transformations qui lui firent éprouver les réformes opérées au cours de la Révolution, du Consulat et de l'Empire dans tous les domaines. C'est là sans doute une des parties les plus instructives du volume. Mais on y lira aussi avec un vif intérêt les chapitres consacrés à la vie économique et aux diverses manifestations du mouvement social, intellectuel et politique. La tâche était ici d'autant plus délicate que l'historiographie locale ne franchissant guère la limite de 1789, de laquelle l'École continue à dater le début des temps contemporains,

M. Parisot ne pouvait recourir qu'à un bien petit nombre de travaux antérieurs. Guidé par la connaissance profonde qu'il a de son pays et soutenu par la tendresse qu'il lui porte, il a réussi dans une entreprise singulièrement difficile. Aucune autre province de France ne possède le pendant de l'histoire qu'il a consacrée à la Lorraine. Écrite pour le grand public, elle repose sur les bases solides d'une érudition dont son auteur a donné des preuves qu'il est inutile de rappeler ici. Les longues années qu'il a consacrées à cette œuvre de haute vulgarisation forment le prolongement d'une carrière dévouée tout entière à la région lorraine, dont les destinées, à tant d'égards, ressemblent à celles de la Belgique. L'Index général, qui a paru en même temps que ce dernier volume, sera le bienvenu auprès de tous les lecteurs de l'excellent ouvrage de notre confrère.

H. PIRENNE.

P. POULLET, professeur de droit international privé à l'Université de Louvain, membre de l'Institut de Droit international, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène. — *Manuel de Droit international privé belge*.

De la part de l'auteur, j'ai l'honneur de faire hommage à l'Académie de ce volume de 600 pages, qui est le fruit de plus de vingt années d'enseignement universitaire. Destiné avant tout aux étudiants de nos facultés de droit, il intéresse tous ceux qui, au barreau, dans la magistrature, dans le notariat, dans les consulats, désirent connaître le dernier état de la doctrine et de la jurisprudence sur l'ensemble des questions concernant le droit international privé.

Parmi toutes les branches de la science juridique, le droit international privé est assurément l'une des plus captivantes. Placé aux confins du droit privé, du droit public, du droit international et, même, aux confluent du droit et de la poli-

tique, le droit international privé s'efforce de concilier — d'une manière imparfaite, sans doute, mais toujours perfectible — les exigences de la solidarité internationale dans l'ordre des intérêts privés, avec le légitime respect dû à la souveraineté nationale des divers États.

Peu ou pas de textes, du moins dans la matière qui forme l'objet propre du droit international privé, à savoir les conflits de lois. Travaillant à même les faits, le juriste a la tâche délicate de construire la règle à la lumière de la science sociale, de l'expérience et de la raison.

Branche bien actuelle aussi, puisque l'œuvre née d'hier en est à ses débuts, qu'elle traduit les fluctuations de la politique mondiale et que, par suite du développement des rapports internationaux, les problèmes se posent et se succèdent avant même que l'unanimité soit faite sur la méthode de solution des conflits...

De tout temps, la Belgique a tenu une place remarquable dans l'élaboration d'un droit international unifié et vraiment scientifique. Rappelons la collaboration féconde que les divers gouvernements ont apportée aux tentatives anciennes de Mancini, puis à l'œuvre — malheureusement interrompue — de La Haye. Et signalons que l'effort principal est venu de l'initiative privée. Dès 1873, la Belgique donnait le jour à l'*Institut de Droit international*, dont les sessions se poursuivent avec un succès encore accru depuis la Grande Guerre. Nombreuse est l'équipe des internationalistes belges dont les travaux ont porté au loin la réputation de notre pays. Notre Académie en compte dans son sein d'éminents représentants. Et alors que la Belgique n'est pas très riche de revues juridiques, n'avons-nous pas deux périodiques autochtones de droit international qui rivalisent avec les meilleurs de l'étranger : la *Revue de Droit international et de Législation comparée* et le *Bulletin de l'Institut belge de Droit comparé*?

Il manquait, cependant, un Manuel bien à jour qui, en un cadre restreint, fournit à tous, étudiants, praticiens, spécialistes

des autres branches juridiques, un exposé d'ensemble du droit international privé belge en 1925.

Cet ouvrage, le voici.

Synthèse d'un enseignement dont les bénéficiaires s'accordent à reconnaître la haute distinction, nourri de l'expérience — précieuse en l'espèce — du parlementaire et de l'homme d'État, le Manuel de M. Poullet réunit toutes les qualités de l'œuvre élémentaire bien venue : netteté des idées, clarté de la méthode, élégante simplicité du style.

Après une introduction attachante, — historique succinct des efforts tentés dans la voie du droit international privé, — le Manuel étudie successivement, d'après le plan classique, les quatre matières de la nationalité, de la condition des étrangers, du conflit des lois, de l'efficacité des jugements et des actes étrangers.

Sans entrer dans le détail des problèmes et des solutions, relevons quelques points saillants.

Toutes les questions concernant la nationalité sont remarquablement traitées dans le premier livre du Manuel, et l'auteur ne manque pas d'examiner l'influence des annexions et cessions de territoire sur la nationalité des habitants. Concernant le caractère juridique de la nationalité, l'auteur écrit que « d'après la doctrine courante d'aujourd'hui (Weiss, t. I, pp. 2 et suiv.) le lien de nationalité a un double caractère. Il est d'abord *contractuel*, c'est-à-dire qu'il ne naît et ne peut naître que d'un accord des volontés : celle de l'État, d'une part, celle du citoyen, de l'autre; et le contrat ainsi formé est *synallagmatique*, c'est-à-dire qu'il engendre des obligations réciproques entre les deux parties ». (N° 38, p. 35.)

La nationalité-contrat : doctrine bien « civiliste », apparentée à la théorie du contrat social. Il semble pourtant que la nationalité, — au moins la nationalité d'origine, — loin de résulter d'un contrat réel ou présumé, est un fait de nature et que nous naissons membres d'une patrie comme nous naissons membres

d'une famille. *Jus sanguinis* ou *jus soli*? Peu importe : il s'agit seulement de déterminer lequel des deux critères est le plus *naturel*. Mais quand la loi a choisi, — en s'inspirant d'ailleurs de l'intérêt national, — c'est bien elle qui décide et non la volonté de l'individu. Sans doute, la plupart des législations modernes admettent le changement de nationalité. Encore est-il que l'État originaire peut toujours apporter des restrictions ou des conditions à l'exercice du droit de changer de patrie, car le corps a des droits sur le membre. Fidèle à la doctrine de la nationalité-contrat, l'auteur néglige trop peut-être de rappeler le droit social, qu'il serait pourtant difficile de méconnaître.

Dans le livre II du Manuel, la condition des étrangers est étudiée sous tous ses aspects. Le chapitre concernant la condition des personnes morales étrangères en Belgique est particulièrement intéressant. L'auteur était préparé à cette étude par deux travaux particuliers parus sous ces titres : *De la situation légale en Belgique des personnes morales étrangères* (RÉPERTOIRE MENSUEL DE LA JURISPRUDENCE BELGE, 1902) et *La Condition des personnes morales étrangères d'après la Jurisprudence belge* (JOURNAL DE CLUNET, 1904). M. Pouillet n'hésite pas ici à défendre la thèse de la reconnaissance de plein droit. Sans doute, l'expérience antérieure à la guerre mérite d'être retenue, et nous ne devons pas être dupes. A l'autorité publique de veiller : c'est affaire de police. Mais le droit international est autre chose qu'une combinaison de règles dictées par l'unique souci de l'intérêt national. Il semble conforme à l'esprit international de ne point refuser dès l'abord aux personnes morales étrangères le bénéfice de la personnalité en dehors des frontières de l'État dont elles relèvent.

En ce qui concerne la méthode de solution des conflits de lois dont s'occupe le livre III du Manuel, M. Pouillet se rallie au système finaliste et réaliste exposé par M. Pillet dans ses *Principes de Droit international privé*. Rejetant les procédés antagonistes, mais également tranchés et factices, de la théorie

des statuts et de la théorie de la personnalité du droit, M. Pillet propose de s'arrêter au critère du but social de la loi. « Nous nous rallions, pour notre part, déclare l'auteur, à l'idée générale qui domine le système de M. Pillet et celui de Savigny et nous nous en inspirerons pour la solution des conflits de lois chaque fois qu'aucun texte des lois belges ne nous imposera de solution précise et déterminée. Dans tous les cas non expressément prévus par les législateurs, lorsque nous aurons à trancher des conflits de lois, nous rechercherons, avec MM. Savigny et Pillet, la nature des intérêts en cause, le but social poursuivi par le législateur, et nous donnerons la préférence à celui des législateurs en présence dont l'intervention peut assurer aux intérêts en cause la législation la mieux appropriée à leur nature, la législation qui permettra de réaliser le plus efficacement dans l'espèce envisagée le but social général qui sert de base aux dispositions légales » (p. 265).

C'est dans ces conditions que l'auteur groupe, en une série de chapitres, les lois d'après leur but social, d'après la nature des intérêts en cause et qu'il recherche pour chacun de ces groupes le principe général de droit international privé, applicable en cas de conflit. Il passe ainsi en revue les conflits de lois relatifs à l'état et à la capacité des personnes, au régime des biens, aux actes juridiques, aux lois successorales, consacrant d'ailleurs un chapitre spécial à l'étude de l'ordre public international belge, pour en déterminer la signification et la portée.

Il ne pouvait être question dans un Manuel tel que celui-ci de faire l'application des principes généraux à toutes les matières du droit civil et du droit commercial. L'auteur a dû se borner à quelques-unes des matières qui se présentent le plus fréquemment dans la pratique. C'est pourquoi, dans le domaine des lois d'état et de capacité, il a étudié le mariage, le divorce, la tutelle des mineurs, les questions de filiation; dans le domaine des lois relatives au régime des biens, il a fait l'application de prin-

cipes généraux à l'usufruit, à l'hypothèque maritime, aux titres au porteur; dans le domaine des obligations conventionnelles, il a traité du contrat de mariage et du régime des biens des époux, de la lettre de change, ainsi que de la prescription libératoire en général; dans le domaine des lois successorales, il s'est occupé des conditions requises pour succéder ou pour recevoir, du règlement des dettes du défunt et du testament.

La dernière partie du Manuel, contenue dans le livre IV, traite de l'efficacité, en Belgique, des jugements des tribunaux étrangers et des actes passés à l'étranger, en signalant le dernier état de la législation de la doctrine et de la jurisprudence.

Un esprit large et élevé anime tout cet ouvrage. Profondément respectueux des exigences essentielles de l'ordre national, l'auteur n'en poursuit pas moins de toutes ses forces les solutions internationales justes. C'est la disposition d'esprit requise de tout juriste internationaliste, en l'absence de laquelle le droit international ne s'élèvera jamais.

N'est-ce pas aussi la disposition requise de tout bon patriote belge? La vocation de la Belgique, qui lui est assignée par la géographie, par l'histoire, par son intérêt évident, n'est-elle pas de contribuer, dans la mesure de ses forces, au rapprochement fraternel des peuples et au règne de la justice internationale?

BARON DESCAMPS.

Byzantion. Revue internationale des Études byzantines. Tome I, publié par PAUL GRAINDOR et HENRI GRÉGOIRE. Paris, Édouard Champion, et Liège, Vaillant-Carmanne, 1924, in-8°, viii-755 pages, portrait et gravures.

La section des Études byzantines du V^e Congrès international des Sciences historiques, tenu à Bruxelles en 1923, avait émis le vœu que fût créé un organe international des études byzantines, d'un caractère nettement scientifique, mais s'adressant à un public plus étendu que la plupart des revues consacrées à la

même discipline. Un comité provisoire de rédaction fut désigné. Au premier Congrès des Études byzantines qui se réunit à Bucarest en avril l'année suivante, ce comité fit place à un comité directeur composé de MM. Ch. Diehl, N. Iorga, G. Millet et Sir W. Ramsay. Le secrétariat de la *Revue* fut confié, pour deux ans, à deux de nos compatriotes, MM. Paul Graindor et Henri Grégoire. Le beau volume qui paraît aujourd'hui suffit à montrer combien les directeurs ont été bien inspirés dans leur choix.

Le résultat doit se mesurer aux difficultés de l'entreprise. Il a fallu d'abord arrêter le cadre de la nouvelle publication, lui assurer une exécution typographique en rapport avec son importance, obtenir la collaboration de spécialistes appartenant à une douzaine de nationalités différentes, les soumettre à la discipline que requiert toute œuvre collective, traduire des travaux en langues étrangères, faire subir parfois à la copie un travail de préparation fastidieux. Tout cela représente un effort dont le public profite sans en apprécier le mérite.

Voici en quels termes les secrétaires font connaître le plan adopté : « *Byzantion* publiera chaque année, en deux fascicules, outre des articles de fond, des comptes rendus et une chronique comprenant des bulletins régionaux, des bulletins spéciaux d'histoire, d'archéologie, de philologie, de théologie, d'épigraphie, de numismatique, de sphragistique, de papyrologie, enfin, toutes les informations relatives à l'organisation du « byzantinisme » et à la vie même de notre discipline. Toutes ces rubriques sont déjà représentées, les unes largement, les autres comme en germe, dans ce tome I (1924), correspondant à deux fascicules semestriels. Mais le caractère spécial du présent volume justifie la place importante qu'y occupent les articles de fond. Ils donneront au grand public une idée exacte de la fécondité et de la richesse de nos études ».

Nous ne pouvons songer à analyser les trente articles du recueil, et ce serait trop peu d'en transcrire les titres. Il est plus

important de faire connaître les noms des auteurs qui, presque tous, jouissent d'une réputation bien établie. Nous les grouperons dans l'ordre des matières traitées.

Histoire et Sciences auxiliaires : F.-M. Abel, N.-A. Bees, H.-I. Bell, L. Bréhier, C. Diehl, H. Delehayé, J. Gay, B. Granić, J. Laurent, C. Marinesco. *Archéologie et Histoire de l'Art* : N.-P. Kondakov, D. Aynalov, A. Andréadès, V. Benešević, A. Blanchet, A. Grabar, P. Graindor, V. Grecu, P. Henry, G. de Jerphanion, A. Muñoz, J. Puig y Cadafalch, J. Strzygowski. *Philologie et Histoire littéraire* : D.-C. Hesseling, E. Jeanselm, L. Oeconomos, G. Mercati, P. Peeters, J. Psichari, V. Valdenberg. Suivent les comptes rendus de vingt-deux ouvrages importants, confiés aux meilleurs critiques, et des bulletins régionaux rédigés, pour l'Amérique par A.-K. Porter, pour la Bulgarie par B. Filov et P. Moutafchiev, pour la Grèce par G. Sotiriou et N.-I. Giannopoulos, pour l'Italie par A. Muñoz, pour la Roumanie par N. Bănescu, pour la Yougoslavie par L. Karaman. Le premier bulletin spécial, consacré à l'épigraphie, est rédigé par H. Grégoire.

Un souvenir mélancolique s'attachera au premier volume de *Byzantion*. Le Comité avait approuvé l'idée d'en faire une sorte de recueil de mélanges en l'honneur de M. N. Kondakov, qui fêtait, en 1924, son 80^e anniversaire. Le jour même (20 février 1925) où l'on achevait le tirage du volume, on apprenait la mort de l'illustre savant, décédé à Prague le 16 février. Les collaborateurs de *Byzantion* portent le deuil de celui qu'ils considéraient comme le patriarche de l'archéologie byzantine. Tous ceux qui s'intéressent aux progrès de la science s'y associeront.

Il nous reste à féliciter de leur œuvre tous ceux qui ont contribué par leurs travaux ou leur appui à créer *Byzantion*. A tous, comme à l'œuvre elle-même, nous souhaitons πολλά τὰ ἔτη.

HIPPOLYTE DELEHAYE.

SIMON ASKENAZY. — *Napoléon et la Pologne*, tome I. Traduit du polonais par Henri Grégoire, professeur à l'Université de Bruxelles. Avant-propos d'Arthur Chuquet. Lettre-préface de G. Lacour-Gayet. Bruxelles, Lamertin; Paris, Leroux, 1925. 404 pages.

J'ai l'honneur de présenter à la Classe, au nom de l'auteur et du traducteur, la première partie de l'œuvre consacrée par M. Askenazy aux rapports de Napoléon et de la Pologne. Le savant historien a étudié, dans une grande partie de ses livres et de ses cours, l'époque napoléonienne. Il a publié notamment une biographie très complète du prince J. Poniatowski, maréchal de l'Empire français (1904). Il a couronné ses travaux par un ouvrage de synthèse : *Napoléon a Polska (Napoléon et la Pologne)*. La première partie en a paru en 1919. Elle expose les relations franco-polonaises, du Partage de 1772 au Traité de Presbourg (1805). La deuxième et dernière partie (1806-1815) sera bientôt éditée à Varsovie.

Le premier volume de la traduction française correspond aux deux premiers livres du tome publié en polonais. Il se termine à la veille du départ de Napoléon pour l'Égypte en 1798. Huit chapitres, traitant successivement des trois partages de 1772, 1793, 1795, de Napoléon, de la formation des légions polonaises (1796-1797), des négociations de Leoben et de Campo-Formio.

De ses longues recherches d'archives, M. Askenazy a tiré beaucoup de renseignements inédits, soit qu'il ait consulté les papiers des grandes familles polonaises, soit qu'il ait exploré les dépôts officiels de Varsovie et de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, de Londres et de Paris. Partout il a fait des trouvailles, selon l'expression de M. Chuquet. Ces trouvailles, il a su les utiliser avec un grand talent de composition et d'exposition. Son livre est vivant, riche en scènes pittoresques. Mais au-dessus de la narration animée des événements, au-dessus des portraits expressifs des principaux personnages — et, avant tous les autres, de Napoléon (pp. 186-188) — plane l'idée générale qui donne à l'ouvrage sa cohésion, son unité : « La

Pologne, écrit l'historien, a gardé son cœur à Napoléon. Cela ne veut pas dire que des erreurs et des fautes de Napoléon la Pologne ne se soit pas rendu compte ou qu'elle ne les lui ait pas reprochées avec amertume et chagrin. Mais, en somme, elle lui a conservé son amour... pour deux motifs : d'abord, parce que la Pologne a été maltraitée par toutes les puissances européennes ; secondement, parce que Napoléon est le seul souverain étranger, le seul grand Européen qui ait jamais fait du bien à la Pologne (p. 3). »

Au début du livre, l'auteur montre — en ajoutant beaucoup de neuf à ce qui était déjà connu — comment, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la Pologne a été asservie par la Russie, la Prusse et l'Autriche ; comment aussi les puissances occidentales ont regardé ces partages avec une sorte d'indifférence, oubliant que la Pologne était un facteur de l'équilibre européen. C'est Bonaparte, le premier, qui eut des vues différentes. Il évalua, lors de la première campagne d'Italie, le surcroît de puissance militaire que l'annexion de la Pologne méridionale avait donné à l'Autriche ; il apprécia l'accroissement de force que les partages avaient procuré à la Russie et à la Prusse ; il comprit qu'il fallait restaurer la Pologne. Voilà pourquoi, dès 1796, il crée les légions polonaises ; voilà pourquoi la question polonaise occupe dans sa pensée, pendant tout son règne, une grande place ; voilà pourquoi, plus tard, il crée le grand-duché de Varsovie ; pourquoi, enfin, à Sainte-Hélène, il reconnaît qu'il faut, pour l'équilibre de l'Europe, relever, rétablir la Pologne.

L'œuvre de M. Askenazy constitue une introduction historique indispensable à consulter pour qui veut comprendre l'ensemble des événements qui, au XIX^e et au XX^e siècle, ont abouti à la résurrection de la Pologne. M. Lacour-Gayet le dit avec raison : « Outre le mérite scientifique, ce travail a le mérite de l'opportunité ». Il faut remercier l'habile traducteur d'en avoir donné une version française, claire et élégante. Elle se lit avec grand agrément et avec un intérêt qui ne faiblit jamais.

L. LECLÈRE.

Les décimes pontificales

dans

les anciens diocèses belges aux XIII^e et XIV^e siècles,

par dom URSMER BERLIÈRE, membre de l'Académie.

Les décimes extraordinaires que les papes imposaient sur les revenus ecclésiastiques, en vue de couvrir les frais des croisades et d'expéditions contre les hérétiques ou pour subvenir aux besoins de l'Église romaine, remontent au début du XIII^e siècle, au pontificat d'Innocent III ⁽¹⁾. L'insuccès de la dime saladin, que les rois de France et d'Angleterre avaient décrétée en 1184 ou 1185, que des synodes de 1188 avaient adoptée, promulguée cette année et retirée aussitôt, devait avoir sa répercussion dans le monde religieux par l'échec auquel il vouait toute idée de croisade. Le pape, invoquant sa mission de chef de la chrétienté et son autorité sur les personnes, prit alors l'initiative de sauver la foi et de reconquérir les Lieux Saints. Dès la fin de 1199, il

(1) Sur les décimes, voir GOTTLOB, *Kreuzzugssteuern*. Heiligenstadt, 1892; J.-P. KIRSCH, *Die päpstlichen Kollektorien in Deutschland*. Paderborn, 1894, pp. xv-xxii; A. PROFESSIONE, *Contributo agli studi sulle decime ecclesiastiche e della crociata*. Turin, 1894; BERLIÈRE, *Inventaire analytique des Libri Obligationum et Solutionum des Archives Vaticanes*. Bruges, 1904, pp. xxii-xxiii; SAMARAN et MOLLAT, *La fiscalité pontificale en France au XIV^e siècle*. Paris, 1905, pp. 11-12; G. LOY, *Der kirchliche Zehnt im Bistum Lübeck von ersten Anfängen bis zum Jahre 1340*. Diss. Kiel, 1909; E. HENNIG, *Die päpstlichen Zehnten aus Deutschland im Zeitalter des Avignonnesischen Papsttums und während des grossen Schismas*. Halle, 1909; E. GOELLER, *Die Einnahmen der apost. Kammer unter Johann XXII*. Paderborn, 1910, pp. 97*-102*. En 1881, M. Gerbaux a publié les conclusions d'une étude sur *Les décimes ecclésiastiques au XIII^e siècle* (POSITIONS DES THÈSES DE L'ÉCOLE DES CHARTES, 1881, pp. 23-29). Il y a aussi de nombreux renseignements dans E. BERGER, *Saint Louis et Innocent IV*. Paris, 1893, pp. 185-202; M. PROU, *Registre d'Honorius IV*. Paris, 1888, pp. xxiii-xxix; G. LE BRAS, *L'immunité réelle*. Rennes, 1920, pp. 124-144.

ordonna la levée d'un quarantième des revenus ecclésiastiques⁽¹⁾, puis, en 1215, d'un vingtième pendant trois ans, « pour venir en aide à la Terre-Sainte »⁽²⁾.

A partir de ce moment, dès que la croisade est en jeu, qu'il s'agisse des Musulmans ou des Albigeois, la Papauté intervient pour faire accorder aux princes les subsides nécessaires. Philippe-Auguste obtient, en 1218, ici un vingtième, là un quarantième des revenus ecclésiastiques pour lutter contre les Albigeois; Louis VIII, en 1226, un subside annuel pendant cinq ans⁽³⁾. C'est à l'aide des sommes recueillies dans la chrétienté qu'Innocent IV (1243-1254) mène la lutte contre Frédéric II⁽⁴⁾, soutient l'empereur de Constantinople Baudouin II, vient au secours de Louis IX et des rois de Castille et d'Aragon contre les Maures, contribue à l'expédition contre les païens du Nord. Lorsque le duc de Brabant s'est montré disposé à se rendre en Terre-Sainte, le même pape charge son légat et les évêques de lui procurer les ressources nécessaires, prises sur la levée des décimes dans les diocèses de Cambrai, Liège et Utrecht⁽⁵⁾.

Les invasions des Tatares inquiètent Alexandre IV, et l'on voit le concile de Bordeaux (10 avril 1260) répondre au pape que les évêques se sont entendus avec le roi pour prescrire une contribution générale, qui ne retombe pas uniquement sur l'Église, déjà accablée d'impôts⁽⁶⁾. L'archevêque de Ravenne

(1) POTTHAST, n. 913-916, 922-913; A. LUCHAIRE, *La dime de croisade de 1185* (REVUE HISTORIQUE, t. LXXII, 1900, pp. 334-338; voir t. LXXIII, pp. 61-63; t. LXXVI, pp. 329-330.; G. LE BRAS, *L'Immunité réelle*, Rennes, 1920, pp. 122-123.

(2) MANSI, *Concilia*, t. XXII, col. 1062.

(3) POTTHAST, n. 5901-5902; MANSI, *Concilia*, t. XXIII, col. 10-11.

(4) Octrois de subsides à l'évêque de Liège (RODENBERG, *Epistolae*, t. II, pp. 385, 387; E. BERGER, *Reg. d'Innocent IV*, t. I, n. 3841, 3842); subsides accordés au roi Guillaume en 1249 (IBID., n. 4525). Sur les versements de l'abbaye de Saint-Trond, en 1256-1257, voir H. PIRENNE, *Le Livre de Guillaume de Ryckel*, Gand, 1896, pp. 98, 101, 324, 335, 357.

(5) Lettres des 19-20 juillet 1246. (RODENBERG, *Epistolae*, t. II, pp. 169-172.)

(6) MARTÈNE, *Ampl. coll.*, t. VII, col. 170-172; MANSI, *Concilia*, t. XXIII, col. 1047-1049.

réunit aussi un concile provincial dans le même but en mars 1261 ⁽¹⁾. La même année, d'autres réunions se tinrent à Mayence et à Magdebourg, pour s'occuper de ce grave problème ⁽²⁾.

La situation désespérée des chrétiens d'Orient détermine Urbain IV à tenter un effort en leur faveur. Dès 1262, il ordonne de recueillir de l'argent pour la Terre-Sainte et prescrit la levée d'un centième des revenus ecclésiastiques pour trois ans. En Allemagne, les archevêques de Magdebourg et de Cologne sont chargés de recueillir l'argent; en France, c'est l'archevêque Gilles de Tyr qui préside à cette opération et qui a aussi dans son ressort les diocèses de Cambrai, Liège, Toul, Metz et Verdun ⁽³⁾; la fixation de la levée avait été réglée dans une réunion d'évêques tenue à Paris le 18 novembre 1263 ⁽⁴⁾. Le 26 janvier 1264, Clément IV chargeait l'archevêque de Tyr, en même temps que Jean de Valenciennes, seigneur de Caïphas, de rassembler les sommes recueillies par les collecteurs et de les employer pour le bien de la Terre-Sainte ⁽⁵⁾. Des prédications ont lieu en vue de procurer les secours nécessaires, et l'on signale le passage des missionnaires dans les diocèses de Thérouanne et de Tournai, en août, septembre et octobre 1265 ⁽⁶⁾. Le 27 avril 1265, Clément IV fait procéder à la levée du centième par l'archevêque de Tyr dans le diocèse de Cambrai ⁽⁷⁾; le 30 juillet 1266, il charge son légat, Simon, cardinal de Sainte-Cécile, de prêcher la croisade en France et dans les diocèses de

(1) MANSI, *Concilia*, t. XXIII, col. 993-998.

(2) IDEM, *ibid.*, t. XXIII, col. 1074.

(3) GOTTLÖB, p. 59.

(4) Lettre de l'archevêque de Tyr à l'évêque d'Uzès, datée de Tournai, le 11 octobre 1264 (*Bull. de la Comm. royale d'Hist. de Belgique*, 4^e sér., t. II, p. 96, d'après Coll. Baluze, Bulles, t. XIV, n° 390); voir BARONIUS, ad an. 1263, n. 1-12, éd. Theiner, t. XXII, pp. 93-95; POTTHAST, n. 18461.

(5) MARTÈNE, *Thesaurus*, t. II, col. 47; POTTHAST, n. 18788.

(6) BORRELLI DE SERRES, *Compte d'une mission de prédication pour secours à la Terre-Sainte (1265)*, dans MÈM. DE LA SOC. DE L'HISTOIRE DE PARIS ET DE L'ILE-DE-FRANCE, t. XXX, 1903, pp. 243-280.

(7) MARTÈNE, *Thesaurus*, t. II, col. 126; POTTHAST, n. 19143.

Cambrai, Toul, Liège, Metz et Verdun ⁽¹⁾, et de remettre au comte de Flandre une somme de 20,000 livres en vue du voyage de Terre-Sainte ⁽²⁾, et, le lendemain, il lui confie la levée du centième pour le restant du terme de cinq ans dans les diocèses de Metz, Toul, Liège et Verdun ⁽³⁾, puis, le 29 octobre, après le décès de l'archevêque de Tyr, dans le royaume de France et dans le diocèse de Cambrai ⁽⁴⁾. La levée fut faite en Flandre par Baudouin d'Eyne, chanoine de Tournai, délégué par Guillaume de Saint-Just, commissaire désigné par le légat Simon de Brion ⁽⁵⁾. Sur l'argent recueilli par le légat, des sommes furent octroyées à différents princes, notamment aux comtes de Gueldre, de Luxembourg, de Juliers et au seigneur d'Houffalize ⁽⁶⁾.

Quand, pour la deuxième fois (25 mars 1267), Louis IX eut fait le vœu de la croisade, Clément IV s'empressa de venir à son secours. Le cardinal-légat Simon, de concert avec l'archevêque de Reims et ses suffragants réunis à Compiègne, décréta la levée d'une décime de trois ans ⁽⁷⁾. C'est sans doute à l'occasion de cette décime que l'abbaye de Ter Doest protesta, au nom des privilèges de son ordre, contre les collecteurs qui réclamaient d'elle ce subside ⁽⁸⁾.

(1) POTTHAST, n. 19768; voir aussi les lettres au cardinal Simon des 5 et 23 mai 1267 (IDEM, n. 19997, 20015).

(2) IDEM, n. 19769; JORDAN, *Reg. de Clément IV*, p. 95.

(3) IDEM, *ibid.*, n. 19770-19771.

(4) IDEM, *ibid.*, n. 19865.

(5) KERVYN DE LETTENHOVE, *Dîme levée en Flandre pour la croisade de Tunis* (ANNAL. SOC. ÉMUL. BRUGES, 2^e série, t. X, pp. 274-276, sans indication de provenance du document).

(6) Lettres du 1^{er} août 1266 (POTTHAST, n. 19777, 19778, 19780, 19781); GOTTLÖB, pp. 59-61.

(7) KERVYN DE LETTENHOVE, *Codex Dunensis*. Bruxelles, 1875, pp. 551, 570.

(8) IDEM, *ibid.*, pp. 120-121; GOTTLÖB, pp. 61-62. L'ordre de Cîteaux était exempt des décimes, mais la Papauté lui imposa des subsides caritatifs, justifiés d'ailleurs par la richesse de ses monastères, et dans certains cas le paiement des décimes (actes de 1278, 1281, voir GAY, *Reg. de Nicolas III*, n. 165; *Reg. de Martin IV*, n. 54, 55; GUIRAUD, *Reg. de Grégoire X*, n. 887; KERVYN DE LETTENHOVE, *Études sur l'histoire du XIII^e siècle*. Bruxelles, 1854; SAUERLAND, *Reg. und Urkunden*, t. II, n. 2021; t. V, n. 914).

Le 21 août 1268, Clément IV, sur le centième prélevé en faveur de la Terre-Sainte, accorda au comte de Flandre un subside de 20,000 livres tournois à prendre sur les sommes recueillies dans les parties des diocèses de Cambrai, Tournai et Arras en dehors du royaume de France ⁽¹⁾. Le 19 janvier 1277, Jean XXI lui attribua de même les décimes levées dans ses États en faveur de la Terre-Sainte ⁽²⁾.

La décime, décidée lors du concile de Lyon (1274) pour une période de six ans, fut confiée à des collecteurs spéciaux, à la tête desquels on retrouve pour la France le cardinal Simon de Sainte-Cécile ⁽³⁾. Le roi de France devait en bénéficier, en vertu d'une concession de Grégoire X ⁽⁴⁾. Dans les provinces de Cologne, Brême, Magdebourg et le diocèse de Cammin, c'est le chanoine de Liège, Renier d'Orjo, qui a été député par le Saint-Siège ⁽⁵⁾. Pour la partie du diocèse de Cambrai qui relevait de l'Empire et pour les territoires du comte de Flandre, Jean XXI nomma l'abbé cistercien de Vaucelles et le doyen de Cambrai, Jean de Bruyères, auxquels fut adjoint le chanoine Renier de Paissy. On voit ces trois personnages, collecteurs de la décime de Cambrai, consigner en février 1282 aux échevins de Bruges une somme de 15,000 livres tournois, qui devait être remise, par concession de Rome, au comte de Flandre, Guy de Dampierre ⁽⁶⁾, et, en janvier 1286, une autre somme de 2,000 livres parisis ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ JORDAN, *Reg. de Clément IV*, n. 652.

⁽²⁾ POTTHAST, n. 21217; BONDOIS, *Catal. des manuscrits de la collection des Mélanges de Colbert*. Paris, 1922, t. II, p. 32.

⁽³⁾ GOTTLÖB, pp. 94-116.

⁽⁴⁾ GUIRAUD, *Reg. de Grégoire X*, n. 498.

⁽⁵⁾ Actes de 1278 et 1279 (BORMANS et SCHOOLMEESTERS, *Cartul. de l'église Saint-Lambert à Liège*. Bruxelles, 1895, t. II, pp. 304-306).

⁽⁶⁾ GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Invent. des archives de la ville de Bruges*. Sect. I. Invent. des chartes, t. I. Bruges, 1871, pp. 11, 15. Sur cette collecte, voir SAINT-GENOIS, *Invent. des chartes des comtes de Flandre*. Gand, 1843, n° 293, p. 91; LE GLAY, *Invent. des archives départementales du Nord*. Chambre des comptes, t. I. 1863, p. 38.

⁽⁷⁾ GILLIODTS, p. 19. On a la quittance du collecteur de la décime octroyée à Guy de Dampierre, qui fut donnée aux chanoinesses de Sainte-Waudru de Mons le

Sur les produits de leur collectorie, l'abbé de Vaucelles et Jean de Bruyères devaient, en vertu d'un ordre d'Honorius IV rappelé dans une lettre de Nicolas IV du 22 juin 1288, prêter au comte de Flandre 40,000 livres, que ce prince devait restituer endéans les quatre ans ⁽¹⁾. Le 24 février 1289, Nicolas IV, rappelant cet ordre, demanda aux deux collecteurs de la décime levée par eux pour le comte de Flandre en faveur de la Terre-Sainte dans la partie du diocèse de Cambrai ne relevant pas de la France, de même dans les diocèses d'Arras, Tournai, Liège et Utrecht, de lui rendre leurs comptes ⁽²⁾. Guy de Dampierre reçut les sommes promises en vertu d'une lettre de Nicolas IV du 1^{er} août 1291 ⁽³⁾.

Aux décimes pour la croisade venaient parfois s'ajouter d'autres taxes d'une nature plus politique. Pour soutenir Charles d'Anjou contre le prince Manfred de Tarente, Urbain IV avait décidé, le 3 mai 1264, de lever une décime de trois ans

21 décembre 1283 (DEVILLERS, *Chartes de Sainte-Waudru*. Bruxelles, 1899, t. I, p. 396). — Levée dans le diocèse de Cambrai en 1286 par le comte de Flandre (LE GLAY, *Nouveaux Analectes*. Paris, 1852, p. 178). — Sur l'opposition des chapitres cathédraux de la province de Reims à la levée des taxes en faveur du roi de France dans une réunion tenue à Saint-Quentin le 14 juillet 1283, voir les décisions de leurs procureurs (DUCHET et GIRY, *Cartulaires de l'église de Théroutanne*. Saint-Omer, 1881, pp. 203-205).

(1) E. LANGLOIS, *Reg. de Nicolas IV*, n. 149. — Sur les dépôts d'argent faits par les collecteurs aux échevins de Bruges, en janvier 1287, voir SAINT-GENOIS, n. 425-426, pp. 128-129, et sur l'emploi des sommes, n. 463, p. 140. — Païement des décimes par l'abbaye de Parc 1284-1288 (R. VAN WAEFELGHEM, *Status monasterii Parcensis*, dans BULL. DE LA COMM. ROYALE D'HISTOIRE, t. LXXXVII, 1923, p. 323). Sur les levées dans le diocèse de Cambrai, en 1284, 1289, voir *Recueil des hist. des Gaules*, t. XXI, p. 532, et la valeur des levées dans les diocèses de Cambrai, Théroutanne et Tournai entre 1289 et 1307 (IBID., pp. 341, 545-547), en 1313 (pp. 557-558), entre 1318 et 1330 (p. 561).

(2) LANGLOIS, n. 679, 680; BONDOIS, *Mélanges de Colbert*, t. II, p. 33 (Lettres de Jean XXI, du 24 février 1290, et de Célestin V du 1^{er} décembre 1294, au sujet de cette concession de décime).

(3) LANGLOIS, n. 5739, 5740, 6196; SAINT-GENOIS, n. 599, pp. 175-176; voir nos 604-605, 608, 609, 647, 651, pp. 177-178, 179, 191, 192; LE GLAY, *Invent. des archives départementales du Nord*. Chambre des comptes, t. I, pp. 53, 59; GULLIODTS, *Invent. des archives de Bruges*, t. II, p. 315.

en France, en Flandre, en Provence et dans les provinces ecclésiastiques de Lyon, Vienne, Embrun, Tarentaise et Besançon ⁽¹⁾. Le cardinal de Sainte-Cécile, Simon de Brion, établi collecteur général de cette levée, réunit à Paris, le 24 août suivant, les archevêques et les prélats des provinces de Bourges, Sens, Rouen et Reims. D'autres synodes furent convoqués par le légat à Clermont (11 septembre 1264) et à Lyon (26 septembre ⁽²⁾); une autre réunion fut fixée à Bourges pour les abbés de l'ordre de Cîteaux ⁽³⁾. Le 17 novembre 1265, Clément IV pria le clergé de France et celui des diocèses de Tournai et de Cambrai de venir en aide au roi de Sicile ⁽⁴⁾; exception était faite pour les parties des comtés de Flandre et de Hainaut ne relevant pas de la France ⁽⁵⁾.

L'occupation de la Sicile par Pierre d'Aragon, la déposition du roi Pierre, l'acceptation des offres pontificales par le roi de France devaient avoir pour suite une guerre, une croisade, comme on disait alors, contre l'Aragon. Cette expédition malheureuse, faute politique du pape Martin IV, l'ancien cardinal-légat Simon de Brion, devait être entreprise aux frais de la chrétienté. Le cardinal Jean de Sainte-Cécile, envoyé comme légat en France et dans les diocèses de Liège, Metz, Verdun et Toul (5 mai 1284) ⁽⁶⁾, nomma des collecteurs pour les décimes accordées par le Saint-Siège en raison des affaires d'Aragon et de Valence, en exemptant l'ordre de Cîteaux de contribuer à ce subside ⁽⁷⁾. Cette décime fut levée en Brabant, comme on le

⁽¹⁾ KERVYN DE LETTENHOVE, *Codex Dunensis*, pp. 116, 323-325.

⁽²⁾ GOTTLOB, pp. 90-91.

⁽³⁾ KERVYN DE LETTENHOVE, *Codex Dunensis*, p. 325.

⁽⁴⁾ POTTHAST, n. 19450-19451.

⁽⁵⁾ Exemption de cette taxe pour plusieurs abbayes du diocèse de Cambrai, le 30 juin 1267 (JORDAN, *Reg. de Clément IV*, n. 479).

⁽⁶⁾ POTTHAST, n. 22130. On voit que le 11 juillet 1288 l'abbaye de Parc lui paie 10 livres (*Bull. de la Comm. royale d'Histoire*, t. LXXXVII, p. 323).

⁽⁷⁾ Lettre datée de Saint-Germain-des-Près à Paris du 3 décembre 1284 (*Cartulaire des Dunes*. Bruges, 1864, pp. 631, 903).

voit par la quittance donnée le 24 décembre 1284 à la prieure de Grand-Bigard ⁽¹⁾ et par une lettre du 22 octobre 1286 adressée aux collecteurs par les dix chanoines mineurs de Sainte-Gudule à Bruxelles ⁽²⁾. Une lettre du 5 octobre 1291 fait connaître le nom de celui qui avait été chargé de colliger dans la province de Reims les décimes pour les affaires d'Aragon et de Valence, en même temps que celles de Terre-Sainte : M^e Pierre de Trocha, chanoine de Saint-Quentin en Vermandois ⁽³⁾. Celui-ci avait nommé des sous-collecteurs, notamment, pour le diocèse de Tournai, deux chanoines de cette ville, Jacques de Gand et Jean de Camba ⁽⁴⁾.

Le roi de France ne cessait de réclamer de l'argent, et il fallait bien que Nicolas IV, sous le prétexte que le roi s'intéresserait à l'affaire d'Aragon, lui concédât à ce titre une décime de trois ans en France avec sursis pour les diocèses de Liège, Metz, Verdun et Toul, et réserve pour l'Église romaine d'une somme de 200,000 livres tournois ⁽⁵⁾. Le 31 mai suivant, les diocèses susdits furent astreints à payer la décime ⁽⁶⁾.

Cependant la levée de décimes ne chôma pas dans nos pays. Nous voyons que le 19 juin 1290, M^e Jean de Liège, chanoine de Cambrai, et Gilles de Tournai, sigillifère de cet évêché, chargés de les recueillir, déclarent que l'abbaye de Saint-Nicolas-des-Prés à Tournai ne doit rien payer, puisqu'elle n'est pas

(1) Archives générales du Royaume. *Cartul. du Grand-Bigard*, 2529, n. 147. Sur les paiements de l'abbaye de Parc à Liège et à Cambrai de 1284 à 1288 (*Bull. de la Comm. royale d'Histoire*, t. LXXXVII, p. 323).

(2) *Annales pour servir à l'hist. eccl. de Belgique*, t. III, p. 295.

(3) SAINT-GENOIS, n. 385, p. 117; n. 594, p. 173; O. DELEPIERRE, *Précis analyt. des documents que renferme le dépôt des Archives de la Flandre occidentale*. Bruges, 1840, t. I, p. CVIII.

(4) IDEM. *ibid.*, pp. CIX-CX; SAINT-GENOIS, n. 595, p. 174; n. 605, p. 177; n. 608, p. 178; n. 640, 642, p. 188.

(5) LANGLOIS, *Reg. de Nicolas IV*, n. 615 (acte du 25 septembre 1288).

(6) IDEM, *ibid.*, n. 991-1009. Sur les produits des décimes en faveur du roi de France, voir les textes publiés par L. DELISLE (*Recueil des Historiens des Gaules*, t. XXI, pp. 523-560), où l'on énumère les comptes de décimes accordées au roi depuis 1247.

soumise à l'évêque de Cambrai ⁽¹⁾. Les abbés-pères de l'ordre de Cîteaux, réunis à Dijon, avaient voté en 1294 une décime de deux ans ⁽²⁾. Des réclamations se firent entendre au sujet de la décime votée à Compiègne pour les diocèses de Théroouanne, Arras et Tournai, où les seigneurs temporels exigeaient déjà une subvention sur les biens ecclésiastiques, ce qui devenait une menace de charge double ⁽³⁾. Les monastères des Dunes et de Ter Doest, notamment, protestèrent contre cette double exigence, avec d'autant plus de raison que la majeure partie de leurs biens étaient situés dans l'Empire ⁽⁴⁾.

L'expédition de Charles de Valois en Sicile pour combattre Frédéric d'Aragon, patronnée par Boniface VIII, eut pour conséquence la levée de nouveaux subsides.

Le 15 mai 1297, le pape notifiait aux évêques de France, y compris ceux de Tournai et de Théroouanne, qu'il les chargeait de colliger une décime biennale en faveur du roi de France ⁽⁵⁾. L'évêque de Tournai avait désigné pour collecteurs dans son diocèse M^e Jacques Le Personne, chanoine de la cathédrale, et Hugues d'Anizy, curé d'Eyne, son sigillifère ⁽⁶⁾. Une lettre du chapitre de Tournai convoqua les chefs des monastères et des chapitres à une réunion plénière qui devait se tenir à Tournai, à l'effet de délibérer sur le subside à lever dans le diocèse ⁽⁷⁾. Mais déjà les prélats des monastères et les chefs des chapitres relevant du comté de Flandre dans les quatre diocèses de Tournai, Arras, Théroouanne et Cambrai s'étaient concertés

⁽¹⁾ J. Vos, *L'abbaye de Saint-Médard ou de Saint-Nicolas-des-Près près Tournai* (Mém. de la Soc. hist. de Tournai, t. XIII). Tournai, 1876, p. 25.

⁽²⁾ *Codex Dunensis*, pp. 192-194.

⁽³⁾ *Ibid.*, pp. 194-195.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, p. 195. Documents sur ces décimes aux Archives départementales du Nord, à Lille, Chambre des comptes, B. 1456-1458 (BRUCHET, *Répertoire numérique*, fasc. 1, p. 67).

⁽⁵⁾ POTTHAST, n. 24516; *Codex Dunensis*, pp. 498-500.

⁽⁶⁾ 5 octobre 1297 (*Ibid.*, p. 500).

⁽⁷⁾ KERVYN DE LETTENHOVE, *Codex Dunensis*, pp. 93-95; GOTTLÖB, pp. 111-132.

en mai et avaient désigné leurs procureurs pour protester en cour de Rome contre la concession du subside au roi de France ⁽¹⁾. Cette concession, de même que l'autorisation accordée par Boniface VIII à Philippe le Bel, le 9 août de la même année, de percevoir pendant un an les revenus des bénéfices vacants ⁽²⁾, constituait un secours indirect contre le comte de Flandre. Les protestations des sujets du comte étaient donc justifiées, de même que celles de l'abbaye des Dunes, contre le subside accordé par les pères de l'Ordre ⁽³⁾, et des monastères de Soetendael ⁽⁴⁾ et de Ter Doest contre les commissaires chargés de l'exécution de la bulle du 15 mai ⁽⁵⁾.

Le 1^{er} octobre 1298, Boniface VIII avait ordonné en France la levée d'un subside à l'effet de soutenir l'Église romaine dans la lutte pour la récupération de la Sicile et contre les Colonna ⁽⁶⁾. Le 3 septembre 1301, il annonçait aux archevêques de Lyon, Vienne, Besançon, Tarentaise, Embrun, Aix et Arles et à leurs suffragants, ainsi qu'aux évêques de Metz, Verdun, Toul, Liège et Cambrai, pour la partie de ce dernier diocèse qui ne relevait pas de la France, l'imposition d'une décime triennale à partir de la Saint-Jean-Baptiste de cette année ⁽⁷⁾.

Le soin de colliger cette décime dans les diocèses de Metz,

(1) SAINT-GENOIS, nos 892-895, pp. 261-262; *Codex Dunensis*, p. 510.

(2) *Codex Dunensis*, p. 273; POTTHAST, n. 24727.

(3) 13 septembre 1298 (*Codex Dunensis*, pp. 294-296). A la date du 16 août 1300, on voit que c'est l'écolâtre de Tournai, Ange de Rome, et Henri, prêtre du grand autel de la même église, qui fonctionnent comme collecteurs et donnent quittance d'un premier versement opéré par l'église de Saint-Nicolas au pays de Waes (DE SCHOUTHEET DE TERYARENT, *Inventaire général anal. des Archives de la ville et de l'église primaire de Saint-Nicolas*, Saint-Nicolas, 1872, p. 41).

(4) *Codex Dunensis*, pp. 209-211.

(5) *Ibidem*, pp. 159-160.

(6) POTTHAST, n. 24727.

(7) H. SAUERLAND, *Vatikanische Urkunden und Regesten zur Gesch. Lothringens*. Metz, 1901, t. I, n. 60, pp. 33-36. Les comptes du sous-collecteur de cette décime pour le diocèse de Bâle (1302-1304) ont été publiés par M^{re} KIRSCH, *Päpstliche Kollektorien*, t. I, pp. 3-32.

Verdun, Toul, Liège et Cambrai fut confié le même jour à Jean de Calonne, archidiacre de Gand, dans l'église de Tournai, et, le 29 septembre suivant, des instructions lui furent données pour cette levée ⁽¹⁾. En Allemagne, notamment dans les provinces de Cologne et de Trèves qui nous intéressent, c'était Gabriel, pléban de Valleneto, qui devait remplacer les collecteurs désignés jadis par Grégoire X ⁽²⁾.

Le collecteur se mit aussitôt à l'œuvre et, dès le 27 septembre 1302, il donnait de Paris procuration à Pierre Velli et à Clarus Damanzati, agents de la Société des Spine, de Florence, pour recevoir l'argent recueilli par les sous-collecteurs ⁽³⁾. Le 27 décembre suivant, Pierre Velli recevait à Cambrai des sous-collecteurs Jacques de Marly et Jacques de Douai, chanoines de Cambrai, un premier versement de 7,700 livres petits tournois en monnaie courante ⁽⁴⁾, puis, le 8 août 1303, un autre versement de 7,570 livres tournois pour le deuxième terme de la deuxième année, échu le 24 juin précédent ⁽⁵⁾, tandis que Clarus Damanzati donnait quittance aux sous-collecteurs dans le diocèse de Verdun, Albert de Pargny et Jean d'Épinal, chanoines de Verdun, des sommes recueillies pour le troisième terme, échu à la Saint-Jean 1303 ⁽⁶⁾.

Cependant les décimes imposées par les papes depuis Grégoire X ne rentraient pas régulièrement; il importait de recouvrer les arriérés. Boniface VIII tenta un sérieux effort en ce sens, mais il n'obtint que des résultats insignifiants. Benoît XI renouvela cette tentative en entourant ses mandataires de toutes

⁽¹⁾ SAUERLAND, n. 62, pp. 36-42.

⁽²⁾ IDEM, *Urkunden und Regesten zur Gesch. der Rheinlande*. Bonn, 1902, t. I, n. 403, p. 51; n. 447, p. 73.

⁽³⁾ Archives Vaticanes. *Instrum. Miscellanea*, n. 372; BERLIERE, *Invent. des Instrumenta Miscellanea*, dans BULL. DE L'INSTITUT HISTORIQUE BELGE DE ROME, fasc. IV, 1924, n. 11, p. 12.

⁽⁴⁾ IDEM, *ibid.*, n. 3, pp. 7-8.

⁽⁵⁾ IDEM, *ibid.*, n. 4, p. 8.

⁽⁶⁾ IDEM, *ibid.*, n. 5, pp. 8-9.

les garanties possibles de succès. Tandis que son chapelain Bonaiutus de Casentino, chanoine d'Aquilée, est délégué en Hongrie, Pologne, Bohême et Moravie (11 février 1304), Gérard de Pecoraria, chanoine de Reims, est désigné pour l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande (15 février 1304); Gabriel, pléban de Valleneto, l'est dans les provinces d'Allemagne (23 mai 1304), alors que Jean de Calonne, prévôt d'Aire, avait déjà reçu, le 13 janvier, le renouvellement du mandat qui lui avait été conféré par Boniface VIII pour les diocèses de Metz, Toul, Verdun, Liège et Cambrai, sauf pour la partie française ⁽¹⁾.

La France n'était pas atteinte par la mesure du pape, sans doute en raison de l'épuisement du pays par Philippe le Bel, à qui la papauté se voyait obligée de faire sans cesse des promesses de secours ⁽²⁾. Il n'en était pas de même dans les provinces voisines qui, étant fiefs, échappaient à l'autorité directe du roi. Dès le 13 janvier 1304, Benoît XI ordonna à Jean de Calonne, qui parcourait alors le diocèse de Tournai, de lever sans retard les sommes dues à l'Église ⁽³⁾ et, entre le 13 janvier et le 26 mars de la même année, il lui mandait de consigner son argent aux marchands de la Société des Circuli, de Florence ⁽⁴⁾. Dès le 16 mai suivant, les procureurs de cette Société, Boninus Bonicontri et Michel Marchi, donnaient quittance à Jean de Calonne et aux sous-collecteurs Jacques de Marly et Jacques de Douai d'une somme de 6,500 livres petits tournois pour le terme

⁽¹⁾ CH. GRANDJEAN, *Recherches sur l'Administration financière du pape Benoît XI* (MÉLANGES D'ARCHÉOL. ET D'HIST., t. III, pp. 55-63); *Reg. de Benoît XI*, n. 146, 357.

⁽²⁾ Pour indemniser le roi de France des frais que lui occasionnerait le rehaussement de la monnaie, Benoît XI lui accorde, le 14 mai 1304, le droit de lever pendant deux ans une décime sur le clergé, et d'encaisser les revenus des bénéfices vacants pendant trois ans (GRANDJEAN, pp. 63-64; voir *Codex Dunensis*, pp. 162-164). Cette mesure provoqua des protestations dans les diocèses de Tournai et de Théroutanne (pp. 159-174, 401-402). Remise fut faite à l'Ordre de Cîteaux à la suite d'un accord (acte du 3 juin 1310, HAUTCOEUR, *Cartul. de l'abbaye de Flines*, Lille, 1874, t. II, p. 42); remise à l'abbaye de Flines (acte du 4 février 1314, *IDEM*, *ibid.*, pp. 518-519).

⁽³⁾ GRANDJEAN, *Reg. de Benoît XI*, n. 181, col. 145-146.

⁽⁴⁾ *IDEM*, *ibid.*, n. 534, col. 357-358.

échu le 25 décembre 1303 ⁽¹⁾ et, le 25 mai suivant, Michel Marchi délivrait quittance à Arnoul de Blankenheim, prévôt, et à Henri d'Orjo, chanoine de Liège, sous-collecteurs dans ce diocèse, des sommes levées pour le troisième terme de la Noël et non encore remises à d'autres marchands ⁽²⁾. Le 4 octobre 1304, Jean de Calonne donnait quittance aux deux sous-collecteurs de Cambrai de leurs comptes des deux premières années : 15,910 livres 8 sous 9 deniers tournois de recette, dont 14,613 livres 9 sous 1 denier ont été versés à Bonicontri et à Marchi, et 1,297 livres 9 sous 8 deniers de reste à payer ⁽³⁾. La somme totale de l'argent recueilli la première année avait été de 15,646 livres 12 sous 4 deniers, sur lesquels il fallait imputer 552 livres 17 sous 4 deniers de dépenses ; la deuxième année, 15,509 livres 18 sous 4 deniers de recette, avec des dépenses se montant à 613 livres 10 sous 4 deniers ⁽⁴⁾. Une quittance de Jean, élu de Spolète, camérier du pape, donnée le 15 février 1305 à Jean de Calonne, fait connaître le montant des recettes et des versements opérés pour Liège, Toul, Metz, Verdun et Cambrai et des restes à verser ⁽⁵⁾, de même que d'autres des 16 mars et 27 juillet 1306 du cardinal camérier Arnaud ⁽⁶⁾. A cette dernière date, Jean de Calonne versait encore 446 florins d'or à la Chambre apostolique ⁽⁷⁾.

⁽¹⁾ BERLIÈRE, *Inventaire des Instr. Miscell.*, n. 7, p. 9. — Par lettres du 24 mars 1304, Bonacursus Bonicontri, au nom de la Société des Circuli, donnait procuration pour recevoir de Jean de Calonne les sommes levées dans sa collectorie et non encore remises à d'autres marchands, en vertu d'un mandat de Boniface VIII (IDEM, *ibid.*, n. 6, p. 9).

⁽²⁾ IDEM, *ibid.*, n. 8, p. 10. — Sur les paiements de l'abbaye de Parc à Liège et à Cambrai en 1303, v. R. VAN WAEFELGHEM, *Status monasterii Parcensis* (BULL. DE LA COMM. ROYALE D'HIST. DE BELGIQUE, t. 87, 1923, pp. 334-335).

⁽³⁾ BERLIÈRE, *Invent. des Instrum. Miscellanea*, n. 9, pp. 10-11.

⁽⁴⁾ IDEM, *ibid.*, n. 10, p. 11.

⁽⁵⁾ *Reg. Clementis V.* App. I, pp. 350-352; SAUERLAND, *Vatikan. Urkunden zur Gesch. Lothringens*, t. I, n. 100, pp. 68-72; voir acte du 2 juillet 1305 (IDEM, *ibid.*, n. 101-102, p. 73).

⁽⁶⁾ IDEM, *ibid.* n. 114, pp. 78-79; n. 117, pp. 79-80, v. n. 126, p. 83; BERLIÈRE, *Invent. des Libri Obligat.*, n. 12.

⁽⁷⁾ *Reg. Clementis V.* App., t. I, n. 294, pp. 276-277.

Clément V organisa aussi la levée des décimes ⁽¹⁾, mais il était bien entendu que le roi Philippe ne devait rien perdre personnellement, même dans le cas où il se permettait des générosités à Charles d'Anjou sur le dos du clergé ⁽²⁾; Clément V lui prorogea d'un an la concession d'une décime ⁽³⁾.

Les décimes en faveur de la Terre-Sainte continuent de se lever dans toute la chrétienté. Le 18 octobre 1307, Clément V nomme collecteurs en Allemagne M^e Gabriel, son chapelain, pléban de Valleneto (diocèse de Pise), et Pierre de Garlenx, pour restaurer la levée de la décime de Terre-Sainte ⁽⁴⁾. Le Concile de Vienne (1311-1312) ayant mis dans son programme la reprise de la croisade, Clément V publia une décime sexennale s'étendant du 1^{er} octobre 1313 au 1^{er} avril 1319 ⁽⁵⁾. Cette collecte se poursuivit pendant une vingtaine d'années en Allemagne ⁽⁶⁾. Le roi de France, qui devait tirer tant de profit de ces levées d'argent, constata bientôt que le clergé de Flandre était peu disposé à payer les décimes qui lui avaient été accordées et, le 6 septembre 1316, Jean XXII chargea l'évêque de Meaux et l'archidiacre d'Orléans de forcer les récalcitrants à s'exécuter ⁽⁷⁾. Peu après, le pape réclame les comptes des collectories d'Allemagne ⁽⁸⁾; on les a pour les années 1317-1320 ⁽⁹⁾.

⁽¹⁾ 5 mai 1307 (*Reg. Clementis V*, n. 1604), 3 juin 1307 (*Ibid.*, n. 1755, 1756).

⁽²⁾ *Ibid.*, n. 1757-1758.

⁽³⁾ 3 juin 1307 (*Ibid.*, 1758); *Codex Dunensis*, pp. 159, 161, 167-169, 340, 401.

⁽⁴⁾ *Reg. Clementis V*, n. 1944; SAUERLAND, *Reg. und Urkunden*, t. I, n. 208, 261, 375-377, 383; GOTTLOB, pp. 243-244. Pierre de Garlenx fut, en 1312, attaqué par le prévôt de Saint-Denis à Liège, Jean de Looz, blessé et dépouillé d'une somme de 1700 florins d'or (*Reg. Clementis V*, n. 8861).

⁽⁵⁾ Lettre du 19 décembre 1312 (*Reg. Clementis V*, n. 8986, 8987, 9983).

⁽⁶⁾ Sur la levée des décimes en Allemagne au XIV^e siècle, voir HENNIG, *Die päpstlichen Z hnten aus Deutschland*. Halle, 1909, pp. 14-45; KIRSCH, *Kollektorien*, pp. xviii-xix.

⁽⁷⁾ FAYEN, *Lettres de Jean XXII*, n. 14.

⁽⁸⁾ 11 novembre 1316 (SAUERLAND, t. I, n. 426), 14 janvier 1317 (n. 446, v. 455, 498, 559-561; actes de 1329 à 1341, n. 1806, 1809, 1852, 1423, 2077, 2300, 2351, 2372, 2383).

⁽⁹⁾ KIRSCH, *Kollektorien*, t. I, pp. 33-82.

A la même date, une lettre de même teneur est adressée à l'archevêque de Reims et à ses suffragants, qu'il charge de recueillir l'argent avec Jean Du Pin, chanoine de Saint-Pierre-de-Tonnerre ⁽¹⁾.

A l'expiration de la sexennale, en 1318, la décime fut renouvelée en faveur du roi de France, doublée pour trois ans, puis concédée simple pour un an en 1322. Nouvelles concessions les 18 décembre 1324, 13 juillet 1328 et 16 juin 1330 ⁽²⁾. Il est vrai que le roi avait prohibé le paiement d'un subside volontaire sollicité du clergé de France et que, pour retirer cette défense, il avait exigé une décime de deux ans ⁽³⁾. On a publié le registre du sous-collecteur dans le diocèse de Tournai, Hugues, abbé de Saint-Nicolas-des-Prés, à Tournai, pour 1330-1331 ⁽⁴⁾.

Simultanément, Jean XXII avait sollicité un subside pour réprimer les hérétiques d'Italie et, le 17 mai 1327, il désigna des collecteurs pour la province de Reims ⁽⁵⁾ et leur adjoignit pour les diocèses de Cambrai, Tournai, Thérouanne, Arras, des auxiliaires qu'il munit de lettres de recommandation auprès du comte de Hollande et du duc de Brabant ⁽⁶⁾. On constate que les collecteurs se mirent à l'œuvre dans le diocèse de Cambrai le 16 janvier 1328 ⁽⁷⁾. On possède la comptabilité

⁽¹⁾ FAYEN, n. 209.

⁽²⁾ J. VIARD, *Un chapitre d'histoire administrative. Les ressources extraordinaires de la royauté sous Philippe de Valois* (REVUE DES QUEST. HISTOR., t. XLIV, 1888, pp. 206-215).

⁽³⁾ J. HALLER, *Papsttum und Kirchenreform*. Berlin, 1903, p. 117.

⁽⁴⁾ *Registrum decime biennalis domino regi Francorum concessa pro anno (13) 30 et (13) 31 recepta per ven. P. D. Hugonem abbatem S. Nicolay de Pratis juxta Tornacum* (ms. aux Archives de l'État, à Gand, publié par CH. PIOT (*Annales de la Soc. d'Émulation de Bruges*, 3^e série, t. V. 1870, pp. 184-224). — Sur des versements pour Cambrai et Tournai, voir GOELLER, *Einnahmen*, p. 508.

⁽⁵⁾ FAYEN, *Lettres de Jean XXII*, n. 1960.

⁽⁶⁾ IDEM, *ibid.*, n. 2060, 2118, 2120.

⁽⁷⁾ Arch. Vatic., *Collectoriae*, 186, f^o 14. Sur les versements opérés de 1330 à 1339, voir FAYEN, n. 2656, 2657, 3199, 3200, 3547, 3548; FIERENS, *Lettres de Benoît XII*, p. XXXI.

du collecteur Arnaud Regis de 1328 à juillet 1335, dont une partie concerne le subside sollicité du clergé séculier et régulier ⁽¹⁾.

Cependant Jean XXII chargeait, le 18 février 1331, Olicr Saumate de réclamer des prélats et des ecclésiastiques de la province de Reims un subside caritatif pour soulager l'Église romaine de ses charges ⁽²⁾. Il songeait à publier une décime sexennale en faveur du roi de France, qui, le 26 juillet 1333, s'était engagé à partir pour la Terre-Sainte; la mort l'empêcha de la promulguer. Benoît XII le fit en 1335 ⁽³⁾; la situation politique de l'Allemagne en provoqua l'annulation ⁽⁴⁾.

Le 8 janvier 1335, Benoît XII avait réservé les revenus des bénéfices vacants ou à vaquer près le Saint-Siège « usque ad beneplacitum » en faveur de la Chambre apostolique, et chargé M^r Jean de Cojordan, chanoine de Béziers, chapelain du Saint-Siège, de les faire lever ⁽⁵⁾; le 11 du même mois, il se réservait la nomination aux bénéfices ecclésiastiques ⁽⁶⁾, réserves confirmées et spécifiées dans des lettres des 22 et 30 septembre 1336 et du 7 août 1337 ⁽⁷⁾. Le 23 janvier 1335, Arnaud Regis était invité à venir devant la Chambre apostolique rendre compte de la levée des vacants et du subside offert par le clergé ⁽⁸⁾. Le 23 mai, on lui enjoignait d'exiger les vacants réservés par Jean XXII, dont le terme n'était pas expiré lors du décès de ce pape ⁽⁹⁾ et, le 1^{er} juillet suivant, on lui mandait de s'informer

⁽¹⁾ Arch. Vatic., *Collectoriae*, 186, 187. Ceux qui concernent la province de Trèves ont été publiés par M^r KIRSCH, *Päpstl. Kollektorien*, pp. 145-157. Des comptes du trentième imposé par Clément VI on n'a que ceux du diocèse d'Amiens (Archiv. Vatic., *Collectoriae*, 188).

⁽²⁾ FAYEN, *Jean XXII*, n. 2984, 2985.

⁽³⁾ SAUERLAND, *Reg. und Urkunden*, t. II, n. 2223; DAUMET, *Benoît XII. Lettres closes*, n. 66; A. FIERENS, *Lettres de Benoît XII*, n. 138.

⁽⁴⁾ GOTTLÖB, p. 164.

⁽⁵⁾ FIERENS, *Lettres de Benoît XII*, n. 4.

⁽⁶⁾ IDEM, *ibid.*, n. 25.

⁽⁷⁾ IDEM, *ibid.*, n. 325, 327, 422.

⁽⁸⁾ IDEM, *ibid.*, n. 32.

⁽⁹⁾ IDEM, *ibid.*, n. 141.

de la valeur exacte des revenus des bénéfices vacants⁽¹⁾. L'argent ne rentrait pas facilement, et l'on a plus d'un témoignage de la résistance du clergé à ces levées incessantes⁽²⁾, résistance d'autant plus légitime que ni Philippe le Bel, ni Louis X, ni Philippe V, ni Philippe VI ne se souciaient guère de partir pour la Terre-Sainte. Sur le refus de ce dernier d'accomplir sa promesse, Benoît XII révoqua la décime sexennale imposée par Jean XXII⁽³⁾ et, le 19 septembre 1338, il donnait ordre aux archevêques de Rouen et de Sens et aux évêques de Bayeux et de Tournai de réclamer en son nom l'argent des levées aux bourgeois qui le détenaient⁽⁴⁾. S'il consentit à tirer le roi d'embarras, ce fut non en lui remettant l'argent destiné à la croisade, mais en lui accordant deux décimes, exigibles chaque fois pendant deux ans, pour prévenir les dangers que faisaient courir à l'Église de France les menées de Louis de Bavière⁽⁵⁾.

En dépit de la mauvaise volonté qu'on manifestait en Allemagne au sujet des subsides, Clément VI imposa une décime triennale générale le 1^{er} décembre 1343⁽⁶⁾, dont il réclama la levée régulière⁽⁷⁾, qu'il renouvela pour deux ans en 1355⁽⁸⁾, sans arriver cependant à briser l'opposition⁽⁹⁾.

Il renouvela de même les décimes en faveur du roi de France : 15 octobre 1342 et 4 mars 1345 (biennale), 25 juillet 1347, 23 janvier 1348 (biennale); il abandonna même l'argent de la croisade toujours refusé par Benoît XII; il concéda, le 29 janvier 1351, le trentième (tricesima) de la taxe fixée pour la décime, dont Innocent VI dut hâter la rentrée par lettre du

(1) FIERENS, *Lettres de Benoît XII*, n. 179.

(2) SAMARAN-MOLLAT, p. 14.

(3) Lettres des 18 décembre 1336 et 21 janvier 1337 (DAUMET, *Benoît XII*, n. 251-252, 260, 262, 271).

(4) IDÉM., *ibid.*, n. 499, col. 311-312.

(5) IDÉM., *ibid.*, n. 420, 696 (Lettres des 27 mars 1338 et 1^{er} mars 1340).

(6) SAUERLAND, t. III. n. 298; v. 487, 490, 514-516.

(7) IDÉM., 487, 490, 514-516, 567-568, 644-646, 827.

(8) KIRSCH, *Kollektorien*, p. 183.

(9) IDÉM., *ibid.*, p. xx.

1^{er} mars 1353 ⁽¹⁾. On possède une partie des comptes du collecteur de Tournai pour le trentième concédé au roi de France par Clément VI, dont le premier terme commençait le 1^{er} novembre 1350; ceux de 1354 à 1360, que nous comptons publier plus tard ⁽²⁾, et ceux du sous-collecteur d'Amiens ⁽³⁾. L'argent devait profiter au roi de France; celui-ci en disposa comme d'une lettre de change qu'il passa à d'autres, et ceux-ci de même, suivant leurs intérêts. C'est ainsi que le comte de Flandre put disposer de la décime en 1350 et qu'il désigna lui-même les receveurs pour les diocèses de Tournai et de Thérouanne ⁽⁴⁾, et qu'à son tour il versa à des créanciers le montant de ces décimes ⁽⁵⁾. Lui-même fait prélever les sommes que le clergé de Flandre lui a octroyées en 1357 ⁽⁶⁾.

Simultanément, les monastères de France avaient été imposés à raison du vingt-cinquième de leurs revenus en faveur de la Chambre apostolique ⁽⁷⁾.

La faveur dont Philippe de France bénéficiait si largement s'étendit aussi au roi de Bohême, qui put également prélever des décimes biennale et triennale sur le Luxembourg en 1343, puis en 1352 ⁽⁸⁾.

(1) SAMARAN-MOLLAT, pp. 16-17. — Quittance de la décime de la seconde année imposée par Innocent VI pour l'évêque de Cambrai, du 27 juin 1360 (BERLIÈRE, *Invent. des Obligat.*, n. 479).

(2) Archives Vaticanes, *Instrum. Miscellan.*, n. 2007. — Documents relatifs à cette levée (BERLIÈRE, *Invent. des Obligat.*, n. 227, 229, 233, 276, 281, 316, 384, 431).

(3) Archives Vaticanes, *Collectoriae*, 188, f^o 1.

(4) Jean II lui fit don de l'arriéré des décimes qui lui étaient dues dans l'évêché de Thérouanne, le 30 septembre 1350 (BONDOIS, *Mélanges Colbert*, t. II, p. 12); voir lettres du 11 décembre 1350 (DE LIMBURG-STIRUM, *Cartulaire de Louis de Maele*, t. II, pp. 117-118). — Quittance de 1350 (IDEM, *ibid.*, pp. 379-380), de 1357 (IDEM, *ibid.*, p. 541). — Remise partielle à l'abbaye de Saint-Bavon le 25 juin 1350 (VAN LOKEREN, *Histoire de l'abbaye de Saint-Bavon*. Gand, 1855, p. 126); — le 13 juin 1352 pour le chapitre de Wallaincourt par le roi Jean de France (LE GLAY, *Nouv. Analectes*. Paris, 1852, p. 151).

(5) DE LIMBURG-STIRUM, t. II, p. 386.

(6) IDEM, t. II, pp. 197-199.

(7) HAIGNERÉ, *Chartes de Saint-Bertin*, t. II, p. 365.

(8) 11 juillet 1343 (SAUERLAND, t. III, n. 196).

Innocent VI réclame les arriérés de la décime imposée par son prédécesseur ⁽¹⁾, demande la levée de celle qu'il a décrétée pour trois ans en Allemagne ⁽²⁾ et à laquelle on opposait une résistance de principe ⁽³⁾, et qui malgré cela fut renouvelée en 1357 pour trois ans ⁽⁴⁾. L'opposition générale trouva un appui dans le roi Charles IV, et le résultat des discussions soulevées à ce propos à la diète de Mayence (1359) fut la révocation de la décime en échange d'un subside équivalent à deux procurations ⁽⁵⁾.

La rentrée du trentième, imposé en France par Clément VI le 24 janvier 1351, s'opérait avec tant de difficultés, malgré les rappels d'Innocent VI, qu'Urbain V le révoqua, le 27 février 1363, pour la province de Reims notamment et, le 9 février 1364, pour toute la France ⁽⁶⁾. La taxe des décimes fut même réduite de moitié pour ce pays ⁽⁷⁾.

Héritier de la bienveillance de Clément VI pour Charles IV, roi des Romains et de Bohême, Urbain V imposa, en vue de l'expédition de ce prince en Italie, une décime qui devait être levée en Allemagne et en Bohême ⁽⁸⁾, décime transformable en subside au gré des intéressés ⁽⁹⁾. Grégoire XI en imposa une nouvelle en Allemagne le 15 avril 1372 ⁽¹⁰⁾, également transformable en subside ⁽¹¹⁾.

Si des décimes furent encore accordées aux rois de France

⁽¹⁾ SAUERLAND, t. IV, n. 93-94, 96.

⁽²⁾ 15 mai 1355 (IDEM, n. 231, 232).

⁽³⁾ IDEM, 254-257, 268-271, 295, 311-316, 321, 355.

⁽⁴⁾ IDEM, 438, 523.

⁽⁵⁾ WERUNSKY, *Excerpta ex registris Clementis VI et Innocentii VI*. Innsbruck, 1885, p. 122; KIRSCH, *Kollektorien*, pp. xx-xxi.

⁽⁶⁾ SAMARAN-MOLLAT, p. 18; FIERENS, *Lettres d'Urbain V*, n. 667-668.

⁽⁷⁾ SAMARAN-MOLLAT, pp. 21-22.

⁽⁸⁾ SAUERLAND, t. V, n. 533, 553, 558, 585, 587-589, 591 (21 octobre 1366); BROM, *Bullar. Trajecten.*, t. II, n. 1766, 1834, 1875.

⁽⁹⁾ SAUERLAND, n. 541-543.

⁽¹⁰⁾ IDEM, n. 888, 918, 921, 928, 929, 943, 957-962.

⁽¹¹⁾ IDEM, n. 994, 999, 1012, 1020, 1022; BROM, n. 2052; KIRSCH, *Kollektorien*, pp. xxi-xxii.

sous Urbain V (31 mars 1363, sexennale ⁽¹⁾; 19 juillet 1365, 20 octobre 1367, biennale; 21 juillet 1369, biennale) ⁽²⁾, sous Grégoire XI ⁽³⁾ et sous les papes d'Avignon Clément VII et Benoît XIII, ceux-ci n'entendirent pas renoncer à leur profit personnel ⁽⁴⁾. La suppression des procurations dues pour les visites épiscopales et archidiaconales et leur transfert à la Chambre apostolique amenèrent de nouvelles levées d'argent en faveur du Saint-Siège, et nous possédons les comptabilités du collecteur Jean de Champigny pour les anciens diocèses de Cambrai, Théroutanne et Tournai de 1364 à 1397 ⁽⁵⁾, du sous-collecteur de Théroutanne, Jean Capel, pour 1383-1388 ⁽⁶⁾. Jean de Champigny lève les arrérages des décimes de 1382 à 1388. Le compte de Jean Capel, sous-collecteur dans le diocèse de Théroutanne, nous permet de relever les impositions de décimes par Clément VII en 1382, 1383 (annuelles pour la Chambre apostolique) ⁽⁷⁾, puis en 1388 d'une décime biennale, dont un quart fut concédé au roi de France. Ces indications sont complétées par les comptes généraux de Jean de Champigny de 1388-1393; il y est question des arriérés des décimes de 1382, 1383, 1384, de la décime de 1385, partagée par moitié entre le pape et le roi, de la décime

(1) FIERENS, *Lettres d'Urbain V*, n. 717, 719, 721.

(2) PROU, *Étude sur les relations politiques du pape Urbain V avec les rois de France Jean II et Charles V*. Paris, 1888, pp. 24-28, 61, 80, 133, 154; SAMARAN-MOLLAT, p. 19.

(3) VALOIS, *Grand Schisme*, t. I, pp. 110-111; t. II, pp. 375-387; SAMARAN-MOLLAT, *loc. cit.*, voir HAIGNERÉ, *Chartes de Saint-Bertin*, t. II, p. 395; notification à l'évêque de Théroutanne (23 octobre 1369) et de celui-ci aux abbés en octobre 1370 (IDEM. *ibid.*, t. II, pp. 397, 399). — Versement de l'abbaye de Saint-Bavon de Gand, 1368-1372 (Bibl. Univ. Gand, Cod. 256, f° 187). — Comptabilité pour le diocèse de Cambrai en 1376 (Archiv. départ. du Nord à Lille. Évêché de Cambrai, reg. 2079).

(4) SAMARAN-MOLLAT, p. 20.

(5) Archiv. Vatic., *Collectoriae*, 189.

(6) *Ibid.*, 192, f°s 244-245.

(7) *Ibid.*, 192, 194. — Versement de 3,000 francs au roi de France par le collecteur de Reims sur ordre de Clément VII, du 12 juin 1383 (Archiv. Vatic., *Instr. Miscell.*, n. 1702).

imposée en 1389. De nouvelles décimes furent décrétées en 1392 ⁽¹⁾, en 1393, pour Louis, roi de Jérusalem et de Sicile ⁽²⁾.

Des collectories des papes de Rome, nous n'avons rien. On sait qu'Urbain VI avait envoyé en Flandre un collecteur apostolique, Jacques Dardain, dont on peut suivre l'activité pendant les années 1380 et 1381 ⁽³⁾; il est désigné comme collecteur dans la province de Reims le 2 mars 1381 ⁽⁴⁾, et l'on rencontre comme sous-collecteur, à Cambrai, Nicolas de Mossier (6 décembre 1388-3 décembre 1389) ⁽⁵⁾, et Robert Malasseney dans le diocèse de Théroutanne, en 1389 ⁽⁶⁾; à Tournai, Jean de Paris en 1379 ⁽⁷⁾ et Jacques de Pomeriis en 1389, peut-être encore en 1391 ⁽⁸⁾. Son légat dans les diocèses de Cambrai, Théroutanne et Tournai, Guillaume de la Vigna, évêque d'Ancône, fut aussi chargé d'y solliciter les subsides du clergé (1387-1390) ⁽⁹⁾. Urbain VI avait imposé une décime dans le diocèse de Cologne et dans quelques parties d'Allemagne, mais cette mesure rencontra une opposition générale à Cologne, appuyée d'ailleurs par l'archevêque (1386) ⁽¹⁰⁾. Boniface IX imposa une décime biennale le 19 décembre 1390 ⁽¹¹⁾; elle ne dut pas y être plus populaire que celle qu'il accorda en 1392 au roi des

⁽¹⁾ Archives départementales du Nord, à Lille. Évêché de Cambrai, vol. 1776, pour le diocèse de Laon; rôle des décimes de 1392 (*Ibid.*, reg. 4).

⁽²⁾ Archiv. Vatic. *Collectoriae* 368, f^os 221-222, 251 v^o-253, prorogation de terme pour le chapitre de Tournai (4 mai, 23 juin 1393), de même pour l'abbaye de Saint-Bertin (8 mai 1393), (*Ibid.*, f^o 238 v^o), pour le clergé du diocèse de Théroutanne (9 mai 1383, *Ibid.*, f^o 254 v^o-255 v^o); remise de la moitié pour le chapitre de Saint-Omer (4 novembre 1393) (*Ibid.*, 371, f^os 149-150).

⁽³⁾ VALOIS, *Grand Schisme*, t. I, p. 268.

⁽⁴⁾ VAN DOREN, *Inventaire des archives de Malines*, t. II, pp. 21-22.

⁽⁵⁾ BERLIÈRE, *Diversa Cameralia*, n. 29.

⁽⁶⁾ *Idem*, *ibid.*, n. 9, 16.

⁽⁷⁾ VALOIS, *Grand Schisme*, t. I, p. 260 note 6.

⁽⁸⁾ BERLIÈRE, *Diversa Cameralia*, n. 10, 38, 39.

⁽⁹⁾ VALOIS, t. II, pp. 239-233.

⁽¹⁰⁾ SAUERLAND, t. VI, n. 65, 66,

⁽¹¹⁾ *Idem*, n. 302.

Romains pour sa descente en Italie, mesure à laquelle on s'opposa énergiquement à Trèves ⁽¹⁾. D'ailleurs il fallait compter avec l'opposition des partisans du pape d'Avignon. Ainsi Gilles de Pomponi, chanoine de Bologne, qui opérait, en vertu d'un mandat de Boniface IX, dans la province de Reims et dans les diocèses de Liège et d'Utrecht en qualité de collecteur des redevances dues à la Chambre apostolique, avait été capturé par les Clémentistes et, à la date du 6 février 1391, il se trouvait en prison ⁽²⁾. Nouvelle imposition le 1^{er} octobre 1403 lors de l'élection de Rupert comme roi des Romains, y compris le Brabant et la Flandre ⁽³⁾; même faveur pour le duc de Juliers et de Gueldre de la part de Jean XXIII le 25 avril 1411 ⁽⁴⁾ et pour le comte de Clèves et de la Marck ⁽⁵⁾.

Comme on l'a vu, les rois de France bénéficièrent amplement des largesses faites par la papauté sur le compte des églises de la chrétienté; ils ne furent pas les seuls. Ceux d'Angleterre, de Bohême, de Hongrie, de Suède, de Castille, de Pologne; les ducs d'Autriche et de Bavière en profitèrent également ⁽⁶⁾. C'est que les princes ont besoin d'argent et les États doivent songer à restaurer et à réorganiser des entrées plus ou moins régulières d'impôts. « Or, dans tous les États de la chrétienté, l'Église est le plus riche des propriétaires. Les princes et les villes, loin de songer à l'exonérer, comptent surtout sur sa fortune. Solliciter, puis exploiter sa charité, jusqu'à la rendre obligatoire et régulière, telle est la politique des légistes et des gouverne-

⁽¹⁾ SAUERLAND, t. VI, n. 471.

⁽²⁾ *Bijdragen en Mededeelingen van het Historisch Genootschap te Utrecht*, t. XXVIII, 1907, pp. 101-102; v. BERLIÈRE, *Diversa Cameralia*, n. 21.

⁽³⁾ SAUERLAND, t. VII, n. 395.

⁽⁴⁾ IDEM, n. 860.

⁽⁵⁾ IDEM, n. 861.

⁽⁶⁾ M. FAUCON, *Prêts faits aux rois de France par Clément VI, Innocent VI et le comte de Beaufort, 1345-1360* (BIBL. ÉCOLE DES CHARTES, t. 40, 1879, pp. 570-578); HALLER, *Papsttum und Kirchenreform*, pp. 117, 135-136.

ments » ⁽¹⁾. De tous les États, ce fut la France qui en tira le plus grand avantage, surtout dans sa guerre contre l'Angleterre. Clément VI donna sans compter; Grégoire XI fit des prêts onéreux au roi de Navarre, au duc d'Anjou; Clément VII suivit son exemple. Les évêques bénéficient aussi de subsides caritatifs, qui vont toujours en se multipliant, et, dans certains cas, perçoivent une partie des levées pontificales, s'ils apportent leur aide pour leur perception ⁽²⁾, quand ils ne se l'approprient pas sans autorisation du pape ⁽³⁾.

Ce prélèvement continu et intensifié sur les biens du clergé ne pouvait manquer de provoquer de vives réclamations. Les satires contre les exigences pécuniaires de la curie romaine ne manquent pas ⁽⁴⁾. Le synode de Paris de 1262 rejette la demande de Rome. Les évêques déclarent au légat que l'Église des Gaules gémit depuis longtemps sous des charges trop lourdes, et, parmi ces charges, ils mentionnent, en dehors des sommes levées pour les croisades, les subventions spéciales accordées aux papes; à l'heure présente, comme il n'est question d'aucune entreprise déterminée, d'aucune guerre sainte, ils se refusent à un sacrifice qui n'est pas suffisamment motivé ⁽⁵⁾. Protestation du clergé de Würzburg le 14 septembre 1277 contre la décime imposée par Grégoire X ⁽⁶⁾; refus en 1280 du clergé de Bâle de payer la décime pour la croisade ⁽⁷⁾; protestation en 1283 du clergé de la province de

⁽¹⁾ G. LE BRAS, *Évolution générale de la Théorie de l'Immunité réelle* (REVUE DES SCIENCES RELIGIEUSES, oct. 1922, p. 415).

⁽²⁾ Concession de Jean XXII, du 22 novembre 1329, à l'archevêque de Cologne et à ses suffragants (FAYEN, *Lettres de Jean XXII*, n. 2587, 2600).

⁽³⁾ Comme l'archevêque de Cologne (lettre de Jean XXII du 23 août 1320, SAUERLAND, *Reg. und Urkunden*, t. I, n. 558).

⁽⁴⁾ *Neues Archiv*, t. XXIII, pp. 208-212; t. XXIV, pp. 522-524, 781.

⁽⁵⁾ Eudes RIGAUD (*Rec. des Hist. des Gaules*, t. XXI, pp. 587-589); v. *Bibl. École des chartes*, t. XXXI, 1870, pp. 171-173.

⁽⁶⁾ *Monumenta boica*, t. XXXVII, pp. 480-482.

⁽⁷⁾ J.-P. KIRSCH, *Prozess gegen den Klerus von Basel wegen Verweigerung der Zahlung vom Kreuzzugszehnten im J. 1280* (ZEITSCHRIFT F. SCHWEIZ. KIRCHENGESCH., t. VIII, 1914, pp. 81-92).

Reims ⁽¹⁾; un peu plus tard, protestations réitérées du clergé de Flandre ⁽²⁾ et des monastères flamands ⁽³⁾; en 1288, protestation des abbés cisterciens à propos du centième imposé par le concile provincial de Reims ⁽⁴⁾; en 1297, protestation du clergé de Flandre ⁽⁵⁾. C'est que le clergé et le peuple de Flandre, ressortissant aux diocèses de Tournai, de Théroutanne et d'Arras, trouvant que leurs évêques étaient trop à la dévotion du roi de France, se croyaient obligés de prier Boniface VIII de leur donner des pasteurs qui, au lieu d'agir pour les ennemis de leur pays, s'occuperaient d'y entretenir la foi religieuse ⁽⁶⁾.

L'opposition ne désarma pas au XIV^e siècle. A Bâle, en 1306, il faut intenter un procès contre des ecclésiastiques qui s'opposent à la levée des décimes ⁽⁷⁾. A Liège, en 1312, on en vient à des voies de fait : le collecteur Pierre de Garlenx est attaqué par le prévôt de Saint-Denis et dépouillé d'une somme de 1,700 florins d'or ⁽⁸⁾. Protestations et résistance dans la province de Mayence, à Würzburg, à Cologne en 1313-1314 ⁽⁹⁾; protestations à Liège en 1337 ⁽¹⁰⁾; résistance assez générale en Allemagne, à Trèves, à Liège en 1350, 1355, 1363, 1367, 1372, 1373 ⁽¹¹⁾; protestations de l'abbaye de Saint-Bavon de

(1) DUCHET et GIRY, *Cartul. de l'église de Théroutanne*. Saint-Omer, 1881, pp. 203-205.

(2) *Codex Dunensis*, pp. 194-195, 510; SAINT-GENOIS, *Invent. des chartes des comtes de Flandre*, pp. 261-262.

(3) *Codex Dunensis*, pp. 209-211, 294-296, 459-460.

(4) *Reg. de Nicolas IV*, n. 287 (acte du 5 septembre 1238).

(5) DE LIMBURG-STIRUM, *Codex diplom. Flandriae*, t. I, p. 248; DE SAINT-GENOIS, *Invent. des chartes des comtes de Flandre*, pp. 261-264; *Codex Dunensis*, p. 401.

(6) KERVYN DE LETTENHOVE, *Études sur l'histoire du XIII^e siècle* (MÉM. DE L'ACADEMIE ROYALE DE BELGIQUE, in-4^o, t. XXVIII, 1854, p. 91).

(7) KIRSCH, *Päpstliche Kollektorien*, t. I, pp. 425-439.

(8) *Reg. Clementis V*, n. 8861. Sur les difficultés de la charge de collecteur, voir KIRSCH (*Römische Quartalschrift*, t. XXI, 1907, pp. 67-68).

(9) *Monumenta boica*, t. XXXVIII, pp. 531-534; t. XXIX, pp. 2-8; SAUERLAND, *Reg. und Urkunden*, t. I, n. 404.

(10) SCHOONBROODT, *Invent. des chartes de Saint-Martin*. Liège, 1871, p. 62.

(11) SAUERLAND, *Reg. und Urkunden zur Gesch. der Rheinlande*, t. III, n. 827; t. IV, n. 254, 256, 257, 355; t. V, n. 366, 562, 921, 931, 943, 944, 950, 1149, 1150.

Gand en 1371 ⁽¹⁾ et dans le diocèse de Tournai en 1376 ⁽²⁾. Certes les procédés peu scrupuleux de certains collecteurs étaient de nature à surexciter contre eux l'opinion publique, mais il n'en restait pas moins vrai que la levée des décimes sur les églises mécontentait profondément le clergé, qui voyait trop bien l'abus qu'on faisait de cet argent. Le continuateur de Guillaume de Nangis s'élève en termes énergiques contre ces prélèvements perpétuels sur les églises de France, par le pape d'abord avec le consentement du roi, ensuite par le roi lui-même avec l'autorisation du pape : « La pauvre Église ! s'écrie-t-il, lorsqu'un la tond, l'autre l'écorche ⁽³⁾. » Certes on ne discutait pas le principe du droit des pontifes romains d'imposer le clergé de la chrétienté pour des causes d'intérêt général et religieux. S'il n'y eut pas d'opposition de principe, la raison en doit être cherchée dans le fait que les princes profitaient trop de ces levées pour y opposer une résistance radicale ; comme condition expresse ou tacite à leur consentement, le cas échéant, ils réclamaient un pourcentage. Les tailles régulières, les subsides caritatifs, les dons gratuits, les droits de procuration ou d'amortissement, les pains d'abbayes, au besoin aussi une participation aux concessions d'indulgences, remplacèrent avantageusement pour eux les décimes quand celles-ci tombèrent en désuétude.

Pour les débuts du XV^e siècle, il n'existe aux Archives vaticanes qu'un seul registre de collectorie pour la province de Reims comprenant les années 1403-1407 ; c'est celui du collecteur Julien de Dole, chanoine d'Amiens, nommé par Benoît XIII le 30 août 1403. Malheureusement, ce volume est fort endommagé par l'humidité. D'ailleurs, son importance est relative, car, à cette époque, la situation du pays d'Avignon est fort

⁽¹⁾ VAN LOKEREN, *Histoire de l'abbaye de Saint-Bavon*, documents, p. 84.

⁽²⁾ Arch. Vatic., *Reg. Avin.*, 201, fo 7.

⁽³⁾ *Chronique*, édit. Géraud, Paris, 1843, t. II, p. 77.

ébranlée, et les comptes ne comportent guère que des indications d'arriérés ⁽¹⁾. Je trouve des traces d'une imposition de décime en 1405 et la présence du sous-collecteur Pierre de la Tour dans le diocèse de Théroutanne en 1405, quand Jean sans Peur interdit toute saisie pour refus de payer, vu les pertes faites par les monastères ⁽²⁾; puis en 1412, à Cambrai ⁽³⁾, la même année qu'une décime avait été accordée à Philippe de Bourgogne par le clergé de Flandre pour l'expédition du duc de Charolais en France ⁽⁴⁾. Il en est encore question après le concile de Constance ⁽⁵⁾, pour lequel on avait imposé une demi-décime ⁽⁶⁾.

Le 11 septembre 1423, on voit que le clergé de Flandre est taxé pour payer les frais du concile de Pavie ⁽⁷⁾. Martin V, qui avait accordé à Sigismond, roi des Romains, la décime intégrale d'une année sur les bénéfices ecclésiastiques d'Allemagne, suspend cette mesure en faveur du pays de Liège, le 21 juin 1425 ⁽⁸⁾. Même exemption donnée par le concile de Bâle, le 20 août 1435, à propos de la semi-décime frappée pour l'extirpation des hérésies et le retour des Grecs à l'unité ⁽⁹⁾. Lorsque Philippe de Bourgogne manifeste le désir d'entreprendre une croisade,

⁽¹⁾ Archiv. Vatican, *Collectoriae*, 195, 306 ff., in-fol.

⁽²⁾ HAIGNERÉ, *Chartes de Saint-Bertin*, t. III, pp. 406-407.

⁽³⁾ Remise de la décime papale aux chapellenies de la collégiale de Saint-Géry de Cambrai le 12 mars 1412 par le sous-collecteur Jean du Pont (DEMAT, *Sceaux de Flandre*, t. II, n. 5787).

⁽⁴⁾ VAN LOKEREN, *Saint-Bavon*, p. 141; documents, p. 404.

⁽⁵⁾ F. MILTENBERGER, *Versuch einer Neuordnung der päpstlichen Kammer in den ersten Regierungsjahren Martins V (1417-1420)* (RÖMISCHE QUARTALSCHRIFT, t. VIII, 1894, pp. 393-450).

⁽⁶⁾ Protestation de l'évêque d'Arras, du 26 janvier 1415, aux Archives départementales du Nord. B. 417 (communication de M. H. Nélis).

⁽⁷⁾ DE COUSSEMAKER, *Cartulaire de l'abbaye de Bourbourg*. Lille, 1891, t. I, p. 308.

⁽⁸⁾ E. PONCELET, *Cartul. de l'église Saint-Lambert de Liège*. Bruxelles, t. V, n. 2297.

⁽⁹⁾ IDEM, *ibid.*, n. 2453.

Eugène IV lui accorde, en 1441, une décime ⁽¹⁾. Mais ce serait dépasser les limites de notre étude que de poursuivre à travers le XV^e siècle les traces des décimes concédées par les papes.

(1) ADRIEN D'OUDEMBOSCH, *Chronique*, éd. de Borman, p. 19; Archives générales du Royaume, Chambre des comptes, 48216¹ (voir *Analectes pour servir à l'hist. eccl. de Belgique*, t. I, pp. 243, 250); Archives départementales du Nord, à Lille, Chambre des comptes, B. 214 (voir BRUCHET, *Répertoire numérique*, fasc. I, p. 15; *Bull. de la Soc. d'études de la prov. de Cambrai*, t. IV, pp. 24-25); documents de 1443 (FRUIN, *Het archief der O.-L.-V. abdij te Middelburg*. La Haye, 1902, nos 758, 760-762), de 1446 (BONDOIS, *Mélanges Colbert*, p. 34), de 1456 (FEYS et NÉLIS, *Cartulaires de la prévôté de Saint-Martin à Ypres*. Bruges, 1884, t. I, p. 170), de 1460 (*Annal. Soc. d'émulation de Bruges*, t. LX, 1910, pp. 9*-10*). — Dispenses pour le pays de Liège du 16 avril 1442 (PONCELET, n. 2580), 13 février 1443 (n. 2593); déclaration du collecteur de Tournai du 20 février 1443 (n. 2594); — voir sur les plans de croisade de Philippe le Bon, H. PIRENNE, *Hist. de Belgique*, t. II, pp. 237-238, et HINTZEN, *De Kruistochtplanen van Philips den Goede*. Rotterdam, 1918. Il y aurait d'ailleurs toute une étude à faire sur les relations du duc de Bourgogne avec Rome à l'aide des documents conservés au Vatican. M. H. Nélis a eu l'obligeance de compléter mes notes pour cette période, en me signalant une série de documents des Archives Vaticanes et des Archives départementales du Nord, à Lille; je préfère les réserver pour une étude ultérieure.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Askenazy (Simon)*. Napoléon et la Pologne, traduit du polonais par
Henri Grégoire, t. I. Bruxelles-Paris, 1925; in-8° (xiii-405 p.). [31.057]
- de la Vallée Poussin (Louis)*. Nirvâna. Paris, 1925; in-16 (194 p.). [31.052]
- Haust (Jean)*. Li Voyèdje di Tchaufontaine. Opéra comique de 1757,
en dialecte liégeois. Édition critique commentaire et glossaire.
Liège, 1924; in-16 (96 p.). [31.054]
- Henry (Albert)*. Le ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation
allemande. Paris, 1924; in-8° (209 p.). [31.055]
- Monier (Raymond)*. Les institutions judiciaires des villes de Flandre.
Lille, 1924; in-8° (261 p.). [31.051]
- Pouillet (P.)*. Manuel de droit international privé belge. Louvain-Paris,
1925; petit in-4° (622 p.). [31.053]
- Thomas (Paul)*. Manifestation. Mons, 1923; in-8° (35 p.). [30.135]
- *** Université de Nancy. LX^e anniversaire du rétablissement de la
Faculté de droit (1864-1924). Nancy, 1925; in-8° (89 p.). [30.136]
-

Séance du lundi 6 avril 1925.

M. J.-P. WALTZING, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; comte Goblet d'Alviella, baron E. Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, M. De Wulf, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehaye, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, E. Vandervelde, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, P. Ladeuze, *membres*; J. Cuvelier, G. Doutrepont, comte Carton de Wiart, H. Rolin, *correspondants*; S. E. M. Adatci, *associé*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Ern. Mahaim, *membre*; H. Vander Linden, J. Capart, et M. Ansiaux, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

M. Verhulst remercie l'Académie du prix qu'elle lui a accordé.

M. le Recteur de l'Université de Paris prie l'Académie de désigner son délégué à la Commission de la « Bourse Émile Verhaeren ». L'Académie désigne M. J. Leclercq.

L'Académie de Droit international de La Haye adresse le programme de son enseignement pour l'année 1925.

La Fédération archéologique et historique de Belgique prie l'Académie de se faire représenter par une délégation à son

Congrès de Bruges (du 2 au 5 août 1925). La Classe délègue MM. Waltzing, Berlière et Des Marez.

La rédaction du *Répertoire d'Art et d'Archéologie* (Paris) demande à échanger ce recueil avec le *Bulletin* de la Classe. — Accepté.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Institut de Sinologie de l'Université nationale de Pékin, 1925, adressé par S. E. l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République chinoise.

La clientèle d'un maître à danser à Bruxelles au XVII^e siècle, par le comte d'Arschot et J. Cuvelier.

De Bevaarbaarheid des Schelde op het einde der XVI^e eeuw, par J. Cuvelier.

Le Mariage de Léopold II, par A. de Ridder; présenté, avec une note bibliographique, par M. Hubert.

La Roumanie actuelle, par Ch. Pergameni; présenté, avec une note bibliographique, par M. Leclercq.

Remarque sur le Nirvâna, par L. de la Vallée Poussin, *Anthologie Bouddhique*, par R. Guyon, et *Samanta-Pasadika*, vol. I, par MM. Takakusu et Nagai; présentés, avec une note bibliographique, par M. L. de la Vallée Poussin.

COMITÉ SECRET.

La Classe examine les titres des candidats présentés par les sections pour les places vacantes et décide de ne pas inscrire de nouvelles candidatures.

PRIX ANTON BERGMANN.

La Classe arrête la liste de dix noms à présenter au Gouvernement pour la formation du jury de ce prix.

CONCOURS ANNUEL DE 1925.

Section d'Histoire et des Lettres.

DEUXIÈME QUESTION : *On demande une étude sur l'établissement de la Compagnie de Jésus en Belgique et sur ses développements jusqu'à la fin du règne d'Albert et Isabelle.*

Un travail en réponse à cette question a été soumis à l'examen de MM. Hubert, Leclère et Delehay.

Rapport de M. Eugène Hubert, premier commissaire.

Dans un des chapitres les plus neufs et les plus intéressants de son *Histoire de Belgique*, Pirenne a fait cette juste remarque : « la profondeur et l'intensité du sentiment catholique dès le commencement du XVII^e siècle ne se comprendraient pas si, à côté de l'intervention officielle des évêques, on ne tenait compte de l'intervention spontanée des ordres religieux.

» Parmi ceux-ci, comme dans tous les pays conservés à l'Église, les Jésuites se sont fait une place singulière. Nulle part, peut-être, cette infatigable milice de Rome n'a plus vaillamment combattu pour la contre-réforme et joui d'une semblable influence. Elle s'est mêlée avec une ardeur joyeuse à la grande lutte confessionnelle qui se déroulait sur le seuil des Pays-Bas. Elle a fait de cette contrée, menacée de tous côtés par l'hérésie, une véritable place de guerre spirituelle. Elle l'a choisie comme base de l'armée de missionnaires qu'elle envoyait à l'assaut du protestantisme en Angleterre et en Hollande. Son activité combative s'y est développée au milieu du mouvement des troupes et du bruit des batailles, et il n'est pas jusqu'à l'internationalisme de ses tendances qui ne l'ait attirée vers ces provinces si ébranlées par tous les mouvements de la politique européenne, et sur lesquels amis et ennemis de l'Église et de la Maison d'Autriche fixaient leurs regards avec la même attention ⁽¹⁾ ».

(1) IV, 361.

Le sujet mis au concours par l'Académie : *L'établissement de la Compagnie de Jésus en Belgique et ses développements jusqu'à la fin du règne d'Albert et Isabelle* n'avait pas encore fait l'objet d'une étude d'ensemble. L'auteur du mémoire soumis à votre jugement a tenté l'entreprise. Il nous présente, en un manuscrit de près de 1000 pages, une étude très complète, dont les éléments ont été puisés aux sources les plus diverses ⁽¹⁾, qui dénote un travail énorme, et dont l'intérêt ne faiblit que très rarement.

Ce vaste travail est divisé en deux parties : *l'histoire générale* et *l'histoire spéciale*. La première embrasse trois périodes : I. L'arrivée des premiers Jésuites, la conquête de la reconnaissance officielle par les pouvoirs publics, et la première efflorescence des collèges qui, la plupart, seront dispersés par la tempête de 1578. II. Le rétablissement des positions perdues. III. Le point culminant, l'âge d'or sous les Archiducs.

L'histoire spéciale est un exposé des œuvres de la Compagnie : l'activité apostolique et sociale dans l'enseignement; le ministère des âmes dans les hôpitaux et les prisons; les missions de Hollande, des camps et de la flotte. Elle se termine par un coup d'œil sur l'influence exercée dans l'histoire des idées par les travaux scientifiques et littéraires des Jésuites belges. Leur œuvre pédagogique et leurs controverses théologiques avec Douai et avec Louvain sont étudiées d'une manière plus approfondie qu'elles ne l'avaient été jusqu'à présent, grâce à de laborieuses recherches, couronnées de succès.

Avant de raconter l'histoire des Jésuites belges, il fallait faire connaître le milieu dont ces hommes sont sortis, déterminer les idées et les aspirations qu'ils lui ont empruntées, montrer ce qu'il attendait lui-même de leur zèle et de leur activité.

(1) Archives de la Compagnie. — *Monumenta historica*, S. J.; publiés par les Espagnols, contenant de nombreux documents inédits, détaillés en tête de chaque chapitre. — Correspondance des Généraux de l'Ordre. — Documents des archives du Royaume à Bruxelles. — Archives du Collège Saint-Michel et de la Congrégation des Bollandistes. — Documents imprimés en nombre considérable.

L'auteur nous retrace d'abord à grands traits l'état religieux des Pays-Bas au milieu du XVI^e siècle, et, tout en déclarant que cette esquisse ne peut être que provisoire, parce que les documents dont on dispose ne permettent pas de se rendre un compte exact de l'évolution des idées et des sentiments, il estime que l'esprit religieux a faibli : l'influence de l'humanisme produit dans les classes supérieures « un paganisme de pensée » ; sous la conduite d'Érasme et de ses amis, la société polie se désintéresse des spéculations et souvent des pieuses pratiques. Chez les pauvres, la foi est compromise par l'ignorance et la superstition. De plus, les masses populaires en veulent au clergé à cause de ses richesses, des mœurs relâchées de plusieurs de ses membres, des franchises d'impôts dont il jouit, de la concurrence que le travail de certains couvents fait aux métiers, et « tout n'est pas injustice dans cette désaffection ».

L'Église conserve les apparences de la puissance et continue à donner l'impression d'une machine encore formidable. Mais quelle est sa vigueur réelle ?

La commende a révélé de graves inconvénients ; la simonie n'a pas disparu ⁽¹⁾ ; la prédication est négligée, et le clergé oublie souvent sa mission charitable. Beaucoup de monastères ont vu le relâchement gagner leurs religieux ; incapables de se recruter, ils déclinent, se ruinent et se vident. Enfin, l'hérésie a progressé avec une rapidité presque foudroyante ; les luthériens, les anabaptistes, les calvinistes surtout se multiplient chaque jour, en dépit d'une législation draconienne dont les rigueurs sont inefficaces.

Les débuts de la Compagnie dans les Pays-Bas furent modestes. Lorsque les hasards de la guerre avaient, en 1542, amené à Louvain les premiers Jésuites, Ignace de Loyola ne songeait pas à un établissement définitif dans cette ville ; dans sa pensée

(1) L'auteur fonde cette appréciation sur les documents conservés dans les archives des officialités.

il ne s'agissait que d'un refuge momentané, où les étudiants expulsés de Paris ⁽²⁾ auraient achevé l'année scolaire, en attendant d'être dirigés sur le Portugal et l'Italie. Informé du succès obtenu par ses religieux à Louvain, il se ravisa et reconnut l'importance de l'Université pour le développement de sa société : « La renommée de l'Université brabançonne, la nombreuse jeunesse, qui affluait de toutes les parties des Pays-Bas et de l'étranger, dans ce centre intellectuel resté absolument fermé aux idées de la Réforme, lui donnaient l'espoir d'un excellent recrutement pour son ordre. »

Mais avant de réussir, il faudra surmonter bien des obstacles ; les lois du pays sont formelles : l'érection d'un couvent est subordonnée à l'autorisation préalable du souverain, et Charles-Quint a décrété des mesures rigoureuses contre le développement des mainmortes. Lorsqu'en 1550, saint Ignace demande à pouvoir ouvrir un collège à Louvain, Marie de Hongrie refuse d'accueillir sa requête : « il existe à Louvain assez de religieux et de collèges, et, d'autre part, la Gouvernante générale craint que l'envoi à l'étranger d'un nombre considérable d'excellents sujets, recrutés à Louvain par la Compagnie, ne prive le pays de précieux auxiliaires ». Elle reproche aussi aux pétitionnaires de recevoir des novices en dépit de l'opposition de leurs parents.

L'auteur du mémoire explique cette attitude de Marie par l'influence de son « entourage érasmien, ennemi juré des ordres religieux et de l'idéal monastique ». On peut y ajouter celle du clergé, tant régulier que séculier, qui prenait ombrage des succès de l'ordre nouveau.

Les instances portées jusqu'au souverain n'obtinrent pas plus de succès, et les réponses furent toujours dilatoires. Charles-Quint était mal disposé. Il avait été profondément froissé par l'opposition « pas assez mesurée dans la forme » que le P. Bodabilla avait faite, en 1548, à la publication de l'*Interim*,

(2) A la suite de la guerre entre le Roi de France et l'Empereur.

et son ressentiment fut habilement exploité par les adversaires des Jésuites.

La situation devait se modifier sous le règne de Philippe II. Toutefois, au début, le monarque se montra fort hésitant malgré les démarches pressantes du P. Ribadeneyra. Le délégué d'Ignace insistait sur l'urgente nécessité d'arrêter les progrès de l'hérésie aux Pays-Bas et faisait valoir que les Jésuites avaient été admis à s'établir dans les autres pays de la Couronne : il ne demandait ni faveurs ni subsides, mais simplement l'autorisation de fonder un collège.

Le Roi, sans doute, était favorablement disposé, mais ces tergiversations s'expliquent par la double action de Granvelle et de Viglius. Celui-ci déclarait inacceptables dans les Pays-Bas les privilèges concédés par le Pape à la Compagnie, au grand préjudice de la juridiction épiscopale. Il estimait d'ailleurs qu'il valait mieux réformer et améliorer les ordres existants que d'en fonder de nouveaux. Sans être aussi catégoriquement hostile que Viglius, Granvelle exigeait comme condition préalable que les Jésuites renonçassent à l'exemption et prissent l'engagement de ne pas prêcher sans la permission de l'Ordinaire.

Ces pourparlers, parfois orageux, durèrent près d'un an. Le 19 août 1556, les Jésuites, ayant fait de notables concessions, et obéissant aux directions de leur Général, qui leur prescrivait de n'user de leurs privilèges qu'avec une extrême modération, et de montrer partout la plus grande déférence aux évêques, obtinrent un premier succès, qui devait être notablement étendu en 1584. Incorporés d'abord dans la province de *Germanie inférieure* ⁽¹⁾, ils en furent détachés lorsque l'on constitua en province séparée les Pays-Bas avec Liège et la mission d'Angleterre.

Les débuts ne furent guère paisibles. Si Marguerite de Parme, ancienne pénitente de Saint-Ignace, manifesta des dispositions

(1) C'est-à-dire les maisons de Cologne, Louvain et Tournai. La *Germanie supérieure* comprenait les établissements de la Compagnie en Autriche, en Bohême, en Bavière et dans la Haute-Allemagne.

bienveillantes, les Jésuites n'eurent pas à se louer du duc d'Albe, bien qu'ils eussent d'abord approuvé sa politique, même après l'exécution des comtes d'Egmont et de Hornes. Le duc leur refusa l'autorisation d'ouvrir un collège à Anvers, et son fils, Frédéric de Tolède, alla jusqu'à écrire : « Il ne faut à aucun prix laisser les Jésuites s'établir dans le pays ; leur institution n'est approuvée ni par l'Église ni par les hommes instruits ».

On comprend que les sentiments des Jésuites à l'égard du cruel gouverneur se soient refroidis, surtout lorsqu'il les eut forcés de payer l'impôt du vingtième denier. Dans les correspondances échangées entre les autorités de l'Ordre, on déplore les violences dont la Belgique est le théâtre, et, on en arrive à considérer presque comme un malheur les victoires remportées sur les révoltés.

Requesens était mieux disposé, mais son administration fut éphémère et sans résultats marquants.

Les Jésuites ont à lutter contre des difficultés de tout genre, dont la moindre n'est pas la question financière. Leur enseignement doit être gratuit : c'est un principe essentiel de leurs statuts ; il faut donc assurer à un collège nouveau une dotation importante, et il n'est pas aisé de la trouver dans l'état précaire où se débat le pays.

D'autre part, si la Cour est hostile, les autorités de province ne le sont guère moins. Le Magistrat communal de Louvain accumule les objections ; il est d'ailleurs fortifié dans son opposition par une notable partie du clergé. L'abbé de Sainte-Gertrude, organe d'un grand nombre de ses confrères, se prononce absolument contre l'institution nouvelle : « Leur Société (des Jésuites) causerait beaucoup de tort, et serait de peu d'utilité pour la ville. Ces hommes, qui prétendent réformer tous les abus, s'ils sont vraiment vertueux, n'ont qu'à entrer dans les ordres existants, afin de les ramener à leur première ferveur. »

Granvelle, revenu de ses premières défiances, appuya la

requête des Jésuites et se heurta d'abord à une irréductible opposition. C'est seulement en 1565 que ses efforts purent aboutir. Cette année-là s'ouvrit à Louvain un collège ⁽¹⁾ destiné à devenir pour la province belge un séminaire de philosophie et de théologie et comprenant un cours public de pastorale, en vue de la formation du clergé des paroisses.

L'auteur nous apporte beaucoup de détails inédits, notamment sur les succès qu'obtinent les prédications de Bellarmin et le cours public de théologie scolastique que ce célèbre religieux poursuivait à Louvain jusqu'en 1576.

Nous assistons à la naissance et au développement des collèges de Tournai (1562), Dinant (1563), Cambrai (1563), Saint-Omer (1567), Bruges (1575), Maastricht (1575), Liège (1584).

Un chapitre très substantiel relate les efforts déployés par les Jésuites en vue d'enrayer les progrès de l'hérésie et ce qu'ils endurent de souffrances au cours de cette lutte acharnée.

Le calvinisme était maître de la Hollande, de la Zélande, de Tournai, de Lille, de Valenciennes; il faisait de rapides conquêtes en Flandre et dans la ville d'Anvers : « Le peuple n'a plus confiance dans son souverain et, ne voyant pas de secours venir de ce côté, beaucoup se jettent de désespoir dans les bras des hérétiques. »

Les chefs belges de la Compagnie réclament la présence du Roi, l'éloignement des conseillers étrangers et leur remplacement par des nationaux; ils insistent auprès du Pape pour qu'il exige l'exécution des décrets du Concile de Trente, surtout celui qui prescrit l'établissement d'un séminaire dans chaque diocèse.

Mais une véritable tourmente se déchaîne sur le pays en 1578. Les Jésuites subissent le contre-coup de l'irritation du peuple belge contre les Espagnols; la plupart doivent fuir, pour ne rentrer qu'en 1585. Leurs établissements sont dans un état lamentable : seul le collège de Saint-Omer n'est pas ruiné.

(1) Il comprenait un pensionnat, qui fut supprimé en 1572.

Les Jésuites se plaignent amèrement de leur situation au double point de vue économique et juridique. Le droit de posséder en commun des immeubles et des rentes était de fait illusoire, puisqu'il dépendait du bon ou du mauvais vouloir des magistrats locaux. D'autre part, pour exercer leur ministère, les réguliers devaient obtenir l'autorisation des évêques, et leur zèle était souvent entravé de ce chef. L'Université de Louvain invoquait ses privilèges pour leur interdire de faire des cours publics et de conférer les grades académiques.

Dès 1573, ils avaient réclamé avec instance un nouveau statut juridique; mais ils s'étaient heurtés à l'opposition absolue du duc d'Albe. Ils espéraient mieux de Farnèse, et leur espoir ne fut pas trompé; toutefois il fallut soutenir des luttes longues et opiniâtres avant de vaincre l'hostilité du Grand Conseil; ce corps faisait les réserves les plus formelles sur les franchises judiciaires et financières accordées aux Jésuites par le Saint-Siège; il s'efforçait de maintenir dans toute leur étendue les privilèges de l'Université ⁽¹⁾ et déconseillait de toutes ses forces au Roi la moindre concession en matière de juridiction épiscopale ⁽²⁾.

L'Université défendit naturellement son monopole avec une énergie extrême. L'auteur du mémoire est favorable aux revendications des Jésuites; il admet cependant que « si, parmi les motifs invoqués par l'Université, beaucoup étaient dépourvus de valeur, ou du moins singulièrement exagérés, quelques-uns avaient un caractère très sérieux. En particulier, écrit-il, la gratuité de l'enseignement donné par les Jésuites était de nature à nuire à l'Université. Pour celle-ci, la gratuité était impossible : elle devait rémunérer ses professeurs, et, dans ces conditions, ce ne serait plus une lutte à armes égales; les

(1) « Il est à redouter que l'agrégation de ce point pourrait ci-après causer des dissensions entre les collèges de la Société [de Jésus] et les universités, et même la non-fréquentation et la décadence d'icelles. »

(2) « Il faut diminuer le moins possible la juridiction épiscopale, pour le bien et la tranquillité du pays, et afin d'éviter toute contention entre ecclésiastiques. »

pédagogies risqueraient d'être désertées et de ne garder que les boursiers... Était-il prudent d'élever ainsi chaire contre chaire? Et ce dédoublement des facultés rivales ne serait-il pas une source de troubles et de discordes entre maîtres et étudiants? »

Ces longs débats aboutirent à une transaction : la collation des grades demeura réservée à l'Université; les Jésuites pourraient faire des leçons publiques et gratuites de philosophie et de théologie, mais leurs élèves devraient subir leurs examens devant un jury universitaire. Ils ouvriraient librement des collèges et cesseraient d'être soumis aux Ordinaires en ce qui concerne les sacrements de l'Eucharistie et de la Pénitence; enfin, au point de vue de l'impôt, ils seraient traités comme les ordres mendiants.¹

Ce réel succès était dû au P. Manata ⁽¹⁾, qui sut communiquer à sa « province » une vie nouvelle et la fit entrer dans la voie d'une prospérité inespérée.

Sous son administration, grâce à la protection active de Farnèse, les fondations se multiplièrent. Un grand nombre de monastères et de prieurés étaient vides ou près d'être abandonnés. L'idée surgit d'utiliser leurs revenus pour la fondation ou l'amélioration des collèges de la Compagnie. Le Pape, administrateur suprême de ces biens, avait le droit d'en disposer dans l'intérêt de l'Église, et il en usa. Toutefois cette transformation fut la source de bien des procès ⁽²⁾. Aussi le général Acquaviva ne se montrait-il guère partisan de ces mesures, où tout n'était pas avantageux, et il y apporta certaines restrictions très nettes ⁽³⁾.

⁽¹⁾ L'auteur nous donne son attachante biographie.

⁽²⁾ « Les résignataires étaient souvent fort peu résignés; on excitait bien des rancunes et, la malice aidant, on était exposé à se voir accusé de cupidité. »

⁽³⁾ « Avant tout, ne jamais accepter de biens ecclésiastiques là où il y a espoir de relèvement, ni sans indemnité pour les religieux survivants, et sans s'être assuré du consentement explicite des supérieurs des ordres intéressés : il ne faut pas faire à autrui ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fit à nous-mêmes. » — Le Général recommande aussi à ses religieux de ne prendre aucune part directe aux négociations touchant les biens des couvents en décadence.

Le développement des institutions d'enseignement de la Compagnie fut rapide, et le gouvernement d'Albert et Isabelle devait favoriser encore cet essor si brillant.

Les Archiducs confirment les privilèges antérieurement accordés, facilitent les cessions d'immeubles, multiplient les concessions de bénéfices et manifestent une constante libéralité ⁽¹⁾; à l'occasion, ils chargeront leurs ambassadeurs à Rome d'aplanir les difficultés que les Jésuites rencontrent encore parfois dans les congrégations pontificales; l'Archiduc n'hésite pas, dans certains cas, devant une intervention directe dans nos cours de justice, lorsque ses protégés sont en cause ⁽²⁾.

Le mémoire suit pas à pas les progrès accomplis : il signale la création de nombreux postes d'influence ; il montre comment « l'initiative des inférieurs a été dirigée, modérée, corrigée par les autorités de l'ordre » ; comment les ressources financières — chose de la plus grande importance — ont été assurées. Il y a là un chapitre d'histoire économique hautement intéressant.

Donc les établissements se multiplient et prospèrent. Cette fois, l'auteur ne fait pas l'histoire particulière de chacune des maisons nouvelles; comme leurs destinées se ressemblent singulièrement, il les groupe en un exposé synthétique.

Si le succès est certain, il ne se réalise pas sans rencontrer des oppositions plus ou moins vives, soit de la part de certains magistrats communaux (Hal, Huy), soit de la part des évêques (Malines), ou bien encore d'ordres religieux concurrents (Augustins et Oratoriens) et du clergé paroissial ⁽³⁾. Les fondations se

⁽¹⁾ En 1625, à Dunkerque, en moins de trois mois, l'archiduchesse Isabelle donne aux Jésuites 5,097 florins.

⁽²⁾ En 1611, à Tournai. Le collège des Jésuites de cette ville avait été gratifié de biens confisqués pendant les troubles. La puissante famille des comtes de Lannoy prétendit qu'en vertu de la Trêve de Douze ans, ces propriétés devaient faire retour aux familles lésées. Elle croyait bien obtenir gain de cause, mais l'Archiduc ordonna au Conseil de repousser ses revendications.

⁽³⁾ Le clergé paroissial se croit menacé par l'arrivée des nouveaux venus, qui, dit-on, se posent en réformateurs des mœurs ecclésiastiques.

font de plus en plus nombreuses, mais il y a une ombre à ce brillant tableau : les libéralités « dépassent les limites de l'effort utile ». D'autre part, « à un moment donné, dans les collèges, trop nombreux, le niveau des études baisse, parce que les maîtres sont hâtivement préparés. Dès la seconde moitié du XVII^e siècle s'ouvre une crise inquiétante, qui dévoilera à tous les yeux les erreurs d'une expansion trop rapide ».

Dans la seconde partie de son vaste travail, l'auteur dépeint d'abord largement les œuvres créées par les Jésuites belges au cours du premier siècle de leur existence. Puis il s'étend spécialement sur l'enseignement des humanités dans les collèges, et enfin il expose, avec plus de détails qu'en ne l'avait fait avant lui, les grandes controverses que l'enseignement supérieur de la Compagnie a provoquées à Douai et surtout à Louvain. C'est dans leurs collèges, répandus sur toute la surface de nos provinces, que les Jésuites fournissent l'effort le plus intense et le plus efficace ⁽¹⁾. Ils réussissent à attirer les fils de l'aristocratie, de la haute et de la moyenne bourgeoisie. Leurs collèges de Bruxelles et d'Anvers comptent 600 élèves ; ceux de Douai et de Maastricht plus de 700. Leurs trente-sept établissements d'enseignement moyen sont régis par des règlements, uniformes sans doute, mais dont l'uniformité n'est pas absolument rigide. L'esprit d'opportunisme, qui est une des caractéristiques de la Compagnie, assouplira la règle quand ce sera nécessaire et saura l'accommoder aux situations particulières ; mais l'inspiration générale, les programmes, les auteurs expliqués sont les mêmes partout ; la *Ratio studiorum*, due à Saint-Ignace, demeure la base de toute l'organisation. En 1625, l'*Instructio pro scholis*

:

(1) Les Jésuites ne se sont pas voués à l'enseignement primaire, ce qui eût été important pour combattre le développement de l'hérésie, mais le personnel nécessaire à cet effet leur fait défaut.

D'autre part, si leur collège de Douai peut être considéré comme un établissement d'enseignement supérieur, c'est une exception. Le vrai champ d'action des Jésuites belges est l'enseignement moyen.

codifiera toute la législation antérieure; nous y trouvons un tableau d'ensemble fort instructif.

Le mémoire nous donne une classification détaillée du personnel scolaire et des explications très complètes sur la formation des maîtres, sur les méthodes et les programmes, la disposition des horaires, les procédés imaginés pour provoquer l'émulation parmi les jeunes gens, les représentations théâtrales, etc.

A ce propos, l'auteur mentionne les critiques fréquemment adressées à ces procédés, et il défend les Jésuites en faisant remarquer que l'atmosphère créée par l'humanisme les obligeait en quelque sorte à agir de cette manière ⁽¹⁾.

Quant aux représentations théâtrales, notre auteur, tout en admettant qu'on peut reprocher aux Jésuites d'avoir dépassé la mesure, tant par la fréquence de ces représentations que par la mise en scène exagérée, le luxe des costumes et des décors, fait observer cependant qu'il y avait là une formation intellectuelle et morale d'une réelle valeur, et il remarque que les pièces sont souvent inspirées par des vues patriotiques, qu'elles servent avec efficacité le sentiment de l'unité nationale, en exaltant les gloires du passé ⁽²⁾.

L'éducation proprement dite des jeunes gens fait l'objet de soins tout particuliers; les maîtres, auxquels l'habit religieux

(1) « On a souvent reproché aux Jésuites d'avoir exploité à l'excès le désir des honneurs; on s'est amusé de la ferblanterie (*sic*) de goût douteux qu'ils faisaient parfois miroiter aux yeux de leurs élèves, de ces titres ronflants et vains, qui servaient de stimulants et de récompense.

» Ces critiques dénotent une ignorance souvent impardonnable de l'atmosphère que l'humanisme avait créée dans les écoles au XVI^e et au XVII^e siècle. »

(2) Le P. provincial Scribani reçut cependant du Général un rappel à l'ordre, formulé en termes assez durs : « J'apprends que dans les comédies et exercices littéraires se mêlent parfois des farces et des bouffonneries peu dignes de notre vocation religieuse, et destinées à provoquer le gros rire d'un peuple inculte.

» Je constate qu'elles entraînent le relâchement chez les jeunes gens et le scandale des gens réfléchis : ils attendent autre chose de la formation de la Compagnie. On pourra assaisonner les représentations, mais avec modération et en conformité avec notre vocation. Il faudra donc ne permettre les comédies que très rarement, et après les avoir soigneusement examinées. »

confère une autorité incontestable, s'efforcent de faire prévaloir des mœurs policées, de faire acquérir à leurs élèves une tenue correcte et des manières distinguées. Cependant, là aussi quelque exagération s'est manifestée, et les Généraux de l'Ordre n'ont pas ménagé leurs conseils pour faire régner plus de simplicité dans la toilette et la coiffure.

La surveillance est organisée avec une vigilance extrême; on l'a même quelquefois qualifiée d'espionnage. L'auteur du mémoire ne blâme pas formellement le système; toutefois on sent bien qu'il ne l'admire pas ⁽¹⁾, pas plus qu'il n'est partisan des châtimens corporels en usage : *Ubi verba valent, ibi verbera non dare*, était, rappelle-t-il, un excellent principe pédagogique du XVI^e siècle.

Il conclut en disant que les Jésuites ont eu le mérite d'avoir coordonné et systématisé, en un ensemble méthodique et savant, les moyens les plus efficaces de leurs prédécesseurs dans l'art d'éclairer les esprits et de former les caractères.

L'Université de Louvain, nous l'avons vu, avait victorieusement maintenu son monopole en matière de grades académiques. Cette grosse querelle une fois apaisée, les relations de l'*Alma Mater* avec la Compagnie de Jésus étaient redevenues amicales, au moins en apparence. Elles devaient être de nouveau et profondément troublées par la célèbre controverse sur la question de la grâce.

On sait que Bañus, professeur de la Faculté de théologie de Louvain, avait soutenu en cette matière des doctrines qui furent censurées par la Sorbonne et condamnées par le Saint-Siège.

Les Pères Bellarmin et Lessius prirent un grande part à ces

(1) « Pour prévenir les abus de ce système, l'autorité recommande aux maîtres de ne jamais agir sur une dénonciation, car les enfants sont souvent entraînés par leur impétuosité ou par leur naïveté : ils interprètent en mauvaise part ou exagèrent souvent. »

discussions, qui remuèrent profondément le monde religieux. Les débats ne tardèrent pas à s'aigrir, et les accusations d'hérésie ne furent ménagées de part ni d'autre; l'épiscopat se divisa, les Dominicains se jetèrent dans l'arène contre les Jésuites, et la querelle s'envenima à un degré extrême.

Ces dissensions devaient ouvrir également l'ère des conflits au sujet du droit de pratiquer l'enseignement supérieur.

A Douai, les Jésuites, dûment autorisés par une ordonnance royale, avaient institué, en 1584, des cours de philosophie et de théologie. En l'an 1600, ces cours étaient fréquentés par six cents étudiants. Ceux-ci étaient astreints à payer les droits et à remplir les formalités d'usage; ils devaient subir les examens habituels devant les professeurs de l'Université, et s'ils y satisfaisaient, ils étaient admis aux grades.

La Faculté des Arts avait contesté la portée de l'acte royal, mais elle n'avait pas été suivie par les autres Facultés, et les Jésuites l'emportèrent.

A Louvain, la lutte fut plus âpre, et cette fois les Jésuites furent battus.

Aucun historien n'avait jusqu'ici exposé intégralement les péripéties de ce différend. Leurs écrits, fort abrégés, dit notre auteur, sont souvent tendancieux et remplis d'inexactitudes, tandis que lui-même, ayant examiné des milliers de documents, « espère être plus fidèle, étant plus complet ».

De fait, il consacre de nombreuses pages à cet incident.

Nous venons de rappeler l'ordonnance de 1584 due à Philippe II.

Forts de cette autorisation, les Jésuites de Louvain ouvrirent dans leur collège un cours de théologie, et ils se bornèrent à cela pendant dix ans. Mais, en 1594, une riche dotation, fournie par l'évêque d'Anvers, Torrentius, leur permit de créer, en plus, une section de philosophie.

L'Université protesta immédiatement : les nouveaux cours

des Jésuites étant gratuits, disait-elle, les auditoires de la Faculté des arts seraient désertés à leur profit.

La lutte fut d'une rare violence, et il semble bien au lecteur désintéressé que des deux côtés se manifesta une intransigeance extraordinaire. Toutes les autorités étaient entrées en lice, et l'affaire fut portée jusqu'à Rome. L'Université obtint gain de cause, le Pape Clément VIII ayant été circonvenu, affirme l'auteur du présent mémoire.

Une lutte non moins ardente surgit, quand, à Liège, en 1599, l'inquisiteur Chapeaville eut demandé aux Jésuites d'ajouter à leur enseignement des humanités un cours de dialectique, science qui ne figurait pas au programme du séminaire.

La Faculté des Arts de Louvain vit dans cette création une atteinte à ses privilèges, et saisit la cour de Rome de protestations qui demeurèrent sans réponse pendant de longues années. Cette situation existait encore en 1615. Cette année-là, le même Chapeaville préconisa l'établissement d'un cours complet de philosophie.

Il justifiait sa proposition par le fait que beaucoup de jeunes clercs menaient à Liège une vie de désœuvrement : « Un cours de philosophie offrirait un aliment à leur activité et un préservatif pour leur vertu. »

Louvain, on le comprend aisément, protesta de plus belle et fit entendre contre les Jésuites les plaintes les plus amères : partout où ils étaient reçus, ils provoquaient le trouble et la discorde, partout ils travaillaient à ruiner les universités les plus florissantes.

Cette fois, l'archiduc Albert prit fait et cause pour l'Université, et enjoignit au Provincial de surseoir à toute innovation, « sinon il se verrait forcé de manifester combien ces nouveautés lui déplaisaient ».

Mais le recteur de Liège, Flerontinus, « d'un tempérament cassant et obstiné dans ses idées », passa outre. Les affaires se

complicquaient de plus en plus; le Gouvernement menaçait tantôt l'Université, tantôt les Jésuites, mais ne prenait aucune décision définitive, et il en fut ainsi jusqu'à la mort de l'Archiduc.

Enfin le long travail, dont nous avons tenté de résumer les parties les plus importantes, se termine par un exposé très minutieux des « œuvres » de la Compagnie : catéchismes, congrégations, propagande pour la fréquentation des sacrements, « thermomètre de la vie chrétienne », prédication, missions, et notamment la mission de Hollande où les Jésuites furent aux prises avec les vicaires apostoliques Sasbold Vosmeer et Rovenius, œuvres de miséricorde, prisons, hôpitaux, etc.

Un appendice est consacré à mettre en lumière la part que prirent les Jésuites belges au mouvement intellectuel. On y passe succinctement en revue les travaux publiés par eux dans le domaine théologique, exégétique, philologique, politique, littéraire, juridique, mathématique et historique.

L'auteur conclut que l'époque des archiducs Albert et Isabelle a été l'âge d'or de la Compagnie de Jésus en Belgique. L'appui des pouvoirs publics lui a été largement assuré, et l'on constate dans les Pays-Bas un engouement général à l'égard des Jésuites, engouement qui s'explique par l'excellence de leur système d'enseignement, par leur influence littéraire et scientifique, et surtout par le zèle apostolique qu'ils déployèrent durant ce premier siècle de leur existence.

L'auteur est un fervent admirateur des Jésuites et parle de leur œuvre avec un enthousiasme presque sans réserve. Cependant, il garde une certaine liberté d'appréciation, et juge parfois les hommes avec quelque sévérité. C'est ainsi qu'il nous dépeint le Père Adriaenssen comme ayant « un caractère inquiet et fantasque »; Trigoso, recteur de la Maison d'Anvers, « était malheureusement trop porté à s'immiscer dans les affaires séculières »; les dépenses excessives faites par certains chefs d'établissements trouvent en notre écrivain un censeur rigoureux,

qui ne dissimule pas les abus et ne cherche pas à les atténuer ⁽¹⁾. Ailleurs, il blâmera les excès de certains polémistes ⁽²⁾ et, parlant du degré de créance que méritent les sources d'information auxquelles il a puisé, il indique les points faibles ⁽³⁾; et si, par exemple, il excuse l'enthousiasme des auteurs de l'*Imago primi sæculi*, en disant que cet enthousiasme « s'appuie sur des faits, sur des succès et sur des victoires qui pouvaient tourner la tête même à des Néerlandais, gens peu portés à l'exagération », il réduit à sa juste valeur cette célèbre apologie et se garde bien de la citer comme un document à l'abri de la critique ⁽⁴⁾.

Concluons : le mémoire que nous venons d'analyser est une

(1) Le Général de l'Ordre écrit en 1630 : « La maison professe a considérablement empiré par la manière de vivre des nôtres. Malgré leurs dettes si formidables, nos Pères ne se sont pas souciés jusqu'ici d'introduire une plus grande frugalité dans leur régime et plus de réserve dans les dépenses moins nécessaires. L'intérêt de la maison réclame un supérieur plus préoccupé de faire observer la discipline religieuse et de ramener le train de la maison à plus de parcimonie... Ils préfèrent obtenir des diners plus délicats et vivre avec luxe et faste dans une maison qui gémit sous le poids des dettes. »

(2) On peut reprocher à plusieurs de ces polémistes de ne pas avoir suffisamment gardé la modération dans leurs écrits. Souvent Acquaviva lui-même les blâme d'être trop sarcastiques; il leur reproche des attaques trop personnelles, des paroles blessantes, qui aigrissent les adversaires et n'édifient pas les amis.

(3) « L'*Historia domus* a fourni une littérature très abondante... Les *Lettres annuelles*, envoyées à Rome, sont des lettres d'édification où il ne faut chercher qu'avec une grande discrétion les matériaux de l'histoire.

» En théorie, c'était au Recteur qu'incombait la rédaction; mais, dans la pratique, il se déchargeait de ce soin sur un de ses subordonnés, parfois de jeunes étudiants, qui n'y apportaient pas toujours la critique et le tact nécessaires.

» Par bonté de cœur ou par délicatesse de conscience, les auteurs s'appliquent à tout peindre sous des couleurs pieuses; ils jettent un voile de compassion sur les fautes des individus, là où ils ne peuvent les ignorer, s'étendant avec prédilection sur des événements de peu d'importance, mais élogieux pour la Compagnie, et, surtout, ils admettent avec une extrême facilité non seulement les actes de vertu, mais les faits prodigieux ou miraculeux qui sont à l'honneur de l'Ordre ou des personnages dont ils parlent. »

(4) Il faut en louer la belle ordonnance et l'élégante latinité; mais la *laus propria* est vraiment par trop naïve et hyperbolique.

« A la partie historique, où déjà s'accuse une note laudative outrancière, s'ajoutent des exercices oratoires, des inscriptions lapidaires, des emblèmes, où le dithyrambe et le lyrisme dépassent vraiment les bornes. Les adversaires de la Compagnie ne manquèrent pas de s'en faire une arme et de représenter l'ouvrage comme le produit rutilant du faste et de l'arrogance jésuitiques. Ces insinuations malveillantes eurent leur écho jusqu'à la Cour pontificale. »

œuvre de réelle valeur, bien écrite, résultat de recherches prolongées et consciencieuses. Sans doute, certaines appréciations pourront paraître discutables, et certaines expressions semblent-elles excessives, mais il n'en est pas moins vrai que ce travail constitue un nouveau et très important chapitre de l'histoire religieuse des Pays-Bas au XVI^e et au XVII^e siècle. Je propose à la Classe de le couronner, estimant qu'il tiendra une place honorable dans nos recueils.

Rapport de M. L. Leclère, deuxième commissaire.

Le premier rapporteur a résumé si complètement le mémoire présenté au concours d'histoire de 1925, qu'il est inutile de revenir sur son analyse des diverses parties du travail qui nous est soumis. Nous nous bornerons à quelques observations générales.

Comme le constate M. Eugène Hubert, l'histoire de la Compagnie de Jésus dans les Pays-Bas catholiques, pendant le premier siècle de son existence, n'avait pas encore fait l'objet d'un exposé d'ensemble. Cette étude, l'auteur du mémoire a réussi à la mener à bonne fin, grâce à des recherches longues et méthodiques. Non seulement il a consulté tous les imprimés (recueils et ouvrages contemporains des événements, livres modernes); non seulement il a puisé aux sources que lui offraient les Archives générales du Royaume, les dépôts de Gand, Bruges, Mons, etc., mais aussi il a pu dépouiller les très nombreux documents conservés dans les archives de la Compagnie de Jésus. (Voir leur liste, pp. IV, V, VI.) Ses investigations n'ont, semble-t-il, laissé échapper aucun texte capable de lui fournir des renseignements intéressants.

Cette riche documentation lui a permis de trouver et de faire connaître beaucoup de neuf, beaucoup d'inédit. Sans doute il a dû nous rappeler des faits déjà connus, se rapportant à l'histoire générale de la Compagnie ou à son action dans nos provinces;

mais c'est là la moindre partie de son œuvre. Il ne serait pas suffisant d'affirmer qu'il a renouvelé son sujet ; il l'expose, à vrai dire, pour la première fois et sous tous ses aspects.

Il serait trop long d'énumérer les chapitres qui apportent des éléments particulièrement nouveaux à l'histoire de la Compagnie de Jésus dans les Pays-Bas et à l'histoire de notre pays pendant la seconde moitié du XVI^e siècle et le premier tiers du XVII^e ; aussi bien, le premier rapporteur les a-t-il passés en revue. Notons toutefois l'intérêt tout spécial du chapitre IV de la première partie : *Les Jésuites pendant les troubles religieux de 1566 à 1578* (1^{re} partie, pp. 277 et suiv.) ; et, dans la deuxième partie, les pages consacrées à l'enseignement (pp. 2 et suiv.), ainsi qu'aux controverses entre la Compagnie et les Universités de Louvain et de Douai, soit au sujet de la grâce, soit au sujet du droit d'enseigner (pp. 65 et suiv., pp. 103 et suiv.).

L'auteur ne dissimule pas ses sympathies ; il admire l'œuvre accomplie par la Compagnie de Jésus ; et l'on pourrait assurément relever des appréciations, des expressions qui s'écartent de « l'objectivité » absolue ⁽¹⁾. Mais si, comme il l'écrit, l'impartialité consiste à être juste et non à être neutre (1^{re} partie, p. III), il est permis de dire que le mémoire témoigne du soin qu'apporte l'auteur à formuler des jugements qui tiennent compte de tous les faits. Ses sentiments favorables aux actes et aux œuvres des Jésuites ne l'empêchent pas d'apprécier, sans aucun parti pris, la gestion financière de la maison professe d'Anvers (I, 484), la crise des établissements d'instruction de la Compagnie au début du XVII^e siècle (I, p. 518), les abus dans les représentations dramatiques organisées dans ses écoles (II, pp. 56, 235), la composition de l'*Imago primi saeculi* (II, p. 430), etc. Étudiant la participation des Jésuites au mouvement littéraire, il cite l'opinion de M. H. Pirenne, mais pour

(1) « La timidité des bons », c'est-à-dire des catholiques (I, p. 283) ; des habitants « restaient secrètement attachés à l'erreur », c'est-à-dire au protestantisme (II, 298).

la modifier : « L'éminent historien nous paraît avoir fait aux Jésuites la part trop large et avoir surévalué leur influence quand il ajoute : « De même que les Jésuites ont été les grands éducateurs des Pays-Bas catholiques, ils y ont aussi dirigé le mouvement littéraire et scientifique ». Il n'en est pas moins vrai qu'ils y ont occupé un rang honorable (II, pp. 362-363). »

La composition du mémoire est soignée. Grâce à un plan bien agencé, les nombreuses questions traitées dans ses mille pages ont été judicieusement réparties et exposées, presque toutes, avec le développement qui convenait. Peut-être le chapitre consacré au mouvement intellectuel (II, pp. 362 et suiv.) aurait-il gagné à l'adoption d'une autre subdivision qui aurait rapproché l'histoire de l'œuvre des Bollandistes; l'ascétisme, de la théologie, de l'exégèse et de la patristique; et qui aurait achevé la revue des publications des membres de la Compagnie par les mathématiques. D'autre part, il y a, çà et là, quelques longueurs. On pourrait sans inconvénient condenser, par exemple, les pages qui racontent l'expulsion des Jésuites d'Anvers en 1578 (I, p. 329), la visite des Archiducs Albert et Isabelle au noviciat de Malines (I, p. 465), le sixième chapitre de la deuxième partie : les catéchismes (p. 223), le récit des funérailles du frère Edmond Renard (II, 360)...

Quoi qu'il en soit, le travail est ordonné avec beaucoup de clarté. Il débute par une remarquable introduction qui peint, en traits expressifs, le milieu social et religieux dans lequel s'est exercée, à partir de 1550, l'activité de la Compagnie de Jésus. Il se termine par des conclusions qu'on aurait souhaitées moins brèves, à la fin d'une étude si vaste et si complexe (II, pp. 425-432). Elles auraient dû être accompagnées d'un résumé des deux parties du mémoire.

L'auteur constate que les Jésuites belges, par leur labeur ininterrompu depuis le milieu du XVI^e siècle, avaient conquis au début du XVII^e la faveur générale, parce qu'ils avaient découvert et servi les aspirations de leurs contemporains,

parce qu'ils avaient fondé de nombreux établissements d'enseignement, parce qu'ils avaient fait preuve d'un grand zèle apostolique et reconquis la Belgique à la foi catholique par des moyens aussi efficaces que populaires, parce qu'enfin leur effort avait enrichi la vie intellectuelle des Pays-Bas et augmenté leur patrimoine artistique. L'auteur émet, aux premières pages de son mémoire, une affirmation, pleine de sens historique, et qu'il aurait pu reprendre au terme de son étude : « L'introduction rapide et les succès de la Compagnie de Jésus sont dus en grande partie à sa constitution interne. Née au moment où s'organisent les monarchies absolues et centralisées, « elle était » centralisée et absolue, elle aussi, dans son gouvernement (I, p. 2) ». Il eût été utile de grouper dans les conclusions les indications éparses dans le travail au sujet des défiances, des résistances provoquées par l'action de la Compagnie; défiances et résistances du gouvernement central (Charles-Quint et Marie de Hongrie, Granvelle, Viglius, le duc d'Albe), des autorités locales, des Universités, du clergé séculier et régulier. La question des rapports de la Compagnie avec l'autorité civile et avec le clergé aurait dû être reprise avec quelque ampleur dans la conclusion, à cause de son intérêt historique.

Constatons, pour terminer, que le mémoire est rédigé avec une élégante précision ⁽¹⁾.

Je me rallie entièrement aux conclusions du premier rapporteur. L'étude sur l'établissement de la Compagnie de Jésus en Belgique et sur ses développements jusqu'à la fin du règne des

(1) Signalons à l'auteur quelques *lapsus calami*. I^{re} partie, p. 6 : Des nobles « rapportaient de leurs études à l'étranger des idées *avancées* ». P. 9 : « comme elles *exacerbent* les contrastes sociaux ! » — P. 13 : « l'orthodoxie de l'Alma Mater ne sera pas entamée par les érasmiens ni par le protestantisme qu'ils *préfaçaient* ». — P. 89. Le monastère où se retira, après son abdication, Charles-Quint I^{er} est celui de Yuste et non de S. Juste. — Pages 327-328 : « Le P. André Boccacius *posa un acte de courage héroïque* » — II^e partie, p. 369. Le livre du P. Delehaye a pour titre : *L'Œuvre des Bollandistes, 1615-1915*, et non : *L'Œuvre bollandienne, 1613-1915*.

archiducs constitue une contribution de grande valeur à l'histoire religieuse des Pays-Bas catholiques aux XVI^e et XVII^e siècles. Elle mérite d'être couronnée par l'Académie et insérée dans la collection de ses *Mémoires*.

Rapport du P. Delehaye, troisième commissaire.

Après le rapport très complet des deux premiers commissaires, avec lesquels je suis heureux de me déclarer pleinement d'accord, j'ai cru pouvoir me borner à examiner à un point de vue très spécial le mémoire soumis à notre appréciation. Un travail aussi considérable ne gagnerait-il pas à être abrégé ?

Nous ne le pensons pas. Certains chapitres se prêtent mal à des vues d'ensemble. Malgré le nombre et la variété des détails qu'il y accumule, l'auteur ne se perd pas dans les minuties. Les renseignements, laborieusement recueillis aux Archives du Royaume et dans les Archives de l'Ordre, n'ont pas seulement le mérite d'être inédits. Ils sont nécessaires pour donner à l'exposé la précision que réclame le sujet.

D'ailleurs, il paraît évident que l'auteur a volontairement restreint son cadre. Le complément naturel de l'ouvrage aurait consisté en une série de chapitres sur le gouvernement et l'administration de l'Ordre, sur la formation spirituelle et scientifique des sujets, sur les usages et la vie intérieure des communautés. Sur tous ces points il y avait matière à donner au public d'intéressantes informations. Ce n'est nullement, j'en suis sûr, le souci de ne pas livrer des secrets de famille qui a imposé cette réserve à l'auteur : c'est le désir de ne pas donner à son travail des proportions exagérées.

Nous ne lui demanderons pas d'élargir son plan ; mais nous n'exigerons pas non plus qu'il fasse subir à son texte des mutilations qui pourraient défigurer un ouvrage bien conçu. Dans deux ou trois chapitres, il est vrai, l'auteur s'étend avec complaisance sur des sujets qui ne mériteraient peut-être pas

d'aussi longs développements. M. Leclère les a fort bien indiqués et l'auteur jugera qu'il est de son intérêt de se conformer à ces sages suggestions. Notamment dans le chapitre, intéressant d'ailleurs, sur les catéchismes, la partie statistique pourrait être condensée au profit de quelques développements sur la méthode suivie. Le document signalé t. II, p. 223, *Methodus catechizandi pro provincia Flandro-Belgica*, en fournirait la matière.

La Classe, se ralliant à la proposition des rapporteurs, décide d'attribuer le prix à l'auteur de ce mémoire, M. Poncelet, et vote l'impression du travail couronné dans les *Mémoires* in-8°.

PRIX DÉCENNAUX ET QUINQUENNAUX.

La Classe, après avoir entendu le rapport de la Commission spéciale, décide de proposer au Gouvernement :

1° De remplacer le prix décennal unique de philologie par deux prix décennaux distincts : a) de philologie orientale et classique; b) de philologie moderne et de linguistique générale et comparée;

2° De majorer le montant de tous les prix décennaux et quinquennaux en doublant au moins leur valeur.

La Classe décide de surseoir à toute décision en ce qui concerne le fractionnement éventuel du prix quinquennal des sciences sociales.

CONCOURS POUR LE PRIX DE KEYN.

Rapport du Jury ⁽¹⁾.

Le nombre de manuels et de travaux relatifs à l'enseignement primaire a augmenté dans de fortes proportions au cours des

(1) Le Jury se composait de MM. Léon Fredericq, président, Ch. de la Vallée Poussin, Parmentier, Van Biervliet, Vercoullie, Wilmotte et Vander Linden, secrétaire-rapporteur.

années 1923-1924. Depuis la guerre, aucune période n'en avait présenté un chiffre aussi considérable. Le Jury se plaît à reconnaître que, d'une manière générale, le niveau de ces publications tend à s'élever et que plusieurs d'entre elles ont retenu son attention. Après un triage minutieux, il a distingué les trois ouvrages suivants :

T. JONCKHEERE, *La Pédagogie expérimentale au jardin d'enfants* ;

J. SOBRY et J. EECKELS, *Exposé méthodique de la tenue des livres*, traduit sous le titre *Het boekhouden methodisch aangeleerd* ;

M. et E. THÉODORE, *Nos Enfants*.

Le livre de M. T. Jonckheere s'adresse aux institutrices des écoles maternelles. Il comble une véritable lacune de la littérature pédagogique. Jusqu'à présent il n'existait pas, en effet, de travail d'ensemble résumant et coordonnant les résultats des études spéciales sur la psychologie de l'enfant de 3 à 6 ans. Les traités généraux de pédagogie expérimentale n'abordent qu'incidemment les questions qui s'y rapportent, et quant aux travaux d'approche, ils sont très dispersés.

L'auteur ne s'est pas borné à compiler des documents épars dans un grand nombre d'études particulières, dont beaucoup sont dues à des étrangers. Il s'appuie sur une information aussi abondante que variée et il n'en utilise les données qu'en expliquant la méthode avec laquelle elles ont été obtenues ; il fournit une masse de renseignements bibliographiques détaillés et précis, qui permettront au lecteur de vérifier la valeur de chaque méthode, mais qui auraient gagné à être présentés d'une manière moins uniforme et avec quelques remarques critiques. L'auteur a joint, il est vrai, les résultats de plusieurs recherches personnelles, notamment en ce qui concerne la mesure de la faculté visuelle et de la faculté auditive. Chemin faisant, il suggère des observations et des expériences nouvelles : il met le lecteur en garde contre les solutions hâtives et les conclusions prématurées.

Il relève à l'occasion certaines causes d'erreurs et signale les procédés les plus perfectionnés. Peut-être eût-il pu donner à son livre un peu plus de perspective en insistant sur les conclusions essentielles qui se dégagent des travaux de ses prédécesseurs. Peut-être aussi eût-il facilité la tâche du lecteur en simplifiant la terminologie.

Mais telle qu'elle se présente, son œuvre constitue un guide excellent pour les institutrices des écoles maternelles désireuses de mettre leur enseignement en rapport avec les aptitudes de l'enfant et, en même temps, de contribuer par elles-mêmes, par des observations et des expériences personnelles, à déterminer quand et comment s'éveillent ces différentes aptitudes.

. * .

Le manuel de MM. J. Sobry et J. Eeckels a été accueilli avec faveur par les maîtres chargés de l'enseignement commercial dans les écoles normales; en 1922, il en paraissait une huitième édition dans le texte original français; en 1923, une seconde édition en traduction flamande. Il traite une matière des plus ingrates et des plus ardues, mais les auteurs ont su la présenter sous une forme facilement accessible aux jeunes intelligences. Qu'il s'agisse d'éléments de droit civil, commercial ou fiscal, qu'il s'agisse de règles d'arithmétique commerciale, qu'il s'agisse de documents de payement, de vente, de banque, de douane, simple et clair est l'exposé, tout en restant exact dans sa concision. Et l'on admire l'art avec lequel tant de notions diverses ont pu être condensées en un si petit nombre de pages. Seuls des hommes d'une compétence éprouvée, doublés de pédagogues rompus au métier, pouvaient y réussir.

Les pages consacrées à la comptabilité proprement dite forment la partie maîtresse de l'ouvrage, et c'est là que les auteurs ont pu le mieux déployer leurs qualités de praticiens et de professeurs. C'est là que se révèle surtout leur constant souci de se débarrasser de la routine livresque, de moderniser

et de simplifier les procédés, de mettre en relief et de rendre familiers à des non-initiés les documents les plus usuels et les principes essentiels de la tenue des livres.

Les auteurs ont heureusement illustré leur manuel d'exemples, c'est-à-dire d'exercices de premier choix. Ils les ont puisés dans la réalité même, offrant ainsi quelque chose de vrai, d'utile.

En somme, ils ont développé d'une manière remarquable une matière difficile et complexe; ils se sont inspirés des méthodes les plus récentes et ont indiqué les procédés les plus perfectionnés, tout en se maintenant dans les limites prescrites par le programme des écoles normales.

*
* *

Sous le joli titre *Nos Enfants*, M^{lles} M. et E. Théodore ont composé un volume agréablement illustré, qui tient à la fois du traité et du livre de lecture. Elles mettent à la disposition du public féminin le fruit de leur longue expérience pédagogique, évoquent leurs souvenirs personnels et notent leurs réflexions sur le rôle de la mère dans l'éducation contemporaine. Tout en exaltant la mission maternelle, elles s'attachent avant tout à souligner la multiplicité et les difficultés des devoirs qu'elle comporte. De là les divisions générales du livre : *Éducation physique*, *Éducation intellectuelle* (y compris les diverses méthodes pour enfants normaux et anormaux), *Éducation manuelle*, — chapitre qui, par ses aperçus détaillés, constitue peut-être la partie la plus originale et la plus attachante de l'œuvre, — *Éducation esthétique*, *Éducation morale*, *Éducation sociale* et *Éducation civique*.

L'exposé est toujours attrayant, empreint de poésie familière, d'un véritable charme communicatif, qui trop souvent fait défaut dans les ouvrages de l'espèce. Que de-ci de-là il se soit glissé des erreurs scientifiques, que l'on puisse contester le bien-fondé ou l'opportunité de tel avis émis, de tel conseil donné, c'était

inévitables. D'autre part, certains chapitres présentent des lacunes : les premiers débutent par une introduction historique, qui manque parfois dans les derniers. Mais l'ensemble est d'une belle venue et dénote un constant souci de vulgarisation aimable et de bon aloi.

Le Jury propose à la Classe d'attribuer un prix de mille francs à chacun des trois ouvrages précités.

La Classe adopte ces conclusions.

MOTION.

MM. Pirenne et Wilmotte proposent que l'Académie, dans son Assemblée générale du 5 mai prochain, examine les questions intéressant la Commission de coopération intellectuelle internationale et les organisations internationales existantes auxquelles l'Académie a adhéré : Union Académique Internationale et Conseil International de Recherches.

La Classe décide de demander l'inscription de cet objet à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et désigne MM. Bidez, Pirenne et Wilmotte pour présenter à la Classe, le 4 mai, un projet de résolution à ce sujet.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Le mariage de Léopold II d'après des documents inédits.
Bruxelles, Dewit, 1925; in-8°, 297 pages.

Au nom de mon distingué confrère de la Commission royale d'histoire, M. Alfred De Ridder, directeur général des Archives diplomatiques au Ministère des Affaires étrangères, j'ai l'honneur de faire hommage à l'Académie de ce livre tout récemment sorti de presse.

L'auteur est connu par ses excellents travaux d'héraldique ⁽¹⁾ et par ses ouvrages touchant l'histoire contemporaine, parmi lesquels je citerai comme particulièrement importants : *L'Histoire diplomatique du Traité du 19 avril 1839.* — *La Belgique et la Guerre.* — *La Belgique et la Prusse en conflit.*

Le nouveau travail qui nous est offert n'est pas la simple relation d'un événement intéressant pour l'histoire de la dynastie belge. Telle était cependant, tout d'abord, l'intention de notre historien. Préparant un article de revue, consacré à l'histoire diplomatique du mariage de Léopold II, et recueillant, à cet effet, les documents nécessaires, il s'aperçut, dit-il, que ce mariage constituait un épisode en quelque sorte culminant de l'histoire des relations franco-belges nées à la suite du coup d'État du 2 décembre 1851.

L'union du duc de Brabant avec l'archiduchesse Marie-Henriette d'Autriche avait été préparée par les rapports difficiles que nous eûmes, dès le commencement de 1852, avec le gouverne-

⁽¹⁾ *Législation héraldique de la Belgique.* — *Jurisprudence du Conseil héraldique.* — *La Noblesse en Belgique*, étude juridique. — *Devises et cris de guerre de la noblesse belge.* — *De la transmission des titres de noblesse aux Pays-Bas sous l'ancien régime.*

ment de Paris; elle était leur résultante; lorsqu'elle fut accomplie, elle domina de ses effets et de ses répercussions ces mêmes rapports, pendant de longs mois.

Elargissant son plan primitif, M. De Ridder entreprit d'étudier et de relater complètement les conflits et les rapprochements qui se produisirent entre le second Empire et la Belgique, de 1852 à 1855, et, au lieu d'un article, il nous a donné un livre qui nous apporte une foule de renseignements neufs et précis, puisés à des sources sûres et inutilisées jusqu'à présent, c'est-à-dire aux correspondances de nos agents diplomatiques conservées dans les archives du Ministère des Affaires étrangères.

On n'ignorait pas, notamment grâce aux travaux de Thonissen, de Discailles et de P. Hymans, les difficultés sérieuses que le jeune royaume de Belgique eut à surmonter au début du règne de Napoléon III : questions de presse, attitude des réfugiés républicains, rapports économiques, incidents de neutralité; mais les grandes lignes seules nous étaient connues. Dans le livre de M. De Ridder, ces graves questions sont exposées dans toute leur ampleur, et rien n'y est avancé qui ne soit étayé de preuves, conformément aux exigences d'une critique sévère.

Ce magistral exposé aide à faire comprendre l'importance politique du mariage contracté en 1853 par l'héritier du trône.

Le mariage de notre prince royal, observe M. De Ridder, infligeait à Napoléon une blessure d'amour-propre. « On n'a pu voir sans jalousie à Paris, disait à Saint-Petersbourg le chancelier de Nesselrode à M. Desmazières, chargé d'affaires de Belgique, le mariage du duc de Brabant avec une archiduchesse d'Autriche lorsqu'on n'est pas parvenu soi-même à épouser une princesse de maison souveraine. »

Mais l'effet politique de cet événement, souligné par un article de la *Gazette de Vienne*, qui, en annonçant dans sa partie officielle les fiançailles, les représentait comme constituant non seulement un lien entre deux familles régnantes, mais aussi entre deux nations; cet effet devait plus encore déplaire à

l'empereur. Il ne se soucia pas de dissimuler son déplaisir, alors que, dans d'autres États, le sentiment contraire se faisait jour très nettement. La presse anglaise, notamment, fut unanime à considérer l'union du duc de Brabant avec une princesse autrichienne comme une nouvelle garantie de stabilité pour la dynastie belge. D'après le *Times*, cet événement resserrait les liens entre la Belgique et la Confédération germanique.

Napoléon III manifesta publiquement son mécontentement à l'ambassadeur d'Autriche à Paris, au cours d'un bal donné à Saint-Cloud, en l'honneur du duc de Gènes. « Au moment, écrit le comte de Hübner dans son journal, où le bal devait s'ouvrir, l'empereur avec la princesse Mathilde, l'impératrice avec le duc de Gènes, occupaient déjà leurs places pour commencer la contredanse d'honneur. L'empereur Napoléon, en m'apercevant, quitta sa danseuse, s'approcha de moi, et, au milieu de la cohue qui nous entourait, donna un libre cours à ses doléances qui, en fait, étaient des menaces.

» Voyant dans le mariage du duc de Brabant avec une archiduchesse d'Autriche une attaque indirecte contre son pouvoir, se croyant trahi, menacé, humilié, il me faisait l'effet d'un homme presque affolé. Je ne pense pas que ces colères étaient jouées..., j'ai gardé mon calme..., j'évitai d'avoir l'air ému ou impressionné, et je me bornai à lui faire comprendre tout le tort qu'il se faisait à lui-même en menaçant constamment de s'allier avec la Révolution. J'écris au comte de Buol : « Colère, mauvaise humeur, » picoterie, rancunes ! voilà ce qui est à l'ordre du jour. La » bombe était chargée depuis longtemps, c'est le mariage belge » qui l'a fait éclater. Nous devons en prendre notre part ; mais » je pense que tôt ou tard on reviendra à la raison. » »

Le mécontentement impérial perdura d'abord ; le comte de Hübner écrit encore : « l'impératrice me questionna beaucoup sur le prochain mariage de l'archiduchesse Marie-Henriette avec le duc de Brabant. L'empereur continue à me bouder et moi à ne pas m'en apercevoir ».

Cependant l'orage ne devait pas tarder à se dissiper. Le rapprochement se produisit après la visite officielle de Léopold I^{er} à Boulogne, faisant suite à la démarche courtoise du prince Napoléon-Jérôme à Bruxelles, et surtout après le séjour que le duc et la duchesse de Brabant firent à Saint-Cloud, et qui se termina dans une atmosphère de « complète cordialité ».

Le mécontentement causé à Napoléon III par le mariage du futur roi des Belges paraissait complètement dissipé par l'hommage que celui-ci était venu rendre au nouvel Empire. Il eût été dangereux, toutefois, de se faire illusion sur les dispositions nourries envers nous dans la pensée du souverain français. Sylvain Van de Weyer jugeait bien son caractère quand, dans son rapport du 19 janvier 1853, il signalait « la disposition d'esprit qui a toujours porté l'empereur à préparer de longue main l'opinion publique et à ne pas se laisser détourner par un service momentané de la ligne qu'il s'est une fois tracée ».

Les événements qui allaient se dérouler de 1856 à 1870, conclut à bon droit M. De Ridder, devaient apporter une justification explicite de cette assertion.

Bien qu'une certitude absolue à cet égard fasse défaut, il semble qu'on puisse prêter à Napoléon III, sans émettre un jugement téméraire, d'avoir eu, aux premiers temps de son avènement, des velléités d'annexer la Belgique à la France. Tout au moins désira-t-il y rendre son influence prépondérante.

Pendant tout son règne, il rêva de remanier la carte de l'Europe d'une manière plus ou moins profonde. A plusieurs reprises, il songea vraisemblablement à comprendre nos provinces dans ce remaniement, voulant tantôt les garder pour lui, tantôt les partager avec la Hollande, et, pour ne point léser le roi Léopold, qu'il avait pris en haute estime, pensant à lui offrir un royaume sur les bords du Rhin ou en Pologne. Il chercha des complices à sa politique d'absorption, tantôt en Prusse, tantôt en Russie, peut-être même en Autriche. Il échoua, non par manque de désir, mais parce qu'il fut hésitant, peu

ferme en ses desseins, et parce qu'il ne sut pas profiter des circonstances où l'occasion de réaliser ses aspirations paraissait favorable.

Le Congrès de Paris allait s'ouvrir, peu après la visite à Saint-Cloud du duc et de la duchesse de Brabant : il montra que l'empereur et son gouvernement conservaient pour les institutions belges une véritable aversion. Ils nous en faisaient un grief qu'une politique habile, mais peu scrupuleuse, leur permettrait d'exploiter un jour, s'ils jugeaient utile à leurs intérêts de faire pénétrer leur troupes en Belgique. Dans l'histoire politique, s'ils avaient pu réaliser leurs conceptions, on aurait vu une application de la fable : du loup et de l'agneau.

Le livre de M. A. De Ridder, abondant en révélations pleines d'intérêt, enrichi de documents inédits, notamment d'une curieuse correspondance de Léopold I^{er} avec la Cour de Vienne, écrit avec un grand sens d'impartialité, d'un style simple et élégant à la fois, tiendra une place distinguée dans la *Bibliothèque d'histoire contemporaine de la Belgique*.

EUGÈNE HUBERT.

Esquisse géographique de la Roumanie actuelle.

Au nom de M. Ch. Pergameni, professeur de géographie à l'Université de Bruxelles, j'ai l'honneur de présenter à la Classe une esquisse géographique de la Roumanie actuelle. L'auteur, comparant la carte politique de l'Europe de 1914 à celle d'aujourd'hui, signale l'énorme accroissement territorial que la guerre mondiale a valu à la terre roumaine. La population, qui était celle de la Belgique avant la guerre, s'est accrue de dix millions, c'est-à-dire que la Roumanie compte actuellement 17 millions 300.000 âmes. Quant au territoire, il s'est accru de plus du double. L'auteur montre, contrairement à une conception fausse, que la Roumanie n'est pas un pays balkanique,

mais bien un État de l'Europe centrale. Il nous donne d'intéressants aperçus sur l'orographie roumaine, sur le climat, sur les ressources naturelles du pays, sur la civilisation roumaine, qui porte l'empreinte de la culture latine, sur la vie intellectuelle, scientifique et littéraire.

Tout cela est parfaitement résumé dans cette brève esquisse, consacrée à une noble nation qui fut l'une de nos fidèles alliées de la Grande Guerre, et dont 200,000 enfants moururent héroïquement pour écraser le despotisme prussien.

JULES LECLERCQ.

RENÉ GUYON. — *Anthologie Bouddhique*, en deux tomes, pp. 218 et 209, avec une introduction, pp. 1-XL, et un appendice bibliographique, Paris, G. Crès et C^{ie}, 1924.

On doit louer l'initiative de M. R. Guyon et le tact avec lequel il a choisi les morceaux qui figurent dans son recueil. Ils sont pris dans l'Introduction de Burnouf, dans le *Bouddha* d'Öldenbergh traduit par Foucher, dans le *Buddhism in translations* de Wanen, dans l'*Aradānaçataka* de Feer, dans le *Milinda* de Louis Finot, dans les *Psalms* de Mrs Rhys Davids, toujours, en un mot, dans de bons livres. L'auteur n'a pas travaillé sur les originaux; il reproduit des versions françaises ou met en français des versions anglaises. On voit d'ailleurs qu'il est fort bien au courant de la littérature, et le choix auquel il s'est arrêté est, dans l'ensemble, fort heureux : histoire de la Légende du Bouddha, enseignement bouddhique considéré surtout au point de vue de sa valeur morale, organisation de la communauté. Seuls certains morceaux, plus techniques, réclameraient soit un commentaire, soit une traduction plus fidèle et moins chargée de termes anglais. — Je voudrais n'avoir à dire que du bien de l'Introduction; la partie historique est trop écourtée pour n'être pas insuffisante et, en ce qui regarde les

considérations d'ordre général que l'auteur y a placées, quelques-unes au moins sont fâcheuses : « Les gens d'Israël, sujets de l'Empire romain, grands voyageurs devant l'Éternel et fort curieux de leur naturel, ne pouvaient guère ne point être pénétrés eux-mêmes d'idées qui certainement avaient passé d'Inde en Asie Mineure et dans la Grèce. Ces idées étaient, comme on dit, « dans l'air » : Jésus a la conduite et applique les préceptes d'un véritable *Bodhisattva*. Elles devaient forcément influencer toute doctrine à lancer et toute liturgie à venir. Cette constatation est une conquête de la psychologie moderne... » Ce n'est pas tout à fait comme cela que je crois qu'il faut examiner ces problèmes.

L'orthographe est bonne. La seule erreur — peu excusable dans un quatrième tirage, car ce petit livre obtient beaucoup de lecteurs — est à la dernière page, où les *Sacred Books of the East* et les *Sacred Books of the Buddhists* deviennent des *Secret Books*.

L. DE LA VALLÉE POUSSIN.

SAMANTAPĀSĀDIKA, *Buddhaghosa's commentary on the Vinaya Pitaka*, edited by J. Takakusu and assisted by M. Nagai, vol. i, pp. 284; Pali Text Society, Humphrey Milford, London, 1924.

Je suis fier de faire hommage à l'Académie, au nom de mon collègue le professeur Takakusu, de Tokio, du premier volume de son édition d'un des livres les plus notables du Bouddhisme pali.

La première partie du texte — exactement 105 pages — n'est pas inédite, puisqu'elle fut publiée en 1883 par Oldenberg, le grand savant dont la mémoire reste chère aux bouddhisants.

La comparaison du texte de Takakusu avec celui établi par Oldenberg montre que la philologie palie a fait quelques progrès depuis quarante ans; mais elle montre surtout la parfaite

compétence de l'éditeur japonais. L'intérêt de la Samantapāsādikā est très grand : c'est un commentaire ancien écrit à Ceylan — le seul livre pali qui ait été traduit en chinois — sur les règles de la discipline monastique. Nous n'en avons ici qu'une très petite partie : l'étude de la loi qui prescrit aux moines la parfaite chasteté. Outre les détails relatifs à cette loi, — détails hétéroclites, comme ceux relatifs aux dix modes de fécondation (p. 214), au changement de sexe (p. 273); détails essentiels comme ceux relatifs au caractère plus ou moins grave de la faute, regard, parole, etc.; au renoncement au vœu de chasteté (248), — on y rencontre à chaque page des gloses utiles sur une foule de termes techniques, et de nombreux paragraphes consacrés aux diverses questions, plus ou moins controversées, qui préoccupaient les casuistes et les théologiens du Bouddhisme. (Sur les trois « sciences », p. 169; sur les « savoirs mystiques » ou *abhiññas*, p. 158; sur l'enseignement des anciens Bouddhas, p. 185; sur les huit modes d'ordination, p. 241; sur l'autorité en matières scripturaires, p. 230; sur la durée de la Loi, p. 184, etc.).

LOUIS DE LA VALLÉE POUSSIN.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Astalion (Alb.)*. L'industrie textile en France pendant la guerre. Paris, s. d.; in-8° (264 p.). [31.063]
- Arschot (Comte d') et Cuvelier (J.)*. La clientèle d'un maître à danser à Bruxelles au XVII^e siècle. Bruxelles, 1924; extr. in-8° (15 p.). [30.163]
- Askenazy (Simon)*. Napoléon et la Pologne. Traduit du polonais par Henri Grégoire. Bruxelles-Paris, 1925; in-8° (404 p.). [31.061]
- Bertrand (L.)*. Edouard Anseele, sa Vie, son Oeuvre. Bruxelles, 1925; in-16 (222 p.). [31.065]
- Crick (Lucien)*. Le « Memorie Boek » de Daniel Leyniers. S. v., s. d.; in-32 (15 p., pl.). [30.163]
- Cuvelier (J.)*. De Bevaarbaarheid der Schelde op het einde der XVI^e eeuw. Gand, 1924; extr. in-8° (21 p.). [30.164]
- de la Vallée-Poussin (L.)*. Remarque sur le Nirvâna. Ruremonde, 1925; extr. in-8° (pp. 25-43). [30.166]
- De Ridder (A.)*. Le mariage du roi Léopold II. Bruxelles, 1925; in-8° (296 p.). [31.067]
- Fontaine (Arth.)*. L'industrie française pendant la guerre. Paris, s. d.; in-8° (504 p.). [31.063]
- Herriot (Ed.)*. Lyon pendant la guerre. Paris, 1925; in-8° (99 p.). [31.063]
- Parra-Perez (C.)*. Miranda et la Révolution française. Paris, 1925; pet. in-4° (474 p., portr., pl.). [31.064]
- Pergameni (Ch.)*. La Roumanie actuelle. Bruxelles, 1924; in-32 (17 p.). [30.165]
- Takakusu (J.), Litt (M.-A.-D.) et Nagai (N.)*. Samanta-Pasādika Buddhaghosas, commentary on the vinaya Pitaka (vol. I). Londres, 1924; in-8° (284 p.). [31.068]
- Vendryes (J.)*. Mélanges linguistiques (offerts à ...) par ses amis et ses élèves. Paris, 1925; gr. in-8° (392 p.). [31.062]
-

Séance du lundi 4 mai 1925.

M. J.-P. WALTZING, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; le comte Goblet d'Alviella, baron Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, M. De Wulf, L. Parmentier, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J. Van den Heuvel, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Leclère, *membres*; J. Cuvelier, H. Van der Linden, M. Ansiaux, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. L. de la Vallée Poussin, G. Des Marez, *membres*; comte H. Carton de Wiart et J. Capart, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

Une lettre du Palais fait connaître que S. M. le Roi ne pourra assister à la séance publique de la Classe.

MM. les Ministres des Finances, de l'Intérieur, de la Défense Nationale, de l'Agriculture, de l'Industrie et du Travail, des Colonies, remercient l'Académie de les avoir invités à la séance publique de la Classe des Lettres et expriment leurs regrets de ne pouvoir se rendre à cette invitation.

L'Université de Pavie prie l'Académie de se faire représenter par une délégation à la célébration de son onzième centenaire, les 20, 21 et 22 mai 1925. — La Classe délègue MM. Waltzing et Delehay.

La Commission du *Diplomatarium norvegicum*, à Oslo, offre

à l'Académie ses publications depuis 1847. — La Classe accepte et vote des remerciements à la Commission.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Études sur Antoine Sconhove, par A. Roersch.

Medieval cities, their origin, and the revival of Trade, par H. Pirenne.

Le prélèvement sur le capital dans la théorie et la pratique, par B. S. Chlepner; présenté, avec une note bibliographique, par M. Vauthier.

Analecta Bollandiana, t. XLIII, fasc. 1 et 2.

De Abdij van Roosenberg te Waasmunster, par M. de Meulemeester; présenté, avec une note bibliographique, par dom Berlière.

Brialmont, par P. Crockaert; présenté, avec une note bibliographique, par M. J. Leclercq.

Histoire de la Philosophie médiévale, I, par M. De Wulf.

COMITÉ SECRET. — ÉLECTIONS.

M. R. Menendes Pidal est élu associé de la Section d'Histoire et des Lettres, en remplacement de L. Havet, décédé.

M. le comte H. Carton de Wiart est élu membre titulaire de la Section des Sciences morales et politiques, en remplacement de G. De Greef, décédé.

M. G. Tittoni est élu associé de la Section des Sciences morales et politiques, en remplacement de Ch. Ferraris, décédé.

COOPÉRATION INTELLECTUELLE INTERNATIONALE.

La Classe, après avoir pris connaissance du rapport présenté à ce sujet par la Commission spéciale, arrête comme suit la proposition qu'elle présentera à l'Assemblée générale des trois Classes.

La Classe des Lettres propose à l'Académie l'adoption du vœu suivant :

« Considérant qu'il y a eu accord des représentants officiels des Corps savants de la plupart des nations du monde, réunis en 1918 et en 1919, pour établir à Bruxelles le C. I. R. et l'U. A. I., c'est-à-dire les deux premières organisations de coopération intellectuelle entre les Nations, qui ont été créées après la guerre ;

» Considérant que cette décision prise à l'initiative de l'Institut de France (U. A. I.) a rencontré l'accord unanime des délégués de tous ces Corps savants ;

» Considérant que l'organisation d'un Institut de coopération intellectuelle internationale tel que la Société des Nations a décidé de le créer n'a encore reçu aucun commencement de réalisation et que la situation reste entière à cet égard ;

» l'Académie émet le vœu :

» 1° de voir maintenir entre l'U. A. I. et la Commission de Coopération intellectuelle internationale les relations confraternelles qui ont été établies en 1923 ;

» 2° de voir les mêmes relations s'établir entre le C. I. R. et le C. C. I. ;

» 3° de voir la Belgique conserver et même étendre le rôle international qui lui a été assigné après la guerre et auquel sa situation géographique, ses traditions et son caractère de petite Nation semblent la destiner particulièrement, — et par conséquent de voir établir à Bruxelles tout nouvel organisme de coopération intellectuelle internationale. »

PRIX EUGÈNE LAMEERE

(4^e période : 1^{er} mai 1920-30 avril 1925).

La Classe désigne pour faire partie du jury de ce prix :
MM. L. Leclère, J. Cuvelier, G. Des Marez, M. Huisman et Magnette.

Séance du 4 mai 1925.

CONCOURS ANNUEL DE 1928.

Prix pour chacune des questions : 1,500 francs.

(Délai : 1^{er} novembre 1927.)

Le programme en est arrêté de la façon suivante :

PREMIÈRE QUESTION : *Étudier l'avènement du régime démocratique dans une ville de Belgique au moyen âge.*

DEUXIÈME QUESTION : *Faire l'histoire des lettres belges sous la domination française.*

TROISIÈME QUESTION : *On demande une étude sur la vente des biens nationaux en Belgique (1794-1814) et sur ses conséquences économiques.*

QUATRIÈME QUESTION : *On demande une étude originale sur le problème du bien et de la beauté morale dans Aristote.*

CINQUIÈME QUESTION : *Faire l'histoire de la crise économique dans une région de la Belgique, de 1845 à 1850.*

SIXIÈME QUESTION : *On demande une étude sur la condition de la classe ouvrière en Belgique, et plus spécialement dans la grande industrie, depuis l'introduction du régime français jusqu'à 1848.*

JAARLIJKSCHE WEDSTRIJD VOOR 1928.

(Termijn : 1^e November 1927.)

Het programma er van wordt vastgesteld als volgt :

EERSTE VRAAG : *De opkomst bestudeeren van het democratisch regime in een stad van België in de middeleeuwen.*

TWEDE VRAAG : *De geschiedenis opmaken van de Belgische letteren onder de Fransche overheersching.*

DERDE VRAAG : *Men vraagt een studie over den verkoop van de nationale goederen in België (1794-1814) en over zijn economische gevolgen.*

VIERDE VRAAG : *Men vraagt een oorspronkelijke studie over het vraagstuk van het goed en van de zedelijke schoonheid in Aristoteles.*

VIJFDE VRAAG : *De geschiedenis opmaken van de economische crisis in een streek van België van 1845 tot 1850.*

ZESDE VRAAG : *Men vraagt een studie over den toestand van de werkende klasse in België, en meer in 't bijzonder in de grootnijverheid, sedert de invoering van het Fransch regime tot 1848.*

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Le prélèvement sur le capital dans la théorie et la pratique, par B.-S. CHLEPNER, professeur à l'Université de Bruxelles, collaborateur scientifique à l'Institut de Sociologie Solvay. — Bruxelles, Maurice Lamertin, 1925. (Extrait de la *Revue de l'Institut de Sociologie*.)

On parle volontiers, à l'heure actuelle, de l'impôt sur le capital, tantôt avec une méfiance qui va jusqu'à l'effroi, tantôt avec une allégresse tant soit peu menaçante. En outre, il règne dans beaucoup d'esprits cette vague croyance que l'impôt sur le capital est un moyen efficace, encore bien que rigoureux, d'améliorer notre situation économique et notamment de nous mettre en mesure d'amortir la dette de l'État, de réduire une circulation fiduciaire excessive, etc.

Avant de se prononcer au sujet des qualités et des vices de l'impôt sur le capital, il serait bon de savoir en quoi cet impôt consiste précisément. Et c'est sur ce point — essentiel cependant — qu'il subsiste beaucoup d'obscurité. M. le professeur Chlepner, dans un ouvrage à la fois bref et substantiel, s'est

donné pour tâche de nous éclairer à cet égard, et l'on peut affirmer qu'il y a réussi. Certaines des idées qu'il développe, pour être simples et même d'une simplicité qui va jusqu'à l'évidence, n'en sont pas moins originales et dignes d'être méditées. Il n'y a pas, à proprement parler, d'impôt sur le capital doué de vertus mystérieuses. L'impôt sur le capital n'est pas autre chose qu'un impôt comme les autres, mais qui, en raison de son poids considérable, ne peut être acquitté qu'au moyen d'un *prélèvement* sur le capital, c'est-à-dire sur la richesse acquise. Un tel prélèvement est-il réalisable en fait et les tentatives que l'on ferait dans ce sens n'entraîneront-elles pas beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages? Tels sont les problèmes que M. Chlepner étudie avec autant de clairvoyance que d'impartialité et les constatations auxquelles il aboutit ne nous laissent que peu d'illusions sur les services que pourrait nous rendre ce procédé fiscal.

C'est surtout depuis la dernière guerre que plusieurs États, en proie à des difficultés financières trop naturelles, ont songé à chercher un remède dans un impôt sur le capital. Il en est même (et spécialement la Tchécoslovaquie) qui ont appliqué ce remède avec une courageuse décision. L'un des principaux mérites de l'ouvrage de M. Chlepner est de nous mettre au courant de ces expériences et des résultats qu'elles ont donnés. On doit reconnaître que ces résultats furent, au total, extrêmement médiocres, très inférieurs assurément aux espérances qu'avaient conçues les auteurs de réformes assez audacieuses. D'autres États ne persistèrent point dans la voie où l'on avait tout d'abord voulu s'engager. Qu'inférer de là? Non point que l'impôt sur le capital doive en toute hypothèse être condamné; il est des cas (par exemple celui d'un accroissement de fortune rapide et dû à des circonstances exceptionnelles) où il semble légitime d'y recourir. Mais on se tromperait singulièrement, et telle est bien la conclusion où nous amène M. Chlepner, en s'imaginant que l'impôt sur le capital est un remède héroïque et suprême, dont

les États auront toujours la possibilité de se servir afin de remettre définitivement l'ordre dans une situation financière compromise.

M. VAUTHIER.

MAUR. DE MEULEMEESTER (C. SS. R.). — *De Abdij van Roosenberg te Waasmunster*. St-Nicolas, Oudheidkundige Kring van het Land van Waas, 1925, gr. in-8° de ix-346 pp.

Le récent ouvrage du P. De Meulemeester consacré à l'abbaye des chanoinesses-régulières de Roosenberg à Waasmunster, que j'ai l'honneur de présenter, constitue une excellente monographie de cette antique maison religieuse, une des rares qui aient survécu aux troubles de la Révolution française. Succédant à un ancien hôpital fondé au lieu dit Hoogendonck, avec l'autorisation de l'évêque de Tournai, Gautier de Marvis, en janvier 1237, mais avec l'obligation d'assurer l'hospitalisation des malheureux, encore que l'acte épiscopal conservé en copie laisse entendre qu'il pouvait s'agir d'une fondation éventuelle en faveur de moniales cisterciennes, très en vogue alors, le monastère adopta les constitutions de l'abbaye de Prémy, près de Cambrai, qui suivait la règle de Saint-Victor de Paris, et il reçut sa première colonie de l'abbaye des Prés-Porchins à Tournai.

L'auteur ne s'est pas borné à nous donner un récit chronologique, bien documenté d'ailleurs, des annales du monastère et de la succession de ses abbesses depuis son origine jusqu'à nos jours; il a tenu à faire connaître la constitution du domaine, la vie claustrale, les transformations des édifices. Dans la composition du personnel, je n'aurais pas hésité à insérer les *fratres* ou *conversi* dont parle le nécrologe; leur admission pour les travaux et les négociations de l'extérieur est un fait général. Grâce à des recherches patientes et étendues, l'auteur a pu recueillir une documentation importante, dont le fonds est con-

stitué par les archives encore importantes qui nous sont parvenues du vieux Roosenberg, mais il a largement profité des perquisitions faites dans les fonds d'autres institutions religieuses des environs. En appendice l'auteur a publié de nombreux documents de 1237 à 1752, tirés des archives de Roosenberg. J'y relève (pp. 288-289) deux lettres du pape Jean XXII (1318, 13 et 18 janvier), qui ne se trouvent pas dans les registres du Vatican.

D. U. BERLIÈRE.

PAUL CROKAERT. — *Brialmont.*

Au nom de M. Paul Crokaert j'ai l'honneur de présenter à la Classe l'ouvrage qui porte ce simple titre, mais combien suggestif : *Brialmont*.

Qu'il me soit permis d'évoquer un souvenir personnel au sujet de Brialmont : Lorsque je me trouvais au fond de l'Asie Centrale, dans cette région du Turkestan, voisine de la frontière de Chine, je rencontrai un bataillon russe qui campait en plein désert. C'était l'heure du repas des soldats. Les officiers m'invitèrent à me reposer sous leur tente. Quand ils connurent ma qualité de Belge, ils m'offrirent la coupe de champagne et burent à la santé du général Brialmont. Quand Brialmont était président de notre compagnie, j'eus plaisir à lui raconter cette aventure de voyage. Si je rapporte ce petit incident, c'est pour montrer combien le nom de Brialmont était universellement connu. Il jouissait d'une réputation mondiale. Et ce général belge fut souvent consulté par des gouvernements étrangers.

C'est à cette grande figure que M. Crokaert a consacré un des livres les plus remarquables qui aient paru depuis longtemps. « Brialmont, dit notre confrère M. Paul Hymans, qui en a écrit l'avant-propos, aura le livre que mérite sa gloire. M. Paul Crokaert, en le publiant, acquitte une dette nationale. Il a rempli

sa tâche avec éclat. Il y a mis la ferveur d'un disciple et l'émotion d'un Belge. »

Nul, parmi nos écrivains, n'était mieux préparé à cette tâche que l'auteur de l'*Immortelle Mêlée*, une des plus émouvantes épopées qui aient paru sur la Grande Guerre. En écrivant *Brialmont*, il est resté dans son domaine. On retrouve dans ce livre son style ardent, nerveux et toutes ses qualités d'historien militaire. L'ouvrage est divisé en deux parties, dont la valeur documentaire est singulièrement rehaussée par une abondante illustration dont on peut se faire une idée en consultant la table iconographique, qui ne comprend pas moins de douze colonnes. Il y a près de 300 dessins originaux, dus à nos meilleurs artistes, estampes, gravures, portraits, fac-similés d'autographes, cartes, plans, etc. La première partie, l'*Éloge de Brialmont*, est une étude aussi approfondie que consciencieuse de l'homme considéré sous ses principaux aspects, l'historien, le philosophe, le poliorcète, le précurseur doué du don de prophétie. La seconde partie contient les *Mémoires de Brialmont*, entre autres ceux relatifs aux travaux de défense dont le célèbre Vauban belge fut chargé en Roumanie, en Grèce, en Bulgarie, en Turquie, au Siam.

Pour analyser un ouvrage de pareille envergure, il faudrait une compétence qui me manque sur l'histoire militaire de notre pays. Qu'il me soit permis d'exprimer à ce sujet le regret que notre Classe n'ait plus, comme au temps du général Henrard, un écrivain militaire qui pourrait apprécier en toute compétence un ouvrage consacré à un écrivain militaire. L'auteur de l'*Immortelle Mêlée*, qui a connu de si près Brialmont, qui a recueilli ses mémoires et ses lettres, était le mieux placé pour ériger un monument à la gloire de ce grand Belge. Son livre patriotique contribuera aussi à la gloire d'un autre grand Belge, Léopold II, ce connaisseur d'hommes qui avait déjà deviné Brialmont au temps où il était duc de Brabant. On trouvera dans les Mémoires toute une série de lettres que le duc de Brabant adressa à

Brialmont sur la défense du pays et sur les visées coloniales qu'avait à cette époque lointaine le créateur de notre colonie. Ce sont là de précieux documents qui projettent une vive lumière sur l'histoire d'un grand règne.

Un des chapitres les plus révélateurs est celui que l'auteur a intitulé *Brialmont et Banning*. Ces deux hommes se complétaient. Tous deux vécurent dans la constante préoccupation de la défense du pays. Tous deux furent prophètes. M. Paul Hymans rapporte cette prédiction extraordinaire et sinistre qu'il tient de la nièce de Brialmont : « Un jour on pleurera des larmes de sang pour n'avoir pas construit le fort de Lixhe ». Or, c'est par là que les Allemands passèrent. Cette prédiction, qui s'est réalisée, suggère d'amères réflexions. On a dit que sans Liège la bataille de la Marne n'eût pas été possible. Si Anvers eût tenu plus longtemps, qui sait ce qu'eût été le sort de la guerre?

Nous félicitons l'auteur d'avoir si bien comblé une lacune dans l'histoire de nos grands hommes. Il a su démontrer que c'est à trois hommes surtout : Léopold II, Brialmont et Banning, que la nation belge doit d'être encore en vie. Son livre est un monument national. L'exécution matérielle de l'ouvrage fait honneur aux presses de la maison Lesigne.

JULES LECLERCQ.

LECTURE.

Où Annibal a-t-il passé les Alpes ?

par J. LECLERCQ, membre de l'Académie.

Par où Annibal a-t-il passé les Alpes ? Sur cette question, qui a suscité d'innombrables controverses, M. Cecil Torr vient de publier un intéressant essai ⁽¹⁾. L'auteur part de cette considération que « l'automne était proche. C'était pour Annibal une question de vie ou de mort d'effectuer sa marche avant que les neiges eussent rendu les Alpes infranchissables. Il devait donc choisir la route la plus courte, sans s'éloigner plus qu'il ne fallait pour se procurer des vivres ou pour éviter l'armée de Scipion. Or, les deux routes les plus courtes sont le col de la Traversette et le col de l'Argentière ». M. Torr se prononce pour la première des deux passes, pour le motif qu'elle offre une échappée sur les plaines du Piémont. Car, à ses yeux, il ne suffit pas, pour une passe, qu'elle soit la plus courte, il faut encore qu'elle commande un panorama de l'Italie.

Sir Douglas Freshfield, ancien président de la Société de Géographie de Londres, combat cette opinion ⁽²⁾. Il rappelle que la thèse n'est pas nouvelle, qu'elle remonte au XV^e siècle, que ce fut le marquis de Saint-Simon qui le premier prétendit que c'est par ce col de la Traversette que passa Annibal, affirmant que le « promontoire » dont Annibal se servit comme d'une plate-forme n'est ni plus ni moins que le Monteviso. Cette thèse a été reprise dans les temps modernes (1830-1831) par Long et par un membre anonyme de l'Université de Cambridge.

⁽¹⁾ CECIL TORR, M. A., *Hannibal Crosses the Alps*. THE UNIVERSITY PRESS, Cambridge, 1924.

⁽²⁾ *More Talk about Hannibal*. GEOGRAPHICAL JOURNAL, September, 1924.

M. Freshfield a déjà soutenu, il y a dix ans, que c'est le col de l'Argentière que choisit Annibal. Ses arguments sont ceux d'un montagnard qui connaît à fond la configuration des Alpes. Il envisage tout d'abord la hauteur des passes en question, à laquelle M. Torr ne fait aucune allusion. La hauteur doit être considérée aussi bien que la distance par un chef qui doit choisir une route pour son armée, à travers une région montagneuse, au cœur de l'automne (on était au milieu d'octobre). Or, le col de la Traversette dépasse de 950 mètres le col de l'Argentière. Les hauteurs respectives des deux cols sont, en effet, de 2,947 mètres et de 1,995 mètres, tandis que la distance à franchir est la même dans les deux passes. En outre, le col de la Traversette ne peut être abordé de l'ouest que par des gorges sauvages et des vallées nues et désertes, et la passe même s'ouvre au-dessus d'un rocher très roide, dont la courbe finale fut percée en 1480, à 115 mètres du faite, par un tunnel destiné à faciliter le passage des mules. D'autre part, le col de l'Argentière est accessible de l'ouest par des pentes douces et habitables, couvertes de pâturages et de champs de blé, et un lac considérable dort au haut de la passe large et unie. Il faut reconnaître avec M. Freshfield que ces faits, tirés de la nature même du pays, contredisent la thèse de M. Torr et ébranlent fortement sa principale conclusion. Mais les ingénieuses considérations et les conjectures sur lesquelles il l'appuie ne résistent pas davantage aux arguments serrés de M. Freshfield.

Si M. Torr jette son dévolu sur le col de la Traversette, c'est qu'il lui faut une passe d'où se déroule une vue panoramique. Il appuie sur cette considération avec le zèle d'un *converti*. C'est à dessein que M. Freshfield emploie ce mot, car, dans un ouvrage précédent, *Small Talk at Wreyland*, l'auteur a écrit cette phrase : « Je doute si Annibal a jamais regardé le pays qui se déroulait au pied de la montagne. Je crois qu'il peut avoir montré à ses hommes sur une carte la voie à suivre ! »

M. Freshfield avoue que, pour sa part, il lui est difficile de

prendre au sérieux pareille suggestion. Peut-être l'auteur ne l'a-t-il lui-même pas prise pour telle, car il s'exprime actuellement ainsi : « Quelle que soit la passe qu'Annibal ait traversée, le sommet doit avoir commandé la vue de la plaine du Pô, sans quoi il n'aurait pas prononcé là son discours. On a pareille vue du haut du col de la Traversette, mais non du haut de la passe du mont Genève ou du haut du col de l'Argentière ou du haut de toute autre passe au sud du Petit Mont Cenis ou du col du Clapier. »

Certes, on ne voit pas l'Italie du haut du Petit Mont Cenis. Mais cela est indifférent pour l'argumentation. M. Freshfield est absolument sceptique sur le point en discussion, à savoir : la nécessité d'avoir une vue sur l'Italie. Il ne peut admettre avec certains critiques qu'il faille prendre à la lettre les phrases du discours qu'Annibal aurait adressé à ses troupes sur la crête des Alpes. Les auteurs classiques avaient l'habitude d'embellir leurs récits en mettant des périodes dramatiques dans la bouche de leurs héros. M. Freshfield soupçonne fort Polybe et Tite-Live d'avoir trouvé, dans le fait de l'arrivée de l'armée carthaginoise au sommet des Alpes, une occasion de faire prononcer à son chef une harangue de circonstance. Ce n'est pas qu'il conteste qu'Annibal ait saisi le moment d'encourager ses hommes en leur disant que l'Italie était à leurs pieds et qu'ils n'avaient plus qu'à descendre ; mais s'il leur parla ainsi, sa harangue dut plutôt faire appel à leur imagination qu'à leurs yeux. Il dut parler en conquérant plutôt qu'en topographe. M. Freshfield ne conteste pas que s'il faut une vue d'Italie, le col de la Traversette est une des seules passes qui puissent répondre à cette condition. Mais on sait qu'Annibal passa deux jours sur la crête des Alpes : comment aurait-il pu camper là où il n'y a pas de place pour une armée ?

M. Torr n'aborde pas même l'objection résultant de la difficulté de concilier son hypothèse avec la présence des neiges sur le revers italien. Polybe y fait allusion en mentionnant des

obstacles « étranges et inattendus. » Il est parlé de neiges fraîchement tombées, recouvrant celles de l'hiver précédent. Si le récit de Tite-Live est exact, le lieu devait être bien au-dessous de la ligne des neiges, puisqu'on y voyait des souches, des buissons, et que les gros arbres n'étaient pas loin.

Un des arguments de M. Torr s'appuie sur ce que l'Ile des historiens classiques se trouverait non entre le Rhône et l'Isère, mais entre le Rhône et la Durance. M. Freshfield, opposant à cette assertion la description géographique que donne Polybe du district en question, affirme que les détails de cette description s'appliquent à la contrée située au nord de l'Isère et non à celle située entre le Rhône et la Durance, et il base cette affirmation sur sa connaissance personnelle de cette contrée qu'il a souvent parcourue. Transférer l'île sous la Durance, c'est fixer le lieu du passage du Rhône à proximité de Beaucaire, en face de Tarascon, et non à Roquemaure, au-dessus d'Avignon, à 30 milles plus haut. Or, Polybe dit que le passage se fit à quatre jours du camp près de la mer, c'est-à-dire le camp de Scipion à Fos, qui se trouve à moins de 40 milles de Beaucaire. Pour sortir de la difficulté, M. Torr calcule les quatre jours de marche en partant de la bouche la plus occidentale du Rhône, dans les environs d'Aigues-Mortes. Mais l'hypothèse d'après laquelle Annibal aurait campé près d'Aigues-Mortes ne repose sur aucun fondement. La route romaine d'Espagne, ou la piste le long de laquelle cette route fut établie plus tard, et que suivit Annibal, allait droit de Montpellier à Nîmes.

M. Torr soutient que c'est erronément que Tite-Live suggère que c'est la crainte d'une attaque de flanc qui induisit Annibal à éviter la marche le long de la Durance inférieure et à se retirer plus au nord. « Annibal, écrit-il, n'eût pas franchi 200 milles pour éviter un ennemi qu'il savait ne pas être là. » Il compte ses 200 milles en supposant qu'Annibal marcha jusqu'à Lyon. Or, toute la distance de Fos à l'Isère n'est que de 130 milles. Polybe et Tite-Live disent tous deux que l'Ile était à quatre

jours de marche du passage. Peut-on admettre que la diversion causée par l'avance de Scipion ait eu pareille étendue?

Si Polybe dit qu'Annibal remonta la rivière dans la direction de l'est, on ne peut en conclure, suivant M. Freshfield, qu'il suivit la vallée de la Durance. Car Polybe dit ailleurs que le Rhône suit, en général, une direction sud-ouest, en sorte qu'il pouvait considérer comme marchant vers l'est le voyageur qui remontait le Rhône. M. Freshfield signale que M. Torr se trompe sur le caractère de la Durance, tantôt torrent fougueux, tantôt aisément guéable. Ses crues de printemps et d'automne viennent des montagnes et affectent également le milieu et le bas de son cours. Le voyageur qui se rend de Gap à Embrun a tout le loisir d'observer dans le large lit pierreux de la rivière les traces de la violence des crues périodiques qui en font une des plus redoutables rivières des Alpes occidentales.

Suivant M. Freshfield, pour déterminer la route que suivit l'armée carthaginoise, il ne suffit pas de s'en rapporter aux livres, il faut aussi consulter ceux qui ont une connaissance personnelle de la configuration des Alpes occidentales et de la nature du climat de la contrée. Il faut prendre en considération tout ce qui a dû peser dans la décision du chef compétent, notamment l'altitude respective des passes praticables, le caractère des rivières à franchir et les ressources naturelles des districts à traverser.

M. Freshfield conclut que M. Torr n'a produit aucun argument convaincant pour renverser la thèse qui place le fameux épisode historique au col de l'Argentière, par lequel on passe aujourd'hui de Barcelonnette, en France, à Coni, le premier village du Piémont. Il est difficile d'admettre que les soldats d'Annibal, qui n'étaient pas des montagnards exercés comme les alpinistes modernes, aient pu franchir les Alpes à une altitude de 3,000 mètres; mais on comprend qu'ils l'aient pu faire à une altitude de moins de 2,000 mètres.

Assemblée générale du 5 mai 1925.

Prennent place au Bureau :

MM. J.-P. WALTZING, *président de l'Académie, directeur de la Classe des Lettres*; A. GILKINET, *membre de la Classe des Sciences*; F. SWARTS, *directeur de la Classe des Sciences*; V. HORTA, *directeur de la Classe des Beaux-Arts*; A. GRAVIS, *membre de la Classe des Sciences*; P. BERGMANS et le Secrétaire perpétuel.

Sont présents :

Classe des Sciences : MM. Ch. Lagrange, J. Deruyts, Léon Fredericq, A. Lameere, Ch.-J. de la Vallée Poussin, Max Lohest, A. Demoulin, A. Rutot, comte A. de Hemptinne, V. Willem, P. Stroobant, Ch. Julin, J. Bordet, L. Crismer, *membres*; Th. De Donder, P. Fourmarier, O. Dony, A. Brachet, *correspondants*; G.-A. Boulenger, *associé*.

Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques : MM. le comte Goblet d'Alviella, baron E. Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, Eug. Hubert, M. De Wulf, L. Parmentier, R. P. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Leclère, *membres*.

Classe des Beaux-Arts : MM. J. Winders, Ém. Mathieu, Léon Frédéric, J. De Vriendt, L. Solvay, Léon Du Bois, Sylvain Dupuis, Jean Delville, G. Vanzype, *membres*; A. Goffin, *correspondant*.

Absences motivées :

MM. Massart, Lecoïnte et Marchal, *membres* de la Classe des Sciences; Mahaim, de la Vallée Poussin, *membres*, et Capart, *correspondant* de la Classe des Lettres; Brunfaut et Hulin de Loo, *membres*; Minne, *correspondant* de la Classe des Beaux-Arts.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 6 mai 1925 est lu et approuvé.

Conformément à la décision prise par la Commission administrative, il est rendu hommage aux membres et associés décédés depuis la dernière assemblée générale, en même temps que sont rappelés les principaux caractères de leurs carrières respectives.

STATUTS ET RÈGLEMENT GÉNÉRAL.

L'Académie adopte, à l'unanimité, les modifications suivantes à ses statuts et à son règlement général, sous réserve d'approbation royale.

I. — Statuts.

ART. 3, 4^e alinéa : remplacer « des sciences et des lettres dans leurs rapports avec les Beaux-Arts » par « de l'histoire des Beaux-Arts et de la critique d'Art ».

ART. 4 : supprimer le 3^e alinéa.

ART. 19 et 23 : remplacer « Séance générale » par « Assemblée générale », comme à l'article 15^{bis}.

II. — Règlement général.

ARTICLE PREMIER, dernier alinéa : remplacer « les sciences et les lettres dans leurs rapports avec les Beaux-Arts » par « de l'histoire des Beaux-Arts et de la critique d'Art ».

ART. 11, 4^e alinéa : remplacer « d'octobre » par « de novembre ».

ART. 12 : remplacer les mots « la veille de » par les mots « dans la séance qui précède ».

ART. 15 : remplacer « la séance » par « la dernière séance ».

ART. 16, deuxième alinéa : remplacer « 15 francs » par « 20 francs » ; remplacer les 4^e, 5^e et 6^e alinéas par « le montant de leurs frais de déplacement, en première classe des chemins de fer, du lieu de leur résidence à Bruxelles et retour et une indemnité de séjour de 30 francs ».

ART. 20 et 21 : réunir leurs premiers alinéas respectifs, d'une part, en un article 20 et leurs deuxième alinéas, d'autre part, en un article 21, ainsi conçus :

ART. 20 : « Les travaux lus ou présentés à l'Académie, en vue de leur impression dans les *Mémoires* in-8° ou in-4°, sont mentionnés dans le *Bulletin* de la séance au cours de laquelle la présentation est faite. »

ART. 21 : « Lorsque l'Académie décide l'impression des rapports faits sur des mémoires présentés, ces rapports sont publiés dans le *Bulletin*. »

ART. 24 : le remplacer par « Les manuscrits des mémoires de concours, de même que ceux des mémoires présentés à l'Académie, demeurent la propriété de celle-ci. Lorsque l'impression n'en est pas votée, les auteurs peuvent en faire prendre copie à leurs frais ».

ART. 25 : le remplacer par « Les *Bulletins* constituent un recueil paraissant dans le plus bref délai possible, consacré aux communications de peu d'étendue faites en séance ».

ART. 26, 3^e ligne : remplacer les mots « la composition ou la lithographie exigeraient » par les mots « l'impression entraînerait ».

ART. 36 : le remplacer par « Les membres de l'Académie ne peuvent prendre part aux concours dont le programme a été établi par l'Académie ».

ART. 41 : le remplacer par « Tous les ans, les comptes de l'Académie sont vérifiés par une Commission spéciale (Commission des Finances) composée de cinq délégués de chaque Classe ».

ARTICLES ADDITIONNELS (p. 20) : ils sont remplacés par l'alinéa suivant, ajouté à l'article 8 :

« L'élection du directeur se fait suivant les mêmes règles que les élections des membres (art. 4); il en est pareillement pour l'élection des membres de la Commission administrative, de la Commission des Finances et de toutes les autres Commissions nommées par l'Académie. »

COOPÉRATION INTELLECTUELLE INTERNATIONALE.

L'Académie adopte, à l'unanimité, le vœu suivant :

Considérant qu'il y a eu accord des représentants officiels des corps savants de la plupart de nations du monde, réunis en 1918 et en 1919, pour établir à Bruxelles le Conseil international de Recherches et l'Union académique internationale, c'est-à-dire les deux premières organisations de coopération

intellectuelle entre les nations, qui ont été créées après la guerre;

Considérant que cette décision, prise à l'initiative de l'Institut de France, a rencontré l'accord unanime des délégués des tous ces corps savants;

Considérant que l'organisation d'un Institut de coopération intellectuelle internationale, tel que la Société des Nations a décidé de le créer, n'a encore reçu aucun commencement de réalisation et que la situation reste entière à cet égard.

L'Académie royale de Belgique émet le vœu :

1° De voir maintenir entre l'U. A. I. et la Commission de coopération intellectuelle internationale, les relations confraternelles qui ont été établies dès 1923;

2° De voir les mêmes relations s'établir entre le Conseil international de Recherches et la Commission de coopération intellectuelle;

3° De voir la Belgique conserver et même étendre le rôle international qui lui a été assigné après la guerre et auquel sa situation géographique, ses traditions et son caractère de petite nation semblent la destiner particulièrement, — et par conséquent de voir établir à Bruxelles tout nouvel organisme de coopération intellectuelle.

COMMISSION DE LA « BIOGRAPHIE NATIONALE ».

M. P. Bergmans donne lecture du rapport sur les travaux de la Commission pendant l'exercice 1924-1925.

Des remerciements lui sont adressés.

**Rapport sur les travaux
de la Commission de la « Biographie nationale »
pendant l'année 1924-1925,**

par PAUL BERGMANS,
secrétaire de la Commission et membre de la Classe des Beaux-Arts.

MESSIEURS,

Au cours de l'exercice 1924-1925, aucun changement ne s'est produit au sein de la Commission, mais celle-ci a eu le regret de perdre plusieurs de ses collaborateurs : MM. Paul Buschmann, historien d'art, conservateur du Musée des Beaux-Arts d'Anvers ⁽¹⁾; Gustave Jorissenne, médecin doublé d'un esthète et d'un érudit ⁽²⁾; Ad. de Ceuleneer, professeur émérite de l'Université de Gand ⁽³⁾; Armand Piters, professeur honoraire de l'enseignement moyen ⁽⁴⁾; Arthur Blomme, président honoraire du tribunal de Termonde ⁽⁵⁾; le docteur Victor Jacques, professeur honoraire à l'Université de Bruxelles ⁽⁶⁾.

(1) Voici la liste de ses notices : Herm. Servaes; François Snyders; Georges et Jean-François van Son.

(2) Nous avons de lui les notices sur Arnold et Jean-François Smitsens, I et II.

(3) Outre les divers membres de la famille Serrure : Constant-Antoine, Constant-Philippe, Louis-Auguste et Raymond-Constant, M. de Ceuleneer avait retracé la biographie du peintre Soens.

(4) Il nous a donné les biographies des écrivains belges suivants : J. Nieuwenhuysen; Novent; Noyer; Oppelt; Pasquet; Pierquin; A. et G. Pirotte; P. Polain; Edm. Pollet; Caroline Popp; Rabeuf; L.-J. Remacle; Chr. de Reul; Th. Rimbaut et Romanesi.

(5) Il a étudié spécialement des personnages du pays de Termonde : Quaetfaslem; Roels; Salomons; J. Schautheet; Jean-Théodore Serraris; Siré; Antoine-Alard Spinosa; Hippolyte-Isidore-Joseph Staquez et Édouard-Adolphe de Steene.

(6) Très ancien collaborateur de la *Biographie nationale*, il avait écrit pour notre recueil soixante-six biographies, principalement de médecins, dont les premières remontent à 1878 : R. de Farvacques; Faudacq; Favelet; Fl. Fridavallius; H. Froidmont; G. Fusch; J. Gherin; A.-H. et Ig. Gogava; H. de Grandjean;

Certains d'entre eux étaient associés depuis longtemps à nos travaux. De tous nous conservons le souvenir avec reconnaissance.

La Commission a admis comme nouveaux collaborateurs : MM. Fernand Brassinne, attaché à la Bibliothèque de l'Université de Liège ; Joseph Denys, archiviste aux Archives de l'État à Gand ; Gaston Dept, docteur en philosophie et lettres à Gand ; Marcel Hoc, bibliothécaire à la Bibliothèque royale, à Bruxelles ; Henri Nowé, archiviste aux Archives de l'État à Gand ; chanoine Tobac, professeur à l'Université de Louvain, et Hans van Werveke, chargé de cours à l'Université de Gand.

Le deuxième fascicule du tome XXIII de la *Biographie nationale* a été distribué au mois de décembre dernier. Il contient cent cinquante-quatre notices et conduit notre répertoire de SPORCKMANS à STEVIN. Le hasard alphabétique y groupe quelques illustrations anciennes ou modernes de la science belge : l'illustre Simon Stévin, le génie le plus remarquable peut-être auquel notre pays ait donné naissance dans le domaine des sciences mathématiques, l'astronome-astrologue Jean Stade, le botaniste François van Sterbeek, spécialisé au XVII^e siècle dans l'étude des champignons et la culture des plantes d'orangerie, y voisinent, en effet, avec le chimiste Jean-Servais Stas et le docteur Frédéric-Antoine Spring. Les historiens tireront profit de la biographie du prince de Stahremberg, ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement général des Pays-Bas, de celles de l'abbé Érasme-Jean van de Steene, un personnage actif de la Révolution brabançonne, et d'André-Benoit Steven,

Al. Griez ; N. Grosse ; Guillaume de Lille ; Ch. Guillery ; J. de Harchies ; A. de Hempinne ; Ch. van Hulthem ; Ch. Ingelbrecht ; J.-B. et J.-C. Jacobs ; P. Jacques ; Jean de Saint-Amand ; A. Jonnart ; P. Joostens ; J.-Fr. Kluyskens ; A. Knapp ; C. Laisné ; Ph. Langlet ; H. Lebeau ; Fr., H. et J.-A. Le Roy ; H. van Lindhout ; J.-B. Marie ; J. Martini ; H. Mathys ; J.-H. Matthey ; I. Mauroy ; Ph. Meert ; Ch. de Mertens ; A. Meyne ; G. Michel ; Midavaine ; J. van Mons ; Mouremans ; De Necker ; Nichols ; A. Nonnius ; Noppe ; Onsenoort ; J. O' Sullivan ; G. Pape ; A. et Ch. Pasquier ; L. Peeters ; B. Perdu ; Planchon ; Poirier ; J. Pypers ; Rieken ; Riemsлагh ; J. Roelands ; A. van Rossum ; B^{on} Seutin et Ch. Sommé.

éditeur à Gand de journaux politiques dont le rôle fut important dans les années 1830, comme de celles de Jean van Standonck, le fondateur de la congrégation de Montaigu à Paris, des deux professeurs de l'Université de Louvain du nom de Thomas Stapleton, du P. Stanyhurst, prédicateur en vue du XVII^e siècle, ou du cardinal Sterckx, archevêque de Malines. Mentionnons encore les notices consacrées à des philologues et littérateurs : Charles Stallaert, Christian-Adolphe et Henri Stappers, le baron de Stassart; ou à des artistes : le peintre Barthélemy Spranger, les architectes et sculpteurs brugeois Stalpaert, les peintres modernes Joseph Stallaert et Joseph Stevens.

Le tome XXIV contiendra la fin de la lettre S et vraisemblablement le commencement de la lettre T. Deux feuilles en sont en épreuves, ainsi que quelques placards, et nous pourrions être plus avancés si nous ne nous heurtions à un obstacle qui, chaque année, nous oblige à consigner dans ce rapport des plaintes aussi sincères que monotones : le retard qu'apportent certains collaborateurs à l'achèvement des notices qui leur sont confiées. Ce retard est d'autant plus regrettable que certains de nos confrères nous ont déjà remis des articles des lettres T et V, avec un empressement pour lequel nous leurs exprimons toute notre gratitude.

La Commission s'est préoccupée de la publication d'un Supplément. Il y a, en effet, un certain nombre de lacunes dans la *Biographie nationale*. Dans l'élaboration des premières listes provisoires, on ne s'est pas suffisamment préoccupé des personnages d'intérêt historique, parce que les dépouillements ont porté surtout sur les répertoires existants et que ceux-ci énumèrent en ordre principal les artistes, les littérateurs, les savants, etc. D'autre part, pour l'admission dans le recueil, dont le premier volume a paru en 1866, les règles officielles indiquent une limite chronologique essentiellement variable : elles stipulent que ne peuvent être compris dans les listes alphabétiques provisoires, publiées au fur et à mesure de l'avan-

cement de la publication, que des personnages décédés depuis dix ans au moins. Il s'ensuit qu'il y a, dans les premiers volumes, de nombreuses et fâcheuses omissions au point de vue de l'histoire contemporaine.

On n'est pas encore arrivé à une solution précise. Mais il serait utile que, dès à présent, tous ceux qui se servent de la *Biographie nationale* veuillent bien faire connaître au Secrétariat les omissions qu'ils y constatent, afin de nous permettre de dresser une première liste de noms qui figureraient utilement dans le Supplément.

**Liste des collaborateurs de la « Biographie nationale »
(Mai 1925).**

MM. ALVIN (FRÉDÉRIC), conservateur à la Bibliothèque royale, à Bruxelles.

APERS (RENÉ), bibliothécaire à l'Université de Gand.

BACHA (EUGÈNE), directeur des services belges de bibliographie, à Bruxelles.

BASTELAER (RENÉ VAN), correspondant de l'Académie royale, à Bruxelles.

BAUTIER (PIERRE), conservateur-adjoint du Musée royal des Beaux-Arts, à Bruxelles.

BEAUJEAN (C.), directeur du service de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, à Bruxelles.

BEHAULT DE DORNON (A. DE), directeur honoraire du Ministère des Affaires étrangères, à Bruxelles.

BERGMANS (PAUL), membre de l'Académie royale, à Gand.

BERLIÈRE (DOM URSMER), membre de l'Académie royale, à Maredsous.

BIGWOOD (GEORGES), professeur à l'Université de Bruxelles.

BOLSÉE (J.), archiviste aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles.

BOSMANS (LE P. HENRI), professeur au Collège Saint-Michel, à Bruxelles.

MM. BRASSINNE (FERNAND), attaché à la Bibliothèque de l'Université de Liège.

BRASSINNE (JOSEPH), bibliothécaire en chef et professeur à l'Université de Liège.

BRIL (LOUIS), archiviste aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles.

BROUWERS (D.-D.), conservateur des Archives de l'Etat, à Namur.

BRUNFAUT (JULES), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

BRUNIN (GEORGES), conservateur du Cabinet des Médailles, à Gand.

BUFFIN (BARON CAMILLE), avocat, à Bruxelles.

CALLEWAERT (CHANOINE C.), président du Séminaire, à Bruges.

CAPART (JEAN), correspondant de l'Académie royale, à Bruxelles.

CASIER (JOSEPH), président de la Commission des monuments de la ville de Gand.

CLAEYS BOUAERT (CHANOINE C.), professeur au Séminaire de Gand.

CLOSON (JULES), professeur à l'Université de Liège.

CLOSSON (ERNEST), conservateur du Musée instrumental du Conservatoire, à Bruxelles.

COLLE (G.), professeur à l'Université de Gand.

CONINCKX (HYACINTHE), professeur à l'Académie des Beaux-Arts, à Malines.

COPPIETERS STOCHOVE (ERNEST), à Bruges.

COPPIETERS STOCHOVE (HUBERT), docteur en philosophie et lettres, à Bruges.

CORNET (JULES), membre de l'Académie royale, à Mons.

CORNIL (GEORGES), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

COUNSON (ALBERT), membre de l'Académie de langue française, à Gand.

- MM. COURTOT (FERD.), conservateur-adjoint des Archives de l'État, à Namur.
- CROOY (abbé FERNAND), professeur, à Bruxelles.
- CUVELIER (JOSEPH), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- DAM (D^r CHARLES), à Bruxelles.
- DANIELS (abbé POLYDORE), archiviste de la ville de Hasselt.
- DEFRECHEUX (CHARLES), bibliothécaire à la Bibliothèque de l'Université de Liège.
- DEJACE (CHARLES), professeur à l'Université de Liège.
- DELANNOY (CHARLES), professeur à l'Université de Gand.
- DELANNOY (abbé F.), professeur à l'Institut Saint-Louis, à Bruxelles.
- DELEHAYE (le P. HIPPOLYTE), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- DELEN (ARY), conservateur-adjoint du Musée Plantin, à Anvers.
- DEMEYER (A.), professeur à l'Université de Louvain.
- DEMOULIN (ALPHONSE), membre de l'Académie royale, à Gand.
- DENYS (JOSEPH), archiviste aux Archives de l'État, à Gand.
- DEPT (GASTON), docteur en philosophie et lettres, à Gand.
- DESAMBLANX (CHARLES), relieur, à Bruxelles.
- DESMAREZ (GUILLAUME), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- DESTREE (JOSEPH), conservateur honoraire des Musées royaux des Arts décoratifs et industriels, à Bruxelles.
- M^{lle} DEVIGNE (MARGUERITE), attachée au Musée des Beaux-Arts de Bruxelles, à Woluwe.
- MM. DONNET (FERNAND), administrateur honoraire de l'Académie royale des Beaux-Arts, à Anvers.
- DONY (ÉMILE), préfet de l'Athénée royal de Liège.
- DOORSLAER (D^r GUSTAVE VAN), musicologue, à Malines.
- DOUTREPONT (AUGUSTE), membre de l'Académie royale de langue française, à Liège.

MM. DOUTREPONT (GEORGES), correspondant de l'Académie royale, à Louvain.

DRUMAUX (P.), professeur à l'Université de Gand.

DUPRIEZ (LÉON), membre de l'Académie royale, à Louvain.

EEGHEM (GUILLAUME VAN), professeur à l'Athénée royal de Bruxelles.

ESSEN (LÉO VANDER), professeur à l'Université de Louvain.

EYERMAN (JULES), avocat, à Termonde.

FAIRON (ÉMILE), conservateur des Archives de l'État, à Liège.

FELLER (JULES), membre de l'Académie royale de langue française, à Verviers.

FIERENS-GEVAERT (H.), professeur à l'Université de Liège, conservateur en chef du Musée des Beaux-Arts, à Bruxelles.

FIRKET (VICTOR), professeur à l'Université de Liège.

FRANCOTTE (XAVIER), professeur à l'Université de Liège.

FRÉDÉRICQ (LÉON), membre de l'Académie royale, à Liège.

FRESON (ARMAND), avocat, à Liège.

FRIS (VICTOR), archiviste de la ville et chargé de cours à l'Université de Gand.

GANSHOF (FRANÇOIS), chargé de cours à l'Université de Gand, à Bruxelles.

GHEYN (chanoine GABRIEL VAN DEN), secrétaire du Comité provincial des monuments, à Gand.

GIELENS (A.), conservateur des Archives de l'État, à Anvers.

GILKINET (ALFRED), membre de l'Académie royale, à Liège.

GOBERT (TH.), archiviste honoraire de la Province, à Liège.

GOBLET D'ALVIELLA (Comte E.), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

GOEMANS (LÉON), secrétaire perpétuel de l'Académie royale flamande, à Louvain.

GOETSCHALCKX (P.-J.), curé, à Eeckeren-Donck.

GOFFIN (LÉON), bibliothécaire de l'Université de Gand.

GOFFIN (TH.), conservateur à la Bibliothèque royale, à Bruxelles.

- MM. GOYENS (Le Père J.)**, archiviste provincial des Frères mineurs, à Bruxelles.
- HALKIN (LÉON)**, professeur à l'Université de Liège.
- HANSAY (ALFRED)**, conservateur des Archives de l'État, à Hasselt.
- HAUTE (CHARLES VAN DEN)**, conservateur des Archives de l'État, à Gand.
- HEGER (PAUL)**, membre de l'Académie royale de médecine, à Bruxelles.
- HENNEN (G.)**, archiviste aux Archives de l'État, à Liège.
- HENRY (PAUL)**, professeur à l'Université de Louvain.
- HOC (MARCEL)**, bibliothécaire à la Bibliothèque royale, à Bruxelles.
- HOCQUET (ADOLPHE)**, archiviste-bibliothécaire de la ville de Tournai.
- HOLVOET (PAUL)**, président honoraire de la Cour de cassation, à Bruxelles.
- HOUTART (MAURICE)**, avocat, à Tournai.
- HOUTTE (HUBERT VAN)**, professeur à l'Université de Gand.
- HUBERT (EUGÈNE)**, membre de l'Académie royale, à Liège.
- HUBLARD (ÉMILE)**, conservateur de la Bibliothèque et du Musée de Mons.
- HUISMAN (MICHEL)**, professeur à l'Université de Bruxelles.
- HULIN DE LOO (GEORGES)**, membre de l'Académie royale, à Gand.
- HYMANS (PAUL)**, membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
- JORDENS (ERNEST)**, avocat, à Bruxelles.
- JULIN (CHARLES)**, membre de l'Académie royale, à Liège.
- KALKEN (FRANS VAN)**, professeur à l'Université de Bruxelles.
- KERVYN DE LETTENHOVE (Baron HENRI)**, à Bruges.
- KEYSER (D^r LÉON DE)**, à Bruxelles.
- LAENEN (chanoine)**, archiviste à l'Archevêché de Malines.
- LAES (ARTHUR)**, secrétaire du Musée royal des Beaux-Arts, à Bruxelles.

MM. LA HAYE (LÉON), conservateur honoraire des Archives de l'État, à Liège.

LALOIRE (EDMOND), chef de section aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles.

LAMBOTTE (PAUL), directeur des Beaux-Arts, à Bruxelles.

LAMY (Chanoine HUGUES), prélat de Tongerlo.

LAURENT (MARCEL), chargé de cours à l'Université de Liège.

LEBOUCQ (HECTOR), membre de l'Académie royale de médecine, à Gand.

LECHAT (le P. ROBERT), professeur au Collège Saint-Michel, à Bruxelles.

LECLÈRE (CONSTANT), professeur à l'Athénée royal de Huy.

LECONTE (L.), conservateur en chef du Musée royal de l'armée à Bruxelles.

LEFÈVRE (JOSEPH), archiviste aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles.

LEFÈVRE (le P. PLACIDE), archiviste aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles.

LENAIN (LOUIS), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

LE PAIGE (Chevalier C.), membre de l'Académie royale, à Liège.

LIMBOURG (Chevalier PHILIPPE DE), à Theux.

LINDEN (HERMAN VAN DER), correspondant de l'Académie royale, à Louvain.

LIPPENS (le P. HUGOLIN), des Frères mineurs, à Salzinnes.

MAERE (Chanoine), professeur à l'Université de Louvain.

MAETERLINCK (LOUIS), conservateur du Musée des Beaux-Arts, à Gand.

MAGNETTE (FÉLIX), chargé de cours à l'Université de Liège.

MAHAÏM (ERNEST), membre de l'Académie royale, à Liège.

MANSION (JOSEPH), membre de l'Académie royale flamande, à Liège.

MASSART (JEAN), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

MATHIEU (ÉMILE), membre de l'Académie royale, à Gand.

- MM. MATTHIEU (ERNEST)**, avocat, à Enghien.
MENSBRUGGHE (A. VAN DER), avocat, à Paris.
MICHEELS (Henri), ingénieur, à Paris.
MOYAUX (AUGUSTE), ingénieur, à Bruxelles.
NEUBERG (JEAN), membre de l'Académie royale, à Liège.
NÈVE (JOSEPH), directeur honoraire des Beaux-Arts, à Bruxelles.
NOLF (JULES), avocat, à Courtrai.
NOWÉ (HENRI), archiviste aux Archives de l'État, à Gand.
ORTROY (FERNAND VAN), professeur à l'Université de Gand.
PAQUAY (abbé JEAN), à Heusden-lez-Beerigen.
PERGAMENI (CHARLES), professeur à l'Université de Bruxelles.
PIRENNE (HENRI), membre de l'Académie royale, à Gand.
PIRENNE (JACQUES), chargé de cours à l'Université de Bruxelles.
PONCELET (le P. ALFRED), professeur au Collège Saint-Michel, à Bruxelles.
PONCELET (ÉDOUARD), conservateur des Archives de l'État, à Mons.
POORTER (abbé A. DE), bibliothécaire de la ville de Bruges.
POULLET (vicomte PROSPER), professeur à l'Université de Louvain.
PRELLE DE LA NIEPPE (ED. DE), à Bruxelles.
PUYVELDE (LÉO VAN), membre de l'Académie royale flamande, à Gand.
RIDDER (ALFRED DE) directeur général au Ministère des Affaires étrangères, à Bruxelles.
ROERSCH (ALPHONSE), correspondant de l'Académie royale, à Gand.
ROLIN (baron ALBÉRIC), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.
ROMBAUT (E.), inspecteur général au Ministère de l'Industrie et du Travail, à Bruxelles.

MM. ROUSSEAU (HENRI), conservateur aux Musées royaux des Arts décoratifs et industriels, à Mousty.

RUBBRECHT (D^r OSWALD), chargé de cours à l'Université de Gand.

RUHL (G.), avocat, à Liège.

RUTOT (A.), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

SABBE (MAURICE), membre de l'Académie royale flamande, à Anvers.

SAEGHER (HENRI DE), chargé de cours à l'Université de Gand.

SAINTENOY (PAUL), professeur à l'Académie des Beaux-Arts, à Bruxelles.

SANO (D^r FRITZ), directeur de la Colonie d'aliénés, à Gheel.

SCHREVEL (Chanoine A.-C. DE), vicaire-général, à Bruges.

SÉVERIN (FERNAND), membre de l'Académie royale de langue française, à Gand.

SIMENON (Chanoine GUILLAUME), professeur au Grand Séminaire, à Liège.

SIMON (ARMAND), membre de la Commission des anciennes lois et ordonnances, à Bruxelles.

SOIL DE MORIAMÉ (EUGÈNE), président honoraire du Tribunal de première instance, à Tournai.

SOLVAY (LUCIEN), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

STROOBANT (PAUL), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

TERLINDEN (Vicomte CHARLES), professeur à l'Université de Louvain.

THOMAS (PAUL), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

TIERENTEYN (LOUIS), avocat, à Gand.

TOBAC (Chanoine), professeur à l'Université de Louvain.

TOURNEUR (VICTOR), conservateur à la Bibliothèque royale, à Bruxelles.

TRANNOY (BARON DE), à Tongerlo.

VANNERUS (JULES), conservateur des Archives de la guerre, à Bruxelles.

MM. VAUTHIER (MAURICE), membre de l'Académie royale, à Bruxelles.

VERCOULLIE (J.), membre de l'Académie royale et de l'Académie royale flamande, à Gand.

VERHAEGEN (BARON PAUL), conseiller à la Cour de cassation, à Bruxelles.

VERHAEGEN (BARON PIERRE), avocat, à Gand.

VINCENT (AUGUSTE), conservateur à la Bibliothèque royale, à Bruxelles.

VISART DE BOCARMÉ (Comte ALBERT), à Bruges.

VLIETINCK (Ed.), avocat, à Berchem-lez-Anvers.

VOCHT (HENRI DE), professeur à l'Université de Louvain.

VORST (J. VAN DE), professeur à l'Université de Gand.

WARICHEZ (Chanoine J.), archiviste de l'Évêché, à Tournai.

WERVEKE (ALPHONSE VAN), conservateur des Musées d'Archéologie de la ville de Gand.

WERVEKE (HANS VAN), chargé de cours à l'Université de Gand.

WILLAERT (le P.), professeur au Collège N.-D. de la Paix, à Namur.

WILLEMS (LÉONARD), membre de l'Académie royale flamande, à Gand.

WILMOTTE (MAURICE), membre de l'Académie royale, à Liège.

WILS (JOSEPH), archiviste à l'Université de Louvain.

WULF (MAURICE DE), membre de l'Académie royale, à Louvain.

ZUYLEN VAN NYEVELT (BARON A. VAN), conservateur des Archives de l'État, à Bruges.

CINQUANTENAIRE ACADÉMIQUE DE M. ALFRED GILKINET.

M. Waltzing, président de l'Académie, prononce le discours suivant :

CHER ET VÉNÉRÉ CONFRÈRE,

En 1919, — au moment où, atteint par la limite d'âge, vous étiez admis à l'éméritat, — dans une manifestation à laquelle

vous n'avez pu vous dérober, vos élèves, anciens élèves et collègues de l'Université de Liège vous ont témoigné leur sympathie et leur admiration.

Aujourd'hui, ce sont vos confrères de l'Académie de Belgique qui s'unissent pour célébrer le 50^e anniversaire de votre entrée dans cette compagnie : si vous n'en êtes pas le doyen d'âge, vous en êtes le doyen d'ancienneté, puisque vous avez été élu par la Classe des Sciences en 1875. — Les membres des trois Classes de l'Académie n'ont pas voulu laisser échapper cette occasion de vous dire combien ils vous sont attachés et combien ils éprouvent pour vous d'estime et d'affection.

Pendant cinquante ans, vous avez pris une part active et continue aux délibérations et aux publications de ce Corps savant. Il n'y a aucun de nos recueils : *Bulletins, Mémoires, Annuaire*, où votre nom n'apparaisse fréquemment, signant des travaux, rapports ou biographies, — depuis 1874 jusqu'à ces derniers jours. Laborieux comme il y a cinquante ans, vous avez pris des années sans prendre de l'âge, et tout récemment encore, vous avez préparé et publié trois ouvrages considérables sur les plantes fossiles de notre pays.

Un de nos confrères de la Classe des Sciences va nous donner un aperçu sommaire de votre activité scientifique et académique. Je n'empiéterai pas sur son domaine. Je me bornerai à constater que, également versé en chimie, en botanique et en géologie, vous avez été en quelque sorte le rénovateur des études de paléontologie végétale en Belgique et que vous avez révélé la végétation qui couvrait notre pays, tant à certains âges très lointains de l'ère primaire que pendant diverses périodes plus récentes de l'époque tertiaire.

L'Académie vous félicite de cette longue carrière scientifique, aussi brillante que féconde. Elle souhaite que cette carrière se prolonge pendant bien des années et que vous puissiez continuer à donner aux jeunes naturalistes l'exemple de l'ardeur dans la recherche et du succès dans la découverte. *Ad multos annos !*

M. A. Gravis, membre de la Classe des Sciences, prononce le discours suivant :

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

La vie un peu monotone d'une Académie est heureusement interrompue de loin en loin par une fête de famille, comme celle qui nous réunit en ce moment. C'est pour nous l'occasion de nous rapprocher par quelque chose d'humain et d'affectueux qui manque à nos réunions de spécialistes cantonnés dans les branches si diverses du savoir moderne. Ce quelque chose est un sentiment de respect et de reconnaissance envers ceux qui ont su s'en rendre dignes par leurs travaux et un ensemble de qualités capables de susciter notre admiration.

CHER ET VÉNÉRÉ CONFRÈRE, MONSIEUR GILKINET,

Vous êtes un de ces hommes qui peuvent nous fournir la précieuse occasion que nous cherchons. C'est un privilège bien rare qui vous échoit, et j'ajoute immédiatement un privilège bien mérité. Aussi est-ce avec joie que nous voulons fêter le cinquantième anniversaire de votre entrée à l'Académie royale de Belgique.

Après de solides études au Collège communal de Verviers, vous avez été lauréat du concours général de l'enseignement moyen et gradué en lettres. A l'Université de Liège, vous avez conquis le grade de docteur en sciences naturelles à une époque où ce titre répondait réellement à sa dénomination. Grâce à cette heureuse circonstance, vous possédez, dans un domaine étendu, une compétence que nous nous plaisons à reconnaître. De nos jours, une trop grande spécialisation des études enlève, malheureusement, à beaucoup de nos contemporains cette précieuse faculté qui permet de jouir réellement des progrès réalisés par la pensée moderne dans les directions les plus diverses.

Après avoir pris encore le grade de pharmacien, vous avez continué, à l'Université de Strasbourg, pendant cinq semestres, des travaux de botanique et de chimie. C'est dans cette double direction que votre activité s'est principalement exercée par la suite.

Vos premières publications ont été consacrées à des recherches mycologiques. Les Pyrénomycètes vous en ont fourni l'occasion en 1874. Dès l'année suivante, dans un mémoire sur le *Poly-morphisme des Champignons*, présenté en réponse à une question posée par l'Académie, vous avez victorieusement démontré l'inanité de la théorie du polymorphisme illimité, que certains auteurs attribuaient à tous les Champignons. Cette théorie avait pris une telle extension qu'on la rattachait à celle des fermentations et, par suite, aux idées de Pasteur en cette matière. Vous avez fait bonne justice de cette erreur, et votre mémoire, couronné par l'Académie, mit fin à une discussion qui fut très âpre il y a un demi-siècle, mais dont le souvenir s'est perdu comme a disparu celui de tant de généralisations hâtives que la Science a corrigées dans sa marche progressive.

Les plantes fossiles des psammites du Condroz et de l'étage du poudingue de Burnot attirèrent votre attention. En soumettant à une étude critique la petite flore fossile découverte à Esneux, vous avez été amené à préciser les caractères des diverses espèces dont elle se compose. Quant aux fossiles végétaux trouvés dans l'étage de Burnot, ils n'avaient jamais été décrits ni figurés. En vous chargeant de ce travail, vous avez constaté que le nom donné à l'un d'eux est inexact : il s'agit d'une Lycopodiacee et non pas d'une Fougère, ainsi qu'on l'avait cru d'abord.

A votre retour à Liège, vous avez été nommé successivement assistant (1876), puis chargé de cours (1877), professeur extraordinaire (1879) et enfin professeur ordinaire (1882) dans la Faculté de Médecine de l'Université de Liège, pour y enseigner la Pharmacie. Sur la proposition du professeur G. Dewalque,

le cours de Paléontologie végétale vous fut, en outre, confié en 1879.

C'est la Paléontologie végétale qui vous fournit le sujet du remarquable discours que vous avez prononcé lors de la séance publique de la Classe des Sciences en décembre 1879. Vous avez fait un magistral tableau du développement du règne végétal dans les temps géologiques. Vous avez montré que « pour le règne végétal, comme pour le règne animal, la doctrine du transformisme, telle qu'elle a été proposée et défendue par Lamarck et Darwin, fournit seule une explication d'autant plus satisfaisante, qu'elle est appuyée par un grand nombre d'observations positives et qu'elle laisse à l'esprit philosophique, enclin à rapporter les grands effets à de grandes causes, le sentiment d'une solution importante, grandiose, digne enfin du problème important du développement organique ».

Vous avez insisté particulièrement sur la transition des Cryptogames vasculaires aux Gymnospermes, transition qui s'est opérée par les Lépidoendrées, les Cordaïtes et les Cycadées. Vous avez mentionné, tout spécialement, les Conifères contemporains des Iguanodons qu'on venait de découvrir à Bernissart.

En recherchant ainsi les liens qui rattachent les formes végétales les unes aux autres, vous avez mis en lumière que « chaque découverte nouvelle vient combler une des lacunes de l'histoire du monde végétal, et rétablir quelques-uns des anneaux de cette chaîne rompue dont nous ne possédons que des fragments ».

A la Botanique encore vous avez emprunté le sujet du beau discours que vous avez prononcé en 1897, sur les moyens de défense des plantes. Ce fut l'occasion d'une remarquable synthèse d'observations relatives à une importante question de Biologie connue aujourd'hui sous le nom d'Éthologie végétale. Vous vous êtes surtout attaché à démontrer que certaines substances chimiques amères ou acides, le tanin, le bioxalate potassique, les essences, les alcaloïdes, etc... constituent pour

certaines plantes des armes efficaces contre la voracité des animaux herbivores. Vous avez rappelé aussi le rôle néfaste de certaines espèces de fourmis s'attaquant aux feuilles des arbres dans les pays équatoriaux, et le rôle protecteur d'autres espèces de fourmis, ennemies des premières, qui sont abritées par certaines productions de ces mêmes arbres. Vous vous êtes demandé s'il n'y avait pas là un exemple évident d'adaptation à un but déterminé. Vous avez répondu affirmativement en appuyant votre avis de preuves convaincantes.

J'ai rappelé l'extension que vous avez donnée à vos études universitaires : elle vous a conféré une compétence reconnue dans tous les sujets se rapportant aux sciences chimiques et biologiques. Cette compétence vous a valu d'être nommé rapporteur d'un très grand nombre de travaux présentés à l'Académie concernant l'anatomie, la physiologie et la systématique des plantes, la cryptogamie, la géographie botanique, les diastases et les fermentations, les alcaloïdes, diverses substances de la chimie organique, etc. Vos appréciations ont toujours reçu l'approbation unanime de vos confrères.

Cette rare compétence, en des sujets divers, vous a permis de rédiger, en 1880, un magistral exposé des recherches réalisées en Belgique, dans le domaine des sciences naturelles, en un demi siècle ⁽¹⁾. On y trouve une analyse judicieuse et impartiale de tous les travaux exécutés par nos compatriotes dans toutes les branches de la Botanique, de la Zoologie, de la Paléontologie, de la Géologie et de la Minéralogie. Je ne crois pas m'aventurer en disant que personne aujourd'hui ne consentirait à assumer la responsabilité d'un tel travail.

Je ne puis me dispenser de dire quelques mots de votre carrière professorale, si longue et si bien remplie. Après avoir, dès la première année, mis votre cours à la hauteur de la science contemporaine, vous avez élaboré les plans d'un Institut dans

(1) *Cinquante ans de Liberté*, t. II, Bruxelles, M. Weissenbruch, 1881.

lequel vos élèves pourraient se livrer à des études pratiques et se préparer à l'exercice d'une profession dont l'importance n'a cessé de progresser. Vous avez réussi à doter l'Université de Liège d'un Institut qui compte parmi les mieux installés. Vous avez aussi rédigé, à l'usage de vos étudiants, un *Traité de Chimie pharmaceutique* dont le succès est dû autant à la notoriété scientifique de son auteur qu'à l'exposé clair et précis de matières naturellement arides. Cet ouvrage eut trois éditions; la dernière notamment, revue avec un soin minutieux, contient le résultat des découvertes dont la science s'est enrichie au cours de ces dernières années. Il fait aussi une étude comparative des pharmacopées en usage dans divers pays.

Promu à l'éméritat le 15 février 1919, vous avez vu la foule de vos étudiants, anciens étudiants, collègues et amis se réunir autour de vous pour vous témoigner leur reconnaissance et leur admiration. Par la bouche du Président du Comité organisateur, M. P. Fonsny, ils vous ont dit « avec quelle patience et quel dévouement vous vous êtes efforcé de leur inculquer un peu de votre science et de leur faire partager votre amour pour elle. Ils se sont rappelés les longues heures que vous passiez parmi eux au laboratoire, allant de l'un à l'autre, vous intéressant paternellement aux travaux de chacun, orientant les recherches, heureux toujours quand vous pouviez aider de vos lumières et de vos conseils un étudiant dérouté et parfois même découragé devant l'inutilité de ses efforts. Tous sentaient combien vous deviez les aimer pour ainsi vous dépenser, et tous vous étaient profondément reconnaissants de ce que vous avez fait pour eux » ⁽¹⁾.

C'est avec une profonde tristesse que vous avez quitté votre cher Institut, son auditoire et ses laboratoires. Mais vous n'avez pas renoncé aux travaux scientifiques. Profitant des loisirs de l'éméritat, vous avez repris vos recherches de Paléontologie végétale. « Élève et ami de Schimper, il semble que ce grand

(1) *Liber memorialis* de la Manifestation du 21 décembre 1919.

savant, ce fils de l'Alsace, vous ait légué l'une des qualités de sa race, la ténacité que rien ne rebute : ni les défauts du matériel dont vous disposiez, ni la peine qu'il vous a fallu prendre pour figurer et décrire ces restes, rien ne vous a arrêté, et vous êtes parvenu à mettre sur pied des travaux remarquables sur la flore des psammites du Condroz et celle des argiles d'Andenne ⁽¹⁾. » Vos dernières recherches ont porté sur la flore fossile du Landénien, dans laquelle vous avez décrit et figuré une vingtaine d'espèces.

Ce trop bref résumé de votre carrière montre combien sont justifiés les titres scientifiques qui vous ont été successivement décernés : je me bornerai à rappeler ceux de Directeur de la Classe des Sciences de notre Académie en 1897, de Président de la Société de Géologie de Belgique, de Membre correspondant de la Société des Sciences naturelles de Cherbourg, Membre d'honneur des Sociétés de Pharmacie de Bruxelles, d'Anvers et de Liège, Président du Congrès de Chimie et de Pharmacie à l'Exposition de Liège en 1905, Membre d'honneur du Congrès international de Pharmacie de Bruxelles, en 1910, etc.

La manifestation dont vous êtes aujourd'hui l'objet, cher et vénéré Confrère, se justifie encore par la bienveillance et l'aménité de votre caractère, l'excellence de votre goût dans les arts autant que celle de votre érudition dans les sciences. A tous ces titres, nous vous prions de recevoir l'expression de notre admiration et de notre reconnaissance. Nous joignons à nos félicitations l'ardent souhait de vous voir, longtemps encore, jouir d'une robuste santé et de l'attachement bien sincère que nous ne cesserons de vous témoigner.

M. A. Gilkinet a ensuite répondu en remerciant le Président, M. Gravis, et tous ses confrères.

(1) Discours de M. P. Fourmarier lors de la Manifestation du 21 décembre 1919.

Séance publique du 6 mai 1925.

Prennent place au bureau :

MM. J.-P. WALTZING, *directeur de la Classe, président de l'Académie*; F. SWARTS, *directeur de la Classe des Sciences*; EUG. HUBERT, *Vice-directeur de la Classe des Lettres*; M. ANSIAUX, *correspondant de la Classe*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Sont présents :

CLASSE DES LETTRES. — MM. le comte Goblet d'Alviella, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. De Wulf, E. Mahaim, L. Parmentier, H. Delehayé, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. van Biervliet, G. Cornil, L. Leclère, *membres*.

CLASSE DES SCIENCES. — MM. Léon Fredericq, A. Lameere, Ch.-J. de la Vallée Poussin, A. Demoulin, P. Stroobant, J. Julin, *membres*; G.-A. Boulenger, *associé*.

CLASSE DES BEAUX-ARTS. — J. Winders, Émile Mathieu, Léon Frédéric, L. Solvay, Sylvain Dupuis, Paul Bergmans, Adolphe Max, Jean Delville, *membres*; Victor Vreuls, A. Ciamberlani, *correspondants*.

LECTURES.

Le crime rituel reproché aux chrétiens du II^e siècle,

par J.-P. WALTZING,
Directeur de la Classe, Président de l'Académie.

Pendant les premières années de notre siècle, la presse a discuté, souvent avec passion, une vieille et terrible accusation formulée contre les juifs : on leur reprochait de commettre des meurtres rituels, ou, pour parler avec précision, d'immoler des enfants chrétiens et de faire servir leur sang dans les cérémonies pascals. Les accusateurs alléguaient des procès récents et retentissants, terminés par la condamnation à mort des accusés, des affaires telles que celles de Tisza-Eszlar (1882) et de Brezina (1899). Mais, si l'on trouva des coupables dans ces affaires, on ne parvint pas à prouver le meurtre rituel. Des journaux et des écrivains antisémites, dont la bonne foi ne pouvait peut-être pas être mise en doute, mais dont la passion et la légèreté étaient incontestables, se livrèrent à des recherches sur le passé. Remontant jusqu'au XIII^e siècle et fouillant les annalistes, ils prétendirent aligner plus de cent cinquante cas de meurtres commis par des juifs dans un but rituel. Au XIII^e siècle, les accusations circulaient en Allemagne, puis en Angleterre, un peu partout. L'empereur Frédéric II (Bulle d'Or de 1236), les papes Innocent IV (Bulle de Lyon, 5 juillet 1247) et Grégoire X (Bulle d'Orvieto, du 7 octobre 1272) intervinrent pour protéger des innocents contre de vraies machinations. Malgré ces autorités, la série des accusations s'allongea au XIV^e et au XV^e siècle dans la plupart des pays d'Europe : en Espagne, en Italie, en Bohême, en Hongrie, en Allemagne et en Pologne. Jamais elles ne furent juridiquement établies. Depuis la fin du XV^e siècle jusqu'au XIX^e, le crime rituel semble disparaître, mais au XIX^e, l'accusation renaît et elle

prétend accumuler les preuves. Dans une étude publiée en 1912, M. l'abbé Vacandard a passé en revue les faits principaux et il a conclu : « Il n'est pas un seul fait de ce genre (de meurtre rituel) qui soit historiquement démontré ⁽¹⁾ ».

Notre but n'est pas d'entreprendre des recherches nouvelles sur cette question, qui a paru palpitante il n'y a pas longtemps, mais qui n'est plus agitée aujourd'hui. Elle a été tranchée définitivement, au moins pour les esprits éclairés et impartiaux, par l'avis d'un savant historien tel que l'ancien directeur de l'École française de Rome, M^{re} Louis Duchesne, dont la lettre adressée au *Temps* mérite d'être conservée ⁽²⁾. Nous la transcrivons ici :

Paris, 12 octobre [1913].

MON CHER CONFRÈRE,

Vous me demandez, à propos du procès de Kief, de dire ce que je pense du meurtre rituel chez les juifs. Ce que j'en pense, vous le savez bien, car je l'ai dit plusieurs fois, et l'abbé Vacandard, dans son excellent livre sur la question, l'a répété à ses lecteurs. Comme les papes et les évêques qui ont eu occasion de traiter ce sujet, *je suis d'avis qu'il s'agit là d'une fable absurde, analogue à certaines calomnies qui circulèrent jadis sur les assemblées chrétiennes et tout aussi dépourvue de fondement.*

De telles calomnies, pour absurdes qu'elles puissent être, il n'est pas toujours sage de faire fi. Jusqu'à la fin des siècles, il se trouvera des imbéciles pour prétendre que l'Église, dans un concile, a décrété que les femmes n'ont pas d'âme. Cette balourdise, pourtant, n'a pas eu de grandes conséquences : on ne voit pas qu'elle ait aigri les rapports des femmes avec l'Église. Mais la légende du meurtre rituel

(¹) On trouvera un historique de la question dans les *Études de critique et d'histoire religieuse* de M. l'abbé E. VACANDARD, 3^e série, pp. 311-377. Paris, Gabalda, 1912. Sur le meurtre rituel reproché aux juifs dès l'antiquité, voy. JEAN JUSTER, *Les Juifs dans l'Empire romain* (Paris, 1914), t. II, p. 204, avec les notes. En général, voy. H.-L. STRACK, *Das Blut im Glauben und Aberglauben der Menschheit. Mit besonderer Berücksichtigung der Volksmedizin und des jüdischen Blutritus*, 8^e éd., Munich, Heinrich. Traduction française sur la 4^e éd., anglaise sur la 8^e éd., etc.

(²) Adressée au *Temps*, cette lettre a été publiée par ce journal le 17 octobre 1913. Dans son *Histoire ancienne de l'Église*, 6^e éd., t. I, p. 202 (Paris, Fontemoing, 1911), M^{re} L. Duchesne avait déjà écrit : « La sottise humaine qui les entretient (les calomnies répandues contre les chrétiens) est inexpugnable. Ne voyons-nous pas de nos jours renaître à chaque instant et se dresser contre les juifs la stupide accusation du meurtre rituel ? »

est bien autre chose : on en meurt. Ces histoires d'enfants saignés ont fait des victimes réelles; elles peuvent en faire encore.

Et nous ne devons pas nous flatter d'en avoir raison de si tôt; on ne discute pas avec la passion religieuse; et quant à la bêtise humaine, qui joue un si grand rôle en ces affaires, elle est absolument inexpugnable.

C'est égal, il faut protester tout de même. Disons, disons la vérité; il en restera peut-être quelque chose.

Bien cordialement à vous.

DUCHESNE.

Retenons seulement ces mots : « il s'agit là d'une fable absurde, analogue à certaines calomnies qui circulèrent jadis sur les assemblées chrétiennes et tout aussi dépourvues de fondement ».

C'est du crime rituel reproché aux chrétiens des premiers siècles ⁽¹⁾ que nous voulons vous entretenir quelques instants, non pour prouver qu'« il s'agit là d'une fable absurde dépourvue de fondement », cela va de soi, mais pour suivre cette fable depuis sa naissance jusqu'à sa disparition et pour dégager de cette étude quelques conclusions sur ses principaux témoins : Minucius Felix et Tertullien.

I

Les commencements du christianisme à Rome sont obscurs, mais deux faits sont bien attestés par les historiens : Le premier, c'est que la colonie juive de Rome était très nombreuse au début du I^{er} siècle et qu'elle fit une opposition violente à l'Évangile ⁽²⁾. Depuis longtemps les juifs avaient envahi le

⁽¹⁾ Voyez dom H. LECLERCQ, dans le *Dictionnaire d'Archéologie chrétienne*, de dom F. CABROL, t. I, col. 274 : *Accusations*, et sa bibliographie, p. 275, n. 1. Nous n'avons pas pu voir la dissertation de CH. WORM, *De veris causis cur delectatos humanis carnibus et promiscuo concubitu christianos calumniati sint ethnici*, dans MARTINI, *Thesaurus dissertationum*, 1763, t. II^b.

⁽²⁾ Voy. PAUL ALLARD, *Histoire des Persécutions pendant les deux premiers siècles*. Paris, 1885, pp. 2-13. L. DUCHESNE, *Histoire de l'Église*, t. I^o, Paris, 1911, pp. 53-54.

Transtévère. Peu à peu, ils étaient devenus une multitude innombrable. En l'an 68 avant notre ère, ils s'étaient subitement multipliés à la suite de la prise de Jérusalem par Pompée : le vainqueur avait jeté sur le marché romain une énorme quantité de prisonniers de guerre. En l'an 19 après Jésus-Christ, le Sénat expulsa les juifs de Rome : 4,000 juifs affranchis furent enrôlés pour aller combattre les indigènes de la Sardaigne ⁽¹⁾.

Or, en l'an 50 ou 52, Claude les chassa de nouveau, et « c'est ici pour la première fois que l'Évangile se manifeste dans l'histoire de la communauté juive de Rome ⁽²⁾ ». Suétone rapporte ainsi le motif de cette expulsion, qui fut d'ailleurs temporaire : *Iudaeos impulsore Chresto assidue tumultuantes Roma expulit*, « il expulsa de la ville les juifs qui s'agitaient sans cesse, à l'instigation d'un certain Chrestus » ⁽³⁾. C'est ainsi que les Romains prononçaient le nom du Christ, dira encore Tertullien en l'an 197 ⁽⁴⁾. La prédication de l'Évangile fut donc une cause de troubles graves dans la communauté juive de Rome, comme ce fut du reste le cas ailleurs ⁽⁵⁾. Il y eut sans doute des conversions parmi les juifs, mais aussi une opposition désordonnée. Les Romains confondirent d'abord les chrétiens avec les juifs, mais l'hostilité des juifs contre les chrétiens, violente dès l'abord, dura toujours, et, à la fin du II^e siècle, Ter-

⁽¹⁾ JOSEPHE, *Ant. Jud.*, XVIII, 3, 5. TACITE, *Ann.*, II, 85; SUÉT., *Tib.*, 36. En l'an 4 avant J.-C., un imposteur, qui se prétendait Alexandre, fils d'Hérode, vint à Rome; une multitude innombrable de juifs sortirent de la ville pour le recevoir. JOSEPHE, *De Bello iud.*, II, 61; *Ant. iud.*, XVII, 11, 1; RENAN (*L'Antechrist*, p. 7, n. 2), évalue le nombre des juifs de Rome, sous Néron, à un total de 20 à 30 mille âmes; J. JUSTER, *op. cit.*, t. I, p. 209, parle de 50 à 60 mille dès l'époque de Tibère.

⁽²⁾ L. DUCHESNE, *op. cit.*, p. 54.

⁽³⁾ SUÉT., *Claud.*, 25. Cf. *Act. Apost.*, XVIII, 2 : *quod praecepisset Claudius discedere omnes Iudaeos a Roma*. Suivant DION CASSIUS, LX, 6, 6, Claude, craignant de provoquer des troubles en chassant les juifs, à cause de leur nombre, se contenta d'interdire leurs réunions. Voy. J. JUSTER, t. II, p. 171.

⁽⁴⁾ TERTULL., *Apolog.*, III, 5.

⁽⁵⁾ L. DUCHESNE, *op. cit.*, p. 55.

tullien range encore les juifs parmi les ennemis les plus redoutables des chrétiens ⁽¹⁾.

Le second fait qu'il faut relever se passa en l'an 64, sous Néron. Il nous expliquera peut-être l'origine des imputations dont les chrétiens furent victimes pendant plus d'un siècle. Sous une forme encore vague, nous trouvons les calomnies sous la plume de Tacite, à l'occasion du fameux incendie qui dévora les trois quarts de la ville en cette année. D'une voix unanime, le peuple accusa Néron de l'avoir allumé et il lui prêta des mobiles divers. Pour détruire ces bruits, l'empereur rejeta la faute, dit Tacite, sur des gens que le vulgaire appelait *Christiani*. *Ann.*, XV, 44 : *Ergo abolendo rumori, Nero subdidit reos, et quaesitissimis poenis affecit, quos per flagitia invisos vulgus Christianos appellabat*, « Néron, pour mettre fin à ces rumeurs, offrit d'autres coupables; il fit subir les tortures les plus raffinées à des hommes abhorrés pour leurs infamies, que le vulgaire appelait chrétiens ». On arrêta d'abord ceux qui s'avouaient chrétiens et ensuite, sur leur déposition, une multitude énorme (*multitudo ingens*) de gens, qui furent moins convaincus d'incendie que de haine pour le genre humain (*quam odio humani generis convicti sunt*). Voici comment Tacite explique la présence de pareilles gens à Rome : c'est là, dit-il, qu'afflue et se pratique tout ce que le monde renferme d'horreurs et d'infamies ⁽²⁾, *quo cuncta undique atrociora aut pudenda conflunt celebranturque*. Il est clair que l'historien se fait ici l'écho de bruits populaires (*vulgus*) : le vulgaire déteste les chrétiens, parce qu'il leur attribue des abominations, des infamies (*per flagitia invisos*). Quelles étaient ces infamies?

On ne peut avoir aucun doute, pensons-nous, sur leur nature, si l'on rapproche les termes trop vagues de Tacite de ce

⁽¹⁾ TERTULL., *Apolog.*, VII, 3. *Ad nat.*, I, 14 (pp. 84, 16, ed. REIFFERSCHIED-WISSOWA). *Scorpisce*, 10 : *synagogas iudaeorum, fontes persecutionum*.

⁽²⁾ TAC., *Ann.*, XV, 44.

qu'un de ses amis, Pline le Jeune, écrivait précisément à la même époque. N'oublions pas, en effet, que les *Annales* de Tacite furent publiées en l'an 116 ou 117. Les jugements de l'historien se rapportent sans doute moins au règne de Néron qu'à l'opinion vulgaire du temps où il écrivait, c'est-à-dire aux premières années du II^e siècle. Or, à cette même époque, Pline le Jeune, envoyé par Trajan pour gouverner la Bithynie ⁽¹⁾, s'exprime d'une manière plus précise : c'est sous sa plume qu'apparaît pour la première fois une qualification, non pas nette et claire, mais dont le sens ne laisse aucun doute. En l'an 112 (ou 113), il eut l'occasion de faire une enquête sur les chrétiens de sa province, traduits devant son tribunal. N'ayant jamais assisté à des poursuites contre les chrétiens, il se trouve embarrassé et il consulte l'Empereur ; il lui pose plusieurs questions : Faut-il distinguer les âges, faut-il pardonner au repentir ? Est-ce le nom de chrétien seul, même s'il n'implique aucune action infamante, ou sont-ce les actions infamantes attachées au nom que l'on punit ? *Nomen ipsum, si flagitiis careat, an flagitia cohaerentia nomini puniantur*. Évidemment l'attention de Pline avait été attirée sur les actions honteuses qu'impliquait, disait-on, le nom de chrétien : *flagitia nomini cohaerentia*. Plus loin, Pline fait à ces calomnies une allusion plus transparente. Il a interrogé des chrétiens, qui ont déclaré qu'ils ont cessé d'être chrétiens, quelques-uns depuis vingt ans, et que toute leur faute ou leur erreur s'était bornée à l'habitude de se réunir à un jour déterminé pour chanter les louanges du Christ, réunions récemment défendues par un édit de Pline sur les hétéries ou associations non autorisées. Après quoi, ils avaient eu coutume de se séparer, puis de se réunir pour manger en commun une nourriture, qui était cependant commune et innocente, *rursus coeundi ad capiendum cibum promiscuum tamen*

(1) TH. MOMMSEN, *Zur Lebensgeschichte des jüngeren Plinius*. (GESAMMELTE SCHRIFTEN, IV, pp. 366-469.) Voy. pp. 430-433. Article traduit en français par MOREL.

et innoxium ⁽¹⁾. C'est une allusion évidente à l'accusation d'immoler un enfant pour boire son sang et manger sa chair, ou du moins au reproche d'anthropophagie, que nous allons rencontrer durant tout le II^e siècle.

Il sera utile de dire dès maintenant que, dans son rescrit, Trajan traça la règle qui fut suivie pendant tout le II^e siècle : Condamnez à la peine capitale les accusés qui s'avouent chrétiens et ne consentent pas à se rétracter, acquittez les autres. Par conséquent, faites abstraction des crimes de droit commun ⁽²⁾.

Il est donc probable que dès les premiers temps, dès Claude et dès Néron ⁽³⁾, il est sûr que dès le temps de Pline, les calomnies avaient cours et qu'elles avaient revêtu une forme précise; dès cette époque, on disait que les chrétiens immolaient un homme, ou un enfant, dont ils buvaient le sang et mangeaient la chair. On ajoutait peut-être déjà que les agapes chrétiennes se terminaient par des orgies incestueuses.

Quel fut le point de départ de cette fable absurde? Il nous paraît certain que ce fut le banquet eucharistique, la communion au corps et au sang du Christ. On prenait à la lettre des paroles telles que celles de saint Jean, VI, 53 : *Dixit ergo Iesus : Amen, amen dico vobis : Nisi manducaveritis carnem Filii hominis, et biberitis eius sanguinem, non habetis vitam in vobis.* Si nous voulons anticiper un peu sur notre exposé, nous en trouverons un indice dans Tertullien. Parlant des mariages mixtes, spécialement du cas d'une chrétienne qui a épousé un païen, il montre les inconvénients de ces sortes d'unions. Le

(1) PLINE, *Epist.*, X, 96, 7.

(2) PLINE, *Epist.*, X, 97.

(3) MÉLITON, évêque de Sardes, dans son apologie adressée à Marc Aurèle entre 176 et 180, après avoir rappelé les persécutions de Néron et de Domitien, déclare que c'est à leur temps que remontent les calomnies infâmes contre les chrétiens. Le passage a été conservé par EUSÈBE, *Hist. eccl.*, IV, 26, 9. — Sur le passage de SALVIEN, *De gub. Dei*, IV, 85, voy. plus loin, p. 34, n. 1.

mari païen ne cessera de susciter des obstacles à sa femme quand elle voudra remplir ses devoirs de chrétienne. L'épouse, dit-il, voudra prendre part à ce « banquet du Seigneur, si décrié » parmi les païens. Le mari concevra des soupçons, même s'il lui permet d'y assister : *Quis ad convivium dominicum illud, quod infamant, sine sua suspicione dimittet?* ⁽¹⁾.

La femme chrétienne veut manger le pain, boire le sang, elle en a le désir, elle en a la pensée. Quel est le mari païen qui le supportera? *Quis patietur eam de cibo, de poculo invadere, desiderare, in mente habere?* On dira qu'il y a des maris débonnaires, qui ne gênent nullement la discipline chrétienne. Mais il ne faut pas qu'un étranger connaisse nos mystères, et c'est une faute grave de les lui laisser connaître : *Hoc est igitur delictum, quod gentiles nostra noverunt*. Plus vous chercherez à dissimuler nos mystères, plus vous les rendrez suspects. Or c'était l'habitude d'emporter à la maison l'Eucharistie reçue du prêtre et de la prendre le matin avant tout repas : « Ton mari ne saura-t-il pas, demande Tertullien, ce que tu prends en secret avant toute nourriture? Et s'il vient à savoir que c'est du pain, ne croira-t-il pas que c'est ce pain dont on parle? » *Et si sciverit panem, non illum credit esse qui dicitur?* ⁽²⁾.

Evidemment, ce « banquet du Seigneur, si décrié parmi les païens », *quod infamant*, ce pain dont on fait tant de bruit, *ille (panis) qui dicitur*, c'est, pour les païens, le pain trempé dans le sang de l'enfant immolé. Ne cherchons donc pas ailleurs l'origine de ces légendes.

Quant à l'imputation d'inceste, elle avait sans doute son origine dans les noms de « frères » et de « sœurs » que les chrétiens se donnaient mutuellement, comme l'insinueront d'ailleurs Minucius Félix et Tertullien ⁽³⁾.

⁽¹⁾ TERTULL., *Ad uxorem*, II, 4 (éd. Oehler, p. 689).

⁽²⁾ IDEM, *ibid.*, II, 5 (Oehler, p. 690).

⁽³⁾ MINUCIUS FELIX, *Octavius*, IX, 2 (voy. plus loin); TERTULL., *Apolog.*, XXXIX, 7.

Mais, qui avait imaginé ces horribles accusations? Qui les avait répandues parmi le public ignorant? S. Justin et Origène répondent sans hésiter à ces questions. C'est aux juifs, c'est à ces ennemis obstinés des chrétiens qu'ils attribuent l'origine des calomnies. Dans son *Dialogue avec Tryphon*, S. Justin discute avec un juif lettré et libéral d'Éphèse, qu'il appelle Tryphon (c'est peut-être un interlocuteur fictif), sur un ton calme et exempt de passion : « Vous avez crucifié le Juste, dit-il. Puis, lorsque vous avez su qu'il était ressuscité d'entre les morts et monté au ciel, comme les prophètes l'avaient prédit, vous avez choisi des hommes de Jérusalem et vous les avez envoyés par toute la terre pour dire qu'une hérésie athée, celle des chrétiens, était apparue et pour nous accuser de toutes ces choses que ceux qui ne nous connaissent pas répètent contre nous », καταλέγοντάς τε ταῦτα ἅπερ καθ' ἡμῶν οἱ ἀγνοοῦντες ἡμᾶς πάντες λέγουσιν ⁽¹⁾. L'idée d'une mission envoyée de Jérusalem par toute la terre est sans doute imaginaire; formulée par Tertullien, elle prouve au moins que, vers la fin du II^e siècle, il voyait les calomnies répandues « par toute la terre ».

Plus tard, entre 246 et 248, Origène d'Alexandrie, écrivant sa réfutation du *Discours Véritable* de Celse, répéta l'imputation avec une précision qui ne laisse aucun doute : « Celse, dit-il, voulait exciter contre nous la haine publique. Il me paraît avoir agi comme les juifs, qui, à l'origine de la doctrine chrétienne, répandirent le bruit que les chrétiens immolaient un petit enfant et se nourrissaient de sa chair », καὶ δοκεῖ μοι παραπλήσιον Ἰουδαίους πεποιηκέναι τοῖς κατὰ τὴν ἀρχὴν τῆς τοῦ χριστιανισμοῦ διδασκαλίας κατασκευάσασα δυσφημίαν τοῦ λόγου, ὡς ἄρα καταθύσαντες παιδίον μεταλαμβάνουσιν αὐτοῦ τῶν σαρκῶν, καὶ πάλιν ὅτι οἱ ἀπὸ τοῦ λόγου τὰ τοῦ σκότους πράττειν βουλόμενοι σβεννύουσι μὲν τὸ φῶς, ἕκαστος δὲ τῇ παρατυχοῦσῃ μίγνυται ⁽²⁾.

(1) S. JUSTIN, *Dial. avec Tryphon*, XVII, 1 (éd. G. ARCHAMBAULT).

(2) ORIGÈNE, *Contra Celsum*, VI, 27 (p. 97, 22, éd. P. KOETSCHAT). Ci-dessous, p. 32.

« Aujourd'hui encore, ajoute Origène, cette calomnie en trompe quelques-uns (οἱ δὲ ἔτι ἀπατᾷ τινες) et les détourne d'entrer même en conversation avec les chrétiens. »

L'opinion exprimée avec tant d'assurance par S. Justin et, trois quarts de siècle après lui, par Origène, sur les premiers auteurs et propagateurs des calomnies, n'était-elle que leur opinion personnelle ou était-elle commune à tous les chrétiens? Ne venait-elle pas simplement de l'hostilité, maintes fois constatée, des juifs envers les chrétiens?

II

Quoi qu'il en soit, on peut dire que toute la littérature chrétienne du II^e siècle est remplie de ces calomnies. Le II^e siècle est celui des apologistes grecs, qui vont élever la voix pour défendre la religion nouvelle et pour repousser les accusations dont on ne cesse de l'accabler. Ils se nomment Aristide, Méliton, Justin, Tatien, Athénagore, Théophile. Tous mentionnent les calomnies infamantes qui circulent dans le peuple et qui vont désormais se précisant peu à peu. C'est à la fin du même siècle que nous les trouverons arrivées à leur plein développement chez les premiers apologistes latins, Minucius Felix et Tertullien.

Les apologistes grecs, que nous interrogeons d'abord ⁽¹⁾, sont des philosophes de profession, élevés dans la culture hellénique. Devenus chrétiens, ils se font plus encore les avocats que les prédicateurs du christianisme. Pour fixer les dates, citons ceux qui nous intéressent surtout. Aristide est un philosophe d'Athènes; il adressa son apologie à Antonin le Pieux (138-161) ⁽²⁾. Elle nous a été révélée assez récemment par une

(1) Voy. W. v. CHRIST, W. SCHMID, O. STAEHLIN, *Gesch. der griech. Litteratur*, 6^e éd. (1924), t. II, 2, pp. 1274 et ss. P. BATTIFOL, *La Littérature grecque (chrétienne)*. Paris, 1901, pp. 84 et ss.

(2) Non à Hadrien, comme dit EUSÈBE, *Hist. eccl.*, IV, 3, 3.

version grecque, qu'on a pu compléter par un fragment arménien ⁽¹⁾.

S. Justin est un Grec, né en Judée, vers l'an 100. Philosophe platonicien de profession, il est venu à Rome pour enseigner. Là il s'est converti et il a écrit sa *Première Apologie*, présentée à Antonin le Pieux vers l'an 150, et sa *Deuxième Apologie*, adressée au Sénat romain, cinq à dix ans après, et son *Dialogue avec Tryphon*, plus tard encore. Il subit le martyre entre 163 et 167.

Tatien n'est pas un Grec, mais un Syrien élevé dans l'hellénisme. Il vint à Rome, où il fut auditeur de S. Justin et rhéteur de profession. Converti, il y écrivit son *Discours aux Grecs*, entre 163 et 172.

Athénagore s'intitule « philosophe athénien chrétien ». Il adressa sa *Supplique pour les Chrétiens* à Marc-Aurèle et à Commode, qui fut associé à l'Empire en 176.

C'est aussi entre 176 et 180 que Méliton, évêque de Sardes, envoya son *Apologie* à Marc-Aurèle; et c'est après la mort de Marc-Aurèle (180) que fut écrit un traité en trois livres, sur la foi chrétienne, adressé à un certain Autolycus (Πρὸς Αὐτόλυκον Ἑλλήνα περὶ τῆς τῶν Χριστιανῶν πίστεως), dont on identifie l'auteur avec S. Théophile, évêque d'Antioche.

Il n'est pas étonnant que les apologistes du temps d'Antonin le Pieux, de Marc-Aurèle et de Commode aient tenu à repousser les calomnies païennes qui circulaient au sujet des assemblées chrétiennes. En effet, deux hommes considérables de leur temps les avaient fait retentir dans tout l'Empire pour exciter la haine publique contre les chrétiens. M. Cornelius Fronton, né à Cirta (Constantine), devint consul en 163; rhéteur fameux, maître de Marc-Aurèle et de Verus, sénateur influent, il fut l'un des hommes les plus célèbres de son temps. Il avait

(1) JOH. GEFFCKEN, *Zwei griechische Apologeten*, avec commentaire. Leipzig, 1907.

attaqué violemment les chrétiens dans un discours sensationnel, qui fut peut-être prononcé au Sénat ⁽¹⁾.

Ce fut plus tard, sous le règne commun de Marc-Aurèle et de Commode (176-180), que le philosophe platonicien Celse écrivit contre le christianisme un acte d'accusation méthodique et vigoureux, intitulé *Discours Véritable* (Ἀληθὴς Λόγος), qui eut un long retentissement, car nous venons de voir qu'entre 246 et 248 il fut encore réfuté par Origène ⁽²⁾.

Pris dans leur ensemble, les apologistes grecs représentent une phase distincte dans le développement de la légende que nous étudions. Bien que la nature des crimes imputés aux chrétiens se précise sous leur plume, on n'en voit pas encore clairement le mobile ni le but. Ce sont des forfaits commis en commun dans les assemblées secrètes (*occulta facinora*). Ils sont au nombre de trois : le premier est qualifié du nom d'anthropophagie ou encore de « festins de Thyeste » ; il est nécessairement précédé d'un autre, de l'homicide.

« On prétend, dit S. Justin dans sa *II^e Apologie*, que nous aimons à nous repaître de chair humaine (ἀνθρωπείων σαρκῶν βορὰν ἀγὰθὸν ἐργάζμενος). Pour nous justifier, nous pourrions déclarer publiquement que par l'homicide (ἐν τῷ ἀνδρὸρρονεῖν), nous célébrons les mystères de Kronos, qu'en nous gorgeant de sang humain (ἐν τῷ αἵματος ἐμπίπτειν), nous ne faisons que

(1) MINUCIUS FELIX, *Octavius*, 9, 6 et 31, 2. Voy. O. BARDENHEWER, *Gesch. der altkirchlichen Litteratur*, t. I, pp. 158-159; M. SCHANZ, *Röm. Litteraturgeschichte*, t. VIII, 3, p. 96. Fronton mourut vers 169. Voy. *Ibid.*, p. 89.

(2) L'ouvrage d'Origène Κατὰ Κέλσου (éd. KOETSCHAU, vol. II) cite de longs passages de Celse, si bien qu'il permet de reconstituer en grande partie le *Discours Véritable*. C'est ce que vient de faire OTTO GLÖCKNER, *Celsi Ἀληθὴς λόγος*. Excussit et restituere conatus est. Bonn, Marcus u. Weber, 1925.

Parmi les auteurs païens du temps, il faut citer : Apulée, *Metam.*, IX, 14 et ss., qui introduit une femme débauchée, adonnée « au culte d'un dieu qu'elle disait seul et unique » ; et puis Lucien, *Peregrinus*, 13, qui lance quelques sarcasmes contre les chrétiens. Cf. W. v. CHRIST, *op. cit.*, t. II, 2, pp. 734-735. Ils ne font pas allusion au crime rituel. Marc-Aurèle (XI, 3) et Epictète (*Dissert.*, IV, 7, 6) parlent avec étonnement de la constance des martyrs devant le bourreau.

suivre l'exemple de Jupiter Latiaris ⁽¹⁾. » Dans sa I^{re} Apologie, il avait déjà cité parmi les infamies colportées contre les chrétiens (τὰ δὲ σφημα ἔχεινα μυθολογούμενα ἔργα), les repas de chair humaine (ἀνθρωπείων σαρκῶν βοράς) ⁽²⁾. Au juif Tryphon, il demande : « Outre le reproche que vous nous faites de ne pas vivre suivant la loi (juive), est-ce que vous attaquez aussi notre vie et nos mœurs (ἡ καὶ ὁ βίος ἡμῶν καὶ τὸ ἥθος διαβέβληται παρ' ὑμῖν ?).

» Est-ce que vous croyez, vous aussi, que nous mangeons réellement des hommes (ὅτι οὐκ ἐσθίομεν ἀνθρώπους) » ⁽³⁾ ?

Tatien connaît aussi cette accusation, mais il se borne à la repousser en passant : « En quoi nous offensoons-nous, ô Grecs ? Pourquoi détestez-vous comme les derniers des scélérats ceux qui suivent la parole de Dieu ? Chez nous, l'anthropophagie n'existe pas. » Παρ' ἡμῶν οὐκ ἔστιν ἀνθρωποφαγία. Et il se contente de rétorquer l'accusation en citant l'histoire de Pélops, de Kronos et de Zeus ⁽⁴⁾.

Athénagore dit à son tour : « On nous impute trois crimes : l'athéisme, les festins de Thyeste, les incestes d'Œdipe. Cela revient à dire que notre façon de vivre est pire que celle des bêtes sauvages, εἰ γὰρ τις ἀνθρωπος ὢν [Χριστιανῶν Nolte] ζῇ δίκην θηρίων. Mais ce ne sont que fables et calomnies inventées par le vice, qui est l'ennemi naturel de la vertu... » ⁽⁵⁾.

Jamais personne n'a osé dire qu'il nous a vus commettre ces forfaits; nos esclaves, qui voient tout, ne nous ont jamais accusés. Quel homme sain d'esprit, nous voyant tels que nous sommes, pourrait nous appeler homicides ? Car il n'est pas possible de goûter des chairs humaines sans avoir d'abord tué un homme. Qui accuserait d'homicide et d'anthropophagie des

(1) S. JUSTIN, II^e Apol., 12, 2-6. Éd. PAUTIGNY. (Textes et documents pour l'étude historique du christianisme, publiés par Hemmer et Lejay.)

(2) ID., I^{re} Apol., 26, 7. Même édition.

(3) ID., *Dialogus cum Tryphone*, X, 1. Éd. G. ARCHAMBAULT. (Textes et documents.)

(4) TATIEN, *Ad Graecos*, 25 fin. Éd. E. SCHWARTZ.

(5) ATHÉNAGORE, *Supplicatio*, 3 (éd. E. SCHWARTZ et éd. J. GEFFCKEN).

hommes qui ne soutiennent pas la vue d'un homicide légitime » (1)? Athénagore dit encore : « Si les chrétiens ne croyaient pas à une vie future et à la résurrection des corps, on pourrait peut-être soupçonner que, esclaves de la chair et du sang, δουλεύοντας σαρκὶ καὶ αἵματι, ils cèdent à l'amour du gain ou à la passion » (2).

Enfin, S. Théophile s'élève contre l'accusation de « toucher aux chairs humaines » ; « c'est, dit-il, le crime le plus impie et le plus féroce de tous, καὶ τὸ ἀθώτατον καὶ ὀμώτατον πάντων, σαρκῶν ἀνθρώπων ἐφάπτεσθαι ἡμᾶς. Mais ce ne sont que des discours vides de gens insensés ; c'est une vaine rumeur, que le temps a fortifiée (3). »

Passons à la troisième accusation, qui accompagne presque toujours les deux premières chez les apologistes grecs : les relations incestueuses, qualifiées d'unions semblables à celle d'Œdipe et de Jocaste.

Elle apparaît pour la première fois dans Aristide (4), qui dit d'une manière générale que les païens, pédérastes et incestueux, endossent aux chrétiens les infamies commises par eux-mêmes à l'exemple de leurs dieux.

Les apologistes suivants sont tous vagues : ils parlent de ces abominations pour des lecteurs avertis. Cependant dans S. Justin apparaît déjà une allusion à la mise en scène qui sera décrite plus tard par Minucius Felix. Il parle, en effet, « de lumières éteintes et de lampes renversées » pour favoriser l'orgie incestueuse, λυχνίας μὲν ἀνατρόπην καὶ τὰς ἀνέδην μίξεις (5). Rétorquant les accusations, il s'écrie : « Voilà les horreurs que vous commettez ouvertement, dont vous vous faites honneur, et que vous nous accusez de commettre, les lumières éteintes, plongés dans l'obscurité », ὥς ἀνατετραμμένου καὶ οὐ παρόντος φωτός (6). Ailleurs,

(1) ATHÉNAGORE, *Supplicatio*, 35.

(2) Id., *ibid.*, 31.

(3) S. THÉOPHILE, *Ad Autolyicum*, III, 4 et 15 (éd. J.-C. TH. OTTO).

(4) Ed. J. GEFFCKEN, 27, 2.

(5) S. JUSTIN, *Ire Apol.*, 26, 7.

(6) Id., *ibid.*, 27, 5.

il dit : « Si nous commettons ces infamies, nous pourrions dire hautement, pour nous justifier, què nous ne faisons qu'imiter Zeus et les autres dieux, en nous livrant sans retenue aux crimes contre nature et à l'adultère », ἐν τῷ ἀνδροβατεῖν καὶ γυναιξὶν ἀδεῶς μίγνυσθαι ⁽¹⁾. Au juif Tryphon, il dit : « Est-ce que, vous aussi, vous croyez que nous mangeons des hommes (c'est la deuxième accusation) et qu'après le repas nous éteignons les lumières pour nous rouler dans des unions criminelles? » ὅτι μετὰ τὴν εἰλαπίνην ἀποσβεννύντες τοὺς λύχνους ἀθέσμοις μίξεσιν ἐγκυλιόμεθα ⁽²⁾.

Tatien se contente de dire en passant : « Nous accueillons tous ceux qui veulent écouter, vieilles femmes ou jeunes enfants ; tous les âges, en un mot, sont également honorés chez nous ; mais toute impureté reste loin de nous », τὰ δὲ τῆς ἀσελγείας πόρρω κεχώρισται ⁽³⁾, comme il a dit : « Chez nous il n'y a pas d'anthropophagie ».

Athénagore range parmi les crimes reprochés aux chrétiens les « unions d'OEdipe » ⁽⁴⁾ et il consacre trois chapitres à la réfutation ⁽⁵⁾.

S. Théophile parle aussi en termes généraux : « Tu es un homme sensé, dit-il à Autolycus, et cependant tu supportes volontiers les insensés et tu te laisses émouvoir par leurs discours vides et tu crois la rumeur invétérée, ces bouches impies qui nous accusent faussement, en disant que, chez nous, les femmes de tous sont communes, que nous vivons dans la promiscuité, que nous avons commerce avec nos propres sœurs... », φασκόντων ὡς κοινὰς ἀπάντων οὔσας τὰς γυναῖκας ἡμῶν καὶ ἀδιαφόρῳ μίξει ζῶντας, ἔτι μὲν ταῖς ἰδίαις ἀδελφαῖς συμμίγνυσθαι ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ II^e Apol., 12, 2.

⁽²⁾ *Dialogus cum Tryphone*, X, 1.

⁽³⁾ *Ad Graecos*, 32.

⁽⁴⁾ *Supplicatio*, 3. Cf. 31 : μίξεις ἀθέους, 32 : τὸ ἐπ' ἀδείας καὶ ἀδιαφόρως μίγνυσθαι.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, 32-34.

⁽⁶⁾ *Ad Autolycum*, III, 4. *Ibid.*, 6 : περὶ ἀθέσμου πράξεως. 8 : τούτους πράξεις ἀθέσμους.

Vois si des hommes qui suivent notre doctrine peuvent vivre dans la promiscuité, se souiller par de criminelles unions... » ⁽¹⁾.

Nous n'insisterons pas sur la réfutation que les apologistes grecs opposent aux accusations. Disons seulement qu'elle est triple : ils montrent la vie pure, sobre et chaste des chrétiens, ils invoquent la nature et ils rétorquent l'accusation en alléguant la vie dérégulée des païens, les vices et les crimes que les poètes prêtent à leurs dieux. Minucius Felix et surtout Tertullien puiseront à pleines mains dans leur argumentation.

Les apologistes sont des témoins qui disent ce qu'ils entendent et ce qu'ils voient. Mais nous avons un témoignage plus intéressant de leur époque, qui nous montre les calomnies en action pour ainsi dire : c'est l'admirable lettre que les Églises de Lyon et de Vienne adressèrent aux frères d'Asie et de Phrygie pour leur raconter en détail le procès des martyrs lyonnais et viennois de l'an 177. L'historien Eusèbe de Césarée nous l'a conservée tout entière ⁽²⁾.

C'était pendant les fêtes qui avaient lieu à Lyon à l'occasion de l'assemblée annuelle des députés de toutes les cités gauloises. La populace surexcitée s'en prit aux chrétiens de Lyon et de Vienne, qui furent arrêtés et traduits d'abord devant les magistrats de la colonie (*duumviri*), puis devant le juge criminel, le légat ou gouverneur de la Lyonnaise. Au lieu d'appliquer le rescrit de Trajan et de condamner les chrétiens sans examiner s'ils avaient commis des crimes de droit commun, le légat, ignorant les règles juridiques, fit porter tout l'effort de la procédure sur les crimes imputés par la populace. Les esclaves

⁽¹⁾ *Ad Autolycum*, 15.

⁽²⁾ EUSÈBE, *Hist. eccl.*, V, 1, 1-4. Comparez PAUL ALLARD, *op. cit.*, pp. 391-418. Récemment, l'authenticité de ce document a été mise en doute par J.-W. THOMPSON, dans *The American Journal of Theology*, t. XVI (1912), pp. 359 et suiv. ; t. XVII (1913), pp. 248 et suiv. Elle a été défendue victorieusement, ce semble, par PAUL ALLARD, dans la *Revue des Questions historiques*, janvier 1913 et janvier 1914. Cf. U. KAHNSTEDT, *Die Martyrerakten von Lugudunum*, dans *Rhein. Museum*, t. LXVIII (1913), pp. 395-413.

païens des accusés furent interrogés et menacés de la torture. Exhortés par les soldats du gouverneur, ils « accusèrent leurs maîtres des fameux repas de Thyeste, des incestes d'Œdipe et d'autres choses, disent les auteurs de la lettre, qu'il ne nous est pas permis de dire ni de penser, ni même de croire, si jamais des hommes les avaient commises ⁽¹⁾ ». Il en résulta, ajoutent-ils, que les gens qui jusque-là avaient traité les chrétiens avec modération furent exaspérés et réclamèrent leur supplice. Pour la seconde fois, les martyrs furent soumis à une horrible torture : on voulait leur arracher l'aveu des crimes que leurs esclaves, menacés de la question, leur avaient imputés. Ils lassèrent leurs bourreaux. On en cite quatre surtout : Attale de Pergame, qui était « la colonne et l'appui » de l'Église lyonnaise; Sanctus, diacre de Vienne; Maturus, néophyte; Blandine, une jeune esclave. « Je suis chrétienne, répondait toujours Blandine, et il ne se fait rien de mal parmi nous », καὶ παρ' ἡμῶν οὐδὲν φαῦλον γίνεται (§ 19). C'est en vain que les bourreaux espéraient faire avouer par Sanctus « des choses blâmables », ἀκούσεσθαι τι παρ' αὐτοῦ τῶν μὴ δεόντων (§ 20). Il se contentait de répéter en latin : *Christianus sum*.

Parmi les chrétiens mis à la question, la lettre mentionne aussi une jeune fille appelée Biblis. Elle avait d'abord succombé et renié sa foi. On espérait la forcer d'avouer les crimes des chrétiens, ἀναγκάζων εἰπεῖν τὰ ἄλλα περὶ ἡμῶν (§ 25). N'avait-elle pas manqué de courage une première fois? Au milieu d'affreuses tortures, s'éveillant comme d'un profond sommeil, elle s'écria avant d'expirer : « Comment se pourrait-il qu'ils mangeassent de petits enfants, ces hommes à qui il n'est pas même permis de

(1) EUSÈBE, *loc. cit.*, § 14 : καὶ ἔθνη καὶ τινες οἰκέτας τῶν ἡμετέρων κατεψεύσαντο ἡμῶν Θυέστηα δεῖπνα καὶ Οἰδιποδείους μίξεις καὶ ὅσα μήτε λαλεῖν μήτε νοεῖν ἡμῖς ἡμῖν, ἀλλὰ μηδὲ πιστεῦειν εἰ τι τοιοῦτο πώποτε παρὰ ἀνθρώποις ἐγένετο.

goûter le sang des animaux ⁽¹⁾? » Πῶς ἂν παρὶς φάγοιεν οἱ τοιοῦτοι, οἷς μηδὲ ἀλόγων ζώων αἷμα φαγεῖν ἐξόν (§ 26).

Attale de Pergame est placé sur un siège de fer rougi au feu. L'odeur de sa chair rôtie arrive aux narines des spectateurs : « Voilà, s'écrie-t-il en latin, ce qu'on peut appeler manger des hommes, et c'est vous qui le faites. Quant à nous, nous ne mangeons pas des hommes et nous ne faisons aucun mal. » *Nos enim neque comedimus homines, neque aliud quid mali agimus* ⁽²⁾ (§ 52).

Chose sans exemple, illégale, mais logique, le légat fit jeter en prison tous les chrétiens qui, arrêtés d'abord, avaient renié leur foi (§ 33). Puisqu'ils avaient été chrétiens, ils devaient être coupables d'homicide et d'inceste (ἀνδροφόνου καὶ μισοί), et ils devaient être poursuivis pour ces crimes, tandis que les confesseurs se faisaient gloire d'être détenus comme chrétiens.

Cependant, le légat eut des scrupules. Comme Pline l'avait fait autrefois, il consulta l'Empereur. La réponse, dit Renan ⁽³⁾, fut « dure et cruelle ». Le nouveau rescrit était un rappel aux règles établies par Trajan : « Condamnez à la peine capitale ceux qui s'obstineront à se déclarer chrétiens; acquittez les autres » (§ 47). Cela voulait dire que le seul crime à punir était la profession obstinée de christianisme, qu'il ne fallait tenir aucun compte des accusations d'homicide et d'inceste.

Le récit des chrétiens de Lyon et de Vienne nous apporte une précision nouvelle. Les apologistes grecs parlent toujours d'homicide, d'anthropophagie et d'inceste. Biblis, pour la première fois, parle de petits enfants mangés et par conséquent immolés d'abord, d'infanticide, et c'est ce qui va nous amener directement à la dernière phase de la légende, telle qu'elle apparaîtra dans

⁽¹⁾ On voit ici qu'à cette époque les chrétiens observaient encore la prescription du Concile de Jérusalem (*Act. Apost.*, XV, 20), qui avait défendu l'usage du sang des animaux. TERTULL., *Apolog.*, IX, 13 et 15. MINUCIUS FELIX, *Octavius*, 30, 6.

⁽²⁾ Trad. de RUFIN.

⁽³⁾ E. RENAN, *Marc-Aurèle*, p. 326.

Minucius Félix et dans Tertullien, avant de disparaître au siècle suivant.

Mais, avant de passer à ces deux auteurs, pour bien comprendre ce que leur version aura de nouveau et de caractéristique, il faut insister encore sur celle des apologistes grecs.

D'abord les crimes reprochés aux chrétiens, l'anthropophagie et l'inceste, sont-ils, aux yeux des accusateurs, des mystères du culte chrétien? Ou les chrétiens sont-ils simplement regardés comme des monstres friands de sang et de chair humaine, comme des cannibales et comme des débauchés, adonnés à une lubricité sans bornes et à des pratiques infâmes? On pourrait le croire, quand on lit dans S. Justin : « Moi-même, quand j'étais disciple de Platon, entendant les accusations portées contre les chrétiens et les voyant intrépides en face de la mort et de ce que les hommes redoutent, je me disais qu'il était impossible qu'ils vécussent dans le mal et dans l'amour des plaisirs ⁽¹⁾. Quel homme adonné au plaisir et à la débauche, aimant à se repaître de la chair humaine, pourrait courir au-devant de la mort et supporter la privation de ses biens? Ne chercherait-il pas à jouir à tout prix de la vie présente, à se soustraire aux magistrats, bien loin de s'exposer à la mort en se dénonçant lui-même? » ⁽²⁾. Le langage des apologistes est vague; ils s'abstiennent de donner des précisions sur le but comme sur la cérémonie elle-même. Cependant il paraît vraisemblable que, pour les accusateurs et pour la foule, l'homicide, l'anthropophagie et l'inceste faisaient partie des rites, des mystères chrétiens. Au juif Tryphon, S. Justin dit : « Vous avez répandu le bruit que c'est le Christ qui a enseigné ces choses impies, illícites et abominables, que vous répandez dans tout le genre humain contre ceux qui reconnaissent le Christ comme maître

⁽¹⁾ Cf. ATHÉNAÛGORE, *Suppl.*, 31 : « esclaves de la chair et du sang ». Ci-dessus, p. 14, n. 2.

⁽²⁾ S. JUSTIN, *II^e Apol.*, 12, 1-2.

et comme fils de Dieu ». Ces abominations font donc partie de l'enseignement du Christ, δεδιδω/έναι καὶ ταῦτα ἄπερ ... ἄθεα καὶ ἄνομα καὶ ἀνόσια λέγετε ⁽¹⁾.

Mais peut-être est-il vain de poser cette question. Les accusateurs étaient d'accord sur les faits imputés; ils ne l'étaient pas sans doute sur le mobile et le but. Pour les uns, c'était simplement un goût contre nature, une aberration, qui faisait exclure les chrétiens du genre humain ⁽²⁾; pour les autres, c'était une prescription de la doctrine chrétienne, qu'on déclarait abominable.

Quoi qu'on pense, il résulte encore du langage des apologistes que, pendant le II^e siècle, les calomnies étaient répandues dans tout l'Empire. Au début du siècle, Tacite et Pline le Jeune y font allusion, l'un à Rome et l'autre en Bithynie; S. Justin ⁽³⁾ et Tatien les combattent à Rome, comme fera Minucius Félix; les chrétiens de Lyon et de Vienne en sont accusés et le légat de la Lyonnaise, peu au courant de la procédure, croit devoir faire une enquête; en 197, Tertullien les combattra avec vigueur à Carthage. Minucius Félix fera dire par le païen Cecilius : « On connaît leur banquet : partout, tout le monde en parle et le discours de notre compatriote de Cirta (Fronton) en est témoin », *passim omnes locuntur* ⁽⁴⁾. Partout le peuple croyait fermement à ces fables absurdes; et ceux qui, comme Fronton, voulaient exciter la haine publique contre les chrétiens, les répétaient avec force et avec succès, soit devant les juges, soit même devant le Sénat romain. Quant aux juges ou gouverneurs des provinces, le rescrit de Trajan, conservé par Pline, leur avait interdit de les prendre en considération : ils devaient se contenter de l'aveu obstiné du « nom chrétien », qui suffisait pour condamner à mort. Si les juges n'y croyaient guère, cer-

⁽¹⁾ S. JUSTIN, *Dial. avec Tryphon*, § 108.

⁽²⁾ On les appelait *tertium genus*, en les opposant aux païens et aux juifs. TERTULL., *Ad nat.*, I, 8 (pp. 71, 16).

⁽³⁾ S. JUSTIN constate qu'ils sont répandus sur la terre entière. Voy. p. 9, n. 1.

⁽⁴⁾ MINUCIUS FELIX, *Octavius*, 9, 6.

tains témoignages, tels que ceux des esclaves de Lyon, devaient pourtant les troubler. Ils faisaient parfois une enquête, qui restait infructueuse. Pline déclare qu'il n'a rien trouvé, et les efforts du légat de la Lyonnaise pour arracher des aveux restèrent vains. Et pourtant S. Justin affirme formellement ⁽¹⁾ que la torture arrachait des aveux aux esclaves des accusés et que des chrétiens furent condamnés à mort à cause des calomnies répandues contre eux.

III

Nous abordons enfin la dernière phase de la légende du crime rituel. Elle est intéressante; d'abord, la nature du crime va se préciser : c'est vraiment un crime rituel; ensuite, elle permettra peut-être de résoudre une importante question de priorité littéraire. En effet, il en existe deux témoins : Minucius Felix, dans son dialogue entre un païen et un chrétien, qu'il a intitulé *Octavius*, et Tertullien, dans ses deux ouvrages intitulés *Ad nationes* et *Apologétique*. Quelle est la version que l'un et l'autre donnent des calomnies païennes et quel est celui des deux qui a écrit le premier? Voilà les questions qui se posent.

Par leur talent littéraire et oratoire, l'un et l'autre l'emportent de loin sur les apologistes grecs. Nous sommes en présence de deux écrivains qui connaissent tous les secrets de l'art d'écrire et savent en appliquer les préceptes. Ils sont aussi avocats l'un et l'autre et ils savent comment il faut s'y prendre pour convaincre des auditeurs ou des lecteurs.

Tertullien rédigea ses deux ouvrages en l'an 197 ⁽²⁾. Il commença par le traité *Ad nationes*, sorte de pamphlet adressé

⁽¹⁾ S. JUSTIN, II^e Apol., 12, 4.

⁽²⁾ Peu après la sanglante bataille de Lyon, où Septime-Sévère vainquit ses rivaux Albinus et Niger. Nous le savons par un passage de ces deux écrits. Voy. notre article du *Musée Belye*, t. XIX-XXIV (1920), pp. 165-174.

aux nations païennes, où il défend le christianisme avec énergie et attaque le polythéisme avec virulence. Or, tout en rédigeant cet écrit dans les premiers mois de l'année 197, Tertullien, qui avait peut-être brillé au barreau, qui avait reçu en tous cas une forte éducation juridique et oratoire ⁽¹⁾, sentit que sa diatribe adressée aux nations ne suffirait pas, qu'il y avait autre chose à faire, une chose qu'on n'avait pas encore tentée : il eut l'idée de défendre le christianisme sur le terrain légal, en avocat, devant les magistrats mêmes qui appliquaient la loi de proscription, devant les gouverneurs des provinces, *Romani imperii antistites*. Il voulut écrire un plaidoyer, tel qu'il l'aurait prononcé devant les juges, s'il en avait eu la faculté, un discours apologétique (*Apologeticum*) ou une « lettre ouverte », comme il le dit lui-même (*via tacitarum litterarum*) ⁽²⁾. Il en mena la rédaction de front avec celle du pamphlet, dont il reprit à peu près toutes les idées, tous les arguments. C'étaient du reste des idées et des arguments que les apologistes grecs avaient déjà mis en avant. Son mérite consiste à leur donner une forme nouvelle, plus expressive et plus littéraire. Il était nourri de ses prédécesseurs grecs, qu'il énumère quelque part ⁽³⁾, déclarant qu'il voudrait les prendre pour modèles, surtout S. Justin. Il ne faudra pas l'oublier : partout Tertullien emprunte les idées, mais toujours il leur donne une forme originale.

Parmi ses sources, nous plaçons aussi un Latin, Minucius Félix, écrivain élégant et délicat, qui nous a laissé un petit dialogue, intitulé *Octavius*, « un charmant petit ouvrage, comme disait Gaston Boissier, qui par les Tusculanes remonte jusqu'au Phèdre et semble éclairé d'un rayon de la Grèce ⁽⁴⁾. » Nous

⁽¹⁾ Voy. notre article : *Pour étudier Tertullien*, dans le *Musée Belge*, t. XXV (1921), p. 17.

⁽²⁾ TERTULL., *Apolog.*, I, 1. Voy. *Musée Belge*, 1920, p. 172.

⁽³⁾ IDEM, *Adversus Valentinianos*, 5 : *quos in omni opere fidei... optaverim adsequi*.

⁽⁴⁾ GASTON BOISSIER, *La fin du Paganisme*, t. I, p. 289.

ignorons la date de l'*Octavius*. Est-il antérieur ou postérieur à l'*Apologétique*? Entre ces deux chefs-d'œuvre de la littérature latine chrétienne, il y a souvent concordance d'idées, ce qui est naturel, et concordance de mots, ce qui prouve une imitation directe et systématique. Or, l'examen auquel nous allons nous livrer prouvera une fois de plus, si nous ne nous trompons, que Tertullien est l'imitateur et que c'est Minucius Félix qui eut l'honneur d'ouvrir la série des écrivains latins chrétiens ⁽¹⁾.

Commençons donc par lui. Dans l'*Octavius*, la question du meurtre rituel imputé aux chrétiens vient deux fois : d'abord dans le réquisitoire du païen Cecilius contre les mœurs des chrétiens, puis dans la réfutation qu'y oppose le chrétien Octavius (chap. IX et XXX à XXXI) ⁽²⁾.

« Il faut exterminer cette secte exécrable, dit Cecilius, cette secte dont les sanctuaires surgissent partout grâce à la corruption des mœurs. » C'est donc la dépravation des chrétiens qu'il va prouver. Les chrétiens sont des gens qui se reconnaissent mutuellement à des signes secrets et qui pratiquent entre eux une sorte de culte de la luxure, on peut dire de l'inceste, puisqu'ils s'appellent entre eux « frères et sœurs ». Ils adorent, dit-on, une tête d'âne, ou encore les *genitalia sacerdotis*, ou encore un criminel puni du supplice de la croix. Le récit qu'on fait de l'initiation des néophytes est aussi horrible que connu, *fabula tam detestanda quam nota est* ⁽³⁾. Et voici comment Cecilius décrit cette cérémonie : « Un jeune enfant, qu'on a eu soin

⁽¹⁾ La question de priorité a été résolue récemment en faveur de Minucius Felix, par un lauréat de l'Académie royale, M. GEORGES HINNISDAELS, dans sa dissertation intitulée : *L'Octavius de Minucius Felix et l'Apologétique de Tertullien*. (MÉM. DE L'ACAD. ROY. DE BELG. [Classe des Lettres]. Collection in-8°, 2^e sér., t. XIX, 140 pp., 1924.)

⁽²⁾ Nous citons notre édition (Leipzig, Teubner, 1912) et notre traduction, 4^e éd. (Louvain, Joseph Peeters, 1925).

⁽³⁾ Dans l'exomologèse, le pénitent venait s'agenouiller devant celui qui présidait l'assemblée. Voy. dom H. LECLERCQ, *art. cité*, col. 275. TERTULL., *De paenitentia*, 9 : *presbyteris advolvi et caris Dei adgeniculari*. Cf. OTTO, ad Athenag., *Suppl.*, 32.

de couvrir de farine, pour abuser le novice sans défiance, est placé devant celui qui va être initié aux mystères. Trompé par ce bloc enfariné, qui lui fait croire que ses coups sont inoffensifs, le néophyte tue l'enfant en lui portant des blessures invisibles et cachées. Ô sacrilège ! Le sang de cet enfant, ils le lèchent avidement ; ses membres, ils se les disputent et se les partagent ; c'est par cette victime qu'ils cimentent leur alliance, c'est par cette complicité dans le crime qu'ils s'engagent à un mutuel silence ! Voilà, s'écrie le païen Cecilius, voilà des cérémonies plus affreuses que tous les sacrilèges ! »

Le rite de l'initiation comprend donc 1° un infanticide, que le néophyte doit commettre lui-même en plongeant le couteau dans le corps de l'enfant et qu'il commet sans le savoir, grâce à une supercherie clairement décrite ; 2° un repas de sang et de chair, auquel les assistants prennent part avec une avidité de cannibales (1).

De la cérémonie d'initiation, Cecilius distingue nettement le banquet des chrétiens, suivi d'une orgie incestueuse.

« Et leur banquet, continue-t-il, tout le monde sait ce qui s'y passe ; le discours de notre compatriote de Cirta (2) l'atteste également. *A un jour de fête*, ils se réunissent pour le festin avec tous leurs enfants, leurs femmes, leurs sœurs, leurs mères, individus de tout âge et de tout sexe. Là, après un copieux repas, lorsque l'animation du festin est à son comble et que l'ivresse allume les passions incestueuses, ils excitent un chien attaché au candélabre, à bondir vivement, en lui jetant une bouchée au delà de la longueur de la corde qui le retient. Ainsi la lumière qui aurait pu les trahir s'éteint ; alors, ils cachent sous les impudentes ténèbres les étreintes d'une passion

(1) Il faut comparer le chapitre XXVIII, 2 : *quasi Christiani ... infantes vorarent, convivium incesta miscerent*. Ibid., 5 : *urgendi magis (= potius), non ut diffiterentur se christianos, sed ut de incestis stupris, de impiatis sacris, de infantibus immolatis diffiterentur*.

(2) C'est ainsi qu'il appelle Fronton. (Voy. plus haut, p. 12, n. 1.)

criminelle, au hasard du sort; et, si tous ne sont pas incestueux en fait, ils le sont tous par l'intention, car tous appellent de leurs vœux ce qu'il peut arriver à chacun de faire. »

Dans sa réfutation ⁽¹⁾, Octavius distingue aussi nettement l'initiation du banquet. Celle-là comprend le meurtre d'un enfant suivi du repas de sang : *qui initiari nos dicit aut credit de caede infantis et sanguine* ⁽²⁾. « Crois-tu possible qu'un corps si tendre, si faible, soit susceptible de recevoir de si mortelles blessures? Que quelqu'un puisse tuer un nouveau-né, qui est à peine un homme, répandre et boire ce jeune sang? Personne ne peut croire à pareille barbarie, à moins d'en être capable. » Et vous en êtes capables, continue-t-il, et voici qu'il rétorque l'accusation en montrant que l'infanticide ou du moins l'homicide est fréquent chez les païens : exposition ou mise à mort des nouveau-nés, avortements, immolation d'enfants à Saturne, d'hommes faits dans certains cultes de Tauride, d'Égypte, de Gaule; de Rome même, où Jupiter Latiaris se repait du sang d'un criminel et a trouvé des imitateurs (Catilina, prêtres de Bellone, épileptiques et ceux qui se gorgent de la chair des bêtes tuées dans l'arène). Aux païens, il oppose les chrétiens, à qui il n'est pas même permis d'être les spectateurs d'un homicide, soit au théâtre, soit à l'amphithéâtre, qui s'abstiennent même du sang des animaux ⁽³⁾.

Dans un chapitre spécial, Octavius réfute l'accusation du banquet terminé par l'inceste. C'est une imposture inventée par les démons pour éloigner les hommes du christianisme. L'inceste est commun chez les païens, grâce aux méprises que causent l'exposition des enfants et le dérèglement général des mœurs. Il est invraisemblable chez les chrétiens, qui mènent une vie pure et sobre.

⁽¹⁾ *Octavius*, 30-31.

⁽²⁾ Il y a ici une variante : Octavius dit que les chrétiens se contentent de boire le sang; ils ne se partagent pas la chair de la jeune victime, comme le disait Cecilius au chapitre IX.

⁽³⁾ Voy. ci-dessus, p. 48. n. 1.

Il faut insister sur plusieurs points. Voici d'abord une nouveauté : il ne s'agit plus d'un homicide en général, mais de l'immolation d'un nouveau-né. Ensuite le but de ce double crime est clair : ce sont des actes du culte chrétien, qui servent à l'initiation des néophytes et les lient par le secret d'un crime atroce. L'infanticide est donc vraiment un *meurtre rituel*. Cécilius sait aussi comment il se pratique, par quel artifice le néophyte est amené à immoler l'enfant sans le savoir. Tout cela était encore inconnu des apologistes grecs. Enfin, le banquet, qui est distinct de la cérémonie d'initiation, est, lui aussi, entré dans la liturgie chrétienne. La mise en scène, avec les chiens qui ont pour mission de renverser les lumières, est décrite avec toute la clarté désirable. S. Justin y avait fait allusion sans la décrire : il avait parlé, comme d'une chose notoire, de ces renversements de lumières. Minucius Félix n'invente donc rien, mais il décrit avec art et avec clarté. On peut se demander seulement si ce n'est pas l'écrivain qui choisit, parmi les rumeurs populaires, celles qui conviennent le mieux à son but et qui les fait arranger par le païen Cécilius pour rendre toute cette fable plus vraisemblable. Il déclare qu'il emprunte à un fameux discours de Fronton ce qu'il dit du banquet et de l'orgie.

Passons à Tertullien ⁽¹⁾. Si l'on compare l'*Apologétique* avec le traité *Ad nationes*, qui en est comme une première rédaction, on voit que Tertullien a hésité avant d'arriver à sa version définitive. Celle-ci dénote l'avocat habile, qui comprend qu'une accusation ne se réfute facilement que si elle est d'abord bien définie. Tertullien distingue nettement les accusations païennes en deux sortes : 1° les crimes secrets (*occulta facinora*), qui se commettent, dit-on, dans les assemblées chrétiennes, inaccessibles aux profanes ; 2° les crimes que tout le monde peut constater et dont les chrétiens tirent gloire (*manifestiora cri-*

⁽¹⁾ On trouvera de nombreux rapprochements dans l'édition récente de J.-E.-R. MAYOR et ALEX. SOUTER, *Tertulliani Apologeticus* (Cambridge, 1917), pp. 185-210.

mina), les crimes de sacrilège et de lèse-majesté, c'est-à-dire le refus de rendre un culte aux dieux et aux empereurs. Il commence par les crimes secrets et il y insiste longuement, en trois chapitres, où rien n'est oublié : la définition des crimes, la réfutation, la rétorsion. Il ne croit nullement qu'il suffit, pour écarter ces accusations, d'un geste de dédain, d'un appel au bon sens ⁽¹⁾. Il les discute point par point, car le vulgaire y croit et les magistrats se laissent entraîner par l'opinion du vulgaire, soit par crainte, soit par respect humain ⁽²⁾. Et si la loi leur prescrit, depuis Trajan, de borner leur enquête au « nom chrétien », au moins l'imputation de ces monstruosité rendait-elle les accusés odieux et faisait-elle taire tout sentiment de pitié à l'égard de ces malheureux qu'on déclarait « coupables de tous les crimes, ennemis des dieux, des empereurs, des lois, des mœurs, de la nature entière » ⁽³⁾.

Tertullien a ordonné ces trois chapitres jusque dans les détails les plus infimes ⁽⁴⁾ ; il y a mis une suite parfaite. Pour rendre la réfutation adéquate à l'accusation, il a eu soin de bien définir le crime. Chez lui, le triple crime secret forme les trois actes de la cérémonie de l'initiation et, par conséquent, un crime rituel : « Nous sommes, dit-on, les derniers des scélérats à cause de notre sacrement (ou rite) de l'infanticide, à cause de la pâture que nous en tirons et à cause de l'inceste commis après le banquet... » *Dicimur sceleratissimi de sacramento infanticidii et pabulo inde et post convivium incesto...* ⁽⁵⁾ Cette initiation

⁽¹⁾ Comme il a paru à PAUL MONCEAUX, *Hist. litt. de l'Afrique chrét.*, I, p. 229.

⁽²⁾ *Apolog.*, I, 1.

⁽³⁾ *Ibidem*, II, 16.

⁽⁴⁾ Voyez l'analyse dans notre *Commentaire de l'Apologétique*. (BIBL. DE LA FACULTÉ DE PHILOSOPHIE ET LETTRES DE L'UNIV. DE LIEGE, t. XXIII.) Comparez R. HEINZE, *Tertullians Apologeticum*. (BERICHTE DER KG. SÄCHS. GES. DER WISS., PHIL.-HIST. KLASSE, 62. Bd (1910), pp. 318-332.)

⁽⁵⁾ TERTULL., *Apolog.*, VII, 1. Nous citons notre édition critique de l'*Apologétique* et notre traduction. (Même Bibliothèque, t. XXII.) Pour les autres traités, nous citons l'édition Reifferscheid et Wissowa.

criminelle, en trois actes ⁽¹⁾, est obligatoire pour tout nouveau chrétien : c'est elle qui fait le chrétien, qui le rend capable de participer à la vie chrétienne; elle est indispensable pour donner la vie éternelle! Voilà donc, selon Tertullien, prêtre de Carthage, l'idée que les païens de son temps se faisaient de la cérémonie d'initiation, de son but et de ses effets. Elle comprend :

1° L'infanticide ou *immolation d'un nouveau-né*, qui est donc un *meurtre rituel*. Il faut un enfant tout jeune, encore vagissant, qui rie sous le couteau, car, dans un sacrifice, les pleurs seraient de mauvais augure, suivant l'idée païenne. C'est le néophyte qui plonge le couteau dans le corps de l'enfant, mais on use d'une supercherie pour qu'il ne sache pas quel acte horrible il commet.

2° *Le repas de sang*. Les assistants attendent avec impatience : ils sont avides de ce « jeune sang ». Dès qu'ils le voient couler, ils y trempent leur pain, qu'ils mangent avec délices : *exipe rudem sanguinem, eo panem tuum satia, vescere libenter* ⁽²⁾. La perscription rituelle veut qu'ils mangent ce pain trempé dans le sang « avec délices » (*libenter*), car tout ce qui est rituel doit se faire *libenti animo*.

3° *Le banquet incestueux*. C'est le troisième acte de l'initiation, aussi nécessaire que les deux autres. Il est suivi d'une orgie, où l'inceste est obligatoire : *Piaculum enim admiseris, nisi incestum feceris*. Ici interviennent « des chiens dressés, en véritables entremetteurs des ténèbres, à renverser les lumières pour jeter un voile discret sur ces débauches impies » ⁽³⁾. Ces monstruosité sont imposées au néophyte et les initiés les renou-

(1) Les deux premiers actes du crime rituel ne sont qu'une déformation de la Cène chrétienne. Alfred Loisy (*Le Sacrifice*, p. 447) range celle-ci parmi les sacrifices d'initiation. Cela ne paraît vrai que pour la Cène ainsi déformée, mais pas pour la vraie Cène chrétienne.

(2) *Apolog.*, IX, 2; *Ad nat.*, I, 7 (p. 71, 2). Voy. encore ci-dessus, p. 8.

(3) *Apolog.*, VII, 1; *Ad nat.*, I, 2 (p. 61, l. 17); 7 (p. 68, l. 12 et p. 69, l. 20); 15 (p. 86, 3).

vellent avec lui. Ils aiment du reste à jouer cette « tragédie d'Œdipe » ⁽¹⁾.

On voit quelle différence sépare cette conception très nette de celle des apologistes grecs, toujours imprécise, et aussi de celle de Minucius Félix, qui distingue le banquet incestueux de l'infanticide procurant le sang et la chair nécessaires pour l'initiation et fait de ce banquet une cérémonie d'un autre caractère.

Cette conception correspond-elle à la réalité, c'est-à-dire était-ce celle de la foule, de tous ceux qui accusaient les chrétiens? On peut en douter, car la foule devait donner à l'accusation des formes très diverses. Il est évident que l'avocat des chrétiens a négligé les variantes, que c'est lui qui le premier a imaginé une accusation d'une parfaite unité, afin de pouvoir mieux la saisir corps à corps.

Quoi qu'il en soit, il est à remarquer que Tertullien n'a pas cru devoir présenter un exposé suivi, clair et complet, comme l'a fait Minucius Félix. Nous devons deviner les détails ou les tirer de sa longue réfutation, où elle n'apparaît que par pièces et par morceaux.

Ainsi, il en appelle au témoignage de la nature, qui défend de croire à de pareils bruits. Les païens peuvent-ils y croire? Je le demande, dit ironiquement Tertullien :

« Toi qui le crois, penses-tu que cela vaille la peine d'arriver à la vie éternelle avec une pareille conscience? Viens, plonge le fer dans le corps de cet enfant, qui est le fils de tous; ou bien, si un autre doit accomplir cet office ⁽²⁾, toi, va donc voir cet homme qui meurt avant de vivre; attends que cette âme toute neuve s'échappe, recueille ce jeune sang, trempe-y ton pain, repais-toi avec délices. Cependant, assis à table, compte les places, celle de ta mère, celle de ta sœur; note-les soigneusement, afin de ne pas te tromper, quand les chiens auront fait

⁽¹⁾ *Ad nat.*, I, 7 (p. 70, l. 14) : *et nihil tragoediae Thyestae vel Oidipodis erumpunt.*

⁽²⁾ Si tu assistes à l'initiation d'un autre.

tomber les ténèbres. Car tu te rendras coupable d'un sacrilège, si tu ne commets pas un inceste. Initié à de pareils mystères, revêtu de ce sceau, tu vis éternellement ⁽¹⁾. »

Pour insister sur l'invraisemblance de l'accusation, il imagine encore une prosopopée. Voici le néophyte qui va trouver le « père des mystères » (*pater sacrorum*) pour fixer les préparatifs à faire ⁽²⁾. Celui-ci lui dit : « Il te faudra un enfant, encore tendre, qui ne sache pas ce que c'est que la mort, qui sourie sous ton couteau; et puis, du pain, pour recueillir ce jus de sang; en outre, des candélabres et des lampes et quelques chiens et des bouchées de viande, pour les faire bondir et renverser les lumières. Surtout tu devras venir avec ta mère et avec ta sœur ⁽³⁾. ».

Tout cela, c'est de l'ironie, c'est du sarcasme destiné à faire éclater l'absurdité, l'invraisemblance de toutes ces inventions de l'imagination populaire. Mais on voit que c'est indirectement que nous apprenons le détail de la mise en scène, tandis que Minucius Félix l'expose directement, d'une manière complète et explicite. Comme S. Justin, Tertullien suppose ses auditeurs parfaitement informés. Il s'en réfère à des bruits que tout le monde est censé connaître.

Il mentionne aussi de façon énigmatique la fameuse supercherie employée pour tromper le néophyte sur le crime qu'il va commettre. En effet, il se borne à une vague allusion : « Mais, direz-vous, on suggère un crime à des ignorants, on le leur

⁽¹⁾ *Apolog.*, VIII, 1-2. Ce discours se trouve déjà, avec de légères variantes, dans *Ad nat.*, I, 7 (p. 70, l. 25, à p. 71, l. 15).

⁽²⁾ L'initiation chrétienne est assimilée ici à celle des mystères païens. Remarquez *Ad nat.*, I, 7 (p. 70, l. 10) : *nihil enim umquam retro de Christianis mysteriis audierant*. Apulée (*Metam.*, XI, 22-23) fournit un curieux parallèle de ces recommandations de l'hierophante dans les mystères d'Isis : *Indidem mihi praedicat (sacerdos praecipuus) quae forent ad usum teletae necessario praeparanda. Et protinus naviter et aliquanto liberalius partim ipse partim per socios coemenda procuro*.

⁽³⁾ *Apolog.*, VIII, 7-8. Semblable discours dans *Ad nat.*, I, 7 (p. 70, l. 4 et suiv.), avec légères variantes de forme.

impose » ⁽¹⁾. Comment le suggère-t-on? Comment l'impose-t-on? Tertullien ne le dit pas et ne le fait pas deviner. Octavius seul le sait et le dit : le néophyte ne voit qu'un bloc enfariné, qui cache l'enfant!

Et le repas qu'on tire de l'infanticide (*et pabulo inde*), quel est-il? Nous venons de voir que c'est le sang qu'on boit, ou qu'on mange le pain qu'on y a trempé : *excipe rudem sanguinem, eo panem tuum satia, vescere libenter* ⁽²⁾. C'est un *pabulum sanguinis*, un repas de sang ⁽³⁾.

Tertullien dit encore : « On vient nous surprendre tous les jours, jusque dans nos assemblées. Qui donc, en survenant ainsi, a jamais entendu les vagissements d'un enfant? Quel témoin a donc jamais pu montrer au juge les lèvres couvertes de sang de ces Cyclopes et de ces Sirènes (c'est-à-dire des chrétiens et des chrétiennes)? Qui a surpris dans les épouses chrétiennes quelques trace immonde ⁽⁴⁾ »?

Résumons : Entre la version de Minucius Félix et celle de Tertullien, il y a deux différences sensibles :

1^o Tertullien représente les trois crimes comme trois actes nécessaires de l'initiation ; pour Minucius Félix, le troisième n'a aucun rapport avec cette cérémonie : il a lieu à un jour de fête (*solemni die*).

2^o Tertullien parle toujours d'un repas de sang, ou de pain trempé dans le sang. Les assistants ne dévorent pas les chairs. Minucius Félix dit qu'ils lèchent le sang et qu'ils se partagent les membres : pour lui, c'est un repas de sang et de chair.

Avant de se faire des trois crimes une idée bien arrêtée, Tertullien a hésité. On le voit dans le traité *Ad nationes*, où sa

⁽¹⁾ *Apolog.*, VIII, 6, *Ad nat.*, I, 7 (p. 70, l. 8) : *fallaciae negotium*.

⁽²⁾ *Apolog.*, VIII, 2; *Ad nat.*, I, 7 (p. 71, l. 2) : *in quo panem tuum saties*.

⁽³⁾ *Apolog.*, IX, 9. C'est par hyperbole qu'il dit ailleurs : *O quanta illius praesidis gloria, si eruisset aliquem, qui centum tam infantes comedisset*. Cf. *De Spect.*, 49 (p. 20, 14) : *Si tales sumus quales dicimur, delectemur sanguine humano (sc. in amphitheatro)*.

⁽⁴⁾ *Apolog.*, VII, 3-5. *Ad nat.*, I, 7 (p. 69, l. 41 et suiv.).

pensée s'élabore pour trouver sa forme définitive dans l'*Apologétique* ⁽¹⁾. Est-il parti des données de l'*Octavius*? Nous n'osons rien conclure de l'état fragmentaire que présente chez lui la légende des crimes rituels, ni de ses affirmations énigmatiques, ni de ses sous-entendus, qui ne s'expliquent pourtant bien que par la lecture de Minucius Félix. Ce n'est pas là une preuve suffisante pour admettre que Tertullien s'est inspiré ici directement de son prédécesseur latin. Mais en considérant la forme nette et précise que Tertullien a fini par donner à la légende, nous demandons : si Minucius était venu après lui et s'il l'avait copié, ici et ailleurs, avec cet esprit moutonnier qu'on lui a prêté, peut-on croire qu'il eût disloqué le système si solidement bâti par Tertullien? Ce serait admettre l'in vraisemblable.

IV.

Nous sommes arrivés enfin au bout de notre étude, car après Tertullien la calomnie disparaît peu à peu, si bien que vers le milieu du III^e siècle, il n'en reste presque plus rien. La preuve s'en trouve d'abord dans le silence qui se fait après tant de protestations énergiques des auteurs chrétiens, grecs et latins, du II^e siècle. Nous en avons un témoignage formel dans Origène, qui, réfutant un philosophe païen du II^e siècle, entre 246 et 248, ne rappelle les fameuses calomnies que par comparaison. Il vient de dire que Celse, combattant l'idée que les chrétiens se font de Dieu, avait essayé de la faire paraître odieuse, afin d'exciter la haine des ignorants contre la religion nouvelle. Et c'est alors qu'il continue : « Il me paraît avoir fait comme les juifs, qui, à l'époque où la doctrine chrétienne commençait à être enseignée, répandirent le faux bruit que les chrétiens immo-

(1) Tantôt le traité *Ad nationes* est d'accord avec Minucius Félix, tantôt il présente déjà la version définitive de l'*Apologétique*; voy. *Ad. nat.*, I, 2 (p. 61, l. 16, 19, 22); 7-8 (p. 68, l. 11 ss., 18 ss.; p. 70, l. 1 ss., 13, 25 ss.); 15 (p. 85, l. 3, 14, 19, 25 ss.; p. 86, l. 3 ss.).

laient un enfant, se partageaient ses chairs, qu'ils éteignaient les lumières pour accomplir l'œuvre des ténèbres, et pour s'unir au hasard ». Et il ajoute : « Cette calomnie fut admise alors par un grand nombre de ceux qui étaient étrangers à la doctrine chrétienne et qui se persuadèrent que les chrétiens étaient tels ; jusque maintenant elle trompe encore certaines gens, au point qu'ils ne veulent pas entrer en conversation avec les chrétiens » ⁽¹⁾.

Le temps finit par avoir raison du mensonge : *Bene autem quod omnia tempus revelat*, disait déjà Tertullien ⁽²⁾. A mesure que le nombre des chrétiens grandissait et qu'on pouvait mieux connaître leur doctrine et leur culte, la fausseté de ces stupides rumeurs éclatait aux yeux.

Plus tard, on n'en parle plus que comme d'une chose depuis longtemps passée ; les « préventions scélérates contre les chrétiens », comme disait Tertullien, se sont évanouies ⁽³⁾.

Eusèbe de Césarée (265-340), qui écrivit les premiers livres de son *Histoire ecclésiastique* peu après l'édit de Milan (313), parlant de certains hérésiarques du temps d'Hadrien (117-138), dit que leur vie déréglée fit croire aux calomnies répandues alors contre les chrétiens ⁽⁴⁾. « Mais, ajoute-t-il, la diffamation n'eut pas longue durée ; la vérité se fit jour et sa lumière éclata aux yeux. » Nous avons vu qu'il fallut au moins un siècle encore.

Vers l'an 450, Salvien écrivit son livre intitulé *De gubernatione Dei*. Dans un chapitre où il fulmine, avec sa véhémence habituelle, contre les chrétiens de son temps qui déshonorent leur nom de chrétien, il rappelle les calomnies que suscitaient

(1) ORIGÈNE, Κατὰ Κέλσου, VI, 27 : καὶ νῦν ἐπὶ ἀπαρχῇ τωνας. Ci-dessus, p. 9.

(2) *Apolog.*, VII, 43.

(3) *De cultu fem.*, II, 4 : *infidelis (maritus) contra etiam suspectam habet (sc. uxoris formam), vel ex illa scelerata in nos opinione gentilium.*

(4) EUSEBE, *Hist. eccl.*, IV, 7, 11 : Ταύτη, δ'οὖν ἐπὶ πλείστον συνέβαιναν τὴν περὶ ἡμῶν παρὰ τοῖς τότε ἀπίστοις ὑπόνοιαν δυσσεβῆ καὶ ἀτοπωτάτην διαδόσθαι, ὥς δὲ ἀθεμίτοις πρὸς μητέρας καὶ ἀδελφάς μίσησιν ἡνοσίχαις τε τροφαῖς χρωμένων.

autrefois des chrétiens indignes de ce nom ⁽¹⁾. « Ce qui prouve l'opinion perverse et abominable que les païens se faisaient des sacrifices du Seigneur, ce sont les sanglantes poursuites des féroces persécuteurs, qui ne voyaient dans les sacrifices chrétiens que choses impures et horribles. En effet, ils croyaient que l'initiation même à notre religion avait pour point de départ deux grands crimes ⁽²⁾, d'abord l'homicide, puis, ce qui est plus grave encore, l'inceste; et non seulement l'homicide et l'inceste, mais ce qui est plus criminel encore que l'inceste et l'homicide : l'inceste en la personne des mères sacro-saintes et l'homicide en la personne de petits innocents, qu'ils croyaient

(1) SALVIEN, *De gub. Dei*, IV, 85 (éd. F. PAULY). Il semble que certaines sectes hérétiques contribuaient à entretenir les calomnies par leurs mœurs déréglées. Parlant des Marcionites, S. Justin (*I Apol.*, 26, 7) dit : « Commettent-ils toutes ces infamies qu'on raconte (des chrétiens), ces extinctions de lumières, ces promiscuités, ces repas de chair humaine? Nous l'ignorons. Ce que nous savons, c'est qu'ils ne sont pas poursuivis, eux, ni mis à mort par vous, du moins à cause de leurs croyances ». On vient de voir qu'Eusèbe, parlant de certains gnostiques du temps d'Hadrien, dit que leur immoralité fit croire aux calomnies répandues contre les chrétiens. Tertullien lui-même, devenu montaniste, se répand en injures contre ceux qu'il appelle les Psychiques (ce sont les catholiques) et accuse leurs agapes d'intempérance; il va jusqu'à dire : *Sed maioris est agape, quia per hunc adolescentis tui cum sororibus dormiunt* (*De teunio*, 17, p. 296, l. 25, après l'an 213). Dans sa fureur, il reprend donc pour son compte une calomnie contre laquelle il avait vigoureusement défendu tous ses confrères seize ans auparavant. Vers la fin du IV^e siècle, S. Jérôme, argumentant contre les Montanistes, refuse de prendre en considération les vieilles accusations encore colportées contre eux. *Epist.*, XLII, 4 : *Praetermitto scelerata mysteria, quae dicuntur de lactante puero et de victuro martyre confarrata. Malo iniqua non credere; sit falsum omne quod sanguinis est.* Salvien, après avoir rappelé les calomnies d'autrefois, en donne cette explication : *Et hoc cur ita? cur utique nisi ob illos, qui christiani esse dicuntur et non sunt, qui per flagitia ac turpitudines suas nomen religionis infamant...* (*De gub. Dei*, IV, 86.) Ces « hommes, qui portent le titre de chrétiens et qui ne le sont pas », ne furent pas la cause de ces calomnies, car elles remontaient plus haut; mais ils purent contribuer à les entretenir et à les faire paraître vraisemblables. S. Justin disait : « Ces accusations ne nous atteignent pas, puisque nous sommes innocents de ces crimes; elles retombent plutôt sur les auteurs de ces infamies et de ces crimes (*I Apol.*, 27, 5) ».

(2) SALVIEN : *si quidem etiam initia nostrae religionis nonnisi a duobus maximis fucinatoribus oriri arbitrabantur.* Il semble que *initia* ne désigne pas les origines du christianisme, mais l'initiation au christianisme.

non seulement immolés, mais, ce qui est plus abominable, dévorés par les chrétiens. Et tout cela, pour apaiser Dieu, comme s'il était un crime qui pût l'offenser davantage; pour expier leurs sacrilèges, comme s'il existait un plus grand sacrilège; pour faire agréer leur sacrifice, comme s'il existait quelque chose de plus horrible aux yeux du Seigneur; pour mériter la vie éternelle, comme s'il valait la peine d'y parvenir par des forfaits si atroces, quand bien même ils pourraient y conduire ! »

Cette page éloquente, où l'on croit parfois entendre comme un écho de Tertullien ⁽²⁾, clôt la série des mentions du crime rituel imputé aux chrétiens.

On peut dire que cette calomnie appartient au II^e siècle, qu'elle caractérise cette époque dans l'histoire du christianisme, et c'est encore une raison d'affirmer que Minucius Félix, qui a cru devoir l'exposer au long et au large et la réfuter avec énergie, a écrit au II^e siècle et non au III^e, et que, par conséquent, il a précédé Tertullien. Et, puisque l'un imite l'autre, c'est Tertullien qui s'inspire de Minucius Félix, qui lui emprunte des idées et des arguments, de même qu'il a constamment puisé dans l'arsenal légué par les apologistes grecs ⁽³⁾.

Faut-il une autre conclusion, plus générale, à cette longue étude? Nous ne le croyons pas. Le lecteur en déduira facilement les conclusions qu'elle suggère au point de vue de l'histoire religieuse et morale.

⁽²⁾ Voy. notre article : *Tertullien et Salvien*, dans les *MÉLANGES CAMILLE DE BORMAN* et dans le *MUSÉE BELGE*, 1920, pp. 39-43.

⁽³⁾ Nous avons déjà fait remarquer ailleurs que Minucius Félix ignore encore certaines des accusations qui deviennent courantes avec Tertullien et pendant le III^e siècle. Tel est le reproche fait aux chrétiens d'être cause de tous les malheurs qui s'abattirent sur l'Empire. Voy. notre *Étude sur le Codex Fuldensis de Tertullien*. (BIBL. DE LA FAC. DE PHIL. ET LETTRES DE L'UNIV. DE LIÈGE, fasc. 21, p. 346.)

Les crises économiques et la concentration industrielle,

par MAURICE ANSIAUX, correspondant de la Classe.

Le seul nom de crise éveille chez nos contemporains un sentiment de douloureuse incertitude. La crise a tout le prestige d'un mystère redoutable. Cependant, elle n'est rien moins qu'un phénomène nouveau. Telle a été depuis plus d'un siècle la fréquence de ses apparitions que la grande majorité des économistes croit fermement à son retour périodique. Du moins ne peut-on mettre en doute qu'il existe une tendance constante à l'alternance rythmique de la hausse et de la baisse, de la prospérité et de la gêne, de la suractivité et de la stagnation. Plus exactement encore, cette alternance semble bien être le mode caractéristique de développement et de croissance des sociétés actuelles. Pour étendre la production, accumuler l'épargne, créer l'outillage, elles adoptent une allure hâtive, fébrile parfois; elles s'abandonnent à un optimisme sans mesure et, comme on l'a dit, à un enthousiasme infectieux. De cette précipitation inconsidérée, l'inévitable rançon est sinon un recul, du moins l'arrêt ou le ralentissement de l'activité. Le changement soudain survenu dans la marche des affaires s'accompagne de pertes et de souffrances individuelles; il engendre un découragement général plus ou moins profond. La réaction est excessive, elle aussi.

Il y a des crises fréquentes ou, suivant l'expression favorite de certains économistes, des mouvements cycliques depuis le milieu du XVIII^e siècle environ. C'est chose d'autant plus surprenante que le monde économique a subi, entre 1773 et 1925, des transformations radicales de structure. Révolution — le mot n'a rien d'exagéré — dans les méthodes techniques de la production; unification des marchés les plus éloignés réalisée

par les progrès extraordinaires des transports et des communications; rénovation du droit économique; essor immense du capital; puissance grandissante des entreprises industrielles, commerciales et financières.

Que la crise ait traversé une période aussi fertile en métamorphoses, qu'elle éclate de nos jours comme en 1793 ou en 1818, ce fait n'est-il pas vraiment remarquable? Et ne permet-il pas d'écarter toutes les explications qui lui assignaient des causes aujourd'hui disparues ou qui prétendraient la rattacher à des circonstances nouvelles?

Ce qui est vrai, c'est que la physionomie de la crise s'est profondément altérée depuis l'époque de ses premières manifestations. Il ne pouvait en être autrement. Elle devait, de toute nécessité, refléter l'influence des changements du milieu économique. C'est ainsi surtout qu'elle n'est plus comme autrefois essentiellement commerciale. Le développement considérable des immobilisations, les proportions énormes qu'a prises l'outillage des mines et des usines lui ont donné un caractère principalement industriel. La concentration des entreprises a entraîné une autre conséquence qui modifie singulièrement l'aspect extérieur du phénomène. Elle en a atténué sinon supprimé tout à fait les manifestations sensationnelles et parfois tragiques. C'est que les grandes compagnies d'aujourd'hui résistent mieux aux secousses du marché que les multiples mais petites entreprises privées de jadis. En 1825, il y eut une avalanche de faillites. Nombre de banquiers de la province anglaise, qui avaient le droit d'émettre des billets, se trouvèrent, au grand dam des porteurs, dans l'impossibilité de les rembourser. Comme un cyclone, la crise semait alors les ruines sur son passage. A présent, elle prend très vite la forme pénible et persistante, mais moins dramatique, somme toute, d'une dépression. En revanche, elle s'est de plus en plus internationalisée.

Si la crise a évolué, comme l'organisation, comme la vie, comme le milieu tout entier, elle n'a pas cessé de se manifester

à d'assez fréquentes reprises et elle a conservé certains traits essentiels. S'il en est ainsi, c'est que n'a cessé d'exister et d'agir ce que l'on peut regarder comme sa cause fondamentale.

Que la crise soit imputable à un défaut d'organisation inhérent par nature au régime de liberté économique, — liberté qui était déjà très développée dans le commerce au XVIII^e siècle, — c'est une affirmation banale et d'ailleurs assez imprécise. Mais la question prend, avec plus de netteté, un intérêt plus vif et plus actuel lorsqu'on se demande si la crise survivra aux efforts croissants d'organisation qu'implique la concentration des entreprises, particulièrement dans l'industrie. Est-il permis d'affirmer que ceci tuera cela? Vous saisirez sans peine toute l'importance qui s'attache à la question ainsi posée. Mais avant d'exposer ce qui nous paraît en être la solution, il convient de préciser la notion même de concentration industrielle.

Largement entendue, la concentration industrielle, c'est le fait que dans l'organisation de l'industrie, la prépondérance a passé aux grands établissements occupant plusieurs milliers d'ouvriers, possédant des capitaux considérables, ayant un outillage puissant, disposant de forces motrices qui représentent un chiffre impressionnant de chevaux-vapeur. Hâtons-nous d'ajouter que la concentration ne règne pas dans tous les compartiments et à tous les stades de la production industrielle. La mainmise du grand capital est solidement établie sur les phases préparatoires de cette production : extraction du combustible et des matières brutes minérales; traitement initial de celles-ci, notamment dans la métallurgie et la fabrication des produits chimiques; première élaboration de matières d'origine animale ou végétale comme les fibres textiles; à quoi pourrait s'ajouter l'industrie des transports en grand, terrestres ou maritimes et quelques autres branches encore, comme la raffinerie de sucre. Plus on avance dans la voie de la transformation, plus on s'approche du finissage et plus se diversifient les produits dérivés de quelques grandes matières premières, plus aussi se main-

tiennent les moyennes et les petites entreprises échappant à l'emprise du grand capital.

Si puissante, si avancée que soit la concentration de l'industrie, elle n'occupe et n'organise encore qu'une partie de son domaine. L'eût-elle même complètement assujetti et discipliné, que le commerce, et en particulier le commerce extérieur, serait soustrait à son empire et resterait ouvert à une multiplicité d'entreprises concurrentes.

L'organisation économique demeure donc imparfaite, d'autant plus que là même où règne la concentration, toute concurrence n'est point exclue en fait et que souvent de puissants établissements similaires continuent à se regarder non comme associés, mais comme rivaux.

Organisation imparfaite : cette expression ne doit pas nécessairement être entendue dans un sens critique ou péjoratif. Nous nous écarterions de notre sujet si nous examinions aujourd'hui les avantages ou les inconvénients de la concentration autres que ceux qui se rapportent à la solution du problème des crises. Pour la même raison, il n'y a pas lieu de nous demander en ce moment si la concentration étant parachevée, il conviendrait de respecter le monopole privé extrêmement puissant qui en serait la suprême expression ou s'il n'importerait pas d'en exproprier les détenteurs au profit de la nation tout entière.

Tout ce qui nous intéresse à présent, c'est de constater le fait qu'une concentration incomplète laisse subsister la possibilité des crises. Et alors deux questions se posent : pourquoi et dans quelle mesure en est-il ainsi ? Y a-t-il chance que la concentration achève son œuvre ? Quelles sont les perspectives d'avenir prochain et, si d'ailleurs la concentration englobait quelque jour toute l'industrie et tout le commerce, les crises seraient-elles définitivement conjurées ?

Et d'abord la coexistence des mouvements cycliques avec une concentration partielle s'explique par le fait qu'aujourd'hui

comme naguère, les producteurs des matières premières ne sont point en rapports directs, il s'en faut, avec les consommateurs des produits finis. Entre les uns et les autres se sont insérés de plus ou moins nombreux intermédiaires : commerçants en gros, transformateurs industriels, détaillants. Sur le commerce de gros s'est greffée la spéculation, du moins lorsque ce commerce traite certains articles importants et relativement uniformes, susceptibles par conséquent d'alimenter des transactions boursières. Il faut ajouter que le grossiste lui-même peut reparaitre à plusieurs stades successifs de l'élaboration des produits et de leur acheminement vers la consommation. C'est ainsi qu'il y a des négociants en laines brutes, d'autres qui traitent les filés de laine, d'autres les tissus, et ainsi de suite.

Ces multiples intermédiaires n'ayant été éliminés par la concentration que dans une mesure assez restreinte, on conçoit que leur intervention, qui n'a point changé de caractère, ait conservé une grande et même décisive influence.

Précisons-la maintenant. Au début d'un essor se manifeste une tendance à la hausse. Tendance qui peut avoir des origines accidentelles, mais peut aussi provenir simplement du fait que les approvisionnements de l'industrie transformatrice ou du commerce diminuent. C'est l'indice d'une consommation qui se développe ou la conséquence d'un ralentissement exagéré de la production dont l'explication sera donnée tout à l'heure. Dès que les intermédiaires s'aperçoivent que les stocks se réduisent, dès qu'ils acquièrent la conviction que le fait n'est pas de nature passagère, ils se mettent en mesure d'augmenter leurs achats pour ne pas être pris de court. Ils spéculent à la hausse ou, pour mieux dire, ils se prémunissent contre le renchérissement des matières qu'ils travaillent ou qui sont l'objet de leur trafic. Si la perspective du relèvement des prix n'est pas limitée à un article unique, une phase d'activité générale s'ouvre. Les matières brutes qui étaient emmagasinées chez leurs producteurs respectifs se mettent en mouvement, passent chez les grossistes et les fabri-

cants. Les producteurs primaires, débarrassés de leurs stocks, augmentent la production. Et lorsque l'élan est donné et fortifié par toutes les répercussions d'une première poussée de hausse sur le volume de la demande globale, c'est l'outillage même de l'industrie dont l'extension est hardiment entreprise et vivement poussée. Mais la rapidité du mouvement se traduit par une élévation des frais de production qui va s'aggravant au fur et à mesure que la marche en avant se précipite.

Elle ne se poursuivra pas indéfiniment. Lorsque les prix atteignent un niveau très élevé, surtout pour les articles travaillés par la spéculation et particulièrement les charbons, les fontes, les cotons, les laines, les intermédiaires qui surveillent, d'autre part, le développement de la puissance productive des usines ou, ce qui revient au même, de l'importation étrangère ⁽¹⁾, se rendent compte que la consommation ne pourra continuer à absorber une production grandissante à des prix sans cesse croissants. Ils estiment que bientôt l'équilibre des offres et des demandes ne pourra plus s'établir qu'à des prix en recul. Mais alors il ne faut plus acheter. Tout achat nouveau occasionnerait une perte certaine. Ainsi, dès que la baisse est en vue, les intermédiaires l'anticipent. Ils arrêtent aussitôt leurs commandes, mais par le fait même, ils coupent court à la prospérité.

Sans doute, ce coup de frein ne serait pas nécessaire si la production avait été en mesure de s'étendre et de s'adapter à une consommation élargie sans relèvement très important du niveau des prix. Mais les prix haussent très fort, d'abord parce que les producteurs veulent profiter de la bonne aubaine que représente

(1) En 1825, la hausse du coton à Liverpool détermina des importations considérables. L'Égypte seule en expédia pour 20 millions de livres sterling. Dans ces conditions, la filature devait limiter ses achats de coton à ses besoins immédiats. Il n'en alla pas autrement des épices, du sucre (de canne), du tabac, du café, des métaux, des autres fibres textiles. (Voy. TOOKE, *History of Prices*, tome II, Londres, 1838, pp. 154-155.)

pour eux une demande accrue, un peu plus tard parce que leurs frais d'exploitation sont devenus plus lourds. C'est pourquoi des économistes de grande valeur, comme Lescure et Mitchell, ont attribué les crises à la hausse du coût de production. Il ne faut cependant pas méconnaître le fait, signalé depuis longtemps par Tooke, que la contraction de la demande des intermédiaires a sa part incontestable de responsabilité dans la catastrophe.

La limitation des achats des intermédiaires qui a provoqué la crise subsiste après qu'elle a eu lieu. Elle ne cesse même de s'accroître, de se généraliser. Aussi longtemps qu'ils prévoient la continuation de la baisse, le magasin et la fabrique achètent au jour le jour, de façon à satisfaire les besoins immédiats de leur clientèle, mais rien de plus. En l'absence d'un événement favorable, comme l'ouverture d'un nouveau marché, la chute des prix peut être profonde et se prolonger pendant quelques années. A plus forte raison, la dépression est-elle opiniâtre lorsqu'une circonstance aggravante vient assombrir la situation. Telle a été, de 1870 à 1886, la diminution de la production de l'or, dont les effets se sont fait sentir entre 1878 et 1893 environ.

Il se conçoit très bien que les intermédiaires fassent preuve d'une extrême circonspection chaque fois que les pronostics sont peu favorables à la hausse des prix. Les approvisionnements qu'ils constitueraient en prévision de la consommation future se déprécieraient infailliblement entre leurs mains. Et à supposer que les prix des produits achevés ou vendus aux détaillants ne baissent pas dans la même proportion que ceux des matières premières ou des produits achetés par les grossistes, les intermédiaires sont quand même préoccupés d'acheter le moins cher possible, afin d'augmenter le taux de leurs bénéfices. Les calculs de ce genre sont constants, même en dehors des périodes de dépression proprement dites. On les faisait en 1826 ou 1827; on les fait encore aujourd'hui. C'est ainsi

qu'à la Bourse industrielle de Bruxelles du mercredi 15 octobre 1924 un chroniqueur fait la constatation suivante : « Dans le courant de la séance, aucune amélioration n'est à enregistrer. On a cependant l'impression que de nombreux ordres existent, mais sont retenus à cause de l'effrètement des cotations... ⁽¹⁾ » C'est un exemple entre mille. Cette politique abstentionniste persistera jusqu'à ce qu'on ait touché le fond de la baisse, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'exagération de cette baisse soit devenue manifeste. Et alors le cycle pourra recommencer.

Il est évident que la hausse ou la baisse doivent leur ampleur, sinon leur origine, à la stratégie intéressée des intermédiaires. Le mouvement caractéristique de balancier que trahit la cote des matières premières et des produits demi-ouvrés est dû, en grande partie au moins, à l'alternance de l'empressement et de la retenue dans les achats des transformateurs et des commerçants en gros. Et il est certain que sans les outrances de la hausse, la réaction n'aurait point lieu. Sans aucun doute, dans les cycles actuels, il y a bien autre chose que cela. Il y a, durant l'essor, tout l'énorme développement de l'outillage, l'imposante immobilisation des capitaux fixes dans les industries primaires, comme l'exploitation minière, la sidérurgie, les chemins de fer, l'électrotechnie. Mais c'est une erreur de placer ce phénomène au centre de l'explication de la crise. C'est l'augmentation des prix qui met en branle cette expansion à la fois gigantesque et précipitée des installations de la grande industrie et des transports.

On pourrait nous objecter aussi que la demande de la consommation grandit naturellement d'année en année avec les revenus du capital qui s'accroît par l'épargne et du travail qui s'accroît par l'excédent de la natalité sur la mortalité. Ce fait est parfaitement exact, mais il est impliqué dans l'exposé qui précède. Une anticipation régulière de l'augmentation moyenne

(1) Voir l'*Écho de la Bourse* du 16 octobre 1924.

des produits comporterait une extension d'outillage modérée et continue. Ainsi seraient évités les à-coups regrettables qui marquent notre développement économique depuis plus d'un siècle.

En limitant le champ de la concurrence, la concentration n'a-t-elle pas apporté d'ores et déjà quelque changement à ce rythme d'évolution? Et le mouvement économique ne tend-il pas à prendre une allure plus régulière?

Certains faits le donnent à penser. Du nombre est la tactique de ces syndicats de producteurs qui s'appliquent à modérer la hausse des prix dans les périodes d'essor, afin de ne pas surexciter la concurrence et d'éviter la surproduction. Cette tactique ne saurait être couronnée d'un plein succès, parce que les syndicats n'ont jamais la maîtrise absolue de l'industrie et qu'ils ne peuvent empêcher personne d'user de la liberté de leur faire concurrence. Les producteurs non engagés dans les liens syndicaux ont toute licence de pousser la hausse à l'extrême et de compromettre l'action modératrice de la politique du syndicat. Les membres de celui-ci eux-mêmes accroissent parfois leur outillage avec exagération, dans le dessein de se faire attribuer un contingent plus important dans la production globale de l'association lors du renouvellement du contrat qui l'a établie.

Plus efficace peut-être est l'action de certains trusts ou kartells qui entreprennent d'enrayer la baisse exagérée des prix au cours de la dépression. Nous venons de voir que, pendant cette phase du cycle, les intermédiaires n'achètent plus qu'au jour le jour et laissent ainsi s'épuiser par degrés leurs approvisionnements. De là procède l'excès de la baisse. Afin de prévenir cet excès, il suffira qu'un organisme puissant, représentant ou groupant de 70 à 80 p. c. de la capacité productive de l'industrie intéressée, décide de ne plus vendre au-dessous d'un certain prix. Du coup, les offres vont se raréfier sur le marché et la baisse prendra fin. Manœuvre salubre, mais plus difficile à exécuter qu'on ne

l'imaginerait au premier abord. En effet, il ne faut pas arrêter la baisse trop tôt, alors qu'elle n'est encore qu'une réaction nécessaire contre une hausse démesurée. La baisse ne doit point être enrayée avant le rétablissement de l'état normal, qui consiste dans une relation convenable entre le prix de vente et le prix de revient. Sous cette réserve, la méthode est vraiment recommandable. En voici un exemple récent emprunté à la sidérurgie française et rapporté par le *Moniteur des Intérêts matériels* : « Le marché de la sidérurgie est satisfaisant, la situation est nettement plus ferme. L'entente entre les producteurs a galvanisé le marché, les acheteurs se rendent compte qu'ils ne pourront plus arracher, de droite ou de gauche, des concessions plus ou moins importantes ⁽¹⁾. »

Enfin et surtout, l'intégration nous apparaît comme un moyen remarquablement efficace de stabiliser les marchés et les prix. On a observé que plus un produit s'avance dans la voie de l'achèvement, plus la demande en est stable, plus la valeur en est immunisée contre les influences spéculatives qui seraient de nature à l'exalter ou à la déprimer. Les innombrables produits finis à base d'acier, de laine, de coton et ajoutons de combustible ont des prix incomparablement moins mobiles que ceux des matières premières ou auxiliaires dont ils sont issus. D'un côté, les grandes houles de l'océan; de l'autre, le cours paisible d'une rivière à pente douce. Or, l'intégration a précisément pour objet de faire franchir à l'industrie la zone des tempêtes. Une entreprise métallurgique qui s'est annexée un atelier mécanique se soustrait par le fait même à l'instabilité des prix des fontes et des aciers. De même, le peignage qui crée un atelier de bonneterie, l'usine électrotechnique qui, par des participations financières, s'assure la clientèle constante d'entreprises de tramways se mettent en contact avec les consommateurs ou du moins s'en rapprochent assez pour bénéficier largement de

(1) N° 84 25 mars 1925), p. 1405.

l'influence stabilisatrice qu'exerce sur les prix la régularité, au moins relative, de la consommation. Les entreprises placées à mi-chemin peuvent intégrer dans les deux sens ; c'est ainsi que les hauts fourneaux évitent les variations du prix des fines à coke par l'annexion de charbonnages produisant cette catégorie de combustible. Les charbonnages ainsi annexés en tirent profit. Ils perdent, il est vrai, la chance de vendre très cher ; mais ils échappent aussi à l'aléa d'une baisse ruineuse. D'une façon générale, l'entreprise, de spéculative qu'elle était, devient purement productrice.

Il y a plus encore : l'intégration peut prendre son point de départ non seulement dans les industries primaires, mais dans le finissage ou même dans le commerce de détail. Le grand magasin et la société coopérative de consommation pratiquent sur une certaine échelle cette intégration remontante. Tel magasin d'alimentation possède ses propres vignobles et fait lui-même le vin qu'il débite à ses clients. Les coopératives anglaises, organisées en fédération de gros, exploitent des fabriques, des plantations de thé dans l'île de Ceylan, achètent directement les grains aux États-Unis, éliminant ainsi exportateur américain et importateur britannique. Les exploitations de chemins de fer possèdent des ateliers de réparation ; on concevrait qu'elles eussent des charbonnages et des ateliers de construction.

Allons plus loin : il n'est pas interdit d'imaginer que les deux mouvements d'intégration, celui qui procède des premières phases de la production et celui qui part du commerce de détail, viennent à se rencontrer. Il n'est pas certain qu'il en soit ainsi, car les branches de production où se déploient l'un et l'autre ne sont pas toujours les mêmes. Telles l'intégration commerciale de l'alimentation et l'intégration industrielle de la métallurgie et de la construction mécanique. Il y a cependant des domaines qui leur sont communs, comme celui, très important, des textiles.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas absurde de supposer que la rencontre des deux tendances, orientées en sens opposé, à l'intégration des entreprises ait lieu quelque jour. Cette rencontre sera-t-elle pacifique ou génératrice de conflits? Nul ne pourrait le dire. On peut admettre cependant qu'après un premier heurt un accord vienne à s'établir. Les choses se passent si souvent ainsi dans le monde économique! Or, ce qui est intéressant, c'est la portée possible d'une entente intervenant entre les deux courants inverses de concentration industrielle et commerciale. Les forcés en présence se balancent-elles, la transaction peut être équitable et, partant, susceptible de durer. Voilà donc les prix stabilisés pour plusieurs années et cela sur des bases normales. Le capital est assuré d'un revenu rémunérateur, mais sans perspective d'augmentation indéfinie. Dans cette situation, l'imagination des spéculateurs et des lanceurs d'affaires ne trouvera nul aliment. En effet, les débouchés, pour tout un temps, sont bloqués. Certes, la consommation ne restera pas absolument stationnaire, puisque les revenus augmentent d'année en année avec l'épargne et la population. Mais la progression parallèle, bien régularisée de la production et de la consommation, rendrait impossibles les écarts désordonnés des cours et leurs soudaines volte-face. Par une vaste manœuvre d'enveloppement, la concentration étoufferait tous les éléments de désordre économique et remporterait une victoire définitive.

Que de telles perspectives soient prématurées, nous ne ferons nulle difficulté d'en convenir. Il faut reconnaître d'abord l'existence d'une foule de petits obstacles que l'intégration ne réussira peut-être pas toujours à surmonter. Ainsi, l'union d'une filature et d'une fabrique de tissus de fantaisie n'est pas possible ou du moins pas intéressante. Le tissage n'aurait l'emploi que d'une fraction insuffisante de la production de la filature; en revanche, la variété de fils dont il a besoin l'obligerait à s'approvisionner dans une série d'autres établissements. Les caprices de la mode sont aussi de nature à empêcher les accords de longue durée : la

demande est trop inconstante. Tantôt elle favorise la dentelle ou la passementerie, tantôt certaines qualités de tissus de soie ou de laine, tantôt certaines autres. Le consommateur se laisse manœuvrer avec une docilité sans égale; ses achats changent sans cesse d'objet, rendant ainsi toute régularisation impossible.

Mais il y a un écueil bien plus grave à la conjonction de l'intégration remontante et de l'intégration descendante : c'est le caractère international de la production et des débouchés. Dans l'état actuel des techniques, des besoins, des coûts comparatifs de production, il est très fréquent que les opérations successives de la culture ou de l'extraction minière, de l'industrie et du commerce n'aient point leur siège unique au sein d'un seul État ou même d'un seul continent. Faut-il rappeler les longs voyages que font les fibres textiles avant de parvenir transformées en vêtements, tentures, objets divers entre les mains de l'acheteur définitif? Est-ce que ces rouliers des mers que sont les Anglais ne transportent pas leurs houilles jusqu'au bout du monde? Les plus délicates créations des artistes de la mode n'essaient-elles pas de Paris vers les Amériques? Enfin, le pain que nous mangeons n'est-il pas fait, la plupart du temps, de froment exotique? Comment sur ce vaste champ de l'échange international jeter le réseau de l'intégration industrielle et commerciale? L'intégration peut-elle franchir les immenses espaces maritimes et se jouer des frontières politiques? La tâche paraît surhumaine et la solution a une saveur d'utopie.

Il n'y a cependant pas ici d'impossibilité absolue. Le coton, que nous citons tout à l'heure, nous fournit précisément un exemple à méditer. Depuis longtemps déjà l'industrie cotonnière anglaise se préoccupe d'assurer la continuité de ses approvisionnements en coton brut. C'est qu'elle redoute, et non sans raison, que l'industrie américaine, sa rivale, dont les progrès sont rapides, ne finisse par accaparer toute la récolte de la Louisiane et des États voisins. Aussi s'est-elle appliquée avec persévérance à introduire et à développer la culture du cotonnier

dans les colonies anglaises. Entreprise incontestablement difficile et de longue haleine. Elle requiert de nombreux techniciens et de grands capitaux ; il faudra faire l'éducation des indigènes ; les risques sont considérables ⁽¹⁾. Mais pas d'obstacle absolu, surtout pour un peuple persévérant. Escomptons un instant le succès de cette tentative et voilà l'intégration « qui franchit les immenses espaces maritimes ». D'autre part, les Anglais ont entrepris de faire des plantations cotonnières aux Etats-Unis, dans le Texas. Cette fois l'intégration « se joue des frontières politiques ».

Après le coton, la métallurgie. Les établissements sidérurgiques belges possèdent des gisements importants de minerai de fer dans le grand-duché de Luxembourg. Le Creusot a pris un intérêt dans tel de nos charbonnages limbourgeois. Les usines à zinc s'assurent, par des annexions lointaines ou des contrats à l'étranger, leurs sources d'approvisionnement.

Ce ne sont là, sans nul doute, que des commencements. Et l'œuvre pourra se développer de plus en plus, pour peu que règnent la paix et la liberté industrielle et commerciale, liberté pour les étrangers comme pour les nationaux. Certes, on aperçoit bien dans les extensions possibles de la concentration vers l'extérieur un certain péril impérialiste. Il est donc vraisemblable qu'ici aussi elle se heurte à certaines barrières que dresserait contre elle le nationalisme. On ne voit cependant pas pourquoi ne pourraient s'établir des accords sur des bases égalitaires qui sauvegarderaient l'indépendance respective des parties.

Toujours est-il que la réalité présente est encore très loin d'un pareil épanouissement de la concentration. Les résultats actuels sont donc incomplets. S'ils ne sont certes point négligeables, ils sont encore assez peu apparents et n'ont pas supprimé jusqu'ici les mouvements cycliques. Aussi, tout en observant avec

(1) Cf. MORTARA, *Prospettive economiche*, 1923. (Città di Castello, p. 142.)

un intérêt tout particulier les répercussions des progrès de la concentration sur le rythme de la vie économique, on ne peut s'abstenir de se mettre en quête d'un remède moins radical peut-être, mais plus rapide, au mal dont nous souffrons. Le mal, car l'alternance de la hausse et de la baisse occasionne de graves déperditions de forces économiques. Antiéconomique la production fiévreuse, mal conduite des périodes de suractivité. Antiéconomique également la dépression qui comporte des restrictions de production, des abandons d'outillage, du chômage, des dépenses d'assistance. Antiéconomique le rôle démesuré des chances bonnes ou mauvaises dont les mouvements cycliques sont la constante occasion.

Ce remède, tout un groupe d'économistes l'aperçoit aujourd'hui dans l'action régulatrice de la politique d'escompte des banques centrales. Il était impossible de ne point faire allusion à une proposition de cette importance. Mais ce serait sortir de notre cadre d'en entreprendre aujourd'hui l'examen. Disons seulement en terminant qu'il y a une différence essentielle entre une intervention toujours délicate sur le marché du crédit et uniquement destinée à refréner les excès de la demande industrielle, commerciale ou spéculative, et l'établissement d'une chaîne d'union entre tous les éléments successifs d'une même production rendant définitivement impossible l'intrusion perturbatrice des intermédiaires.

PROCLAMATION.

Concours annuel de 1925.

I. — SECTION D'HISTOIRE ET DES LETTRES.

DEUXIÈME QUESTION : *On demande une étude sur l'établissement de la Compagnie de Jésus en Belgique et sur ses développements jusqu'à la fin du règne d'Albert et Isabelle.*

Le prix de *quinze cents* francs est décerné au R. P. Alfred Poncelet, S.-J., à Bruxelles.

II. — SECTION DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES.

PREMIÈRE QUESTION : *On demande une étude sur la condition des classes agricoles au XIX^e siècle dans une région de la Belgique, à l'exclusion de la Campine, de la Hesbaye, de l'Ardenne, du Hageland, du Condroz, du Pays de Waes et de la Lorraine belge.*

Le prix de *quinze cents* francs est attribué à M. Louis Verhulst, directeur au Ministère des Finances, à Bruxelles, pour son mémoire sur la région Entre-Senne-et-Dendre.

Prix Perpétuels.

PRIX JOSEPH DE KEYN.

(XXIII^e Concours, 1^{re} période : 1923-1924.)

Un prix de *mille* francs est accordé à chacun des ouvrages suivants :

La Pédagogie expérimentale aux Jardins d'Enfants, par M. T. JONCKHEERE, professeur à l'Université libre de Bruxelles.

Exposé méthodique de la Tenue des Livres, traduit sous le titre *Het Boekhouden methodisch aangeleerd*, par J. SOBRY et J. ECKELS, professeurs à l'Athénée royal d'Anvers.

Proclamation.

Nos Enfants, par M. et E. THÉODORE, directrices d'écoles à Liège.

Fondation Henri Pirenne.

Les subventions suivantes sont accordées :

Mille francs à M. Pl. Lefèvre, pour la continuation de ses recherches sur l'Abbaye d'Averbode.

Quinze cents francs à M. F. Favresse, pour l'aider dans ses recherches sur l'Histoire du Brabant au début du XV^e siècle.

Prix du Gouvernement.

PRIX HEUSCHLING.

(8^e période : 1919-1923.)

Par arrêté royal du 15 décembre 1924, le prix de *sept mille* francs est décerné à M. Armand Julin, secrétaire général du Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, pour son ouvrage : *Principes de Statistique théorique et appliquée*.

Nécrologie.

Depuis le 5 mai 1924, la Classe a eu le regret de perdre un *membre titulaire* : GUILLAUME DE GREEF, et

Trois *associés* : PAUL HUVELIN, FRANCESCO FERRARIS, LOUIS HAVET.

Élections.

Ont été élus :

Le 5 mai 1924 : *Associé*, M. J.-L. HEIBERG, à Copenhague.

Le 2 décembre 1924 : *Associé*, M. HENRI CAPITANT, à Paris.

Le 4 mai 1925 :

Membre titulaire : M. le comte HENRY CARTON DE WIART, à Bruxelles.

Associés : M. R. MENÉNDEZ PIDAL, à Madrid.

et M. T. TITTONI, à Rome.

Séance du lundi 8 juin 1925.

M. Eug. Hubert, *vice-directeur*.

Sont présents : MM. le comte Goblet d'Alviella, P. Thomas, Jules Leclercq, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, L. Parmentier, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, G. Cornil, G. Des Marez, L. Leclère, *membres*; J. Cuvelier, Jean Capart, H. Vander Linden, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Waltzing, *directeur*; Cumont, Mahaim, le comte Carton de Wiart, *membres*; Nerinx et Ansiaux, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

MM. Menéndes Pidal, Tittoni et le comte Carton de Wiart remercient l'Académie de les avoir élus respectivement associés et membre titulaire.

M. Sobry remercie l'Académie du prix qu'elle lui a décerné.

L'Union Académique Internationale prie l'Académie de vouloir bien lui faire connaître s'il existe éventuellement, dans des bibliothèques privées de Belgique, des « Grotiana », y compris des poésies et des lettres.

L'American Academy in Rome offre ses *Memoirs* et *Papers and Monographs* en échange du *Bulletin* depuis 1917.

La Bibliothèque de la ville de Reims, partiellement détruite pendant la guerre, demande à recevoir les publications de l'Académie.

L'Institut national Ossolinski (Lwow, Pologne) sollicite l'échange des publications.

M. le comte Cavens adresse à l'Académie une série de ses ouvrages sur Waterloo, sur le canal de Willebroeck et autres documents.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Essai sur Ch. Potvin, par Ch. Conrardy.

La Saga du scalde Egil Skallagrimsson. Histoire poétique d'un Viking scandinave du X^e siècle, traduite par M. Wagner; présenté, avec une note bibliographique, par M. J. Leclercq.

Ἐκ τοῦ Ἑργαστηρίου τῶν Τράλλεων, par G. Oikonomos.

Thèbes. La gloire d'un grand passé, par J. Capart; présenté, avec une note bibliographique, par l'auteur.

Traité de Droit international public, t. I^{er}, deuxième partie, par Paul Fauchille.

Sei anni di politica estera (1903-1909), par T. Tittoni.

Le Jugement de l'histoire sur la responsabilité de la guerre, par le même.

L'Union Économique des Alliés, par le même.

Per la guerra et per la pace, par le même.

Conflitti politici e Riforme costituzionali, par le même.

Durante la Presidenza del Senato, par le même.

Arrigo Beyle (Stendhal), par le même.

I Poteri Finanziari dei due Rami del Parlamento e la Riforma Costituzionale Belga del 1921, par le même.

Tramonti dell' amore. L'Occitanienne di Chateaubriand, par le même.

I documenti diplomatici tedeschi, par le même.

Interlingua, par G. Peano.

Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg, t. VII, par J. Schmitz et N. Nieuwland; présenté, avec une note bibliographique, par dom Ursmer Berlière.

La grande guerre des Corsaires. Dunkerque (1702-1715), par H. Malo.

Les derniers Corsaires. Dunkerque (1715-1815), par le même; présenté, avec une note bibliographique, par M. Pirenne.

On the origin of the Gerund in English, par G.-C. van Langenhove; présenté, avec une note bibliographique, par M. Vercoullie.

FONDATION EN FAVEUR DES ÉTUDES SÉMITIQUES ET MUSULMANES.

L'Académie a reçu en donation, d'une personne désirant rester provisoirement inconnue, un capital représenté par des valeurs mobilières diverses, dont les revenus, après l'extinction de charges constituées par deux rentes viagères, seront employés à encourager les études sémitiques et musulmanes.

L'Académie adopte, pour cette fondation, le règlement suivant :

ARTICLE PREMIER. — Les revenus de la Fondation serviront :

1° A subsidier des recherches entreprises ou projetées, ainsi que des voyages s'y rapportant;

2° A faciliter la publication de travaux originaux.

Recherches, voyages et travaux relatifs à l'un ou à l'autre domaine des études sémitiques et musulmanes.

ART. 2. — La Classe des Lettres de l'Académie désignera chaque année, au mois de février, trois de ses membres pour constituer la Commission qui lui fera des propositions de subvention.

Cette Commission pourra s'adjoindre, quand elle le jugera opportun, d'autres personnes, même étrangères à l'Académie. Les frais de déplacement des membres de la Commission leur seront remboursés par la Fondation.

ART. 3. — Pour être admis au bénéfice des subsides de la Fondation, il faut être de nationalité belge ou française. Les travaux pour l'impression desquels des subventions seront sollicitées devront être rédigés en français.

ART. 4. — Les demandes de subvention doivent être adressées au Secrétaire perpétuel de l'Académie avant le 1^{er} février. Toutefois le choix de la Commission n'est pas limité : elle pourra s'enquérir des personnes, institutions ou travaux qui seraient dignes de subvention.

ART. 5. — Les subventions accordées seront annoncées en séance publique de la Classe des Lettres.

ART. 6. — Les revenus non employés pourront être réservés pour l'exercice suivant, ou bien, si la Commission le juge à propos, ajoutés au capital, avec l'approbation de la Classe.

ART. 7. — Le présent règlement pourra être modifié par la Classe des Lettres, si la proposition lui en est faite par dix de ses membres, ou par la Commission de la Fondation.

UNION ACADÉMIQUE INTERNATIONALE.

MM. Bidez et Pirenne présentent leur rapport sur la VI^e session de l'Union. — Impression dans le *Bulletin*.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

La Saga du scalde Egil Skallagrimsson. Histoire poétique d'un Viking scandinave du X^e siècle. Traduite de l'ancien islandais, précédée d'une introduction, et annotée par F. Wagner, docteur en philologie germanique, professeur à l'Athénée royal de Charleroi.

Au nom de M. Félix Wagner, j'ai l'honneur de présenter à la Classe sa traduction française de la Saga du scalde Egil Skallagrimsson, publiée sous les auspices de la Fondation universitaire de Belgique. L'auteur s'était déjà fait connaître par les précédents travaux que nous avons signalés à l'Académie, notamment par sa traduction du *Livre des Islandais* d'Ari Enn Frodhi, et celles des Sagas de *Gunnlaug Langue de Serpent* et de *Fridthjof le Fort*. L'auteur s'est spécialisé dans l'étude de l'ancien islandais, cette langue d'un abord si difficile et d'une grammaire si compliquée, qui s'est conservée pure dans la grande île du Nord, et que ne comprennent plus les autres peuples scandinaves, dont la langue s'est corrompue au contact des langues germaniques. Il nous offre donc une traduction faite sur le vieux texte islandais. Il expose, dans une magistrale introduction, tout l'intérêt que présente la Saga du scalde Egil par l'art de la composition, l'élévation du langage, l'harmonie de l'ensemble, l'élégance et la pureté du style, l'animation du dialogue, la peinture des caractères, la variété et l'originalité des épisodes, qui font de l'histoire d'Egil une des plus belles compositions que nous ait léguées le moyen âge scandinave, une œuvre grandiose du plus vif intérêt au point de vue de

l'histoire littéraire. Cette saga a été écrite dans la première moitié du XIII^e siècle par un maître anonyme dont la plume a su coordonner et grouper des éléments divers suivant les règles d'une rigoureuse logique et d'après un plan qui porte l'empreinte d'un écrivain de haute culture, à la fois poète et historien. Si la saga procède plutôt de l'épopée que de l'histoire, il n'en reste pas moins qu'elle a une grande importance historique par ses renseignements sur la vie politique, sociale et familiale des anciens Scandinaves et sur tout ce qui touche cette époque troublée du IX^e et du X^e siècle, où se passent les événements que relate la saga, mise par écrit trois siècles plus tard, à l'époque de l'introduction de l'écriture en Islande.

Cette saga complète heureusement les données souvent vagues que nous fournissent le *Landnamabók* et le *Heimskringla*. Elle jette aussi une vive lumière sur l'état de la Norvège au temps du roi Harald, qui unifia le royaume, et sur les rapports de la Norvège avec les autres pays du Nord.

L'auteur a suivi le texte original d'après l'édition parue dans la Saga-Bibliothek de Max Niemeyer, par Finnur Fónssón. Il a voulu une traduction aussi littérale que possible, s'efforçant de rendre le texte dans toute sa simplicité. Et il a fait ainsi une œuvre de vulgarisateur qui fait honneur aux lettres belges.

JULES LECLERCQ.

Thèbes. La gloire d'un grand passé.

J'ai l'honneur de remettre à l'Académie la première publication de la Fondation Égyptologique Reine Élisabeth. Elle est intitulée : *Thèbes. La gloire d'un grand passé.*

Le but de cet ouvrage, vendu au bénéfice de la Fondation, est d'expliquer l'importance générale, dans l'histoire de la civilisation humaine, des ruines d'une des anciennes capitales des Pharaons. C'est donc moins un ouvrage de recherches spéciales

qu'une synthèse de tous les travaux publiés sur Thèbes, complétée par mes impressions et observations personnelles.

Depuis vingt ans, j'avais formé le projet d'écrire cet ouvrage et je n'ai pas cessé d'y penser pendant mes quatre séjours à Thèbes. Si j'ai pu le réaliser maintenant, c'est grâce à la Fondation de la Reine Elisabeth. Ma collaboratrice, M^{lle} Marcelle Werbrouck, élève diplômée de l'école du Louvre, a pu séjourner à Thèbes pendant de nombreux mois au cours des deux derniers hivers, ce qui m'a permis, en travaillant dans ma bibliothèque à Bruxelles, d'avoir un témoin constant sur place.

Le manuscrit a été entièrement vérifié en présence des monuments; les épreuves ont été corrigées à Thèbes; l'illustration a été complétée d'une façon méthodique d'après les originaux.

Je tiens à ajouter que la Fondation Universitaire a bien voulu m'accorder un crédit destiné à supporter une partie des frais considérables de l'établissement du manuscrit définitif.

Je me permets d'espérer que la lecture de ce livre fera reconnaître davantage l'importance historique des recherches d'égyptologie et suscitera en Belgique le désir de voir nos compatriotes prendre une place plus grande dans les travaux scientifiques qui se font dans la vallée du Nil. Ce sera là répondre, de la manière la plus complète, au but de ceux qui ont créé la Fondation Égyptologique Reine Élisabeth.

JEAN CAPART.

HENRI MALO. — *La grande Guerre des Corsaires. Dunkerque (1702-1715)*; ix-259 pp. in-8°. Paris, Émile-Paul, 1925. — *Les Derniers Corsaires. Dunkerque (1715-1815)*; x-292 pp. in-8°. Ibid.

Ces deux ouvrages de M. Henri Malo que j'ai l'honneur d'offrir à la Classe, de la part de leur auteur, achèvent l'histoire des corsaires dunkerquois que les précédents volumes avaient

conduite jusqu'en 1702. Le premier est consacré à la période de 1705 à 1715; le second, au siècle compris entre cette dernière date et 1815. Avec la même richesse d'informations et le même agrément que l'on avait admirés dans son récit des temps héroïques de la course, M. Malo nous en expose les derniers hauts faits, puis la décadence. On lira avec le plus vif intérêt ce qu'il nous apprend du rôle joué par les successeurs de Jean Bart durant la guerre de la Succession d'Espagne, pendant laquelle Louis XIV, n'ayant plus de marine, ne peut compter que sur eux pour atteindre les Anglais dans leur commerce. Après le traité d'Utrecht, si les corsaires continuent à faire preuve des mêmes capacités guerrières et nautiques, leur importance est bien diminuée par les circonstances. Le port de Dunkerque est comblé et placé sous la surveillance de l'Angleterre, puis, lorsque cet état de choses prend fin, les pouvoirs publics cessent de s'intéresser à la course et adoptent même des mesures qui en restreignent de plus en plus l'activité et l'utilité. M. Malo aura donc suivi d'un bout à l'autre le sujet auquel son nom restera désormais attaché. Il fallait, pour y réussir, non seulement aimer la marine et les gens de mer, mais encore posséder des connaissances techniques qu'il est très rare de rencontrer chez un historien. Elles rehaussent singulièrement la valeur d'un ouvrage aussi vivant qu'il est instructif et où le talent de l'écrivain a su excellemment mettre en œuvre les patientes recherches d'archives de l'érudit.

H. PIRENNE.

Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg, publiés par le chanoine Jean Schmitz et dom Norbert Nieuwland. Ouvrage couronné par l'Académie française. Septième partie (t. VIII) : *La bataille de la Semois et de Virton*, Bruxelles et Paris, Van Oest, 1925, in-4° de 432 pp., 228 grav. et 1 carte.

Les deux vaillants auteurs de l'ouvrage le plus important qui ait paru en Belgique sur les débuts de la guerre de 1914 ont mené leur œuvre à bon terme. Le tome VIII, que j'ai l'honneur d'offrir en leur nom à l'Académie royale, est le digne couronnement de leurs efforts, de leur persévérance, de leur loyauté patriotique. Lorsque de l'autre côté du Rhin on ne veut pas savoir ce qui s'est réellement passé sur le sol belge en août 1914, ou plutôt quand on réédite les erreurs et les calomnies, plusieurs fois déjà victorieusement réfutées, comme vient encore de le faire le *Reichsarchiv*, ou en réalité l'état-major camouflé, dans l'histoire officielle des opérations de 1914, il serait désastreux pour nous qu'on laissât périmer la vérité historique. Il s'agit de notre honneur national. L'ouvrage du chanoine J. Schmitz et de D. Nieuwland restera comme un monument élevé à la Vérité, et l'on ne peut que regretter amèrement que des travaux analogues n'aient pas été entrepris pour les autres régions de la Belgique.

Dans la première partie de la préface, les auteurs ont donné un résumé des opérations militaires qui se sont déroulées au sud de la forêt de Neufchâteau; on y voit surtout l'enchaînement des événements, et l'on arrive ainsi à s'expliquer la présence de nombreuses troupes allemandes à Rossignol, fait auquel les Français ne s'attendaient guère. La seconde partie donne un résumé des crimes commis dans la région et signale le cynisme avec lequel ils ont été commis. Ici, comme partout ailleurs, les échecs militaires ou les pertes subies ont été l'occasion de

représailles sanglantes, et l'on comprend pourquoi, dans ce volume, les événements militaires revêtent une importance exceptionnelle. La légende des francs-tireurs fut de toutes pièces inventée par des officiers allemands, afin de surexciter leurs troupes contre la population. Les soldats avancent à travers le feu et le sang. Les 120 victimes de Rossignol, prises prétendument comme otages, sont fusillées à Arlon, et quelle cruauté dans cette hécatombe, où de dix en dix minutes, dix hommes, puis une femme tombent successivement sous les balles allemandes, en présence des futures victimes! Arrêtés par les Français à Saint-Vincent et à Bellefontaine, les soldats allemands retournent en arrière à Tintigny, où ils tuent 83 civils et incendient 184 maisons. A Termes, 27 soldats français blessés, déposés par les civils dans une hutte, sont achevés. Le lendemain à Les Bulles, où pourtant les Allemands avouaient que la population n'avait rien à sa charge, on massacra des civils sous le seul prétexte qu'ils « n'ont pas bon air ». A Houdemont, 11 civils tués et 61 maisons incendiées. Ce que fut la brutalité du général von der Esch à Arlon, le meurtre du commissaire de police le dit assez haut. Quant aux exécutions des otages de Rossignol et d'Étalle, dont l'innocence fut reconnue, mais qui payèrent pour de prétendus coupables, elles resteront comme une tache indélébile. A Étalle même le vicaire, le bourgmestre de Hachy et un troisième civil sont pendus. Le bombardement du Collège Saint-Joseph à Virton, où était établie une ambulance, causa la mort de 36 blessés.

La bataille d'Ethé, où les Français luttèrent un contre six pendant douze heures, se termina par des pertes sanglantes de part et d'autre; mais quelle vengeance ensuite sur la population civile : 277 victimes et 256 maisons incendiées, et sur les soldats français blessés, dont 150 au bas mot furent achevés à Gomery! Les historiens allemands disent qu'à Latour on n'a exercé aucune cruauté; c'est vrai, mais ils omettent de dire qu'on a conduit 71 hommes de Latour à Ethé, trois jours

après la bataille, pour y relever les blessés et que là ils furent fusillés. Faut-il encore signaler l'achèvement de blessés à Bleid, le martyr du curé de Mussy-la-Ville, la destruction de 86 maisons à Baranzy et le massacre de 24 civils, dont 6 hommes de Rachecourt envoyés par un médecin allemand pour y relever les blessés; la destruction de 118 maisons à Musson, le massacre de 12 civils et la déportation en Allemagne de 148 habitants? En quelques jours, dans les provinces de Namur et de Luxembourg, les autorités allemandes avaient donc fait mettre à mort 2,812 civils et incendié 6,937 maisons; on pouvait aisément reconnaître l'itinéraire des troupes.

Nous avons donc ici un ensemble de documents de premier ordre qui permettront aux futurs historiens de la Guerre mondiale de contrôler les récits faits à la hâte ou dans l'intention d'influencer l'opinion publique. L'offensive historique de certains écrivains d'outre-Rhin est inspirée par d'autres sentiments que ceux de la vérité historique. Celle-ci, dût-elle être pénible pour le sentiment national, s'impose avant tout. On prétend que les Belges, étant partie intéressée, n'ont pas le droit d'imposer leur jugement, qu'il faut s'en remettre aux neutres. Mais que valent les neutres? Y a-t-il encore des neutres? Et, pendant ce temps, les publications de tous genres s'accumulent en Allemagne; celle-ci n'est-elle pas aussi partie intéressée? L'ouvrage de M. Schmitz et de D. Nieuwland est un recueil de pièces versées au dossier, mais des pièces recueillies avec patience, sérénité et à un moment où l'on pouvait encore atteindre et recueillir des témoignages directs.

L'illustration est restée à la hauteur de celle des volumes précédents; grâce à une subvention de la Fondation Universitaire, les auteurs ont pu enrichir le volume de 228 photographies, plans, cartes, fac-similés de documents qui en rehaussent la valeur. Ils ont droit à notre admiration et à notre gratitude.

D. U. BERLIÈRE.

G.-CH. VAN LANGENHOVE. — *On the origin of the Gerund in English* (Recueil de travaux publiés par la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Gand, 56^e fascicule); Gand, Van Ruysseberghe et Rombaut; Paris, Ed. Champion, 1925, xxviii-132 pages in-8°.

La recherche de l'origine du gérondif anglais est pour l'auteur plutôt une question de phonétique et de morphologie que de syntaxe. Il a donc parcouru toute la littérature anglo-saxonne et presque toute la littérature moyen-anglaise, pour réunir tous les exemples de l'emploi du nom verbal, du participe présent et de l'infinitif décliné ou non. En distinguant nettement les dialectes et les époques, il fait la critique des nombreuses variantes des terminaisons de ces formes verbales, pour arriver à la conclusion que le participe présent en *-ing* est dû à une substitution de *-ing* à *-ind* et que le Gérondif en *-ing* est le résultat d'une confusion de l'infinitif en *-n* avec le nom verbal en *-ing*.

Nous avons donc ici une contribution très importante à la grammaire historique de la langue anglaise. Cette étude, avec laquelle M. van Langenhove a conquis le titre de docteur spécial en philologie germanique, dénote chez l'auteur une vaste érudition et des lectures très étendues : la bibliographie comprend 10 pages et les exemples anglo-saxons et moyen-anglais occupent presque autant d'espace que le texte.

J. VERCOULLIE.

LECTURES.

Le Socialisme en Europe depuis dix ans ⁽¹⁾,

par E. VANDERVELDE, membre de l'Académie.

« Le Socialisme est la politique ou la théorie qui tend à assurer par l'action d'une autorité démocratique centrale, une meilleure distribution et, par là, une meilleure production des richesses, que celle qui prévaut actuellement. »

Cette définition du Socialisme, que nous empruntons à l'*Encyclopedia Britanica*, prête à la double critique d'être trop étroite et trop vague. Elle exclut de la communauté socialiste des anarchistes comme Elisée Reclus ou Kropotkine, qui se sont toujours réclamés du socialisme, mais qui n'étaient pas centralistes. Elle laisse en marge, également, les *bolchevistes*, dont la dictature de minorité est la négation même de la démocratie. D'autre part, elle paraît bien vague quand on la confronte avec les déclarations de principes de tous les partis social-démocrates, qui, suivant une formule procédant de Karl Marx, poursuivent la *conquête du pouvoir politique par les travailleurs* et la *socialisation des moyens de production et d'échange*.

Néanmoins, la définition de l'*Encyclopédie Britannique* présente l'avantage de s'appliquer exactement à tous les partis et organisations ouvrières qui se trouvaient groupés avant la guerre mondiale dans ce que l'on a appelé, depuis, la II^e Internationale. A cette époque, en effet, les bolchevistes Russes se déclaraient encore social-démocrates. Ils faisaient partie de

(1) Lecture faite à la séance du 6 avril 1923. — Une version anglaise de cet article a paru aux *Foreign Affairs*. An American Quarterly Review. June 15, 1923.

l'Internationale. Ils s'y rencontraient avec des Trade-Unionistes anglais, gens très modérés, qui n'étaient pas socialistes, au sens Marxiste du mot, mais qui admettaient la nécessité, pour les travailleurs, d'une action politique de classe, et dont les tendances sociales correspondaient, assez exactement, à la définition donnée plus haut.

Nous avons sous les yeux, en écrivant ces lignes, l'album commémoratif préparé par les socialistes d'Autriche, en vue du X^e Congrès de l'Internationale. On sait que ce Congrès devait se tenir à Vienne au mois d'août 1914. Quelques exemplaires étaient sortis des presses de l'*Arbeiter Zeitung* lorsque la guerre éclata. Ils furent remis, dix ans après, aux membres du Bureau socialiste international (B. S. I.), lorsque celui-ci se réunit dans l'ancienne capitale des Habsbourg, en juin 1924.

Cet album contient, notamment, en une série de médaillons, le portrait des soixante-six membres du B. S. I., qui siégeait, avant la guerre, à la Maison du Peuple de Bruxelles. Lénine n'y figure point, bien qu'il ait fait partie du B. S. I. pendant de longues années. Mais on y trouve Rosa Luxemburg, Racowsky, aujourd'hui ambassadeur des Soviets à Londres, à côté de Daniel de Léon, délégué Américain, de Jaurès, d'Ebert, le futur président du Reich, de Stauning, de Branting, de Mac Donald, qui ont été, depuis lors, premiers ministres de Danemark, de la Suède et de la Grande-Bretagne. On y voit aussi, mais assez rares, des délégués des Trade-Unions.

A ce moment donc, au point de vue international, l'unité ouvrière et socialiste, en Europe, était complète. La guerre vint tout changer. De 1914 à 1918, les socialistes de France, d'Angleterre, de Belgique se placèrent, en très grande majorité, sur le terrain de la défense nationale. Les Italiens, sauf le groupe de Mussolini, alors socialiste d'extrême gauche, se déclarèrent neutralistes. Les Russes, après la chute du Tsarisme, furent « social-patriotes » avec Kerensky, défaitistes avec Lenine. En Autriche, et surtout en Allemagne, la Social-démocratie vota,

d'abord, les crédits de guerre. Mais, bientôt, les éléments radicaux se détachèrent. Pendant que les « majoritaires » essayaient vainement, à la Conférence de Stockholm, de reprendre contact avec les socialistes belges et français, les « socialistes indépendants » allaient en Suisse, à Kienthal et à Zimmerwald. Ils s'y rencontrèrent avec quelques groupes extrémistes des pays de l'Entente, partisans comme eux d'une paix immédiate, « sans indemnités ni annexions ». Bref, au choc des événements, l'unité internationale en 1914, assez superficielle, en somme, se trouva virtuellement rompue. Au lendemain de l'armistice, tandis que la révolution grondait dans la moitié de l'Europe et que, partout, se produisaient des poussées socialistes, la dislocation de l'Internationale fut un fait accompli.

Les bolchevistes, qui se croyaient déjà maîtres du monde, déclarèrent que la II^e Internationale était morte : ils fondèrent la III^e Internationale, bientôt appelée l'*Internationale communiste*. D'autre part, sous la pression de nécessités économiques impérieuses, les organisations ouvrières des divers pays créèrent, à Amsterdam, en 1919, l'*Internationale Syndicale* (*International Federation of Trade Unions*), qui compta, un moment donné, 23 millions d'affiliés (il en reste 16 millions aujourd'hui), et, pendant quelque temps, l'*American Federation of Labour*, de Samuel Gompers, voisina avec la C. G. T. (Confédération Générale du Travail) française et avec les *Freie Gewerkschaften* allemandes. Mais, dans l'ordre politique, l'Internationale se trouva divisée en trois tronçons : la III^e Internationale, à Moscou ; la II^e, où les « majoritaires » allemands et le *Labour Party* britannique formaient les gros bataillons, à Londres ; enfin, et entre les deux, à Vienne, l'*International Working Union of Socialist Parties*, que l'on appela l'Internationale II ¹/₂, et qui se proposait pour but de refaire, plus vivante et plus efficace, l'Internationale d'avant-guerre.

Une tentative de rapprochement, faite à Berlin, en avril 1922, par une conférence des trois Comités exécutifs, aboutit à un

échec complet, et, depuis lors, l'Internationale communiste ne cessa d'accentuer la violence de son opposition à la démocratie socialiste. Par contre, entre Vienne et Londres, les points de différence allèrent en s'atténuant. Déjà, en 1921 et en 1922, les socialistes de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, qui adhéraient, les uns à l'Union de Vienne, les autres à la II^e Internationale, s'étaient réunis à Paris, puis à Francfort, et, de commun accord, avaient adopté les résolutions devenues fameuses sous le nom de résolutions de Francfort : anticipant sur le plan Dawes, elles demandaient la réduction de la dette allemande à un taux raisonnable, mais elles réclamaient, en outre, la fin des occupations militaires et l'annulation des dettes interalliées.

Dès le mois de décembre de la même année, on s'entendit pour convoquer à Hambourg le Congrès socialiste international, où, à l'exclusion des communistes, l'Internationale fut reconstituée (27 mai 1923).

Il fallut, à cette occasion, définir les conditions auxquelles des partis ou des groupes pourraient y être admis.

L'accord se fit aisément sur un texte franco-allemand qui, empruntant sa terminologie un peu lourde au vocabulaire marxiste, faisait appel à « ceux qui reconnaissent dans le remplacement du mode de production capitaliste par le mode de production socialiste le but, et dans la lutte de classe qui se manifeste dans l'action politique et économique, le moyen d'émancipation de la classe ouvrière ». Mais lorsqu'il s'agit de traduire ce texte en anglais, les délégués britanniques soulèverent une difficulté : Ils objectèrent que les mots « lutte de classe », qui sont, sur le continent, la pierre de touche du socialisme, n'étaient pas d'usage courant en Angleterre ; que les extrémistes qui, seuls, se servaient de cette expression, disaient non pas *class struggle*, mais *class war* ; que, dans ces conditions, mieux valait traduire la même idée par une périphrase. Celle-ci, par exemple : « *independent political and industrial*

action of the workers organisation ». Et ainsi fut fait. Le texte franco-allemand fut maintenu : c'était indispensable, sous peine de l'émasculer. Mais on admit, pour la consommation anglaise, une traduction libre.

Nous avons rapporté ce petit incident, parce qu'il ne laisse pas d'être instructif. Il montre, en effet, que malgré la communauté des buts, et, en somme, l'unité de tactique, les travailleurs anglais et les socialistes continentaux ne parlent pas tout à fait le même langage. Or, ces différences dans la terminologie extériorisent des différences plus profondes, qui tiennent à la diversité des milieux de formation et de développement du socialisme contemporain.

Qu'on veuille relire, par exemple, des livres d'avant-guerre, tels que les *Études socialistes*, de Jean Jaurès; *Socialism and Society*, de Ramsay Mac Donald; *Das Erfurter Programm*, de Karl Kautsky. On verra combien le socialisme de Jaurès, tout imprégné de l'esprit de la Révolution française, et, plus encore, le socialisme de Mac Donald, qui cherche ses inspirations dans l'idéalisme pacifique et fraternel du Christianisme, se différencient du socialisme plus « matérialiste », plus « économique » des Marxistes.

Depuis la guerre, cependant, ces différences se sont atténuées, même au point de vue théorique. Une sorte d'amalgame doctrinal s'est produit entre les divers partis nationaux : le socialisme allemand est devenu moins doctrinaire; le socialisme français, sous l'influence des Guesdistes, s'est rapproché du Marxisme; le socialisme de l'I. L. P. (*Independent Labour Party*) a fait la conquête à peu près intégrale du monde travailleur anglais. Il n'y a plus seulement, entre les partis qui se réclament de la démocratie socialiste, unité internationale d'organisation, mais, dans une mesure croissante, unité de programme. Bref, les quelque vingt millions d'hommes ou de femmes qui, dans le courant de 1924, en France, en Italie, en Allemagne, en Angleterre, dans les pays Scandinaves, votèrent

pour les socialistes, ont tous, avec une conscience plus ou moins claire, adhéré à une doctrine commune, qui trouve son expression la plus saisissante dans le Manifeste communiste et les autres œuvres de Karl Marx.

En 1878, déjà, Frédéric Engels attribuait à Marx, son *Fidus Achates*, le mérite principal des deux « grandes découvertes » qui, d'après lui, avaient fait du socialisme une science : le *matérialisme historique*, ou, si l'on préfère, l'interprétation économique de l'histoire, et la *plus-value*, c'est-à-dire le surplus de valeur, la somme de travail non payé, que le capitaliste s'approprie, lorsqu'il met en œuvre la force de travail des salariés.

Ces idées qu'à l'origine les uns représentaient comme des découvertes, les autres comme des paradoxes ou des sophismes, sont devenues, en quelques années, des lieux communs de la propagande et de l'action socialistes. N'eussent-ils jamais lu une seule ligne de Marx, il n'est pas un houilleur travailliste du Yorkshire, un métallurgiste socialiste du Creusot, un prolétaire des mines de soufre de Sicile, des tissages de Pologne, des salines du Salzkammergut, des fabriques de tabac de Serrès ou de Philippopoli, qui ne se rencontre avec les social-démocrates de la Ruhr ou de la Sarre, pour admettre une série de formules, d'origine Marxiste, qui constituent le fonds commun de tous les partis affiliés à l'Internationale : les luttes politiques se ramènent, en dernière analyse, à des luttes de classe ; ces luttes augmentent de gravité et d'ampleur à mesure que les capitaux se concentrent et que, par conséquent, l'exploitation des travailleurs se développe ; pour mettre fin à cette exploitation, il faut socialiser la propriété capitaliste, c'est-à-dire la propriété divorcée du travail ; à cette fin, les partis socialistes ou travaillistes poursuivent un double but : la conquête du pouvoir politique et l'appropriation collective des moyens de production et d'échange.

A cette formidable diffusion, dans les masses profondes, de la pensée de Marx, les *social-reformers*, qui veulent amender le

capitalisme, pour mieux le conserver, opposent, il est vrai, une prétendue faillite du Marxisme, que les Menger, les Boehm-Bawerk et autres « socialisants » d'avant-guerre auraient définitivement réfutée. Vainement leur répond-on que, dans l'Europe d'après-guerre, les idées de Marx sur l'importance décisive des facteurs économiques, ainsi que sur la concentration capitaliste, l'effondrement des classes moyennes, l'opposition des partis bourgeois et des partis travaillistes ou prolétariens, ont trouvé dans les faits une confirmation éclatante. Ils proclament que la science économique a définitivement condamné la théorie marxiste de la valeur, que, dès lors, tout le reste de l'édifice s'écroule; bref, que le socialisme, s'il veut vivre, doit chercher d'autres fondements.

Dans cette littérature antimarxiste d'après-guerre, il faut accorder une mention spéciale à des livres tels que *The revival of Marxism*, de Nicholson, ou *Les fondements du Socialisme*, d'Aftalion. Ils se distinguent de beaucoup d'autres, par une connaissance réelle des doctrines dont ils font la critique.

Peut-être, pour des lecteurs Anglais et Américains, le petit livre de Nicholson est-il le mieux fait pour se rendre compte, à la fois, de ce qu'est, sous sa forme actuelle, le socialisme marxiste, et des arguments que l'on croit pouvoir lui opposer. Mais c'est chez Aftalion que nous trouvons, en somme, la critique la plus serrée et la plus impressionnante du Marxisme et spécialement de cette théorie de la plus-value qui se trouve, implicitement ou explicitement, à la base de toutes les revendications socialistes.

Or, dit M. Aftalion, « quelque incontestable que soit la force révolutionnaire de la théorie de la plus-value, son insuffisance doctrinale apparaît aujourd'hui comme notoire. Elle est incapable de se rendre compte de ce fait d'observation très simple que dans chacune des entreprises particulières, le profit tend à se proportionner au montant du capital engagé, nullement à l'importance du personnel ouvrier, nullement, par suite, à la

somme de *surtravail* qu'impliquerait la théorie Marxiste. L'effort désespéré de Marx, dans le III^e volume de son *Capital*, pour concilier sa doctrine avec les faits, quand il la déclare exacte seulement pour l'ensemble de la production, pour l'ensemble du revenu capitaliste d'un pays, n'est pas loin de signifier qu'il en abandonne les éléments essentiels ».

Ce n'est pas le lieu, dans cet article qui a le caractère d'un exposé, d'ouvrir à ce sujet une discussion approfondie. En réalité, Marx n'a pas attendu la publication de son troisième volume pour faire la différence entre la valeur et le prix, la plus-value et le profit. Rodbertus, d'ailleurs, parmi bien d'autres, l'avait faite avant lui, dans ce passage, très caractéristique, que nous empruntons à M. Aftalion lui-même :

« En vertu de la concurrence — dit-il — les profits doivent être égaux..., le principe que la valeur du produit est égale au travail qu'il coûte est mis en défaut par l'effet de la loi de l'uniformité des profits... Il suffit, selon moi, que le produit social, pris dans son ensemble, ait une valeur mesurée uniquement par le travail nécessaire à la production, pour fournir toutes nos rentes actuelles, rentes foncières et rentes de capital. »

C'est dans le même esprit que Marx compare la société actuelle à une gigantesque société anonyme, à un *trust*, où la somme des profits égale la plus-value produite par l'ensemble des travailleurs ; et cette plus-value, transformée, se répartit entre les divers copartageants, sous forme de rentes, d'intérêts et de profits.

Or, ainsi comprise, la plus-value, que Rodbertus appela *rente*, ou Menger *revenu sans travail*, ne nous paraît pas différer essentiellement de ce que, dans la suite de ses études, M. Aftalion appelle le *surplus social*. Voici, d'ailleurs, dans quels termes il formule cette « théorie du surplus social ou de la spoliation par exclusion » :

« Les doctrines modernes — dit-il — prouvent que le revenu capitaliste n'est pas une exploitation ; que, dans le revenu total,

une partie de la valeur créée est effectivement imputable à la terre et au capital. Mais il reste que cette part de valeur, à laquelle correspond le revenu capitaliste, n'est due présentement à l'action individuelle d'aucun individu. Tout ce à quoi conduit la théorie de la distribution, c'est à admettre qu'à côté du travail, ce que la nature nous donne gratuitement et ce qui a été accumulé par le long labeur des siècles participent à la valeur créée. Il y a là un surplus de valeur ; il y a là comme un trésor dont les richesses viennent se joindre à ce qui est dû au travail actuel des hommes. Mais pourquoi le bénéfice en serait-il réservé à certains privilégiés, puisqu'ils n'en sont pas les auteurs ? Ce que la nature nous offre, ce que l'effort des siècles a constitué, devraient appartenir à tous. Le surplus capitaliste devrait être social. Son appropriation par quelques-uns est illégitime et spolie par exclusion les autres membres de la société. »

M. Aftalion, il est vrai, apporte à la reconnaissance de ce fait beaucoup de réserves et de correctifs.

Il y est revenu, après la publication de son livre, dans une série de thèses qui ont été discutées par la Société Française de Philosophie, dans sa séance du 28 février 1924 (1).

Même après la reconstitution des fondements du socialisme sur de nouvelles bases, l'équité du socialisme ne lui paraît pas certaine à cause des dangers que présente son application. Danger d'une moindre productivité et d'une réduction de bien-être des non-possédants. Danger surtout d'un arrêt des épargnes et d'une dilapidation du capital anciennement constitué. Pour M. Aftalion, ce capital étant indispensable au bien-être des générations futures, sa destruction partielle au profit d'une génération serait une iniquité plus grave sans doute que celle dont la propriété privée est la source, et doit conduire à condamner le socialisme au nom de la justice.

On voit tout de suite que ces considérations finales portent sur

(1) Voir *Bulletin de la Société Française de Philosophie*. Paris, Colin, 1924, n° 1.

des points de fait, absolument étrangers au problème des fondements théoriques du socialisme.

Certes, indépendamment de toute considération de justice, le socialisme serait condamné le jour où il serait établi que l'appropriation collective des moyens diminuerait la production sociale et entraînerait la dilapidation du capital anciennement constitué.

Mais c'est ce qui resterait à démontrer, autrement que par des raisonnements *a priori*, et, d'autre part, toute la littérature socialiste, marxiste ou autre, tend à établir, au contraire, que, tant au point de vue de la capitalisation que du rendement social, le régime socialiste l'emporterait sur le régime actuel.

Au surplus, les réserves et les correctifs de M. Aftalion peuvent fournir des arguments — et il semble d'ailleurs que ce soit leur but principal — en faveur du maintien en possession de certaines catégories de propriétaires, ou contre l'expropriation brusque, sans indemnité, par la violence, d'autres catégories.

La distinction qu'il prétend établir entre sa théorie de la spoliation par exclusion et la théorie marxiste de la plus-value peut intéresser ses collègues de la Société Française de Philosophie; mais il est bien douteux que ses arguments soient de nature à faire impression sur les travailleurs, en nombre croissant, qui subissent l'emprise du capitalisme. On peut justifier, historiquement, la propriété individuelle, aussi longtemps qu'elle reste associée au travail. On ne justifiera pas — et M. Aftalion le reconnaît, en somme — le tribut que lèvent sur le travail actuel, sur le travail vivant, ceux qui monopolisent le sol, le sous-sol, dons gratuits de la nature, ainsi que les produits du travail passé, du travail mort, fourni par les générations antérieures. Au fond de toutes les doctrines socialistes, il y a cette idée de simple justice qui se trouve déjà chez Saint-Paul, et que les Soviets ont inscrite en tête de leur Constitution : « Celui qui ne travaille pas ne doit pas avoir à manger ». Or, pour qu'il n'en

soit pas ainsi, dans des sociétés où les capitaux se concentrent, comme les nôtres, il est indispensable de socialiser les branches fondamentales de l'activité et de substituer à la souveraineté du capital sur les travailleurs, la souveraineté des travailleurs sur le capital.

Quels ont été, depuis dix ans, les résultats obtenus par les organisations ouvrières et les partis du travail, dans cette double direction. C'est ce qui nous reste à exposer.

Du point de vue de la socialisation d'abord, les « expropriations sauvages », que l'on a tentées en Bavière, en Hongrie et dans d'autres pays où il y a eu des insurrections prolétariennes, n'ont abouti qu'à de sanglantes réactions. Par contre, la Révolution Russe n'a pas eu seulement ce résultat, essentiel pour l'avenir, d'extirper le tsarisme jusqu'aux dernières racines et de faire passer aux mains des paysans les propriétés de la Couronne, de la noblesse et du clergé. Elle a laissé, en outre, aux mains de l'État soviétique, la propriété collective des industries et des immeubles urbains :

« De cette façon — dit un écrivain communiste, le professeur Varga — la Russie est arrivée aujourd'hui à un point que les social-démocrates se plaisent à désigner dans leur programme comme le point de départ de la transformation sociale. L'État prolétarien reste en possession des branches de l'économie « mûres » pour la socialisation : les mines, l'industrie lourde, les grandes exploitations en général, les moyens de transport, les finances et le commerce extérieur. »

Qu'advient-il de ce domaine collectif, dont l'acquisition révolutionnaire paraît avoir été plus onéreuse, en somme, que ne l'eût été l'indemnisation des capitalistes? Quelles sont les transformations sociales ultérieures qui s'opéreront sur cette base? Questions auxquelles il serait prématuré de vouloir répondre. L'expérience est en cours. Il importera de la suivre objectivement, sans idées préconçues, en se tenant à égale distance de l'optimisme systématique des Trade-Unionistes

anglais qui viennent de passer quelques jours en Russie et du parti pris aveugle de ceux qui cherchent des arguments contre le socialisme dans les mécomptes du *capitalisme d'État* instauré par Lénine dans des conditions particulièrement défavorables, en pleine guerre et en pleine défaite, au milieu du plus grand désarroi économique.

Si nous passons, maintenant, aux pays qui n'ont pas été secoués par des convulsions révolutionnaires, c'est un fait que, depuis la guerre, il y a eu plutôt recul que progrès de l'Étatisme, c'est-à-dire de l'exploitation directe par l'État, l'État-gouvernement, de certaines industries ou de certains services. Mussolini a *désétatisé* les chemins de fer italiens; la majorité du Bloc national français avait, avant les élections de mai 1924, décidé la suppression du monopole des allumettes. Partout s'élèvent des plaintes contre l'organisation défectueuse des « régies bureaucratiques ». On peut, dans une large mesure, appliquer à la plupart d'entre elles ce que Delemere, dans son livre, *Le Bilan de l'Étatisme*, dit de l'administration, en France, des postes, télégraphes et téléphones : « Les P. T. T. sont sortis de la guerre dans le profond désordre technique et financier. Leur fragile constitution n'a pu résister à l'épreuve; et la crise est générale, affecte, à la fois, les postes et télégraphes, atteint son comble dans les téléphones. »

Mais si l'Étatisme recule, la socialisation gagne, sous des formes nouvelles. On substitue aux régies bureaucratiques des régies autonomes. On crée, comme en Allemagne, dans les principales branches de l'industrie lourde, des cartels obligatoires, sous le contrôle de l'État, avec une représentation des ouvriers dans les conseils d'usine et des « parlements » du charbon, de l'acier, de la potasse, où sont représentés, à la fois, les patrons, les salariés et les consommateurs. On développe, surtout, des *économies mixtes*, auxquelles participent, à la fois, dans des proportions diverses, le capital des pouvoirs publics et des capitaux privés. C'est sous cette forme, par exemple, que

s'opère, en ce moment, la centralisation de toutes les forces hydrauliques de la Bavière. Et, de même, en Belgique, on a vu surgir, dans ces dernières années, toute une floraison d'entreprises mixtes — dites Sociétés nationales — dont l'État conserve le contrôle, avec la majorité des actions, mais auxquelles participent également des particuliers ou des municipalités. Il en est ainsi, notamment, pour l'exploitation des chemins de fer à voie étroite, l'intercommunale des eaux, construction d'habitations à bon marché, la distribution de l'énergie électrique, la régie industrialisée de la navigation du Congo et, d'une manière générale, la mise à fruit de tout le domaine minier de la colonie belge, exploité par des sociétés dans lesquelles l'État possède toujours la moitié des actions.

A peine est-il besoin d'ajouter, au surplus, que dans ces « Sociétés nationales » l'esprit capitaliste continue à dominer ; que leurs méthodes d'exploitation ne diffèrent pas, en général, de celles de l'industrie privée ; que les ouvriers ne participent pas, ou ne participent que dans une infime mesure, à la gestion de l'entreprise. Pour qu'il en soit autrement, pour qu'il puisse être question d'autre chose que de créer quelques régies nouvelles, de débureaucratiser les régies existantes, de faire à la collectivité sa part dans certaines entreprises privées, une condition préalable s'impose : la conquête de l'État, des pouvoirs publics, par les travailleurs.

En somme, les progrès ultérieurs de la socialisation dépendent, dans une large mesure, des progrès de la classe ouvrière dans l'ordre politique ; et ces progrès sont, eux-mêmes, fonction du développement industriel, de la croissance du prolétariat, de la conscience et de l'organisation de classe des travailleurs.

Or, à ce point de vue, il n'est pas douteux que la guerre ait donné une impulsion décisive aux tendances préexistantes et ouvert largement les voies à la conquête socialiste au pouvoir. Quelques mois avant la catastrophe de 1914, Jaurès, qui avait au plus haut degré le sens prophétique, disait, dans un appel

aux socialistes allemands : « D'une guerre européenne peut jaillir la révolution, et les classes dirigeantes feront bien d'y songer; mais il en peut sortir aussi, pour une longue période, des crises de contre-révolution, de réaction furieuse, de nationalisme, de dictature étouffante, de militarisme monstrueux, une longue chaîne de violences rétrogrades et de haines basses, des représailles et des servitudes ». Toutes les crises de contre-révolution prévues par Jaurès, l'Europe les a traversées depuis 1918. Mais, d'autre part, qui pourrait contester que M. Masaryk, président de la république Tchéco-Slovaque, ait raison lorsque, dans un livre récent, il affirme que la Révolution est en marche? Avant la guerre, trois grandes autocraties faisaient ombre sur l'Europe. Dans les pays démocratiques, la bourgeoisie était partout au pouvoir. Le socialisme n'était qu'un des partis d'opposition, souvent même le plus faible des partis d'opposition. Aujourd'hui, les successeurs des Romanoff, des Hohenzollern, des Habsbourg s'appellent Kalinine, Ebert, Hainisch ou Masaryk. Les dernières monarchies, clairsemées, sont parlementaires ou subordonnées à des dictatures militaires qui déjà chancellent. Dans presque tous les pays, le socialisme accède au pouvoir, est au seuil du pouvoir, ou bien apparaît, non plus comme un des partis d'opposition, mais comme l'*opposition*, seule capable de remplacer un jour le ou les partis conservateurs au Gouvernement. C'est le cas, par exemple, en Belgique, en Autriche, en Finlande, où les socialistes forment plus des deux cinquièmes de la représentation parlementaire. Nous les voyons, d'autre part, assumer le gouvernement en Danemark, en Suède, et, de compte à demi, avec des agrariens, en Tchéco-Slovaquie. Ils étaient de loin le parti le plus nombreux en Italie, avant le coup d'État de Mussolini. Ils avaient la majorité à la Constituante Pan-Russe, avant la dictature bolchevique. En France, leurs cent députés forment la fraction la plus active de la majorité radicale-socialiste. En Angleterre, aux élections d'octobre dernier, ils ont obtenu 34 % des suffrages

(au lieu de 30 % en 1923) : 5,551,000 voix travaillistes, contre 2,949,000 voix libérales, et 7,866,000 voix conservatrices. En Allemagne, où ils ont d'ailleurs perdu du terrain depuis la Révolution, les social-démocrates sont 131 (sans compter 45 communistes), contre 137 députés des partis moyens, et 176 des partis de droite. Bref, dans l'ensemble de l'Europe occidentale, la démocratie socialiste groupe, dès à présent, un grand tiers de la population, et son accession au pouvoir, qui se présentait, en 1914 comme une hypothèse, sinon chimérique, du moins très lointaine, apparaît aujourd'hui comme une des possibilités, des probabilités même, de l'avenir le plus prochain.

En résumé, depuis dix ans, la démocratie socialiste, en Europe, a su refaire son unité internationale. Elle a trouvé, dans les faits d'après-guerre, une confirmation de ses doctrines. Elle a contraint les partis bourgeois, soit à composer avec elle, en se résignant à des réformes, soit à se coaliser contre elle, pour lui barrer la route. Elle a connu de grands succès. Elle a subi de sérieux revers. Bref, pour reprendre le mot de Goethe, l'évolution des travailleurs vers le pouvoir est une spirale, mais c'est une spirale ascendante.

Tout en constatant l'importance et la signification de ces résultats, il convient cependant que ceux qui voient l'avenir dans le socialisme se gardent d'un excès d'optimisme. D'abord, ce n'est pas un fait négligeable qu'au centre même du monde capitaliste, aux États-Unis, le socialisme n'ait pas encore poussé de nombreuses racines et que les travailleurs n'y soient point parvenus jusqu'ici à s'organiser, sur le modèle de l'Angleterre, en un parti politique indépendant.

En second lieu, la représentation parlementaire n'est qu'un morceau de constitution, et ce serait une naïve illusion de se figurer que pour exproprier politiquement et économiquement la classe capitaliste, il suffira de conquérir peu à peu, dans tel ou tel pays, la majorité des suffrages. Ce qui est en cause, à

l'heure présente, ce n'est pas la victoire d'un parti politique : c'est l'accession d'une classe à la souveraineté, c'est-à-dire une Révolution, et la Révolution la plus profonde peut-être que le monde ait connue. Cette Révolution se fera-t-elle, dans certains pays tout au moins, suivant les voies pacifiques et légales? Verrons-nous, au contraire, se multiplier les convulsions violentes qui ont marqué ses débuts dans la grande moitié de l'Europe? On doit souhaiter que la première hypothèse se vérifie. Il est malheureusement impossible d'écarter la seconde. Mais, en tous cas, les impatients, les illuminés, ceux qui croient encore à la toute-puissance de la législation ou de la dictature, pour faire des révolutions avant terme, ne méditeront jamais assez cette parole de Marx : « Les travailleurs n'ont pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple. Ils savent bien que pour réaliser leur propre émancipation et, en même temps, la forme plus noble vers laquelle la société actuelle se dirige par ses propres forces économiques, ils auront à traverser de longues luttes et toute une série de progrès historiques, qui transformeront les circonstances et les hommes. »

Les fouilles de Tripolitaine,

par FRANZ CUMONT.

La Tripolitaine doit son nom, on le sait, à trois comptoirs fondés par les Phéniciens sur la côte inhospitalière qui s'étendait entre les deux Syrtes, pour y commercer avec les tribus de l'intérieur : Leptis à l'est, Oea au centre, Sabratha à l'ouest. Ces comptoirs devinrent des villes, soumises à Carthage, puis aux rois de Numidie, et elles furent les alliées de Rome dans la guerre contre Jugurtha. La source principale de leur prospérité fut sans doute la culture de l'olivier, qui, avec le palmier, fait encore de nos jours, et fera davantage dans l'avenir, la richesse de cette contrée. Leptis s'étant déclarée pour Pompée, César, vainqueur, lui imposa un tribut annuel de trois millions de livres d'huile ⁽¹⁾.

Sous l'Empire, la Tripolitaine fut peu à peu romanisée, bien que la langue punique continuât à y être d'un usage courant, même dans l'écriture ⁽²⁾, et des ruines étendues y attestent encore combien son état économique était florissant, non seulement .

(1) Soit 10,678 hectolitres; cf. GSELL, *L'huile de Leptis*; dans RIVISTA DELLA TRIPOLITANIA, I, 1924, pp. 41 et suiv.

(2) Les sièges de pierre des thermes de Leptis portent quatre inscriptions puniques, ce qui prouve que même l'aristocratie de cette ville se servait encore couramment de son vieil idiome sémitique. Ce pays écarté paraît avoir été encore au III^e siècle plus phénicien que latin, et la romanisation s'y acheva tardivement, comme dans le Nord de la Gaule. Cf. *Epit. de Caes.*, 20 : « (Septimius Severus) Latinis litteris sufficienter instructus, Graecis sermonibus eruditus, Punica eloquentia promptior, quippe genitus apud Leptim provinciae Africae ». SPART., *Vita Sev.*, 49, 9 : « Canorus voce, sed Afrum quiddam usque ad senectutem sonans ». *IBID.*, 75, 7 : « Cum soror eius Leptitana ad eum venisset, vix Latine loquens, ac de illa multum imperator erubesceret... ».

dans les centres urbains, mais dans les campagnes, où abondent les restes d'exploitations agricoles avec leurs pressoirs, les tombeaux monumentaux ⁽¹⁾ et, le long de la mer, les villas dans lesquelles les riches propriétaires venaient chercher la fraîcheur durant les ardeurs de l'été ⁽²⁾.

Dès la prise de possession de la Libye, les autorités italiennes s'étaient préoccupées d'assurer la conservation des antiquités et d'organiser un service archéologique, qui entreprit, avec les ressources modestes dont il disposait, des recherches profitables ⁽³⁾. Mais la Grande Guerre vint bientôt interrompre cette activité scientifique. Tout travail devint impossible en dehors de la zone restreinte qui restait occupée. Il fallut que la Tripolitaine fût reconquise et la sécurité rétablie avant qu'on pût songer à l'exploration des ruines. Celle-ci a pris une ampleur jusqu'alors inconnue, depuis que, sous l'énergique impulsion et l'habile direction du comte Volpi, ce vieux pays romain renaît à une civilisation nouvelle. Commencée avec succès par M. Romanelli, elle a été étendue par le surintendant actuel, M. René Bartoccini, dont la foi communicative a soulevé des montagnes — les dunes sous lesquelles deux villes antiques dormaient ensevelies. Son ardeur tenace, son activité inlassable, son enthousiasme pour l'œuvre à laquelle il s'est voué ont été récompensés par des résultats magnifiques. Ceux-ci furent tels que le gouverneur voulut inviter les archéologues italiens et étrangers à venir les apprécier. Une quarantaine

(1) Par exemple, celui de Ghirza; cf. *Rivista della Tripol.*, I, pp. 155 et suiv., fig. 10-11.

(2) Notamment celle de Zliten, explorée en 1914, qui a donné des mosaïques d'une finesse remarquable. Cf. BARTOCCINI, *Guida del Museo di Tripoli*, 1923, pp. 48 et suiv.; AURIGEMMA, *Dedalo*, 1923, fasc. 6-7.

(3) MM. Lucio Mariani, mort cette année, et Aurigemma ont été les pionniers de cette œuvre d'exploration qu'on poursuit avec un succès croissant MM. Romanelli et Bartoccini. La Cyrénaïque, dont le gouvernement est indépendant de celui de la Tripolitaine, a aussi une surintendance spéciale des antiquités.

d'entre eux, bravant les orages des Syrtes, qui se montrèrent clémentes pour eux, se rendirent ainsi en Afrique au début de mai ⁽¹⁾. Sans doute eussent-ils été légion s'ils eussent pu prévoir quelle réception leur serait réservée. Leur arrivée coïncidait avec une visite du ministre des colonies, le prince Lanza di Scalea, qui n'a cessé de témoigner aux recherches historiques un intérêt dont celles-ci ont largement profité. Il fut ainsi donné aux hôtes du comte Volpi d'assister à des spectacles qui semblaient une féerie des Mille et une Nuits : défilé des troupes coloniales pour l'inauguration d'un monument aux morts, fantasias de cavaliers arabes dans la plaine de Sabratha, promenade aux flambeaux dans les ruines de Leptis, réunion de confréries musulmanes avec leurs étendards multicolores furent un émerveillement pour les yeux. Mais ces cérémonies pittoresques et ces fêtes éclatantes provoquèrent en eux moins de surprise et d'admiration que les ruines imposantes dont la visite parut à tous une révélation.

De l'ancienne triade phénicienne et romaine, une seule ville a subsisté : Oea, qui a emprunté au pays son nom de Tripoli. Ce port, qui a pris durant ces dernières années un air de capitale, a subi au cours des siècles tant de sièges et de destructions qu'il n'y reste debout qu'un seul monument antique : l'arc de triomphe qu'un duumvir de la cité éleva à ses frais en l'honneur de Marc Aurèle. Les Turcs, durant les dernières années de leur domination, y avaient installé un cinéma. Dégagé aujourd'hui des constructions parasites qui le masquaient, il montre ses quatre faces symétriques, percées chacune d'une porte et décorées de reliefs : une composition curieuse deux fois répétée représente Marc-Aurèle, nouvel Apollon, emporté au ciel sur un char

⁽¹⁾ Ce *convegno*, improvisé au dernier moment, fut cependant organisé si exactement par M. Conti Rossini à Rome et M. Rapex à Tripoli, que des congrès longuement préparés furent souvent moins bien ordonnés.

attelé de griffons, tandis qu'en face Minerve, conduisant un bige de sphynx, lui répond ⁽¹⁾.

Lorsque de Tripoli on se dirige vers l'ouest à travers le cha-pelet de palmeraies verdoyantes qui bordent le rivage, on atteint, à soixante-dix kilomètres environ, une hauteur fleurie toute parsemée de blocs de pierre rongés par l'érosion du sable et par le sel de la mer : c'est le site désert de l'antique Sabratha. C'était sous les Romains un port important : ses marchands avaient un comptoir à Ostie ⁽²⁾. C'est ici qu'Apulée, en l'an 157, prononça devant le proconsul d'Afrique l'*Apologie* qui nous est parvenue, pour se défendre contre une accusation de magie. Les fouilles systématiques commencées en 1923 ⁽³⁾ nous ont révélé déjà la grandeur de cette ville, dont on ne connaissait guère que le nom, et quelque chose de son histoire. On y a mis au jour un vaste amphithéâtre, dont l'arène atteint les deux tiers de celle du Colisée. Cette arène, qui a été entièrement déblayée, avec les passages qui y donnaient accès à l'est et à l'ouest, était entourée d'un couloir voûté, aujourd'hui écroulé, dont le mur interne traçait autour du lieu des combats une enceinte protectrice et dont le sommet, assez élevé pour que les fauves ne pussent l'atteindre ⁽⁴⁾, formait une plate-forme circulaire,

⁽¹⁾ Les sculptures et mosaïques remarquables réunies dans le petit Musée de Tripoli ne proviennent pas de la ville elle-même, mais une nécropole punico-romaine, qui y fut découverte en 1912, a fourni une quantité de vases de terre cuite, d'objets de bronze et surtout de jolis verres. Cf. BARTOCCINI, *Guida del Museo di Tripoli*, 1923, pp. 50 et suiv. — A l'est de Tripoli, sur la route de Sabratha, la tombe de Gargaresh, décorée de peintures du IV^e siècle, que CLERMONT-GANNEAU (*Comptes rendus Acad. des Inscr.*, 1903, pp. 357 et suiv.) croyait mithriaques, a été retrouvée et mise à l'abri de toute dégradation. Elle a fait l'objet d'une belle étude de ROMANELLI (*Notiziario archeologico del ministero delle Colonie*, t. III, pp. 21 et suiv.), qui conteste avec raison le caractère qui lui avait été attribué et veut y reconnaître une œuvre du syncrétisme païen.

⁽²⁾ « Statio Sabratensium » (*Notizie degli Scavi*, 1912, p. 435).

⁽³⁾ Cf. BARTOCCINI, *Rivista della Tripolitania*, I, pp. 281 et suiv.

⁽⁴⁾ Une des mosaïques de Zliten (*Supra*, p. 286, n° 2) nous a transmis l'image saisissante d'une *venatio*, accompagnée de l'exécution de criminels livrés aux bêtes : ceux-ci sont attachés à un poteau sur un petit char qu'on trainait dans l'arène. Cf. BARTOCCINI, *Guida*, pl. VII.

où prenaient place les spectateurs de distinction. Au-dessus s'étagaient les gradins dont les rangées inférieures étaient creusées dans les flancs de la montagne, et les autres, qui ont entièrement disparu, devaient former une superstructure en bois. Une inscription nous a conservé le souvenir d'une des premières fêtes offertes au peuple de Sabratha dans ce majestueux amphithéâtre : Elle rappelle que Gaius Flavius Pudens, flamine et duovir, dont le père avait déjà gratifié la ville de douze fontaines de marbre, ornées de statues, a lui-même donné dans sa patrie pour la première fois le spectacle splendide de combats de gladiateurs durant cinq jours. Le sénat municipal, à la demande du peuple, décida alors de lui ériger un quadrigé aux frais de la ville, mais se contentant de l'honneur reçu, il pourvut lui-même à la dépense ⁽¹⁾. Cette inscription fut retrouvée avec d'autres, également importantes, dans un temple de Jupiter, qui fut le premier édifice mis au jour. Au milieu de la cella, une base brisée portait la dédicace *Iovi Africanus* ⁽²⁾ : elle avait en effet soutenu un buste colossal de Jupiter, conservé presque intact dans toute sa majesté ⁽³⁾. Au fond d'un souterrain, sous la cella, on avait jeté pêle-mêle une quantité de débris de marbre,

(1) BARTOCCINI, *loc. cit.*, p. 294 : « C(aio) Flavio, Q(uinti) f(ilio), Pap(iria tribu) Pudenti flam(ini) Liberi patris, Il viro, flamine perpetuo, cuius pater Fla(vius) Tullus post | multas liberalitates per quas patriam exornavit, aquam privata pecunia induxit, item lacus n(umero) XII extruxit, eosdemque crustis et statuis marmoreis excoluit, praeterea (sestertium) CC.milia nu(mum) ad tutelam eiusdem | aquae reipubl(icae) promisit et intulit, quod ipse Pudens super numerosam munificentiam quam | in cives suos contulit, etiam muneris gladiatori spectaculum primus in patria sua per dies quinq(ue) splendidissimum ediderit, ordo Sabra-thensium, populo postulante, quadrigam ei de publico ponend(am) censuit, Fl(avius) Pudens honore contentus sua pecunia posuit ».

(2) Il paraît certain qu'*Africanus* est le *cognomen* du consécrateur, car on a découvert aussi un buste féminin dont le socle portait *Concordiae Africanus*. Il n'est pas rare, au III^e siècle, que des personnages connus se contentent dans les inscriptions d'indiquer leur surnom. J'ai trouvé à Sâlihiyeh une dédicace à Artémis, d'un légat impérial qui se désigne simplement comme « Gemellus ».

(3) Largeur des épaules : 1^m30. Reproduit BARTOCCINI, *loc. cit.*, p. 226, fig. 3.

sculptés ou gravés, avec des lampes de terre cuite et des fragments de bronze. En rassemblant tous ces morceaux disparates, on a pu reconstituer toute une série d'inscriptions latines, dédicaces à des empereurs, depuis Trajan jusqu'à Constantin, ou *cursus honorum* de personnages ayant bien mérité de la cité ⁽¹⁾. Lorsque les restes de sculptures auront été étudiés en détail, ils ne seront peut-être pas moins instructifs.

Qui précipita ainsi tous ces débris dans une cave profonde pour les vouer à l'oubli? Sans doute les chrétiens, qui élevèrent à côté du temple païen une église bâtie avec des matériaux de remploi empruntés à l'édifice détruit. On en a reconnu l'abside et dégagé le baptistère avec la piscine étroite, où l'on descendait par trois degrés pour recevoir le sacrement par immersion.

Si nous faisons quelques pas vers le sud, nous nous retrouverons dans la ville des premiers siècles, au milieu des thermes, petite construction dont les pavements de mosaïque, de style géométrique, offrent une variété inusitée de couleurs et dont les murs étaient revêtus de stuc imitant un placage de marbre ⁽²⁾.

Les ruines de Sabratha, bien qu'importantes, ne dépassent pas en intérêt historique celles de mainte autre cité d'Afrique. Celles de Leptis Magna, au contraire, ont une valeur exceptionnelle. Cette petite ville eut la fortune de donner le jour à un grand empereur : Septime-Sévère y naquit d'une famille équestre le 11 avril 146. Lorsqu'un destin prodigieux eut fait de ce simple chevalier provincial le maître du monde, il n'oublia pas sa cité natale. Il ne se contenta pas d'assurer sa sécurité en refoulant au loin les tribus belliqueuses, dont les incursions la menaçaient ⁽³⁾, et de construire à la lisière du désert un

⁽¹⁾ A noter le titre rare de *iuridicus per Alexandriam* donné à un certain Q. Æmilius Aristides.

⁽²⁾ BARTOCCINI, *Rivista*, loc. cit., pp. 66 et 282.

⁽³⁾ SPART., *Vita Sev.*, 18, 3 : « Tripolim unde oriundus erat, contunsis bellicosissimis gentibus, securissimam reddidit ». : AURELIUS VICTOR, 19, 1 : « Tripoli, cuius Lepti oppido oriebatur, bellicosae gentes submotae procul. »

limes, et au delà, dans les oasis, des forteresses pour les contenir ⁽¹⁾; il voulut encore embellir sa patrie de monuments somptueux et, comme l'attestent les inscriptions, les édifices que nous y retrouvons sont dus à sa munificence.

Une route excellente, qui vient d'être construite entre Tripoli et Homs et se continue vers Misurata, permet aujourd'hui de franchir commodément, en automobile, les 125 kilomètres qui séparent Oea de Leptis Magna. Les robustes oliviers, qu'on retrouve partout où l'on a pris la peine de les cultiver, montrent que le pays n'attend que des habitants pour produire de nouveau en abondance l'huile qui fit autrefois sa richesse. Mais, le sable stérile de la mer recouvre le champ de ruines, d'une étendue immense — on l'estime à 800 hectares — et d'un aspect impressionnant. Hors des dunes, éclatantes de blancheur sous le soleil et que le vent creuse d'ondulations mouvantes, surgissent de hauts pans de murs, l'extrémité de colonnes dressées, des arcades dont le cintre s'arrondit sur leurs piliers enfouis.

La profondeur de la couche de sable atteint jusqu'à une dizaine de mètres et les fouilles, si elles sont simplifiées par le fait que les constructions ont été créées d'un seul coup par une volonté souveraine, et qu'on n'y doit pas distinguer les stratifications superposées de civilisations successives, sont, d'autre part, rendues malaisées par la masse énorme de déblais qu'il faut transporter jusqu'à la mer et par la nécessité de fixer les dunes pour les empêcher d'envahir les monuments dégagés et restaurés. Les moyens puissants dont dispose maintenant M. Bartoccini et l'intelligence avec laquelle il les met en œuvre permettent d'affirmer que les résultats obtenus répondront à la grandeur de l'entreprise à réaliser.

A l'entrée de la ville, vers le sud-ouest, se dressait un arc de triomphe à quatre fronts, comme celui de Tripoli. Élevé de

⁽¹⁾ CAGNAT, *La frontière militaire de la Tripolitaine*, dans *MÉM. ACAD. INSCR.*, t. XXXIX, Paris, 1902. Cf. *Reulenc.*, s. v. « Severus », col. 1985, 34 et suiv.

trois marches au-dessus du sol, il ne pouvait livrer passage aux véhicules, comme les « tétrapyles » placés au croisement des rues dans les villes d'Orient. Il devait former, à l'entrée de la ville, une sorte de propylée monumental, commémorant la victoire de Sévère sur les barbares du désert. Un seul pilier en est encore debout, mais les blocs de pierre équarris, les fragments de colonnes, de frise, de corniche en marbre blanc, qui gisaient à l'entour, ont été ou vont être recueillis en si grand nombre que l'édifice pourra probablement être restauré tout entier. Ce qui lui donne un intérêt puissant, c'est la grande frise en relief qui le décorait — plus de cinquante mètres carrés en ont déjà été retrouvés. Sans doute, l'art en est médiocre; c'est de la sculpture provinciale, certainement exécutée sur place, avec cet emploi abusif du trépan qui caractérise les œuvres du III^e siècle. Mais nous avons ici un nouveau spécimen, et non des moindres, du bas-relief historique romain. Parmi les scènes qui ont pu être reconstituées, l'attention est attirée d'abord par celle d'un siège : les murs de la place sont garnis de défenseurs, tandis que les assaillants tombent lourdement sur le sol, souvenir probable de quelque attaque infructueuse des tribus contre Leptis. Puis on voit Septime, debout sur un quadriges avec ses deux fils. Un jeune homme à longue chevelure, portant sur la poitrine un large médaillon (phalère?), peut-être une personification de l'Honneur, conduit un des chevaux; au second plan sont rangés les assistants. La caisse du char est ornée d'une Victoire tenant une palme et une couronne et d'un groupe formé de la Fortune de la cité entre les dieux protecteurs de celle-ci, Bacchus et Hercule. Des cavaliers suivaient le quadriges. C'est évidemment une représentation du triomphe de Sévère, Caracalla et Géta, analogue à celle qui figure sur l'Arc de Titus et ailleurs ⁽¹⁾.

(1) Ce bas-relief et le suivant sont reproduits par BARTOCCINI, *loc. cit.*, pp. 300 et suiv., fig. 10 et 11. Depuis cette publication, de nouveaux fragments ont été retrouvés.

Un autre tableau nous montre l'empereur en Jupiter, debout, avec, à sa droite, une femme casquée, en costume d'amazone, tenant la lance et le globe, probablement la déesse Rome. Plus loin se tiennent l'impératrice Julia Domna et l'un de ses fils, tandis que le second paraît être à la gauche de Sévère. Dans le coin de droite, un vaincu, le torse nu, maintient la tête d'un taureau abattu, qu'un autre se prépare à assommer d'un coup de maillet. Derrière sont rangés onze personnages assistant à ce sacrifice d'actions de grâce. La composition en rappelle curieusement celle des bas-reliefs de l'*Ara Pacis* d'Auguste.

Ailleurs encore, l'empereur, la tête voilée, mais reconnaissable à sa barbe bifide, offre lui-même un sacrifice sur un autel, ou bien il tend la main à un jeune homme, en présence d'Hercule et de la Tyché tourelée de Leptis. Peut-être est-ce l'association de Caracalla à l'empire. Des débris d'autres épisodes, divinités, Victoires, cavaliers, trophées complétaient cette riche décoration, qui prendra place désormais à côté de l'Arc de Sévère au Forum et la complètera.

Les thermes, sur lesquels trois cintres puissants, surgissant du sable, avaient dès l'abord attiré l'attention, furent attaqués les premiers par M. Romanelli dès 1922 et le déblaiement vient d'en être entièrement terminé par M. Bartoccini. Plaçons-nous au centre de l'édifice, dans le grand atrium de 30 mètres sur 15, dont le milieu est occupé par une base de marbre où est gravée l'inscription dédicatoire, expression de la gratitude des Leptitains « pour la bienveillance singulière et divine » de Septime-Sévère ⁽¹⁾. Les voûtes qui la couvraient

(1) BARTOCCINI, *loc. cit.*, p. 304 : « Imp(eratori) Caes(ari)[L. Septimio Severo] Pio Pertinaci, Aug(usto) Arabico Adiabenico Parthico Maximo | Pont(ifici) Max(imo), trib(unicia) pot(estate) X, imp(eratori) XI, p(atrici) p(atriciae), | proco(n)s(uli), co(n)suli III, Lepcitan(i) Septimiani publice) | ob eximiam ac divinam in se indulgentiam. » — La construction des thermes, qui avait été commencée sous Hadrien, comme le prouvent des briques estampillées au nom des consuls de 123, fut donc achevée grâce à la libéralité de Sévère en 202 après J.-C.

étaient soutenues par huit colonnes énormes de cipolin hautes de 8^m65 et larges de 1^m20, dont quatre ont été retrouvées avec une portion de l'entablement qu'elles supportaient ⁽¹⁾. Autour de la salle, sur dix bases formant saillie, étaient dressées d'autres colonnes de granit noir et dans les niches ainsi ménagées étaient placées des statues, au-dessus des bancs de pierre, portant encore des inscriptions latines ou puniques de « suffètes » ou d'autres notables. A droite et à gauche de la salle, quatre marches permettent de descendre dans deux piscines latérales de 7 mètres sur 10.

Cette salle était séparée par un long couloir, d'une autre, plus vaste, où s'ouvre un grand bassin natatoire entouré d'une colonnade de brèche. De l'autre côté, on accédait par une porte monumentale, dont le cintre est conservé tout entier, à de nouvelles piscines servant aux bains froids ou chauffés par des hypocaustes, et à d'autres salles réservées à la toilette ou au délassement des baigneurs.

On connaît des thermes romains plus vastes que ceux de Leptis, mais ce qui met ceux-ci hors de pair et leur donne un attrait puissant, c'est leur état exceptionnel de conservation. Les pavements en sont intacts; les revêtements de marbre forment encore une haute plinthe au bas des parois, couvrent les degrés et garnissent l'intérieur des piscines : on s'attend presque à y voir jaillir l'eau par les bouches béantes des fontaines. A la partie supérieure des murs, autrefois recouverts de stuc, la pierre calcaire a pris sous le soleil ardent de l'Afrique la teinte dorée du vieux travertin de Rome. Les colonnes renversées ont pu

(1) A la fin du XVII^e siècle, un consul de France à Tripoli, nommé Le Maire, fit prendre à Leptis et embarquer une soixantaine de colonnes de marbre, mais deux d'entre elles qu'il avait fait traîner sur le rivage étaient si lourdes qu'on ne put les emporter et elles y sont restées. Cf. OMONT, *Missions archéologiques françaises en Orient aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1902, pp. 312 et suiv., et p. 328; et sur le sort réservé à ces colonnes en France, la curieuse relation publiée par CAGNAT, *Mém. Société des Antiquaires de France*, LX, 1899, pp. 63 et suiv.

être replacées sur leurs bases intactes et, au nombre d'une centaine, leurs fûts de granit, de brèche ou de cipolin apparaissent de loin comme un bois touffu où sur des troncs polis s'épanouit l'acanthé des chapiteaux corinthiens.

Si ces ruines, pour n'avoir pas subi la spoliation qui a appauvri la plupart des monuments romains, acquièrent ainsi pour nous un prix inestimable, le butin qu'on y recueillit n'est pas moins merveilleux. On y trouva vingt-quatre statues de grandeur naturelle et une douzaine d'autres de moindre dimension. Elles sont toutes de marbre grec et leur exécution permet d'affirmer qu'elles sont antérieures au III^e siècle, probablement de l'époque d'Hadrien ou d'Antonin. Pour orner les thermes de Leptis, on acheta probablement tout un lot de sculptures à Athènes, dont les ateliers continuaient à reproduire en abondance les chefs-d'œuvre des grands maîtres. Dans l'assemblée de dieux qui fut ainsi réunie, Esculape occupe une place d'honneur : on n'a pas retrouvé moins de trois de ses images. N'était-il pas naturel de mettre des bains sous la protection de ce grand médecin ? ⁽¹⁾. Une admirable reproduction du *Mars Borghèse* du Louvre a repris place sur son socle dominant une des piscines ; sauf l'avant-bras gauche et un morceau de sa lance, rien ne lui manque, mais au lieu de pencher la tête, comme absorbé en lui-même, il la lève pour regarder le public. Apollon est représenté par deux statues : l'une acéphale, avec le serpent Python et le trépied, se rapproche du type de l'Apollon dit Lycien, au Louvre ; l'autre, d'Apollon Citharède, aussi remarquable par son exécution que par sa conservation, garde encore des restes de polychromie sur sa chevelure blonde, les pupilles sombres de ses yeux et le baudrier rouge qui barre sa poitrine nue. Particulièrement important est un Hermès d'un type jusqu'ici inconnu : couvert d'un simple manteau rouge, il a le pied gauche

⁽¹⁾ Une dédicace latine à Esculape, due à des *curatores refectionis thermarum*, est gravée sur un cippe ; cf. BARTOCCINI, *loc. cit.*, p. 308.

appuyé sur une tortue, et sur sa cuisse est assis Bacchus enfant, vers lequel il penche son corps souple et svelte en inclinant la tête comme pour jouer avec lui. On n'oubliera plus, après l'avoir aperçue, l'expression d'effroi d'un Marsyas, figuré, ce semble, au moment où il se sent vaincu dans sa lutte contre le dieu de la lyre. Il faudrait citer aussi un beau torse de Diadumène, une Vénus pudique, une Diane, une Isis, d'autres marbres encore, et les restes d'une statue colossale de bronze; mais il faut attendre pour parler de ces trente morceaux de sculpture, dont la possession suffirait à la gloire d'un musée, qu'elles aient été publiées. *Semper aliquid novi Africa adfert*, disaient les anciens à propos des animaux étranges qui leur arrivaient de la Libye ⁽¹⁾. Le proverbe s'appliquerait mieux aujourd'hui aux œuvres que nous rend un sol fécond en surprises.

En parcourant ces thermes, où l'eau devait couler en abondance, on se demande comment dans un pays aride on réussissait à se la procurer ⁽²⁾. Mais un puissant barrage retenait au-dessus de la ville les crues torrentielles de l'Oued Lebda, et un peu en aval avait été construit un immense réservoir, d'où se dirigeait vers la ville un double aqueduc, dont l'un alimentait les bains. Les Leptitains recueillaient ailleurs encore dans de vastes citernes les pluies abondantes des mois d'hiver, et ils avaient même appris à capter par des installations hydrauliques la nappe souterraine ⁽³⁾ qui descend des collines voisines, en sorte que la grande ville fut largement pourvue du liquide indispensable à ses besoins.

Plus somptueux encore que les thermes est un édifice immense dont l'exploration est à peine entamée : C'est un

⁽¹⁾ PLINÉ, H. N., VIII, 16, § 42. Cf. ARIST., *Hist. anim.*, VIII, 28, p. 606 b, 20; *Gen. anim.*, p. 746 b, 7; ZENOB., II, 51.

⁽²⁾ Cf. ROMANELLI, *Rivista della Tripol.*, I, pp. 209 et ss.

⁽³⁾ CIL VIII, 11. = Dessau 5754 : « Q. Servilius Candidus sua impensa aquam quaesitam et elevatam in coloniam perduxit ».

ensemble de constructions dont la superficie ne couvre pas moins de 45 hectares ⁽¹⁾. On y a reconnu un palais impérial, qui pourrait rivaliser avec celui des Flaviens au Palatin ou celui de Dioclétien à Spalato, ou encore un forum monumental analogue à celui de Trajan à Rome. Jusqu'ici les fouilles n'ont dégagé qu'une portion d'une grande basilique de 70 mètres de long, divisée en trois nefs par des colonnades, le vaisseau central se terminant de chaque côté par une abside. Les grandes colonnes de granit rose d'Égypte portent encore les restes d'un entablement où était gravés en lettres hautes d'une coudée le nom et la titulature de Septime-Sévère. La récupération de ce monument grandiose compensera à l'avenir la destruction du Septizonium du Palatin par Sixte-Quint. Déjà les excavations ont mis au jour, contre le mur du fond, la partie supérieure des deux pilastres monolithes de marbre blanc ornés de rosaces et de rinceaux profondément découpés dans la pierre. Une partie de la paroi du nord a été abattue tout entière sur un lit de sable par quelque tremblement de terre, avec la corniche et la colonnade qui la précédait, comme si un fils de géant s'était amusé à jeter à terre d'un revers de main les blocs d'un château d'enfant. Il suffira de rajuster les divers éléments de la construction pour la faire revivre à nos yeux. Les trouvailles les plus inattendues peuvent être espérées lorsque le niveau de la fouille approchera celui du pavement.

Tous les autres monuments de la ville semblent avoir été construits à la même échelle colossale. Le cirque, dont on vide une des extrémités, mesurait 450 mètres de long sur 50 de large. La *spina* qui le divisait en deux est restée debout, fait unique,

(1) La maçonnerie est formée de moellons noyés dans un mortier épais, alternant avec des chaînes de briques, un procédé fréquent à l'époque byzantine, dont on trouve ici un des plus anciens exemples. On constate cependant son emploi en Gaule, m'apprend M. Camille Jullian, notamment à Lyon, depuis le règne d'Hadrien.

sur toute sa longueur, et l'on a même retrouvé les trois petits cônes qui à son extrémité servaient de bornes, et un réservoir dont l'eau servait peut-être à arroser le sable de l'arène. Le port ⁽¹⁾ ensablé, dont le bassin occupait une étendue de 112,000 mètres carrés, était entouré de quais maçonnés, étonnamment conservés, avec leurs escaliers qui descendent vers un plan incliné au niveau des eaux, leurs anneaux de pierre, qui semblent attendre l'amarrage des navires, leurs magasins spacieux et même leur phare, le seul de l'antiquité qui soit parvenu jusqu'à nous.

On a l'impression que le rude soldat d'Afrique, à qui la fortune des armes avait assuré la domination du monde, voulut faire de sa cité natale une rivale de Carthage par la beauté et la grandeur. Quelle confiance en l'éternité de l'empire, quelle persuasion de sa force invincible, ne fallut-il pas pour jeter ainsi, comme un défi, une ville fastueuse aux confins de la barbarie, dont la menace était à peine écartée. Était-ce un rêve de potentat oriental que de prétendre élever une métropole superbe sur une côte pourvue seulement d'un étroit hinterland?

Ce serait faire injure à l'esprit pratique d'un grand administrateur que de lui prêter un caprice coûteux d'une aussi pompeuse futilité. En réalité, l'agrandissement de Leptis répondait aux desseins d'une politique commerciale bien arrêtée. Nous voyons qu'à l'époque des Sévère les routes menant du littoral vers la nouvelle ligne de défense de la frontière étaient gardées par des postes établis aux points d'eau et qu'au delà les oasis du désert furent fortifiées et occupées par des garnisons romaines, évidemment pour pourvoir à la sécurité des pistes caravanières conduisant à travers le Sahara au cœur du conti-

(1) ROMANELLI, *Il porto di Leptis Magna*, dans *ATTI DELLA PONTIF. ACCADEMIA ROM. DI ARCHEOLOGIA*, sér. III, t. II. Rome, 1924. Cf. la vieille description reproduite par CAGNAT, *Mém. Ant. de France*, LX, 1899, p. 66.

nent noir ⁽¹⁾. M. Gsell a mis ces mesures militaires en rapport avec l'introduction du dromadaire dans le Nord de l'Afrique, où il était encore inconnu, ou presque, au début du II^e siècle ⁽²⁾. Le premier texte, qui indique la présence dans cette région d'une grande quantité de ces animaux, est un passage d'Ammien Marcellin ⁽³⁾, où l'on voit, en 363, un général exiger précisément des gens de Leptis quatre mille chameaux pour ses transports. Tout concourt à faire croire que les Sévères favorisèrent de tout leur pouvoir le développement du commerce par caravanes en Tripolitaine. Le chef de cette dynastie savait, par expérience, quelle source de prospérité était pour la Syrie le trafic à travers le désert avec les villes de l'Iran et les ports du golfe Persique. L'or et l'ivoire que le Soudan pouvait offrir en échange des produits fabriqués dans l'Empire n'étaient pas moins précieux que la soie, les épices et les aromates qu'on importait de l'Inde et de la Perse, et ce négoce fructueux pouvait assurer à Leptis une opulence comparable à celle de Palmyre. Il est à peine douteux que la création d'un vaste port et l'embellissement de la vieille colonie phénicienne doivent s'expliquer par le développement du commerce transsaharien et l'établissement de relations profitables avec le centre de l'Afrique ⁽⁴⁾.

La grandeur de Leptis fut éphémère. Sa prospérité sombra certainement dans la grande crise qui, après la disparition des Sévères, faillit provoquer l'effondrement de l'empire. Au IV^e siècle, les incursions des Nomades, plus tard celles des Vandales ache-

⁽¹⁾ CAGNAT, *La Frontière de Tripolitaine*, p. 28 [100] et suiv.

⁽²⁾ GZELL, *Histoire de l'Afrique du Nord*, pp. 58 et suiv., p. 60, n. 8. Cf. CARCOPINO, *Syria*, t. V, 1924 [sous presse].

⁽³⁾ AMMIEN, XXVIII, 6, 5.

⁽⁴⁾ M. Gsell reprendra bientôt cette question (cf. *Comptes rendus de l'Acad. des Inscriptions*, juillet 1925) et montrera comment, vers la même époque, le Sahara fut occupé par les Berbères, qui fondèrent même des royaumes au delà du désert.

vèrent sa ruine, et elle devait être réduite à peu de chose quand Justinien l'occupa. Déjà elle était tombée dans l'oubli quand les cavaliers arabes s'avancèrent à la conquête de l'Afrique. Le torrent que les Romains avaient détourné, pour qu'il n'ensablât pas le port, rompit ses digues et déposa son limon dans la ville abandonnée et le vent du désert roula sur elle les dunes voisines et l'ensevelit dans un épais linceul de sable. Voici que, grâce à l'Italie, elle ressuscite comme par miracle de son repos treize fois séculaire.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Broser (Ludwig)*. Die frohe Botschaft des Herrn im Wechsel der zeiten.
Kronstadt-Brasov, 1925; in-8° (46 p.). [30.181]
- Cavens (comte Louis)*. Le canal de Willebroeck, 1881-1906. Bruxelles,
s/d.; in-8° (119 p.). [31.103]
- Le canal de Willebroeck. Justice. Bruxelles, 1921; in-8° (40 p., pl.). [31.102]
- Napoléon I^{er} (Waterloo). Bruxelles, s/d.; in-8° (193 p., pl.). [31.103]
- Napoléon I^{er}. Bruxelles, 1909; gr. in-8° (190 p., pl.). [31.104]
- Chleqner (B. S.)*. Le prélèvement sur le capital dans la théorie et la
pratique. Bruxelles, 1925; in-8° (110 p.). [31.074]
- Conrardy (Charles)*. Essai sur Charles Potvin 1818-1902. Bruxelles, 1925;
in-16 (43 p.). [30.193]
- Crokaert (Paul)*. Brialmont. Bruxelles, 1925; gr. in-8° (620 p., pl.). [31.076]
- De Meulemeester (Maurice)*. De abdij van Roosenberg te Waasmunster.
Saint-Nicolas, 1925; gr. in-8° (946 p., pl.). [31.075]
- De Wulf (Maurice)*. Histoire de la philosophie médiévale. — I. Des
origines jusqu'à Thomas d'Aquin. Paris-Louvain, 1925; in-8°
(393 p.). [31.073]
- Duval (Frédéric)*. De la paix de Dieu à la paix de fer. Paris, 1925;
in-8° (103 p.). [31.063]
- Fauchille (Paul)*. Traité de droit international public. Tome I^{er} (2^e partie).
Paix. Paris, 1925; in-8° (1181 p.). [28.267]
- Gessler (J.)* La Légende du chevalier voué au démon et sauvé par sainte
Gertrude. Bruxelles [1925], extr. in-8° (pp. 205-285). [30.188]
- Malo (Henri)*. Les derniers corsaires. Dunkerke (1715-1815). Paris,
1925; in-8° (292 p., pl.). [31.099]
- La grande guerre des corsaires. Dunkerke (1702-1715). Paris, 1925;
in-8° (219 p., pl.). [31.100]
- Peano (G.)*. Interlingua. Turin, 1925, in-16 (16 p.). [30.189]

- Pirenne (Henri)*. Medieval cities. Their origins and the revival of trade translated from the french by Frank D. G. Halsey. Princeton, 1925; in-16 (249 p.). Rel. de l'éditeur. [31.072]
- Robertson (David Allan)*. International relation. S.v., 1925; extr. in-8° (7 p.). [30.178]
- Rærsch (Alphonse)*. Étude sur Antoine de Sconhove Bruges, 1925; extr. in-8° (pp. 140-172). [30.179]
- Schmitz (le chanoine Jean) et Nieuwland (dom Norbert)*. Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg. 7^e partie, tome VIII. La Bataille de la Semois et Virton. Bruxelles, 1925; pet. in-4° (432 p., pl., carte). [26.830]
- Tittoni (Tommaso)*. Arrigo Beyse (Stendhal). Rome, 1924; in 8° (22 p.). [30.187]
- *Conflitti politiche Riforme costituzionali*. Bari, 1919; in-16 (270 p.). [31.088]
- *Durante la Presidenza del Senato*. Milan, 1924; in 16 (537 p.). [31.097]
- *I documenti diplomatici Tedeschi*. Rome, 1925; in-8° (7 p.). [30.192]
- *I Poteri Finanziari dei due Rami del Parlamento e la Riforma costituzionale Belga del 1921*. Rome, 1924; in-8° (22 p.). [30.190]
- *Le Jugement de l'histoire sur la responsabilité de la guerre, avec préface de M. Gabriel Hanotaux*. Paris, 1916; in-16 (109 p.). [31.095]
- *L'Union économique des Alliés*. Rome, 1917; gr. in-8° (31 p.). [30.546]
- *Per la Guerra et per la Pace*. Milan, 1919; in-16 (166 p.). [31.096]
- *Sei anni di politica estera (1903-1909)*. Rome, 1912; in-8° (529 p.). [31.101]
- *Tramonti dell' amore. L'occitanienne di Chateaubriand*. Rome, 1925; in-8° (22 p.). [30.191]
- Vanderpol (Alfred)*. La doctrine scolastique du droit de guerre, avec une biographie de l'auteur. Paris, 1925; gr. in-8° (534 p.). [31.063]
- Wagner (F.)*. La Saga du Scalde. Egil Skallagrímsson. Histoire poétique d'un Viking scandinave du X^e siècle. Traduite de l'ancien islandais. Bruxelles, 1925; in-8° (269 p.).
- *** *The meeting of the american Historical Association at Richmond*. Richmond, 1925; cah. gr. in-8° (pp. 451-477). [30.180]
-

COMPTE RENDU

DE LA

SIXIÈME SESSION ANNUELLE DU COMITÉ

(11-13 MAI 1925)

Étaient présents :

Pour la *Belgique* : MM. J. Bidez et H. Pirenne;

Pour le *Danemark* : MM. J.-L. Heiberg et O. Jespersen;

Pour l'*Espagne* : M. Caro, suppléant S. Exc. le marquis de Villalobar et M. R. d'Alós, à qui étaient adjoints MM. L. Nicolaou d'Olwer et Bosch Gimpera;

Pour les *États-Unis* : MM. T. Frank et R. Gottheil;

Pour la *France* : MM. Th. Homolle et Imbart de la Tour, à qui étaient adjoints MM. H. Goelzer et E. Pottier;

Pour la *Grande-Bretagne* : Sir Frederic Kenyon et Sir Paul Vinogradoff;

Pour la *Grèce* : MM. A. Kéramopoulos et G. Oikonomos, à qui était adjoint M. N. Balanos;

Pour l'*Italie* : MM. G. de Sanctis et V. Ussani, à qui étaient adjoints MM. G. Giglioli et G. Lugli;

Pour le *Japon* : S. Exc. M. Adatei et M. T. Fukuda;

Pour la *Norvège* : M. H. Koht;

Pour les *Pays-Bas* : MM. Salverda de Grave et Colenbrander;

Pour la *Pologne* : M. S. Wroblewski;

Pour le Royaume des *Serbes, Croates et Slovènes* :
MM. N. Vulić et G. Manojlović.

Les Académies de Bucarest, Leningrad, Lisbonne et Prague
ont été empêchées de se faire représenter.

Séance du lundi 11 mai, à 10 heures.

M. Homolle, président, adresse un salut cordial aux représentants des différents pays et des souhaits de bienvenue à ceux qui siègent pour la première fois.

I. — CORRESPONDANCE.

L'Académie des Sciences d'Amsterdam prie l'U. A. I. de demander aux diverses Académies adhérentes de vouloir bien s'informer si, dans les bibliothèques privées de leurs pays, se trouvent des œuvres de Grotius, y compris des poésies et des lettres. — Il est décidé que cette demande sera adressée aux divers Corps savants de l'Union.

Le Conseil des Sociétés savantes américaines propose à l'U. A. I. d'instituer une enquête internationale sur la Bibliographie des sciences philologiques et historiques et des sciences politiques et sociales. — L'Assemblée renvoie cette proposition à la Commission, formée de MM. Gottheil, Frank, sir Frederic Kenyon, Homolle, Salverda de Grave, Ussani, Heiberg, Fukuda, d'Alos, qui fera rapport au cours de la séance du 13 mai.

Le Gouvernement hellénique fait connaître qu'il adjoint à ses deux délégués, M. Balanos, pour faire un exposé sur la méthode hellénique de restauration des monuments historiques. — Cette question n'étant pas à l'ordre du jour, mais présentant pour les membres de l'U. A. I. un intérêt considérable, il est

décidé, sans que cette mesure constitue un précédent, d'organiser en dehors des séances officielles de l'U. A. I., une réunion au cours de laquelle M. Balanos fera une conférence avec projections sur l'objet qu'il a bien voulu offrir d'exposer à l'Union.

L'Académie royale de Belgique communique un vœu qu'elle a émis relativement à la coopération intellectuelle internationale.

II. — **LANGUE AUXILIAIRE INTERNATIONALE.**

Conformément à la décision prise le 14 mai 1924, les divers corps savants de l'U.A.I. ont été priés de donner leur avis sur cet objet.

L'Académie de Copenhague a fait connaître qu'elle n'était pas disposée, pour le moment, à prendre une décision.

L'Académie de Tokyo a recommandé l'usage de l'Esperanto.

L'Académie de Cracovie souhaite une langue auxiliaire construite, à base latino-romane, mais déclare inutilisables pour l'usage scientifique les langues auxiliaires construites existantes.

La British Academy est d'avis que pour l'usage scientifique les langues artificielles ne peuvent convenir.

Les Académies italiennes et celles d'Amsterdam, de Bruxelles, Bucarest, Oslo, Paris (Inscriptions et Belles-Lettres), Prague et Zagreb se sont déclarées défavorables aux langues artificielles. — Recommandent comme langue auxiliaire internationale : Prague et Zagreb, le français et l'anglais; Bruxelles et Oslo, le français, l'anglais et l'allemand; Bucarest est également favorable aux langues vivantes d'usage mondial; et les Académies italiennes recommandent d'employer une des quatre langues vivantes usitées dans les congrès internationaux, ou le latin.

Un accord unanime n'ayant pu s'établir, aucune décision n'est prise pour le moment. Le Conseil des Sociétés savantes, à l'initiative duquel l'enquête a été entreprise, en sera avisé.

III. — COMPOSITION DES COMMISSIONS ET HORAIRE
DE LEURS SÉANCES.

L'Assemblée détermine la composition des Commissions chargées d'examiner les divers objets de l'ordre du jour; elle fixe les jours et heures de leurs réunions :

1. *Corpus des Vases antiques*. — MM. d'Alos, de Sanctis, Giglioli, Mayence, Pottier, Vulić, Kéramopoullos, Bosch Gimpera, sir Frederic Kenyon et Manojlović.

2. *Manuscrits alchimiques*. — MM. Bidez, de Sanctis, Heiberg, sir Frederic Kenyon, Lagercrantz, Gottheil et Fukuda.

3. *Droit coutumier d'Indonésie*. — Imbart de la Tour, Colenbrander, Fukuda, Homolle.

4. *Œuvres de Grotius*. — Salverda de Grave, Imbart de la Tour, Fukuda.

5. *Dictionnaire du Latin médiéval*. — MM. d'Alos, Goelzer, Homolle, Jespersen, Koht, Nicolau d'Olwer, Frank, Pirenne, Salverda de Grave, Ussani, sir Paul Vinogradoff, Vulić, Manojlović (les membres du Comité central international ayant seuls voix délibérative).

6. *Documents historiques concernant le Japon*. — S. Exc. M. Adatci, MM. Imbart de la Tour, Fukuda, Colenbrander et Caro (suppléant S. Exc. le marquis de Villalobar).

7. *Forma Romani Imperii et Corpus des Inscriptions grecques et latines*. — MM. Bidez, d'Alos, de Sanctis, Lugli, Homolle, sir Frederic Kenyon, Manojlović, Salverda de Grave, Vulić, baron de Loë, Frank, Bosch Gimpera, Oikonomos.

8. *Mosaïques grecques*. — MM. d'Alos, Giglioli, Homolle, Oikonomos, Pottier, Balanos.

Séance du mercredi 13 mai, à 10 heures.

Il est annoncé que les subventions suivantes ont été reçues depuis la dernière réunion, pour le budget scientifique :

1° Une subvention de 17,785 fr. 84 c., de la Fondation Rask-Ørsted;

2° Une subvention de 2,000 francs, de l'Union académique italienne;

3° Une subvention de 4,000 francs du Conseil des Sociétés savantes américaines.

M. de Sanctis annonce qu'une nouvelle Académie italienne — Reale Accademia di Archeologia, Lettere e Belle arti di Napoli — s'est jointe aux Académies constituant l'Union académique nationale et se trouve désormais représentée aux travaux de l'U. A. I. par les délégués italiens.

I. — RAPPORTS.

L'Assemblée entend la lecture des rapports ci-après, présentés au nom des diverses Commissions constituées le 11 mai :

I. — CORPUS DES VASES ANTIQUES.

M. E. Pottier, directeur général de la publication, présente, au nom de la Commission, le rapport suivant sur les progrès accomplis pendant l'année 1924-1925 :

Les résultats obtenus pendant l'année 1924-1925 se résument dans les chiffres suivants : quatre fascicules parus, cinq fascicules complètement préparés pour les planches, cinq en cours de préparation, deux classifications nouvelles. En récapitulant les comptes des années précédentes, nous arrivons à un total de huit fascicules et de dix classifications complètement achevées, plus dix fascicules nouveaux en préparation.

FASCICULES PARUS. — Le fascicule 1 du British Museum, dû à M. Arthur H. Smith, comprend 44 planches et 28 pages de texte. Il est composé de quatre catégories différentes de vases. On en avait déjà apprécié la beauté et la variété l'an dernier, lors de la présentation des spécimens. L'apparition du fascicule complet confirme l'importance capitale de cet ouvrage, qui fait connaître un grand nombre de types inédits et rend avec fidélité tous les détails du style et des sujets, de même que l'état actuel et réel des vases dont on ne peut pas se rendre compte par des dessins.

Même remarque pour le fascicule 1 du Museo della Villa Giulia, à Rome, édité par M. Giglioli. Malgré le soin d'exécution des planches en couleur qui ont reproduit autrefois le célèbre vase Chigi, on apprécie, en voyant les planches et les nombreux détails donnés par notre collègue italien, l'exactitude des divers aspects sous lesquels a été pris l'original. L'auteur a cherché avec soin à varier ses effets par le choix des sujets, car il ne réunit pas moins de huit catégories dans ses 49 planches dont nous avons déjà loué, l'an dernier, les qualités d'exécution et d'arrangement.

M. F. Mayence, malgré de nombreux obstacles dont il a su triompher à force de persévérance, a pu soumettre cette année à l'examen du Comité le premier fascicule du Musée du Cinquantenaire de Bruxelles, avec un texte imprimé et un dossier complet des planches, les unes en photographie, les autres déjà tirées en phototypie. L'une et l'autre opération sont parfaitement réussies. Le fascicule belge comptera parmi les meilleurs et pourra servir de modèle à ceux de nos collègues qui sont encore dans la phase des préparations, pour la netteté des images, la finesse des détails, l'arrangement heureux des ensembles.

J'ai remis aussi à l'Union le fascicule troisième du Louvre qui a paru en janvier dernier; il continue la série des vases orientaux et attiques, amorcée dans les précédentes livraisons.

FASCICULES EN PRÉPARATION. — On peut distinguer, dans cet

ensemble, les fascicules où les vases sont entièrement classés et disposés en maquettes, et les fascicules seulement ébauchés.

A la première catégorie appartient le premier fascicule des États-Unis, qui réunira sous une même couverture les collections privées de MM. Hoppin et Gallatin. Tous les matériaux étaient entre les mains de l'éditeur quand est survenue la mort de notre collaborateur et ami J. Hoppin, ce qui retarda quelque peu l'apparition de cette livraison qu'un des auteurs ne verra pas, mais à laquelle il a travaillé, avec un courage admirable et en dépit de souffrances cruelles, jusqu'au dernier moment.

Je range dans le même groupe le fascicule deuxième du Musée de Copenhague, dont le texte et les planches, faits par MM. Blinckenberg et Johansen, sont entièrement prêts pour l'impression; la suite des vases s'y déroule dans l'ordre chronologique comme précédemment et réunit de très beaux exemplaires des poteries mycéniennes, rhodiennes, béotiennes, attiques, corinthiennes.

J'y range aussi le fascicule du Musée de Barcelone, présenté par M. Bosch Gimpera. Il contiendra la série inédite et toute nouvelle des vases ibériques, découverts dans la région d'Emporion, et ce travail sera, je crois, accueilli avec beaucoup de faveur par les archéologues, car il ouvre de nouveaux horizons aux historiens de l'art et même aux historiens des événements politiques. Le fascicule de la collection Mouret, réunissant les trouvailles d'Ensérune et de Vendres, près de Béziers, sera une autre contribution à l'étude des vases ibériques; il apportera aussi une série considérable de vases attiques et campaniens, permettant de dater les nécropoles et de montrer les rapports intimes de la civilisation du Nord de l'Espagne avec le Midi de la France, au IV^e et au III^e siècle avant notre ère. Enfin le fascicule quatrième du Musée du Louvre, dont j'ai apporté toutes les photographies classées, contiendra les séries de Troie, de Mysie et de Chypre, et continuera les séries attiques à figures noires et à figures rouges.

Passons à la seconde série. Parmi les fascicules encore en

préparation et non achevés, citons au premier rang la belle collection de M. Lunsingh-Scheurleer, de La Haye, dont M. J. Six, directeur régional pour la Hollande, a exhibé plusieurs planches fort bien aménagées et dont le texte est rédigé. Cette collection sera une surprise pour bien des archéologues, car elle paraît presque aussi importante qu'un musée d'État par le nombre et par la qualité des pièces.

Sir Frederic Kenyon a entretenu le Comité du *Corpus* du Musée d'Oxford, mis en train par M. Hogarth; la rédaction en est confiée à un céramographe bien connu, M. Beazley. Plusieurs planches en sont déjà réalisées et ont été présentées comme spécimens.

D'Espagne, M. Ramon Melida nous a fait parvenir une planche-spécimen de vases qu'il compte publier dans un fascicule consacré au Musée de Madrid; son envoi prouve que le travail est commencé de deux côtés en Espagne, et nous apporte ainsi d'heureuses promesses pour l'avenir.

Notre collègue de Grèce, M. Kéramopoullou, assisté de M. Oikonomos, a montré une importante série de photographies faites au Musée d'Athènes pour le *Corpus*. Plus de 500 clichés ont été pris, ce qui représente déjà un matériel suffisant pour plusieurs fascicules. Reste à faire le classement de ces photographies et l'arrangement en maquettes.

M. Vulić a consulté le Comité sur les moyens de publier, suivant les procédés et le plan du *Corpus*, les vases de la région du Banat, dont plusieurs ont été édités et gravés dans des recueils locaux.

Pour ce qui concerne la France, je donnerai des nouvelles du fascicule consacré au Musée de Sèvres, dont j'ai déjà entretenu l'Union et que nous espérons publier plus tôt. Mais M^{me} Massoul, qui s'en est chargée, a découvert dans les archives de ce musée d'importants dossiers qui fournissent des renseignements précis sur les provenances des vases et sur les personnes

qui les y ont apportés. Ce travail de long dépouillement a fait subir un temps d'arrêt à la publication.

Enfin j'ai obtenu, en France, le concours de la Direction des Beaux-Arts et de l'Administration de la Bibliothèque Nationale, pour éditer le musée bien connu du Cabinet des Médailles. M^{me} Marcelle Flot, qui a déjà fait ses preuves en rédigeant le fascicule du Musée de Compiègne, s'est chargée de cette nouvelle et importante tâche. Les photographies sont commencées; j'en ai montré quelques spécimens.

CLASSIFICATIONS. — Notre série de classifications atteint maintenant la dizaine. Elle s'est enrichie de deux nouvelles brochures, une de M. P. Ducati sur les produits de la céramique italote, œuvre délicate et difficile dont l'auteur s'est acquitté avec une rapidité et une maîtrise dont nous lui sommes profondément reconnaissants; l'autre, de M. Blegen, sur la poterie prémycénienne du continent grec méridional, montrant les rapports de cette céramique avec la Thessalie du Nord et sa place dans les périodes actuellement dénommées « helladiques ».

QUESTIONS GÉNÉRALES. — Comme les questions de programme et de méthode ont été plusieurs fois examinées et fixées, au cours de nos précédents entretiens, nous n'avons pas eu à y revenir, mais l'attention du Comité a été attirée sur certains détails. Par exemple, l'indication des groupements par chiffres et lettres imprimés en tête des planches donne lieu parfois à certaines divergences qui nuisent à l'unité de notre répertoire (par exemple pour la répartition du style mycénien). Aussi le Comité rappelle qu'en cas de doute ou de difficulté quelconque, il est recommandé de vouloir bien en référer à la Direction générale, qui cherchera la solution de la question d'après les règles adoptées, ou qui consultera à cet effet le Comité, s'il en est besoin. Nous répétons aussi que les brochures de classifications ne sont que des conseils et des suggestions soumises aux rédacteurs du *Corpus*; elles n'ont pas de caractère obligatoire et chaque éditeur est maître de son grou-

pement de détail, sous sa responsabilité, à condition de respecter les deux indices inamovibles à placer en tête des planches (chiffre romain = indice géographique; lettre capitale = indice du style).

En dernier lieu on a examiné la façon de noter que deux ou trois sujets d'une planche appartiennent au même vase. Certaines propositions ont été faites pour éviter les *bis* et les *ter*, ou les petites lettres (*a, b, c*) qui compliquent la référence et multiplient les chances d'erreurs; elles trouveront leur application, à titre d'essai, dans de prochaines livraisons et permettront de juger si ce perfectionnement est réalisable.

En terminant, nous ne pouvons que nous louer du progrès de ces publications, qui, on le voit, poursuivent une marche régulièrement ascendante et représentent une somme déjà considérable de documents, réunis par neuf nations associées; progrès dû à la bonne entente, au grand désir de collaboration amicale qui n'a jamais cessé de se manifester ici et qui, après plusieurs années, donne à nos réunions un caractère, non seulement d'union entre savants, mais d'activité cordiale entre hommes.

Le Rapporteur.

E. POTTIER.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

2. — CATALOGUE DES MANUSCRITS ALCHIMIQUES.

Au nom de la Commission, M. Bidez donne lecture du rapport suivant :

Il n'est pas arrivé souvent à l'alchimie d'avoir ce que l'on appelle une bonne presse. A Alexandrie déjà, — d'après un auteur arabe, — dans l'amphithéâtre où les savants tenaient leurs congrès, le rang le plus infime était réservé à ceux qui s'occu-

paient de cette science fallacieuse, et Dante place l'alchimiste assez avant dans les profondeurs de l'enfer (chant XXIX, vers 118 et suiv.). Il est donc réconfortant pour nous de voir que le sujet de nos recherches a cessé de passer pour un art digne de réprobation. Dans des livres de vulgarisation scientifique consacrés à ce qu'on appelle l'*alchimie moderne*, on a pu écrire que, la transmutation des métaux étant presque un fait accompli, il n'y a plus lieu de sourire de l'idée que représentait la pierre philosophale, et dans mainte revue ou magazine littéraire, on a noté le regain de jeunesse du vieux rêve des alchimistes. Certes notre catalogue de manuscrits n'est pour rien dans ce changement de l'opinion. Comme le disait récemment M. Franz Cumont, en présentant nos premiers volumes à l'Institut de France : « Si le grand œuvre doit un jour être réalisé, les moyens en seront découverts dans les laboratoires et non dans les bibliothèques ». Toutefois, nous manquerions de gratitude vis-à-vis de la presse scientifique, si nous ne reconnaissons pas le service qu'elle nous rend en accueillant de la façon la plus bienveillante ceux de nos volumes qui ont déjà paru. Dans *Nature* de Londres, dans la *Philologische Wochenschrift*, dans l'*Archivio di storia della Scienza*, dans le *Bolletino di Filologia Classica*, dans la *Revue des Études anciennes*, par exemple, des juges compétents ont fait valoir « la grande importance » qu'ils ont bien voulu reconnaître au répertoire que nous composons, et l'Association pour l'Encouragement des études grecques en France vient d'accorder sa médaille d'argent à M^{lle} Marie Delcourt, pour la contribution qu'elle a fournie à notre volume I. S'il fallait affermir la confiance de ceux qui nous ont aidés précédemment et leur montrer que les encouragements nous viennent de tous côtés, il n'y aurait qu'à reproduire ici la conclusion des comptes rendus publiés dans la *Chemiker-Zeitung* (1924, n° 135, et 1925, n° 5) par M. Edmond von Lippmann, l'auteur d'une *Histoire de l'Alchimie* qui fait autorité. De toutes parts

aussi, on nous engage à achever notre travail le plus tôt possible. Si la réalisation souhaitée par les spécialistes est quelque peu retardée, il y a des raisons de s'en consoler. Nos lenteurs sont causées par des trouvailles qui promettent d'être fructueuses, mais qu'il serait désavantageux de livrer tout de suite au public.

ITALIE.

Tandis que nous avons pu faire sortir des presses, peu après notre dernière session, le volume III du catalogue, — consacré par M^{me} D.-W. Singer aux manuscrits des îles Britanniques, puis, dans un appendice, à l'étude des recettes du *Codex Holkhamicus*, étude dont M. Lagercrantz a tiré tant de conclusions neuves et intéressantes que, déjà, on lui a demandé une réédition du texte avec sa traduction dans une langue moderne, — l'impression du volume II, réservé aux manuscrits italiens, a passé par un temps d'arrêt. En effet, M. C.-O. Zuretti, notre savant et dévoué collaborateur de l'Université de Milan, a découvert, à la Vaticane, l'importance d'un réceptaire volumineux, difficile à déchiffrer, plein d'inédits, et semblant avoir presque autant de valeur que le fameux *Marcianus*. Ce *Vaticanus* est daté. Il a été écrit en 1376, à Oppido Mamertino, près de Reggio en Calabre, et MM. Martini et Bassi nous ont fourni la description d'un *Neapolitanus* du XV^e siècle qui en est la copie. Non seulement le *Vaticanus* nous apporte un bon nombre de recettes alchimiques nouvelles, mais de plus, — et ce fait mérite sans doute d'être retenu pour l'histoire des sciences au moyen âge, — ce curieux manuscrit nous fait voir que, dans ce qui fut jadis la Grande Grèce, ou plutôt dans le domaine et peut-être dans l'entourage du roi Manfred, on traduisait des livres alchimiques du latin en grec. Enfin, parmi les auteurs ainsi traduits, dans une table pleine d'intérêt, à côté du

fameux Arnaud de Villeneuve, dont les scribes défigurent le nom à plaisir, le *Vaticanus* mentionne plus d'un autre chercheur de la pierre philosophale, entre autres un Luciatius, non encore identifié, et un comte de Santa-Fiore, dont M. Zuretti a retrouvé le nom dans une description ancienne d'un manuscrit aujourd'hui disparu de la bibliothèque de l'Escurial. Ailleurs, ce sont des alphabets cryptographiques qui nous arrêtent jusqu'à ce que l'on ait réussi à en trouver la clef ⁽¹⁾. Bref, la mise au point de cette partie de notre catalogue ne peut se faire qu'avec de longs tâtonnements. Personne, nous osons le croire, ne nous reprochera d'avancer avec beaucoup de circonspection.

D'autre part, dans l'appendice du volume II, nous voudrions élucider la question des rapports du *Marcianus* M avec le *Parisinus* A décrit par M. Lebègue dans le volume I. On s'est figuré maintes fois que ce *Parisinus* dérivait du fameux manuscrit de Venise. Récemment encore, M. Reitzenstein a cru découvrir des preuves irréfutables de cette filiation. Or, M. Lagercrantz a abordé à son tour ce problème, — un des plus importants de ceux dont nous devons préparer la solution, — et il se demande si tout le procès ne devra pas être revisé. Nous lui sommes très reconnaissants de la contribution nouvelle que notre catalogue est à la veille de lui devoir et nous voudrions mettre dans le volume même où le *Marcianus* est décrit, l'étude qui déterminera son rôle dans l'histoire de la tradition.

Enfin, en ce qui concerne les *Cæranides*, nous songeons à décrire, dans un autre appendice du volume II, à côté des manuscrits grecs, un choix de versions latines. Certaines d'entre elles sont, en effet, antérieures aux plus anciennes des copies grecques, et il paraît indispensable d'en connaître sans retard le contenu. De la sorte, M^{lle} Marie Delcourt pourra avancer dans une étude qu'elle a si fructueusement commencée.

(1) Tout récemment encore, M. Zuretti est parvenu à en déchiffrer un.

GRANDE-BRETAGNE.

Sir Frederick Kenyon nous a fait l'agréable surprise de nous apporter, déjà mise au point, la première partie de la description des manuscrits alchimiques des îles Britanniques renfermant des textes latins ou anglo-saxons. M^{me} D.-W. Singer, en rédigeant cette partie de notre catalogue, et la *British Academy*, en se chargeant de la publier dans les conditions qui ont été précisées l'an dernier, nous rendent un service dont nous leur sommes fort reconnaissants.

ESPAGNE.

M. d'Alos nous fait espérer que, bientôt sans doute, le corps savant de Barcelone dont il est le délégué pourra publier un fascicule décrivant les manuscrits alchimiques latins existant dans des bibliothèques de la Catalogne. Il suffira de rappeler que son pays est la patrie d'Arnaud de Villeneuve et de Raymond Lulle et que M. d'Alos lui-même a une compétence toute spéciale en ce qui concerne la bibliographie du principal de ces alchimistes médiévaux, pour faire apprécier l'importance du concours qu'il nous apporte.

Quant aux manuscrits alchimiques grecs de l'Escorial, M. C.-O. Zuretti a obtenu du gouvernement italien une subvention dont il compte se servir cette année même pour aller préparer en Espagne un fascicule nouveau de la série à laquelle il prête une si éminente collaboration.

HOLLANDE.

M. Lagercrantz a obtenu une reproduction photographique du papyrus alchimique X, de Leyde et, en le déchiffrant, il a déjà découvert maintes émendations et constaté à nouveau l'urgente nécessité d'une réédition. Il lui reste à rechercher les

passages parallèles. Quant au papyrus *Holmiensis*, le texte en est définitivement établi.

De ce côté encore, notre publication devra à M. Lagercrantz un fascicule dont les historiens de la chimie apercevront du premier coup l'intérêt. Je suis heureux de trouver ici l'occasion de rendre publiquement hommage au dévouement avec lequel cet éminent spécialiste veut bien faire progresser tant de parties de notre travail.

PAYS ORIENTAUX.

A. — L'Alchimie chez les Arabes.

Pour nous guider dans ce domaine, nous trouvons de précieuses indications d'abord dans les diverses études de M. Ed. von Lippmann ⁽¹⁾, qui met à profit les trouvailles faites depuis peu, puis dans les contributions à l'histoire des sciences naturelles de deux autres spécialistes de marque, MM. E. Wiedemann et J. Ruska ⁽²⁾. Ce dernier, notamment, a montré l'importance — pour l'étude de l'alchimie grecque elle-même — d'un manuscrit arabe que M. H.-E. Stapleton a découvert à Rampur (Hindoustan), dans la bibliothèque d'un prince indien, et dont il a fait paraître quelques extraits, en collaboration avec M. R.-F. Azo (*Mémoires de la Société Asiatique du Bengale*, vol. III, 1910, n° 2). Nous osons espérer que Sir Frederic Kenyon, qui, à plusieurs reprises déjà, nous a rendu de si grands services, voudra bien nous prêter son intervention et obtiendra que l'ensemble de cette encyclopédie alchimique paraisse bientôt, peut-être même dans un des volumes de notre

⁽¹⁾ *Beiträge zur Geschichte der Naturwissenschaften und der Technik*, Berlin, 1923 (voir l'index, p. 303 et suiv.), et *Chemiker-Zeitung*, 1923, nos 1 et 3.

⁽²⁾ E. WIEDEMANN, *Zur Alchemie bei den Arabern*, *Abhandl. zur Gesch. der Naturwiss. etc.*, Erlangen, 1922, fasc. 5, et J. RUSKA, *Arabische Alchemisten*, Heidelberg, 1924.

collection. Ainsi débiterait, par une publication marquante, la partie de notre catalogue destinée à l'étude de l'alchimie dans les pays orientaux.

B. — L'Alchimie chinoise.

L'année dernière, M. Tetsujiro Inonyé, membre de l'Académie impériale du Japon, nous a fait remettre une bibliographie précieuse de « l'alchimie chinoise antérieure à la dynastie Tang ». La Commission a émis le vœu de voir l'Académie impériale du Japon publier, avec une traduction, une série d'extraits de ces vastes et anciens recueils, et M. Lagercrantz a bien voulu se charger de dresser une liste des recettes qu'il serait opportun d'examiner d'abord à titre de spécimen. Nous remercions notre confrère, M. T. Fukuda, de Tokyo, de l'obligeante intervention qu'il a bien voulu nous promettre et des perspectives qu'il fait entrevoir de ce côté.

Depuis quelques années, les publications se multiplient dans le domaine dont nous voulons faciliter l'accès. Ce n'est pas ici le lieu de les énumérer ni de les résumer toutes. Nous tenons cependant à rendre hommage aux coopérations qui nous aident le plus directement. Tout d'abord, en Italie, le Dr Giovanni Carbonelli vient de publier un ouvrage considérable, avec planches, *Sulle fonti storiche della Chimica e dell' Alchimia* (Rome, 1925), ouvrage plein d'indications précieuses sur beaucoup de manuscrits alchimiques latins. D'autre part, abordant l'étude de la science médiévale dans un travail ⁽¹⁾ aussi remarquable pour l'excellence de la méthode suivie que pour la nouveauté, l'abondance et les précisions des résultats obtenus, un savant américain, professeur de la *Harvard University* —

⁽¹⁾ *Studies in the History of mediæval science*. Cambridge, Harvard University Press, 1924.

qui fut des nôtres dès la première heure et contribua pour beaucoup à la fondation de notre U. A. I. — M. Charles-H. Haskins a recueilli, sur les traductions latines des *Cæranides* (dont il était question tantôt), une série de données qui nous serviront de point de départ pour nos recherches dans les bibliothèques italiennes spécialement. Avec la cote des manuscrits les plus anciens, M. Haskins reproduit (pp. 219 et suiv.) la préface de ces traductions, et il y découvre une abréviation indiquant, selon toute apparence, que la plus intéressante d'entre elles eut pour auteur « Paschal le Romain ». Cet érudit, accompagnant vers 1169 à Constantinople quelque mission diplomatique, réussit, semble-t-il, à pénétrer dans la réserve de la bibliothèque impériale de Byzance où l'on cachait au public les livres prohibés, et il put y trouver maint de ces traités de sciences occultes dont nous possédons une liste partielle, publiée dans le premier fascicule du *Catalogus codicum astrologorum graecorum*, pages 83 et suivantes. Il y a beaucoup à glaner également dans l'importante *History of magic and experimental science* (Londres, Macmillan, 1923, par ex. t. II, pp. 229 et suiv.) de M. Lynn Thorndikl, et dans l'article consacré aux *Kyraniden*, par M. Ganszyniec, dans la *Realencyclopädie der clss. Altertumswissenschaft* de Pauly-Wissowa-Kroll.

Les nombreux ouvrages dont nous n'avons pu citer ici qu'un choix très restreint prouvent que notre entreprise est venue à son heure et que, de plus en plus, la curiosité des savants et des penseurs se porte sur les intermédiaires qui ont ramené de l'Est vers l'Ouest l'esprit de la recherche scientifique et la pratique de l'expérimentation. Pour prévenir l'élaboration de synthèses prématurées et éviter la déperdition du travail scientifique à une époque où la recherche désintéressée risque de devenir rare, nous devrions avancer rapidement. Mais, comme nous croyons l'avoir montré par quelques exemples, les difficultés sont grandes et de toutes sortes. C'est pourquoi, après avoir remercié ceux qui nous ont soutenus jusqu'ici dans nos

efforts, — tout spécialement la fondation Rask-Ørsted de Copenhague, dont M. Heiberg a obtenu d'importantes subventions; le gouvernement italien, qui répond si généreusement aux demandes que M. de Sanctis lui présente de notre part; l'Académie britannique, qui, grâce à Sir Frederic Kenyon, se charge des frais et assume la direction d'une partie de nos publications; l'Académie impériale du Japon et l'Institut d'Études catalanes de Barcelone, qui nous donnent lieu d'espérer leur prochaine intervention; l'U. A. I. enfin, qui veut bien nous patronner et nous réserver une place dans son budget scientifique, — après nous être acquittés, dis-je, de ce devoir de gratitude, nous devons exprimer un vœu : celui de voir se maintenir et se multiplier encore les sympathies et les appuis dont nous avons besoin. Pour se recommander, notre œuvre peut faire valoir qu'elle est sans doute de celles qui contribueront à mettre en lumière un des aspects les plus bienfaisants de la vérité historique, je veux dire le fait que, depuis que l'esprit humain travaille, par l'observation et l'expérimentation, à s'entendre avec les forces de la nature, les civilisations les plus diverses n'ont pas cessé de se faire de mutuels emprunts, de se traiter en cela comme des sœurs, et de préparer ainsi l'avènement de la cité universelle des lettres rêvée si souvent par les penseurs et les savants et dont l'idée, je crois, est présente ici, dans une Union dont elle a inspiré les statuts.

Le Rapporteur,
J. BIDEZ.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

3 — RÉÉDITION DES ŒUVRES DE GROTIUS.

Au nom de la Commission, M. Colenbrander présente le rapport suivant :

La Commission a été avisée par M. Imbart de la Tour que des lettres de Grotius se trouvent à la Bibliothèque Nationale de

Paris (fonds français, latin et néerlandais) ainsi qu'à la Bibliothèque de Carpentras. M. Imbart de la Tour en a remis la liste.

M. Colenbrander fera part de cette précieuse communication de M. Imbart de la Tour à M. Molhuysen, chargé, par l'Académie d'Amsterdam, de la préparation d'une publication de la correspondance complète de Grotius.

D'autre part, pour aider M. Imbart de la Tour dans ses recherches relatives aux lettres, adressées à Grotius par des savants ou hommes d'État français, M. Colenbrander priera M. Molhuysen de fournir à M. Imbart de la Tour la liste complète des correspondants de Grotius.

Le Rapporteur,
COLENBRANDER.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

4. — DICTIONNAIRE DU DROIT COUTUMIER D'INDONÉSIE.

Au nom de la Commission, M. Colenbrander présente le rapport ci-après :

La Commission a reçu de MM. les délégués de l'Académie Impériale du Japon la communication suivante :

L'Académie Impériale du Japon reconnaît la nécessité et l'utilité du Dictionnaire du Droit coutumier, préparé à un point de vue strictement scientifique. Mais elle n'avait pas été en mesure jusqu'ici de trouver des savants japonais prêts à collaborer à ce travail avec des savants occidentaux.

Cependant, il a été tout récemment proposé, à l'Académie Impériale, quelques spécialistes japonais qui pourraient peut-être entreprendre des recherches concernant le droit coutumier d'Indonésie. Si donc l'étendue et la méthode de préparation du travail sont scientifiquement déterminées, et si, d'autre part, les spécialistes proposés sont d'une compétence suffisante, l'Aca-

démie Impériale est toute prête à subventionner les recherches de ces derniers.

En outre, l'Académie Impériale du Japon est prête également à prendre sa part des dépenses occasionnées par les travaux des spécialistes européens ; un crédit nécessaire a été voté à cet effet.

La Commission remercie les représentants de l'Académie Impériale de Tokyo de cette communication, qui sera portée par M. Colenbrander à la connaissance de M. Van Vollenhoven, chargé de la direction de l'Institut de Droit coutumier d'Indonésie.

Le Rapporteur,

COLENBRANDER.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

5. — DICTIONNAIRE DU LATIN MÉDIÉVAL

Au nom de la Commission composée du Comité central et des délégués qui s'y sont adjoints, M. L. Nicolau d'Olwer présente le rapport suivant :

La Commission, composée du Comité central et des délégués qui s'y étaient adjoints, a tenu sa séance le mardi 12 mai, à 10 heures, sous la présidence de M. Homolle.

Assistaient à la réunion MM. d'Alos, Baxter, Frank, Goelzer, Homolle, Koht, Jespersen, Manojlovič, Nicolau d'Olwer, Pirenne, Salverda de Grave, Ussani, Vinogradoff et Vulič.

TRAVAUX DU COMITÉ CENTRAL.

Sur l'invitation de M. le Président, M. Goelzer expose l'état des travaux du Comité central, se référant au compte rendu publié des séances de janvier à Paris. Au nom du Comité de rédaction il présente le 3^e fascicule du *Bulletin Du Cange* (Archivum latinitatis medii aevi) et annonce que le 4^e est sous presse.

TRAVAUX DES COMITÉS NATIONAUX.

M. Goelzer aussi, en qualité de délégué de la France, présente la liste des textes à dépouiller par le Comité national français, rédigée alphabétiquement. C'est seulement pour les textes périodiques qu'on maintient encore, sur la liste dressée par M. Fournier, l'ordre chronologique.

A ce propos, sir Paul Vinogradoff estime que la transformation des listes chronologiques en listes alphabétiques est d'un ordre tout à fait secondaire. Pour sa part, il préfère l'ordre chronologique.

M. Ussani dit que le Comité italien a essayé de fondre dans une liste unique les cinq listes de textes (historiques, juridiques, hagiographiques, littéraires et épigraphiques) présentées à la séance de janvier. Sur cette liste unique, que M. Ussani présente, il fait quelques remarques préalables : 1° n'y sont pas enregistrés les textes de droit romain qui, même postérieurs à la chute de l'Empire, sont écrits dans un latin qui n'est pas médiéval; par la raison contraire, on y trouvera des épitomés tels que la *Summa Perusina*; 2° pour les textes liturgiques, dans une dernière revision, on tirera profit de l'essai de bibliographie liturgique italienne mis à disposition par Cunibert Mohlberg; 3° les inscriptions sont classées par ordre géographique des régions de l'Italie, et pour chaque région dans l'ordre alphabétique des villes; les papes le sont dans l'ordre chronologique, sous le mot *Papae*.

Une préface de M. Crescini, un *Index chronicus* par siècles et une liste provisoire des sigles — en attendant celle confiée à M. de Groot — accompagneront la liste alphabétique des textes à dépouiller par le Comité italien.

Tous ces travaux ont empêché le dit Comité de dresser les

listes des formules dont on a délibéré à Paris. C'est M. Leicht qui s'est chargé des formules juridiques. Il a déjà commencé son travail, lequel offrira au moins une dizaine de formules pour chacune des cinq régions formulaires — lombardo-toscane, génoise, ravennaise, romaine et napolitaine — qu'il faut distinguer dans l'Italie du haut moyen âge.

En ce qui concerne la liturgie, le Comité italien est d'avis qu'on devrait dresser les listes des rubriques en même temps que celles des formules; mais comme il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine, ces listes n'auront qu'un caractère tout à fait provisoire.

Finalement M. Ussani lit une lettre de S. E. le Ministre de l'Instruction publique d'Italie, prof^r Fedele, membre du Comité italien et auteur de la liste des textes historiques. M. Fedele prie M. Ussani de bien vouloir transmettre ses salutations « ai membri e collaboratori illustri di un' opera destinata a rendere ogli studiosi cosi grandi servigi ».

M. le Président exprime, au nom de la Commission, les sentiments de reconnaissance que les paroles de S. E. le Ministre de l'Instruction publique d'Italie lui inspirent.

M. Salverda de Grave (Pays-Bas) donne lecture d'un rapport de son collègue M. de Groot, empêché d'assister à cette réunion. Au mois de janvier, à Paris, M. de Groot avait été chargé par le Comité central de rédiger un *Index siglorum* général. Vu les nombreuses difficultés de cette tâche, M. de Groot propose, comme question préalable, de prendre les décisions suivantes : 1° toutes les abréviations appliquées dans le nouveau Du Cange seront compréhensibles à première vue; on ne fera exception que pour quelques ouvrages cités très souvent; 2° on ne mettra pas de points dans les sigles; 3° les Comités nationaux se chargeront de choisir les abréviations relatives aux textes dont ils s'occupent et de fixer la date des ouvrages et des documents qui ont une importance spéciale; 4° cela fait, on rédigera les

fiches ⁽¹⁾ en double, dont une série est destinée à l'*index siglorum* (arrangement alphabétique) et l'autre à l'*index chronicus* (ordre chronologique); 5° une Commission spéciale se chargera de la rédaction définitive de l'*index siglorum* et de l'*index chronicus*.

Le Comité remercie M. de Groot et décide de délibérer ultérieurement sur la question.

M. Baxter est heureux d'apprendre à la Commission que le travail de dépouillement avance très rapidement pour la Grande-Bretagne. Une bonne partie des textes écrits en Grande-Bretagne sont déjà dépouillés par les quarante collaborateurs du Comité national. On envisage le moment où l'on pourra commencer à travailler sur les textes d'auteurs britanniques écrits sur le continent et même sur des textes appartenant à des pays non représentés dans le Comité central. Cependant, sir Paul Vinogradoff pense à une phase intermédiaire où les deux Comités britanniques auront à travailler ensemble sur des textes (tels que le *Cadaastre de Guillaume le Conquérant*) produits dans la limite chronologique qui sépare leurs compétences.

M. Nicolau d'Olwer fait remarquer que le Comité catalan n'a qu'à maintenir la liste des textes présentée à la réunion de janvier, étant donné qu'on l'avait rédigée par ordre alphabétique. Néanmoins, sous le titre *Inscriptions*, des textes épigraphiques y sont classés chronologiquement. Il ajoute que M. F. Valls-Taberner, savant historien du droit, a bien voulu se charger de dresser la liste des formules juridiques. Son travail n'est pas encore terminé. Du reste, l'activité des colla-

(1) Modèles des fiches :

899-917 Radb-carin Radbodus, Carmina (éd. P. de Winkelfeld, MGH, IV¹, p. 169 sqq., 1889).

-917 Radb-Serinhom Radbodus, Sermones et homiliae (Migne 132, p. 14 sqq.).

borateurs catalans se concentre, pour le moment, dans le dépouillement des chartes.

M. Manojlovič, pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, offre le dépouillement des documents latins de la Croatie jusqu'à la fin de la dynastie nationale et l'accession de la dynastie Arpadienne de Hongrie sur le trône croate (1102), bien que les plus anciens de ces documents soient conservés dans des copies cartulaires (mais authentiques) et non sur des chartes originales.

M. Koht dit que la Norvège voudrait bien collaborer aux travaux du *Dictionnaire*, mais au lieu de se charger du dépouillement de textes appartenant à des pays éloignés, pour le moment, de l'entreprise, elle aimerait mieux prendre à sa charges les textes qui, de par leur contenu, intéressent directement les Pays scandinaves.

QUESTIONS DIVERSES.

La Commission, à l'unanimité, prie M. Baxter de bien vouloir poursuivre les négociations commencées spontanément par lui avec des rédacteurs du *Thesaurus linguae latinae*. Un accord pourrait en résulter, susceptible d'être avantageux aux deux entreprises, celle de Munich et celle du Comité Du Cange.

La Commission propose à l'Assemblée plénière de l'Union Académique Internationale :

1° De permettre au Comité central de déterminer lui-même l'opportunité d'une réunion extraordinaire avant la séance ordinaire de mai prochain. Elle pourrait avoir lieu à Bruxelles, à l'occasion même de la convocation du Comité permanent du V^e Congrès international des Sciences historiques.

2° D'augmenter la subvention accordée au *Bulletin Du Cange*, afin de publier en supplément, cette année, la liste définitive italienne des textes à dépouiller.

L'ensemble des listes dressées par les Comités nationaux deviendra une bibliographie complète de la latinité du haut moyen âge.

Le Rapporteur,
M. NICOLAU D'OLWER.

Ce rapport, avec les propositions qu'il renferme, est approuvé à l'unanimité.

**6. — DOCUMENTS HISTORIQUES INÉDITS
CONCERNANT LE JAPON.**

Au nom de la Commission, M. Colenbrander lit le rapport suivant :

La Commission était composée de S. Exc. M. Adatci (Japon), président, et de MM. Fukuda (Japon), Imbart de la Tour (France), Colenbrander (Pays-Bas) et Caro, secrétaire de l'Ambassade espagnole, en remplacement de S. Exc. M. le marquis de Villalobar, empêché.

Sont entendus les rapports verbaux de M. Imbart de la Tour sur les documents pouvant intéresser l'histoire japonaise, conservés à la Bibliothèque Nationale et au Ministère des Affaires Étrangères, à Paris; de M. Colenbrander sur ceux conservés aux Archives générales du Royaume, à La Haye, et de M. Caro sur ceux conservés aux Archives des Indes, à Séville.

On constate qu'il serait urgent de s'informer encore sur ceux que pourraient contenir les archives suivantes :

- 1° Archives coloniales du Portugal, à Lisbonne;
- 2° Archives du Vatican, à Rome;
- 3° Archives de l'India Office, à Londres.

Sont entendus également les rapports verbaux de MM. Adatci et Fukuda, sur les travaux qui sont en progrès dans les mains de la Commission spéciale au Japon, concernant des documents

inédits conservés aux Archives, à La Haye, et sur les propositions diverses visées ci-dessous :

Il existe à l'Académie Impériale du Japon une Commission spéciale chargée de cette recherche. La Commission, depuis 1923, s'occupe du travail de copier et de photographier les documents de la Factorerie de la Compagnie hollandaise des Indes Orientales, à Hirado, qui se trouvent dans les Archives de l'Etat, à La Haye. A l'heure actuelle la Commission est en possession de 553 pages de lettres de la dite Factorerie (1623 à 1632), la transcription étant confiée à la Légation du Japon, à La Haye, qui a profité des bons services des archivistes hollandais.

Quand le travail sera fini, la Commission se propose d'entreprendre les recherches et la transcription des Documents de la Factorerie hollandaise, à Nagasaki, qui fourniront beaucoup de données sur l'histoire des relations entre l'Europe et le Japon pendant la fermeture du Japon au commerce extérieur.

La Commission se charge aussi de commencer, en collaboration avec les savants européens, les recherches des Documents inédits concernant le Japon qui existeraient aux Archives et Bibliothèques, à Paris, et, dans ce but, de nommer quelques spécialistes compétents sous la surveillance du D^r Adatci, en lui donnant un appui financier.

La Commission se propose de faire, le plus tôt possible, les recherches dans les Archives de la Mission Jésuite de la Propagande, les Archives et les Bibliothèques du Vatican, ainsi que dans les Archives d'Ajuda, en Portugal.

La Commission, après l'examen de tous les rapports, est arrivée à la conclusion suivante :

L'Union Académique Internationale pourrait recommander à l'Académie Impériale du Japon :

1° De faire établir en Europe, soit en son nom propre, soit par les soins du Gouvernement Impérial, une direction centrale des recherches à entreprendre au profit de l'histoire du Japon, direction qui pourrait, provisoirement et pendant le temps

nécessaire, être établie à La Haye, comme le lieu où les matériaux pouvant intéresser l'histoire du Japon sont probablement le plus abondants ;

2° De munir cette direction, qui pourrait être composée pour le moins d'un savant japonais accompagné d'un ou de plusieurs adjoints, d'instructions précises au sujet des questions historiques à documenter ;

3° De la charger ensuite de faire le relevé des documents, que contiennent les archives susmentionnées, en rapport avec ces questions, et de soumettre son travail à l'Académie Impériale du Japon, seule compétente pour choisir des documents à faire copier ou photographier en vue de les mettre à la disposition des historiens japonais ;

4° De vouloir bien considérer que ce travail, qu'on peut regarder comme intéressant au plus haut point l'histoire nationale du Japon, est une entreprise assez vaste qu'il faudra mener à bonne fin une fois commencée, parce que l'exécution partielle serait déplorable à tous égards et prêterait à des conclusions hâtives et erronées.

L'Union Académique Internationale pourrait encore, en témoignage de l'intérêt sincère qu'elle prend à l'entreprise projetée, offrir à l'Académie Impériale du Japon d'indiquer pour la France, la Hollande, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grande-Bretagne des délégués chargés d'aider, chacun dans son pays, la direction japonaise en tant que cette direction elle-même ferait appel à leur concours, soit pour faciliter l'accès aux documents dont on désirerait faire le relevé, soit pour mettre en rapport la direction japonaise avec les érudits européens les plus compétents dans la matière, soit pour toute autre fin utile.

Pour ce qui concerne les Archives du Vatican, auprès duquel le Gouvernement impérial japonais n'est pas représenté jusqu'à présent, ce Gouvernement pourrait peut-être invoquer dès à présent l'entremise des Gouvernements européens qui entretiennent des Instituts historiques à Rome, comme la France,

l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique et l'Allemagne. Ces Instituts, où l'un d'eux, pourraient se charger d'introduire les savants japonais désignés pour faire le relevé des documents à Rome auprès de la direction des Archives du Saint-Siège et de faciliter leurs travaux.

L'Union Académique Internationale, sur la proposition des délégués de l'Académie Impériale du Japon, tient à remercier l'Académie Royale de Belgique de ce qu'elle a bien voulu lui remettre les remarquables rapports de deux de ses membres, le R. P. H. Delehay et M. Cuvelier, sur cette matière.

Le Rapporteur,

COLENBRANDER.

Ce rapport est, avec les propositions qu'il contient, approuvé à l'unanimité.

**7. — FORMA ROMANI IMPERII ET SUPPLÉMENTS
AUX CORPUS DES INSCRIPTIONS GRECQUES ET LATINES.**

Les rapports suivants sont successivement communiqués et approuvés :

1° La Commission chargée de la *Forma Romani Imperii* a pris connaissance des travaux qui sont déjà prêts et de ceux qui sont en préparation, surtout du premier fascicule présenté par M. Lugli, délégué italien, qui donne la méthode suivie par l'Italie pour les restes de l'Empire romain et des cartes préparées par M. le baron De Loë, délégué belge, qui regardent plutôt l'époque préhistorique de la Belgique.

La Catalogne, la Yougoslavie et la Grèce ont donné des renseignements sur le travail qu'elles vont préparer, en prenant en considération ce que l'Italie a déjà fait sur ce sujet.

A cause de différentes échelles des cartes des états-majors

de divers pays et de l'importance de monuments dans les pays mêmes, la Commission n'a pas décidé d'établir, pour le moment, une échelle commune et des marques égales pour indiquer sur la carte chaque classe de monuments. Au contraire, la Commission a été d'accord de donner la prévalence dans la *Forma* aux restes romains selon le but de l'entreprise, même en considérant les conditions précédentes et suivantes de l'Empire romain.

Les travaux particuliers que chaque nation va préparer serviront pour rédiger la carte générale de l'Empire à une échelle commune, qu'on étudiera quand ces travaux seront plus avancés et que l'on aura reconnu, par expérience, l'échelle la meilleure.

G. LUGLI.

2° ITALIE. — Pour la carte archéologique de l'Italie, qui a une si grande importance dans la *Forma Romani Imperii*, nous avons choisi l'échelle de 1 : 50 000°, parce qu'il existe en Italie une carte générale à cette échelle, dressée par l'état-major de l'armée. A cette échelle, on donnera la plus grande partie de l'Italie, mais nous nous réservons de donner en planches à 1 : 25 000° les régions qui présentent plus de monuments, comme nous avons fait dans le fascicule que nous venons de présenter. Les régions moins riches seront réunies en planches à 1 : 100 000°.

Dans nos cartes, nous avons marqué, par des signes spéciaux, chaque classe de monuments (temples, villas, tombeaux, aqueducs, etc); chaque monument est indiqué, en outre, par un numéro d'ordre. L'illustration des monuments est donnée dans le texte suivant l'ordre des numéros qui sont accompagnés de la marque de la classe.

On a suivi dans le choix des marques l'usage établi depuis longtemps dans notre état-major, en le complétant et le perfectionnant où il y a lieu, au moyen de marques nouvelles. Nos marques sont très simples et très visibles et ont presque toujours un rapport très étroit avec la nature du monument.

Nous n'avons pas estimé de distinguer la forme particulière de chaque monument, comme, par exemple, les tombeaux à colominaire, les tombeaux à chambre selon l'inhumation, les *Annuli*, les *cippi* en forme d'autel, les grands tombeaux carrés, etc., pour ne pas compliquer trop les cartes. Cette différence sera précisée dans le texte et dans les illustrations, qui sont, par conséquent, très nombreuses et très détaillées, avec beaucoup de plans.

Les photographies sont imprimées à part en planches reliées avec le texte, exception faite pour les monuments les plus importants, qui sont reproduits en planches séparées en phototypie.

Les plans particuliers des monuments accompagnent toujours le texte.

Enfin, pour ne pas compliquer trop la numération, nous avons divisé chaque carte en zones, bien étudiées au point de vue géographique et archéologique, lesquelles sont marquées par une ligne sur la carte.

Quand nous dresserons les cartes de régions où l'on rencontre des restes considérables préhistoriques, nous suivrons en général le système que M. Pärvan, délégué roumain, proposa l'année passée, c'est-à-dire que nous donnerons des cartes particulières pour chaque époque.

La préface de notre premier fascicule, que nous avons l'honneur de présenter à l'Union, donne plus en détail la méthode qu'on a expliquée ici en résumé.

G. LUGLI.

3° BELGIQUE. — La Commission a été mise au courant de l'état d'avancement des travaux relatifs à la carte archéologique de la Belgique romaine, ainsi que du plan de la méthode et des principes qui ont été suivis pour atteindre le meilleur résultat.

Il a été fait usage pour les relevés sur le terrain, des cartes au dix, vingt et quarante millième et, comme carte d'ensemble, de la carte au 160,000°.

D'autre part, il a paru opportun d'employer les signes conventionnels créés par Gabriel de Mortillet et Ernest Chantre et adoptés par les Congrès internationaux d'Anthropologie et d'Archéologie préhistoriques. Ces signes, simples, tranchés, spéciaux, universels et mnémoniques, semblent devoir être préférés à tous autres.

B^{on} DE LOË.

4^e CATALOGNE. — A. *Forma Romani Imperii*. — L'Institut des Études Catalanes de Barcelone prépare aussi une contribution à la *Forma Romani Imperii*, qui consistera en une carte archéologique de la Province Tarragonaise. On a réuni déjà presque tous les matériaux connus jusqu'à présent et reporté sur des cartes provisoires tous les matériaux préhistoriques; des études de certains ensembles de monuments sont déjà terminées, par exemple, la Topographie archéologique de Tarragone, de Gérone, d'Emporion, etc. Malheureusement, une carte complète donnant le relief du sol n'existant pas encore pour l'Espagne, l'exécution cartographique de notre contribution offre assez de difficultés. L'Institut d'Études Catalanes prépare une carte géographique et géologique de la Catalogne; elle est assez avancée et nous espérons pouvoir l'utiliser pour notre entreprise.

BOSCH GIMPERA.

B. *Corpus des Inscriptions*. — La Commission de Barcelone travaille toujours au dépouillement des articles des revues et de toutes sortes de publications, afin de réunir une bibliographie complète des inscriptions latines (les grecques sont très peu nombreuses) trouvées après la publication des deux volumes du C. I. L., par Hübner. Cette tâche est d'autant plus difficile que, excepté le P. Fita, on peut dire que la Péninsule Ibérique a manqué de bons épigraphistes.

On espère que ces travaux d'inventaire aboutiront à un résultat satisfaisant dans un court délai. Par suite des études qu'on vient de faire sur quelques-unes des inscriptions publiées

par Hübner, il faudra faire une nouvelle édition du *Corpus*, augmentée des inscriptions qui n'y figurent pas, plutôt que d'en dresser un complément. R. D'ALOS.

5° GRANDE-BRETAGNE. — En Angleterre, au contraire de l'Italie, où les conditions sont tout à fait différentes, nous avons commencé par l'échelle la plus petite. Le département des Cartes du pays (*l'Ordnance Survey*), avec l'aide de mon collègue, M. Stuart Jones, a dressé une carte de Britannia Romana à l'échelle de 1/1.400.000. Elle constituera une base pour des ouvrages plus étendus et contenant plus de renseignements. Actuellement, une nouvelle édition de cette carte est en préparation; elle contiendra l'indication des emplacements des *villas* ou maisons qui existaient en Angleterre; de plus, on envisage une série de cartes à l'échelle de 1/250.000, dont une, celle du Sud-Ouest de l'Angleterre, est en préparation, encore avec la coopération de M. Stuart Jones. J'espère qu'il sera possible de procéder à la publication de cette carte, peut-être à l'aide d'une subvention de la *British Academy*; mais cela n'est pas encore décidé.

La *Fondation Haverfield*, de l'Université d'Oxford, a en préparation le premier fascicule du *Corpus des Inscriptions latines de la Grande-Bretagne*, qui traite des inscriptions de la Bretagne du Sud. Mais je ne puis pas encore dire quand il paraîtra.

SIR FREDERIC KENYON.

6° YUGOSLAVIE — *Forma Romani Imperii*. M. Vulić annonce qu'en Yougoslavie le travail a continué depuis la dernière réunion. Certaines feuilles de la carte archéologique de la Yougoslavie sont complètement prêtes, leurs textes aussi. D'autres seront terminées après un voyage sur le terrain, qui aura lieu cette année. M. Vulić en présente un spécimen.

Corpus Inscriptionum. M. Vulić donne des renseignements sur le *Corpus* de la Yougoslavie. Dernièrement on a trouvé dans la

Serbie du Sud un grand nombre d'inscriptions grecques et latines. Le pays en promet d'autres. On se demande s'il ne valait pas mieux attendre que ces régions, mal connues, fussent mieux étudiées, avant de publier le supplément. En tout cas, la question sera tranchée à la réunion des archéologues yougoslaves, qui aura lieu à Zagreb au plus tôt.

N. VULIĆ.

**8. — SYSTÈME DE TRANSCRIPTION PHONÉTIQUE
ET DE TRANSLITTÉRATION.**

M. O. Jespersen communique le rapport suivant :

Comme on l'a vu dans le rapport présenté l'année dernière à l'U. A. I., MM. Rozwadowski et van Wijk avaient envoyé un questionnaire à une centaine de savants, pour leur demander leur opinion sur le meilleur système de transcription et de translittération; mais comme les réponses reçues étaient très divergentes et en partie assez vagues, on a reconnu que le seul moyen d'arriver à un résultat serait de réunir un petit comité de linguistes compétents pour discuter de vive voix ces questions très compliquées. M. Jespersen s'est entendu sur le plan de la conférence et la composition du comité surtout, avec son collègue de Copenhague, M. Holger Pedersen, et plus tard avec M. Meillet. Le fonds Rask-Ørsted a voté une subvention pour payer les frais de voyage et du séjour des membres étrangers à Copenhague; après quoi un comité de douze membres s'est réuni au mois d'avril à Copenhague. Le choix des membres de ce comité a été déterminé en première ligne par le désir de trouver des savants compétents pour tous les groupes de langues les plus importantes du monde entier. Malheureusement, les deux chefs des écoles comparatistes allemande et française, MM. Streitberg et Meillet, qu'on avait d'abord invités, ont été empêchés d'assister aux séances. Ont fait partie du Comité :

M. Broch, professeur de langues slaves à Oslo;

M. Brockelmann, professeur de langues sémitiques à Breslau;

- M. Jespersen, professeur de langue anglaise à Copenhague;
- M. Jones, professeur de phonétique à Londres;
- M. Karlgren, professeur des langues de l'Extrême-Orient à Göteborg;
- M. Meinhof, professeur de langues africaines à Hamburg;
- M. Pedersen, professeur de linguistique comparée à Copenhague;
- M. Rozwadowski, professeur de linguistique à Cracovie;
- M. Sommer, professeur de linguistique comparée à Bonn;
- M. Thalbitzer, professeur de langues eskimo à Copenhague;
- M. Vendryes, professeur de langues celtiques à la Sorbonne;
- M. van Wijk, professeur de langues slaves à Leide.

On s'est réuni sous la présidence de M. Jespersen, pendant six séances, qui ont eu lieu de 9 heures et demie du matin jusqu'à 2 à 3 heures de l'après-midi. Comme les membres appartenaient à huit nations différentes et qu'évidemment on ne pouvait admettre dans les discussions huit langues diverses, on a employé impartialement les trois langues allemande, anglaise et française. Malgré les grandes divergences de points de départ, d'intérêts et d'habitudes de transcription des membres, on a pu discuter vraiment dans un esprit scientifique, sans la moindre trace de rivalités personnelles ou nationales; et malgré les grandes difficultés de la tâche on est arrivé à un résultat qui a paru à tous les membres beaucoup plus satisfaisant qu'on aurait pu le prévoir. On a évité un certain nombre de signes assez communs qui prêtent à des malentendus, parce qu'ils sont employés dans des sens différents par des linguistes de différentes nations; pour d'autres signes ambigus jusqu'ici, on a fixé le sens unique dans lequel ils devront être employés à l'avenir. Enfin, on a créé un petit nombre de marques diacritiques nouvelles. Pour certains sens il a fallu laisser le choix libre entre deux méthodes de transcription, parce que les uns préfèrent des signes formant un seul corps de lettres, des « monotypes », comme on pourrait les nommer, et que les autres préfèrent des

marques diacritiques au-dessus ou au-dessous des lettres ordinaires; mais en somme on s'est efforcé d'écarter les ambiguïtés qui fourmillent dans les systèmes de transcription et de translittération employés jusqu'ici. Un rapport détaillé rédigé dans les trois langues admises aux séances sera publié le plus tôt possible aux frais du fonds Rask-Ørsted, auquel il faut savoir gré d'avoir rendu possible la solution du problème, très important et très difficile.

Le Rapporteur,
OTTO JESPERSEN.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

9. — AIDE AUX PUBLICATIONS DES SAVANTS RUSSES.

Au nom de la Commission, M. Vulić présente le rapport suivant :

Comme suite aux décisions prises par l'Assemblée de 1924, il a été adressé aux Académies qui font partie de l'Union une demande au sujet de l'aide qu'elles croient pouvoir donner aux publications des savants russes.

Les Académies suivantes ont répondu qu'elles étaient prêtes à examiner et, le cas échéant, à accepter des travaux de ce genre pour les publier dans leurs mémoires ou bulletins :

Avant mai 1924 : Belgrade, Bucarest, Cracovie, Prague.

Depuis mai 1924 : les Académies de Belgique, de la Grande-Bretagne, des Lincei et de Norvège.

Quant aux conditions particulières, elles sont fixées de différentes manières par les diverses Académies.

Il serait nécessaire de constituer un Bureau central permanent pour correspondre avec les savants russes et pour servir d'intermédiaire entre eux et les différentes Académies.

La Commission propose de constituer ce Bureau, composé

d'un certain nombre de membres, dont chacun représenterait une des Académies précitées.

Sir Paul Vinogradoff serait choisi comme président et M. Vulić comme secrétaire de ce Bureau.

Le secrétariat administratif se chargerait de régler les frais de correspondance du Bureau, à l'exemple d'autres Commissions du même genre de l'Union.

Le Rapporteur,
N. VULIĆ.

Ce rapport, avec les propositions qu'il renferme, est approuvé à l'unanimité.

10. — CORPUS DES MOSAÏQUES GRECQUES ANTIQUES.

M. Oikonomos communique le rapport suivant :

La Commission pour le *Corpus* des mosaïques trouvées en Grèce, composée de MM. Homolle, Pottier, d'Alos, Giglioli, Kéramopoulos, Oikonomos et Balanos, s'est réunie sous la présidence de M. Homolle et a entendu l'exposé de M. Oikonomos sur les progrès des travaux préparatoires pour la publication de ce *Corpus*.

Par le moyen d'un échafaudage portatif construit par M. Gilliéron fils et qui permet de photographier les mosaïques d'une manière excluant absolument les raccourcis et les allongements, la Commission d'Athènes, sous l'habile présidence de M. Ph. Negris, crut nécessaire de refaire la plupart des photographies de l'année passée, lesquelles, présentées à la V^e session de l'U. A. I., avaient été considérées comme satisfaisant aux exigences scientifiques.

Les photographies présentées à la VI^e session de l'U. A. I. sont toutes prises perpendiculairement. La Commission a approuvé leur exécution à l'unanimité, sous la condition qu'elles

soient toutes particulièrement préparées pour la reproduction phototypique, conformément au spécimen présenté par la délégation hellénique.

En plus la Grèce a présenté à la Commission quelques excellentes copies en couleurs des mosaïques de Sparte, exécutées ou à l'huile ou à l'aquarelle (gouache). La Commission, sans exclure le procédé à l'huile, croit que l'aquarelle est mieux appropriée à la reproduction trichromique. Elle constate aussi avec satisfaction que les copies en couleurs sont très fidèles et très exactes.

M. Oikonomos annonce ensuite qu'en dépit de toutes les difficultés qui se présentent, la Grèce espère pouvoir préparer dans le cours de cette année toutes les photographies et copies en couleurs nécessaires pour le fascicule des mosaïques du Péloponèse. La Commission a témoigné sa satisfaction du travail, jusqu'ici fait en Grèce, et a exprimé le vœu de voir paraître, pour la prochaine session de l'U. A. I., le premier fascicule des mosaïques trouvées en Grèce.

Le Rapporteur,
G. ΟΙΚΟΝΟΜΟΣ.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

**11. — ENQUÊTE INTERNATIONALE SUR LA BIBLIOGRAPHIE
DES SCIENCES PHILOLOGIQUES ET HISTORIQUES ET DES
SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES.**

Au nom de la Commission, M. d'Alos dit le rapport suivant :

La Commission a tenu sa séance le mardi 12 mai, à 14 heures, sous la présidence de M. Th. Homolle. Assistaient à la réunion MM. Fukuda, Heiberg, Gottheil, sir Frederic Kenyon, Salverda de Grave, Ussani et d'Alos.

Après une discussion sur la portée de la proposition soumise par le Conseil des Sociétés Savantes Américaines à l'U.A.I. et

à laquelle prennent part tous les membres présents, la Commission décide de demander au C.S.S.A. de bien vouloir préparer un spécimen précisant avec la plus grande clarté ses points de vue, de façon à ce que l'U.A.I. puisse se prononcer au sujet de l'enquête qu'on lui propose.

Le Rapporteur,
R. d'Alos.

Ce rapport est approuvé à l'unanimité.

II. — DATE DE LA PROCHAINE SESSION.

L'Assemblée décide que la session de 1926 se tiendra le lundi 10 mai et jours suivants. Il est entendu qu'en principe, la durée de la session sera proportionnée au nombre et à l'importance des questions à l'ordre du jour; mais il ne paraît pas possible de réduire cette durée, dès maintenant, de trois jours à deux.

Avant la clôture de la session, M. Adatci prie les délégués des différentes nations de vouloir bien demander à leurs Académies de faire parvenir à l'Académie de Tokyo les documents (statuts ou règlements) relatifs au mode de recrutement de leurs membres. — Une demande sera adressée, dans ce but, aux divers corps savants constituant l'Union.

M. le président, après avoir remercié les délégués de leur activité et de leur accord sur les différents points de leurs travaux, déclare close la sixième session de l'Union Académique.

Séance du lundi 6 juillet 1925.

M. Eug. Hubert, *vice-directeur de la Classe*.

Sont présents : MM. le comte Goblet d'Alviella, P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, M. De Wulf, L. Parmentier, H. Delehay, dom U. Berlière, J. Bidez, J. van den Heuvel, J.-J. Van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, *membres* ; J. Cuvelier, H. Vander Linden, M. Ansiaux, A. Roersch, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Waltzing, *directeur* ; Mahaim, L. de la Vallée Poussin, comte H. Carton de Wiart, *membres*.

M. le Directeur annonce à la Classe le décès de MM. A. Chuquet et Th. Homolle, associés de la Section d'Histoire et des Lettres. Il exprime les regrets que cause à la Classe leur disparition ; il rappelle les titres de ces éminents Confrères ainsi que les liens qui unissaient particulièrement M. Homolle à l'Académie de Belgique et la part qu'il a prise à ses travaux.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts fait connaître la composition du jury chargé de faire rapport sur l'attribution du Prix Bergmann.

Le même Ministre fait parvenir une copie de l'arrêté royal du

11 juin 1925, approuvant l'élection de M. le comte H. Carton de Wiart, en qualité de membre titulaire de l'Académie.

M. le comte Louis Cavens remercie l'Académie de la bienveillance avec laquelle elle a apprécié les travaux et documents qu'il lui a offerts et l'activité qu'il a déployée.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

— *Institut des Hautes Etudes de Belgique. Hommage à la mémoire de Guillaume De Greef.*

— *Le Problème allemand*, par G. Blondel; *Où en est la reconstitution économique de l'Europe centrale?* par le même; *La position économique de l'Allemagne au début de 1925*, par le même. — Remerciements.

PRIX EUGÈNE LAMEERE.

A la demande de M. Des Marez, la Classe désigne, pour le remplacer au sein du jury du Prix Eug. Lameere, M. H. Van der Linden.

PRIX DE STASSART, DE SAINT-GENOIS ET TEIRLINCK.

La Classe ayant constaté que ces divers Prix n'ont pu être attribués précédemment que dans de très rares cas, et estimant que les usages suivis jusqu'ici, à défaut de règlement, en sont probablement la cause, arrête pour ces divers prix les règlements suivants :

I. Prix de Stassart (Biographie, 2,000 francs).

ART. 1^{er}. — Le Prix sera décerné, tous les six ans, à un travail sur un Belge célèbre, pris alternativement parmi les historiens ou littérateurs, les savants ou les artistes.

ART. 2. — Deux ans avant la fin de la période en cours, la Classe des Lettres pourra indiquer l'époque ou la personnalité à laquelle se rapportera la biographie demandée.

ART. 3. — A défaut de réponse ou en l'absence de réponse satisfaisante, la Classe pourra couronner une biographie parue au cours de la période écoulée.

ART. 4. — Le concours sera jugé par trois membres de la Classe, désignés par elle; lorsque la biographie à apprécier sera celle d'un savant ou d'un artiste, la Classe des Sciences ou la Classe des Beaux-Arts sera priée d'adjoindre deux de ses membres à ceux qu'aura choisis la Classe des Lettres.

II. Prix de Stassart (Histoire nationale, 8,000 francs).

ART. 1^{er}. — Le Prix sera décerné, tous les six ans, à un ou plusieurs travaux sur une question d'histoire nationale.

ART. 2. — Trois ans avant la fin de la période en cours, la Classe pourra choisir une ou plusieurs questions à proposer aux concurrents.

ART. 3. — A défaut de réponse, ou en l'absence de réponse satisfaisante, la Classe pourra récompenser des travaux d'histoire nationale publiés pendant la période écoulée.

ART. 4. — Le jury chargé de juger ce concours sera composé de trois membres de la Classe désignés par elle.

III. Prix de Saint-Genois (Histoire ou Littérature, 1,000 francs)

ART. 1^{er}. — Le Prix sera décerné, tous les cinq ans, à un travail écrit en flamand, sur une question d'histoire ou de littérature.

ART. 2. — Deux ans avant la fin de la période en cours, la Classe pourra choisir une question à proposer aux concurrents.

ART. 3. — A défaut de réponse, ou en l'absence de réponse satisfaisante, la Classe pourra récompenser un travail d'histoire ou de littérature publié en flamand, pendant la période écoulée.

ART. 4. — Trois membres de la Classe, désignés par elle, seront chargés de juger ce concours.

IV. Prix Teirlinck (Littérature flamande : 4,000 francs).

ART. 1^{er}. — Le Prix sera décerné, tous les cinq ans, à un travail rédigé en français, en flamand ou en latin, relatif à la littérature flamande.

ART. 2. — Deux ans avant la fin de la période en cours, la Classe pourra choisir une question à proposer aux concurrents.

ART. 3. — A défaut de réponse, ou en l'absence de réponse satisfaisante, la Classe pourra récompenser un travail relatif à la littérature flamande, publié pendant la période écoulée.

ART. 4. — Trois membres de la Classe, désignés par elle, seront chargés de juger ce concours.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX QUATRE PRIX.

1. Le Prix sera proclamé en séance publique.

2. Si le Prix n'est pas attribué, son montant sera ajouté au capital de la Fondation.

3. Les auteurs désirant participer au concours devront envoyer leur travail avant la clôture de la période, au Secrétaire perpétuel de l'Académie.

Séance du lundi 3 août 1925.

M. EUG. HUBERT, *vice-directeur*.

Sont présents : MM. P. Thomas, J. Leclercq, H. Pirenne, M. Vauthier, J. Vercoullie, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehay, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J. Van den Heuvel, G. Cornil, L. Dupriez, L. Leclère, *membres*; Jean Capart, H. Vander Linden, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Waltzing, *directeur*; De Wulf, Mahaim, baron A. Rolin, comte Carton de Wiart, *membres*; Nerinx, *correspondant*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts prie l'Académie de désigner les président et président suppléant du jury des langues modernes.

Le même Ministre fait parvenir une copie de l'arrêté royal du 26 juin 1923, nommant M. van Houtte membre du jury du Prix Bergmann.

L'Université israélite de Jérusalem remercie l'Académie d'avoir participé à son inauguration.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Le Prince de Ligne, Jean de Müller, Frédéric de Gentz et l'Autriche, par Louis Wittmer; présenté, avec une note bibliographique, par M. Eugène Hubert.

Octave Pirmez, sa Vie et son Œuvre, par P. Champagne ; présenté, avec une note bibliographique, par M. J. Leclercq.

Notes d'Épistémologie thomiste, par N. Noël ; présenté, avec une note bibliographique, par M. De Wulf.

— Remerciements.

CÉLÉBRATION DU XXV^e ANNIVERSAIRE
DU MARIAGE DE LEURS MAJESTÉS LE ROI ET LA REINE.

La Classe décide de participer, par une souscription collective de ses membres, à la célébration de cet anniversaire.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

L. WITTMER. — *Le Prince de Ligne, Jean de Müller, Frédéric de Gentz et l'Autriche*. Paris, Champion, 1925 ; in-8°, 334 pages.

J'ai l'honneur d'offrir à la Classe, de la part de l'auteur, le livre récent de M. Louis Wittmer, professeur à Zurich.

Depuis qu'en 1914, on célébra dignement le centenaire du grand Prince de Ligne, et bien que l'écho des fêtes jubilaires ait été pendant quelque temps étouffé par le drame de 1914-1918, l'attention du monde lettré s'est attachée de nouveau à l'intéressante physionomie du grand seigneur, aussi vaillant homme de guerre que diplomate avisé et littérateur délicat ⁽¹⁾.

(1) M. F. Leuridant, directeur au Secrétariat de l'Académie royale de Belgique, est l'auteur de nombreuses et intéressantes publications consacrées au Prince de Ligne. Nous citerons notamment : *Lettres et billets inédits du Prince de Ligne et de ses familiers*, 1919, gr. in-8°. — *Inventaire des Archives de Belœil*, 1919. — *Les portraits du château de Belœil*, 1914. — *La bibliothèque du château de Belœil*, 1923. — *Le Prince de Ligne, Mme de Staël et Caroline Murray*, 1919. — *Une éducation de prince au XVIII^e siècle*, 1923. — *Lettres intimes du chevalier de Lisle au Prince*

M. L. Wittmer, déjà connu très avantageusement par des travaux considérables ⁽¹⁾, nous apporte une contribution du plus haut intérêt à la biographie de notre illustre compatriote, en le rattachant non seulement à l'histoire de l'Autriche, mais aussi à l'histoire générale, et en mettant en pleine lumière le rôle politique du Prince, dont l'importance réelle n'avait pas été suffisamment reconnue.

Sans revenir sur les exploits accomplis par le Prince de Ligne pendant les règnes de Marie-Thérèse et Joseph II, l'auteur entre en matière au moment où éclate la Révolution française. L'Autriche se débat au milieu des difficultés politiques et économiques si complexes, qu'aux yeux des gens perspicaces, l'Etat est menacé dans son existence même.

L'attitude hésitante du ministère Colloredo-Cobenzl, qui avait recueilli la succession de Thugut, était loin de rassurer tout le monde et de rencontrer l'adhésion unanime du pays. Un groupe d'opposition se forma et grandit. Parmi les personnages, qui, pour des raisons diverses, appartenrent à ce groupe et, entre Austerlitz et Wagram, exercèrent une certaine action sur la marche des événements, trois hommes doivent retenir particulièrement l'attention : le Prince de Ligne, Jean de Müller et Frédéric de Gentz.

Au moment où Léopold II se débarrassa de ses plus lourds soucis, d'une part, par la Convention de Reichenbach, du 27 juillet 1790, qui créait une possibilité de collaboration entre la Prusse et l'Autriche, de l'autre, par le traité de Sistova, signé le 4 août 1791, qui mit un terme aux vastes et coûteuses

de Ligne, 1924. — *Une ambassade du Prince de Ligne en Angleterre, 1814.* — M. Leuridan publie aussi les *Annales du Prince de Ligne*, dont le tome VI a paru en 1925. — M. GUSTAVE CHARLIER a fait paraître, en 1922, une nouvelle édition des *Lettres à Eugénie sur les spectacles*, enrichie de savants commentaires. (Paris, Champion, in-18, Lxi et 138 pp.)

(1) *Charles de Villers, 1765-1815; un intermédiaire entre la France et l'Allemagne.* Genève et Paris, 1908. — *L'influence de l'Allemagne en France au XVIII^e et au XIX^e siècle; le point de vue suisse.* Genève, 1924.

expéditions autrichienne en Orient, et où il reconquerrait ainsi sa liberté d'action, on vit se dessiner une nouvelle politique dont le premier acte fut l'entrevue de Pillnitz.

L'Empereur d'Allemagne s'allie avec le Roi de Prusse, sous prétexte d'aller au secours de Louis XVI et de Marie-Antoinette, en réalité parce que la lutte contre les Jacobins lui apparaît comme une urgente nécessité. Le Prince de Ligne n'éprouve aucune sympathie pour cette nouvelle direction politique. Il réprouve les concessions auxquelles l'Autriche s'est résignée pour obtenir la paix ; la rétrocession de Belgrade, notamment, que lui-même a puissamment contribué à arracher aux Turcs, lui semble une inconcevable abdication.

D'autre part, au début, il ne prend pas la Révolution française plus au sérieux que le soulèvement des Brabançons contre le régime autrichien. Il estime qu'on en viendrait à bout « avec des potences et quelques troupes », en y mettant un peu d'esprit de suite et d'énergie ⁽¹⁾. Toutefois, homme de bon sens et d'esprit avisé, il devait revenir bientôt de ses illusions.

Il se berça longtemps de l'espoir de briller au premier rang dans la croisade entreprise par l'Autriche contre « la France en bonnet rouge ». Mais son rôle était fini : jamais il n'obtint de Léopold II ni une faveur, ni même un commandement : la bienveillance que Joseph II lui avait témoignée était la pire des recommandations auprès du nouveau souverain.

Sa situation ne fut pas meilleure sous le règne de François II : celui-ci témoignait à tout le monde une défiance extrême et reprit la politique de son père contre les Jacobins, vocable sous lequel il se plaisait à ranger tous ceux qui montraient une ten-

(1) Le Prince de Ligne n'avait-il pas eu l'idée, pour le moins curieuse, d'offrir aux Emigrés de Coblenz, à Monsieur, au comte d'Artois et à leurs partisans, de venir dans sa « petite souveraineté » de Fagnolles, sise entre Sambre et Meuse, pour, de là, escalader au cri de « Vive le Roy ! » les murs de Mariembourg. « Les commandants des autres forteresses auront peur, disait-il, et la contre-révolution est faite. » (O.-P. GILBERT, *Vie du Feld-Maréchal, Prince de Ligne* (1922), p. 223.

dance quelque peu libérale. Cette réaction excessive ne pouvait manquer de soulever des protestations.

Sous le règne de l'empereur aussi autoritaire qu'irrésolu, les circonstances allaient conduire à Vienne deux personnages peu disposés à s'accommoder d'un tel régime : le Prince de Ligne et Jean de Müller.

Ce dernier, même au mois de juillet 1791, trouvait encore dans la Révolution française « beaucoup de bonnes choses » ; mais bientôt son enthousiasme se refroidit sensiblement.

Attaché d'abord à la Chancellerie, puis à la Bibliothèque impériale, tout en rédigeant son *Histoire suisse*, il fit la connaissance du Prince de Ligne. Celui-ci, privé de sa riche bibliothèque de Belœil, fréquentait assidûment le dépôt de Vienne et y consultait les ouvrages spéciaux, traités militaires, ouvrages d'histoire, mémoires, récits de voyages, dont ses propres œuvres nous montrent à quel point il en fut le lecteur attentif.

Des relations intimes s'établirent bientôt entre le savant bibliothécaire-historien et le noble écrivain ; nous en avons pour preuve le ton cordial des lettres qu'a mises au jour M. Wittmer. Ces deux esprits d'élite, riches en souvenirs, éprouvaient un plaisir délicat à ces entretiens, où ils jugeaient en fins moralistes les hommes, les événements et les livres nouveaux.

Müller, pour décrire en historien les batailles dont son pays avait été le théâtre, avait compulsé beaucoup d'ouvrages de tactique et de stratégie, et était capable de donner la réplique au Prince, même dans les choses du domaine militaire, sur lesquelles il dissertait aussi volontiers que sur la politique ou la littérature.

Bientôt ils allaient se lier avec un personnage bien intéressant : Frédéric de Gentz.

Cet écrivain avait été d'abord le disciple enthousiaste des encyclopédistes, l'adepte convaincu des doctrines du *Contrat social* ; mais son admiration pour les lois révolutionnaires s'était muée en une haine violente, lorsque parurent les décrets

contre les prêtres non assermentés et contre les émigrés et que fut promulguée l'abolition du décret autrefois porté contre les clubs. La Révolution, qu'il avait prônée à ses débuts, lui paraissait maintenant monstrueuse, parce qu'elle ne réalisait pas les promesses du *Contrat social*, manquant ainsi à sa mission et arrêtant la marche du progrès.

Devenu l'ardent défenseur des théories de Burke, Gentz brûle délibérément ce qu'il adorait jadis, publie coup sur coup des livres et des articles contre la politique révolutionnaire, et applaudit sans réserve au coup d'État de Bonaparte.

Si l'Europe n'y prend garde, écrit-il, la Révolution rompra définitivement l'équilibre politique du continent. Par son enthousiasme, par sa foi révolutionnaire, la France s'est payé les moyens d'exercer une puissance démesurée. Pour lui résister, il est nécessaire que ses ennemis adoptent ses méthodes : remuer l'opinion publique, soit par des publications, soit par l'école, soit en soutenant les talents capables de défendre d'honnêtes maximes gouvernementales. Il faut faire naître un vrai patriotisme vivant et décidé.

Toutefois, cela ne suffit pas; seule une coalition de la Prusse et de l'Autriche, les deux États conscients de leurs devoirs, peut obvier au danger qui les menace et qui menace l'Europe avec eux. Par une alliance, l'Autriche et la Prusse échapperont à la fois à la suprématie de la France et à celle de la Russie, leurs puissantes et dangereuses voisines; mais n'échapperont que si elles s'allient à l'Angleterre, le vrai boulevard de la liberté européenne, le seul État qui, jusqu'ici, ait fait sérieusement la guerre à la Russie et qui puisse fournir les moyens de la continuer avec succès.

Plusieurs de ces idées devaient sourire à Jean de Müller et au Prince de Ligne, surtout celle du rapprochement austro-prussien. A cette époque, Frédéric de Gentz se débattait à Berlin contre des difficultés de toute sorte et prit la décision de se fixer à Vienne.

Il fut fortement appuyé par Cobenzl. C'est peut-être, écrit celui-ci à Colloredo, l'un des meilleurs écrivains d'Allemagne, et qui joint au talent d'écrire parfaitement les meilleurs principes tant sur la Révolution française que sur la Prusse.

La Chancellerie d'État, accueillant cette recommandation, s'attacha Gentz comme publiciste sans titre officiel.

Bientôt le Prince de Ligne, Müller et Gentz sympathisèrent et contractèrent une étroite liaison ; ils échangèrent des épîtres vivantes, riches en renseignements de toutes sortes sur les événements contemporains, les intrigues qui se nouent dans les cours, les idées politiques, sociales, religieuses et philosophiques, objets de tant d'âpres discussions.

C'est la correspondance de ces trois grands esprits que M. Wittmer publie en l'éclairant de commentaires précieux. En la lisant, on peut se rendre compte des variations compliquées que subit la politique autrichienne et de l'action exercée par les trois amis.

Par les yeux, si l'on peut dire, de ces trois hommes, de caractère, d'éducation et d'opinion si diverses, nous pouvons suivre le premier essai qui fut fait pour organiser une lutte générale en Europe contre la puissance formidable de Bonaparte, essai qui d'ailleurs fut vain, tout le monde le sait. Jean de Müller était mort au moment où, après Wagram, l'Autriche toucha le point le plus profond de son abaissement et dut, toute diminuée et meurtrie, adhérer contre l'Angleterre au blocus continental. Le Prince de Ligne et Frédéric de Gentz vécurent assez longtemps pour assister à la fin tragique de l'épopée napoléonienne.

Écrit d'une manière très vivante, sur un plan très clair et très méthodique, abondant en renseignements puisés aux meilleures sources, le livre de M. Wittmer se lit avec agrément ; c'est une contribution de haute valeur à l'histoire des idées politiques et sociales pendant les premières années du nouveau régime.

EUGÈNE HUBERT.

PAUL CHAMPAGNE. — *Octave Pirmez, sa Vie, son Œuvre.*
Liège, éditions de la Vie Wallonne.

Au nom de M. Paul Champagne, j'ai l'honneur de présenter à l'Académie le livre qu'il a consacré à la mémoire d'Octave Pirmez. L'auteur de cette étude, à qui nous devons d'intéressants essais sur des écrivains régionalistes, frappé de l'oubli où est tombé un penseur qui ne s'adresse qu'aux esprits d'élite, a entrepris de lui restituer la gloire qui lui revient et qu'il n'a pas encore eue jusqu'ici. Pirmez n'a pas connu de son vivant le succès que méritait l'œuvre d'un moraliste en qui l'on peut saluer un des derniers descendants de la lignée de La Rochefoucauld. S'il fut apprécié en France par Sainte-Beuve et Amiel; si Saint-René Tallandier le révéla au public de la *Revue des Deux Mondes*, il ne fut pas assez remarqué chez nous. Ce ne fut qu'un an avant sa mort que Camille Lemonnier en fit un magnifique éloge et qu'Albert Giraud lui consacra une étude dans la *Jeune Belgique*. Mais le grand solitaire d'Acoz était dédaigneux des éloges : retiré dans sa tour d'ivoire, il protesta auprès des admirateurs qui l'avaient proposé à son insu pour le prix quinquennal de littérature, et qui voulurent, vers la fin de sa vie, le faire entrer à l'Académie. « Tôt ou tard, disait-il, on est apprécié favorablement ou défavorablement. Je ne suis pas pressé. » Voilà qui explique peut-être le silence qui s'est fait de son vivant autour du nom d'Octave Pirmez.

C'est dans les œuvres de l'écrivain, sa correspondance surtout, que l'auteur a puisé les éléments de son étude sur l'homme, son caractère et son milieu. S'il n'a pu consulter ses manuscrits, qui sont inaccessibles, parce que le défunt a défendu qu'on les livre au public, il a pu voir un volumineux cahier relié en cuir rouge, renfermant des lettres écrites par Octave, et recopiées de sa propre main, et des préfaces inédites pour ses livres, entre autres

celle des *Jours de Solitude*. Il a vu un autre cahier où cet écrivain si dédaigneux de la renommée avait soin de recopier les lettres qu'il recevait d'hommes célèbres. Une de ces lettres est de Victor Hugo, qui, on le sait, était fort prodigue d'autographes.

L'auteur nous donne d'amples détails sur la vie d'Octave Pirmez, sur son éducation, sur ses livres, sur la solitude d'Acoz, où il composa ses *Jours de Solitude*. Il lui fallait le silence pour écrire. « Le grand instructeur, avait-il coutume de dire, c'est le silence. Il dit encore, dans la préface de ses *Heures de Philosophie*, que ce livre fut écrit dans la solitude des champs, loin de la rumeur des foules. » Ainsi que le remarque l'auteur de cette monographie, « la solitude déposa dans son âme le principe d'un amour qui, transmuant les forces instinctives en une flamme chaste comme celle des lampes, devait s'élever en lui religieuse, vers l'autel de l'idéale beauté — Dieu, pour un philosophe comme Pirmez. — Son œuvre est la mise en pratique de ces leçons secrètes de la solitude ».

L'auteur nous raconte les voyages de Pirmez, son pèlerinage en Italie, son séjour en Allemagne. Il montre qu'il voyageait à la manière de Chateaubriand, dont il avait l'âme romantique. Il fait voir aussi ce qui le différencie de Taine, de Bourget, de Barrès, qui ont traité les mêmes sujets. Pour Pirmez, voyager était surtout un prétexte à philosopher sur son moi, sur l'homme et sa destinée. Il écrit, le jour de son retour à la terre natale, où il a si souvent promené ses rêves et ses désirs : « J'ai compris l'inanité de ma vie d'aventure ». Et ce mot suggère à l'auteur cette réflexion que, pour Pirmez, voyager parmi les peuples les plus civilisés, c'est vivre une vie d'aventure, et que voilà bien le sédentaire à qui le recueillement est nécessaire. Et cela explique son amour profond de la terre natale.

L'auteur a consacré la plus grande partie de son livre à l'étude de la philosophie d'Octave Pirmez. Et c'était là le plus difficile de sa tâche. Car il est malaisé de découvrir la doctrine

où notre confrère, M. Wilmotte, qui a publié des pages choisies de Pirmez, voit un système de philosophie, le seul système original, suivant lui, qui, dans une forme littéraire, ait été édifié en Belgique. Pirmez n'est pas un philosophe dans le sens scolastique, car il rejetait toute systématisation d'idées : c'est plutôt un moraliste et un penseur, qui a médité à perte de vue sur la destinée et sur la mort. Il avait lu Sénèque, Épictète, Marc-Aurèle et surtout Pascal. Par un habile choix de citations tirées de ses ouvrages, l'auteur a tâché d'analyser sa conception de l'unité du moi, de montrer les enseignements qu'il puisait dans la contemplation de la nature ; il a étudié son mysticisme, ses idées esthétiques et ses idées politiques.

Cette philosophie n'a pas la clarté lumineuse de celle d'un Descartes. Et c'est peut-être la raison pour laquelle Pirmez ne fut pas suffisamment compris par ses contemporains. Il n'est d'ailleurs pas à la portée de toutes les intelligences.

Remo est son seul livre qui soit accessible à tout le monde. Et j'avoue que c'est celui que j'aime le moins, à cause de son romantisme exalté. Le héros du livre, loin de nous être sympathique, nous fait l'effet d'un grand excentrique, d'un rêveur incapable de jouer dans ce monde un rôle utile. Dans son éloge d'Octave Pirmez, il semble que l'auteur ait peu insisté sur *Remo*. Mais il a très consciencieusement approfondi l'ensemble de l'œuvre, et il a parfaitement réalisé la tâche qu'il s'était assignée : remettre en lumière cette grande figure solitaire, oubliée, dédaignée ou méconnue.

Octave Pirmez, en toute justice, peut être mis dans la galerie de nos grands Belges.

JULES LECLERCQ.

L. NOËL. — *Notes d'Epistémologie thomiste*. 1 vol. in-12, 244 pages. Louvain. Institut Supérieur de Philosophie.

L'auteur n'a pas voulu écrire un traité systématique sur le problème de la connaissance. Ce livre réunit diverses études qui approchent la question de points de vue divers et se complètent l'une l'autre. Elles supposent l'histoire générale du problème et des solutions et ne tendent qu'à indiquer certaines idées personnelles.

L'auteur s'inspire de la philosophie traditionnelle et il pense que le réalisme ancien, très différent du réalisme naïf, peut avantageusement être mis en parallèle avec les doctrines épistémologiques modernes. Pour cela, cependant, il veut chercher, au-dessous des pensées qu'ils expriment et en particulier au-dessous des idées qu'il trouve chez Thomas d'Aquin, la pensée implicite qu'elles supposent.

Cette pensée, c'est le réalisme immédiat. Il n'y a pas à demander si l'objet connu correspond à une réalité ultérieure, parce que la réalité est, elle-même, directement l'objet connu. Ce qui s'oppose à elle et ce qu'on peut lui comparer, ce n'est pas un double représentatif, premier terme de l'acte de connaître, mais c'est déjà un terme ultérieur, fruit d'une connaissance intellectuelle qui s'affirme dans le concept et qui s'exprime dans le jugement. Tout jugement implique une réflexion élémentaire où le sujet conscient se rend compte de la présence d'une réalité opposée à son acte de connaissance et exprimée par lui. C'est cette réflexion élémentaire que l'épistémologie doit retrouver.

Elle ne cherchera pas le « pont » entre les objets et la réalité ; elle ne demandera pas non plus à une fonction subjective d'expliquer la valeur réelle des objets. Celle-ci se justifiera, aux yeux de la réflexion philosophique, comme elle se manifeste à

la réflexion élémentaire par l'opposition primitive qui dresse l'objet connu, dans son indépendance dominatrice, en face de l'acte qui le saisit d'abord et l'exprime ensuite.

L'auteur essaie de montrer comment la doctrine de Kant s'oppose à ce réalisme des anciens. Elle est réaliste aussi et elle l'est restée toujours. Mais Kant a hérité de la scolastique décadente, à travers Descartes et Leibniz, la notion imaginative d'un double objet, l'objet intramental atteint par la connaissance et l'objet extérieur qui est la réalité. Il admet d'abord que le premier correspond au second : c'est le réalisme indirect. Mais l'évolution de la pensée de Kant lui montre bientôt les difficultés de cette doctrine ; une logique inexorable le conduit, d'étape en étape à l'agnosticisme de la raison théorique. Il y a une chose en soi, mais nous ne la connaissons pas telle qu'elle est en elle-même ; nous savons seulement comment nous nous la représentons et comment nous devons nécessairement nous la représenter. Kant est ainsi, aux yeux de l'auteur, le représentant le plus logique de ce qu'il appelle le « réalisme indirect ». Il en dévoile l'infirmité et l'incohérence, il ouvre la porte à l'idéalisme.

Mais l'idéalisme lui-même n'est logique que s'il va jusqu'au bout. Le solipsisme radical en est la nécessaire conséquence. Doctrine intolérable et dont l'excès même ramène les esprits vers le réalisme traditionnel.

Ce livre est écrit en une langue nerveuse et élégante et son auteur manie, avec un bonheur rare, les doctrines nuancées de l'épistémologie. Nous sommes heureux de rappeler que M. Léon Noël est lauréat de la Classe des Lettres qui a couronné en 1904, et publié en 1905, son mémoire sur le *Déterminisme*.

MAURICE DE WULF.

LECTURE.

Une voyageuse écossaise en Belgique (1756)

par LÉON LECLÈRE, membre de l'Académie.

Les historiens qui ont étudié les règnes de Charles VI, de Marie-Thérèse et de Joseph II ont utilisé les notes prises par plusieurs voyageurs étrangers de passage dans notre pays. C'est ainsi que notre confrère M. Pirenne cite à plusieurs reprises, dans le cinquième volume de son *Histoire de Belgique*, Derival, Anot et Malfilâtre, dom Martène et dom Durand, Georges Förster ⁽¹⁾.

Nous ne croyons pas qu'on ait jusqu'ici tiré parti d'un ouvrage moins important, il est vrai, mais qui fournit sur quelques points des indications dignes d'être recueillies. Nous voulons parler du livre d'une voyageuse écossaise, M^{me} Calderwood, qui fit en 1756 un séjour de plusieurs mois dans notre pays, à Anvers, à Liège, surtout à Spa et à Bruxelles ⁽²⁾.

Margaret Steuart of Goodtrees, née en 1715, était fille du solicitor général d'Ecosse. Son grand-père avait été lord-avocat

(1) DERIVAL, *Le Voyageur dans les Pays-Bas autrichiens*. Amsterdam, 1782-1783. — ANOT et MALFILATRE, *Les deux Voyageurs ou Lettres sur la Belgique, la Hollande, etc.* Reims, 1802. — MARTÈNE et DURAND, *Voyage littéraire*. Paris, 1724. — FÖRSTER, *Voyage philosophique et pittoresque sur les rives du Rhin, à Liège, dans la Flandre, le Brabant, la Hollande*. Paris, 1794.

(2) *Letters and journals of Mrs Calderwood of Polton from England, Holland and the Low Countries in 1756*. Edited by Alexander Fergusson. Edinburgh, University Press, 1884, 386 pp. — Les notes de M^{me} Calderwood ont été imprimées pour la première fois en 1842, mais hors commerce. Les exemplaires de cette édition sont très rares. L'ouvrage n'a pas été traduit en français.

du royaume ; son arrière grand-père, prévôt d'Edimbourg. En 1735, elle épousa Thomas Calderwood of Polton. Le frère de M^{me} Calderwood, sir James Steuart of Goodtrees and Coltness, avait des sympathies pour la cause de Charles-Edouard, petit-fils de Jacques II. Aussi, lorsqu'en 1745 le jeune prétendant débarqua en Ecosse et chercha à soulever le pays contre l'Angleterre et contre le gouvernement de Georges II, sir James prit parti pour lui, sans toutefois jouer un rôle actif dans la rébellion. On sait que Charles-Edouard remporta d'abord quelques avantages : il entra à Edimbourg, battit le 2 octobre les Anglais à Preston, envahit l'Angleterre, pénétra jusqu'à Derby, à cent milles de Londres. Mais la disproportion des forces était trop grande. Après un dernier succès à Falkirk (28 janvier 1746), Charles-Edouard subit une défaite décisive à Culloden, le 27 avril, et dut s'enfuir en France. Ses partisans se dispersèrent, les plus compromis cherchant à se soustraire à la rigueur de la répression par un exil volontaire. De ce nombre fut sir James Steuart. Avec sa famille, il se réfugia à Paris, puis à Sedan et à Angoulême. Au printemps de 1756, à la veille des hostilités entre l'Angleterre et la France ⁽¹⁾, il vint s'établir à Bruxelles, puis à Spa.

C'est alors que M^{me} Calderwood conçut le projet de revoir son frère qui, depuis dix années, vivait loin de son pays et de ses parents. Avec son mari et ses deux fils elle quitta Polton le 3 juin, s'arrêta quelques jours à Londres, puis s'embarqua à Harwich, d'où elle gagna Rotterdam. Dès son départ d'Ecosse, elle commença à rédiger le journal de son voyage. A la fin de l'année, pendant les semaines qu'elle passa à Bruxelles, elle mit ses notes en ordre. Elles ont été réparties en treize chapitres : les quatre premiers sont consacrés aux impressions de l'auteur

(1) Les deux traités qui ont préludé à la guerre de Sept ans furent signés le 16 janvier (entre l'Angleterre et la Prusse) et le 1^{er} mai (entre la France et l'Autriche).

sur l'Angleterre et les Provinces-Unies ; les neuf autres ont trait au séjour de M^{me} Calderwood dans notre pays.

* * *

C'est le 17 juillet que M^{me} Calderwood, venant de Rotterdam, franchit la frontière des Pays-Bas autrichiens. Vers sept heures du soir elle arrive à Anvers ⁽¹⁾. Ce qui la frappe dès son entrée dans la ville, c'est son port sans navires et, d'autre part, la piété des habitants.

« Anvers, écrit-elle, fut autrefois ce qu'Amsterdam est aujourd'hui ; il y avait jadis, sur une longueur de trois lieues, un tel encombrement sur le fleuve, que les bateaux avaient peine à se frayer un passage. A présent, on n'en voit plus. Cette cité a l'air d'une personne noble déchuë. » L'auteur semble attribuer toute la responsabilité de cette décadence à l'influence de la religion catholique. Elle ne dit mot de la fermeture de l'Escaut depuis 1609 ; et pourtant la politique des Provinces-Unies ne lui est pas inconnue, puisque ailleurs ⁽²⁾ elle fait allusion aux entraves apportées au commerce belge par les Hollandais établis sur l'Escaut en aval d'Anvers.

Anvers était la première grande ville catholique visitée par M^{me} Calderwood, presbytérienne convaincue. Aussi s'intéresse-t-elle vivement à toutes les manifestations d'une vie religieuse si différente de la sienne, de celle de ses compatriotes. Elle s'empresse de noter le grand nombre d'églises, de couvents, « deux ou trois dans chaque rue » ; elle remarque les statuettes de la Vierge fixées aux murailles de beaucoup de maisons. Le lendemain de son arrivée, elle se rend à la cathédrale, la grande église, selon son expression. « Je n'y ai rien trouvé qui vaille la peine d'être mentionné », écrit-elle tranquillement. Avant de l'accuser d'ignorance artistique, n'oublions pas qu'elle est protes-

⁽¹⁾ Pages 135-148.

⁽²⁾ Page 292.

tante, calviniste, et que d'ailleurs, même dans les pays catholiques, les beautés des édifices gothiques étaient généralement méconnues, au XVII^e et au XVIII^e siècle (1).

Quoiqu'elle veuille s'en défendre, le cérémonial de la messe, les chants religieux, surtout l'attitude de la foule qui se presse dans les nefs, font sur elle une vive impression. Elle assiste au défilé de la grande procession; elle fait visite à la supérieure d'une communauté de religieuses anglaises.

En somme, son séjour à Anvers, si bref qu'il ait été, lui a permis de noter avec justesse deux aspects caractéristiques de la ville.

Le 19 juillet, de bonne heure, elle se remet en route pour loger le même soir à Tirlemont (2), « cité morte, pauvre, peu peuplée... La route est excellente, plantée de beaux arbres, sauf aux environs de Tirlemont, où les Français n'ont pas laissé un bâton » (3). Elle ne semble pas s'être arrêtée de longues heures à Malines et à Louvain, « villes remplies de couvents »; elle n'oublie pas toutefois de donner des détails assez précis sur la fabrication des dentelles de Malines (4) (très jolies et à très bon marché) et sur l'Université de Louvain, où 3,000 étudiants, toute la jeunesse des Pays-Bas, reçoivent l'instruction supérieure; elle se laisse aller à une longue digression sur le système éducatif adopté dans les collèges de la Compagnie de Jésus. Elle loue — de sa part ce témoignage a une valeur particulière — ce qu'elle appelle le bon sens des Jésuites et leurs méthodes « bien meilleures que celles qui sont employées en Grande-Bretagne ».

(1) Voir dans l'*Histoire de l'Art*, d'ANDRÉ MICHEL (II^e, p. 11), des textes caractéristiques : de Racine : « la cathédrale de Chartres est vaste, mais un peu barbare »; de Molière, raillant « le faïe goût des monuments gothiques »; de Montesquieu : « un monument d'ordre gothique est une espèce d'énigme », etc.

(2) Pages 150-161.

(3) Pendant les opérations de la guerre de la Succession d'Autriche.

(4) Il en sera de même plus loin pour les dentelles de Bruxelles (p. 264).

Entre Tirlemont et Liège, M^{me} Calderwood ne manque pas d'accorder quelques instants aux champs de bataille de Neerwinden et de Rocourt ⁽¹⁾. En parcourant le premier, qu'elle appelle Landon (Landen), elle s'étonne, assez aisément, que toute trace de bataille ait disparu ; elle oublie que plus de soixante ans se sont écoulés depuis la victoire du maréchal de Luxembourg (29 juillet 1693). A Rocourt (qu'elle écrit : Rochow) ⁽²⁾, elle évoque le souvenir des « Scots greys », recrutés surtout dans le Clydesdale, sa terre natale. Les soldats écossais avaient pris part avec honneur à la lutte qui s'était terminée par la victoire de Maurice de Saxe, le 11 octobre 1746. La voyageuse s'arrête devant l'arbre isolé, près duquel le général français s'était tenu pendant le combat ; et elle décrit en quelques traits le paysage qu'elle a sous les yeux, « le plus beau qu'elle ait vu pendant son voyage », le vaste plateau avec ses riches cultures, ses bourgs, ses villages, ses rideaux d'arbres ; et, au loin, de l'autre côté de la vallée de la Meuse, le relief mouvementé et les bois qui annoncent l'Ardenne.

*
* *

La voici près de Liège ⁽³⁾ : « Rien de plus charmant, écrit-elle, que la contrée qui entoure la ville. A quatre milles en amont et en aval, les vergers et les vignobles se succèdent sans interruption avec des maisons de campagne, mal bâties, il est vrai, mais dans des sites agréables. » Elle n'omet pas de faire connaître le mode de plantation des vignes — dont le vin, de médiocre qualité, est d'usage commun dans le pays. Puis elle entre dans la cité des Princes-Évêques. Elle en commence la description en ces termes : « De toutes les villes que j'ai vues, Liège est, à

⁽¹⁾ Pages 180-183.

⁽²⁾ La forme Rocoux est employée par les historiens français. (PIRENNE, *Histoire de Belgique*, V, 225.)

⁽³⁾ Pages 161-183.

mon avis, la plus abominablement sale. Bâtie au fond d'une vallée, elle se trouve à la jonction de plusieurs petits cours d'eau qui se jettent dans la Meuse. Une bande étroite de terrain plat longe le fleuve; les faubourgs s'accrochent aux flancs de la montagne. » Elle reconnaît d'ailleurs que l'aspect peu engageant de la ville est dû à l'industrie locale, aux grandes mines de charbon qui l'entourent, et surtout au transport de la houille. N'exagère-t-elle pas cependant lorsqu'elle note que « les Liégeois peuvent à grand'peine donner à leurs planchers quelque propreté? Même lavés, ces planchers sont comme revêtus d'un vernis noir ».

Elle visite la citadelle édiflée en 1650 et reconstruite par Maximilien-Henri de Bavière; elle dépeint l'allure des troupes du prince-évêque casernées dans cet ouvrage, « sept cents pauvres diables, ressemblant moins à des soldats qu'à la garde urbaine d'Edimbourg et recevant une solde de quatre sous par jour ⁽¹⁾ ». Leur recrutement est d'ailleurs aisé. « Liège — écrit M^{me} Calderwood — reçoit la crème et la lie de toutes les nations; les officiers de tous les pays y engagent des hommes; un soldat français déserte-t-il, il accourt à Liège, où l'embauchent les recruteurs prussiens ou autrichiens. Quand un fripon n'ose pas demeurer dans son pays, il se met en sûreté à Liège. Qu'un gentilhomme étranger réside dans cette ville avec sa famille pendant plusieurs mois, personne ne lui demandera son nom. »

À Liège — comme à Anvers et, plus tard, à Bruxelles — notre voyageuse note l'influence de la religion catholique sur la population. « Il faut, dit-elle, rendre justice aux papistes sur un point. Dieu sait ce qu'il y a dans leur cœur; mais ils paraissent tous croyants; il n'y a pas ici d'incrédules comme en France. Dans les églises, ouvertes jusqu'au soir, prient à toute heure du jour beaucoup de femmes et d'hommes. » De même qu'elle

⁽¹⁾ Page 193.

avait assisté à la grand'messe de Notre-Dame d'Anvers, elle se rend à la cathédrale, « très belle église... avec des chandeliers d'argent d'une valeur de plusieurs milliers de livres ». Elle y aperçoit, dans leurs stalles, les membres du chapitre ; et elle indique en passant que les chanoines tréfonciers (elle écrit : *trifoncias*), appartenant aux meilleures familles du pays, élisent le prince-évêque, de la maison de Bavière ⁽¹⁾.

Des églises elle passe aux couvents, au nombre de plus de soixante-dix. Elle se promène dans le jardin de la maison des Jésuites ; elle en gravit les terrasses ménagées sur les pentes de la colline et elle contemple, de la plus haute d'entre elles le « très beau point de vue » qui domine la ville, la Meuse, la rive droite, « située à l'entrée des Ardennes boisées ».

Après avoir passé trois jours à Liège, M^{me} Calderwood se dirige le 24 juillet vers Spa. Après sept heures de voiture, elle arrive au but de son voyage.

Malgré le mauvais état des chemins, elle admire les bois, les belles prairies dans la vallée étroite, çà et là marécageuse, les champs de blé, qui pousse partout où le permet le terrain. En trois lignes elle dessine un portrait fort ressemblant de Spa : des montagnes aux pentes abruptes, d'un côté ; de l'autre, des hauteurs moins accentuées encadrent la ville, allongée au fond d'une jolie vallée. Des chemins tracés sur les crêtes permettent de jouir d'une vue d'ensemble de la contrée boisée ⁽²⁾.

Il est inutile de rappeler quelle fut au milieu du XVIII^e siècle la vogue des eaux de Spa, qui « attirait vers ses fontaines les malades, les neurasthéniques, les mondains et les aventuriers de toute l'Europe ⁽³⁾ ». De toutes les colonies étrangères, la plus nombreuse était la colonie anglaise. Aussi M^{me} Calderwood, heureuse de retrouver à Spa le frère qui l'y attendait, éprouve

⁽¹⁾ En 1756, c'était Jean-Théodore de Bavière (1744-1763).

⁽²⁾ Pages 184-228.

⁽³⁾ PIRENNE, *Histoire de Belgique*, V, p. 340.

en même temps beaucoup de plaisir à y rencontrer des compatriotes. Sur plusieurs d'entre eux elle donne des détails circonstanciés. N'en citons qu'un seul, M. Luck, d'origine irlandaise, exemplaire caractéristique de l'originalité britannique. En 1730, M. Luck était venu à Spa pour y faire une cure ; il s'y trouvait encore en 1756 ! Vainement se décidait-il chaque année à quitter la ville d'eaux, après avoir pris congé de tous ceux qu'il y connaissait. A peine arrivait-il à Aix-la-Chapelle ou à Liège, qu'il était atteint par ce qu'on pourrait appelé « le mal des fontaines » ; il s'arrêtait, hésitait, puis reprenait le chemin de Spa, devenue sa seconde patrie !

M^{me} Calderwood voit aussi à Spa quelques Français, notamment le ministre résident à Liège, M. d'Aubigny ⁽¹⁾. Elle prend part à une conversation entre ce diplomate et sir James Steuart. Sir James explique à son interlocuteur les différences qui existent entre le Parlement d'Angleterre et le Parlement de Paris. Le Français parti, l'exilé fait remarquer à sa sœur que les Français n'entendent mot à la Constitution anglaise. Il ajoute d'ailleurs aussitôt qu'il en est de même des Anglais, qui ne connaissent rien de l'organisation politique et des affaires de France. La seule différence, conclut-il non sans finesse, c'est que les Français croient l'Angleterre plus forte qu'elle ne l'est en réalité, tandis que les Anglais exagèrent la faiblesse de la France.

Cette part faite à la politique générale, M^{me} Calderwood en vient à l'étude de la vie des Spadois ; elle note leur sobriété, la simplicité de leurs demeures. Ils gagnent leur vie, grâce aux dépenses faites par les étrangers qui sont venus demander la santé aux sources — qu'elle cite — du Pouhon, du Tonnelet, de la Géronstère. Elle n'oublie pas de mentionner l'industrie des bois de Spa, si prospère pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle.

(1) Dont elle déforme le nom en Doubinie.

Après avoir passé près de son frère deux mois environ, M^{me} Calderwood le quitte le 20 septembre et commence son voyage de retour. Elle redescend vers Liège par le chemin qu'elle avait parcouru au mois de juillet, mais en faisant étape à Chaudfontaine (Chode-Fountain). Le croquis qu'elle esquisse de cette localité est bref, mais fidèle ⁽¹⁾. Elle décrit d'abord les installations des bains, puis le cadre naturel dans lequel est située Chaudfontaine : « Cet endroit est le plus charmant, le plus *romantique* que j'aie jamais vu ! (Soulignons cet adjectif qu'il est intéressant de trouver, dès 1756, dans un récit de voyage.) La vallée est si étroite qu'il y a tout juste place pour la rivière et pour la route ; les hauteurs sont couvertes de beaux bois verdoyants, des sentiers serpentent sous leurs ombrages. On passerait ici agréablement deux à trois semaines. »

*
*
*

M^{me} Calderwood, cependant, se remet en route dès le lendemain. Après un arrêt de trente-six heures à Liège, elle gagne Bruxelles, où elle arrive le 24 septembre ⁽²⁾. Elle y demeura plus de trois mois, jusqu'au 28 décembre 1756.

Installée dans un appartement garni, elle mit ses fils au collège ; elle rédigea ses notes de voyage. Son long séjour dans la capitale des Pays-Bas autrichiens, de nombreuses promenades lui permirent de connaître la ville dans tous les détails, « aussi bien, assure-t-elle, qu'Edimbourg même » ⁽³⁾, et d'étudier les mœurs de ses habitants ⁽⁴⁾.

La superficie de Bruxelles lui paraît grande, eu égard à sa population, puisqu'elle ne compte guère plus de 57,000 habi-

⁽¹⁾ Pages 228-229.

⁽²⁾ Pages 230-234.

⁽³⁾ Page 272.

⁽⁴⁾ Pages 235-349.

tants, d'après l'évaluation moyenne. Elle donne une explication de ce fait : « les monuments, les couvents, les cours, les jardins occupent une grande partie de l'enceinte de la cité ; les maisons ne sont pas, comme ailleurs, serrées les unes contre les autres. Les rues sont bien pavées ; les places spacieuses. Au centre de la ville, la Grand'Place est quatre fois plus grande que l'enclos du Parlement d'Edimbourg » ; un de ses côtés est occupé par l'Hôtel de Ville, vaste édifice carré dont les bâtiments entourent une cour centrale. La façade du monument est richement sculptée. A la porte principale, saint Michel, patron de Bruxelles, terrasse le dragon ; la pente du toit est très raide ; trois rangs de lucarnes éclairent les combles. (Remarquons que M^{me} Calderwood ne dit mot de la flèche de l'Hôtel de Ville, pas plus que de celle de Notre-Dame d'Anvers). Sur la place, la foire est fréquentée par une foule immense. M^{me} Calderwood n'y fait aucun achat ; elle n'y a rien vu qui fût à la fois original... et peu coûteux. Aux quatre coins de la place débouchent des rues bordées de magasins. Notons, à ce propos, que la voyageuse admire le grand nombre de boutiques bruxelloises. Il est impossible, à son avis, que les emplettes de la clientèle locale puissent suffire à assurer leur existence ; les achats de l'étranger doivent, suppose-t-elle, s'y ajouter.

Les monuments, les établissements religieux ont été, on s'en doute, l'objet de l'attention particulière de M^{me} Calderwood. D'abord, Sainte-Gudule, « très grand édifice » ; ensuite, le Béguinage, qu'elle visite en détail un dimanche soir. Il lui inspire d'assez longues réflexions. Bien comprise, écrit-elle, l'institution des béguinages est la seule que j'adopterais entre toutes celles du catholicisme. Et elle justifie son appréciation en résumant les règles auxquelles sont soumises les habitantes des béguinages, les avantages dont elles jouissent : « chacune des béguines, écrit-elle, a une maison avec un jardin ; l'ensemble forme une petite ville dans la cité, avec ses rues étroites, ses impasses, le tout d'une extrême propreté ».

Avec force détails ⁽¹⁾ elle narre sa visite à une communauté de bénédictines anglaises, l'organisation du couvent, le cérémonial d'une prise de voile à laquelle elle a pu assister en même temps que M^{me} Coubinsall (entendez par là la comtesse de Cobenzl, la femme du ministre plénipotentiaire) ⁽²⁾. Enfin elle contemple la « grande » procession, qu'elle décrit avec beaucoup d'indications pittoresques sur la décoration des rues, les groupes du cortège : magistrats de la cité, corporations, ordres religieux (capucins, mineurs, dominicains, carmélites), etc.

Dans ses promenades en ville elle traverse le Sablon, « grande place utilisée pour les revues », et elle y admire la belle fontaine érigée « tout récemment » aux frais d'un de ses compatriotes, lord Bruce, comte d'Aylesbury ⁽³⁾. Plusieurs autres fontaines sont mentionnées par elle ; notamment, cela va sans dire, celle du *Manicky* (sic), « la plus ancienne et la plus populaire », avec une statuette revêtue, en certaines circonstances, de costumes coquets.

Elle se promène aussi le long du canal qui relie Anvers à Bruxelles, et cela lui fournit l'occasion de signaler les obstacles opposés par les Hollandais. Ils discutent, dit-elle, sur des vétilles.

Suivent des indications d'ordre économique, sur les métiers et les salaires, les branches de commerce et le prix des denrées. M^{me} Calderwood accorde une mention spéciale à la fabrication des dentelles de Bruxelles, œuvre de nombreux artisans (ou de béguines) travaillant à domicile, pour le compte des marchands

⁽¹⁾ Pages 306-320.

⁽²⁾ Charles, comte de Cobenzl, remplit ces fonctions du 19 mai 1753 au 31 mars 1770.

⁽³⁾ En témoignage de gratitude pour l'hospitalité qu'il reçut à Bruxelles. Le comte d'Aylesbury demeura dans un hôtel situé au Grand-Sablon, du côté de l'église. La fontaine est l'œuvre de Jacques Bergé. Elle fut élevée après la mort de lord Bruce. Le groupe fut placé le 4 novembre 1751. (G. DES MAREZ, *Les Monuments civils et religieux de Bruxelles*, p. 181.)

qui fournissent la matière première. Elle s'étonne du coût élevé de la main-d'œuvre en général ; elle fournit des précisions sur ses dépenses : « la vie est à un taux raisonnable (1) ; la viande, fort bonne, se paie trois pence et demie la livre ; la volaille, six et huit pence, selon la qualité ; les perdrix, cinq à six pence la pièce ; on demande quatre pence (ou moins) pour un pigeon aussi gros qu'un poulet ordinaire ; vingt pence pour cent huitres ; les moules se vendent à très bas prix ; les légumes sont excellents et peu coûteux ; le beurre est le meilleur qui existe ; l'ordinaire vaut quatre pence ou quatre pence et demie la livre. L'éclairage n'est pas cher ; mais le chauffage au charbon est des plus coûteux. On brûle ensemble les deux qualités, le gras et le maigre. Le chauffage au bois est d'ailleurs encore plus dispendieux.

Le jugement porté sur les Bruxellois par M^{me} Calderwood est sévère et superficiel. « Mélange d'Espagnols et de Hollandais. — écrit-elle, — ils ont plutôt les défauts que les qualités des uns et des autres : la morgue de ceux-là, sans leur sentiment de l'honneur ; le flegme de ceux-ci, sans leur esprit industriel. » Ajoutons tout de suite qu'à bien lire les notes de la voyageuse écossaise, c'est avant tout à la noblesse qu'elle assigne ces caractères. Elle l'accable de critiques. Endettée, déchuë, ne voulant pas déroger en s'occupant d'affaires, la noblesse mendie ou peuple les couvents ! M^{me} Calderwood n'est d'ailleurs pas plus indulgente pour la colonie anglaise établie à Bruxelles. Elle écrit sans hésiter que la plupart des femmes qui en font partie sont des aventurières.

* * *

Quelle est la valeur des *Letters and Journals* de M^{me} Calderwood ? Ces notes, écrites au courant de la plume dans un style

(1) Elle voit même une preuve de la modération des prix dans ce fait que les mendiants se contentent d'aumônes minimales.

simple semé parfois d'expressions propres à l'Ecosse, ne sont pas assurément l'œuvre d'un grand esprit. Leur auteur ne connaît que sommairement l'histoire des Pays-Bas ; elle n'est guère entrée en contact direct avec la population ; de plus, il ne faut pas demander à cette presbytérienne des jugements objectifs sur la vie religieuse des habitants des Pays-Bas. Reconnaissons toutefois qu'elle en a bien compris l'importance sociale et qu'elle l'a étudiée, sinon avec impartialité, du moins avec soin.

Les notes de M^{me} Calderwood, relevées çà et là d'une pointe d'humour, ont le mérite de la clarté, de la sincérité : elle a beaucoup observé ; elle dit tout ce qu'elle a aperçu ou entendu, les faits qu'elle a constatés, les anecdotes qu'elle a recueillies, les paysages qu'elle a contemplés ; si elle voit court, du moins elle voit généralement juste ; elle sait souvent dégager la caractéristique, l'essentiel, ce qui dans notre pays lui semble le plus éloigné des mœurs, des traditions écossaises. L'itinéraire qu'elle a suivi, l'époque de son séjour en Belgique confèrent à son récit une valeur réelle. Confirmant dans l'ensemble ce que nous savions déjà, les *Letters and Journals* de M^{me} Calderwood of Polton ajoutent aux autres récits analogues des indications qui méritaient peut-être d'être signalées ⁽¹⁾.

(1) M^{me} Calderwood mourut en 1774. — Il n'est pas sans intérêt de remarquer que les impressions éprouvées par elle dans son voyage à travers notre pays concordent sur plusieurs points avec celles de Cosme III de Médicis, qui, près d'un siècle auparavant, visita, lui aussi, Bruxelles, Anvers et Spa (1667-1669). Notre confrère M. Cuvelier les a fait connaître, d'après un manuscrit des Archives de Florence. (*Un voyage princier en Belgique au XVII^e siècle*, dans le BULLETIN DU TOURING-CLUB DE BELGIQUE, 1923.)

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Blondel (Georges)*. Où en est la reconstitution économique de l'Europe centrale? s/v., s/d., in-8° (15 p.). [30.201]
- La position économique de l'Allemagne au début de 1925. Paris, 1925; extr. in-8° (12 p.). [30.199]
- Le problème allemand. Oran, 1924; in-32 (24 p.). [30.200]
- Capart (Jean) et Werbroeck (Marcelle)*. Thèbes. La gloire d'un grand passé. Bruxelles, 1925; gr. in-4° (362 p., pl.). [31.119]
- Carnovale (Luigi)*. How America can easily and quickly prevent wars for ever. Chicago, s/d., in-32 (36 p.). [30.203]
- De Page (Henri)*. De l'interprétation des lois. Contribution à la recherche d'une méthode positive et théories en présence. Bruxelles-Paris, 1925; 2 vol. gr. in-8° (198 + 236 pp.). 31.118]
- Noël (L.)*. Notes d'épistémologie thomiste. Louvain-Paris, 1925; in-16 (241 p.). [31.117]
- Oikonomos (G.)*. Ex του Ἐργαστηρίου τῶν πρῶτων. Athènes, 1925; extr. gr. in-4° (pp. 59-101, pl.). [30.549]
- Van Langenhove (George-Ch.-J.)*. On the origin of the Gerund in english. Gand Paris, 1925; in-8° (132 p.). [31.115]
- Van Overloop (Eug.)*. L'étude de notre préhistoire. Bruxelles, 1925; in-8° (223 p.). [31.116]
- Weisbart (Josef et Betti)*. Illustrat. A-B^E Cedaric del Lingue Medial European. Nurnberg, 1925; in-32 (75 p., pl.). [30.202]
- Wiltmer (Louis)*. Le Prince de Ligne, Jean de Müller, Frédéric de Gentz et l'Autriche. Paris, 1925; in-8° (334 p.). [30.220]
- ** Catalogue illustré des timbres-poste, taxe et colis postaux du Congo belge et de l'Afrique orientale allemande, dénommé le « Négro-guide ». Bruxelles, 1925; in-16 (99 p., pl.). [31.114]
- ** Hommage à la mémoire de Guillaume De Greef. Bruxelles, 1925; in-8° (69 p.). [30.198]

Séance du lundi 12 octobre 1925.

M. J.-P. Waltzing, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; baron E. Descamps, P. Thomas, J. Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, J. Vercoullie, L. Parmentier, R. P. Delehayé, J. Bidez, J.-J. Van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, P. Ladeuze, comte H. Carton de Wiart, *membres*; J. Cuvelier, G. Doutrepont, J. Capart, H. Vander Linden, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Vauthier, Mahaim, De Wulf, Leclère, dom U. Berlière, *membres*.

M. le Directeur annonce à la Classe le décès du comte Eug. Goblet d'Alviella. Il prononce à cette occasion l'allocution suivante :

Le 9 septembre dernier, à la suite d'un lamentable accident, est décédé le comte Goblet d'Alviella, doyen d'ancienneté de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, où il siège pendant près de quarante ans.

Notre regretté Confrère a joué en Belgique un rôle important par son inlassable activité dans les domaines variés où il a laissé des traces nombreuses et durables : non seulement dans la politique, où il fit une carrière de plus de cinquante ans, comme conseiller provincial, parlementaire et ministre; non seulement dans l'enseignement, où il fut, de 1884 à 1916, professeur à

l'Université de Bruxelles; non seulement dans la littérature et l'érudition : comme romancier (*Partie perdue*, 1877), directeur de Revue (*Revue de Belgique*), collaborateur de grands ouvrages nationaux (*Patria Belgica*, 1873; — *Cinquante ans de Liberté*, 1880), mais encore comme voyageur et géographe, comme archéologue et orientaliste, et enfin et surtout comme historien des religions.

Pendant plus de quarante ans l'histoire des religions a été sa préoccupation dominante; il a été dans ce domaine un des premiers pionniers et, en Belgique, l'initiateur des études dans cette nouvelle science. Il lui consacra de grands ouvrages qui furent répandus par de nombreuses traductions, comme *La Migration des Symboles* (1891), *Eleusinia* (1903), et des recueils de conférences comme *L'Idée de Dieu* (1892), ou d'articles, comme *Croyances, Rites et Institutions* (1911, en 3 volumes). Enfin, il publia divers travaux sur l'histoire et la doctrine de la franc-maçonnerie, dont il fut un des chefs les plus respectés.

A l'Académie, son activité fut grande et ininterrompue : correspondant en 1887, titulaire en 1890, il fut élu Directeur et nommé Président de l'Académie en 1897; il participa assidûment et régulièrement aux travaux de la Classe : de 1880 à 1920, sans compter ses très nombreux rapports et notices bibliographiques, il fit vingt et une communications inédites, toutes relatives à l'Archéologie et à l'Histoire des religions, qui parurent dans les *Bulletins*; il rédigea, pour l'*Annuaire*, la biographie d'Émile de Laveleye (1895); il prit même part aux travaux de la Classe des Sciences par une lecture sur les antiquités protohistoriques de Court-Saint-Étienne (1908).

Ce qui est à retenir de cette longue carrière, ce n'est donc pas tant sa longue durée que ce fait qu'elle a été si bien et si utilement remplie. Notre défunt Confrère a servi fidèlement son pays et la science, dans les bons et dans les mauvais jours, par tous les moyens en son pouvoir, avec le plus complet désintéressement. Il a donné ainsi le plus noble des exemples.

CORRESPONDANCES.

M. le Ministre des Sciences et des Arts prie la Classe de désigner un président et un président suppléant pour chacun des jurys des langues modernes siégeant simultanément dans les provinces de Brabant, Hainaut, Liège, Namur et Luxembourg.

L'Académie polonaise annonce le décès de son président, M. C. Morawski.

L'Association bourguignonne des Sociétés savantes fait connaître qu'elle tiendra à Dijon, en 1927, un Congrès auquel sont conviés tous les savants s'intéressant à saint Bernard et à son temps.

La Fondation Travers-Borgstroem (Berne) fait connaître le résultat du concours international relatif à « la nationalisation du crédit ».

La Commune de Mantoue sollicite la souscription de l'Académie pour l'édification du monument à Virgile.

L'Académie est avisée d'un legs de 20,000 francs que lui a fait le comte Eugène Goblet d'Alviella, pour récompenser les meilleurs travaux relatifs à l'histoire des religions. — Ce legs est accepté.

HOMMAGE D'OUVRAGES.

La réaction wesleyenne dans l'évolution protestante, par M. Piette; présenté, avec une note bibliographique, par dom Ursmer Berlière.

Les « Overdraghers » et les « Portes d'eau » en Flandre au XII^e siècle, à propos d'une charte inédite provenant des Archives de la ville d'Ypres, par H. Pirenne.

Le Problème scientifique de la Vie, par le baron Descamps.
— Remerciements.

COMITÉ SECRET.

La Classe prend connaissance des candidatures présentées par les sections, pour les places vacantes.

FONDATION PIRENNE.

La Classe désigne les membres chargés de la représenter au sein du jury de cette Fondation : MM. Vander Linden, Cuvelier et Léon Leclère.

RAPPORTS.

De MM. Delehayé, Wilmotte et Doutrepont sur un mémoire de M. Louis Karl, sur saint Julien l'Hospitalier. — La Classe, se ralliant à l'avis des rapporteurs, décide de renvoyer ce travail à l'auteur.

COMMISSION DES GRANDS AUTEURS BELGES.

La Commission dépose son rapport annuel.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE

PIETTE (MAXIMIN). — *La réaction wesleyenne dans l'Évolution protestante*. Étude d'histoire religieuse. Bruxelles, Dewit, 1925. In-8°, xv-680 pages.

Il m'est agréable de présenter à l'Académie une importante thèse d'histoire religieuse soutenue cette année à l'Université de Louvain. Voulant se rendre compte du rôle joué par John Wesley dans le monde protestant d'Angleterre et de l'importance du mouvement suscité par lui, le P. Maximin Piette a été amené à le considérer comme la plus vigoureuse, la plus tenace, la plus caractéristique des réactions opérées au sein du protestantisme depuis Luther. Le Weslélisme s'est répandu en Angleterre et en Amérique; il compte encore des adeptes nombreux, disciplinés,

entrepreneurs, animés d'un zèle ardent de prosélytisme, sous la haute direction d'une conférence œcuménique décennale. Le méthodisme, comme doctrine, accorde la primauté à l'expérience religieuse. « Réaction contre l'antinomisme luthérien, réaction contre le calvinisme aux décrets absolus, réalisation du libre examen dans les limites d'une forte organisation disciplinaire, acheminement de la théologie vers les théories de Schleiermacher et de William James : telles sont ses notes caractéristiques. Il jette un pont entre le conservatisme orthodoxe et le pragmatisme subjectiviste. »

Wesley ne peut se comprendre sans l'intelligence de la réforme protestante du XVI^e siècle, incarnée dans ses grands initiateurs Zwingli et Luther, et sans une notion exacte des réactions qu'ils provoquèrent : réactions prophético-communiste des anabaptistes, nationaliste théologique de Calvin. Wesley naît et agit en Angleterre. Pour saisir la nature et les origines de sa réaction, il faut connaître le milieu dans lequel il a vécu, l'état moral et religieux de l'Angleterre au XVIII^e siècle. Placée en tutelle de la dynastie, l'Église nationale, l'Église établie manque de volonté, de doctrine, d'autorité; elle perd en prestige à mesure que le gouvernement devient plus constitutionnel. Les sectes dissidentes se multiplient, mais sans pouvoir imprimer au pays une nouvelle impulsion religieuse. L'auteur recherche et analyse les causes profondes qui ont stérilisé leurs énergies. Les sociétés religieuses de piétistes purent obtenir quelques résultats appréciables, mais combattues et dénoncées, elles s'effacent à partir de 1735.

Mais c'est de ce mouvement qu'est sortie la réaction de Wesley : celui-ci les groupa en un faisceau puissant et il leur insuffla une nouvelle vie. L'auteur nous fait connaître par le menu les débuts et la formation de Wesley, ses expériences en Angleterre, en Amérique, à l'école des piétistes moraves, l'organisation de sa réaction en 1741. Il expose les développements de l'œuvre, sa prédication, la constitution de la nouvelle Église à côté de

l'Église établie, puisqu'il ne put régénérer celle-ci. L'œuvre a vécu; elle s'est propagée en Angleterre et en Amérique; elle est puissante. Les nombreux documents historiques et statistiques réunis par le P. Piette sont extrêmement suggestifs.

La doctrine wesleyenne a attiré particulièrement l'attention de l'auteur. Il a su s'élever au dessus des préjugés courants, et, dans une étude psychologique bien menée, il a pu montrer dans Wesley un esprit ouvert, bien au courant des besoins de son temps, tenant compte des résultats des sciences naturelles et mettant au service de l'idée religieuse ses expériences physiopsychologiques. On n'a pas d'exposé systématique de la doctrine de Wesley; sa pensée est éparse dans ses œuvres, mais le fond est le grand fait de l'expérience religieuse, la nouvelle naissance à la vie surnaturelle : repentir, foi justificante, sanctification par la pratique des vertus et des bonnes œuvres. Il n'y avait pas de *credo* officiel et, par une suite du libre examen, des tendances diverses se sont manifestées au sein du méthodisme. Ces divergences seraient de nature à amener une désagrégation du corps wesleyen, mais l'organisation méthodiste s'est fortifiée et la discipline de cette Église la maintient dans des cadres très solidement organisés.

Par la richesse de sa bibliographie, la mise en œuvre de nombreux documents peu connus ou inconnus, par la clarté de son exposition, le livre du P. Piette constitue un chapitre des plus curieux de l'histoire religieuse aux XVIII^e et XIX^e siècles.

DOM U. BERLIÈRE.

Notules critiques

(Varron. Pétrone, Firmicus Maternus, gloses latines
du *Vaticanus Reginae* 203).

par P. THOMAS, membre de l'Académie.

Un passage de Varron (*Rer. rust.*, l. III, 2. 1) est d'une interprétation assez difficile.

La scène se passe pendant les comices pour l'élection des édiles (*comitiis aediliciis*). En attendant le résultat du vote, Varron s'entretient avec un de ses amis, Q. Axius, qui lui dit : *Dum diribentur suffragia, vis potius villae publicae* ⁽¹⁾ *utamur umbra, quam privati candidati tabella dimidiata aedificemus nobis?* Je suis obligé ici de relever un contresens de Mommsen (*Röm. Staatsr.*, III, 1, p. 405, n. 5, 1^{re} éd.), qui prend *candidati* pour un nominatif pluriel et qui s'efforce en vain d'expliquer ce que pourrait vouloir dire *privati candidati* ⁽²⁾. Il me paraît évident que *candidati* est un génitif dépendant de *tabella*, « la tablette sur laquelle nous avons inscrit le nom de notre candidat ». Quant à *privati*, ce serait un nominatif s'accordant avec le sujet de *aedificemus*, s'il fallait s'en tenir à la leçon des manuscrits.

Mais cette leçon est plus que douteuse. Le contexte indique qu'il doit y avoir une opposition entre la *villa publica* et une *villa privata*. Nous corrigerons en conséquence : *Vis potius villae publicae utamur umbra, quam privatA.M... aedificemus*

(1) Cet édifice était situé au Champ-de-Mars.

(2) « D. h. wohl uns die Mühe der Candidatur aufladend, ohne Candidaten zu sein. » Comprenez qui pourra!

nobis? Un copiste distraît a fait accorder l'adjectif avec *candidati* qui suit.

La *villa privata* dont il s'agit est une villa « sur le papier ». C'est ce que l'auteur exprime par *villam candidati tabella dimidiata aedificare*, « construire une villa avec un morceau de la tablette où le nom du candidat a été inscrit ». La tablette ne portant que le nom d'un candidat, on pouvait en détacher la partie restée vierge d'écriture et se servir de celle-ci pour esquisser le plan d'une villa. « Von einem Zerbrechen der Tabella ist sonst nirgends die Rede », dit Mommsen. Je le crois volontiers : c'est, de la part de Varron, un pur badinage sans rapport avec la réalité. L'idée, j'en conviens, est un peu tirée par les cheveux ; mais les plaisanteries dont le savant Romain emaille son *Traité d'Agronomie* et ses *Satires Ménippées*, sont souvent dans ce cas.

*
* .

Qu'est-ce qu'un *oclopeta*? Le mot ne se trouve que dans Pétrone (*Sat.*, c. 35). Parmi les inventions bizarres que Trimalchion exhibe à ses convives, figure un surtout de table en forme de globe, portant rangés en cercle les douze signes du zodiaque ; sur chacun d'eux le maître d'hôtel (*structor*) avait placé un mets correspondant à la nature du signe : sur le Bélier (*Aries*), des pois ariétins ; sur le Taureau, un morceau de bœuf, et ainsi de suite ; le Sagittaire, lui, est surmonté d'un *oclopeta*. Les savants, fort embarrassés d'expliquer ce mot, ont voulu le changer en *odopeta*, *otopeta*, *oclopecta*. Nous écarterons ces conjectures peu justifiées. *Oclopeta* signifie « celui qui s'attaque aux yeux, qui s'en prend aux yeux », « celui qui vise à l'œil » ⁽¹⁾, ce qui est en rapport avec le Sagittaire. En effet, les archers habiles se

(1) La forme *oclopeta* est exceptionnelle. Les noms dont le thème est en *o* changent généralement cet *o* en *i* dans la composition : *ocliferia* (SENEQUE, *Epist.*, 33, 3), *caeticola*, *agricola*, etc.

piquaient de viser droit à l'œil de l'adversaire ⁽¹⁾; on connaît l'histoire de celui qui éborgna le roi Philippe de Macédoine au siège de Méthone. On a supposé ⁽²⁾ que *oclopeta* pouvait être une épithète du corbeau, qui, de fait, s'attaque aux yeux de ses ennemis ou de ses victimes. Mais, indépendamment de la question de savoir si cet oiseau peu appétissant avait ses entrées dans la cuisine de Trimalchion, pourquoi Pétrone aurait-il eu recours à ce terme extraordinaire d'*oclopeta* au lieu d'appeler simplement le corbeau par son nom?

Un passage d'Antoninus Liberalis m'a suggéré une autre explication. Cet auteur (*Métam.*, c. 5) rapporte la légende d'Aegyptius et de sa mère Boulis. Celle-ci fut changée en un oiseau appelé πῶρυξ, à qui Jupiter assigna pour nourriture, à l'exclusion de tout produit de la terre, des yeux de poissons, d'oiseaux ou de serpents ⁽³⁾. Sur la foi de ce texte, ne pourrions-nous pas identifier l'*oclopeta* au πῶρυξ? L'hypothèse est séduisante. Toutefois elle prête à une objection : nous ne savons pas au juste quelle espèce d'oiseau était le πῶρυξ, ni surtout s'il était comestible. C'est dommage, car s'il était établi que les Romains mangeaient la chair du πῶρυξ, l'énigme serait résolue.

* * *

Firmicus Maternus, *Math.*, I, 7, 5 : *Quid de errore honoribus malorum et de fuga exiliisque bonorum dicimus?*

J'estime qu'il y a lieu, non pas de corriger, mais de supprimer tout simplement l'absurde *errore*. Un copiste distrait ayant

(1) « Ils (les archers éthiopiens) se proposoient en but et visoient droit aux yeux de ces hommes d'armes de Perse, comme s'ils n'eussent point combattu en champ de bataille contre leurs ennemis en aussi grand danger comme eux, mais eussent joué à qui gagneroit le prix de l'arc, tant ils les assénoient droit à la visière sans y faillir. » (HÉLIODORE, *Histoire éthiopique*, liv. IX, trad. d'Amyot).

(2) Voyez la note de M. Ernout.

(3) Ἡ δὲ Βουλὶς ἐγένετο πῶρυξ, καὶ αὐτῇ τροφὴν ἔδωκεν ὁ Ζεὺς μηδὲν ἐκ γῆς φερόμενον, ἀλλὰ ἐσθίειν ὀφθαλμοὺς ἰχθύος ἢ ὀρνέθου ἢ ὄφεως.

commencé à écrire *erroribus* au lieu de *honoribus* s'est aperçu de sa méprise avant d'achever le mot, ce qui a donné *errorihonoribus*. Il aura oublié d'exponctuer les lettres *errori* ou un scribe postérieur n'aura pas tenu compte de l'exponctuation, et, se rappelant que la préposition *de* régit l'ablatif, aura écrit sottement *de errore honoribus*.

* * *

VI, 26, 1 : *Docti etiam sermonis simul positi ornamenta decernunt, ut docta institutione sermo formatus audientium aures grata tolleratore semper illiciat, aut musici carminis modos tradant et praeclaram poëticae disciplinam.*

Au lieu du barbare *tolleratore*, M. Némethy propose de lire *titillatione*; M. Brakman, *relatione*. Ces conjectures s'éloignent trop du texte des manuscrits. *Tolleratore* me paraît une corruption de *collocatione* (dans *tollera* — pour *colloca* —, il y a les confusions de *c* et de *t*, de *o* et de *e*, de *c* et de *r*, qui ne sont pas rares en minuscule). L'ensemble du passage montre suffisamment qu'il s'agit de la *collocatio verborum*, de l'arrangement harmonieux des mots, qui charme l'oreille des auditeurs.

* * *

VII, 15,2 : *Si locus coniugis partiliter computatus in domo Mercurii ceciderit, Mercurius vero in cardine constitutus in masculino sit signo, puerorum amatores efficiet, sed tales qui numquam feminarum coitus velint saltem cupiditate desiderent.*

La fausse leçon *velint* est le résultat d'un phénomène psychologique. Le copiste avait lu d'avance la fin de la phrase, et le dernier mot : *desiderent* ayant frappé son esprit, lui a suggéré l'idée analogue : *velint*. En reprenant sa transcription, il a substitué ce *velint* qui lui trottait dans la tête au mot qui suivait *coitus* et qui avait certaines lettres communes avec *velint*. Nous connaissons tous par expérience ce processus mental qui nous

fait voir l'image d'un objet dont nous sommes préoccupés dans un autre objet qui lui ressemble vaguement (c'est ce qu'on appelle vulgairement « avoir la berlue »),

Quel est le mot qui a été expulsé de sa place par *velint*? C'est vraisemblablement *solita* (lettres communes avec *velint* : *l, i, t*). *Solita cupiditate* oppose l'amour normal à la pédérastie. Les *feminarum coitus* peuvent être plus ou moins légitimes, mais ils sont du moins (*saltem*) conformes à la nature.

* .

Un jeune philologue belge de la plus belle espérance, prématurément enlevé à la science, M. Ernest Marchie, a publié dans le *Musée belge*, t. XXVI (1922), pp. 261 et suivantes, une série de gloses latines tirées du *Codex Vaticanus Reginae* 203. Ces gloses sont intéressantes; malheureusement le texte en est fort corrompu, et les efforts de M. Marchie n'ont pas toujours réussi à le restituer. Tel est le cas de la glose n° 2 ainsi conçue : *CLAURES sunt porci domestici*. Je transcris la partie essentielle de la note de M. Marchie : « *CLAURES*. La lecture est certaine. Tous les recueils et dictionnaires ignorent le mot. Je n'ai trouvé aucun rapprochement dans O. Keller, à l'article consacré au porc. Peut-être faut-il voir dans ce mot une transcription erronée et un sens nouveau du grec *ὁ γλῶννης*, sanglier; *γλῶννης* est aussi une épithète du porc sauvage ou du sanglier chez les poètes épiques. (Voyez Bailly, s. v.). » Il faudrait donc admettre une double erreur : erreur du glossateur lui-même, qui aurait pris des porcs sauvages pour des porcs domestiques, et erreur du copiste qui aurait défiguré un mot qui lui était étranger. L'erreur imputée au glossateur est trop grossière pour être vraisemblable. J'avais pensé à *choeroe* (*χοῖροι*) ⁽¹⁾, dont *porci domestici* est la traduction exacte; mais l'altération de *choeroe* en *claires* s'explique difficilement. Renonçons à voir dans *claires*

⁽¹⁾ Cf. Varron, *Rer. rust.* l. II, 4, 47 : *Porcus graecum est nomen antiquum, sed obscuratum, quod nunc cum vocant choeron.*

un mot grec mal transcrit, et tenons-nous-en au latin. Or, pour désigner un animal domestique, les Latins emploient l'adjectif *cicur*. Nous sommes donc autorisés à regarder *domestici* comme une explication de *cicures*, d'autant plus que *cicur* et *cicures* se rencontrent dans d'autres recueils de gloses. Que *cicures* soit devenu *claires* sous la plume d'un copiste ignorant, cela n'étonnera aucun paléographe : un *i* pris pour un *l*, le groupe *cu* pris pour *au*, ce sont là des fautes courantes. Mais *cicures* à lui seul ne correspond pas à *porci domestici*. Le substantif qui manque est facile à suppléer : c'est *sues*, qui a été omis par saut de *su(es)* à *su(nt)*. La glose se présentera donc sous la forme suivante : *Cicures* < *sues* > *sunt porci domestici*.

L'Invasion de la Belgique jugée par un Irlandais,

par JULES LE LERCQ.

M. O'Donnell est un ancien député irlandais à la Chambre des Communes. Il vient de publier à Londres un livre qui a pour titre : *The Lordship of the World* (La Maîtrise du Monde). Il nous apprend que cette expression fut employée pour la première fois par un Irlandais qui se plaisait à dire que ce serait une haute récompense pour la grande nation qui aime la Justice et qui voudrait voir la justice régner sur toute la terre. Il proclame que c'est le peuple irlandais qui détient dans ses mains la maîtrise du monde, en ce sens que le dernier né des peuples européens peut aspirer à des destinées mondiales et que rien n'empêchera la race irlandaise, si dispersée qu'elle soit, de rendre à l'humanité des services pareils à ceux que les Moines d'Occident rendirent à la Chrétienté au moyen âge. Il entrevoit pour l'Irlande, placée entre l'Empire Britannique et l'Amérique, la mission d'unir ces deux puissantes nations dans un pacifique pouvoir mondial. Il estime que l'avenir de l'Empire Britannique dépend d'une complète réconciliation avec la race irlandaise. Et il nous montre la puissance de cette race. Car ce n'est pas connaître l'Irlande que de ne connaître que la Verte-Erin. A la suite de ses malheurs, l'Irlande s'est dépeuplée, et ses enfants ont cherché une autre patrie dans le Nouveau-Monde, si bien que la grande majorité de la population blanche en Amérique est d'origine irlandaise. Cela peut paraître exagéré, mais les statistiques sont singulièrement impressionnantes : M. O'Donnell cite les chiffres et en déduit qu'en dehors de la mère patrie, qui compte quatre millions d'âmes, le nombre des Irlandais n'est pas fort inférieur à la population des grandes nations de race latine, telles que

la France et l'Italie. Les États-Unis comptent à eux seuls quarante millions d'habitants qui ont du sang irlandais. La raison en est simple : c'est qu'il n'est pas de race plus prolifique ; pour la jeune fille irlandaise, la maternité est la gloire de la femme et un devoir d'un ordre divin.

M. O'Donnell défend ses compatriotes contre l'imputation qu'ils furent généralement, pendant la guerre, gagnés à la cause de l'Allemagne. Il affirme qu'aucun peuple au monde n'était plus convaincu que l'Irlande de la justice de la cause des Alliés, et que les sympathies pour la France y ont toujours été de tradition. Il rappelle que les catholiques irlandais s'enrôlèrent par milliers sous le drapeau britannique, que lord Kitchener les trouvait « magnifiques », que M. Redmont, le plus ardent propagandiste antigermanique, pouvait proclamer en toute vérité que, en proportion de la population, l'Irlande envoya à l'armée britannique, pendant les trois premiers mois, un plus grand nombre de ses enfants que tous les autres peuples de l'Empire. Il affirme qu'en février 1915, environ 116,000 Irlandais avaient rejoint les régiments anglais, écossais et gallois, que plus de la moitié du corps d'Australie étaient des Irlandais, que cinq régiments qui combattirent en France furent recrutés parmi les catholiques de Belfast, ceux-là mêmes dont les maisons furent brûlées plus tard par les Orangistes de l'Ulster. Et il conclut que tous étaient convaincus de la justice d'une guerre entreprise pour sauvegarder la liberté d'une petite nation.

Cette petite nation, que M. O'Donnell ne nomme pas, c'est apparemment la Belgique. On peut donc croire qu'il n'est pas de plus ardent défenseur des Belges ni de plus grand antagoniste des Allemands que M. O'Donnell. Voyons donc comment un ancien député irlandais au Parlement anglais juge la Belgique et l'Allemagne :

« Mentir fut le premier usage que fit le premier homme du don de la parole ». Le mot est de Rudyard Kipling. M. O'Donnell s'en est souvenu, puisqu'il le cite au début du chapitre qu'il

consacre à la Belgique. Il dresse un réquisitoire non contre ceux qui ont envahi un pays neutre au mépris des traités, mais contre ceux qui ont repoussé l'envahisseur par respect des mêmes traités. Il a la tête pleine des volumineux rapports qui ont paru en Allemagne sur les atrocités prétendument commises par les Belges, et qu'il accepte comme l'expression de la vérité, de cette vérité à laquelle il prétend donner plus de force en invoquant, en tête du chapitre sur la Belgique, ce texte latin : *Magna est veritas, et prevalebit* (la Vérité est grande, et elle doit prévaloir). Méfions-nous de l'homme qui dit : « je dis la vérité », de même que de celui qui dit : « je suis un honnête homme ».

Donc, ce vigoureux champion de la vérité affirme que des centaines de civils belges, *francs-tireurs* pour la plupart, souvent menés par leurs prêtres, comme en Espagne lors des guerres de Napoléon, furent jugés en Cour martiale. Aux yeux de ce défenseur de la justice, ce fut légitimement qu'ils furent exécutés, puisque les armées allemandes combattaient pour leur vie, et qu'il est de l'essence de la guerre qu'il faut tuer tout homme qui veut vous tuer en vous attaquant de front, à plus forte raison en vous attaquant par derrière. Il veut bien reconnaître que tout homme a le droit de repousser l'envahisseur. Par une flagrante contradiction, ce singulier logicien fait un crime à ces « braves civils belges » du grand service qu'ils ont rendu aux Alliés. De par les lois de la guerre, les Allemands avaient le droit de les fusiller lorsqu'ils les faisaient prisonniers, pour cette admirable raison que ces « braves civils » furent parmi les principaux artisans du désastre allemand sur la Marne ! Qui ne sait que, dès les premiers jours de l'invasion, les Allemands prirent possession des chemins de fer belges et que défense sous peine de mort était faite aux habitants de s'approcher des voies ferrées ? Ce qui n'empêche pas M. O' Donnell d'accuser les civils belges d'avoir rendu impossible l'avance des Allemands en retardant l'envoi des vivres et des munitions. Il

réserve toute sa commisération pour les centaines de soldats allemands qui, lors de la retraite de la Marne, furent trouvés morts de faim, la bouche encore rouge d'avoir dévoré les betteraves crues qui constituaient leur seule alimentation. Sans le « patriotique *sabotage* » des chemins de fer belges, tous ces malheureux eussent été sauvés.

Et la Belgique dévastée, qu'en pense cet Irlandais au cœur sensible qui a pitié des dévastateurs? Il pense qu'on a énormément exagéré les choses; que si beaucoup de villages ont été brûlés et démolis par les bombes, le dommage fut relativement minime. Il ne peut nier les ruines de l'Université de Louvain, au sujet desquelles Guillaume lança à Wilson sa fameuse dépêche « Mon cœur saigne »; mais ici encore ce sont les Belges qui sont les coupables. Il n'en veut d'autre preuve que le témoignage d'un correspondant de journal qui se trouvait dans les lignes allemandes et qui, par conséquent, reproduit la légende allemande suivant laquelle la population civile de Louvain opposa une vigoureuse résistance, tirant de toutes les fenêtres, et même de l'église Saint-Pierre, transformée en une véritable forteresse. Notre impartial historien veut bien reconnaître que beaucoup de maisons furent brûlées dans les combats de rue. S'il s'était documenté à bonne source, il saurait qu'il n'y eut pas de combats de rue, et que ce furent les infernales pastilles incendiaires dont était munie l'armée allemande qui réduisirent en cendres les plus belles rues de la ville dont j'ai vu les ruines encore fumantes.

C'est avec la même désinvolture que l'ancien député irlandais nie que ce soient les vandales qui aient détruit la cathédrale de Reims, prétendant que l'incendie fut causé par un feu de paille allumé dans l'intérieur de l'église.

Pour un champion de la vérité, M. O' Donnell a-t-il horreur du mensonge par omission? Il est permis de se le demander, puisque, s'il parle de Louvain et de Reims, il ne dit mot des horribles hécatombes de Dinant, d'Aerschot, d'Andenne, de

Tamines, de Tintigny, de Rossignol. Il se tait aussi sur les horreurs des déportations dans les camps germaniques, horreurs que stigmatisait M. Vandervelde, qui écrivait du Havre que le gouvernement allemand, au mépris de sa foi et de sa parole, traitait les Belges comme on traitait les vaincus aux temps d'Assur et de Babylone, prenant les hommes de tout âge et de toutes conditions, les raflant, les parquant, les dénombrant comme du bétail.

Aujourd'hui, la vérité est établie sur toutes ces tragédies, en dépit de tous les mensonges. Comment un Irlandais peut-il admettre ces monstrueuses violations du droit des gens? Comment peut-il faire l'éloge de l'humanité germanique, *german humanity*, et ne voir de coupables que chez ceux qui résistèrent à l'invasion et eurent la gloire de subir le premier choc !

On ne s'étonnera plus de ce déconcertant phénomène quand on saura où M. O' Donnell s'est documenté. Dans son introduction, il confesse avec une inconsciente naïveté que son livre est le résultat des voyages qu'il a faits en Allemagne pendant ces deux dernières années. L'honnêteté ne lui commandait-elle pas, après s'être documenté chez les Allemands, sur la Belgique, de se documenter chez les Belges, sur l'Allemagne? Comme il s'est adressé uniquement à ces Germains que Velleius Patereulus qualifiait déjà de menteurs, il ne pouvait écrire qu'un livre mensonger. Aussi faut-il admirer la candeur avec laquelle il écrit en exergue ces vers du grand écrivain Holmes :

God give us men...

Men who have honour, men who will not lie.

« Dieu, donnez-nous des hommes..., des hommes qui ont de l'honneur, des hommes qui ne veulent point mentir. »

Ces hommes-là, il aurait dû les chercher non au pays du « chiffon de papier », mais chez le petit peuple qui opposa l'honneur et la fronde de David au colosse germanique.

M. O'Donnell est Irlandais. Comme l'Irlandais Casement, il

est pour l'Allemagne contre la Belgique. Casement fut pendu à Londres pour trahison. Si M. O'Donnell avait osé écrire son livre pendant la guerre, il aurait eu probablement le même sort. Mais nous sommes en temps de paix. Et il s'est trouvé un éditeur à Londres pour publier ce livre qui se lit beaucoup en Angleterre et en Amérique.

Si M. O'Donnell ne dit pas la vérité sur la Belgique martyre, il dit toute la vérité sur l'Irlande martyre. Il s'indigne contre l'oppression qu'a subie son pays; il s'indigne qu'elle dure toujours. Pourquoi alors faire grief aux Belges d'avoir lutté contre l'oppression germanique. Il déplore que l'Irlande soit revenue à la vie dans de pitoyables conditions, meurtrie et sanglante, dégradée mentalement et moralement par la tyrannie qu'elle a subie pendant plusieurs siècles, et spécialement pendant la dernière décade. Comme si l'on ne pouvait en dire autant de la tyrannie prussienne en Belgique! Il traite d'abomination le prétendu traité de paix partageant en deux la nation irlandaise, qui n'a jamais envisagé et qui n'acceptera jamais cette solution qui fait de l'Ulster une « enclave » anti-irlandaise et anti-catholique; l'Ulster, cette terre sainte aux yeux de tous les Irlandais qui ne sont pas des Britanniques de l'Ouest; l'Ulster, qui fut le dernier refuge de la liberté irlandaise; l'Ulster, cette belle province qui ne fut conquise qu'au début du XVII^e siècle par l'armée la plus considérable que l'Angleterre eût jamais mise sur pied; l'Ulster où depuis la conquête les Irlandais sont traités en ilotes, où les catholiques forment un tiers de la population, et où tous les emplois sont pour les protestants, au point qu'un Américain a pu dire qu'il valait mieux être balayeur dans les rues de New-York que catholique dans les rues de Belfast.

M. O'Donnell, si ardent patriote irlandais, n'a pas la moindre conception du patriotisme belge. Tant qu'il n'aura pas rétracté ses injustes accusations à la suite d'une enquête impartiale, son livre, qui trouvera meilleur accueil en Allemagne, ne soulèvera

en Belgique qu'une légitime indignation. Si un écrivain belge prenait fait et cause pour les protestants de l'Ulster au sujet des atrocités que leur reproche M. O'Donnell, il soulèverait la même indignation chez les patriotes irlandais, qui qualifieraient le procédé de mauvaise action.

Lorsque la Belgique était occupée par les Allemands, que de fois ne les avons-nous pas entendus proclamer bien haut : « L'histoire de la guerre, nous l'écrirons nous-mêmes; nous l'écrirons seuls, et l'on nous croira! » Cette prédiction s'est réalisée, puisqu'un Irlandais ne croit qu'à l'histoire écrite par les Allemands. Nous ne pouvons que le renvoyer pour son édification à l'ouvrage en huit volumes, *Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg*, publié par dom Norbert Nieuwland et le chanoine Schmitz, où il est démontré par 963 rapports de témoins oculaires, collationnés après minutieuses enquêtes, que 2,812 civils tués par les Allemands dans deux provinces seulement, ont été injustement mis à mort et contrairement à toutes les règles du droit des gens. Nous renvoyons aussi M. O'Donnell aux deux volumes des *Rapports et Documents d'enquête* publiés en Belgique par la Commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre. Quand il aura lu les témoignages écrasants contenus dans ces documents, quand il saura que le général allemand gouverneur de Namur eut le courage de confesser l'inexpiable crime de Dinant, le jour où il déclara : « Il résulte d'une enquête que j'ai faite qu'aucun civil n'a tiré à Dinant », M. O'Donnell pourrait bien finir par voir clair et reconnaître loyalement qu'il s'est trompé en affirmant que des centaines de francs-tireurs assaillirent les troupes allemandes.

Ce qui pourrait bien achever de lui ouvrir les yeux, c'est la lamentable défaite des 93 intellectuels allemands, signataires du fameux manifeste lancé en décembre 1914. Eux aussi avaient proclamé tout d'abord : « Er ist nicht war!... Il n'est pas vrai

qu'un seul bourgeois belge ait été atteint dans sa vie et dans sa propriété par nos soldats, sans que la plus légitime défense ne les y ait forcés... Il n'est pas vrai que notre direction de la guerre méprise les lois du droit des gens ! Elle ne connaît pas la *cruauté indisciplinée*. » Ce manifeste, que le professeur allemand Hans Delbrück a qualifié de *Document de la bêtise humaine*, « *Ein Dokument menslicher Dummheit* », fut remis sous les yeux de ses signataires en 1920. Et l'on sait que, à l'exception de 16 d'entre eux, ils n'osèrent point maintenir leur protestation.

Enfin M. O'Donnell ne pourra récuser le témoignage d'un illustre historien dont le père était Allemand.

Voici dans quel langage émouvant s'exprime ce témoin : « Si le monde devait ajouter foi à de telles accusations (les accusations allemandes), le peuple belge serait l'opprobre de l'humanité. C'en est trop, et pour le coup l'univers entendra la voix de la victime jusqu'aujourd'hui muette... Je cite l'Allemagne devant le tribunal de la conscience humaine : qu'elle essaie de répondre à mon acte d'accusation ! Je ne produis que des faits et des témoignages soigneusement contrôlés. J'ai enseigné et pratiqué pendant quarante ans la critique historique, et j'en ai appliqué la méthode ici, avec d'autant plus de rigueur, que je sens toute la responsabilité que j'assume. »

Ces paroles sont de Godefroid Kurth. (*Le Guet-Apens prussien en Belgique*. REVUE DES DEUX MONDES, 1^{er} mai 1919.)

Puissent-elles émouvoir M. O'Donnell comme elles ont ému les signataires du manifeste des 93 intellectuels !

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Beaufort (Jean)*. Sonnets et poèmes. Bruxelles, 1925; in-16 (36 p.).
[31.124]
- Champagne (Paul)*. Octave Pirmez : Sa vie et son œuvre. Liège, 1925;
in-8° (98 p., portr.). [31.129]
- Descamps (baron)*. Le problème scientifique de la vie selon la méthode
intégrale et à la lumière de la science du réalisme rationnel.
Bruxelles, 1925; in-8° (59 p.). [30.235]
- Destrée (Joseph) et Bautier (Pierre)*. Les Heures dites Da Costa. Bruxelles,
1924; pet. in-4° (26 p., pl.). [30.234]
- Devola y Garcia (José)*. Nuevas poesías. Malaga, 1925; in-16 (220 p.).
[31.122]
- Fougère (Etienne)*. La soie. Discours prononcé au Congrès de la
Chambre de commerce internationale à Bruxelles. Bruxelles, 1925;
in-8° (17 p.). [30.220]
- Hoijer (Olof)*. La solution pacifique des litiges internationaux avant et
depuis la Société des Nations. Paris, 1925; in-8° (570 p.). [31.130]
- Justesen (P. Th.)*. The Greek verb. *Erepho* and derivatives. Copie
dactylographiée, 1925; format pro-patria.
- Pirenne (Henri)*. Les « Overdraghes » et les « Portes d'eau » en Flandre
au XIII^e siècle, à propos d'une charte inédite provenant des archives
de la ville d'Ypres. Manchester, 1925; extr. in-8° (pp. 139-145).
[30.236]
- Raymond (George Lansing)*. A Life in song. New-York et Londres, 1916;
in-16 (325 p.). Rel. de l'édit. [31.132]
- An art philosopher's cabinet. New-York-Londres, s. d., in-8° (403 p.,
pl., portr.). Rel. de l'édit. [31.138]
- Ballads and other poems. New-York-Londres, 1915; in-16 (164 p.).
Rel. de l'édit. [31.131]
- Dante and collected verse. New-York-Londres, 1916; in-16 (329 p.).
Rel. de l'édit. [31.133]

- Raymond (George Lansing)* Ethics and natural Law. New-York-Londres, 1920; in-8° (345 p.). Rel. de l'édit. [31.137]
- Poetry as a representative art. New-York-Londres, 1899; in-8° (356 p.). Rel. de l'édit. [31.136]
- A Poet's cabinet. New-York-Londres, s/d. in-8° (448 p.). Rel. de l'édit. [31.135]
- The aztec God and other Dramas. New-York-Londres, 1916; in-16 (465 p.). Rel. de l'édit. [31.134]
- Sola (Rafael)*. Marcos de Fuego de Las Antiquas. Bibliotecas mexicanas. Mexico, 1925; in-16 (111 p., fig.). [31.123]
- Syz (John)*. Discours prononcé au Congrès de Bruxelles de la Chambre de commerce internationale. Bruxelles, 1925; in-8° (11 p.). [30.222]
-

Séance du lundi 9 novembre 1925.

M. J.-P. WALTZING, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; baron E. Descamps, P. Thomas, Jules Leclercq, M. Wilmotte, H. Pirenne, baron A. Rolin, M. Vauthier, J. Vercoullie, E. Mahaim, L. de la Vallée Poussin, L. Parmentier, H. Delehayé, J. Bidez, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, P. Ladeuze, *membres*; J. Cuvelier, G. Doutrepont, J. Capart, L. Wodon, A. Roersch, M. Ansiaux, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. Cumont, De Wulf, Berlière, comte Carton de Wiart, *membres*; H. Rolin, *correspondant*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts communique le vœu de M. T. Jonckheere de voir l'Académie mettre annuellement au concours une ou plusieurs questions de pédagogie. — L'Académie prendra ce vœu en considération dans la mesure du possible.

La direction de la Fondation Bernat Metge (Barcelone) demande à échanger ses publications avec le *Bulletin* de la Classe. — L'échange est accepté.

M. A. Aristarchi Logothete (Constantinople) demande que l'Académie théologique de Halki continue à recevoir les *Bulletins* de l'Académie qui étaient adressés à feu le Grand Logothete S. d'Aristarchi, du Patriarcat œcuménique. — L'Académie accueille favorablement cette demande.

HOMMAGE D'OUVRAGE.

Œuvres complètes de Nicolas Defrêcheux; présenté, avec une note bibliographique, par M. Wilmotte.

— Remerciements.

COMITÉ SECRET.

La Classe examine les titres des candidats présentés pour les places vacantes et n'inscrit aucune candidature nouvelle. Elle décide que désormais, à la réunion préalable en section, toute présentation de candidature devra être accompagnée du dépôt de la liste écrite des principaux travaux du candidat et que la liste des publications des candidats présentés devra être communiquée aux membres avant la séance de discussion des titres.

CONCOURS ANNUEL DE 1926.

DEUXIÈME QUESTION : *On demande une étude sur le Conseil du Gouvernement général institué par Joseph II.*

Un mémoire, portant pour devise : « Simpliciter », a été reçu en réponse à cette question. Sont désignés pour examiner ce travail : MM. Eug. Hubert, H. Vander Linden et Léon Leclère.

TROISIÈME QUESTION : *Étudier les thèmes bucoliques ou pastoraux dans la poésie latine : sources et développement.*

Un mémoire, portant pour devise : « Sit Tityrus Orpheus », a été reçu en réponse à cette question. — Sont désignés pour examiner ce travail : MM. Thomas, Waltzing et Parmentier.

SIXIÈME QUESTION : *On demande une étude sur le néo-hellénisme dans la poésie française pendant la seconde moitié du XIX^e siècle.*

Un mémoire, portant pour devise : « N'a plein poing de savoir en plein mui de cuider », a été reçu en réponse à cette question. — Ont été désignés pour examiner ce travail : MM. Doutrepont, Wilmotte, J. Leclercq et Parmentier.

Un concurrent demande, par lettre non signée, que la Classe remette au concours, pour 1927, la question relative aux « solutions du problème critique présenté par le réalisme contemporain en Angleterre ». — La Classe décide que cette question sera ajoutée au programme de 1927.

PRIX DE STASSART.

(Histoire nationale, 9^e période, 1919-1925.)

TROISIÈME QUESTION : *Étudier la légende de Godefroid de Bouillon, ses origines et son développement.*

Deux mémoires ont été reçus en réponse à cette question; l'un sans devise, l'autre portant pour devise : « Als eist dat hem Brabanters beroemen dat si van swaenen coemen ». — Sont désignés pour examiner ces travaux : MM. Doutrepont, Vander Linden et Wilmotte.

QUATRIÈME QUESTION : *Étudier les origines des baillis et leurs fonctions dans une des anciennes principautés belges, avant la période bourguignonne.*

Un mémoire a été reçu en réponse à cette question; il porte pour devise : « Je ne fay point de doute qu'il n'advienne souvent de parler de choses qui sont ailleurs plus réellement traitées chez les maistres et plus véritablement ». (MONTAIGNE, *Essais*, liv. II, chap. X.) — Sont désignés pour examiner ce travail : MM. Des Marez, Pirenne et Cuvelier.

FONDATION GOBLET D'ALVIELLA.

La Classe adopte pour cette fondation le règlement suivant :

PRIX GOBLET D'ALVIELLA.

(Histoire des Religions.)

Par testament olographe en date du 9 septembre 1922, le comte Eugène Goblet d'Alviella légua à l'Académie royale de

Belgique un capital de 20,000 francs, destiné à fonder un prix quinquennal d'histoire religieuse.

Règlement.

ARTICLE PREMIER. — Il est institué, sous le nom de « Prix Goblet d'Alviella », un prix quinquennal de 5,000 francs (sauf variation du capital ou du revenu de la fondation), destiné au meilleur travail, de caractère strictement scientifique et objectif, relatif à l'histoire des religions, publié par un auteur belge, dans la période quinquennale écoulée.

ART. 2. — La Classe des Lettres décernera ce prix, sur la proposition d'un jury de trois membres nommés par elle. La séance dans laquelle ce jury prendra sa décision sera considérée, au point de vue des jetons de présence, des frais de séjour et de déplacement, comme une séance de l'Académie; les frais qui en résulteront incomberont à la fondation.

ART. 3. — Si le prix n'est pas décerné, son montant servira à augmenter le capital.

ART. 4. — La proclamation du prix se fera dans la séance publique de la Classe.

ART. 5. — Les auteurs qui désirent soumettre leur travail au jury doivent l'adresser, franc de port, au Secrétaire perpétuel de l'Académie, Palais des Académies, à Bruxelles.

TRAVAIL A L'EXAMEN.

De l'Origine de la Pastourelle, par M. Delbouille. — Renvoi à MM. Wilmotte, Doutrepoint et Thomas.

NOTE BIBLIOGRAPHIQUE.

J'ai l'honneur de présenter à la Classe la nouvelle édition du poète liégeois Nicolas Defrècheux ⁽¹⁾. Il n'y a pas un Wallon qui ignore le nom de ce grand et délicat artiste, dont le centenaire vient d'être célébré à Liège avec éclat. Defrècheux est peut-être le seul écrivain, en dialecte, qui ait dépassé la notoriété locale et qu'on lise en dehors du pays liégeois. On ne le lit pas seulement, on le chante, et, dans toute la Wallonie, il arrive qu'un soir, par une fenêtre entr'ouverte d'humble maison, on entende moduler les strophes mélancoliques de *Leyiz-m' plorer*. Ce que le *Lac* de Lamartine fut pour une génération française, ce par chef-d'œuvre l'a certes été pour nos aînés et le reste encore partiellement pour nos contemporains, et ce n'est pas un faible titre à l'immortalité. Populaire, Defrècheux a su l'être sans rien concéder aux formes banales et, en quelque sorte, imposées de l'humble cantilène, qui vole de lèvres en lèvres. Sa phrase est toujours élégante, ses images nobles et précises à la fois. Il a *peu* écrit, parce qu'il était difficile à contenter et qu'il écoutait sa muse avec une longue et lente attention avant de prendre la plume. Enfin, il n'y a pas une obscénité dans son œuvre; sa sensibilité était aussi scrupuleuse que délicate. On a bien fait de le rééditer avec des soins dignes de son génie.

M. WILMOTTE.

(1) Un beau volume in-8°, avec une bonne préface analytique et biographique de M. O. Pecqueur.

Séance du lundi 7 décembre 1925.

M. J.-P. Waltzing, *directeur de la Classe, président de l'Académie.*

Sont présents : MM. Eug. Hubert, *vice-directeur*; baron E. Descamps, P. Thomas, J. Leclercq, H. Pirenne, M. Vauthier, Ern. Mahaim, L. Parmentier, H. Delehayé, dom Ursmer Berlière, J. Bidez, J. van den Heuvel, J.-J. van Biervliet, G. Cornil, L. Dupriez, G. Des Marez, L. Leclère, P. Ladeuze, comte H. Carton de Wiart, *membres*; J. Cuvelier, G. Doutrepoint, H. Vander Linden, *correspondants*, et le *Secrétaire perpétuel*.

Absences motivées : MM. M. Wilmotte, Cumont, Hymans, *membres*; Capart, Wodon et Ansiaux, *correspondants*.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre des Sciences et des Arts prie l'Académie de lui soumettre une liste de dix noms : 1° pour la formation du jury du prix quinquennal des sciences historiques (9^e période : 1921-1925); 2° pour la formation du jury du prix quinquennal d'histoire nationale (16^e période : 1921-1925).

L'Académie royale des Sciences d'Amsterdam annonce qu'elle soumet à l'Union académique internationale la proposition d'entreprendre une Encyclopédie du droit international public et privé. — Renvoi à une Commission composée de MM. Rolin, Vauthier, van den Heuvel et Mahaim.

Le Comité organisateur du IV^e Congrès des historiens polonais annonce que celui-ci se tiendra à Posnan (Posnanie), du 6 au 8 décembre 1925, et en communique le programme.

HOMMAGES D'OUVRAGES.

Liber miraculorum Ninivensium Sancti Corneli Papae, par M. W. Rockwell ; présenté, avec une note bibliographique, par M. Cumont.

La vérité sur la mort d'Alexis de Tocqueville, par M. J. Leclercq.

Juste Lipse, par M. Alph. Roersch.

Analecta Bollandiana, t. XLIII, fasc. 3 et 4 présenté; par le Père Delehay.

El Rey Rodrigo en la Literatura, par R. Menéndez Pidal; présenté, avec une note bibliographique, par M. J. Leclercq. - - Remerciements.

COMITÉ SECRET. — ÉLECTIONS.

Sont élus :

1^o Dans la Section des Sciences morales et politiques, correspondant, en remplacement du comte H. Carton de Wiart, élu membre titulaire : M. le baron BEYENS;

2^o Dans la Section d'Histoire et des Lettres, associé, en remplacement d'A. Chuquet, décédé : M. CARLO PASCAL; associé, en remplacement de Th. Homolle, décédé : M. O. LAGERCRANZ.

COMMISSION DES FINANCES.

Les membres sortants sont réélus pour l'année 1926.

COMMISSION DES ANCIENS AUTEURS BELGES.

Les membres sortants sont réélus pour l'année 1926.

RAPPORTS.

M. DELBOUILLE. — *Les Origines de la Pastourelle.*

Rapport de M. G. Doutrepont, premier commissaire.

Le problème des origines de la pastourelle a beaucoup préoccupé les romanistes. Nombreuses et diverses sont les explications que l'on a proposées pour jeter un peu de lumière sur la formation de ce menu genre lyrique. M. Delbouille n'a pas craint de reprendre la question et il l'a fait sur de tout nouveaux frais. Sa thèse est ingénieuse et elle s'appuie sur de très sérieuses enquêtes dans un domaine où la critique française n'avait pas encore pénétré. Sans doute, cette thèse n'est qu'une hypothèse. Le jeune romaniste liégeois, qui soumet son travail à l'appréciation de l'Académie, n'a pu vaincre la grosse difficulté qu'il a rencontrée dans ses recherches : celle de la datation des œuvres de l'auteur qu'il appelle « l'Anonyme amoureux » et qui a peut-être joué un rôle très important dans la constitution des éléments fondamentaux de la pastourelle. D'autre part, M. Delbouille ne s'est pas trouvé en mesure de préciser, avec toute l'exactitude désirable, les voies et modes de diffusion de ces œuvres dans la littérature française. Enfin, il a dû plus d'une fois se contenter de signaler des analogies assez lointaines entre des textes qu'il voulait rattacher à une inspiration commune. Mais que de vues originales et que d'éclaircissements utiles il nous fournit dans son mémoire ! Avec quelle finesse d'esprit il défend sa thèse ! Incontestablement, il a porté la question sur un terrain vers lequel iront les prospecteurs avisés de l'avenir. A bien des titres, son travail me paraît mériter les honneurs de l'impression.

Rapport de M. P. Thomas, deuxième commissaire.

Je me rallie bien volontiers aux conclusions de mon confrère M. Doutrepont.

Le mémoire présenté par M. Delbouille est l'œuvre d'un

esprit distingué et perspicace, qui a su utiliser habilement sa riche documentation et notamment la toute récente publication de M. Nicolau d'Olwer.

La solution proposée du problème des origines de la pastourelle, résultat de combinaisons et de déductions ingénieuses, est hypothétique sans doute, mais originale et séduisante.

Une chose me paraît certaine : c'est que M. Delbouille a raison contre M. Faral quand il rejette l'influence de la poésie virgilienne sur la formation de la pastourelle. Le trait caractéristique, essentiel, de la pastourelle du type classique, c'est l'inégalité des conditions entre la Belle et son galant ; c'est l'opposition entre seigneurs et vilains. Pareille idée est absolument étrangère à la pastorale antique et n'a pu naître qu'à l'âge féodal. La bergère des pastourelles n'a point pour aïeules Amaryllis et Galatée : c'est une figure empruntée au milieu contemporain.

Se ralliant à la proposition des rapporteurs, la Classe décide l'impression de ce travail dans les *Mémoires* in-8°.

LECTURE.

La Colonisation franque et la question agraire en Belgique, par M. G. Des Marez. — Impression dans les *Mémoires* in-4°.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

WILLIAM W. ROCKWELL. — *Liber miraculorum Ninivensium
Sancti Corneli Papae.*

J'ai l'honneur de présenter à l'Académie, au nom de M. William Rockwell, professeur d'histoire de l'Église à l'*Union theological Seminary* de New-York, un volume qui ne manquera pas d'intéresser vivement nos compatriotes ⁽¹⁾. Je me souviens de la surprise que j'éprouvai en 1921, quand M. Rockwell me montra dans la bibliothèque de ce séminaire un manuscrit sur parchemin du XII^e siècle contenant une histoire de la fondation de l'abbaye de Ninove avec un *Liber miraculorum* de saint Corneille. Ce précieux manuscrit a été acquis par l'*Union Seminary* en 1838, avec la bibliothèque du savant Leander van Ess, professeur à Marbourg et grand collectionneur de livres provenant des couvents sécularisés, et il a ainsi passé de Ninove en Allemagne et d'Allemagne en Amérique. Des documents qu'il contient on n'avait publié jadis que des extraits; M. Rockwell vient d'en donner avec le plus grand soin une édition intégrale, précédée d'une substantielle introduction. Je n'ai pas la compétence nécessaire pour apprécier l'importance de ces textes pour l'histoire de notre moyen âge, mais je puis louer la conscience et l'érudition dont l'auteur a fait preuve. Il n'a pas seulement étudié son manuscrit au point de vue paléographique et critique ⁽²⁾;

(1) *Liber miraculorum Ninivensium Sancti Corneli Papae (Ein Beitrag zur flandrischen Kirchengeschichte)*, par WILLIAM WALKER ROCKWELL, Göttingen et New-York, 1925, 430 pages et une planche.

(2) La plus grande partie en a été écrite et probablement composée par un calligraphe nommé Henricus de Sualma.

c'est toute l'histoire des quatre-vingts premières années de l'abbaye de Ninove que M. Rockwell a exposée, et l'on s'étonne qu'un étranger ait pu posséder une information aussi étendue et aussi précise des sources manuscrites et imprimées relatives à un sujet si spécial. On ne pourra plus s'occuper de l'histoire ecclésiastique de la Flandre médiévale sans le consulter.

F. CUMONT.

RAMÓN MENÉNDEZ PIDAL. — *El Rey Rodrigo en la Literatura.*

Au nom de M. R. Menéndez Pidal, professeur de philologie romane à l'Université centrale de Madrid, membre de l'Académie espagnole et membre associé de l'Académie de Belgique, j'ai l'honneur de présenter son magistral ouvrage : *Le Roi Rodrigue dans la Littérature.*

Il n'est pas en Espagne de légende plus populaire que celle du roi Rodrigue, qui perdit son royaume en 711 à la bataille du Guadalete, vaincu par les Mores et trahi par le comte Julien (Olián), qui, suivant la tradition légendaire, pactisa avec l'Islam pour se venger du roi qui avait séduit sa fille. L'immensité du désastre, la perte de l'Espagne, explique la persistance à travers les siècles de cette légende qui remonte aux temps visigoths. Il existait sans doute d'autres légendes au VIII^e siècle et antérieurement, mais celle-ci a seule surnagé pendant les huit siècles de la reconquête, qui conservèrent le vivant souvenir du roi Rodrigue. Cette légende nous a été transmise par une multitude de narrateurs musulmans, tant en Andalousie qu'en Orient, par une multitude d'historiographes chrétiens, par une multitude de poètes, de novellistes, de dramaturges, en Espagne, en France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie. Les Arabes l'ont ornée de fictions dans le goût oriental, et les chrétiens l'ont refondue selon leurs traditions propres. Aucune autre légende nationale n'a rencontré cette collaboration des deux grandes civilisations, l'arabe et la chrétienne.

On comprend que cette collaboration ne fut pas sans présenter des divergences, étant fatalement influencée par les sentiments respectifs des vainqueurs et des vaincus, les uns ayant tout intérêt à exagérer le nombre et la force de l'ennemi, les autres n'acceptant pas l'humiliation de la défaite. C'est donc aux chrétiens espagnols qu'il faut attribuer la légende de la trahison du comte Julien. La France vaincue en 1870 n'attribua-t-elle pas sa défaite à la trahison ?

M. Menéndez Pidal, qui est actuellement le plus éminent philologue de l'Espagne, et dont la réputation a franchi les frontières de la Péninsule, s'est proposé d'étudier toutes les manifestations littéraires qu'il a pu découvrir concernant l'antique légende du roi Rodrigue, attentif surtout aux liens qui les rattachent les unes aux autres dans un assemblage organique.

Il considère cette légende comme un organisme vivant, qui poursuit son évolution et reçoit les multiples impressions des divers milieux dans lesquels elle se déroule, et il remonte ainsi à un intérêt supérieur à celui de la légende considérée en soi, telle qu'elle apparaît parmi les courants littéraires de tous les âges qu'elle a traversés.

Après l'étude fondamentale de Milá, qui a servi de base à tout ce qui a été écrit postérieurement ; après le lumineux exposé que Menéndez y Pelayo a poursuivi dans trois publications successives ; après le travail de son frère Juan, qui a renouvelé tant d'aspects de la question, il semblait que l'auteur n'eût plus rien à dire sur le roi Rodrigue. Mais après plusieurs années de méditation il en est arrivé à concevoir d'une autre façon l'histoire antique de la légende et à découvrir dans la partie moderne de cette histoire des aspects qu'on n'avait pas encore aperçus. Sur l'origine de la légende, l'opinion courante était qu'il fallait la considérer comme une fiction épique, parce qu'elle n'était pas, comme les autres, d'origine chrétienne, mais qu'elle venait des musulmans.

C'est après avoir abandonné cette manière de voir que l'au-

teur s'est décidé à entreprendre son travail. Il l'avait déjà poussé assez avant, quand le philologue danois Krappe et notre illustre historien Kurth assignèrent à la légende de Rodrigue une très ancienne origine germanique, opinion nouvelle qui suscita de nouvelles discussions.

Un autre point qui a été négligé, c'est celui des littératures étrangères. L'auteur consacre à cette étude une grande partie de son ouvrage. Il nous montre ce qu'est devenue la légende telle que l'ont interprétée Walter-Scott, Landor, Southey en Angleterre; Émile Deschamps, Victor Hugo et Abel Hugo en France; il nous montre Rodrigue dans les théâtres allemand, français et italien. Rien ne lui échappe dans les dernières productions étrangères, pas même mes *Rimes héroïques*, où il a découvert mon poème : *La Pénitence du Roi Rodrigue*. L'analyse qu'il en fait part du sentiment espagnol. Le sentiment français sera choqué de ce qu'un doux ermite impose à Rodrigue une peinture barbare; mais il acceptera la chose si l'ermite n'est autre que le comte Julien lui-même, le père outragé qui a inventé une atroce vengeance, comme l'apprend le dernier vers du poème. Sur ce point, je ne puis partager le scrupule de l'auteur, qui condamne ce qu'il appelle une « étrange nouveauté ». Faire de l'ermite le comte Julien, c'est tout à fait conforme au caractère de l'homme dont la légende fait un type de traître. C'est donc moins une nouveauté qu'un renforcement du trait. Lope de Vega et les dramaturges espagnols se sont permis bien d'autres trouvailles.

Si l'auteur fait une incursion dans les littératures étrangères, c'est principalement dans la littérature espagnole qu'il étudie le roi Rodrigue. Avant de passer à la légende, il ouvre l'histoire et résume ce que nous savons du royaume visigoth, si puissant en apparence, qui s'écroula avec Rodrigue. Puis il recherche les origines et les transformations de la légende dans les chroniques arabes et espagnoles, dans le *Romancero* ancien et le *Romancero* nouveau, dans le théâtre, l'histoire et la poésie des siècles d'or et chez les romantiques espagnols.

Cet ouvrage, qui représente des années de patientes et minutieuses recherches, aura auprès des hispanisants le succès de l'ouvrage que l'auteur publia autrefois sur la *Légende des Infants de Lara*, qui le signala à l'attention du monde savant et lui ouvrit l'Académie espagnole. On y retrouve ces restaurations « ingénieuses et patientes » qu'admirait Gaston Paris lorsqu'il saluait en M. Menéndez Pidal le continuateur de Milá, fondateur en Espagne de l'histoire critique de la littérature médiévale. On y retrouve les mêmes méthodes que dans ses pénétrantes études sur le geste du Cid, où il a su trouver à dire encore après les innombrables travaux critiques qu'a suscités le plus beau monument de la littérature castillane. Les conférences qu'il donna en Amérique sur l'épopée castillane à travers les âges ont eu leur retentissement en France, où elles ont été traduites par Henri Mérimée.

Il n'est que juste d'associer à la carrière littéraire de M. Menéndez Pidal celle de M^{me} Maria Goyri de Menéndez Pidal, qui a contribué largement au labeur de son mari dans la philologie romane.

JULES LECLERCQ.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

- Bergmans (Paul)*. Ville de Gand. Commission des monuments. Gand, 1923; in-16 (11 p.). [30.248]
- Defrêcheux (Nicolas)*. Œuvres complètes (édition du centenaire). Liège, 1923; gr. in-8° (238 p., portr.). [31.171]
- Du Tour (Henry)*. — Paix et Guerre. Introduction par Paul Bergmans. — Bois originaux, par Victor Stuyvaert. Bruxelles, 1923; in-16 (104 p.). [31.173]
- Haust (Jean)*. La Houillerie liégeoise. Liège, 1923; gr. in-8° (80 p.). [30.249]
- Leclercq (Jules)*. La vérité sur la mort de Tocqueville. Bruxelles, 1923; extr. in-8° (pp. 443-450). [30.230]
- Pergameni (Charles)*. Un nouveau pays : La Latvie. Bruxelles, 1923; extr. in-8° (4 p.). [30.231]
- Putorti (Nicola)*. Di un pavimento in mosaico scoperto in reggio di Calabria. Laurena di Borello, 1919; pet. in-4° (11 p.). [30.247]
- Roersch (Alphonse)*. Juste Lipse. Bruxelles, 1923; in-16, portr. [30.232]
- Comité d'études des allocations familiales. Congrès restreint des Caisses de compensation pour allocations familiales. Bruxelles, 1923; in-8° (119 p.). [30.246]
-

TABLE ANALYTIQUE

A. — COMPTES RENDUS DES SÉANCES.

Assemblée générale, 180.

Bibliographie :

Bulletins bibliographiques, 54, 76, 126, 164, 301, 370, 391, 407.

Hommages d'ouvrages, 8, 56, 78, 128, 166, 258, 342, 345, 373, 394, 399.

Notes sur des ouvrages présentés :

ASKENAZY (S.). Napoléon et la Pologne, t. I (trad. H. Grégoire); note par L. Leclère, 97.

BEYENS (Baron). Le Second Empire vu par un diplomate belge, t. I; note par dom U. Berlière, 13.

Byzantion. Revue internationale des Études byzantines, t. I; note par H. Delehaye, 94.

CAPART (J.) et WERBROECK (Marc.). Thèbes. La gloire d'un grand passé; note par l'auteur, 262.

CHAMPAGNE (P.). Octave Pirmez, sa vie, son œuvre; note par J. Leclercq, 352.

CHLEPNIK (B.-S.). Le prélèvement sur le capital dans la théorie et la pratique; note par M. Vauthier, 169.

CROKAERT (P.). Brialmont. Éloge et Mémoires; note par J. Leclercq, 172.

DE MEULEMEESTER (M.). De Abdij van Roosenberg te Waasmunster; note par dom U. Berlière, 171.

DEMOGUE (R.). Traité des Obligations en général. I. Sources des obligations (suite et fin) t. V; note par G. Cornil, 83.

DE RIDDER (A.). Le mariage de Léopold II d'après des documents inédits; note par E. Hubert, 156.

GUYON (R.). Anthologie bouddhique; note par L. de la Vallée Poussin, 161.

HAUST (J.) éd. Li voyèdje di Tchaufontaine; note par M. Wilmotte, 84.

HENRY (A.). Le ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande; note par H. Pirenne, 85.

Table analytique. — Comptes rendus.

MAGNETTE (F.). Précis d'histoire liégeoise à l'usage de l'enseignement moyen; note par J. Cuvelier, 41.

MALO (H.). La Grande guerre des Corsaires; Les derniers corsaires; note par H. Pirenne, 263.

MENÉNDEZ PIDAL (R.). El Rey Rodrigo en la literatura; note par J. Leclercq, 403.

NOËL (L.). Notes d'épistémologie thomiste; note par M. De Wulf, 355.

PARISOT (R.). Histoire de Lorraine, t. III et Index; note par H. Pirenne, 88.

PERGAMENI (Ch.). Esquisse géographique de la Roumanie actuelle; note par J. Leclercq, 160.

PIETTE (Max.). La réaction wesleyenne dans l'évolution protestante; note par dom U. Berlière, 374.

POULLET (P.). Manuel de droit international privé belge; note par le baron Descamps, 89.

ROCKWELL (W.-W.). Liber miraculorum Ninivensium Sancti Corneli Papae; note par F. Cumont, 402.

SCHMITZ (Chan. J.) et NIEUWLAND (dom N.). Documents pour servir à l'histoire de l'invasion allemande..., t. VIII; note par dom Berlière, 265.

TAKAKUSU (J.) and NAGAI (M.). Samanta-Pāsādika Buddhaghōsa's commentary on the vinaya Pitaka, I; note par L. de la Vallée Poussin, 162.

VAN LANGENHOVE (G.-Ch.). On the origin of the Gerund in English; note par J. Vercoullie, 268.

WAGNER (F.) éd. La Saga du scalde Egil Skallagrímsson; note par J. Leclercq, 261.

WITTMER (L.). Le Prince de Ligne, Jean de Müller, Frédéric de Gentz et l'Autriche; note par Eug. Hubert, 346.

OEuvres complètes de Nicolas Defrècheux; note par M. Wilmotte, 397.

Bibliothèque :

Don de la Commission du *Diplomatarium norvegicum* (Oslo), 155.

Bourse E. Verhaeren :

M. Leclercq, délégué de l'Académie à la Commission de la Bourse, 127.

Comité secret : 8, 78, 79, 128, 166, 374, 394, 399.

Commémorations; anniversaires :

Inauguration de l'Université hébraïque de Jérusalem, 77, 345.

Onzième centenaire de l'Université de Pavie, 165.

Monument à Virgile (à Mantoue), 373.

Cinquantenaire académique d'A. Gilkinet : discours de MM. Waltzing, 196, et Gravis, 198.

Commission administrative, 8.

Table analytique. — Comptes rendus.

Commission de la Bibliographie nationale :

Rapport (1924-1925), 185.

Commission des anciens auteurs belges :

Rapport, 374; réélection, 399.

Commission des Finances, 399.

Communications dont le texte ne figure pas dans le « Bulletin » :

DES MAREZ (G.). La colonisation franque et la question agraire en Belgique (*Mémoires in-4^o*), 401.

PARMENTIER (L.). Documents hittites du XIV^e siècle avant J.-C. sur les rois d'Achaïe. — Sur quelques papyrus littéraires récemment découverts, 82.

SAROLÉA (Ch.). La Révolution française et la Révolution bolcheviste, 10.

Concours annuels :

1925. Sciences morales et politiques. Première question. Rapports de MM. Des Marez, Mahaim et Wodon sur un mémoire, 79, 81. — M. Verbulst, lauréat, 81.

Histoire et Lettres. Deuxième question. Rapports sur le mémoire présenté par MM. Hubert, Leclère et Delehayé, 129, 146, 150. — M. Poncelet, lauréat; impression dans les *Mémoires in-8^o*, 151.

1926. Deuxième question. Réception d'un mémoire. Désignation des commissaires, 394.

Troisième question. Réception d'un mémoire. Désignation des commissaires, 394.

Sixième question. Réception d'un mémoire. Désignation des commissaires, 394.

Septième question. Est ajoutée au programme de 1927, 395.

1928. Programme, 168.

Voir : Proclamation.

Concours international de la Fondation Travers-Borgstroem (Nationalisation du crédit), 373.

Conférence int. espérantiste, Paris, mai, 78.

Congrès :

Fédération archéologique et historique de Belgique, Bruges, août, 77, 127.

« Saint-Bernard et son temps » à Dijon, organisé par l'Association bourguignonne des Sociétés savantes, 373.

Congrès des historiens polonais (IV^e), Posnan, déc., 399.

Demande d'avis :

De M. le Ministre des Sciences et des Arts relative aux Prix décennaux, 77.

Échange de publications :

Société des Antiquaires de Zurich, 7.
Répertoire d'Art et d'Archéologie, Paris, 128.
American Academy in Rome, 257.
Bibliothèque de la ville de Reims, 257.
Institutions savantes de Hongrie, 10.
Institut national Ossolinski, Lwow, 258.
Fondation Bernat Metge, Barcelone, 393.
Académie théologique de Halki. 393.

Élections et nominations. Voir : *Comité secret.*

(Mai). MM. le comte Carton de Wiart, membre titulaire, 166, 342; Menéndez Pidal et Tittoni, associés, 166.

(Décembre). MM. le baron Beyens, membre correspondant; C. Pascal et Lagercranz, associés, 399.

PRÉSIDENT DE L'ACADÉMIE :

1925. M. Waltzing, 7.

DIRECTEUR :

1925. M. Waltzing, 8.

1926. M. Hubert, 8.

Décision relative à la présentation des candidatures, 394.

Voir aussi : *Proclamation.*

Fondation. Voir : *Proclamation.*

Fondation en faveur des études sémitiques et musulmanes, 259.

Fondation Goblet d'Alviella.

Voir : *Prix.*

Jurys : Voir : *Prix.*

Jury des langues modernes : 345, 373.

Legs Goblet d'Alviella (Histoire des Religions), 373.

Nécrologie :

Hommage aux membres décédés (Assemblée générale), 181.

M. L. Ilavet, associé, 55.

M. le comte Goblet d'Alviella, membre titulaire. Allocution du directeur, 371.

M. C. Morawski. 373.

Voir la *Proclamation.*

NOCES D'ARGENT DE LL. MM. LE ROI ET LA REINE, 346.

Personnification civile.

Loi accordant la personnification civile aux Académies royales, 5.

Table analytique. — Comptes rendus.

Prix académiques :

PRIX AUG. BEERNAERT. — Modification au règlement, 9, 55.

PRIX ANTON BERGMANN (6^e période : 1920-1925) : Jury, 128, 341, 345.

PRIX BOUVIER-PARVILLEZ. — Voir Prix Beernaert.

PRIX J. DE KEYN (23^e concours, 1^{re} période : 1923-1924) : Jury, 9. Rapport, 151.

MM. Jonckheere, Sobry et Eeckels, M. et E. Théodore, lauréats, 155.

PRIX DE SAINT-GENOIS. — Règlement, 342-344.

PRIX DE STASSART. — Règlement, 342 et 344. — (9^e période : 1919-1925). Troisième question : Réception de deux mémoires, 8, 395. Désignation des commissaires, 395. — Quatrième question : Réception d'un mémoire. Désignation des commissaires, 395.

PRIX CH. DUVIVIER (7^e période : 1925-1927). — Questions posées, 56.

PRIX J. GANTRELLE (17^e période : 1925-1926). — Questions posées, 56.

PRIX GOBLET D'ALVIELLA (Histoire des Religions) : Fondation et règlement, 395.

PRIX EUG. LAMEERE (4^e période : 1920-1925) : Jury, 167, 342.

FONDATION PIRENNE : (1924) Subventions à MM. Lefèvre et Favresse, 56; (1925), Jury, 374.

PRIX TEIRLINCK. — Règlement, 342-344.

Voir : *Proclamation*.

Prix du Gouvernement :

PRIX DÉCENNAUX et QUINQUENNAUX. — Vœu de la Classe, 10, 151; voir *Demandes d'avis*.

PRIX QUINQUENNAL DES SCIENCES HISTORIQUES (9^e période : 1921-1925) : Jury, 398.

PRIX QUINQUENNAL D'HISTOIRE NATIONALE (16^e période : 1921-1925) : Jury, 398.

PRIX HEUSCHLING (1919-1923) : M. A. Julin, lauréat, 55.

Voir *Proclamation*.

Proclamation (séance publique) : 255.

Prix Nobel pour la Paix 1925, 55.

Rapports :

Sur un travail publié dans les *Mémoires* in-8° :

DELBOUILLE (M.). De l'origine de la pastourelle; commissaires, 396; rapports, 400.

Sur un travail non publié par l'Académie :

KARL (L.). La Légende de Saint-Julien l'Hospitalier; commissaires, 82; renvoi à l'auteur, 374.

Voir *Concours* et *Prix*.

Règlement de la Classe :

Modification, 82.

Règlement général :

Modifications, 181.

Séances ordinaires :

Janvier, 7; février, 55; mars, 77; avril, 127; mai, 165; juin, 257; juillet, 341
août, 345; octobre 371; novembre, 393; décembre, 398.

Séance publique, 8, 165, 204.

Société des Nations :

Commission internationale de Coopération intellectuelle : propose la reprise
de l'échange des publications avec les institutions savantes de Hongrie, 10.
— Motion de MM. Pirenne et Wilmotte relative aux relations entre les
organismes intellectuels internationaux, 155, 166.

Statuts :

Modifications, 181.

Union académique Internationale :

Documents inédits concernant le Japon : communication de M. Cuvelier, 78.

Grotiana, 257.

Sixième session annuelle du Comité, compte rendu, 260, 303.

Proposition de l'Académie d'Amsterdam (Encyclopédie du droit international);
renvoi à une commission académique, 398.

Vœux : Coopération intellectuelle internationale, 153.

De M. Jonckheere (la pédagogie dans les concours académiques), 393.

B. — COMMUNICATIONS ET LECTURES.

ANSIAUX (M.). Les crises économiques et la concentration industrielle, 240.

BERLIÈRE (dom Ursmer). Les décimes pontificales dans les anciens diocèses belges
aux XIII^e et XIV^e siècles, 99.

CUMONT (F.). Les fouilles de Tripolitaine, 285.

CUVELIER (J.). Un projet d'impôt au temps du duc d'Albe, 57.

DE LA VALLÉE POUSSIN (L.). Notes bouddhiques. VI. Notes sur le chemin du
Nirvâna, 15.

LECLERCQ (J.). Où Annibal a-t-il passé les Alpes? 175. — L'invasion de la Belgique
jugée par un Irlandais, 383.

LECLÈRE (L.). Une voyageuse écossaise en Belgique (1756), 357.

THOMAS (P.). Notules critiques (Varron, Pétrone, Firmicus Maternus, gloses latines
du *Vaticanus Reginae*, 203), 377.

VANDERVELDE (É.). Le socialisme en Europe depuis dix ans, 269.

WALTZING (J.-P.). Le crime rituel reproché aux chrétiens du II^e siècle, 205.

WILMOTTE (M.). Les origines littéraires de « Gormond et Isembard », 35.

TABLE ONOMASTIQUE

DES COMPTES RENDUS DES SÉANCES

*Les noms des académiciens sont en petites capitales.
Les chiffres en caractères gras indiquent la page d'une communication.*

A

Académie de droit international, La Haye, 127.
Académie française, 265.
Académie polonaise, 373.
Académie royale de langue et de littérature françaises, 9, 55.
Académie royale des Sciences, Amsterdam, 398.
Académies royales, 5.
Académie théologique de Halki, Constantinople, 393.
Achaïe (les rois d'), 82.
Albe (duc d'), 57.
Albert et Isabelle (règne d'), 129.
Albert (S. M. le Roi), 165, 346.
Allemagne, 342.
Alpes (les), 175.
American Academy in Roma, 257.
Analecta Bollandiana, 399.
Annibal, 175.
ANSIAUX (M.), 8, 240.
Aristarchi (A.), 393.
Aristarchi (S. d'), 393.
Arschol (comte d'), 128.
Askenazy (S.), 78, 97.
Association bourguignonne des Sociétés savantes, 373.
Athénée royal d'Anvers, 255.
— de Charleroi, 261.
Athènes, 56.
Auguste, 56.

Autriche, 345, 346.
Averbode (abbaye d'), 56, 256.

B

Belgique, 56, 78, 85, 357, 383, 401.
BERGMANS (P.), 184, 185.
BERLIÈRE (dom U.), 8, 14, 82, 99, 128, 166, 172, 258, 267, 373, 376.
Bernard (saint), 373.
BEYENS (baron), 8, 13, 399.
Beyle (Stendhal), 258.
Bibliothèque centrale, Zurich, 7.
BIDZ (J.), 77, 155, 260.
BLONDEL (G.), 342.
Bouchet (Émile), 7.
Brabant, 56, 256, 373.
Brialmont, 166, 172.
Bruges, 78, 128.
Bruxelles, 128.
Byzantion, 78, 94.

C

CAPART (J.), 258, 263.
CAPITANT (H.), 7, 8, 256.
CARTON DE WIART (comte H.), 166, 256, 257, 342, 399.
Cavens (comte), 258, 342.
Champagne (P.), 346, 352.
Chateaubriand, 258.
Chlepner (B.-S.), 166, 169.
CHUQUET (A.), 97, 399.
Commissions : voir Table analytique.

Table onomastique.

Compagnie de Jésus, 129.
 Conrardy (Ch.), 258.
 Conseil de Recherches, 155.
 Corneille (saint), 402.
 CORNIL (G.), 78, 84.
 Crokaert (P.), 166, 172.
 CUMONT (Fr.), 285, 403.
 CUVELIER (J.), 8, 12, 57, 78, 128, 167, 374, 395.

D

Defrècheux (N.), 394, 397.
 DE GREEF (G.), 79, 166, 256, 342.
 DE LA VALLÉE POUSSIN (Ch.-J.), 9.
 DE LA VALLÉE POUSSIN (L.), 10, 15, 77, 128, 162, 163.
 Delbouille (M.), 396, 400.
 DELEHAYE (le P. H.), 78, 82, 96, 129, 150, 165, 374, 399.
 de Meulemeester (M.), 166, 171.
 Demogue (R.), 83.
 De Ridder (A.), 128.
 DESCAMPS (baron Ed.), 10, 78, 94, 373.
 DES MAREZ (G.), 79, 128, 167, 342, 395, 401.
 DE WULF (M.), 8, 77, 166, 346, 356.
 Dijon, 373.
 Diplomatarium norvegicum, Oslo, 165.
 DOUTREPONT (G.), 82, 374, 394, 395, 396, 400.
 Dunkerque, 259, 263.

E

Eckels (J.), 255.
 Élisabeth de Belgique (S. M. la Reine), 346.
 Escaut, 128.
 Europe, 269, 342.

F

FAUCHILLE (P.), 258.
 Favresse, 56, 256.
 Fédération archéologique et historique de Belgique, 77, 127.
 Ferraris (C.-F.), 79, 166, 256.
 Firmicus Maternus, 377.

Flandre, 373.
 Fondation Bernat Metge, Barcelone, 393.
 FREDERICQ (L.), 9.

G

Gentz (Fréd. de), 345, 346.
 GILKINET (A.), 196, 203.
 GOBIET D'ALVIELLA (comte Eug.), 371, 373, 395.
 Godefroid de Bouillon, 8.
 Gormond et Isembard, 10, 35.
 Graindor (P.), 94.
 GRAVIS (A.), 198, 203.
 Grégoire (H.), 78, 94, 97.
 Guyon (R.), 128, 161.

H

Hainaut, 373.
 Haust (J.), 78, 84.
 Havet (L.), 79, 166, 256.
 HEIBERG (J.-L.), 256.
 Henry (A.), 78, 85.
 HOMOLLE (Th.), 399.
 Hongrie, 10.
 HUBERT (E.), 8, 128, 129, 160, 345, 351, 394.
 Huisman (M.), 167.
 Huvelin (P.), 256.

I

Institut de Droit international, 89.
 Institut de Sociologie Solvay, 169.
 Institut des Hautes Études de Belgique, 342.
 Institut national Ossolinski (Lwow), 258.

J

Japon, 78.
 Jonckheere (T.), 255, 393.
 Julien l'Hospitalier (saint), 82, 374.
 JULIN (A.), 55, 256.

K

Karl (L.), 82, 374.

Table onomastique.

L

Lacour-Gayet (G.), 97.
 LAGERCRANZ (O.), 399.
 LECLERCQ (J.), 10, 127, 128, 161, 166,
 174, **175**, 258, 262, **383**, 394, 399,
 406.
 LECLÈRE (L.), 78, 98, 129, 146, 167, **357**,
 374, 394.
 Lefèvre (P.), 56, 256.
 Léopold II, 128, 156.
 Liège, 256.
 Liège (province de), 373.
 Ligne (le prince de), 345, 346.
 Lipse (Juste), 399.
 Lorraine, 78, 88.
 Luxembourg (province de), 258, 265,
 373.

M

Magnette (F.), 8, 11, 167.
 MAHAIM (E.), 8, 77, 81, 398.
 Malo (H.), 259, 263.
 Mantoue, 373.
 MENÉNDEZ PIDAL (R.), 166, 256, 257, 403.
 Ministre de l'Agriculture, 165.
 Ministre des Colonies, 165.
 Ministre de la Défense Nationale, 165.
 Ministre des Finances, 81, 163, 255.
 Ministre de l'Industrie, du Travail et de
 la Prévoyance sociale, 165, 256.
 Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,
 55, 89, 165.
 Ministre des Sciences et des Arts, 7, 55,
 77, 341, 345, 373, 393, 398.
 Morawski (C.), 373.
 Müller (J. de), 345, 346.

N

Nagai (M.), 128, 162.
 Namur (province de), 258, 265, 373.
 Napoléon (1^{er}), 78, 97.
 Nieuwland (N.), 258, 265.
 Noël (N.), 346, 355.

O

Oikonomos (G.), 258.

P

Paris, 78.
 PARISOT (R.), 78, 88.
 PARMENTIER (L.), 9, 82, 394.
 PASCAL (G.), 399.
 Peano (G.), 258.
 Pergameni (Ch.), 128.
 Pétrone, 377.
 Piette (Maximin), 373, 374.
 PIRENNE (H.), 77, 78, 88, 89, 155, 166,
 259, 260, 264, 373, 395, 398.
 Firmez (O.), 346, 352.
 Pologne, 78, 97.
 Poncelet (A.) S. J., 151, 255.
 Posnan (Posnanie), 398.
 Potvin (Ch.), 258.
 Pouillet (P.), 78, 89.

R

Reims (Bibliothèque de la ville), 257.
 République chinoise, 128.
 Rockwell (W.-W.), 402.
 Rodrigue (le Roi), 403.
 ROERSCH (A.), 166, 399.
 ROLIN (baron A.), 398.
 Roosenberg (abbaye de), 166, 171.
 Roumanie, 128, 160.

S

SAROLÉA (Ch.), 10.
 Schmitz (J.), 258, 265.
 Sconhove (Antoine), 166.
 Skallagrimsson (E.), 258, 261.
 Sobry (J.), 255, 257.
 Société archéologique du Pays de Waes,
 171.
 Société des Antiquaires, Zurich, 7.
 Société des Nations, voir : Table analy-
 tique.
 Société Dunkerquoise pour l'encourage-
 ment des Sciences, des Lettres et des
 Arts, 7.
 Stendhal, 258.

T

Takakusu (J.), 128, 162.
 Thèbes (Égypte), 258, 262.

Table onomastique.

Théodore (M. et E.), 256.
 THOMAS (P.), 56, **377**, 394, 396, 400.
 TITTONI (T.), 166, 256, 257, 258.
 Tocqueville (A. de), 399.
 Travers-Borgstroem (Fondation). Berne, 373.
 Tripolitaine, 285.

U

Union académique, 155; voir : Table analytique.
 Université de Bordeaux, 398.
 Université de Bruxelles, 255.
 Université de Gand, 56, 268.
 Université hébraïque de Jérusalem, 77, 345.
 Université de Louvain, 89.
 Université de Nancy, 78.
 Université de Paris, 83, 127.
 Université de Pavie, 165.
 Université nationale de Pékin, 128.

V

VAN BIERVLIET (J.), 9.
 VAN DEN HEUVEL (J.), 398.
 VANDER LINDEN (H.), 9, 342, 374, 394, 395.
 VANDERVELDE (É.), **269**.

Van Houtte (H.), 345.
 Van Langenhove (G.-Ch.), 259, 268.
 Van Maerland (Jacob), 8.
 Varron, 377.
 VAUTHIER (M.), 10, 166, 398.
 VERCOULLIE (J.), 9, 77, 259, 268.
 Verhaeren (Bourse E.), 127.
 Verhulst (L.), 81, 127, 255.
 Virgile, 373.

W

Waasmunster, 166, 171.
 Wagner (F.), 258, 261.
 WALTZING (J.-P.), 7, 8, 77, 128, 165, 196, **205**, 394.
 Waterloo, 253.
 Willebroeck, 258.
 WILMOTTE (M.), 9, 10, **35**, 77, 78, 82, 85, 155, 374, 394 ... 397.
 Wittmer (L.), 345, 346.
 WODON (L.), 81.

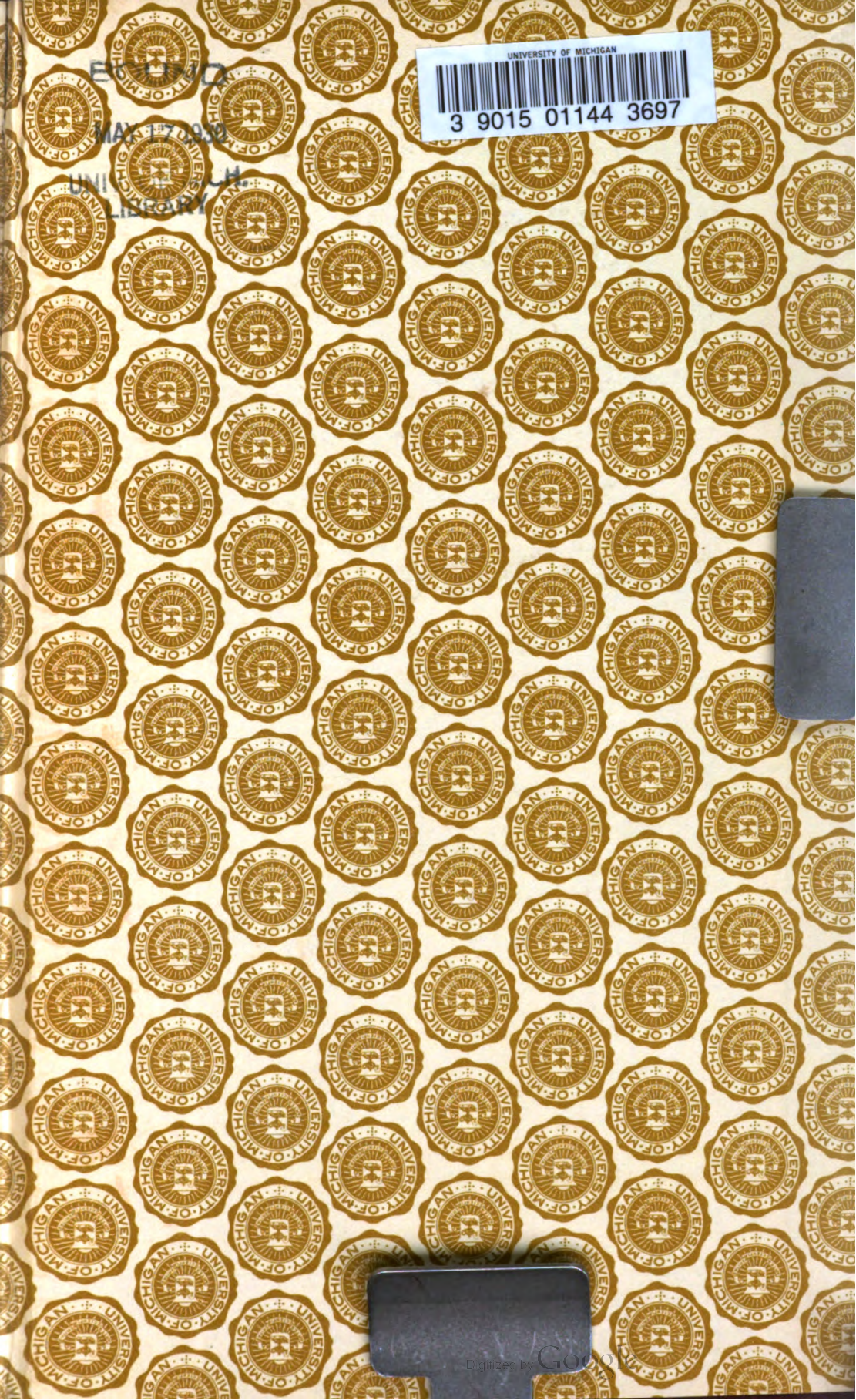
Y

Ypres, 373.

Z

Zurich, 7.





UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 01144 3697



